Pierre Mulele
ou la seconde vie de Patrice Lumumba

Ludo Martens

Table des matières

PREFACE : Patrice Lumumba et Pierre Mulele, unis dans la lutte et dans le martyre

I. Le Congo est une colonie magnifique
La composition familiale de la Trinité coloniale
Dans la Trinité coloniale, le rôle du Père était tenu par le pouvoir d'Etat.
Le capital belge constituait la force centrale et dominante dans la Trinité coloniale où il jouait le rôle du Christ conquérant
L'Eglise incarnait le saint Esprit de cette entreprise coloniale.
Les multiples interpénétrations entre l'appareil d'Etat, le Capital et l'Eglise firent de la Trinité coloniale une formidable force de frappe écrasant irrémédiablement la société noire.
Trois beautés belges: exploitation, oppression, répression
Exploitation
Oppression
Répression

II. Les classes sociales à la fin du régime colonial
L'ennemi - la bourgeoisie monopoliste
Les trois classes sur lesquelles l'impérialisme s'appuie
La bourgeoisie moyenne
Ia petite bourgeoisie européenne
L'aristocratie noire.
La société traditionnelle au Kwango-Kwilu
Le peuple congolais
Une fraction des chefs coutumiers
La bourgeoisie nationale
La petite bourgeoisie noire
Les paysans
Le prolétariat et le semi-prolétariat
Le sous-prolétariat

III. Mulele dans la lutte anticoloniale
Au petit séminaire de Kinzambi
A l'école moyenne de Leverville
Rebelle dans la Force publique
Les premières formes d'organisation
Les premiers signes d'une politisation
La découverte de la littérature progressiste et marxiste

Mulele et la fondation du PSA
Deux conceptions politiques au sein du PSA
Guinée puis en campagne électorale

IV. Qui a arraché l'indépendance?

Le rôle déterminant des ouvriers et paysans
La révolte du 4 janvier: de Léo à l'intérieur
Les ouvriers et paysans dans les partis nationalistes
La division en trois tendances parmi les évolués
Les collaborateurs
Les réformistes
Les nationalistes radicaux

V. Lumumba, cet inconnu

Le drapeau de Patrice Lumumba: un programme anti-impérialiste révolutionnaire
Patrice Lumumba, porte-parole du radicalisme paysan et ouvrier
Lumumba, l'initiateur de la lutte armée contre l'ennemi impérialiste au Congo
Lumumba, adversaire implacable des collaborateurs
Lumumba, ce bandit, ce terroriste, cet assassin, ce traître, ce criminel de droit commun .

VI. Mulele dans la tempête Juillet 1960-février 1962

Le gouvernement Lumumba
Le Katanga, une base belge
La bataille de l'Education nationale
Devant les trahisons
Sur la route de Stanleyville
Le gouvernement nationaliste de Stanleyville
Mulele au Caire
Mulele et la République populaire de Chine
L'annonce de l'assassinat de Lumumba
Panique à Tananarive
Couper les ponts avec Léopoldville
Pourissement des partis nationalistes
Retrouvailles insolites à Coquilhatville
Lovanium ou le conclave de la capitulation
Vers la concorde, l'entente et la réconciliation
Le triomphe de la collaboration
Gizenga a enfin compris ...
La prison pour les lumumbistes

VII. Un réalignement de forces qui prepare une nouvelle révolution

Du côté des intérêts étrangers
Bonne impression à Bruxelles et Washington
La constitution d'une bourgeoisie bureaucratique et compradore
Notre Force publique est prête
Le retour à l'absolutisme
Des 'lumumbistes' entrent au service de l'impérialisme
Du côté du peuple congolais

La bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie
Les formations politiques nationalistes
Les masses paysannes et ouvrières

VIII. Quelques causes de l'insurrection au Kwango-Kwilu
Pauvreté et misère
Répression et arbitraire
La force morale du peuple

IX. Quelques données spécifiques sur le Kwango-Kwilu
Quelques données sur la géographie
Quelques données sur la population

X. Pékin, aller-retour
Le Manifeste de Bengila
Retour de Mulele et préparation du maquis

XI. Implantation et organisation des mulelistes : ao.t-décembre 1963
Les premiers partisans
L'ennemi mis au courant
Le recrutement d'intellectuels
La répression
Formation politique et militaire
Extension du mouvement au Kwilu
La répression s'aggrave
Décembre 1963 au maquis

XII. Le Conseil National de Libération et son programme
Les progrès de la réaction à Léo
La naissance du CNL et la scission
Le programme du CNL
Le programme d'action du CNL (15 avril 1964)
I. Préambule
II. La situation politique actuelle du Congo
III. Comment résoudre la crise politique actuelle
IV. Le Conseil National de Libération
V. Le Gouvernement révolutionnaire et populaire
VI. Peuple congolais, ta victoire est proche
La leçon politique de Mulele
Principes fondamentaux d'une révolution
5
Comment se faire comprendre par les villageois?
Le catéchisme du Partisan

XIII. L'insurrection déclenchée : janvier- mars 1964

L'attaque de L'INEAC et les premières opérations
La terreur de l'armée mobutiste
L'offensive générale du 22 janvier 1964
L'étendue du territoire libéré

XIV. La révolution en marche. Avril 1964-juin 1965

La consolidation. Avril-novembre 1964.
Ralliement des intellectuels et organisation de la zone libérée
Les offensives des partisans
Deux problèmes
L'affaire Bengila
A propos de Kafungu
Chez les réactionnaires
La défense. Décembre 64-février 65
Dans le camp de Mobutu - la pacification
Dans le camp de Mulele
Vue d'ensemble
La division. Mars-juin 1965
Origines de l'affaire Kandaka
Le mouvement révolutionnaire perd l'initiative
L'affrontement avec Kandaka et le tournant de Kifuza

XV. Les structures dans la zone libérée

La Direction générale
Les cadres supérieurs
Les structures militaires
Les structures politiques et techniques
Une journée à la Direction
Les commandants de zone
L'équipe et le comité de village
L'équipe de partisans
Le comité de village
Relation entre équipe et comité
La sous-direction

XVI. Aspects de la vie au maquis

L'économie
La protection des bien économiques
Nourrir la population
Attitude envers les entreprises étrangères
La santé
La justice
La magie
La participation des femmes
Le mariage au maquis
Le style de vie de Mulele

XVII. La révolution et l'église catholique

Qu'ils partent !
La religion au maquis
La participation de prêtres à la révolution
L'Eglise mobutiste
L'Eglise et la pacification

XVIII. Les conceptions militaires au maquis

Edification idéologique et politique de l'armée partisane
La formation militaire
Armement et tactique
Erreurs dans la conception de la lutte armée
Incompréhension du caractère prolongé de la lutte armée
Sous-estimation de la lutte militaire
Faiblesse dans l'élimination des forces vives de l'ennemi
Le manque d'esprit offensif
L'effort pour désagréger l'ANC

XIX. Le problème du parti d'avant-garde

L'attitude de Bengila et Mulele à leur retour de Chine
Progrès par rapport aux partis nationalistes
Conséquences de l'absence d'un parti d'avant-garde
Faiblesses dans le domaine de l'organisation
Erreurs politiques
Faiblesses idéologiques
La désertion des intellectuels congolais
Une lettre de Mulele sur le Parti
L'analyse de Thomas Mukwidi

XX. Le déclin du mouvement révolutionnaire

Un texte de Pierre Mulele
La pacification rampante
Une résistance dispersée mais tenace
La situation à la Direction générale
Des changements de politique s'imposent
La pagaille chez l'ennemi

XXI Le noyau central brisé

La pacification
Pacification et absolutisme
L'église et la pacification
Les événements à la Direction Générale
Dans la région Iseme-Eyene
A la rencontre de Che Guevara
Dans la région de Mayili
L'attaque décisive de l'armée mobutiste

XXII. Un homme seul maintient l'espoir. Décembre 1967 - Août 1968.
Une 'leçon politique' de Pierre Mulele
Déclarations de Mulele à la délégation venue de Brazzaville

XXIII. Les événements à Brazza, à Léo et à l'Est.
Premières missions militaires du CNL-Bocheley
Le CNL-Gbenye
'Reconciliation' autour de Tshombe
Le 25 juillet 1964: Bolobo
La recolonisation à Léo
Chez le Président de la République Gbenye
Brazza, août 1964-mars 1965
Le maquis de Mukwidi

XXIV. Un assassinat que le peuple vengera
Le départ de Mulele pour Brazza
Les raisons du départ de Mulele à Kinshasa
Dernière tentative de retenir Mulele
L'assassinat de Mulele et Bengila
L'assassinat de la mère de Pierre Mulele
Le drapeau de Patrice Lumumba et de Pierre Mulele

Bibliographie
Index

Préface

Patrice Lumumba et Pierre Mulele, unis dans la lutte et dans le martyre

Le jour où les peuples noirs auront une voix prépondérante dans l'écriture de l'histoire de leur continent, ils donneront une place d'honneur à ce combattant dont le nom même, quinze ans après son assassinat, est inconnu de beaucoup d'Africains: Pierre Mulele.

Sous le régime colonial, le pouvoir établi au Congo belge avait réussi à effacer de l'Histoire les noms de tous les patriotes qui s'étaient dressés, les armes à la main, contre les conquérants blancs. En 1897, plus de 6.000 soldats noirs s'étaient soulevés contre leurs officiers belges commandés par le baron Dhanis. Ils avaient organisé des maquis dans la région de Uvira-Baraka-Kabambare-Kasongo. Les troupes du roi civilisateur Léopold II mettront dix ans avant de venir à bout des dernières poches de résistance. Soixante ans plus tard, même un Lumumba ignorera les noms de Pierre Kandolo, de Saliboko, de Changuvu qui avaient dirigé la résistance armée des fiatetela, des Bakusu, des Bango-Bango, des Baluba, des Tanganyka, etc.[1]

Le régime néo-colonial a, lui aussi, un intérêt vital à gommer de la mémoire du peuple les noms et l'œuvre de ses adversaires les plus résolus. Mais de nos jours, l'Histoire marche d'un pas accéléré et il ne faudra pas soixante ans avant que le peuple congolais reconnaisse à leur juste valeur les mérites historiques de Pierre Mulele.

Pendant les soixante-quinze ans de régime colonial, le peuple congolais a été écrasé, divisé, morcelé: aucun mouvement anticolonialiste ne put prendre une ampleur nationale. Patrice Lumumba aura été le premier à unir tous les patriotes issus d'innombrables ethnies dans un seul mouvement dirigé contre l'ennemi commun à tous : le régime colonial. C'était en 1958-1960.

Trois années plus tard, Pierre Mulele donnait le signal du deuxième mouvement révolutionnaire d'envergure nationale. Par son ampleur et sa profondeur, il dépassa de loin la lutte pour l'indépendance. Cette insurrection populaire déclenchée le 1er janvier 1964 n'a jamais eu son égale dans toute l'histoire des populations congolaises. Et ce fut les armes à la main que les *basenji* ('indigènes') prirent conscience de leurs intérêts nationaux.

Lumumba est devenu un mythe après sa mort. Mulele, lui, entra de son vivant dans la légende. Le mythe de Lumumba ne s'est développé que parmi les paysans et les travailleurs car eux seuls se reconnaissaient pleinement dans ce héros qui ne recula pas devant le sacrifice de sa vie pour arracher la libération nationale. Certains évolués se félicitaient, au contraire, de la disparition de ce gêneur qui les avait empêchés de se jeter à cœur joie dans les bras des Belges. D'autres encore, se parant du titre d'héritiers spirituels, songeaient surtout à l'héritage matériel qu'ils ne tarderaient pas à encaisser s'ils parvenaient au pouvoir sous le drapeau du lumumbisme.

Son héros assassiné, le peuple, qui avait donné naissance au mythe de Lumumba, ne se sentit pas vaincu. Il n'aspirait qu'à venger le martyr. Encore peu organisé et peu conscient, le peuple avait besoin d'un nouveau héros et d'un nouveau mythe pour se dresser contre ses ennemis. Il n'en doutait pas: Lumumba reviendrait et dans sa seconde vie, il écraserait impitoyablement les adeptes du PNP, le Parti des Nègres payés. Gizenga était tout désigné pour reprendre le flambeau mais il lui manquait la hardiesse révolutionnaire à laquelle le peuple aspirait. Lumumba renaissant serait avant tout un combattant. Et celui qui se présenta devant le peuple en combattant s'appelait Pierre Mulele. C'était un homme discret qui, contrairement à Lumumba, n'aimait pas faire de grands éclats oratoires devant des assemblées surchauffées. C'est uniquement à cause de ses actes que, de son vivant, Mulele est devenu un personnage de légende. Les paysans et les travailleurs n'avaient jamais eu connaissance d'un programme ou d'une déclaration émanant de Mulele mais pourtant, même dans les coins les plus reculés du pays, on parlait de cet homme qui agissait comme nul autre ne l'avait jamais fait auparavant: il s'était rendu dans les villages, parmi les paysans, les chasseurs, les coupeurs de noix de palme; il avait déclenché la lutte armée avec des lances, des flèches, des machettes, des cocktails molotovs; dans les bases libérées, il avait instauré le pouvoir des pauvres contre les collaborateurs.

A la fin de sa vie, allant au devant de la mort, Lumumba avait entrevu les grandes vérités de la révolution nationale et démocratique. Mulele reprit l'Histoire là où Lumumba l'avait portée dans un ultime effort et il la mena infiniment plus loin. Il dirigea la première grande révolution populaire contre le néocolonialisme dans l'Afrique post-indépendante. Il montra que la cause de l'indépendance était inséparable de celle des paysans et des ouvriers et qu'elle ne pourrait aboutir que dirigée par une pensée marxiste-léniniste.

Aux yeux des réactionnaires, Pierre Mulele et Patrice Lumumba méritaient doublement la mort. Lumumba fut assassiné le 17 janvier 1961 dans une opération coordonnée où Mobutu et Kasavubu, Tshombe et Munongo jouèrent chacun leur rôle. Lumumba mort, il fallait, pour qu'il soit complet, que le crime s'accompagne d'un assassinat spirituel. Et on assista alors à ce spectacle insolent et inédit où l'on voit les Tschombe et les Mobutu consacrer héros national leur victime dans le but évident de détourner sa mémoire, de tronquer son œuvre, de falsifier sa pensée, d'effacer tout ce qui était authentiquement révolutionnaire dans cet homme.

Mulele fut, lui aussi, assassiné par deux fois. Sur ordre de Mobutu, il connut, le 3 octobre 1968, une mort des plus atroces. Ses ennemis tentèrent de le tuer spirituellement en rayant son œuvre de la mémoire du peuple par tous les moyens, y compris la terreur la plus épouvantable.

Mulele n'aurait pu réaliser son œuvre sans que Patrice Lumumba n'en ait jeté les fondements et il est impossible de saisir pleinement le sens de l'action de Lumumba sans en comprendre le prolongement logique dans l'activité révolutionnaire de Mulele.

Les paysans et les travailleurs qui se sont soulevés en 1963-68 contre le néocolonialisme se considéraient indistinctement comme des mulelistes ou des lumumbistes. Les nouvelles générations de révolutionnaires congolais trouveront leurs armes dans l'héritage de Patrice Lumumba et Pierre Mulele.

Nous remercions les nombreux camarades congolais et belges qui ont contribué à la réalisation de cette étude. Nous espérons que des camarades congolais nous transmettront des critiques et des informations, permettant d'améliorer et de compléter ce travail. Nous aimerions aussi connaître les réflexions des militants sur les analyses politiques continues dans cet ouvrage.

Ludo Martens, 171, Boulevard Lemonnier, 1000 Bruxelles, Tél. : 02/513 69 07

Notes

1. MEYERS, Le prix d'un empire, Bruxelles, 1943, pp. 137-138,197. Chapitre I

I. Le Congo est une colonie magnifique*

Les secrets de la colonisation belge au Congo ne sont guère difficiles à déchiffrer pour les trop nombreux Congolais qui se sont familiarisés dès leur plus tendre enfance avec les mystères de la Sainte Trinité. Avec la même aisance qui confond les trois personnes divines en un seul Dieu, les trois forces essentielles du colonialisme belge s'unirent dans un seul mécanisme d'exploitation. De la façon la plus naturelle, le gouverneur général Pétillon posa cette question : 'L'Eglise, le capital et l'Administration ne sont-ils pas les trois pierres d'angle sur lesquelles Léopold II commença et la Belgique continua d'édifier le Congo?[1] '

L'histoire du colonialisme belge nous renvoie par deux voies différentes aux problèmes de la période de 1958-1968. D'abord, les caractéristiques de la colonisation belge exercèrent une grande influence sur la lutte pour l'indépendance dirigée en 1958-1960 par Patrice Lumumba et sur l'insurrection populaire contre le pouvoir néocolonial, dirigée en 1963-1968 par Pierre Mulele.

Ensuite, l'absolutisme mobutiste, installé le 24 novembre 1965, a restauré plusieurs éléments de l'absolutisme colonial qui façonna la société congolaise entre 1885 et 1960.

Nous décrivons certaines caractéristiques générales de la colonisation belge au Congo tout en faisant référence à quelques données particulières de la région du Kwango-Kwilu où Pierre Mulele dirigea la révolution de 1963 à 1968.

La composition familiale de la Trinité coloniale

Dans la Trinité coloniale, le rôle du Père était tenu par le pouvoir d'Etat.

La bourgeoisie belge, arrivée au sommet de sa puissance, prit honte de cette révolution bourgeoise qui l'avait portée au pouvoir. Elle se mit à envier la solidité de l'Etat féodal. Le pouvoir d'Etat qu'elle établira au Congo avait toutes les caractéristiques de la féodalité triomphante. Cet appareil féodal coiffant une économie de type capitaliste était constitué par trois éléments: la Monarchie absolue, la Force publique et l'Administration coloniale.

Le 23 février 1885, les puissances occidentales réunies à la Conférence de Berlin reconnurent l'Etat indépendant du Congo comme l'immense propriété privée de Léopold II, roi des Belges. Voici dans quels termes ce dernier s'exprimait dans une lettre du 3 juin 1906 aux secrétaires généraux: 'Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une œuvre personnelle. Or, il n'est pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre œuvre, fruit de son labeur (...) Mes droits sur le Congo sont sans partage; ils sont le produit de mes peines et de mes dépenses (...) Le mode d'exercice de la puissance publique au Congo ne peut relever que de l'auteur de l'Etat; c'est lui qui dispose légalement, souverainement, et qui doit forcément continuer à disposer seul, dans l'intérêt de la Belgique, de tout ce qu'il a créé au Congo (...) [2].'

Ce régime perdura jusqu'au 18 octobre 1908, date à laquelle le Roi transmit sa modeste propriété privée, appelée le Congo, à l'Etat belge.

Entre 1885 et 1908, le roi Léopold II élabora un grand nombre de réglementations juridiques et économiques fondamentales qui formèrent les bases de la colonisation belge proprement dite, de 1908 à 1960. Jamais dans l'histoire coloniale, une famille royale n'a joué un rôle aussi important que celui de la famille royale belge au Congo [3] .

Avant 1908, le *pouvoir législatif* appartenait à Léopold II 'qui décide de sa seule autorité'; 'en cas d'urgence le Gouverneur Général du Congo était autorisé à édicter des ordonnances ayant force de lois.' [4]

La Charte coloniale de 1908 ne modifia guère ce système. En règle générale, le pouvoir législatif s'exerçait par voie de décrets; le Parlement belge n'y intervenait pas. 'Le Roi exerce le pouvoir législatif par voie de décrets (...) rendus sur la proposition du ministre des Colonies [5] .' Cependant, en cas de nécessité, le gouverneur général, résidant dans la colonie, pouvait en suspendre l'exécution et rendre des ordonnances ayant force de loi [6] .

Avant 1908, le *pouvoir exécutif* était réglé par le 'décret du Roi-souverain' du 1er septembre 1894[7] et par l'arrêté du 10 octobre 1894[8] . Le roi nommait un secrétaire d'Etat, 'chargé de l'exécution des mesures décidées par nous'. Le secrétaire d'Etat recevait l'assistance d'un trésorier général et de trois secrétaires généraux; ensemble ils formaient le 'gouvernement central' résidant à Bruxelles [9] . Dans l'Etat Indépendant, un 'gouvernement local' fut 'placé sous la haute direction d'un gouverneur général'. Ce dernier fut 'chargé d'administrer le territoire et d'y assurer l'exécution des mesures décidées par le gouvernement central. Le gouverneur général a la haute direction de tous les services administratifs et militaires établis dans l'Etat'" .[10]

Cette situation ne changea guère après 1908. Le pouvoir exécutif fut tenu par le roi et exercé par un

gouverneur général. Le gouverneur général représentait le Roi dans la colonie et son pouvoir était pratiquement illimité. Il exerçait le pouvoir exécutif, que lui déléguait le roi, par voie d'ordonnances. *Le Recueil à l'usage des fonctionnaires* disait ceci: 'II détient seul le droit de correspondre avec le gouvernement métropolitain (...) le gouverneur général a la haute direction de tous les services administratifs et militaires établis dans la colonie [11] ' C'était lui qui élaborait le projet de budget de la colonie, qui en assurait l'exécution et qui percevait les impôts au Congo. Toute activité politique était bien sûr interdite aux Noirs. Au Parlement belge, les partis politiques ne manifestaient, au moins jusqu'en 1956, pratiquement aucun intérêt pour tout ce qui se passait dans la colonie.

Dans l'absolutisme colonial, *l'armée* jouait un rôle essentiel. Dès 1877, l'armée conquit, morceau par morceau, cet immense empire, poursuivant d'année en année ses opérations sanglantes. En 1923, il lui restait encore des régions à soumettre. Le pouvoir absolu possède cette caractéristique de ne s'épanouir pleinement que sur un sol jonché d'innombrables cadavres.

Ce n'est pas un hasard que le dernier commandant en chef de la Force publique du Congo belge, le général-major Emile Janssens, entré en fonction le 7 mars 1954, faisait figure de noble vasal jurant à toutes les occasions fidélité à son Roi. Il écrit: 'C'est avec du vrai sang, de vrais morts et de vrais sacrifices que les militaires, venus de Belgique, ont fait le Congo avec leurs soldats. Ce fut toujours (...) par l'exemple qu'ils ont inculqué aux soldats congolais les notions fondamentales de notre civilisation.'[12]

Après avoir avoué que les chefs de village envoyaient leurs 'plus mauvais sujets'[13] à l'armée, Janssens note qu'il fallait sept ans de service militaire pour 'imposer à nos soldats la stricte et absolue discipline, dont le Bantou ne peut se passer.'[14] Janssens inculquait à ses 25.000 hommes noirs la fidélité absolue au Roi et à la puissance colonisatrice, grâce à des moyens psychologiques et à des avantages matériels et par un système rigoureux de contrôle policier. 'Tous les moyens étaient mis en oeuvre à cet effet: service d'éducation, presse, radio, action sociale, surveillance par la branche 'G2', officiers de renseignement, inspections, liaison très étroite et très efficace avec la Sûreté de l'Etat.'[15]

Sans jamais faiblir dans sa passion pour l'absolutisme, Janssens déclarait le 1 janvier 1959 à la radio:

'La Force Publique, avec ses anciens combattants et ses anciens militaires, constitue une grande famille qui vit unie et ordonnée (...) et qui ne connaît qu'une chose: Boula Matari. Boula Matari, cela veut dire notre Roi, régnant sur une Belgique et un Congo indissolublement unis.' [16] On ne peut guère s'étonner que Janssens, sur cette envolée, exprimait son admiration pour le fascisme portugais: 'un chef, une politique, une langue, une religion.' [17]

L'Administration coloniale était omniprésente au Congo. Même 'l'indigène' vivant au fin fond de la brousse n'échappait pas au sentiment déroutant d'être 'administré' par un Blanc.

Dès les années 20, la colonisation belge mettait le village le plus reculé en contact direct avec les administrateurs blancs. 'Le Gouvernement attache la plus grande importance à ce que les fonctionnaires territoriaux visitent fréquemment les diverses parties du territoire soumis à leur autorité et entrent chaque fois en relation avec les indigènes [18].'

Le 30 juin 1960, on comptait quelque 1.590 agents territoriaux et 708 agronomes répartis sur tout le territoire congolais. A cette époque, le Congo comptait au total 10.024 agents blancs de l'Administration [19] .

Le capital belge constituait la force centrale et dominante dans la Trinité coloniale où il jouait le rôle du Christ conquérant.

Dans le but d'entamer l'exploitation du Congo - son domaine privé -, Léopold II créa le 27 décembre 1886 la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, la CCCI. Dès sa création, la Compagnie reçut une concession de 150.000 hectares, à choisir selon sa meilleure convenance. En 1928, elle fut placée sous la houlette de la Société générale. En 1960, elle contrôlait une bonne quarantaine de sociétés, parmi lesquelles la Compagnie cotonnière congolaise (Cotonco) et les Entreprises agricoles de la Busira au Lomami SAB.

En 1891, Léopold II voulut consolider son pouvoir au Congo par l'occupation et l'exploitation du Katanga. A sa demande, la CCCI créa la Compagnie du Katanga, qui reçut du Roi la pleine propriété d'un territoire d'une superficie six fois supérieure à celle de la Belgique. Le 19 juin 1900, la Compagnie du Katanga, société privée, et l'Etat indépendant du Congo, propriété privée de Léopold II, j oignirent leur patrimoine au sein d'un organisme nouveau, le Comité spécial du Katanga (CSK). Cette société obtint le droit d'administrer la plus grande partie du Katanga, d'y percevoir l'impôt, d'y organiser un corps de police, lequel comptait 1.057 unités en 1904. Le CSK devint le principal actionnaire de l'Union minière, créée en 1906 pour exploiter les gisements de cuivre. Par la suite, la Société générale effectuera une entrée en force dans l'Union minière. Le CSK était aussi le principal actionnaire de la Géomines, le deuxième producteur congolais d'étain, qui reçut en 1910 le droit d'effectuer des prospections sur une superficie de 900.000 hectares [20] .

En 1906, Léopold II créa, avec la Société générale et le groupe Ryan-Guggenheim, la Forminière, Société internationale forestière et minière du Congo qui reçut une concession de 3.716.000 hectares au Kasaï pour y

exploiter les gisements de diamant [21] .

Le 14 avril 1911, l'Anglais Lord Leverhulm passa une convention avec les autorités belges, lesquelles lui accordaient une concession de 750.000 hectares, situés essentiellement dans le Kwango-Kwilu. Le 4 avril 1911, le socialiste Vandervelde avait déclaré à la Chambre: 'Le jour où il (M. Lever) sera au Congo, ce sera un grand avantage pour les indigènes.'[22] Le 11 mai 1911, le groupe anglais Lever créa au Congo une filiale, les Huileries du Congo belge (HCB), qui s'appropria la plus grande partie des palmeraies du Kwilu[23] . Le Parti socialiste belge obtint un siège au Conseil d'administration des H.C.B. ![24]

Au Congo belge, depuis le début de la colonisation, le capital était fortement concentré. 74,6 pour cent de tous les capitaux immobilisés entre 1920 et 1930 au Congo étaient entre les mains de quatre groupes financiers: La Société générale, Empain, la Cominière et Brufina. La Société générale seule contrôlait 5,4 milliards de francs d'investissements sur un total de 8,3 milliards, soit 65 % [25] .

Juste avant l'indépendance, soixante-dix grandes entreprises représentant 3 % du nombre total des entreprises, employaient 51 % de l'effectif total des salariés. Dix d'entre elles regroupaient 20 % de classe ouvrière congolaise. Les trois quarts de l'ensemble des capitaux investis étaient concentrés dans 4 % des entreprises. Trois groupes financiers contrôlaient 75 % de l'activité économique de la colonie: la Société générale, la Banque de Bruxelles et le Groupe Empain [26].

L'Eglise incarnait le saint Esprit de cette entreprise coloniale.

Sans elle, il n'y aurait pas eu de colonisation belge au Congo. Lorsque Léopold II décida de réaliser ses rêves démentiels, il trouva peu de volontaires décidés à prendre d'assaut cette Afrique inconnue. Une parfaite indifférence occupait le cœur du bon peuple belge. Il fallut que le cardinal Lavigerie, Primat d'Afrique, se déplace en Belgique sur l'ordre du pape Léon XIII pour y lever des troupes afin d'entreprendre la 'nouvelle croisade civilisatrice et chrétienne', expression par laquelle Léopold II désignait ses futures opérations lucratives. Dans son prêche, le Primat déclara: 'Votre Roi vous donnait accès à un pays soixante fois plus grand que le vôtre (...) Il s'agissait donc d'un immense champ d'apostolat et de charité (...) Vous n'avez pas donné, d'un point de vue religieux, à l'homme de la diffusion des lumières chrétiennes, de la lutte contre les barbares, tout le concours qui était pour vous un devoir [27].'

Eclairés ainsi sur leur devoir de chrétiens, une centaine d'hommes se lancèrent en 1891 dans une expédition 'anti-esclavagiste', sous les ordres du futur général Jacques qui guerroya dans la région d'Albertville.

La collaboration de l'Eglise était tout aussi vitale pour coloniser l'esprit des Noirs. La soumission militaire des populations congolaises devait S'accompagner d'une soumission spirituelle qui, seule, pouvait garantir une relative tranquillité au colonisateur. Un des pionniers de la conquête du futur empire belge, le commandant Michaux, déclara en 1910: 'Les missionnaires sont les éducateurs naturels des sauvages. Les missionnaires seuls feront que notre colonie deviendra un jour le prolongement de la Mère Patrie [28] .' Le ministère des Colonies transmettait des instructions précises à tous ses fonctionnaires au Congo : 'Les missionnaires (...) sont les mieux à même de toucher, par leur enseignement religieux et profane, la personnalité intime de l'indigène, de transformer sa mentalité, de le rallier dans son for intérieur à l'ordre social nouveau. Aussi, la *Charte coloniale* formule-t-elle le devoir pour l'Administration de protéger et de favoriser les missions et leurs œuvres. Les fonctionnaires ont donc l'obligation de soutenir l'activité des missions dans le domaine de l'évangélisa-tion, de l'enseignement, des œuvres médicales et sociales [29] .'

L'idéologie catholique, produit de la féodalité, rencontrait en Europe de grandes difficultés pour s'adapter au monde bourgeois moderne. Se penchant sur la 'question ouvrière', les encycliques papales continuaient à vanter les idéaux féodaux: la noblesse d'esprit des aristocrates, l'obéissance des gens du commun, la soumission devant les maîtres, la hiérarchie et l'ordre dans les corporations. La colonisation offrait à l'église un immense champ d'expérimentation où elle pouvait imposer sans restrictions ses conceptions féodales à des millions d'êtres humains incapables d'y résister.

L'Administration coloniale, elle-même jalouse des principes de la féodalité, soutenait à fond l'Eglise dans ses efforts pour prescrire ses conceptions morales aux Noirs.

Un livre publié en 1947 sous le titre *Elite Noire* et préfacé par le secrétaire général du Congo belge, Gustave Sand, exprime à merveille cette orientation[30]. Le point de départ est formulé sans équivoque : 'La civilisation chrétienne est à la base de la civilisation occidentale (...) Ses principes religieux correspondent au fondement de la morale (p. 55).' S'adressant aux évolués, le livre déclare : 'Vous avez fait un bond formidable sur le chemin de la civilisation (...) Formez cette aristocratie de la société indigène. Constituez ses élites (...) La masse (...) est demeurée inerte et amorphe (pp. 17-18).' Si l'élite noire doit être consciente de sa supériorité à l'égard des indigènes semi-sauvages, elle doit tout aussi clairement connaître ses devoirs envers le Pouvoir Absolu. 'Il convient de constater que la plupart des Européens sont animés à votre égard d'une bonne volonté évidente et que tous participent, par leur travail, à l'œuvre commune qui est de vous civiliser.

'Ayez alors un peu de reconnaissance envers cette nation qui vous a déjà tant donné (...)

'Que demande-t-on?

'A l'ouvrier, au clerc, à celui qui est l'auxiliaire immédiat du Civilisateur, un travail sérieux, de la persévérance dans l'effort; à tous, la docilité, la discipline et un peu d'amour afin de pouvoir œuvrer en commun dans la paix et la concorde, pour le bien de la société humaine (p.105).'

Abordant de façon concrète les relations entre patrons et travailleurs, le livre expose la doctrine sociale de l'Eglise dans ce qu'elle a de plus franchement féodal. 'Un honnête employé aime, non seulement sa profession, mais aussi le maître qu'il sert. Il ne considère pas celui-ci comme un tyran qui exige toujours davantage (...) De tels éléments déconsidèrent les élites qui doivent être pour leurs employeurs les meilleurs de leurs auxiliaires de couleur'. Vos employeurs savent parfaitement que votre rémunération doit être en rapport avec le coût de la vie. Ils n'ignorent pas que vous avez droit à un minimum vital. Mais au lieu de réclamer sans cesse des augmentations, n'avez-vous jamais songé à examiner votre budget familial? Ne pensez-vous pas qu'il serait possible de l'alléger en élaguant une série de dépenses superflues et frivoles? (pp. 81-82 et 75-76).

Le 26 mai 1906, une Convention fut signée entre le Saint-Siège et l'Etat indépendant du Congo, stipulant que chaque mission crée une école et reçoive gratuitement entre 100 et 200 hectares de terrain; le document souligne en outre 'la nécessité de conserver la plus parfaite harmonie entre les missionnaires et les agents de l'Etat[31] .'

En 1949, le Congo belge comptait 3.825 prêtres blancs et religieuses européennes[32]. En 1960, le Congo comprenait un réseau fort dense de 669 missions catholiques, desservies par 6.000 missionnaires belges[33] .

Les multiples interpénétrations entre l'appareil d'Etat, le Capital et l'Eglise firent de la Trinité coloniale une formidable force de frappe écrasant irrémédiablement la société noire.

D'anciens militaires peuplaient l'Administration et les grandes entreprises. C'est un militaire, le capitaine Thys, ordonnance de Léopold II, qui dirigea la première grande société coloniale, la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie[34].

L'Administration du Katanga fut dirigée depuis 1910 par un vice-gouverneur général. Le premier à être chargé de cette fonction fut un militaire, le major Wangermée, qui représentait en même temps le Comité Spécial du Katanga, principal actionnaire de l'Union minière[35]. En 1919, le major Stubbe fut directeur général aux Huileries du Congo belge à Bruxelles. D'anciens militaires ayant servi au Congo, trouvaient facilement un emploi dans l'Administration et dans les grandes entreprises comme chefs de service ou contremaîtres[36].

Au début, Léopold II gouverna sa colonie avec une Administration composée presque exclusivement d'officiers. Le gouverneur général Pétillon déclara: 'En Afrique, l'Administration a longtemps conservé, par sa structure, son esprit et ses traditions, une allure militaire. Les gouverneurs et les fonctionnaires sont souvent des soldats ou d'anciens soldats[37].'

L'Administration se mettait résolument au service du grand capital. Le ministère des Colonies donna l'instruction suivante à l'Administration coloniale : 'L'appui le plus large des autorités devra donc être assuré aux entreprises économiques. Les fonctionnaires s'appliqueront, dans toute la mesure du possible, à faciliter l'installation dans leur région des planteurs, des industriels et des commerçants[38].'

Après vingt-trois ans de service dans l'Administration, les fonctionnaires coloniaux étaient mis à la retraite alors que nombre d'entre eux étaient encore dans la force de l'âge. Souvent, ils étaient alors engagés dans de grandes sociétés à des postes dirigeants[39].

Les missionnaires, envoyés de Dieu comme de la monarchie, servaient les grandes sociétés et l'Administration coloniale. En 1945, 96 congrégations catholiques s'étaient implantées au Congo. 'Le plus grand nombre d'entre elles vinrent s'établir au Congo à la demande du roi Léopold II et avec son aide efficace.' Le Roi s'était exclamé en 1886: 'Qu'on me donne des missionnaires ![40]. ' *La Revue générale des missions* écrivit à propos des travailleurs des grandes entreprises: 'Les déracinés ont besoin d'être dirigés et soutenus. Il ne suffit pas pour cela que le Père visite les camps tous les mois. Son apostolat ne peut être efficace qu'avec le concours des Sociétés et des colons[41].'

L'Etat donnait le monopole de l'enseignement aux missions, accordait des subventions pour les écoles, contribuait à l'entretien des missionnaires, accordait 200 hectares de terrain à toute mission établie[42].

L'Eglise conquérante se sentait proche des militaires de carrière. Voici en quels termes s'exprimait le jésuite P.L.Peeters, en 1943, dans une brochure consacrée au Kwango-Kwilu: 'Jésuites, ordre militaire. On se rappelait peut-être à Bruxelles que la Compagnie (de Jésus) avait été fondée par le capitaine de Pampelune. Cette lointaine parenté créa sans doute une association entre les glorieux guerriers qu'étaient tous les coloniaux de ce temps (1893) et les jésuites[43].'

A l'Etat et essentiellement à l'armée, incombait la tâche de soumettre physiquement, par la violence, les sauvages; l'Eglise se chargeait de les soumettre moralement en leur inculquant l'obéissance et la soumission. Sans la répression armée, il n'y aurait jamais eu de place pour l'Eglise; et sans l'Eglise les sauvages se seraient plus souvent soulevés contre le colonisateur. C'est du moins ce que pense le premier évêque du Congo belge, monseigneur Roelens:

'Sans l'œuvre pacifiante et de longue haleine que menaient les missionnaires, la poudre aurait parlé en beaucoup de circonstances, fait des victimes et attisé des haines nouvelles.

'Quant aux missionnaires, ils savent parfaitement que, sans l'armée, ils eussent été expulsés de certaines régions. (...) Il convient que nous rendions cet hommage à l'oeuvre hautement civilisatrice de la force armée.[44]

L'Eglise ne se contentait pas de bénir l'exploitation capitaliste, elle la pratiquait pour son propre compte. Donatien Mokolo écrit : 'Dans le rapport du service provincial des Affaires économiques de Léopoldville (1959), les Missions tiennent une place très importante parmi les associations exerçant une activité économique au Kwilu (...) Les Missions font de l'élevage, des cultures maraîchères et fruitières, des plantations, des exploitations forestières, des scieries mécaniques, des huileries mécaniques et à bras, des menuiseries, du café, etc (...) Une Mission faisait jusque 2 millions de bénéfices mensuels en 1960. Les Missions avaient reçu d'immenses concessions dépossèdent les indigènes de leurs terres. Jusqu'en 1960, c'étaient des catéchumènes, c'est-à-dire des gens qui attendaient le baptême, qui, en signe de pénitence et de préparation, venaient séjourner deux à trois ans à la Mission pour travailler dans les différentes activités citées plus haut. Cela veut dire que la majeure partie de la main d'oeuvre était gratuite[45].'

Trois beautés belges: exploitation, oppression, répression

La Trinité coloniale pesait d'un poids écrasant sur les populations congolaises et particulièrement sur les masses paysannes et ouvrières.

Le monopole économique (et non la libre concurrence) s'accordait bien avec la conception féodale du Pouvoir Absolu, tout comme il arrangeait les grandes sociétés financières belges.

Un décret de 1891 réservait à l'Etat le monopole du commerce des produits des 'terres vacantes'. Il instaurait aussi l'obligation pour les Noirs de récolter les produits commercialisables de la cueillette et de la chasse et de les livrer aux agents de l'Etat; il s'agissait essentiellement de caoutchouc, d'ivoire et de noix de palme. Ce monopole d'Etat a permis de financer la conquête de la colonie et la réalisation de son infrastructure [46] .

A partir de 1911, le monopole fut transmis aux grandes sociétés privées telles les Huileries du Congo belge (HCB) et la Cotonco. Dans les années 20, la production minière se développa avec une grande intensité, surtout sous l'impulsion du monopole industriel, l'Union minière.

La force de travail des Noirs fut mise à la disposition des grandes sociétés, non pas par l'effet des *lois éternelles* de l'économie du marché, mais par la violence et la contrainte exercées par l'Etat.

Une conception idéologique de l'homme noir, conçue par l'Esprit de la Trinité coloniale, justifia cette violence permanente et structurelle. 'Devant les prêtres colonisateurs se dressent des difficultés de tout genre : c'est d'abord le climat (...) C'est ensuite le terrible abrutissement, la corruption de cette malheureuse race noire. Pauvre gens! On peut, sans les calomnier, les mettre bien bas dans les degrés de l'espèce humaine. En eux, la bête domine presque toujours, et combien écœurante, hélas!' C'est ainsi que s'exprime en 1907 le père jésuite de Pierpont dans une étude sur 'La Mission du Kwango'[47].

Dans cette optique, le travail forcé dans les mines et les plantations semble le chemin le plus sûr conduisant au règne de Jésus Christ. Monseigneur Roelens : 'Pour civiliser les Noirs, il faut, en même temps qu'on leur enseigne la morale, les habituer au travail. Sans travail, aucun enseignement ne portera de bons fruits et le Noir restera un sauvage.(...) L'Etat et les sociétés faisaient en quelque sorte oeuvre pie en imposant certaines prestations aux indigènes soumis à leur autorité.'[48]

Les grandes sociétés et l'Etat pouvaient imposer un absolutisme implacable que la force du mouvement ouvrier avait (temporairement ...) rendu impraticable en Europe: cultures obligatoires, prix imposés à un niveau extrêmement bas, impôts écrasants, recrutement forcé de main d'oeuvre ...

Ainsi, *la liberté des forces du marché*, tant vantée par les chantres de la Société générale et du groupe Bruxelles-Lambert, fut pratiquement absente du processus de formation de leur gigantesque fortune coloniale.

La violence et la contrainte de l'Etat mettaient à la disposition des sociétés des chemins de fer et des sociétés minières des terrains immenses et de la main d'oeuvre en abondance; celle-ci fut obligée de produire dans des conditions permettant de réaliser des plus-values conséquentes.

Le prélèvement du surplus des paysans se réalisait par l'intervention directe du formidable appareil de contrainte de l'Etat. Ce système d'accumulation connut son apogée lors de la guerre de 1940-1945.

Le Congo confirme ce que Engels écrivait à propos de Java: 'Le communisme primitif forme (...) une base excellente, la plus large possible, pour l'exploitation et le despotisme.' Il considérait la 'production par la voie étatique' dans les colonies comme une forme de 'réaction féodale'[49]. Ainsi Marx et Engels voyaient dans l'oppression coloniale une confirmation particulièrement claire de leur conception du caractère de classe de tout appareil étatique.*

Exploitation

Le 1er juillet 1885 déjà, Léopold II publiait une ordonnance décrétant que les terres vacantes devaient être considérées comme propriété d'Etat[50]. Le roi civilisateur devenait du même coup le plus grand propriétaire foncier du monde.
A cette époque, les populations noires arrivaient à se nourrir grâce à la chasse, qui nécessitait de larges étendues apparemment vacantes, et à un système de cultures itinérantes avec longues jachères.
Magnanime, le Roi remit d'immenses territoires aux sociétés, sous forme de cessions ou de concessions. Le colonisateur fit main basse sur les terres qui, 'par leur situation et les autres conditions géographiques, se prêtent particulièrement bien à la colonisation ou à l'agriculture par les Européens. Il ne faut pas qu'en établissant ou en étendant leur occupation sur les terres de cette espèce, et qui seraient éventuellement vacantes, les indigènes empêchent ou rendent difficile l'introduction de colonisation européenne là où elle est possible.' C'est ce que nous apprennent les instructions du ministère de la Colonie[51].
Les paysans étaient confinés sur des territoires de plus en plus restreints, obligés de réduire les délais de mise en jachère et de cultiver un sol qui s'épuisait rapidement.
La Convention de 1911 accorda aux Huileries du Congo belge 750.000 hectares en concession, à choisir dans cinq cercles de 60 km. de rayon. Le premier cercle, ayant Leverville comme centre, couvrait l'essentiel du territoire de Kikwit; les meilleures palmeraies du Congo s'y trouvaient. Un autre cercle, autour de Brabanta, englobait une partie du Nord du Kwilu. En 1938, la concession fut réduite à 350.000 hectares; HCB n'abandonna que les terres les moins intéressantes. Un administrateur territorial nota dans un rapport datant de 1916 : 'La société des HCB semble vouloir accaparer toutes les rives dans le rayon qui l'intéresse. Ils laisseront peut-être des endroits marécageux inabordables ...[52]' Il ajouta en 1919: 'Je tiens à signaler que les indigènes se trouvant dans la concession des HCB croient avoir été vendus par l'Etat aux Anglais[53].'
Le père Legrand, ancien Procureur de la Mission du Kwango, écrit en 1928: 'Les droits des natifs sur les terres et les palmiers sont méconnus, (...) le concessionnaire s'approprie toutes les bonnes terres et les palmiers et ... lors du règlement définitif des comptes en 1936, il ne restera aux indigènes que les terres les moins bonnes, les plus mal situées et fort peu de palmiers[54].'

Le 2 mai 1910, le colonisateur introduisit *l'impôt indigène*, une capitation due par tous les contribuables et dont le but était de pousser les paysans dans l'engrenage de l'exploitation capitaliste. En effet, l'impôt devant être payé en argent, il obligeait le paysan à commercialiser ses produits ou à vendre sa force de travail. Ainsi s'exprimèrent deux administrateurs de sociétés, MM.Thys et Delcommune, dans ce courant de pensée noble qui fait la gloire de l'entreprise belge: l'impôt a 'une portée plus haute, celle d'habituer le Noir au travail[55].' L'impôt spoliait les paysans à un point tel que le ministre des Colonies jugea opportun de faire cette recommandation: 'Aussi bien faut-il éviter que par son exagération, l'impôt ne draine pas tout l'argent des indigènes; il faut leur laisser une partie, afin de les encourager au travail (...)[56].'
En 1925, le paysan, obligé de faire certaines cultures dont il doit livrer les produits à un prix imposé fort bas, voit son revenu monétaire amputé de 40 à 50 % pour payer l'impôt de capitation[57].
Pour s'acquitter de cet impôt direct et obtenir un certain pouvoir d'achat supplémentaire, un salarié devait travailler en 1940, entre trois et six mois par an[58].
L'impôt obligeait un grand nombre de villageois du Kwilu à travailler pour les sociétés étrangères. Les chiffres suivants se rapportent aux années 30. 'Le Noir doit payer 45 frs. d'impôt principal alors que les fruits lui sont achetés 3 centimes le kilo. Il doit donc couper 1.500 kg soit 43 caisses de 35 kg. Il peut difficilement récolter plus d'une caisse par jour. En tenant compte des journées de pluie, plus d'un mois et demi lui sont nécessaires pour rassembler le seul argent nécessaire au paiement de l'impôt personnel. Si l'on ajoute l'impôt supplémentaire dû par les polygames, le montant à payer s'élève le plus souvent à 80 frs.[59].'

L'ordonnance-loi du 20 février 1917 introduisit le système de *cultures obligatoires* dans la campagne. Dans chaque district, le commissaire déterminait chaque année les cultures imposées aux paysans[60]. Le but était d'approvisionner en vivres les camps de travailleurs engagés par les sociétés ainsi que les centres urbains; des produits d'exportation, comme les oléagineux (huile de palme et noix de palme) et le coton, étaient également prescrits. La législation permettait d'infliger au maximum 60 jours de travail obligatoire par an, mais cette limitation n'était pratiquement jamais respectée[61]. En 1937, on estimait à 700.000 le nombre de chefs de famille concernés par ce système[62].
Au cours de la deuxième guerre mondiale, les cultures obligatoires furent étendues au maximum. La superficie obligatoire de coton passa de 70.000 hectares en 1933 à 375.000 hectares en 1944. Entre 1939 et 1943, les superficies obligatoires de palmiers augmentaient de 18.000 à 35.000 hectares, celles de riz de 50.000 à 132.000 et celles de manioc de 157.000 à 340.000[63].

Au Kwilu, les coupeurs de fruits étaient obligés de livrer une certaine quantité de noix de palme aux sociétés. L'Etat, qui fixait d'autorité les prix à un niveau ridiculement bas, accordait aussi un monopole d'achat et de traitement de noix de palme aux grandes sociétés comme Lever et la Compagnie du Kasaï. En outre, les cultures obligatoires au Kwilu-Kwango concernaient le manioc, le maïs et le millet, nécessaires à nourrir les travailleurs des palmeraies et des huileries.
Les 'indigènes' devaient en outre exécuter un certain nombre de travaux imposés sans aucune rémunération: construire une prison dans chaque chef-lieu de circonscription, aménager des lazarets pour les personnes atteintes de maladies contagieuses, exécuter des travaux que décidaient les médecins de la colonie pour raison d'hygiène. Les paysans étaient contraints d'effectuer d'autres ouvrages dont la faible rétribution était fixée arbitrairement par le commissaire de district. Ainsi, l'aménagement des routes et des bivouacs incombait à la population noire, de même que la construction des ponts, d'une école et d'une habitation à l'usage des Européens de passage, dans chaque chef-lieu de circonscription [64]. En outre, les 'indigènes' pouvaient être réquisitionnés comme guides, porteurs ou pagayeurs pendant 25 jours par an[65].
L'exploitation des paysans était étroitement liée à celle des ouvriers. Les paysans devaient vendre les vivres qu'ils produisaient sous la contrainte de l'Etat, à un prix fixé très bas par l'Administration. Ainsi l'ouvrier n'avait pas grand-chose à débourser pour entretenir sa force de travail et le patron lui versait un misérable salaire. En 1924, le vice-gouverneur Moulaert évalua le coût annuel d'un travailleur de l'Union minière entre 8.000 et 9.000 francs, alors qu'il en rapportait 50.000[66].
En 1946, le gouverneur général Pierre Ryckmans lui-même fut obligé de constater l'extrême misère dans laquelle soixante ans de civilisation avaient plongé la population rurale. 'Nos indigènes des villages n'ont pas de superflu; leur niveau de vie est si bas qu'il doit être considéré non seulement comme incompressible, mais comme inférieur au minimum vital. Les milieux coutumiers de l'Afrique noire sont terriblement pauvres. L'ensemble de leurs activités permet à peine aux habitants de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. La masse est mal logée, mal vêtue, mal nourrie, illettrée, vouée aux maladies et à la mort précoce (...) Tous ceux qui connaissent la brousse s'accordent à dire que les populations sont fatiguées par leur dur effort de guerre. Nous ne pouvons leur demander de soutenir cet effort- et moins encore de l'intensifier. La limite est atteinte[67].'
Préparant son discours du 17 juin 1956, le gouverneur général Pétillon avait relevé quelques chiffres fort révélateurs de la situation du travailleur noir. On lui conseilla de les rayer ... Pétillon avait constaté que les 25.000 engagés blancs gagnaient presque autant que tous les travailleurs noirs réunis, soit 1.200.000 salariés. Ces 25.000 blancs disposaient d'un revenu comparable à celui de l'ensemble de la population rurale, soit 10.000.000 d'individus. En effet, 22 % du revenu national revenaient aux 25.000 engagés européens, 24 % aux 1.200.000 salariés congolais, et 28 % de ce revenu national étaient répartis entre l'ensemble des habitants de la brousse, soit 10.000.000 de personnes. Un salarié noir gagnait environ 9.000 francs par an; un salarié blanc touchait 400.000 frs en moyenne[68]. Le CRISP publia des chiffres similaires pour l'année 1957:1.147.712 salariés noirs percevaient 13,9 milliards de francs, tandis que 29.689 salariés européens se partageaient royalement 12,4 milliards de francs[69].

Oppression

Au début du siècle, la plupart des villages du Kwilu étaient profondément enfouis dans la forêt, installés le plus souvent le long des cours d'eau. Dans les années 20, le colonisateur décida de les déplacer de force. Cette décision pouvait se justifier pour des raisons médicales car la proximité de l'eau favorisait l'extension de la maladie du sommeil. Mais le motif était aussi d'ordre administratif: les villages furent regroupés et fixés en bordure des routes sur les plateaux afin de faciliter la perception des impôts.
L'Administration se heurta à une vive résistance de la part des villageois qu'elle contraignait par la force des armes. Ainsi l'administrateur territorial de Kikwit a écrit qu'en 1919, il avait réussi à déplacer 20.000 Bapende de la région de Lushima sur les hauteurs. Ce beau *succès*, il le devait à la terreur inspirée par l'exécution de huit Bapende qui, au village de Kizungu, s'étaient opposés aux ordres de l'Administration[70].
Afin de drainer vers la Belgique, berceau de la civilisation, les immenses richesses du Congo, telles le cuivre, l'étain, le diamant, l'or, l'huile de palme et le café, le patrons belges devaient trouver de la marchandise humaine capable de mettre le pays en valeur. Ce n'était pas évident. Le ministère de la Colonie constatait: 'Comment obtenir la collaboration d'une population indolente qui trouve aisément, dans son propre milieu, à satisfaire à ses modestes besoins en matière d'alimentation, de logement et d'habillement? (Ceci) résume presque tout le problème colonial[71].'
Jusqu'en 1945 au moins, la création d'un marché du travail et l'intégration de la force de travail africaine dans le système capitaliste international furent principalement assurées par la violence[72]. Le recrutement forcé de mineurs et de coupeurs était monnaie courante. La main-d'œuvre salariée passa de 47.000 unités en 1917 à 543.957 en 1939. La guerre fut un excellent prétexte pour pousser ce système de travail forcé à ses limites: en

1944, le Congo comptait 691.067 salariés[73].
Dès le départ, les HCB furent confrontés à un manque de main d'œuvre car les meilleures palmeraies, comme celles entourant Leverville et Kikwit, étaient situées dans des régions peu peuplées. Contraints à s'engager comme coupeurs, des milliers de Noirs durent quitter leurs villages, se déplacer parfois de 100 à 200 km de distance de leur lieu d'origine.
En septembre 1925, un administrateur territorial d'une région dans laquelle Lever recrutait pour ses palmeraies écrivit: 'Les administrateurs territoriaux sont bien placés pour savoir à quel point les exactions se font de jour en jour plus nombreuses et ne laissent aux populations ni répit, ni liberté (...) Peut-être peut-on[75] pardonner au fonctionnaire de se sentir envahi d'amertume lorsqu'il voit les villages se vider à son approche comme à l'arrivée d'un marchand d'esclaves[74].' Alarmé par ce dépeuplement de régions entières, un missionnaire écrivit: 'Un système savamment et méthodiquement combiné enserre (l'indigène) de tous côtés et de toutes façons. Tout est prévu, calculé, combiné pour qu'il soit forcé de se laisser embaucher 'volontairement' (...) En tout cas, les volontés sont parfaitement vaincues et les résistances annihilées[75].'
Chargé d'enquêter sur les causes de la révolte des Bapende en 1931 par le ministre des Colonies, Jungers écrivit dans son rapport: 'On peut dire que la quasi-totalité des coupeurs de fruits sont partis pour Leverville contraints et forcés, soit par leurs chefs médaillés soit directement par les fonctionnaires et agents du service territorial. Comment en serait-il autrement? Il n'est pas un broussard quelque peu au courant des goûts et des habitudes des indigènes qui admettra que ceux-ci, alors que fort peu de choses leur manquent dans leur village, aillent travailler à cinq ou six jours de marche de celui-ci, en abandonnant pour un terme de six mois leurs femmes et leurs enfants, pour aller vivre dans des conditions qui sont encore pour trop d'entre eux abominables[76].'

Répression

Une répression implacable s'abattait sur tout Noir qui osait élever la voix contre l'exploitation qui, de l'aveu des autorités elles-mêmes, avait atteint la limite du supportable. Elles constatèrent: 'Les populations se laissent aisément enflammer et tel grave mouvement d'insoumission ne s'est développé que faute d'avoir, en temps utile, arrêté l'excitateur[77].'
Ainsi seront arrêtés et incarcérés sans jugement, pour une durée d'un mois, renouvelable de mois en mois, les indigènes 'qui se rendraient coupables de délits d'atteinte à la sûreté de l'Etat, provoqueraient de la désobéissance aux lois, ou d'une autre façon compromettraient la tranquillité publique ou la stabilité des institutions[78].'
Le décret du 5 juillet 1910 stipulait que 'tout indigène de la colonie qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique', pouvait être relégué: il était contraint d'habiter à un endroit qui lui était imposé par le commissaire du district, où il pouvait être surveillé facilement, où il ne pouvait plus exercer d'influence sur son milieu d'origine[79]. Le 31 décembre 1944, on comptait 2.993 relégués pour raisons politiques; leur nombre atteignait 4.235 à la fin de 1948 et 2.338 au 31 décembre 1958[80].
Toute l'histoire coloniale est remplie d'opérations d'envergure contre les collectivités se rendant coupables de désobéissance. On distinguait trois types d'opération: l'occupation, l'opération de police et l'opération militaire.
L'occupation consistait à installer l'autorité territoriale assistée d'un détachement de troupes dans les localités 'troublées'. Les habitants devaient loger et nourrir les forces d'occupation, effectuer les travaux imposés par ces dernières et obéir à leurs ordres.
L'opération policière consistait à déplacer la Force publique dans le but d'intimider les habitants et de 'disperser les concentrations ou les rassemblements d'indigènes'.
L'opération militaire, elle, consitait 'à envoyer des détachements chargés de briser, en employant les armes s'il le fallait, la rébellion ou l'émeute, en s'emparant des positions occupées en vue d'un soulèvement, en désorganisant les groupes rebelles, en leur faisant déposer les armes et en les ramenant dans l'obéissance aux autorités légales[81].'
Lors de la crise de 1929-30, les HCB et la Compagnie du Kasaï abaissèrent de 20 à 60 % les prix d'achat des noix de palme[82]. Les impôts dont la charge était déjà insupportable augmentèrent encore. Les sociétés recouraient de plus en plus à la force et à la violence pour recruter les coupeurs. Excédée et révoltée, la population pende de Kilembe tua un agent territorial nommé Ballot. Et de Kandale à Kilembe, les Bapende se soulèveront sous la direction de leur chef Yongo. Ils résisteront durant plusieurs mois. En 1964, cette région formera un des noyaux les plus durs du mouvement muleliste.
L'opération militaire contre les Bapende de 1930 se solda par la mort de 550 d'entre eux. Un journal colonial évoqua même les chiffres de 1.500 Bapende tués. La Forces publique ne déplora aucune victime ...
Applaudissant au carnage, les bons Belges déclarèrent fièrement que les normes de civilisation en usage en Belgique ne pouvaient convenir aux sauvages du Congo. Le député Fieullien dit au Parlement : 'Les conceptions idéalistes de civilisation, d'humanité ou de démocratie telles qu'on les conçoit en Europe ne sont pas des articles pour l'exportation coloniale. (Très bien! Très bien! à droite). Annales parlementaires 1931-1932 p. 2150[83].

* Une pensée émue à Henri PAUWELS qui sous ce titre chantait les beautés coloniales décrites dans ce chapitre. Pauwels fut jusqu'en 1946 président de la Confédération des Syndicats Chrétiens en Belgique et un des pionniers du syndicalisme chrétien en Afrique.

** Dans leur livre Les Trusts au Congo, deux auteurs du Parti communiste belge, Pierre JOYE et Rosine LEWIN exposent la conception de leur parti sur le caractère 'neutre' de l'Etat, même dans la colonie. Ils écrivent sous le titre : 'Le droit de contrôle de l'Etat': 'La possession de cet important portefeuille (colonial) permettait en principe aux pouvoirs publics (...) de contrôler même complètement certains secteurs importants.' (p. 279) Malheureusement, 'les autorités belges ont presque toujours abandonné la direction effective des entreprises' (p. 280). Marx et Engels voient dans l'Etat colonial la forme la plus achevée de l'Etat-instrument de la dictature d'une classe. Joye et Lewin considèrent l'Etat colonial comme une force neutre, capable de 'contrôler' le grand capital mais, hélas, démissionnant de sa responsabilité.

Notes

1. L. A.M. PETILLON, Témoignage et réflexions, Bruxelles, 1967, p. 22.
2. Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo, Bruxelles, 1905, pp. 109-1, 109-2.
3. C. YOUNG, Introduction à la Politique Congolaise, Bruxelles, 1968, p. 38.
4. V. DEVAUX, Quelques considérations sur le Pouvoir législatif au Congo in Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion (Liège), 140, mars-avril, 1950, p. 244.
5. Receuil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, 5 ème édition, Bruxelles, p.17.
6. Ibid.,p.25.
7 . Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo, p. 346.
8. lbid.,p. 353.
9. Ibid.,p. 346.
10. Ibid.,p. 353.
11. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, pp. 38-39.
12. E. JANSSENS, Au fil d'une vie, Bruxelles, 1972, pp. 393-394.
13. ID.,iWd.,p. 342.
14. ID., J'étais le Général Janssens, Bruxelles, 1961, p. 23.
15. ID.,ibid.,p. 53-54.
16. ID., Au fil d'une vie, pp. 393-394.
17. ID., J'étais le général Janssens, p. 41.
18. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, pp. 38-39.
19. J. BRASSINE, L'assistance technique belge au Congo. Juillet 1960-juin 1968. in Chronique de politique étrangère, 21, 3-4, 1968, p. 296.
20. P. JOYE et R. LEWIN, Les Trusts au Congo, Bruxelles, 1961, pp. 216, 227.
21. Ibid.
22. H. NICOLAI, Le Kwilu, Etude géographique d'une région congolaise, Bruxelles, 1963, p. 312.
23. P. JOYE et R. LEWIN, o.c., Bruxelles, 1961, pp. 203-205 ; pp. 209 - 213.
24. H. NICOLAI,o.c.,p. 312.
25. F. BEZY, J-P. PEEMANS, J-M WANTELET, Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, Louvain-La-Neuve, 1981, p. 21.
26. Courrier hebdomadaire (Bruxelles), 22 mai 1959, p. 15.
27. J-M. DEBUCK, Jaques Dixmude, (Collection Duranda/J.Bruxelles, 1933, p.54.
28. MICHAUX, Pourquoi et comment nous devons coloniser, Bruxelles, 1910, pp. 196-197.
29. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, p. 11.
30. J-M. DOMONT, Elite Noire, Bruxelles, 1953.
31. Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo, p. 162-1.
32. J. VAN WING, Evangélisation et problèmes missionnaires in Grands Lacs. Revue générale des missions d'Afrique (Narnur), 65, 8-9, 1950, p. 12.
33. C.YOUNG,o.c.,p. 13.
34. P. JOYEetR.LEWIN,o.c.,p. 203.
35. C. YOUNG,o.c.,p. 284.
36. lD.,ibid.,p. 257.
37. L.A.M. PETILLON,o.c.,p. 27.

38. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, p. 11.
39. C. YOUNG,o.c.,p. 16.
40. CARTON de WIART, L'appel. Missionnaire d'un grand Roi in Grands Lacs. Revue générale des missions d'Afrique, 65, 8-9, 1950, p. 2.
41. P. VAN ROY, Missions, Sociétés coloniales, Colons in Grands Lacs. Revue générale des missions d'Afrique, 65, 8-9, 1950, p. 77.
42. C. YOUNG,o.c.,p. 14.
43. P.L.PEETERS, Le Kwango après cinquante ans (1893-1943), Bruxelles, 1943, p. 41.
44. ROELENS, Notre Vieux Congo 1891-1917, (Collection Lavigerie) 2, Namur, 1948, p. 72.
45. D. MOKOLO, Le PSA de la fondation à la scission, mémoire de licence, inédit, Lovanium, 1966, pp. 75-76.
46. L'agriculture, les forêts, l'élevage, la chasse et la pêche de 1885 à 1558, in Bulletin agricole du Congo belge (Bruxelles), volume jubilaire 1910-1960, pp. 33, 36.
47. de PIERPONT, La Mission du Kwango in Bulletin de la Société des Etudes Coloniales (Bruxelles), janvier 1907, p. 205.
48. ROELENS,o.c., pp. 15,18.
49. K. MARX et F. ENGELS, Correspondance, Moscou, 1971, pp. 378, 350.
50. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, p. 434.
51. Ibid.,p. 441.
52. H. NICOLAI,o.c.,p. 313.
53. m.,ibid.,p. 313.
54. lD.,ibid.,p. 315.
55. P. DEMUNTER, Masses rurales et luttes politiques au Zaïre, Paris, 1975, p. 241.
56. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, pp. 323-324.
57. F. BEZY, J-P. PEEMANS, J-M. WANTELET, o.c., p. 25.
58. P. DEMUNTER, o.c., p. 241.
59. H. NICOLAI,o.c.,p. 323.
60. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, p. 307.
61. P.DEMUNTER, o.c.,p. 244.
62. C. YOUNG,o.c.,p. 12.
63. F. BEZY, J-P. PEEMANS, J-M. WANTELET, o.c., p. 36.
64. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au belge, pp. 287-288.
65. Ibid., pp. 355-356.
66. R. BUEL, The native problem in Africa, 2, New-York, 1928, p. 466.
67. P. RYCKMANS, Discours prononcé à Léo le 5 juillet 1946 in Etapes et Jalon Bruxelles, 1946, pp. 205-206.
68. L.A.M. PETILLON, o.c., p. 191.
69. Courrier hebdomadaire (Bruxelles), 22 mai 1959, pp. 10-11.
70. H. NICOLAI, o.c., p. 147
71. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Conç belge, p. 427.
72. P. DEMUNTER, o.c., p. 245.
73. E. LEJEUNE, Les classes sociales au Congo in Remarques Congolaises, 1966,] 102.
74. R. BUEL, o.c.,p. 466.
75. Le Courrier d'Afrique, 27 octobre 1944 cité par E. LEJEUNE, o.c., p. 102.
76. H. NICOLAI, o.c., p. 320.
77. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Conç belge, p. 134.
78. Décret du 3 juin 1906 in Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du servi territorial au Congo belge, p. 135.
79. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Con£ belge, pp. 137-139.
80. P. DEMUNTER, o.c., p. 188.
81. Arrêté ministériel du 25 octobre 1920 in Recueil à l'usage des fonctionnaires et d agents du service territorial au Congo belge, pp. 158-159.
82. H. NICOLAI, o.c., p. 323.
83. ID. ibid.,p. 326.

II. Les classes sociales à la fin du régime colonial

L'ennemi - la bourgeoisie monopoliste

La *bourgeoisie monopoliste* dominait politiquement et économiquement la colonie. Elle avait ses assises essentiellement en Belgique d'où elle planifia et organisa l'exploitation de la force de travail dans la colonie. Elle était représentée au Congo par les couches supérieures delà Trinité coloniale: les managers des sociétées, les hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat et les dignitaires de l'Eglise. Quatre groupes financiers belges contrôlaient l'essentiel de l'activité économique : la Société générale de Belgique, de loin le plus important, Brufina, un groupe lié à la Banque de Bruxelles et les groupes Empain et Lambert.
Entre 1935 et 1957, la production industrielle crût de 14 % en moyenne[1]. Les bénéfices les plus considérables furent réalisés dans les secteur minier. L'Union minière, créée en 1906 avec un capital de 10 millions de francs, réalisa entre 1950 et 1959 un bénéfice net de 31 milliards de francs. Les 5 dernières années du régime colonial, elle compta 21,81 milliards de bénéfices et d'amortissements. En 1959, elle occupait 2.212 employés blancs et 21.146 ouvriers noirs[2]. Elle dominait le Katanga, dont elle organisa la sécession en 1960.
La Forminière exploitait les gisements de diamant au Kasaï. En 1959, sa production atteignit 425.234 carats, représentant un bénéfice net de 56.323.805 frs auquel s'ajoutaient 35.177.000 frs d'amortissements et de réserves[3]. En 1960, elle organisa la sécession du Sud-Kasaï.
La Symétain, premier producteur congolais d'étain, employait 7.786 ouvriers congolais en 1959. Cette année-là, cette société dont le capital était de 85 millions de frs, avoua 139.177.009 frs de bénéfices bruts dont 49.767.000 frs pour les amortissements[4].
La société Kilo-Moto produisit 6.581 kg d'or fin en 1959 avec 9.241 ouvriers. Avec un capital de 230.000.000 frs, elle pouvait, au cours des 5 années précédant l'indépendance, réserver 366.384.000 frs aux amortissements, et faire 153.052.000 frs de bénéfices nets.[5]
Le capital financier s'intéressait aussi à l'exploitation agricole. Le groupe Cotonco -Compagnie cotonière congolaise-, faisait partie de l'empire de la Société générale et de Brufina. Constitué en 1920 avec un capital de 6.000.000 de francs, celui-ci fut porté à 300.000.000 de frs en 1947, 228 millions provenant de réserves et de plus-values de réévaluta-tions. A sa création, la société obtint le monopole de l'achat du coton, produit par les paysans sous la contrainte de l'Etat. En 1959, 800.000 Congolais vivaient de la culture du coton, dont Cotonco accaparait soixante pour cent de la production. En 1959, cette société réalisa 85,7 millions de bénéfices nets et 86,6 millions de FB destinés aux amortissements et réserves[6].

Au Kwilu, le capital monopoliste était constitué essentiellement par des sociétés propriétaires de palmeraies et d'huileries. Huit grandes sociétés possédaient 48 huileries, près de la moitié des 100 usines implantées au Kwilu[7].
Les Huileries du Congo belge du Kwilu avaient la plus grande capacité de production: en 1959, elles produisirent 19.400 tonnes d'huile à partir de 175.800 tonnes de fruits[8]. La même année, dans l'ensemble du pays, la production d'huile de palme des HCB atteignit 54.203 tonnes[9]. Les HCB possédaient 10 usines au Kwilu dont la plus importante, située à Tango, pouvait traiter 7,2 tonnes de fruits par heure. L'usine de Leverville avait une capacité de 6,4 tonnes par heure. Les huileries les plus petites se trouvaient à Muebe et à Kiyaka: elles ne traitaient qu'une tonne de fruits l'heure. Les six autres usines, avec une capacité inférieure à 3,6 tonnes, se situaient à Kikongo, Pindi, Kwenge, Kisia, Kunga et Putubumba[10]. Les HCB disposaient en outre d'une importante raffinerie à Mosango. L'usine HCB de Brabanta traitait les produits des palmeraies que Lever possédait dans le Nord du Kwilu.
La multinationale Unilever contrôlait également la Sedec, l'ex-Société d'entreprises commerciales qui distribuait 20 pour cent des marchandises importées sur le marché congolais.
HCB possédait 200 magasins, dont 53 disséminés au Kwilu, à proximité immédiate des camps des ouviers et des coupeurs[11]. La société utilisait au Kwilu une centaine de camions qui sillonnaient les 2.900 km de routes construites sous ses ordres par les 'indigènes'[12]. Les HCB construisirent 6.203 maisons pour les ouvriers et 5.000 cases de pisé groupées dans 295 camps de coupeurs. Elle disposait d'un hôpital à Tango et d'un deuxième à Leverville[13]. Elle créa différents instituts d'enseignement, dont l'école moyenne de Leverville et l'Ecole supérieure d'agriculture de Yaeseke, dans la province de l'Equateur, deux écoles que Pierre Mulele fréquenta.
Dans l'ensemble de la colonie, les HCB réalisèrent en 1959 un bénéfice net de 255.920.000 FB. L'ensemble des bénéfices nets des 5 dernières années du système colonial s'éleva à 1.203.300.000 FB[14].
La Compagnie du Kasaï possédait 11 huileries dans la province du Kwilu. Ses diverses activités, fort comparables à celles des HCB, étaient dirigées à partir du centre de Dima, proche de Banningville, où se trouvaient bureaux, entrepôts, garages et ateliers de la CK. En 1959, la Compagnie, qui possédait un capital de 90 millions de FB, compta 49,8 millions de bénéfices nets; dans les 5 années précédant l'indépendance, elle

emmagasina 128,8 millions de FB pour les amortissements et les réserves[15].
La troisième multinationale à s'intéresser de près au Kwilu fut la Compagnie d'Anvers, dont le portefeuille comptait 750.000 actions de Petro-fina, la plus puissante entreprise multinationale belge. René de Lancker exerçait la fonction d'administrateur délégué de la Compagnie[16].
La Compagnie d'Anvers avait une voix déterminante dans la Compagnie de commerce et de plantations. Celle-ci, appelée jadis Compagnie du Congo belge, possédait des palmeraies et des huileries dans la région de la Lubwe, région qui fut une des bases dures du mulelisme. Les six usines de la Compagnie du Congo belge cessèrent toute activité en 1964 et 1965. Deux d'entre elles redémarrèrent début 66, une troisième au mois de mars 66[17]. Au cours des 5 années précédant l'indépendance, cette société dont le capital se chiffrait à 100 millions FB, réalisa 95 millions de bénéfices bruts dont 54 millions servirent aux amortissements et réserves. René de Lancker présidait la Compagnie[18].
De Lancker occupa aussi le siège du président des Huileries et Plantations du Kwango (HPK), qui possédait des palmeraies et des huileries dans la préfecture de Masi Manimba et notamment dans la région de Fumu-Putu, de Mussengue et de Kingombe. Les HPK ne furent pratiquement pas touchées par la révolution de 1964, année au cours de laquelle elles produisirent 3.556 tonnes d'huile de palme, contre 3.111 en 1959[19].
Nous retrouvons René de Lancker comme administrateur de la Compagnie Jules Van Lancker, une société contrôlée par la Compagnie de commerce et de plantation. Ses plantations, ses usines et ses 22.000 têtes de bétail étaient installées dans la région de N'kolo. Avec un capital de 50 millions, elle réussit à engranger 166 millions de bénéfice brut au cours des 5 années précédant l'indépendance; 42 millions furent consacrés aux amortissements et 47 aux réserves[20]. La Siefac, Société industrielle et forestière au Congo, située dans la région de Kimbilangundu, appartenait aussi à la famille de la Compagnie de commerce et de plantation.

Les trois classes sur lesquelles l'impérialisme s'appuie

La bourgeoisie moyenne

La principale alliée de la bourgeoisie monopoliste était la bourgeoisie moyenne, composée de patrons européens établis au Congo. Ceux-ci possédaient des petites et moyennes entreprises dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. Ils avaient certaines relations de dépendance par rapport au capital monopoliste. Ils s'accrochaient au système colonial qui était à leurs yeux le seul garant de leurs affaires. Ce qui n'était point l'optique de la grande bourgeoisie, qui, à partir de 1956, cherchait à adapter les formes de sa domination politique au nationalisme montant, afin de préserver ainsi sa domination économique.
La plupart des employés blancs des grandes sociétés et des fonctionnaires belges de la colonie s'identifiaient aux positions de classe de la bourgeoisie moyenne. Ils jouaient un rôle de premier plan dans le maintien de l'exploitation coloniale; les superbénéfices que celle-ci rapportait, leur assuraient un niveau de vie qu'ils n'auraient jamais pu atteindre en Belgique.
Au Kwilu, la bourgeoisie moyenne était représentée par les 46 firmes possédant une, deux ou plusieurs huileries de petite ou de moyenne dimension. Trois établissements portugais géraient plus de deux huileries, parmi eux, la firme Madail. Quatre Portugais contrôlaient deux usines chacun et le Kwilu comptait 14 huileries indépendantes appartenant à des ressortissants portugais.
Pour la plupart de ces firmes, l'extraction d'huile n'était qu'une activité secondaire. Elles faisaient surtout du commerce: achat de différents produits agricoles (manioc, maïs, arachides) et vente de tissus, d'ustensiles et d'outils, de boîtes de conserve, de poissons sèches, de sel... Alors qu'une usine HCB produisait en moyenne 160 tonnes d'huile par mois, la plupart des huileries indépendantes n'atteignaient que 15 à 50 tonnes de production par mois. Une huilerie de Gungu, dirigée par 3 associés blancs, produisait 51 tonnes d'huile par mois au cours de l'année 56. Elle possédait 4 camions et occupait 110 ouvriers[22].

Ia petite bourgeoisie européenne

La petite bourgeoisie d'origine européenne était formée par l'échelon inférieur des employés blancs de l'Administration et des entreprises, par l'aristocratie ouvrière que constituaient les ouvriers spécialisés et les contremaîtres européens, par des petits commerçants, etc. Cette classe, aussi, devait sa position sociale privilégiée et ses revenus considérables au système d'exploitation colonialiste. Dans sa majorité, elle se faisait donc l'apôtre du régime colonial.

L'aristocratie noire.

'Un rouage important de l'Administration'

La bourgeoisie monopoliste s'implanta solidement dans l'ensemble du pays grâce à l'appui d'une aristocratie noire, formée des chefs coutumiers.

Avant la pénétration belge, ces chefs avaient instauré en certains endroits des rapports de type féodal avec les masses. Ailleurs, la classe dirigeante de la société noire s'enrichissait par la vente d'esclaves, et par la mainmise sur le surplus des produits créés par ses sujets. Dans certaines tribus, par contre, la différenciation des classes avait à peine commencé.

Léopold II avait rapidement compris tout le profit qu'il pouvait tirer du soutien des 'chefs indigènes' pour l'instauration et la consolidation de l'ordre colonial dans son Etat indépendant du Congo: dès 1889 les chefs coutumiers loyaux faisaient admirer leurs splendides 'médailles en vermeil, argent et bronze', accordées par le Roi Souverain. Un décret de 1891 institua l'investiture des chefs 'indigènes'. Le décret du 3 juin 1906 consacra l'autorité des chefs coutumiers. La politique qui sera suivie pendant un demi-siècle se trouve remarquablement décrite dans le rapport des secrétaires-généraux annexé au décret:

'La commission d'enquête a excellemment mis en lumière le rôle important que les chefs de villages sont appelés à remplir en tant qu'intermédiaires naturels entre les autorités de l'Etat et la population indigène : Pour les rendre à même, disait-elle, de s'acquitter efficacement de ces fonctions délicates, l'Etat devra commencer par renforcer et relever leur autorité vis-à-vis de leurs tribus (...) Ainsi appuyés par l'Etat, les chefs formeraient dans tout le Congo une classe extrêment utile, intéressée au maintien d'un ordre des choses qui consacre leur prestige et leur autorité. Cette institution pourrait devenir un rouage important de l'Administration et même la base de l'organisation de l'Etat (...) Ainsi que l'exprimait le Gouverneur général dans son rapport pour l'année 1904: 'les faits témoignent de la facilité plus grande avec laquelle les indigènes se rallient à l'ordre des choses nouveau lorsqu'il est personnifié à leurs yeux par le chef qu'ils ont de tous temps reconnu'.'[23]

Les chefs, s'ils voulaient diriger leur communauté, devaient recevoir l'investiture de l'Etat colonial. Les pouvoirs qu'ils assumaient dans la société coloniale, ils les devaient plus aux étrangers qu'aux ancêtres. Mais ils conservaient leurs titres 'coutumiers'. Les Belges aimaient les divagations sur les traditions et les coutumes car ces souvenirs du passé masquaient admirablement la réalité des relations coloniales présentes.

Un décret du 2 mai 1910 définissait les chefs comme des 'représentants, à l'échelon inférieur de notre hiérarchie administrative, de l'autorité gouvernementale. Vrais fonctionnaires, s'ils ont des obligations, ils ont aussi des droits, notamment celui au traitement qui leur est reconnu par le décret.' Ainsi s'exprimait le ministère de la Colonie dans ses explications aux fonctionnaires[24].

Les chefs coutumiers recevaient une prime annuelle calculée en fonction du nombre d'indigènes qu'ils 'administraient'. Ils avaient également droit à un pourcentage sur les impôts de capitation payés par leurs sujets. Lorsque l'Administration obligeait les Noirs à fournir certaines prestations, les chefs recevaient jusqu'à 5 % de la rémunération accordée à leurs travailleurs subordonnés[25].

Les obligations qui incombaient aux chefs les reléguaient au rang de contremaîtres au service de l'exploitation capitaliste et de chiens de garde de l'ordre colonial. Ils étaient chargés de porter à la connaissance des 'indigènes' les ordres et les décisions du pouvoir colonial. Ils taisaient la police sur leur territoire. Ils rapportaient toute infraction ou tout événement important à l'autorité supérieure. Ils étaient obligés de faciliter le recensement et de participer à la perception des impôts. Ils devaient veiller à l'exécution des travaux obligatoires imposés par l'Administration[26].

Le pouvoir colonial avait conservé la plupart des formes extérieures de l'ordre social de la société traditionnelle, plus particulièrement les rapports de domination et de subordination et les aspects réactionnaires de l'idéologie tribale et féodale. Mais ces formes traditionnelles enveloppaient désormais des rapports d'exploitation propres au capitalisme international.

La société traditionnelle au Kwango-Kwilu

Certains prétendent que les éclaireurs de Léopold II, pénétrant le Kwilu ou siècle passé, y découvrirent les beautés du 'communisme primitif africain', chanté depuis lors avec nostalgie par les poètes de la négritude. En réalité les émissaires belges y firent la connaissance du Kiamfu, chef des Bayaka, installé à Kasongo-Lunda où lui et ses ancêtres pratiquaient depuis quelques siècles cet art noble de l'authenticité, qui consiste à procéder à des rafles d'esclaves. Aux Bambala, Basonde, Bapende et parfois HUX Basuku échoyait l'honneur d'être l'objet de cette chasse lucrative. Des attentions tout aussi touchantes parvenaient aux habitants du Kwango-Kwilu à partir du Sud-Est, d'où les guerriers tchokwe et lunda organisèrent pendant deux siècles des razzias pour

s'emparer de la marchandise humaine chez les Bapende et Basonde[27].
La 'société africaine traditionnelle' à laquelle se réfère l'authenticité mobutiste, comprenait au Kwango-Kwilu plusieurs formes d'esclavage. Les prisonniers de guerre comme les hommes incapables de payer leurs dettes, basculaient dans le statut d'objet commercial. Les enfants d'esclaves pouvaient être achetés ou vendus, tout comme leurs parents[28].
Dès le début de l'implantation de Lever au Kwilu, des relations particulières s'installèrent entre la multinationale, les chefs et les esclaves.
'Selon Sidney Edkins (le premier responsable des HCB à Leverville), il était dès le début impossible de recruter la main d'œuvre 'pour le prix que la Société pouvait payer: 12,5 FB la tonne'. HCB s'appuya sur les chefs locaux pour se procurer la main d'œuvre qui était presque entièrement constituée d'esclaves, dont beaucoup d'enfants qui n'avaient pas la force de porter les charges, comme le constata Harold Greenhalgh avec effroi en 1915. La Société arrêta l'engagement d'enfants, mais ne pouvait pas éviter de travailler avec des esclaves qui, après chaque période contractuelle, furent renvoyés aux HCB par leurs chefs et formèrent ainsi une main d'œuvre permanente semi-esclave[29].'
Les esclaves étaient intégrés aux clans, mais ils ne pouvaient participer aux délibérations sur les problèmes qui concernaient le clan (mariages, difficultés, fautes commises). Cette forme d'esclavage subsista au Kwilu jusqu'à l'Indépendance.
Les populations du Kwango-Kwilu pourvoyaient aux biens matériels nécessaires à leur survie par la chasse et la cueillette, par une agriculture primitive et par une production artisanale fort rudimentaire.
A peine sortie du système de l'égalité absolue imposée par les forces productives fort primitives et la famine endémique, cette société connaissait un début de différenciation de classe rendu possible par la production d'un léger surplus.
Au sein des clans qui formaient les unités de base de la société traditionnelle, on assistait à l'émergence d'une aristocratie. Tous les descendants d'un ancêtre commun, par filiation matrilinéaire, constituaient un clan. Les enfants appartenaient donc au clan de la mère. Le chef de clan était toujours un oncle maternel.
Ainsi, des gens habitant des villages et des chef fériés différents, pouvaient appartenir au même clan mais l'autorité du chef de clan de ce niveau supérieur était fortement réduite sinon inexistante. Le pouvoir réel se trouvait souvent aux mains du chef d'une subdivision du clan.
Au niveau le plus bas de l'organisation sociale se situait le clan élémentaire, groupant plusieurs sœurs et leur descendance. Ce clan était dirigé par un *lemba*, un des oncles maternels choisi par les membres du clan. Le *lemba* recevait une partie de la récolte obtenue par les femmes du clan. Il avait le droit exclusif de décider de la vente d'un membre du clan, par exemple à cause d'une faute grave. Il donnait en mariage les filles du clan et encaissait la dot. Les jeunes coupeurs de palme lui remettaient leurs salalaires, les adultes lui en donnaient une partie, appelée *mulambu*. Il fallait aussi lui remettre une partie du gibier tué à la chasse.
L'autorité se trouvait généralement concentrée dans les mains du chef de clan du niveau immédiatemement supérieur, c'est-à-dire de la génération précédente. Il réglait les conflits internes, négociait les contacts avec les étrangers et tenait la caisse centrale contenant les dons, les dots, les revenus de l'agriculture ou du travail salarié qu'il recevait par l'intermédiaire des *lemba*. Il intervenait en cas de difficultés matérielles d'un membre (amendes, versement d'une dot).
Plusieurs clans ou fractions de clans se trouvaient placés sous l'autorité d'un chef coutumier, dirigeant une chefferie, appelée aussi groupement. Ces chefs étaient choisis parmi les membres du clan 'régnant' ou des deux à trois clans qui dominaient la communauté.
Le chef commandait politiquement ses subordonnés mais il réglait en général aussi l'usage de la terre. Si cette société tribale ne connaissait pas de propriété foncière privée, le chef décidait quand même des activités se produisant sur les terres placées sous son autorité: il organisait la chasse, réglait les défrichements. Une partie de toute bête tuée sur ses terres lui revenait. Le chef pouvait accorder l'usufruit du sol à des étrangers et même vendre des terrains. Dans les années 30, un chef de groupement céda 5.000 ha de terres aux HCB pour le prix de ... 700 FB[30].
Les chefferies du Kwilu-Kwango se caractérisaient par leurs dimensions réduites. Les groupements du territoire de Kikwit comptaient à la fin de la période coloniale en moyenne 1587 habitants, ceux d'Idiofa .V107. La chefferie mbunda, la plus importante, se situait à Yassa-Lokwa et elle dirigeait 11.908 personnes. La chefferie pende de Moshinga comptait 23.000 habitants. Une chefferie groupait plusieurs villages[31].
Avant l'occupation coloniale, le chef coutumier 'gouvernait' sa communauté: il donnait l'autorisation de changer de domicile ou de quitter la chefferie, il traitait avec les étrangers au nom de ses sujets. Il exerçait le pouvoir législatif, c'est à dire qu'il pouvait proposer, avec l'accord des anciens, des interprétations nouvelles de la coutume. Il rendait seul la justice, mais se faisait assister par le Conseil des anciens.
Au niveau de chaque village, l'aristocratie locale se composait de différents éléments, appelés notables: les chefs de clans ou de fractions de clan, les *lemba* et les 'nouveaux riches' maîtrisant des forces productives plus modernes: les forgerons et les tisserands. Le chef de village, fonction créée par les Belges, était issu du cercle des notables[32].

La colonisation ne fit qu'accélérer et renforcer le processus de différenciation de classes au sein de la société traditionnelle.
Lors de la pénétration coloniale, le pouvoir belge redouta les structures centralisées, comme celle du Kiamfu, au Kwango-Kwilu, parce qu'elle contenaient des potentialités de résistance. Lorsqu'en 1958-59 la lutte pour l'indépendance se développa, l'Administration coloniale soutint l'autorité réactionnaire du *Kiamfu* qu'elle savait à la fois capable de 'contenir' les masses et intéressée à l'instauration d'un ordre néocolonial. Au Kwilu, l'immense majorité des chefs traditionnels n'exerçaient leur autorité que sur quelques centaines d'hommes. Il s'avéra fort difficile pour la bourgeoisie monopoliste d'en faire des 'points d'appui' solides et fiables. Pendant la lutte anticolonialiste, la grande majorité des chefs du Kwango-Kwilu rejoignirent le PSA. Pendant la révolution muleliste, les chefs se divisèrent, mais nombreux furent ceux qui rejoignirent la lutte populaire. Les chefferies de moindre importance étaient regroupées par l'autorité belge dans un secteur, dirigé par un chef de secteur nommé par le commissaire de district. L'attitude des chefs de secteur ne différait guère de celle des chefs coutumiers.

Le peuple congolais

Une fraction des chefs coutumiers

Dans l'ensemble du Congo, une minorité de chefs coutumiers, surtout parmi ceux dont l'autorité ne s'exerçait que sur un nombre restreint d'hommes, refusa de collaborer et participa au mouvement nationaliste.

La bourgeoisie nationale

L'introduction du mode de production capitaliste au Congo a engendré ' parmi les Noirs une bourgeoisie nationale embryonnaire et une petite | bourgeoisie dont les membres reçurent le titre élogieux d'*évolués*.
En 1954, on comptait 8.430 'firmes indigènes', c'est-à-dire des personnes physiques ou morales congolaises exerçant une activité commerciale, industrielle ou agricole. Moins de 30% d'entre elles employaient de la main d'oeuvre salariée: 2.500 Congolais au plus pouvaient être considérés comme des petits patrons.
En 1958 il y avait 21.683 'firmes indigènes' dont 10.567 personnes engagés dans des activités commerciales, 5.991 exploitations ou industries agricoles (dont 29 petites huileries, 456 minoteries) et 5.125 'entreprises industrielles indigènes', appelation qui comprenait des briqueteries (51), des entreprises de construction (70), des scieries et des ateliers où l'on travaillait le bois (628), des savonneries (8) mais aussi des garages (8), des hôtels et restaurants (211), des taxis (760) et des photographes (225).[33] Si les mêmes proportions étaient gardées, on comptait alors 6.500 patrons noirs engageant des ouvriers salariés.
La bourgeoisie nationale, classe encore embryonnaire, ne disposait que de faibles capitaux. Joseph Kapenda, le père de Moïse Tshombe, était devenu le premier millionnaire noir grâce au petit empire commercial et industriel qu'il avait créé au Katanga. Certains patrons ébénistes occupaient jusqu'à 30 ouvriers congolais[34].
Certains groupes privilégiés d'évolués avaient les mêmes positions de classe que la bourgeoisie nationale : les prêtres noirs, au nombre de 500 en 1960, les assistants médicaux, les assistants agronomes et les employés supérieurs engagés par les sociétés. Ils occupaient une position sociale fort considérée par les populations congolaises. La plupart d'entre eux étaient relativement bien rétribués par le colonialisme qui évitait ainsi de devoir engager des Européens dont le coût était nettement supérieur.
En 1960, la bourgeoisie nationale ne comptait pas plus de 10.000 personnes.
Entre 1956 et 1960, la bourgeoisie nationale s'opposa au pouvoir colonial à cause de la discrimination raciale. Elle revendiqua l'égalité politique, sociale et économique avec les colons blancs. Elle participa à la lutte pour l'indépendance parce que la route de l'accumulation du capital lui était en grande partie fermée par le système colonial. Mais durant ces années, une fraction de cette bourgeoisie nationale, liée souvent aux chefs coutumiers, s'enrichit en collaborant avec les grandes sociétés étrangères. Elle formait déjà une importante réserve pour la bourgeoisie monopoliste.

La petite bourgeoisie noire

Au cours des dernières années du régime colonial, la petite bourgeoisie noire se développa de façon

considérable. Elle était essentiellement constituée de trois fractions.
En premier lieu, *la petite bourgeoisie indépendante* formée d'artisans, de commerçants et de rares paysans propriétaires n'utilisant pas de travail salarié. On devait compter environ 15.000 membres de *la petite bourgeoisie indépendante* en 1958, année où l'on enregistrait 21.683 'firmes indigènes'[35].
La petite bourgeoisie salariée comprenait principalement les employés noirs engagés par les différentes entreprises et par l'Administration.
En 1958, les entreprises européennes regroupaient 68.498 employés: des comptables, des vendeurs, des *capita*, des acheteurs de produits locaux, des secrétaires, etc.
Les agents congolais de l'Administration étaient au nombre de 98.000 en 1960. Onze mille employés administratifs congolais jouissaient d'un statut d'engagés fixes à durée indéterminée. Ils formaient la couche supérieure de la petite bourgeoisie, jouissant à la fin du régime colonial des mêmes traitements que les fonctionnaires blancs du niveau correspondant. On comptait 62.000 employés sous contrat ne bénéficiant pas de la sécurité et du niveau salarial des employés permanents. L'Etat mettait en outre 25.000 instituteurs au travail[36].
Une troisième couche fut formée fin 58, des 48.500 élèves de l'enseignement secondaire et des 1.445 étudiants de l'enseignement supérieur[37].

Les paysans

Vers la fin du régime colonial, les paysans produisant à la mode traditionnelle représentaient 77 % de la population. Le produit de leur travail leur permettait à peine de survivre. L'Etat leur extorquait un surtravail en levant des impôts, en imposant des travaux pour l'infrastructure du pays, en imposant les cultures obligatoires aux prix les plus bas possible, comme décrit au chapitre précédent.

Le prolétariat et le semi-prolétariat

Le développement considérable des grandes entreprises capitalistes avait créé une des plus importantes classes ouvrières d'Afrique. Sur une population totale de 13.000.000 de personnes, le Congo comptait 1.199.896 salariés en 1956, dont 755.944 pouvaient être considérés comme des prolétaires[38].
Les Huileries du Congo belge occupèrent en permanence quelque 33.000 ouvriers et employés congolais et 25.000 coupeurs de fruits avec un statut de fournisseurs 'indépendants'. Ces derniers constituaient un semi-prolétariat.
Une grande partie de la population du Kwili exerçait le métier de coupeur de fruits: 40.000 personnes pour l'ensemble de la province, Ban-ningville non compris. Un homme sur cinq était coupeur, soit 18,7 % des hommes adultes valides en 1954[39].
Les trois territoires qui comptaient le plus grand nombre de coupeurs, s'engagèrent avec le plus de détermination dans l'insurrection de 64: le territoire d'Idiofa (22,6 % de coupeurs), celui de Gungu (18 %) et de Kikwit (17,5 %).
En 1957, au Kwilu, les HCB inscrivaient 14.782 coupeurs sur leurs listes de personnel. Dans le seul territoire d'Idiofa, la Compagnie du Kasaï comptait 2.490 coupeurs[40].
La majorité des coupeurs, travaillant dans les palmeraies de Lever étaient des 'immigrés' venus de villages parfois fort lointains. Sur un total de 15.311 coupeurs, les HCB enregistraient 8.541 'immigrés' qui formaient environ 90 % de la main d'œuvre à Leverville et à Mosango et plus de 70 % à Kikongo-Kiyaka, à Muebe et à Kwenge[41]. La plupart des ouvriers immigrés appartenaient aux ethnies des Bapende et des Bambunda.
Dans plusieurs groupements des secteurs de Imbongo, Kipuka et Kwenge, la moitié des habitants étaient des 'immigrés'[42].
Les coupeurs, même ceux qui s'engageaient pour six mois loin de leur village, ne bénéficiaient pas du statut d'ouvrier salarié et des avantages sociaux qui y étaient liés. Les sociétés les payaient d'après la quantité de fruits livrée.
Les sociétés exploitaient essentiellement des palmeraies naturelles, mais l'importance des plantations de palmiers augmenta progressivement pour couvrir 21.780 hectares en 1956, au Kwilu. Sur ces plantations se trouvaient des coupeurs et d'autres ouvriers agricoles ayant un statut de salalariés. Les HCB employaient à cette époque 1.600 à 1.700 ouvriers agricoles au Kwilu[43].

Le sous-prolétariat

Dans les villes, une large couche de la population sans travail forma un sous-prolétariat. En 1959, sur une population totale de 380.781 habitants, Léopoldville comptait 123.000 actifs, dont 29 % (36.000) étaient officiellement enregistrés comme chômeurs. De nombreux jeunes se rendant clandestinement dans la capitale, le nombre de travailleurs sans emploi était encore beaucoup plus important[44]. Le pourcentage de jeunes villageois sans travail appelés 'chômeurs' était lui aussi fort considérable. Ces jeunes 'chômeurs' donneront, le 4 janvier 1959, le signal de la révolte populaire qui, à Léo, puis à l'intérieur du pays, marqua le début de la lutte ouverte pour l'indépendance.

Notes

1. P. DEMUNTER, o.c.,p. 188.
2. P. JOYE et R. LEWIN, o.c., pp. 217-219.
3. Le recueil financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Ann 1966, 3, Bruxelles, p. 1946.
4. Le recueil financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Ann 1966, 3, p. 1909; P. JOYE et R. LEWIN, o.c., pp. 77-76, 205.
5. Le recueil financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Ann 1966,2, p. 1594; P. JOYE et R. LEWIN, o.c., p. 93.
6. Le recueil financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Ann 1966, 3, pp. 1923, 1928; P. JOYE et R. LEWIN, o.c., pp. 74, 76, 205.
7. H. NICOLAI, o.c., p. 355.
8. H. NICOLAI, o.c., p. 355.
9. Les Huileries du Congo Belge (HCB) in Eurafrica, février 1960, p.36.
10. H. NICOLAI, o.c., p. 356.
11. Les Huileries du Congo Belge (HCB) in Eurafrica, février 1960, p. 36.
12. H. NICOLAI, o.c., p. 356.
13. ID. ibid.,p. 356.
14. O.K. FIELDHOUSE, Unilever Overseas, Londres, 1978, p. 542.
15. Le recueil financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Ann 1966, 3, pp. 2735-2736.
16. Ibid., l,-p. 90.
17. Ibid., 3, pp. 1904-1905.
18. Ibid., 3, p.
19. Ibid., 3, p. 1969.
20. /Wd.,3,p. 2064.
22. H. NICOLAI, o.c., pp. 355, 357- 358.
23. Bulletin officiel, 1906 cité par MICHAUX, o.c., p. 157.
24. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, pp. 276-277.
25. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, pp. 300-301; MICHAUX, o.c., p. 162.
26. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge, pp. 281-282.
27. H. NICOLAI, o.c., pp. 122-123.
28. ID.ibid.,p. 139.
29. O.K. FIELDHOUSE, o.c., p. 514.
30. H. NICOLAI, o.c., p. 315.
31. lD.ibid.,p. 141.
32. ID. ibid.,p. 140.
33. P. DEMUNTER, o.c., p. 219; Annuaire Statistique de la Belgique et du Congo Belge. Année 1959, 80, Bruxelles, p. 534-535.
34. E. LEJEUNE, o.c., p. 312.
35. P. DEMUNTER, Masses rurales et luttes politiques au Zaïre, p. 219.
36. B. VERHAEGEN, Lutte de classes au Congo in Révolution, 10-11, 1966, p. 34.
37. L.A.M.PETILLON,o.c.,p. 248.
38. NZONGOLA-NTALAJA, Class struggle and National Liberation in Zaïre in Contemporary Marxism (San Francisco), 6, 1983, pp. 68-71.
39. H. NICOLAI, o.c., p. 332.
40. \D.ibid.,p. 322.
41. ID. ibid..p. 338.

42. ID. ibid.,p. 102.
43. ID. ibid.,p. 367.
44. P. RAEYMAEKERS, L'organisation des zones de squatting, (Collection de l'école des Sciences Economiques, S8), Louvain, 1963, pp. 55-61.

III. Mulele dans la lutte anticoloniale

Pierre Mulele naquit le 11 juillet 1929 à Iwungu-Matende, un petit village situé dans le secteur de Lukamba sur le territoire Gungu.* Iwungu-Matende faisait alors partie du district du Kwango qui, jouxtant celui du Kasaï, était placé sous l'autorité du vice-gouverneur général dirigeant la province du Congo-Kasaï, une des quatre provinces que comptait le pays à cette époque.
Son père, Benoît Mulele, avait fait des études d'infirmier et jouissait d'une grande renommée, étant l'un des premiers intellectuels de la région.
Sa mère, Agnès Luam, aurait été esclave. Cette information est rapportée par le père R. Delhaze qui a connu le jeune Mulele à l'école primaire d'Aten. Il affirme aussi que, devenu adulte, 'Pierre a racheté sa mère à son clan'.[1]
Le nom sous lequel le clan connaissait le jeune Pierre était en kimbunda Olel-Nswal; ce nom renvoyait au clan de son père et à celui de sa mère. Mulele avait une sœur, Thérèse, plus jeune que lui.
Par rapport aux autres enfants du village, le jeune Mulele bénéficia de bonnes conditions d'éducation: son père lui avait appris l'alphabet avant qu'il n'aille à l'école. En classe, il aidait ses condisciples à déchiffrer les lettres et à épeler leurs premiers mots.

Son père était très aimé par la population de Mikungu et de Banga-îanga où il exerçait son métier d'infirmier. Il ne faisait pas partie de cette katégorie d'évolués qui évitaient avec dédain de se mêler trop longue-i trient aux 'demi-sauvages'. Homme du peuple, il prenait à cœur de soulager les malades les plus démunis. C'est dans cet esprit qu'il éleva ses enfants. Il y réussit si bien que souvent, on lui faisait remarquer en plaisantant que le petit Pierre s'évertuait à copier son caractère.

Au petit séminaire de Kinzambi

Mulele suivit une septième préparatoire à Kikwit avant d'entrer au petit séminaire de Kinzambi.
Il y flottait encore de pressants souvenirs de l'empire romain: Mulele s'initia à la langue latine, bel instrument de développement. Il fit les trois premières années des humanités latines de 1943 à 1946. Il avait déjà un esprit très vif qui s'enflammait facilement quand il flairait des injustices.
A ce propos, l'un de ses condisciples raconte l'anecdote suivante. Un jour, Pierre entra dans la cuisine des pères où le cuisinier, un garçon mbunda, préparait un dindon. De retour parmi les élèves, il leur dit: 'Pourquoi devons-nous toujours nous contenter de *saka-saka* (feuilles de manioc) et de *mingolo* (chenilles)? On nous enseigne que l'Eglise est la communauté des évêques, des prêtres et des croyants. Chaque dimanche, nous payons des *makabu ma dibundu* (des cadeaux à l'Eglise), mais sommes-nous pour autant traités comme des égaux?' Durant la nuit, Pierre se glissa furtivement hors du dortoir et pénétra dans le poulailler où il tordit le cou à quelques volailles. Comme les bêtes trouvées mortes n'étaient point savourées par les pères, nous constatâmes le lendemain qu'on nous servait de la viande de poule. Pierre nous avoua par la suite avoir monté le coup.
Mulele entra au petit séminaire en ressentant une vague vocation de frère-enseignant. Mais son esprit ne s'adapta pas aux majestueuses envolées vers les hautes sphères de la spiritualité à laquelle on le destinait. Vraiment très terre-à-terre, il en arriva même à contester le mystère de la virginité de la Très Sainte Mère de Dieu!
- Mais comment une femme peut-elle donner naissance à un enfant sans avoir connu un homme?
- Pourquoi Joseph accepta-t-il de rester avec une femme dont l'enfant n'était pas de lui?
- Joseph resta-t-il toute sa vie aux côtés de Marie sans jamais la toucher? Les questions de Mulele, soulevées sans méchanceté, étaient inépuisables. Les pères, craignant qu'un mauvais esprit s'empare de leurs pupilles, préférèrent tarir la source d'une incroyance contagieuse. Mulele fut renvoyé en 1946. Quelques mois plus tard, son meilleur ami, Théodore Bengila se voyait exclure à son tour de l'école.

A l'école moyenne de Leverville

A l'école moyenne de Leverville où Pierre Mulele et Théodore Bengila entrèrent en 1946, il régnait une atmosphère assez différente de celle de Kinzambi. Pendant la guerre, certains Jésuites qui y enseignaient ne cachaient pas leur opposition au fascisme. Ils apprenaient à leurs élèves à suivre les événements. Cette initiative constituait une petite révolution en soi parce qu'elle introduisait la politique dans le champ d'intérêts des jeunes Noirs avides d'étendre leur savoir. Certains furent chargés d'écouter la radio et de présenter devant la classe un

compte rendu des batailles que livraient les armées alliées et l'Armée rouge contre les nazis.
Mulele et Bengila se lièrent très rapidement à un petit groupe d'élèves passionnés de politique. Fernand Nima, Kabamba, Fumumbangi et Valentin Bitini en faisaient partie. Le groupe s'était formé depuis deux ans, à partir de discussions occasionnelles sur le déroulement de la guerre. Fernand Nima rapporte leurs espoirs en des jours meilleurs: 'Si l'Armée rouge libérait la Belgique, ce serait la liberté pour nous aussi.'
Les 7 à 8 conjurés se réunissaient en cachette pour *causer*. Lorsqu'ils allaient se laver dans le fleuve Kwilu, ils pouvaient parler sans trop se faire remarquer. Ils quittaient parfois le dortoir pendant la nuit et tenaient une *causerie* à bonne distance de l'école.
L'hypocrisie de la religion était un de leurs thèmes favoris. La plupart des enseignants étaient assez tolérants à l'égard de leurs opinions *païennes*. Un jour, Nima fut menacé d'exclusion parce qu'il avait refusé de prier devant le Sacré-Cœur. Appelé devant le père supérieur Paul Dom, il lui expliqua son trouble devant le fait qu'on interdisait aux Noirs de se prosterner devant les fétiches, mais qu'on les poussait à faire des prières devant une statue fort comparable qu'on appelait Sacré-Cœur. Le père Dom parut comprendre le problème. Nima put rester.
Il n'échappa pas aux plus jeunes élèves que Pierre Mulele ne servait jamais la messe, qu'il ne communiait pas chaque jour et qu'il ne se confessait jamais.
Mulele et ses amis *causaient* aussi de la discipline mortelle qui ombrageait leur jeunesse. Si, par malheur, le regard scrutateur d'un père tombait sur quelque jeune homme, tenant conversation avec une jeune fille, la justice moralisante frappait aveuglement: c'était le renvoi pur et simple. Nima affirme qu'en 1942, la moitié d'une classe avait été exclue pour ce motif; de sa propre classe deux élèves avaient été renvoyés sur un total de neuf.
Mulele et ses amis lisaient tout imprimé qui leur tombait sous la main. Chaque dimanche, ils se rendaient au bureau des HCB où quelques infirmiers étaient abonnés au journal *La Voix des Congolais* dont les articles signés Antoine-Roger Bolamba faisaient forte impression. Chez les infirmiers, Mulele trouva aussi quelques livres d'histoire, un domaine que le passionna. Aussi, il put mettre la main sur un ouvrage traitant de l'Inquisition, qui ne contribua guère à augmenter son degré de croyance. Il lut aussi un autre livre sur la vie de Néron, qui provoqua des discussions passionnées sur l'esclavage que les Blancs imposaient aux Noirs dans leurs colonies.
Un jeune père jésuite, Charles Dauvin, tenait en privé des propos qui bouleversaient Pierre Mulele: pour la première fois, il rencontrait un blanc anticolonialiste. Charles Dauvin mourut dans des circonstances tragiques, foudroyé par un orage.
Il disait à Mulele et à ses amis: 'Un jour, le Congo reviendra aux enfants de ce pays. Mais ne croyez pas que cela arrivera sans coup férir. Comment les Belges sont-ils arrivés ici? Ils ont dû conquérir cette terre. Il y a eu de nombreux morts. La Belgique ne vous cédera pas une si belle conquête. Quelques Belges sont arrivés ici avec des idées progressistes; ils ont été mal vus, on les a arrêtés et expulsés. Ne vous faites pas d'illusion, la lutte sera dure.'
Mulele, qui avait l'esprit vif, fut saisi par la nouveauté de ces propos. Dans les causeries avec ses amis, il jonglait constamment avec ces idées.
Mulele fut désigné pour surveiller le dortoir des élèves de première et de deuxième année. L'un d'entre eux, Valère Nzamba, rapporte le témoignage suivant:
'Nous les jeunes, nous l'admirions beaucoup. Il avait osé s'opposer à certaines décisions des pères. Nous le considérions comme un héros. Il était strictement défendu de bavarder dans le dortoir après la prière du soir. Celui qui était pris sur le fait à trois reprises, était exclu de l'école. Mulele refusa de dénoncer un seul élève 'aux étrangers' comme il disait. Nous ne disions mot mais lui étions infiniment reconnaissants.
'La mission de Leverville recevait des subsides pour la nourriture et les frais scolaires des élèves. Néanmoins, nous devions faire la cueillette des noix de palme et de l'élevage pour le compte des missionnaires qui y gagnaient pas mal. Notre menu se composait invariablement de farine de manioc ou de millet, de riz et de poisson salé. Plusieurs élèves souffraient du béribéri ou d'anémie: les cas de diarrhée ne se comptaient plus. Un jour, la maladie eut raison d'un élève de ma classe, Justin Ngumunemi. Pierre fut tellement secoué qu'il décida de protester ouvertement contre notre malnutrition. A la veille des vacances de l'Assomption, il ordonna aux élèves de première et de deuxième de refuser de manger et d'empêcher les grands, moins nombreux, de pénétrer dans le réfectoire. Cette première grève fit l'effet d'une bombe.'[3]

Rebelle dans la Force publique

En 1950, Mulele et son ami Bengila entrèrent à l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Yaeseke, créée par les Huileries du Congo belge. La grande majorité des élèves qui sortaient du collège de Leverville, tombaient en proie au parternalisme encombrant de la société Lever. Ainsi, parmi les camarades de promotion de Mulele, un seul ne s'engagea pas dans cette voie. Quatre années plus tard, Bengila quitta l'école muni d'un diplôme d'assistant-agronome.
Mulele ne subit pas aussi longtemps les bienfaits des HCB. Il n'acheva pas sa première année. Son ami Nima

donne des événements la version suivante:
'A ce moment déjà, Pierre faisait figure de rebelle anticolonialiste. Après quelques mois de cours, il alla trouver le directeur et lui dit sans détour qu'il avait l'impression de perdre son temps. Jugeant le niveau de l'école inférieur à celui du collège de Leverville, il lui fit part de sa décision de quitter l'établissement pour aller ailleurs. Au comble de l'indignation, le directeur répliqua qu'il était tout simplement incapable de suivre les cours. Piqué au vif, Mulele lui dit alors qu'il resterait. Il s'appliqua à affronter les premiers examens qu'il réussit aisément. Son bulletin sous le bras, il alla retrouver le directeur et lui redemanda de le laisser partir.'
Le directeur se rendit chez l'Agent territorial pour délibérer sur ce qu'il convenait de faire avec ce jeune, intelligent certes, mais incorrigiblement rebelle. Ils convinrent de l'envoyer de force à l'armée. Pierre Mulele séjourna un certain temps à Lisala et c'est probablement en janvier 1951 qu'il arriva au camp militaire de Coquilhatville où il se fit rapidement remarquer par ses supérieurs pour son intelligence et son sérieux. Après six mois, il se trouva gratifié du titre de caporal. Le major belge qui commandait les forces du deuxième groupement, stationnées à Coquilhatville l'affecta comme adjoint à son secrétariat; c'était la première fois qu'un Noir y était investi d'une telle responsabilité. Aux yeux de Mulele, le secrétariat du major valait les meilleures écoles: il se passionna pour l'étude de l'histoire militaire du Congo belge. A la moindre occasion, il se plongeait dans les archives. Il prit ainsi connaissance de plusieurs rapports relatant le déroulement des expéditions punitives contre diverses 'rébellions'. Il découvrit aussi une analyse des autorités militaires belges de la mutinerie de la Force publique à Luluabourg le 20 février 1944. Il tira rapidement la conclusion que la seule raison d'être de cette armée luit d'écraser toute velléité d'émancipation. Ses recherches prirent rapi-Bment une tournure utilitaire: il collectionna les cartes d'état-major nentionnant la force et la localisation des différentes unités; il étudia des plans de campagne.
Il s'aventura même dans quelque projet futuriste: il élabora un plan pour une opération militaire d'une non moindre ambition que la prise de Coquilhatville. Ce rêve couché sur papier resta soigneusement caché au fond d'un tiroir. Un jour, sa fierté légitime le poussa à une imprudence coûteuse. Il montra son croquis à un ami noir, un soldat de deuxième classe, à qui il ne manqua pas de fournir des explications techniques appropriées. Grande panique. Le major alerta le commandant en chef à Léo et convoqua Mulele: 'Expliquez-vous, mon cher!' Mulele répondit dignement que la pensée lui était venue que, revêtu des responsabilités qui lui incombaient, il pourrait bien se voir chargé un jour d'élaborer un plan comparable à celui sur lequel il avait exercé ses éventuels talents militaires. Ce n'était pas convaincant
Mulele fut renvoyé à Léopoldville, après avoir passé un an et demi à Coquilhatville. Sa réputation l'y avait précédé. Les exploits, gonflés comme il se doit, du caporal *Moto Mabanga* - le caporal Tête Dure - alimentaient les conversations. Nima raconte la suite en ces termes.
Tous les soldats étaient impatients de voir ce fameux *Moto Mabanga* en chair et en os. Soucieuses d'éviter tout débordement intempestif, les autorités militaires décidèrent de détourner le nouveau venu vers le camp Hardy de Thysville. Mais là non plus les soldats noirs n'ignoraient pas un seul détail de ses exploits. Ce dernier se devait de prouver que sa réputation n'était pas usurpée : il refusa de saluer le drapeau et ne répondit pas à l'appel du matin. Il déclara au soldat venu le chercher qu'il ne reconnaissait pas la légitimité de ce drapeau. Il saisit à la gorge et flanqua par terre le sergent-major appelé à la rescousse. Mulele fut condamné à sept jours de cachot et à une forte retenue sur sa solde.
'A sa libération, le caporal se montra encore plus intraitable: il revendiqua le grade d'adjudant ... Une délégation du commandement de Léo vint tenter de régler ce conflit qui enflammait dangereusement les esprits. Mulele se justifia: 'Je suis caporal or on a retenu sur ma solde un montant correspondant à la punition d'un adjudant. Qu'on me donne en conséquence ce grade-là. Par ailleurs, on applique dans ce camp un code des règlements qui n'est plus en vigueur. J'ai pu lire moi-même le nouveau code il y a un an, à Coquilhatville.' Par la suite, le nouveau code contenant certaines améliorations notables pour les soldats noirs, entra en vigueur au camp de Thysville. Tous en attibuèrent le mérite au caporal Mulele.'

Les premières formes d'organisation

En 1952, Pierre Mulele adressa une lettre à son ami Fernand Nima qui résidait à Léopoldville: 'Je termine bientôt mon année; j'espère que tu n'as pas oublié l'esprit de notre école ; ne pourrais-tu pas tenter de regrouper nos amis?'
A la fin de 1952, Nima réussit, avec l'aide de Félicien Martu, à constituer l'Union des anciens élèves de la mission Leverville, *l'Unamil*. Martu en devint le premier président. Mulele arriva à Léo dans les premiers mois de 1953. Il fut engagé par la Direction générale des bâtiments civils en tant que commis de deuxième classe au service du secrétariat. Dès son arrivée, il déploya une intense activité au sein de *l'Unamil* où il organisa plusieurs causeries dénonçant certains aspects du colonialisme. Mulele attachait beaucoup d'importance à cette organisation, une des premières du Kwango-Kwilu à regrouper des *évolués* et à aborder avec toutes les

précautions imposées par les circonstances, les problèmes politiques de la nation colonisée.
En 1955, Pierre Mulele fut élu vice-président de *l'Unamil* au moment où Fernand Nima accéda à la présidence. L'assemblée confia la responsabilité du secrétariat à Théodore Bengila et à son adjoint Munduku.
A cette époque, Mulele envisageait déjà l'organisation d'une action politique à visage découvert à l'occasion des élections communales. Depuis 1948, l'Administration parlait de réformer l'organisation des villes. Les premières élections n'eurent finalement lieu qu'en décembre 1957 à Léopoldville, à Elisabethville et à Jadotville.
Dès son entrée dans l'Administration, Pierre Mulele fut également actif au sein de l'*Apic*, l'Association du personnel indigène de la colonie. Il représentait les employés de son département dans cette association et dès 1953, il se lança dans la campagne pour le statut unique. Cette action visant à obtenir l'égalité des droits entre fonctionnaires blancs et noirs en matière de salaires, d'avantages sociaux et de logement, impulsa la prise de conscience nationaliste de nombreux *évolués*.
Dans ces deux organisations, Mulele tentait de constituer le cadre nécessaire à une action politique future. Mais en même temps, il se préoccupait déjà du problème de l'organisation des masses qui, en 1953, ne s'intéressaient nullement aux questions politiques. Il estimait qu'il fallait toucher les masses en prévision des élections communales qui ne manqueraient pas d'entraîner une politisation.
Au sein de l'*Unamil*, Mulele insista sur la nécessité d'introduire des éléments conscients dans les associations qui, au même moment, se constituaient sur base ethnique. Ces associations se chargeaient de l'accueil des chefs coutumiers qui arrivaient à Léo, des *matanga*, fêtes marquant la fin d'un deuil et de différentes formes d'entr'aide.
En 1952, Germain Mwefi avait fondé l'*Assambuun*, l'association des Bambunda. Mulele et Nima décidèrent en 1954-55 d'introduire Léon Kashama dans la direction de l'*Assambuun* et Munduku dans celle de la *Mukayi a Ngwadi*, l'association des Bapende**. Il ne fallait pas qu'ils occupent le poste de président ou de trésorier, mais bien celui de secrétaire. Mulele s'inscrit à l'*Assambuun* mais il n'y joua aucun rôle actif. Antoine Katassa qui l'accompagnait parfois aux réunions, rapporte les faits suivants: 'L'association permettait d'entrer en contact avec tous les Bambunda mais ce n'était pas à cet endroit que Mulele recrutait des hommes pour ses activités politiques, II ne voulait pas se faire coincer, II se méfiait des éléments pro-blancs, des cuisiniers, des chauffeurs, des boys qui pouvaient parler à leur patrons s'il menait une activité politique dans l'association.'

Mulele créa un autre type d'organisation lui permettant de rester en contact avec les masses. A peine sorti de la grisaille de la Force publique, 11 surprit son ami Nima en lui demandant des renseignements sur la meilleure école de danse du quartier, Le futur maquisard fut initié par Albert Bondoko à cette partie de l'art mondain qui s'exerce en règle générale sur la piste d'un bar. Un jour, Antoine Katassa qui lui rendait visite le trouva tout absorbé dans l'exécution d'une manœuvre consistant à faire deux pas à droite et un pas en avant, le nez plongé dans un manuel qui le renseignait sur le pas suivant à effectuer.
- 'Comment Pierre, tu t'engages dans la vie légère?' Non, en dansant il s'engageait plutôt dans la politique. Son but était de rassembler autour de lui le plus grand nombre possible d'amis. En 1954, il avait poussé l'audace artistique jusqu'à créer un petit orchestre ou le rôle de chanteur fut tenu par Antoine Katassa.[4]
Mulele mit ainsi sur pied deux associations de fraternité et d'entr'aide, appelées *La Mode et Bana y a la joie*. Les membres se réunissaient deux fois par mois, le dimanche après-midi et versaient 10 frs de cotisation par mois. Si la majorité des adhérents venait de la région Kwango-Kwilu, la pré-lence de personnes originaires de Stanleyville, de Coquilhatville, du Bas-Congo et de Brazzaville frappait aussi. Les femmes participaient très nombreuses aux assemblées; elles étaient parfois une trentaine. Les réunions commençaient en général par l'exposé des cas individuels qui nécessiltaient une intervention: mariages, maladies, décès, voyages coûteux. Ensuite les participants écoutaient une 'causerie'; Mulele ou un de ses amis parlait de la fraternité et de la solidarité, de l'histoire des populations congolaises, de l'esclavage et du colonialisme. Puis venait le-moment où l'on sortait le grammophone et la bière, où l'on dansait ei s'amusait. Mulele disait aux femmes qu'elles devaient s'inscrire au foyer social de leur quartier pour les cours de couture et les autres activités qui attiraient du monde : ainsi elles pouvaient se lier d'amitié à un grand nombre d'autres femmes. Il entrait dans les intentions de Mulele d'employer tous les liens, ainsi créés, pour l'activité politique qu'il projetait déjà.

Les premiers signes d'une politisation

Cette période vit l'amorce d'une politisation au sein des différentes organisations.
Fin 1954, le Congo vit se dérouler sur ses vastes plaines une petite guerre bien belge: les légions laïques montaient à l'assaut d'un bastion jusqu'alors intouchable: l'enseignement confessionnel. Le ministre Buis-seret voulait introduire l'enseignement laïc pour les Noirs au Congo.
L'orthodoxie évangélique mobilisait le plein de ses troupes, parmi lesquelles se trouvaient perdus, quelques membres de l'*Unamil*. Mulele se disputa méchamment avec son ami Gabriel Yumbu, qui à cette époque,

manifestait une certaine ferveur à suivre la messe du dimanche. Yumbu avait été aperçu dans une manifestation contre l'impiété dans l'enseignement. Mulele le gronda : 'Si tu continues à fréquenter les manifestants de ce bord, on ne peut plus te garantir ton intégrité physique ... Le moment est venu pour nous. Nous voulons cette école laïque. Nous voulons cette confrontation.'
Certaines femmes aussi étaient en proie à la dévotion la plus exaltée. On leur expliqua que les Belges se battaient maintenant entre eux et que c'était fort bien ainsi, mais qu'il importait qu'elles choisissent le bon camp.[5]
Le 16 mai 1955, le Roi des Belges vint sonder le cœur de ses sujets noirs. Dans les différentes associations, Mulele fit savoir qu'il n'assisterait pas aux manifestations et aux réjouissances populaires: 'Moi, je ne me sens pas son sujet. C'est le premier emmerdeur qui nous rend visite.'[6]
Le 26 juillet 1956, Nasser proclamait la nationalisation du canal de Suez. On raconte qu'il aurait eu ces mots savoureux qui pendant des mois firent la joie de Mulele et de ses amis: 'Je n'ai pas peur des petits soldats parfumés de l'empire britannique.' On l'admirait.
Mulele suivit à la radio française les événements d'Algérie dont la guerre de libération nationale connut son plein essor en 1956. Il en parlait souvent à ses partisans et ne leur cachait pas son admiration pour le cou-! et l'esprit de sacrifice des résistants.
En juillet 1956, l'ère de la politisation de la société noire débute vérita-nent au Congo. L'Esprit de la Trinité coloniale, l'Eglise catholique, ; le premier à sentir qu'un changement de tactique était de mise. Si l'occident voulait continuer à régner au Congo, il fallait qu'il apprenne à parler par la bouche d'une élite noire.
Joseph Iléo, Joseph Ngalula, Albert Nkuli, Dominique Zangabie publièrent *Le Manifeste de Conscience Africaine* qui prônait le mariage entre les valeurs traditionnelles africaines et les valeurs de la 'civilisation'. Cette synthèse mélangeait le 'désir d'émancipation' et la 'communauté Belgo-congolaise' librement consentie. Le texte récusait avec indignation toute lutte violente comme toute nationalisation d'entreprises étrangères et se terminait par un beau cri d'allégresse: Vive le Roi![7]
Fernand Nima prétend que Mulele et son groupe avaient entrepris des pourparlers avec l'*Abako*, l'association ethnique des Bakongo et la pre-flière organisation à se donner un caractère politique, pour rédiger une réponse commune. Les désaccords étant trop nombreux, l'*Abako* publia seul ses commentaires le 23 août 1956.[8]

La découverte de la littérature progressiste et marxiste

Jusqu'en 1957, la littérature progressiste internationale n'arrivait guère qu'à filtrer, goutte à goutte, à travers les frontières du Congo belge.
Mulele se tenait au courant des grands bouleversements qui agitaient le monde colonisé par la radio. Il connaissait les progrès économiques réalisés par la Chine dans les années qui suivirent sa Libération; il se passionnait pour les révolutions algérienne et égyptienne; il apprit que la France avait dû se résoudre à accorder l'indépendance au Maroc et à la Tunisie.
En 1957, les premiers numéros de la revue *Présence africaine* parvinrent aux cercles des *évolués* à Léo. Tous les Congolais un peu alertes, qui s'ennuyaient mortellement à la lecture de la littérature fade, pieuse et pédante que la Belgique leur servait, furent émerveillés par les belles phrases sur la libération du monde noir. Mulele trouva dans cette lecture quelques idées qui lui sont restées toute sa vie.
'A partir de ce moment, le nationalisme panafricain et une conscience politique d'émancipation africaine doivent se répandre à travers tout le continent dans ses moindres parties[9].' Ces paroles de N'Krumah furent publiées dans un numéro de *Présence africaine* datant de février-mars 1957. Cette même revue introduisit dans les débats des *évolués* congolais le problème du réformisme. Ce fut l'objet d'une étude publiée par Basile Khaly qui disait notamment: 'Les pays colonisateurs ne conduiront jamais les pays colonisés au stade de leur émancipation complète. Celle-ci ne peut être le fait que des opprimés eux-mêmes organisés en une lutte ouverte contre l'impérialisme qui les assujettit (...) Aussi, la grande erreur pour l'Afrique noire serait de faire confiance à ses oppresseurs, de croire en leur mansuétude tandis qu'ils s'organisent sans cesse, resserrant leurs liens pour mieux résister aux poussées revendicatives en faveur des souverainetés nationales (...) Qu'elle se voile la face ou non, la réalité est là, qui conduit inéluctablement à l'inévitable révolution, et mieux vaudrait pour elle en avoir une conscience claire, réfléchie, partant responsable[10].'
Au mois de juillet et d'août 1958, l'Exposition universelle de Bruxelles permit pour la première fois dans l'histoire à plusieurs centaines d'évolués congolais, d'échapper à l'étreinte étouffante du paternalisme colonial. Depuis le début du siècle, la Belgique leur avait caché le monde; l'ironie de l'histoire a voulu que les Noirs qu'on envoyait en Belgique pour voir la Mère-Patrie, finirent par y découvrir la planète tout entière. Les premiers livres marxistes qui sont entrés au Congo, ont vu l'Atomium avant de s'embarquer pour Léo. C'est ainsi que Mulele, Bengila, Masena et Nima découvrirent les brochures de Lénine consacrées à la question coloniale et l'étude de Staline sur *Les principes du Léninisme*. Pierre Massamba, de Brazzaville, ramena au Congo le premier tome des *Œuvres Choisies* de Mao Zedong, édité en France.

Au cours de l'année 1958, Mulele rendit souvent visite au consul tchèque résidant à Léopoldville, Virius, avec lequel il s'était lié d'amitié. Virius l'entretenait des leçons à tirer de la lutte antifasciste en Tchécoslovaquie: 'Pour libérer un pays d'une puissance colonisatrice, il faut avant tout connaître les voies et les moyens d'y parvenir.' Il lui expliquait la nécessité de maîtriser toutes les formes de lutte, tant pacifiques que violentes.
Par l'entremise du consul, Mulele fit la connaissance de Bourras, un communiste grec, qui l'initia à la doctrine marxiste. Lors d'une réunion, Mulele et Nima, se rappelant les discussions sur la Deuxième Guerre Mondiale au collège de Leverville, demandèrent à Bourras d'où venait la force de l'Union soviétique qui lui permit de battre les occupants nazis. Celui-ci répondit: 'En Union soviétique, les intérêts collectifs passent avant tout. II n'y a plus de patrons qui s'enrichissent aux dépens du peuple. Chez vous, presque tout appartient aux HCB. En 1947, le président de la société Lever vous a rendu visite; il n'avait que 29 ans. Serait-ce lui qui a créé les richesses de ces 150 entreprises qu'il contrôle dans le monde? En Union soviétique, les moyens de production appartiennent à l'ensemble des travailleurs. C'est ce qui fait sa force.
Au début de l'année 1959, une discussion sur le même thème mit en ence Bourras, Lumumba et Mbuyi du MNC-L ainsi que Mulele, Nima, Lubuma et Pombo du PSA. Tous, hormis Pombo, arrivèrent à la conclusion qu'il faudrait nationaliser l'Union minière, les HCB ainsi que Utes les autres grandes sociétés. Mais Lumumba estimait qu'il était prématuré de défendre ouvertement pareilles idées avant que les Belges ne soient définitivement partis.[11]
Un jour de l'automne 1958, Pierre voulut acheter de la viande chez un boucher européen. Un écriteau accroché à la devanture du magasin annonçait 'viande fraîche'. En réalité, elle pourrissait. Mulele s'indigna: 'Vous n'oseriez pas servir cela à un blanc.' Il fut immédiatement chassé de ['établissement. Un blanc qui avait observé la scène l'aborda et engagea la conversation. Rendez-vous fut pris dans un café. Lorsque Mulele et Nima y arrivèrent, le blanc s'y trouvait déjà en compagnie d'un ami noir, Pierre Elengesa. L'Européen leur dit qu'il s'appelait Stéphan, qu'il avait la nationalité belge mais que son père était Russe et sa mère Allemande. Il 'affirma avoir fui l'Union soviétique mais apparemment il resta armé de solides convictions léninistes.
C'était la première fois de sa vie que Mulele rencontrait un *bolchevik* en chair et en os. Ils se verront fréquemment. Par la suite, nous apprendrons de quels yeux il finira par regarder ce *bolchevik*...

Mulele et la fondation du PSA

Au retour de l'exposition de Bruxelles, Lumumba fonda le 10 octobre 1958 le Mouvement national congolais. Ce parti prit dès le début quelques tournures bien belges, puisqu'il rassemblait deux protégés de l'Eglise catholique, Joseph Iléo et Joseph Ngalula, auteurs du *Manifeste de Conscience Africaine*, deux pupilles de la social-démocratie belge, Cyrille Adoula et Alphonse Nguvulu et un produit du Parti libéral, Maxi-milien Liongo.[12]
Mulele n'attendait rien qui vaille de cet assemblage. Dès que Lumumba commença à formuler des positions radicales, des conflits internes surgirent qui mèneront, le 17 juillet 1959, à l'éclatement du MNC en une aile Lumumba et une aile Kalonji.[13]
Au moment de l'Exposition, l'Abako représentait toujours la force politique la plus redoutable, mais Mulele, panafricaniste convaincu, était un adversaire implacable de l'orientation tribaliste et séparatiste qui dominait cette formation.
Depuis les élections communales de décembre 57, l'idée de créer un parti s'était enracinée dans l'esprit de Pierre Mulele. Au cours de l'année 1958, ce projet prit corps lors de discussions avec ses amis de l'*Unamil*. D'après Fernand Nima, on fit circuler, en décembre de la même année, une liste où figuraient les noms des membres du comité directeur du Parti solidaire africain.
Sylvain Kama, président
Pierre Mulele, vice-président
Fernand Nima, secrétaire général
Ferdinand Munanga, secrétaire général adjoint
Sébastien Balonji, trésorier
Donatien Kakulu, caissier
Joachim Masena, information et propagande

Le 4 janvier 1959 éclata la révolte de Léopoldville. Des dizaines de milliers de 'chômeurs', de jeunes et de travailleurs s'attaquèrent à tout ce qui représentait le système colonial.
Après cette révolte, Mulele tint à ses amis les propos suivants: 'Les nôtres se sont vaillammant battus sans armes. S'ils avaient pu disposer d'une bonne organisation et d'armes en suffisance, ils auraient pu libérer la ville. Nous devons orienter la jeunesse dans un sens positif vers les grandes batailles à venir. Il faut empêcher que cela dégénère en pillages. Toute lutte nécessite des sacrifices et fait des victimes avant de triompher. Il faut d'abord travailler durement dans la sueur pendant tout un mois, avant de toucher la récompense.'[14]

La révolte du 4 janvier 59 précipita la fondation du parti de Mulele. Les Bambala de Léo voulaient adhérer à l'*Abako* dont le prestige se trouvait encore rehaussé par la répression dont il faisait l'objet. Mulele et Nima prirent contact avec Sylvain Kama, commis principal à l'hôtel de ville, qui était le plus instruit et le plus influent parmi les Bambala. Ils lui dirent: 'II faut empêcher que les Bambala ne rejoignent l'*Abako*. Ces gens sont trop tribalistes: ils vont nous maltraiter. Nous avons déjà notre propre parti et nous avons proposé un comité à sa tête. Tu as été désigné pour en devenir le président.'
Jusqu'alors, Kama n'avait pas été mêlé aux discussions préparatoires. Il parla avec les vieux qui lui donnèrent leur accord. Le lendemain, la composition du comité fut rendue publique.
Tordeur, le premier bourgmestre de Léo, appela Sylvain Kama : 'Votre parti, il vient d'où? Vous êtes avec qui?'
Dans ces temps-là, toutes les associations de Congolais se voyaient obligatoirement agrémentées de quelques conseillers blancs qui veillaient à ce que la ligne reste conforme à la politique belge. Le PSA avait surgi en dehors de tout contrôle belge.
Tous les membres du comité travaillaient dans l'Administration, à l'exception de Balonji, qui était comptable à Lovanium. Ils furent immédiatement menacés de sanctions s'ils ne se retiraient pas du comité: pas de politique chez les fonctionnaires.
Pendant le mois de janvier, Pierre Mulele, Sylvain Kama et Ferdinand Munanga établirent les statuts du PSA. Mulele en rédigea les clauses principales: 'Le Parti solidaire africain a pour but l'émancipation du peuple africain dans tous les domaines, son accession dans l'unité existante à l'Indépendance et la prévention de toutes les éventualités. Pour être membre effectif du PSA, il faut être Congolais de nationalité, sans distinction de sexe, de tribu, de race et avoir au minimum 18 ans. 'Les statuts prévoyaient également la dissolution et l'intégration de ses avoirs dans un Nouveau parti, issu de la fusion des formations nationalistes.[15]
Une réunion élargie d'une centaine de personnes fut organisée au domicile de Sylvain Kama à Bandalungwa. Fernand Nima qui rapporte cette information, n'en précise pas la date. Roger Malwanga présidait l'assemblée. On avança les noms de trois candidats à la succession de Kama: Raymond Frank, commerçant, présenté par Kama, Antoine Gizenga, un ancien séminariste de Mayidi devenu professeur à l'école St-Charles et Pierre Masikita. Gizenga était présenté par Roger Malwanga et appuyé par le groupe de l'*Unamil* ainsi que par les notables et par leur porte-parole Sebastien Moupondo. Gizenga travaillant dans le privé, n'était pas en butte aux tracasseries qui matraquaient les fonctionnaires; déjà d'un certain âge, on lui accordait des vertus de pondération. Voilà le président qu'il fallait en 1959 pour représenter un parti.
La nouvelle direction comprenait les personnalités suivantes:
Antoine Gizenga, président
Pierre Masikita, 1er vice-président
Félicien Matu, 2ème vice-président
Théodore Mambu, secrétaire général
Ambroise Pombo, secrétaire adjoint
Sébastien Balonji, trésorier général.

Cette composition, donnée par Fernand Nima, correspond à la structure prônée par les statuts.
La moitié la plus vaillante du comité prit déjà la fuite quelque jours après la publication de sa composition : les menaces et les pressions eurent vite raison de Masikita, de Matu et de Mambu. On prit Félicien Kimvay comme premier et Gabriel Yumbu comme deuxième vice-président.
Pombo s'occupa du secrétariat pendant quelques mois, jusqu'au moment où Mulele demandera sa mise en disponibilité à l'Administration. Dès ce moment, Pierre Mulele eut officiellement la responsabilité de secrétaire général,
L'influence de l'*Unamil* se dégageait de la composition des organes dirigeants; sur les 24 membres que comptaient le Comité et le Bureau national, 9 sortaient de Leverville et seulement 4 de Kinzambi.[16]
Il n'est pas clair à quel moment ces nouveaux organes ont commencé à fonctionner; il existe des lettres datées de mui et de juin 1959 où Kamaet Mulele figurent toujours comme président et vice-président du PSA.

Deux conceptions politiques au sein du PSA

Le 6 mai 1959, Kama et Mulele, signant en tant que président et vice-président du PSA, adressèrent une lettre à Cléophas Kamitatu, le président de l'*Asap*, l'Association des anciens élèves des pères jésuites à Kikwit, l'invitant à créer une section du PSA au Kwango.[17]
Le 15 juin, Pierre Mulele, agissant en tant que vice-président, envoya des instructions à la nouvelle section de Kikwit. Mulele y indiquait la tactique à suivre lors de la visite du ministre belge des Colonies, M. Van Hemelrijck, prévue pour le 22 juin. Ce dernier jouissait parmi les Noirs de la bonne renommée d'être un réaliste: on le disait prêt à céder devant la poussée nationaliste. Mulele prévoyait que les réformistes lanceraient des

appâts pour freiner le mouvement et gagner du temps. Il écrivit: 'Dans le mémorandum à présenter au ministre, il faut éviter toutes les revendications visant des avantages matériels puisqu'on les demandant, il leur faudra encore des années pour les réaliser, alors que nous voulons l'indépendance immédiate.'
Il était prévu que deux Congolais de l'*Interfédérale*, un regroupement de collaborateurs, accompagnent le ministre belge. Il s'agissait de Mbungu et Lutula, deux bourgmestres de communes à Léopoldville. Mulele les traita de 'saboteurs de l'Indépendance, démagogues et même traîtres.'[18] Ses directives témoignaient déjà d'une grande habileté tactique et d'un sens aigu de la lutte clandestine: 'II faut à votre tour préparer des tracts (...) aux inscriptions suivantes: *Vive l'Indépendance totale et immédiate du Congo, Vive le ministre Van Hemelrijck, A bas les saboteurs*. Envoyez-les partout à l'intérieur, par exemple avec des chauffeurs, et distribuez-les à Kikwit la nuit avant l'arrivée du ministre. Préparez aussi des pancartes aux mêmes inscriptions qui flotteront seulement à la descente de l'avion et sur le passage du ministre, en criant. Ne réservez aux bourgmestres ni réceptions, ni conférences, ni consultations, au contraire, une bonne déception, même humiliante, mais dans le calme.'[19]
Enfin, Mulele écrit dans la même lettre: 'Certains Européens ont demandé d'être nos conseillers, soi-disant techniques. Le PSA a refusé catégoriquement,' Mulele se méfiait déjà des méthodes douces que les Belges ne manqueraient pas d'utiliser s'ils n'arrivaient pas à briser les nationalistes par la force.
Durant les mois de juillet et d'août 59, la mobilisation des masses battit son plein dans le Bas-Congo et l'*Abako* de Kasavubu se plaçait à la pointe du combat. Mais ce parti était toujours en proie au démon du séparatisme. Le souvenir de l'ancien Royaume des Bakongo, qui atteignit son apogée vers les années 1400-1500, incitait Kasavubu à revendiquer la création d'une République du Congo central. Kamitatu, devenu entre-temps président provincial du PSA à Kikwit, dit 'avoir accueilli avec enthousiasme tout le plan de la République du Congo central..'[20] Mulele et Gizenga lui répondirent que le PSA refusait de se prononcer sur ce plan, car sa tâche essentielle était d'étendre l'implantation du parti et de renforcer le mouvement anti-colonial.[21]
Dans ce but, le PSA proposa à l'*Abako* de constituer un cartel. Le 31 juillet, ces deux formations politiques adoptèrent un premier texte commun axé sur le mot d'ordre de l'indépendance immédiate.
Par la suite, Mulele élabora un projet de la République fédérale du Congo. Il voulait ainsi couper court aux tendances séparatistes mais en même temps, grâce à une formule fédérale, unir toutes les forces contre l'ennemi commun, le colonialisme. Mulele et Gizenga précisèrent ainsi leur pensée : 'II n'entre nullement dans nos intentions de séparer la République du Congo occidental des autres Républiques du Congo. Au contraire, l'Etat fédéral unitaire du Congo aura tout en mains pour promouvoir la politique sociale et économique du pays.'[22]
Le 19 septembre 1959, Pierre Mulele rencontra, pour la première fois, en sa qualité de secrétaire général, le comité de Kikwit. Il se dégage du procès-verbal de cet réunion quelques points qui éclaircissent bien la pensée de Mulele: 'Dans le régime actuel, on constate que tous les profits, tous les avantages sont pour les Blancs. Ce fait engendre une certaine haine de la masse envers eux (...) Certains commis (noirs) du personel auxiliaire affectent des airs de supériorité, habitués de vivre cet exemple de leurs chefs directs. C'est une grave erreur de leur part.[23]'
Mulele avait déjà compris que pour certains évolués congolais, l'indépendance consistait à s'accaparer du luxe dans lequel se drapaient les colonisateurs blancs et à perpétuer le système d'exploitation de la masse que le colonialisme avait instauré. Parlant de l'indépendance, il dit: 'Nous l'avons déjà demandée, maintenant il nous faut l'acquérir (...) Il nous faut organiser des luttes pour avoir notre indépendance. Et pour agir efficacement, la masse doit collaborer avec nous. Les conséquences qui vont s'ensuivre sont indubitables. Une certaine tension naîtra entre l'Administration et le parti. Des arrestations, il faut s'y attendre. Mais malgré toutes les mesures vexatoires qui pourraient être envisagées, nous demeurerons fermes dans nos résolutions (...) Devant une telle résistance, il faudra s'attendre à des événements sanglants.'[24]
A cette époque, Mulele était probablement le seul dirigeant nationaliste à avoir rompu consciemment avec cette haute vertu coloniale qui s'appelle soumission pacifique. Mulele ne s'excusait pas de la violence des masses, il la jugeait inévitable et légitime.
A peine le PSA avait-il été mis sur orbite que des frictions se produisirent entre Mulele et Kamitatu. Les trois représentants des élèves de Leverville, Nima, Mulele et Bengila, se voyaient auréolés d'une solide réputation païenne ; leur méfiance envers les menées politiques de l'Eglise se trouvait étayée par leur manque de ferveur religieuse. L'*Asap* de Kinzambi, présidée par Kamitatu, était inspectée sur son état de religiosité par Alexandre Nzundu, futur évêque auxiliaire de Kikwit -un simple espion colonial aux yeux de Mulele. La direction nationale du PSA tendait vers la création d'un syndicat ouvrier; Kamitatu décida que le syndicat chrétrien d'importation belge convenait mieux à l'âme africaine.[25] Kamitatu se flattait de ses excellents rapports avec les autorités; pour Mulele, cette vantardise se rapprochait infiniment de l'infamie.[26]
D'après Fernand Nima, le différend entre Mulele et Kamitatu avait déjà pris un tel degré d'aigreur en octobre-novembre 1959 qu'une réconciliation à la bantoue était déjà fort improbable.
'De nombreux militants de Kikwit nous adressaient des rapports dans lesquels ils se plaignaient que tous les secrets du parti parvenaient aux oreilles des administrateurs et des prêtres. Kamitatu et Kinkie rapportaient toutes nos intentions, toutes nos décisions. Cela ne pouvait durer. Pierre rédigea une lettre à Honoré Kimwanga, le trésorier provincial de Kikwit. Il indiquait qu'il fallait à tout prix trouver un moyen d'écarter Kamitatu et Kinkie

de la direction du parti. En cas de nécessité extrême, il fallait confier à la jeunesse la tâche de débarrasser le parti des traîtres. Mais la décision n'était pas prise. Honoré Kimwanga fut empoisonné peu après sur ordre de Kamitatu.'[27]

Guinée puis en campagne électorale

L'autorité coloniale décida d'organiser des élections en décembre 59 au niveau des communes et des territoires. Elle espérait faire surgir une majorité écrasante de chefs coutumiers et de collaborateurs; elle comptait ensuite s'appuyer sur ces indigènes domestiqués pour échafauder un uvernement congolais à sa dévotion. Les partis nationalistes décrètent le boycottage des élections: l'affrontement décisif était dans l'air.
En novembre 1959, Pierre Mulele et Raphaël Kinkie se rendirent à Brazzaville où ils séjournèrent quelque temps avant de partir pour Conakry en Guinée en compagnie de Kingotolo de l'*Abako*. Prévoyant que le boycottage donnerait un caractère plus acharné à la lutte, le PSA estima qu'il était plus prudent d'envoyer quelques dirigeants à l'étranger. Mulele et Kinkie eurent mission d'aviser les gouvernements nationalistes africains de la tournure des événements au Congo et de solliciter une aide concrète au cas où une résistance armée s'avérerait inéluctable. Mais leur tâche essentielle consistait à s'informer des expériences de gestion des peuples noirs indépendants.
En Guinée, Mulele, Kinkie et Kingotolo rencontrèrent Diomi de l'*Abako*. Ensemble ils demandèrent audience à Sékou Touré. Mais l'affaire traînait et ils passèrent six inutiles semaines dans l'inaction la plus décourageante. Un soir, ils se trouvèrent tristement assis devant une bière à l'hôtel Diop. Ils ne se fatiguaient pas de réentendre le seul disque en lingala que l'hôtel possédait. Ils accompagnaient la musique de leurs voix mélancoliques, lorsqu'une jeune femme les interrompit en lingala:
- Mais d'où est-ce que vous venez?
- Du Congo belge
- Et qu'est-ce que vous faites en Guinée?
- On attend depuis 6 semaines d'être reçus par le président.
Le lendemain, madame Andrée Blouin se rendit chez Sékou Touré qui
accepta immédiatement de rencontrer les nationalistes congolais.[28]
Andrée Blouin était née en Centr'afrique, non loin de la frontière avec le Congo belge, de mère banziri et de père français. Parlant le lingala et le kikongo, elle avait parcouru en 1940 la région du Kwilu. En 1957-1958, elle avait acquis une certaine expérience d'organisation lors de la campagne électorale en Guinée pendant laquelle elle s'occupa entre autres de la mobilisation des femmes.
Au mois de janvier 1960, Mulele eut des discussions fréquentes avec elle et dès que Bruxelles annonça la date des élections au Congo belge, il l'invita au Kwango-Kwilu pour y organiser la campagne électorale et mettre sur pied des associations de femmes.
Le 20 janvier 1960, débutait à Bruxelles, la Table Ronde où délégués belges et congolais devaient s'accorder sur les modalités de l'indépendance. Les Belges en profitèrent pour gonfler le prestige de Kamitatu, jugé représenter l'aile respectable du PSA, par opposition à la tendance diabolique incarnée par Gizenga qui, suprême insulte aux inclinaisons dévotes et patriotiques belges, avait osé mettre les pieds dans des pays athées et socialistes.
De retour de Prague et de Moscou, Gizenga débarquait à Conakry à la fin du mois de janvier 1960. Ni Mulele, ni Gizenga ne participèrent à la Table Ronde, jugeant leurs entretiens quotidiens avec les membres du bureau politique du Parti démocratique de Guinée plus importants. A propos de Kamitatu, Mulele disait: 'Laissez-le faire du bruit à Bruxelles; ce sont des hommes qui doivent passer.'
Mulele informa Gizenga des tractations occultes qui se produisaient au sein du PSA. Il rapporta qu'au Kwango-Kwilu, l'Eglise avait sorti toute son artillerie au service de Kamitatu, qu'elle terrifiait ses ouailles par des histoires horribles sur le communiste Gizenga.
A la Table Ronde, Kamitatu s'était pourvu des services d'une conseillère en la personne de madame Spitaels, femme d'un professeur social-démocrate, qui prétendait épouser la cause du PSA. Pour Mulele, les conseillers belges annonçaient aux Congolais le néocolonialisme aussi sûrement que la meute des chiens annonce au gibier l'arrivée du chasseur. L'inquiétude de Mulele se confirma rapidement car peu après, au début de 1960, Kamitatu entrait au Conseil d'administration de la Compagnie aérienne belge Sabena sous les applaudissements de ses nouveaux protecteurs!
Mulele conclut son rapport à Gizenga en disant: 'II faut absolument mettre fin à tout cela et rentrer le plus vite possible au pays.' Finalement tous partirent fin février.[29]
A son retour de Guinée, Mulele trouva un Congo belge peint aux couleurs trompeuses d'une indépendance piégée. A la Table Ronde clôturée le 20 février 1960, la Belgique avait tout lâché: l'indépendance le 30 juin, les élections le 11 mai. Les premiers commentaires de Mulele furent: 'Ils veulent nous régaler d'une indépendance empoisonnée. C'est encore un coup de la bande de *Conscience africaine*. Les Belges vont céder la place à leurs

agents. II faut que les nationalistes se regroupent d'urgence et qu'ils s'organisent en profondeur.'[30]
Le 19 mars Mulele quitta Léopoldville en compagnie de Gizenga et de Yumbu pour le Kwango-Kwilu, où madame Andrée Blouin les rejoignit. Celle-ci s'occupa de l'organisation de la campagne. Elle proposa les thèmes que Gizenga et Mulele développèrent dans leur discours. Lors des meetings, elle s'adressait aux femmes. Voici son témoignage.
'On prenait soin de toucher les paysans jusque dans les moindres villages. On était continuellement en déplacement, faisant parfois plusieurs meetings par jour. On dormait dans des cases que les villageois nous cédaient, sur un lit de branchage où l'on mettait une natte.
['Les thèmes que nous développions portaient sur l'importance du Parti et sur la nécessité de l'unité du pays et de la solidarité entre les Congolais, de l'abnégation et des sacrifices nécessaires pour obtenir une Indépendance authentique. Aux femmes de la brousse, extrêmement pauvres, j'expliquais qu'elles étaient des citoyennes africaines à part entière, qu'elles devaient prendre conscience de leur propre dignité et responsabilité. Elles s'inscrivirent par milliers au PSA, même des religieuses noires nous rejoignirent.
'Mulele avait le don de se faire comprendre par les paysans dans ses meetings. Il avait une attitude de simplicité et il nouait facilement des ins avec les villageois.
'Dans la campagne électorale, il poussait au devant de la scène Gïzenga, le président du PSA.
'Là où nous étions passé, Kamitatu arrivait à son tour quelques jours plus tard, pour combattre nos paroles. Nous le savions mais nous avions écidé de ne pas réagir par souci de l'unité du Parti,'[31] Les élections, qui se déroulèrent entre le 11 et le 25 mai 1960, donneront 34 sièges à la Chambre au MNC-Lumumba, consacré ainsi premier parti du pays, le deuxième étant le PSA qui en obtint 13. Le *Cerea*, Centre de Regroupement Africain, de Anicet Kashamura, comptait 10 sièges, le *Balubakat* de Jason Sendwe, groupant surtout les baluba du Katanga, Obtenait 7 sièges sur une liste de cartel. L'ensemble des formations nationalistes pouvait unir en principe 71 députés sur un total de 137, la majorité étant de 69.[32]
Au Kwango-Kwilu, le PSA obtint 278.971 voix, la Luka en obtint 52.612 et l'*Abazi* 21.024. Au Kwilu, 11 sièges revenaient au PSA contre 1 à l'*Abazi*. Au Kwango, le PSA gagnait 2 sièges contre 3 allant à la *Luka*.[33] Kamitatu récolta 60.511 voix de préférence, devançant Gizenga qui en comptait 52.455. Ensuite venait Ambroise Iba de la tendance Kamitatu ivec 28.346 voix devant Thomas Mukwidi, un gizengiste, avec 24.251. Pierre Mulele obtenait 5.520 voix.[34]
Gizenga et Mulele reçurent une invitation de Lumumba à se rencontrer le dimanche suivant les élections. Au départ, Mulele se montra fort réticent à discuter avec un homme qu'il jugeait trop compromis avec les Belges. Il n'avait toujours pas digéré les déclarations serviles faites par Lumumba après la Table Ronde à Bruxelles : 'Nous devons de la reconnaissance aux Belges pour ce qu'ils ont fait et construit au Congo (...) Nous voulons que Ici entreprises belges soient plus prospères et plus nombreuses après l'Indépendance qu'auparavant.'[35] De plus, disait Mulele, n'a-t-on pas vu que les Belges facilitaient les déplacement de Lumumba lors de sa campagne électorale, tandis qu'ils fermaient les bacs à l'approche du convoi de Gizenga?[36]
Madame Blouin arriva à convaincre Mulele qu'il ne fallait pas manquer ce rendez-vous. La première réflexion de Lumumba à leur arrivée les laissa perplexes: 'Je les ai bien eus, les Belges. Maintenant nous allons nous mettre au travail!'
Mulele et Lumumba en arrivèrent bien vite à s'estimer. Au cours du crucial mois de juin 1960, ils se réunirent presque chaque soir, en compagnie de Gizenga et de madame Blouin, pour analyser les intrigues les plus récentes de Ganshof van der Meersch, de Kasavubu et autres Bolikango.
Peu après la campagne électorale, madame Blouin eut l'honneur de faire la connaissance du *bolchevik* Stephan Noël. Allant hardiment au devant du Grand Soir, il promettait argent, armes et conseillers russes. Il avait pris l'habitude d'entrer dès 6 heures le matin, avec une jovialité désarmante chez Gizenga et chez Mulele où il jetait discrètement un regard *léniniste* sur tous les papiers qui traînaient dans la chambre. Madame Blouin se disait que décidément la Sûreté belge s'en tenait à la maxime coloniale que les *Nègres* sont des enfants.

* Les informations contenues dans ce chapitre ont été collectées essentiellement lors d'entretiens avec Fernand Nima, qui était un des amis les plus proches de Mulele pendant ses études à Leverville et plus tard lors des premières années de son séjour à Léopoldville, avec Antoine Katassa, un Mumbunda qui a bien connu Mulele à Léopoldville, avec Madame Andrée Blouin qui a rencontré Mulele en Guinée et qui a collaboré étroitement avec lui de mars à juin 1960 au Congo, et avec des témoins voulant garder l'anonymat.
Des nombreuses anecdotes qui circulent sur la jeunesse de Mulele, nous avons repris celles que nous avons noté de 2 ou 3 sources différentes et nous en avons présenté la version la plus 'modérée'. Il est souvent malaisé de savoir à quel point la réalité de départ a été embellie lors de sa transmission orale.
Certains faits aussi demandent confirmation. Ainsi nous avons situé la naissance de Mulele le 11 juillet 1929, d'après le témoignage de Léonie Abo; le livre Rébellions au Congo I, mentionne le 25 juillet et Fernand Nima donne le 25 octobre.
Fernand Nima et Valère Nzamba suivaient les cours au collège de Leverville au même moment que Mulele. D'après le premier, Mulele a fait 3 années à Kinzambi, il est arrivé en '47 à Leverville où il a étudié pendant 3

ans. Valère Nzamba croit savoir que Mulele a fait les 4 années de l'Ecole moyenne à Lever-ville, qu'il y est arrivé en 1946 après 2 années à Kinzambi.

** Du proverbe : 'Mukayi a ngwadi, gubaba ukhala wahe' - 'Le chasseur de perdrix a besoin d'un frère en bas vers la rivière', proverbe exprimant la nécessité de la solidarité pende.

Notes

1. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Lettre de R. Delhase , Lusanga, 25 septembre 1984.
2. Entretiens avec Fernand Nima, Brazzaville, 10-15 septembre 1984.
3. ARCHIVES DE L'AUTEUR, V. NZAMBA-WOPASKI, Mulele, tel que l'ai connu, note du 9 octobre 1984, transmise à l'auteur.
4. Entretien avec Antoine Katassa, Brazzaville, 1 septembre 1984.
5. Entretiens avec Fernand Nima.
6. Entretien avec Antoine Katassa.
7. Congo 1959, édité par J. GERARD-LIBOIS, Bruxelles, pp. 9-16.
8. lD.ibid.,p. 16-21.
9. PADMORE, L'autobiographie de Kwame Nkrumah in Présence Africaine (Paris), février-mars 1957, p. 31.
10. B. KHALY, L'Afrique noire et son destin face à la France in Présence Africaine, février-mars 1957, pp. 120-126.
11. Entretiens avec Fernand Nima.
12. P. DEVOS, Vie et Mort de Lumumba, Paris, 1961, pp. 66-67.
13. Congo 1959, p. 170.
14. Entretiens avec Fernand Nima.
15. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, édité par H. WEISS et B. VERHAEGEN, Bruxelles, pp. 11,12,14.
16. D. MOKOLO, o.c., p. 128.
17. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 19.
18. Lettre de Mulele à Kamitatu, 15 juin 1959 in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, pp. 91-92.
19. Ibid.
20. Lettre de Kamitatu à Diomi, 15 juillet 1959 in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 85.
21. Lettre de Katshunga à Kamitatu, 23 juillet 59 in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 88.
22. Lettre de Mulele et Gizenga au Ministre du Congo belge, 28 août 1959 in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 89.
23. Procès-verbal de la réunion du 19 septembre 1959 à Kikwit in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 123.
24. Ibid., p. 125.
25. Procès-verbal de la réunion du 23 juillet 1959 à Kikwit in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 76.
26. Procès-verbal de la réunion du 19 septembre 1959 à Kikwit in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 123.
27. Entretiens avec FernandNima.
28. Entretien avec Madame Andrée Blouin, Paris, 16 juillet 1984.
29. Ibid.
30. Ibid.
31. Ibid.
32. W.J. GANSHOF VAN DER MEERSCH, Congo mai-juin 1960. Rapport du Ministre chargé des Affaires générales en Afrique, Bruxelles, 1960, pp. 94-95.
33. Congo 1960,1, édité par J. GERARD-LIBOIS et B. VERHAEGEN, Bruxelles, pp. 430-437.
34. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 272.
35. 'Priorité aux Belges !' in Eurafrica, février 1960, p. 17.
36. Entretien avec Madame Andrée Blouin.

IV. Qui a arraché l'indépendance?

Début 1957, même un Lumumba en était encore à rêver d'une communauté belgo-congolaise et à répudier l'idée d'une indépendance dans un avenir rapproché. Trois années plus tard, le Roi des Belges, en pleine panique, accordait l'indépendance immédiate. Comment un retournement aussi brusque a-t-il été imposé ?

Le rôle déterminant des ouvriers et paysans

Les masses populaires, les paysans, les ouvriers et les sans emploi ont joué le rôle déterminant dans la lutte pour l'indépendance. Des dizaines d'années durant, ils avaient enduré les pires souffrances, écrasés sous un joug étouffant toute velléité de protestation et de révolte. Depuis longtemps, ils attendaient l'heure de la revanche. .

La révolte du 4 janvier: de Léo à l'intérieur

Les 4 et 5 janvier 1959, le mouvement pour l'indépendance se concrétisa en une force matérielle lorsque des dizaines de milliers de Noirs tinrent courageusement tête aux forces de répression. 'Pendant 48 heures, les quartiers africains de Léopoldville eurent leur *Commune de Paris*. Le peuple était le maître de la rue. L'élite congolaise, qui s'était vainement efforcée de calmer l'agitation, avait opté pour une des deux solutions qui lui restaient: quitter la scène ou se réfugier dans les quartiers européens (...) Les bourgeois congolais, collaborateurs notoires des Européens, furent poursuivis, conspués, et la foule mit à sac leurs maisons.'[1] Les agents de la Force publique et de la police tuèrent 300 personnes, fouillèrent les maisons une par une, l'arme au poing et le doigt sur la gâchette, interrogèrent tous les - habitants et procédèrent. à plusieurs, milliers d'arrestations.
Selon certaines estimations, il y aurait eu au moment de la révolte, cinquante mille Congolais résidant clandestinement à Léo; 36.000 chômeurs y avaient été recensés.[2] Les irréguliers et les sans emploi furent expulsés par milliers et renvoyés dans leur village. En quelques semaines, ils réussiront à soulever toute la campagne.
Un administrateur territorial: 'Ils s'estiment victimes d'une grande injustice: pourquoi leurs frères peuvent-ils vivre et travailler en ville et pas eux? (...) Le Noir de la brousse écoute ces récits bouche bée. Il en retient surtout que les choses sont en train de se modifier et que le règne du Blanc est bel et bien achevé.'[3]
Dès le mois de janvier 1959, les masses paysannes et ouvrières commencèrent à boycotter spontanément tous tes ordres et tous les services de l'Administration. On ne payait plus les impôts, ni les taxes; on refusait de se rendre devant les tribunaux coutumiers, on boycottait l'activité des missions, on refusait même de se rendre au service médical par méfiance à l'égard des Blancs.

Les échos de la révolte de Léo arrivèrent immédiatement jusqu'au Kwilu. Des bruits circulaient à Kikwit selon lesquels Léo avait conquis l'indépendance et que, par conséquent, il fallait également agir à Kikwit. Un garçon nommé Kasende rassembla quelques jeunes et le 9 janvier, ils établirent un barrage sur la grand-route, empêchant ainsi la circulation des voitures européennes et manifestant leur volonté aux cris d'*Indépendance*. La police intervint et Kasende fut arrêté.[4] Afin de calmer les masses, l'Administration fit appel au président de l'*Asap*, un certain Cléophas Kamitatu, qui tint de cette manière son premier meeting ...
Au début du mois de juin, 800 coupeurs de fruits de palme de la région de Masi Manimba arrêtèrent le travail et réclamèrent l'indépendance.
Le 27 juin, Norbert Yembesi, président du cercle des *évolués* de Masi Manimba obtint l'autorisation d'organiser une réunion d'information. Il attendait 50 personnes, il en vint 200. Lorsque l'administrateur territorial de Masi, M. Syts, voulut prendre la parole, l'assemblée s'agita, la lumière fut coupée, il fut accablé d'injures et la foule réclama son départ en criant: : 'On te connaît comme un raciste depuis 13 ans.' C'était du jamais vu. Le 1er juillet, de graves incidents éclatèrent dans la même ville à l'issue d'une manifestation sportive. Les quartiers européens furent pris d'assaut par les masses et saccagés aux cris d'*indépendance* lancés à la face des Blancs. Un jeune homme, Vital Malonga, avait saisi à la gorge l'administrateur territorial en le menaçant de mort. Le lendemain, à 4 heures du matin, la gendarmerie procéda à 213 arrestations. Neuf personnes arrêtées, parmi lesquelles Malonga, furent maintenus en prison. 'Malongo Vital est un de ceux qui sont renvoyés à Léo (...) Tous les autres sont dans la même condition que Malonga.'[5]

La révolte du 4 janvier s'étendit de la même façon aux autres parties de la province de Léopoldville, en particulier dans le district des Cataractes. Lai Force publique dut déployer une activité intense de janvier jusqu'en avril. L'état-major rendit compte de ces opérations dans le *Bulletin militaire* de juin 1959. L'essentiel des

interventions militaires était dirigé contre des rassemblements d'ouvriers et de paysans. Le 25 janvier, des jeunes chômeurs et des travailleurs attaquèrent des bâtiments de l'Administration à Matadi; le 27 janvier, deux bâtiments scolaires furent incendiés à Thysville. Le *Bulletin militaire* disait: 'Les récents événements de Matadi et ceux de Léopoldville font l'objet de commentaires parmi les travailleurs de Lukala (Cimenterie du Congo), de Moerbeke (sucrerie) et de Cattier (Otraco). Quelques irréguliers sont déjà arrivés de Léopoldville. , La fin du mois approche et avec elle le paiement des salaires: les travailleurs s'attendent à une augmentation, or celle-ci ne viendra pas.'[6]
Un peloton de la Force publique intervint contre les ouvriers de Lukala jdu 30 janvier au 6 février; un autre peloton opéra le 4 février à Moerbeke, Ile 5 et le 6 à Cattier. Le 10 février, un autre peloton dut 'rétablir l'ordre' parmi les travailleurs de l'Otraco à Kiasi-Col.
Le régime d'occupation militaire fut décrété du 5 mars au 15 avril dans l'ensemble des territoires de Madimba et de Luozi. Selon le *Bulletin* : 'Les différents pelotons accompagnent les administrateurs de territoire dans es secteurs et les villages pour effectuer les recensements et les collectes d'impôts, pour établir des contrôles routiers fixes et volants, pour exécuter les contrôles des villages et des marchés, pour opérer des arrestations.[7]
De nouveaux incidents éclatèrent à Lukala. 'Lors du paiement des llaires à la Cico, le 5 mars, l'administrateur territorial procède à la collecte des impôts. Des agitateurs incitent les travailleurs à ne pas payer.' La Force publique lança des grenades offensives, blessant 13 ouvriers, dont 3 grièvement.
A la fin du mois de février, l'armée intervint contre les 200 ouvriers de Profrigo à Malanga; le 30 mars, une opération contre les travailleurs de l'Otraco fut menée à la gare de Songololo.
Le 20 mars, l'armée intervint contre les villageois de Dandanga et le 25, contre les paysans de Nkazu. Des grenades lacrymogènes furent utilisées pur deux fois pour disperser la foule et pour imposer le paiement des Impôts.[8]

Les ouvriers et paysans dans les partis nationalistes

Dès que les évolués mirent en place les premières organisations politiques, celles-ci furent prises d'assaut par les centaines de milliers de paysans et de travailleurs venus s'inscrire pour 'toucher l'indépendance'. Les 27 et 28 juin 1959, la toute jeune section PSA de Kikwit prit contact, pour la première fois, avec les populations de l'intérieur en se rendant à Kinzambi, à Pindi Station HCB, à Bulungu et à Tango Station HCB. Sa conclusion: Toutes les masses indigènes de la région sont assoiffées de voir constituer dans ce pays un gouvernement congolais (...) Partout où nous avons passé, le même esprit règne, les cris de *Vive l'Indépendance* ne ont presque brisé les tympans.[9]'
Ce n'est pas le PSA qui a éveillé les niasses, ce sont les paysans et les ouvriers qui, dès le départ, ont porté le parti et l'ont poussé vers l'avant.
Les *évolués* qui se sont toujours sentis flattés.par l'affirmation qu'ils avaient la haute vocation de se pencher sur les indigènes afin de les faire sortir de leur somnolence centenaire pour les conduire prudemment vers les lumières de la civilisation, furent tout-à-fait pris de court. Bien sûr, ils se sentaient la vocation de conduire les indigènes ... mais pas dans cette direction-là!
La contradiction éclata dès que les masses ouvrières prirent en mains propres la cause de l'indépendance, le 4 janvier 1959. Un rapport officiel de l'époque disait: 'En certains endroits, des évolués déplorent l'agitation qu'ils déclarent uniquement entretenue par des éléments irresponsables: jeunes gens ne trouvant pas de débouchés à la sortie de l'école primaire, irréguliers de Léopoldville refoulés dans leur milieu d'origine.'[10]
Edouard Jacquemain, un Noir de Matadi, membre du conseil de territoire* déclara: 'Lors des événements du 4 janvier 1959 à Léopoldville, de nombreux évolués se sont conduits correctement; on leur a cependant imposé la t*axe de réparation* de 50 francs comme à tous les Congolais.'[11]
Le fossé séparant la plupart des évolués et les masses paysannes et ouvrières était également manifeste au Kwilu. Valentin Lubuma, membre du bureau politique du PSA, affirma: 'Nos milieux coutumiers attendent beaucoup de nous pour la libération nationale et déplorent par ailleurs, dans certains endroits, l'indifférence des intellectuels à l'égard de ce problème (...) Je sais que cette élite a toujours été soumise à une obéissance passive, mais il n'est pas trop tard pour qu'elle devienne agissante active.'[12]
Marc Katshunga, vice-président du comité provincial du PSA s'adressa le 10 juillet 1959 à une réunion des intellectuels de Kikwit: 'Je sais que la majorité parmi vous est pour ce Parti; mais puisqu'elle est pour ce Parti, pourquoi ne pouvez-vous pas assister à nos réunions publiques? Cette question vient de la population qui ne voit qu'un très petit nombre de clercs assister à ces réunions.'[13]
Tant que le régime des Blancs était en place, un semblant d'unité nationale se réalisait. Mais au sein de cette unité, les masses paysannes et ouvrières formulaient leurs aspirations et leurs intérêts de classe à travers le mot magique d'*Indépendance*, tandis que la majorité des évolués donnait un tout autre contenu à cette même notion.
La bourgeoisie nationale noire était déjà consciente de l'enjeu. André Paka, membre du collège consultatif auprès du gouverneur de la province de Léopoldville, déclara le 23 juillet 1959: 'La majorité des indigènes a été induite

en erreur quand le mot (indépendance) a été lancé et s'en prend à la minorité qui a une autre conception. Il existe actuellement un véritable danger de mort pour la classe évoluée. Un fossé se creuse entre ouvriers et employés.'[14]

La division en trois tendances parmi les *évolués*

Dès 1958, les évolués avaient commencé à créer des partis politiques. Ils étaient seuls à posséder les connaissances nécessaires pour exprimer, par des prises de position et des programmes, les intérêts et les orientations des différentes classes de la société noire.
Sous l'impulsion du puissant mouvement ouvrier et paysan, trois grandes tendances se dégagèrent entre 1958 et 1960 parmi lés *évolués*.

Les collaborateurs

Les collaborateurs voyaient d'un mauvais œil tout le tumulte créé autour de ce mot creux d'*indépendance*; ils croyaient servir au mieux leurs intérêts en œuvrant pour la perpétuation du pouvoir des Blancs et du capital étranger. Se faisant avec complaisance les chantres de la bourgeoisie monopoliste étrangère, ils auraient apprécié qu'elle leur accorde en retour quelques avantages économiques et l'égalité politique.

Il s'agissait d'abord des évolués sortis des familles de chefs coutumiers ou des évolués au service des grands chefs traditionnels.
Un de leurs porte-parole les plus en vue, Antoine Mwenda Munongo, grand chef des Bayeke, reprocha à l'Administration de céder trop facilement devant l'agitation de quelques parvenus. 'Autour de nous, dans le gouvernement, dans l'Administration (...) c'est le doute, la faiblesse, l'abandon. C'est, en ce qui nous concerne, nous les chefs coutumiers et les représentants du milieu rural, comme une trahison.'[15]
Ces évolués marchaient aux côtés de la bourgeoisie monopoliste sous la bannière de l'ordre et de l'autorité. 'Pendant les années 1950 à 1958, le peuple était calme. Depuis qu'on parle d'indépendance, plus rien ne va. Il faut rétablir l'ordre et punir ceux qui le troublent.'[16] 'C'est un fait qu'il faut renforcer l'autorité. Si on la sabote maintenant, on la sabotera demain.'[17] Obligés dans certains cas à parler d'indépendance, ils la peignent dans des couleurs telles que la différence avec le tableau colonial devient insignifiante. Daniel Ndeze, grand chef du Bwisha, déclare: 'Si le Congo est indépendant, le roi Baudouin doit rester notre souverain (...) Je vois pour le Congo un gouvernement composé de Blancs et de Noirs, mais il faudra un siècle avant que nous puissions penser à abandonner les liens avec la Belgique.'[18]
Au Kwilu-Kwango, les Bayaka connaissaient avant l'arrivée des Blancs un système politique assez développé. Le *Kiamfu* de Kasongo Lunda, qui exerçait jadis un pouvoir absolu, s'était fréquemment heurté au pouvoir colonial et pensait profiter de l'action du PSA pour rétablir ses privilèges d'antan.
Marc Katshunga, vice-président du PSA-Kikwit, nota ses impressions après un entretien avec le *Kiamfu*: 'II s'est montré très d'accord et très favorable à notre position. Il a ajouté qu'avec le gouvernement belge, Sa Majesté était méconnue, ses hommes étaient exploités sans rémunération juste lors de la construction du chemin de fer (...) Le pouvoir de cette terre était à moi, ajouta le *Kiamfu*, il faut qu'il me revienne.'[19]
Mais en 1959, au moment où les forces populaires se soulevèrent, les réactionnaires pensèrent obtenir plus facilement la restauration de leur autorité d'antan des mains de colonialistes et le *Kiamfu* tomba dans les bras des colons belges, ses ennemis héréditaires.
L'Administration entra en scène en créant un parti tribaliste des Bayaka, afin d'affaiblir la base du PSA. Le 4 octobre 1959, l'Union Kwangolaise pour l'indépendance et la liberté, la *Luka*, fut créée par des évolués Bayaka de l'entourage du *Kiamfu*, sous la direction d'André Del-vaux. Le Commissaire de district du Kwango déclara au président provincial du PSA à Kenge : 'Vous êtes dans le royaume du *Kiamfu* et vous êtes obligés de vous soumettre au *Kiamfu*.'[20]

La chouche supérieure de la bourgeoisie noire, qui aspirait déjà à devenir une grande bourgeoisie compradore s'enrichissant sans mesure à l'ombre des multinationales, prônait elle aussi la collaboration. Afin de réaliser ses ambitions, elle s'allia avec la classe des chefs traditionnels pour trouver une base dans les larges masses.
La revue patronale *Eurafrica* demanda en mars 1958 à un étudiant, Justin Bomboko, s'il fallait favoriser le colonat blanc au Congo. Il répondit: 'Certainement, (...) il s'agit de former une catégorie de Blancs qui ne se jugent plus Belges, mais Congolais avant tout [21].' Fidèle a cette idée, Bomboko déclara en juin 1960 à la même revue que l'africanisation des cadres de l'Administration pouvait bien se faire en maintenant tous les

fonctionnaires blancs.[22]
Le même Bomboko exposa avec une clarté remarquable les avantages que la bourgeoisie noire voudrait se voir accorder par son maître : 'Si l'on parvient à donner aux colons (entrepreneurs) blancs et noirs des intérêts communs, il est évident que l'intégration sera réussie et que la plupart des problèmes seront résolus (...) L'Etat a beaucoup fait pour aider le colonat indigène. Cependant, il serait souhaitable de créer un organisme de crédit qui aiderait le colon noir à développer et à agrandir son entreprise.'[23]
Quelques autres revendications de cette classe furent formulées par Edindali, riche commerçant de la province orientale et vice-président national du Parti national du progrès (PNP) et par Antoine Lopes, cadre supérieur d'une société belge à Stanleyville et deuxième vice-président du PNP.
'M. Edindali : Le terrain doit sortir de la collectivité et devenir personnel.
'M. Lopés: Le café *indigène*, même quand il est bon, est vendu sous la dénomination café indigène et donc à un prix plus bas que celui de la même qualité.'[24]
Cette fraction de la bourgeoisie s'opposa à tous les mouvements de masse revendiquant l'indépendance. Le maintien de l'ordre public était pour elle une obsession.

Pour faire face à l'intensification de la lutte populaire qui s'étendait depuis le 4 janvier 1959, l'Administration et les colons travaillèrent l'année suivante à créer et à renforcer des partis collaborationnistes pour combattre l'influence grandissante des partis nationalistes. Au cours de la Table Ronde qui s'ouvrit le 20 janvier 1960 pour délibérer de l'avenir du Congo, le bloc des collaborateurs fut formé essentiellement du PNP, dirigé par Paul Bolya, André Delvaux et Antoine Lopes, de la *Conakat*, la Confédération d'associations tribales du Katanga, dirigée par Moïse Tshombe et de la Délégation des chefs coutumiers, dirigée par Antoine Mwenda Munongo. Ces trois formations demandèrent l'éligibilité des colons belges au Congo lors des élections nationales de mai 1960 et le maintien de Baudouin 1er comme roi du Congo indépendant jusqu'à l'élaboration et à l'adaptation de la Constitution du pays.[25]

Les réformistes

Les *évolués* qui suivaient une orientation réformiste, impulsèrent la création de partis nationalistes dès 1958. Cette tendance regroupait la majeure partie de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie.
Ils exigeaient la fin du régime colonial et voulaient voir des Noirs à la tête de l'Administration et à des postes dirigeants dans les entreprises européennes. Ils centraient leur combat sur la revendication de l'africanisation des cadres et du *statut unique* dont le point central était une échelle des salaires identique pour les Blancs et les Noirs.
Les réformistes se donnèrent une force matérielle en mobilisant 'dans l'ordre et la dignité' les larges masses paysannes et ouvrières. Le réformisme dominant dans l'*Abako* de Kasavubu et dans le MNC-Kalonji exerçait aussi une grande influence au sein du MNC-Lumumba, du PSA et dans les autres partis nationalistes.
Cléophas Kamitatu prit la direction de la tendance réformiste du PSA. Son orientation politique peut se résumer en quelques points. Il fallait mettre fin au racisme inhérent à la domination coloniale et permettre aux Noirs d'accéder à la dignité des plus hauts postes de l'appareil étatique qui, quant à lui, était jugé fort convenable.
'Après avoir souligné que le respect des lois et le maintien de l'ordre resteraient même si le gouvernement était remis entre nos mains, (le président Kamitatu) ajoute que seule changera la discrimination raciale.'[26]
Kamitatu nota quelques-unes de ses idées maîtresses en préparation d'une réunion, le 19 mai 1959:
'Indépendance n'est pas anarchie, désordre (...) L'indépendance supprime-t-elle le paiement d'impôt? Non! C'est un devoir de citoyen et il faut en comprendre le sens (...) L'indépendance supprime-t-elle les lois? Non! La loi est une nécessité humaine et morale!'[27]
Dénonçant l'attitude d'un dirigeant local du PSA qui avait entraîné les masses à protester contre la présence même de l'administrateur territorial Syts à Masi Manimba le 27 juin 1959, Kamitatu écrivit : 'Le PSA ne peut admettre comme principe de s'attaquer à l'autorité en public. Nous ne voulons ni des troublions, ni des excessivement modérés.'[28] De cette manière, la bourgeoisie nationale définissait clairement sa position de 'juste milieu' entre les collaborateurs et les masses populaires dont toutes les actions étaient contrecarrées.
Kamitatu attachait un grand prix à instaurer de bonnes relations avec les dirigeants des Huileries du Congo belge à Leverville. En juin 1959, il leur communiqua la liste des membres du comité du PSA de la ville.
'L'indépendance que nous aurons demain ne signifie pas chasser les Blancs, mais au contraire, les Blancs resteront en tant que techniciens et nous avons besoin de ces techniciens et des capitalistes puisque même si un pays est indépendant, sans techniciens ni capitaux, l'indépendance ne signifie rien.'[29]
Le 4 janvier 1960, Kamitatu, Kama et Lubuma signent une directive qui démontre à quel point la politique reste à leurs yeux une affaire d'*évolués*: 'N'importe quel membre du parti, membre militant et zélé, doit se convaincre que sa place dans le Gouvernement, dans l'Exécutif ou dans l'Administration est assurée si le parti gagne les élections.'[30]

Les nationalistes radicaux

Une troisième tendance, radicale et révolutionnaire, se dégagea dans la vie politique des Noirs; elle était née des actions spontanées et souvent violentes des masses et trouvait son expression dans la frange des évolués radicaux que l'on trouvait principalement dans le PSA et le MNC-L.
Le radicalisme s'exprimait dans la revendication de l'indépendance immédiate et totale et dans l'opposition conséquente à toute mainmise de l'impérialisme sur le futur Etat indépendant. Les radicaux soutenaient et déclenchaient les différentes actions des masses et reprenaient à leur compte les revendications les plus pressantes des ouvriers et des paysans concernant les impôts, le travail, les prix des produits agricoles, les soins médicaux et l'éducation.
Plusieurs nuances se dégageaient dans le camp des radicaux. Ceux qui, comme Pierre Mulele, voulaient consciemment orienter leur activité vers l'organisation des paysans et des ouvriers étaient fort rares.

* Conseil consultatif, traitant d'affaires d'intérêt local, dont les membres étaient nommés par le Commissaire de district, au service de l'Administrateur de territoire.

Notes

1. B. VERH AEGEN, Lutte de classes au Congo, p. 34.
2. J. MARRES et P. DEVOS, L'équinoxe de janvier, éditions Eura, p. 163-165.
3. ID.ibid.
4. D. MOKOLO, o.c., p. 141-142.
5. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 56.
6. VAN HOOREBEKE, Relation des opérations dans le district des Cataractes in Bulletin Militaire (Léopoldville), 95, juin 1959, pp. VII-XVI.
7. Ibid.
8. Ibid.
9. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 38.
10. A. SCHOLLER, Rapport au ministre du Congo in Congo 1959, p. 13O.
11. Procès-verbaux des entretiens officiels. Sénat. Commission du Congo Belge. Délégation au Congo du 20 juillet au 17 août 1959, p. 62.
12. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 142.
13. Ibid.,p. 51.
14. Procès-verbaux des entretiens officiels. Sénat. Commission du Congo Belge. Délégation au Congo du 20 juillet au 17 août 1959, p. 28.
15. L.A.M. PETILLON,o.c.,p.286.
16. Procès-verbaux des entretiens officiels. Sénat. Commission du Congo Belge. Délégation au Congo du 20 juillet au 17 août 1959, p. 62 citant le témoignage de Mobiae, chef de secteur de Luluabourg.
17. Ibid., p. 89 citant le témoignage de Mundigaya, employé.
18. Ibid., p. 225.
19. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p.
20. Ibid., p. 216.
21. J. BOMBOKO, Cinquante ans de présence belge in Eurafrica, mars 1958, pp. 34-35.
22. O. de KESSEL, Comme votre Descartes... raisonnons logiquement in Eurafrica, juin 1958, p. 19.
23. J. BOMBOKO, o.c., p. 34-35.
24. Procès-verbaux des entretiens officiels. Sénat. Commission du Congo Belge. Délégation au Congo du 20 juillet au 17 août 1959, p. 268.
25. Congo 1960, pp. 48-49.
26. Rapport d'un exposé de Kamitatu du 12 juillet 1959 in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 58.
27. Ibid., p. 21.
28. Ibid., pp. 63-64.
29. Exposé de Kamitatu du 23 mars I960 in Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 233.
30. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 177.

V. Lumumba, cet inconnu

Ceux qui ont été formés à l'école du mobutisme ont appris que Lumumba fut un héros, Mulele un criminel. Mais ils ne connaissent ni l'un ni l'autre. Pour beaucoup de Congolais, Lumumba reste un inconnu parce que des éléments essentiels de sa pensée ont été soustraits à leur vue par le brouillard idéologique du mobutisme.
Nous relevons quatre idées directrices dans la pensée de Lumumba, approfondies par Mulele quelques années plus tard. Ces idées valurent à Lumumba d'être traité de 'criminel' et de 'terroriste', insultes répétées ensuite à l'adresse de Mulele.
Nous indiquons comment Lumumba a esquissé ces quatre axes de son œuvre avant l'indépendance, pour les dégager ensuite, lorsqu'il gouverna le Congo, avec une grande netteté.
Pour souligner l'effort révolutionnaire extraordinaire, accompli par Lumumba, nous évoquerons d'abord la façon dont lui et tous les autres *évolués* ont été mentalement noyés dans l'idéologie coloniale.
Lumumba naquit le 2 juillet 1925 à Onalua, territoire de Katako-Kombe. Après que son esprit eut été modelé par les missionnaires catholiques, qui l'exclurent à l'âge de 14 ans de l'école primaire de Tshumbe Sainte-Marie, il passa aux mains des hérétiques pendant les 2 ans durant lesquels il suivit les cours d'infirmier chez les protestants[1]. Le résultat forçait l'admiration. Lumumba devint le parfait produit de l'endoctrinement colonial, un merveilleux laquais. Oui, il pensait bien. L'indépendance? Une invention des Blancs les moins recommandables. Son désir suprême? Etre Belge.
Ces idées convenables, il les brossait humblement dans un ouvrage intitulé: *Le Congo, terre d'avenir, est-il menacé ?* (Bruxelles, 1961), qu'il acheva au début de 1957. Voici ce que nous apprend ce docile citoyen de la Belgique d'Outre-Mer: 'Le désir essentiel de l'élite congolaise n'est pas de méconnaître le bien réalisé, mais d'être des 'Belges' et d'avoir droit à la même aisance et aux mêmes droits, compte tenu évidemment des mérites de chacun.' (p. 29)
Le *bon Nègre*, s'inclinant devant son maître, prononça des mots pleins de soumission qui éclairent singulièrement le fier discours qu'il adressera trois ans plus tard, le 30 juin 1960, à cette même Majesté Royale devant laquelle il se dressa désormais debout, débarrassé définitivement de son esprit d'esclave. 'Nous vous rappelons avec plaisir la déclaration qu'a faite sa majesté le Roi Baudouin, notre Roi bien-aimé, que la Belgique et le Congo ne forment qu'une seule nation. La pensée du Roi est claire : Les Belges et les Congolais sont tous des citoyens, comme le sont les Wallons et les Flamands et doivent vivre côte à côte, dans une atmosphère de franche fraternité.'(...) 'Notre Roi peut-il nous tromper? Avons-nous le droit de douter de son amour à notre égard, de ses intentions très humanitaires?' (pp. 21,41)
Ayant pris la mesure de la profondeur de ces nobles pensées, pourrait-on encore s'étonner que Lumumba prônait la non-violence? Certains ont tant péroré sur le caractère non violent du lumumbisme qu'on se priverait difficilement du plaisir de montrer à ces sages personnages l'origine de ces conceptions conciliatrices et viles.
'Certains Blancs - des moins recom-mandables - abusant de la crédulité des Noirs encore peu cultivés, insti-guent ceux-ci à réclamer immédiatement l'indépendance et vont jusqu'à insinuer (...) que tous les pays occidentaux ont dû, pour obtenir leur indépendance, se battre, et que les Congolais devraient faire de même s'ils veulent se libérer des Belges. Triste mentalité! (...) Ce serait commettre un acte de la plus grande barbarie, du banditisme que de sacrifier des vies humaines, nos membres de famille qui nous sont chers, pour la soif de l'indépendance.' (pp. 162-163)
Telle était l'infuence exercée par le colonialisme belge sur un homme qui, trois ans plus tard, devenu enfin Congolais, sera le premier à sacrifier sa vie pour que ses frères connaissent l'indépendance et le bonheur.
Il fallait attendre 1958 et les bouleversements sur la scène internationale pour que Lumumba et des dizaines de ses compagnons ouvrent enfin les yeux sur le monde et sur la misère de leur propres frères *Basenji* qu'on avait masqués sous des discours édifiants contre les mœurs sauvages des indigènes incultes.
Mais Lumumba était un homme profondément honnête. Et il ne manquait pas d'intelligence. Son mérite historique fut d'avoir su adapter ses pensées, dans un pays en plein bouleversement, aux changements de plus en plus accélérés qui se produisaient au sein des masses profondes du Congo.
Il faut noter d'ailleurs que Lumumba s'était fait remarquer très tôt dans le milieu des évolués, par un grand dynamisme et par une largesse de vue assez rare. A la tête de l'Association des Evolués de Stanleyville en 1954 et 1955, il voulait déjà être un dirigeant 'actif, dévoué, expéditif, énergique, remuant pour entraîner (...) les autres' et il déclarait que les conseillers européens avaient le devoir de 'nous pousser à l'effort, à l'étude ou à l'organisation de nos activités [2]' Lumumba ambitionnait d'être le 'porte-parole de la masse' ; son Association fit preuve d'une certaine audace lorsque, le 19 avril 1955, elle se présenta en défenseur de 'l'intérêt général'[3], s'attribuant ainsi un rôle politique dans une colonie où le terrain politique était strictement interdit aux Noirs. En fait, Lumumba prenait le discours moralisant du colonisateur sur 'l'égalité des enfants de Dieu' et les 'droits naturels des hommes' au sérieux. Il restait enfermé dans ce discours mais se heurtant partout à l'inégalité et l'arbitraire, sa conscience nationale commença à s'éveiller à travers de nombreuses confrontations.

Le 23 décembre 1955, jugeant Lumumba trop agitateur, les évolués de Stanleyville lui préférèrent, à une très large majorité, Antoine Lopes et Alphonse Songolo à la tête de leur Association [4]. Lumumba, tout en restant le prisonnier idéologique du colonialisme, vécut ainsi son premier conflit avec cette fraction des évolués que la soumission rendait insensible à la contradiction criante entre les paroles et les actes du civilisateur.
Cherchant fébrillement la vérité, Lumumba deviendra en 1959 un nationaliste conséquent; persistant dans la soumission aux intérêts et aux conceptions belges, Lopes sera à ce moment le vice-président du Parti des Nègres Payés.
Pendant les deux mois et demi qu'il tint le gouvernail du pays, du 1 juillet au 15 septembre 60, cet homme porta sur les épaules le poids du monde entier. Toute l'actualité internationale était braquée sur le Congo. A la fin de sa vie, la plupart de ses 'amis', qui se découvriront plus tard une vocation sacrée de 'lumumbistes', lui tournèrent le dos et il ne lui resta qu'une poignée de compagnons comme Mulele, Mpolo, Mbuyi, Gizenga et Andrée Blouin. Ces derniers s'étonnaient des changements profonds qui s'accomplissaient au fil des jours dans cet homme qui, fébrilement, sous les coups les plus perfides de ses ennemis, découvrait les grandes vérités de la révolution anti-impérialiste que d'autres peuples du Tiers Monde avaient déjà acquises au prix d'intarissables flots de sang.
Ces vérités-là, auxquelles Lumumba touchait, seront traduites quatre ans plus tard, dans les actes révolutionnaires de plusieurs millions de patriotes, soulevés à l'appel de Pierre Mulele.

Le drapeau de Patrice Lumumba: un programme anti-impérialiste révolutionnaire

La Conférence du Rassemblement des Peuples Africains, qui se tint à Accra du 5 au 14 décembre 1958, bouleversa la vision du monde de Lumumba. A son retour, le 28 décembre, il tint un meeting devant 7.000 Congolais rassemblés sur la grand-place de Kalamu, une commune de Léopoldville: ce fut le premier grand rassemblement politique de l'histoire du Congo belge[5].
'L'Afrique est irrésistiblement engagée, pour sa libération, dans une lutte sans merci contre le colonialisme et l'impérialisme. La Conférence a dénoncé (...) la vieille arme qu'utilisent les tenants du colonialisme (...): diviser pour régner, cette tactique qui (...) s'adapte, prend des détours subtils pour frapper plus que jamais, briser la volonté d'unité et de libération des peuples autochtones, imposer la dépendance économique qui est le fondement de l'impérialisme international. Le Congo ne peut être considéré comme une colonie ni d'exploitation ni de peuplement et (...) son accession à l'indépendance (est) la condition sine qua non de la paix. L'objectif du Mouvement national congolais est d'unir et d'organiser les masses congolaises dans la lutte pour l'amélioration de leur sort, la liquidation du régime colonialiste et de l'exploitation de l'homme par l'homme[6].'
Le 13 juin 1960, M. Ganshof van der Meersch, le ministre des Affaires générales en Affrique, résidant à Léopoldville, nomma Lumumba comme informateur avec mission de prospecter les possibilités d'une formule d'union nationale. Les hommes des Belges - les Kasavubu, les Iléo et les Delvaux - saboteront avec joie cette formule, ce qui permettra au Ministre résidant, avec un plaisir non moindre, de prendre 'acte de ce que l'informateur n'a pas réussi dans la mission' consistant à trouver 'une formule de gouvernement pouvant disposer de la large majorité d'union nationale.' Dans le même communiqué du 17 juin, les Belges lanceront leur homme, Kasavubu, comme formateur[7].
Quelques heures plus tard, réagissant à la désignation de Kasavubu, Lumumba déclara: 'La Belgique (veut) imposer un gouvernement fantoche dont l'avènement et le maintien seraient au besoin défendus par les armes (...) Nous allons constituer notre propre gouvernement au sein de l'ensemble congolais, dont la Belgique prépare l'éclatement[8].'
Ganshof van der Meersch prit peur: 'L'initiative était révolutionnaire dans son procédé de prise de pouvoir. Elle serait révolutionnaire aussi -si jamais elle devait se réaliser telle quelle - dans la doctrine, dans les conceptions et dans l'action de ceux qui constitueraient le gouvernement[9].'
Le jour suivant, Lumumba présenta le gouvernement qu'il voulait former contre la volonté des Belges et dans lequel Pierre Mulele détenait le portefeuille du Travail et de la Prévoyance sociale.
Ganshof van der Meersch: 'L'insurrection était latente. Elle pouvait éclater d'un jour à l'autre"[10].' Le 21 juin il confia la mission de formateur à Lumumba.

Au lendemain de la proclamation de l'indépendance, dans le feu de la lutte contre l'intervention militaire belge, Lumumba jeta les bases d'un programme nationaliste authentiquement révolutionnaire: 'L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique. Le patrimoine national nous appartient (...) Nous-mêmes, les ministres, nous allons aller dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer au pays comment nous devons faire nos coopératives (...) Nous ne voudrons jamais tromper le peuple et le peuple sait très bien que, depuis que nous sommes au pouvoir, il n'y a aucun ministre qui est payé (...) Nous mangeons avec le peuple, nous n'avons pas besoin d'argent (...) Nous allons mettre tous nos travailleurs au travail, après le départ des troupes belges (...) Chacun aura du travail, avec des salaires modestes. Et je vous

assure qu'avec notre foi, avec notre dynamisme, avec notre fierté nationale, le Congo sera dans cinq ans un pays fortement développé. Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays. Mais en travaillant nous-mêmes, par nos propres mains, par nos efforts (...) Le seul slogan pour le moment: le progrès économique, tout le monde au travail, mobiliser toute la jeunesse, toutes nos femmes, toutes les énergies du pays. Les cadeaux, on n'apprécie pas. L'indépendance cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance. L'indépendance conquise est la vraie indépendance[11].'
Lumumba prononça ces paroles le 9 août, lors d'une conférence de presse qu'il tint à sa résidence. Ces idées avaient jailli comme des étincelles dans la lutte qu'il menait contre la recolonisation du pays par l'Union minière, par l'armée belge, par l'impérialisme américain opérant sous les couleurs de l'ONU.
Il les compléta le 8 septembre, trois jours après que Kasavubu ('Je vais écarter la canaille') l'eut révoqué. Devant le Parlement, Lumumba déclara: 'La Banque centrale (belge) s'est accaparée non seulement de notre argent, mais également de nos réserves d'or ... Le gouvernement vient d'annoncer que, si dans un délai de 15 jours le Gouvernement belge ne les restituait pas, nous confisquerions tous les biens appartenant aux Belges. Le peuple attend le bonheur, l'amélioration de ses conditions de vie. Pour nous, il n'y a pas d'indépendance tant que nous n'aurons pas une économie nationale prospère pour relever les conditions de vie de nos frères[12].'

Patrice Lumumba, porte-parole du radicalisme paysan et ouvrier

Un autre événement bouleversa toutes les idées que Lumumba se faisait du monde. Le 4 janvier 1959 à Léopoldville, des dizaines de milliers de jeunes chômeurs, d'ouvriers et d'autres travailleurs se révoltèrent violemment contre la domination coloniale. L'irruption des masses sur la scène politique congolaise provoqua une rupture dans l'histoire coloniale: les dirigeants belges furent désormais hantés par le spectre d'une 'Guerre d'Algérie' et le Roi dans un message solennel du 13 janvier, lâcha le mot magique 'indépendance'. Il est incontestable que les paroles ardentes et fières, prononcées par Lumumba une semaine avant ces événements devant 7.000 Noirs, ont enflammé les esprits de tous les pauvres de la cité noire. C'est ainsi que l'ont compris d'ailleurs les 'intellectuels' du MNC, Iléo, Ngalula, Adoula. Le 3 janvier, ils font comprendre à Lumumba qu'il se fourvoie dans la démagogie, que son discours a excité les mauvais instincts de la masse, qu'il prend des allures de dictateur. Lumumba répondit à ses détracteurs: 'Je suis un démocrate et je vous demande d'agir avec moi, mais vous êtes des intellectuels rêveurs et prudents. Vous pensez que l'indépendance vous sera offerte sur un plateau d'argent, mais il faudra lutter pour l'obtenir et je suis décidé à me battre, s'il le faut, pour arracher notre liberté[13].'
L'indépendance du Congo fut arrachée grâce au radicalisme des paysans et ouvriers. La majorité des évolués adopta une attitude prudente et attentiste. Lumumba en était parfaitement conscient, lorsqu'il déclara en Belgique le 22 avril 1959: 'La masse est beaucoup plus révolutionnaire que nous. Quand nous sommes avec la masse, c'est la masse même qui nous pousse, elle voudrait aller beaucoup plus rapidement que nous[14].' Lumumba exprima publiquement sa solidarité avec les travailleurs et les chômeurs qui avaient sacrifié leur vie. C'est ainsi que le 1er juillet 1959, il entama son discours en demandant aux quinze cents personnes rassemblées, de respecter cinq minutes de silence à la mémoire de ses frères tombés sous les balles durant la révolte du 4 janvier.
Cette prise de position sans équivoque provoqua l'éclatement du MNC: Iléo, Ngalula et Adoula furent d'avis que Lumumba avait désormais dépassé les bornes. Le 17 juillet 1959, ils le démirent de toutes ses fonctions au sein du MNC[15]. Mais ces trois 'grands intellectuels' se retrouvèrent isolés en compagnie de quelques *évolués* accoutumés, comme eux, aux ronds de jambe. Les masses populaires, quant à elles soutenaient Lumumba.
Le 13 août 1959, une délégation sénatoriale belge entendit à Stanley-ville de la bouche de M. Mabé Sabiti, qui se présenta comme 'le chef des arabisés', les paroles suivantes: 'Lumumba se met surtout du côté des ouvriers, parce qu'ils forment la masse[16].

Premier ministre, Lumumba continua à exprimer les sentiments et la sensibilité des masses populaires. Il avait l'art de lancer des mots qui touchaient le cœur des pauvres, qui s'y gravaient et qui sont revenus sur toutes les lèvres pendant l'insurrection populaire des mulelistes en 1964-1966.
A peine Lumumba eut-il installé son gouvernement qu'il adressa à ses compagnons cet avertissement: 'Les ministres doivent vivre avec le peuple (...) Nous ne devons pas passer aux yeux du peuple pour les remplaçants des colonialistes[17]'.
Après avoir été illégalement révoqué par le président Kasavubu, Lumumba s'écria devant les sénateurs, le 8 septembre 1960 : 'Pour la presse de tous ces pays, Lumumba est un homme à abattre, c'est un communiste. Pourquoi ? Parce que je ne suis pas malhonnête et n'accepterai jamais un franc des Américains ou des autres pour vendre mon pays[18].'

Lumumba, l'initiateur de la lutte armée contre l'ennemi impérialiste au Congo

Certains s'évertuent encore à présenter Lumumba comme un apôtre du pacifisme à tout prix. Dans les mois qui précédèrent l'indépendance, il arriva à Lumumba de se présenter comme le chantre naïf de la non-violence. On peut y voir sans doute les alluvions de son éducation à l'école coloniale où la première matière enseignée était la soumission.
Mais il y eut également une part de calcul politique dans sa démarche. En 1959 et jusqu'aux élections de mai 60, Lumumba voulait obtenir des autorités belges, toujours omnipotentes, une certaine liberté de manœuvre. A ce moment, il considérait essentiel de parvenir à organiser les larges masses au sein du MNC. Comme le peuple se trouvait les mains vides devant des fusils et des mitraillettes, la seule arme à sa disposition était l'organisation et la mobilisation. Ceci réalisé, tout deviendrait possible. En insistant sur sa volonté pacifiste, Lumumba faisait aussi comprendre que ce n'étaient pas les Noirs qui avaient voulu la violence, mais que la persistance de l'oppression et de la répression rendait la lutte ouverte inévitable.
Pendant toute cette période, Lumumba s'efforçait à unir les masses et à leur inculquer un esprit de lutte inflexible qui ne recule devant aucun sacrifice.
Le 28 octobre 1959, il déclara : 'Les Belges ont installé deux bases, une à Kamina, une à Kitona. Pourquoi toutes ces bases ? C'est pour vous intimider, c'est pour vous opprimer, mais on ne peut pas retenir l'élan d'un peuple décidé. Nous attendons la mort, aujourd'hui, demain, on ne sait pas quand. Pour nous, la mort ne compte pas. Tout ce qui compte, c'est la liberté[19].' Et le 25 mai 1960, il ajouta : 'Le bilan de l'action de la Force publique, ce sont des expéditions punitives injustifiées suivies de massacres. Le peuple congolais ne cédera pas à l'intimidation et aux menaces de la Force publique[20].'
Et pour ôter même aux sourds tout moyen de feindre ne pas comprendre, Lumumba exprima à Accra sa solidarité avec la lutte armée en Algérie, au Cameroun, au Kenya, en Afrique du Sud, en Rhodésie, en Angola et au Mozambique[21].'

Le Congo accéda à l'indépendance le 30 juin 1960. Une semaine plus tard, la lutte armée éclata.
Le 5 juillet, à 8.00 h du matin, le général Janssens qui commandait toujours la Force publique, convoqua le personnel du Quartier général pour qu'il assiste à une provocation dont le général se vantera encore en 1972 en dépeignant son petit numéro de la façon suivante : 'Mes intentions restent inchangées: le militaire doit obéir à ses chefs en toutes circonstances, et l'indépendance politique d'un pays n'a rien à voir avec la discipline qui doit être et rester ferme. Oui, j'ai même écrit sur un tableau noir que, pour le militaire, *avant l'indépendance égale après l'indépendance*[22].'
En suscitant des troubles au sein de la Force publique, Janssens cherchait des prétextes à une intervention de l'armée belge qu'il réclama officiellement au général Gheysen le lendemain[23]. Avant le 30 juin déjà, l'état-major de l'armée belge avait pris toutes ses dispositions en vue d'une éventuelle intervention massive dans le Congo 'indépendant'.
L'agression belge débuta le 10 juillet à Elisabethville et à Luluabourg. Le 11 juillet, au matin, quatre navires de guerre belges pénétrèrent dans le port de Matadi et tirèrent sur la ville: des troupes débarquèrent et ouvrirent le feu: quatre avions survolèrent la cité et leurs mitrailleuses crachèrent la mort. A ce moment, les Blancs avaient déjà tous quitté Matadi. Vingt Noirs au moins furent tués[24]. Les 12 et 13 juillet, 2.000 soldats belges occupèrent l'aéroport et le centre de Léopoldville. Ce fut le premier volet de l'agression belge.
Mais l'essentiel des opérations militaires eut lieu au Katanga où, depuis plusieurs mois, l'Union minière préparait la sécession. Dès le 11 juillet, Tshombe se proclama président de l'Etat du Katanga dont la Constitution a mûri dans la tête d'un belge, le professeur Clémens. L'armée belge arrêta et désarma tous les soldats nationalistes noirs: sur les 2.800 soldats que comptait l'Armée nationale congolaise au Katanga, 2.500 furent renvoyés. Lecolonel F. Vandewalle et le major J-M. Crèvecœur entreprirent le dressage de la gendarmerie katangaise, véritable troupe de mercenaires noirs[25].
Le 13 juillet, le général Cumont déclara que les troupes métropolitaines étaient mises à la disposition de Tshombe.
Le ministre belge de la Défense, Arthur Gillon, déclara à la Chambre: 'L'ensemble des forces belges engagées au Congo s'est élevé à près de 10.000 hommes[26].'
Mais l'intervention impérialiste au Congo comporta encore un troisième volet. Une fois sur place, les forces de l'ONU, appelées à la rescousse par Lumumba pour s'opposer à l'agression belge, se comportèrent comme des troupes d'occupation au service des intérêts occidentaux.
Le général von Horn, commandant en chef des forces de l'ONU, le reconnut d'ailleurs avec une franchise qui frisa l'insolence dans ses mémoires qu'il publia en 1966. Après que Lumumba lui avait notifié qu'il devait cesser de désarmer les soldats de l'ANC fidèles au gouvernement, le général von Horn se rendit chez l'ambassadeur des Etats-Unis, Clare Timberlake, avec qui il s'accorda à envoyer son second, le général britannique Alexander, à

New York afin de convaincre le secrétaire général de l'ONU que le désarmement complet de l'ANC constituait le seul espoir d'ordre et de paix au Congo[27].
Dans sa résolution du 21 février 1961, le Conseil de sécurité avait exigé l'évacuation immédiate de tous les militaires et conseillers belges du Congo et du Katanga en particulier. Celui qui était censé réaliser cette décision sur le terrain eut ces mots: 'J'avais à cet égard mon opinion personnelle. Ayant vu le chaos qui avait suivi la fuite des Belges dans les cinq autres provinces, il me paraissait insensé de vouloir désagréger un (Etat qui) était relativement bien organisé comme le Katanga[28].' Au lieu de se battre contre les agresseurs belges, le général von Horn les prit sous sa protection afin qu'ils puissent rétablir l'ordre néocolonial au Congo: 'J'acquis la certitude que l'ANC ne redeviendrait une ombre de ce qu'elle avait été que par le retour d'officiers belges ou européens expérimentés[29].'

Quelle attitude Lumumba adopta-t-il face à cette triple agression? Il s'engagea sans aucune hésitation et avec fermeté dans la voie de la lutte armée.
Le 12 juillet, soit deux jours après le début de l'intervention belge, Lumumba et Kasavubu lancèrent *un appel à l'ONU* dans un télégramme ainsi libellé : 'Le gouvernement de la République du Congo sollicite envoi urgent par organisation ONU une aide militaire - stop —(...) considérons action belge non sollicitée comme acte d'agression contre notre pays -stop - cause réelle de plupart troubles être provocations colonialistes -stop - accusons gouvernement belge avoir minutieusement préparé sécession Katanga dans but garder main sur notre pays - stop -(...) aide militaire sollicitée a pour but essentiel protection du territoire national congolais contre actuelle agression extérieure menaçant paix internationale - stop-[30].'
Lumumba s'appuya principalement sur *le peuple* pour combattre les agresseurs et leurs laquais, Tshombe et Kalonji. Le 20 juillet, il lança un appel à la radio: 'Nous préférons mourir pour notre liberté plutôt que de vivre encore dans l'esclavage. Toutes les forces vives de ce pays sont mobilisées pour sauver l'honneur de la patrie et défendre courageusement l'indépendance de leur pays[31].'
Lumumba soutint fermement la véritable guerre populaire que les paysans et les ouvriers livrèrent dans le Nord-Katanga contre les troupes belges et les gendarmes tshombistes. A ce propos un responsable de la Géomines à Manono déclara: 'Tous les travailleurs (3.000) obéissent au mot d'ordre du *Balubakat*. Tout le pays est *Balubakat* et les gens d'ici n'ont qu'un Dieu, Lumumba[32].' Pour souligner l'ampleur des combats, voici le témoignage de Pierre Davister, qui fut à l'époque l'homme de Tshombe. 'En décembre 1960, on évaluait à 7.000 environ le nombre des rebelles tués depuis le début des opérations de représailles de l'armée katangaise dans le Nord-Katanga. Normalement, il faut multiplier ce chiffre par 2, par 3, par 10. Des villages entiers ont été rasés et les armes automatiques ont fauché littéralement des rangs entiers de 'jeunesse' qui marchaient imbécilement au-devant de la mort[33].'
Lumumba mobilisa *les éléments nationalistes* de l'ANC pour engager le combat contre l'ennemi. Le 8 août 1960, les intrigues de l'ambassade américaine et du commandement des forces de l'ONU aboutirent: le Conseil de sécurité adopta une résolution stipulant que les troupes de l'ONU restent en marge de tout conflit d'ordre intérieur. Ainsi, l'ONU considérait désormais l'occupation belge du Katanga comme une 'affaire intérieure' et elle se consacrera à garantir la consolidation de la sécession. Inspiré par cette décision et poussé dans le dos par la Forminière, une filiale de la Société générale, Albert Kalonji proclama le 9 août l'indépendance de l'Etat minier du Kasaï.
Désormais, Lumumba ne compta plus que sur ses propres forces. Il concentra ses meilleures troupes en vue d'une opération contre les comploteurs du Katanga et du Sud-Kasaï[34]. Le 26 août, 300 soldats lumumbis-tes occupèrent Bakwanga, la capitale du Sud-Kasaï.
Mobutu arrêta l'offensive victorieuse sur ordre des Américains, comme le reconnut son hagiographe Francis Monheim: 'Le colonel Mobutu est écœuré. Sans consulter personne, il donne ordre à ses troupes de revenir à Léopoldville. Lundala, qui se trouve à Luluabourg, voit donc revenir ses hommes et le général entre dans une rage folle. Il se rend aussitôt dans la capitale et va voir Lumumba. Celui-ci (...) convoque son chef d'état-major. Je suis ministre de la Défense nationale, dit-il à Mobutu, et je ne suis au courant de rien. Vous, vous n'êtes qu'un simple colonel et vous ordonnez le cessez-le-feu sans même consulter votre commandant en chef, le général Lundula[35].'
La même trahison se reproduisit quelques semaines plus tard au Katanga où l'ONU et Mobutu décrétèrent le cessez-le-feu pour stopper l'avance de l'armée lumumbiste et pour sauver l'Etat fantoche de Tshombe d'un effondrement imminent. L'ONU évacua 2.500 soldats nationalistes qui avaient déjà pénétré profondément au Katanga.
Le 5 septembre, Kasavubu décida la dissolution du gouvernement Lumumba. Il exigea que les soldats de l'ANC déposent les armes. Lumumba lui répondit: 'Le gouvernement rend hommage aux troupes de l'ANC pour le patriotisme et l'héroïsme avec lesquels elles ont défendu jusqu'ici la nation contre l'agression et les mouvements de sédition colportés à travers le pays par les impérialistes belges. L'intention de Monsieur Kasavubu est d'empêcher les troupes de l'ANC d'entrer au Katanga dans le but de libérer leurs frères opprimés et asservis par les Belges et leur homme de paille Tshombe[36].'

Deux jours plus tard, devant le Sénat, Lumumba continua à faire le procès de Kasavubu: 'Pour lui, le fait de vouloir réintégrer le Katanga pour libérer nos frères, est une guerre atroce, parce qu'il a déjà des contacts avec Tshombe. Alors que la victoire du Gouvernement central au Katanga est une victoire sur l'impérialisme[37].'

Le 14 septembre, Mobutu organisa son premier coup d'Etat dans le seul but d'éliminer Lumumba de la scène politique. Ce dernier fut pratiquement assigné à résidence sous la surveillance de troupes de l'ONU. A quelque distance, l'armée de Mobutu le guettait ...
Lumumba envoya à Stanleyville son vice-premier ministre, Antoine Gizenga afin d'y regrouper les forces nationalistes. Arrivé à Stan le 14 octobre, celui-ci réussit à y contrôler la situation un mois plus tard. Les soldats de l'ANC, fidèles à Lumumba, commençaient la reconquête du pays. Le 2 janvier, le Kivu fut libéré; le 10, ce fut le tour de Manono, capitale de l'étain dans le Nord-Katanga. Le 27 novembre, Lumumba quitta sa résidence dans le but de rejoindre Stanleyville et d'y prendre la tête des troupes loyalistes. Lors de son passage à Mangaï, tous les hommes accourrurent, les armes à la main, et Lumumba improvisa un discours: 'Frères, vos armes sont inutiles maintenant. Mais prenez-en soin, elles serviront. Ils faudra combattre pour la liberté. Les colonialistes ne veulent pas nous la donner pacifiquement, nous la conquerrons, les armes à la main[38].' Tous les hommes politiques comprenaient que l'arrivée de Lumumba à Stanleyville serait le détonateur d'une guerre révolutionnaire visant à libérer le Congo entier de toute occupation étrangère. Le général Karl von Horn note à ce propos: 'A parler franchement tout le pays aurait pu être mis à feu et à sang, si Lumumba était parvenu à Stanleyville[39].' Le 1er décembre, les soldats de Mobutu rattrapèrent Lumumba et le livrèrent ensuite à Tshombe et Munongo.

Sachant qu'il allait mourir, Lumumba lança dans sa dernière lettre un ultime appel pour la lutte armée de libération: 'Je sais et je sens au fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous les ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur[40].' C'est à la suite de cet appel que, trois ans plus tard, le peuple congolais se leva comme un seul homme pour le combat sous la direction de Pierre Mulele et du Conseil national de libération.

Lumumba, adversaire implacable des collaborateurs

Avant l'indépendance déjà, Lumumba avait pris conscience du danger que représentait l'existence de toute une couche de Noirs qui rêvaient de s'enrichir en monnayant leurs services auprès des financiers étrangers.
Après les élections de mai 60 on assista à diverses tentatives de formation d'un bloc anti-lumumbiste groupant toutes les forces collaboratrices. En mai, Iléo et Bolikango parcoururent l'ensemble du Congo. 'Au cours de cette tournée (...) nous avons posé les jalons pour la formation d'un grand cartel d'Union nationale au Congo dirigé contre la dictature', expliqua Bolikango[41]. Le 21 mai, le leader de la *Luka*, M. Delvaux, invita ses 'amis Bahizi, Anekonzapa, Iléo, Kamitatu, Sendwe, Bolikango, Kanza et de nombreux chefs coutumiers (...) à un congrès fixé au 30 mai afin de barrer la route à un régime de dictature crypto-communiste[42].' Cette initiative resta sans suite.
Dès le 2 juin, Lumumba avait clairement compris l'enjeu de la campagne qui se menait contre sa personne. 'L'objectif poursuivi est le suivant: écarter de la direction du pays les nationalistes qui ont pourtant la confiance du peuple, et hisser au pouvoir certaines marionnettes, dans le seul but de servir certains intérêts occultes. Convaincu que les milieux officiels veulent à tout prix placer un gouvernement fantoche au Congo, afin de saper ainsi l'indépendance nationale, le peuple congolais a réagi et continue à réagir avec énergie[43].' 'On a corrumpu déjà certains élus en faveur de tel leader jugé favorable au gouvernement belge. Ainsi, on a vu, dans cette composition imaginaire, M. Iléo premier ministre. Il n'a en réalité pas de parti et n'a rien derrière lui. On lui a payé un voyage à travers le Congo pour essayer de corrompre d'autres milieux (...) Qui paye tout cela? D'où vient l'argent?[44].'
Cette dénonciation des 'Nègres payés', corrompus par des puissances étrangères, sera reprise quatre années plus tard, par les millions de paysans et de travailleurs engagés dans l'insurrection muleliste.
Un autre thème de cette révolution figure dans le communiqué du 11 juin 1960 du Comité national du MNC-Lumumba qui 'dénonce les manœuvres qui se trament entre, d'une part, l'ancienne puissance coloniale et, d'autre part, certains partis minoritaires procolonialistes, manœuvres tendant à écarter, contre la volonté du peuple, les partis et les leaders nationalistes (...) Ces manœuvres constituent un sabotage sournois contre l'indépendance nationale[45].'
Le 19 juin 1960, Kasavubu tenta de trouver une majorité antilumumbiste pour former un gouvernement où aucun membre du MNC-Lumumba et du PSA-Gizenga ne siégerait. On assista à un rapprochement entre les chefs coutumiers et les bourgeois engagés dans la collaboration, d'une part, et les formations réformistes d'autre part. Dans le projet de l'équipe gouvernementale avancé par Kasavubu, on retrouvait les grands noms de la collaboration : cinq hommes du PNP, dont Delvaux aux Finances, Dericoyard aux Travaux publics, Edindali aux

Classes moyennes et deux dirigeants de la *Conakat*: Nyembo à la Défense et Kisiba à l'économie. Dans ce projet figuraient aussi les chefs de file des grands courants réformistes: deux de l'*Abako*, Kasavubu, premier ministre et Kisolokele, ministre de l'Intérieur, quatre du MNC-Kalonji, dont le chef serait vice-premier ministre et Badibanga, ministre du Plan. Du PSA, Kasavubu avait débauché Kamitatu pour en faire son ministre des Terres et du Domaine public[46].
Au lendemain de l'indépendance, tous les nains politiques qui brûlaient d'impatience à devenir de grands bourgeois, s'acharnaient sur les lumum-bistes. Le chef du gouvernement, qui pendant un temps s'était laisser berner par les mirages de l'unité nationale, se rendit rapidement compte que l'ennemi disposait désormais de solides appuis parmis la couche privili-giée noire. Dès le 18 juillet, il entrevit le drame avenir: 'Etant un gouvernement nationaliste, qui ne vise que l'intérêt de la Patrie, ceux qui convoitent nos richesses tentent de provoquer l'anarchie, de démoraliser les membres du gouvernement pour finalement monter la population contre nous et faire tomber notre gouvernement. Ils se servent de marionnettes qui n'hésiteront pas à signer aveuglement n'importe quel accord pour placer le Congo sous une domination étrangère. Voilà la vérité[47].'
Lumumba eut bientôt à affronter deux de ses plus perfides ennemis qui, quatre années plus tard seront particulièrement visés par les insurgés mulelistes.
Le 5 septembre, Kasavubu convoqua Andrew Cordier, le représentant personnel ad intérim du secrétaire général de l'ONU, pour lui annoncer qu'il allait tenter un coup d'Etat et lui demander que les forces de l'ONU arrêtent Lumumba et ses partisans les plus influents[48].
Le même soir, à 21 h 40, Lumumba parla à la radio: 'M. Kasavubu (...) a publiquement trahi la nation (...) Il veut détruire le gouvernement du peuple, (...) qui a lutté avec acharnement contre les agresseurs belges, contre les ennemis de notre indépendance nationale et de notre liberté (...) C'est une manœuvre belge qui vient de se faire aujourd'hui par M. Kasavubu, un complot tramé par les impérialistes belges et français[49].'
Kasavubu ayant échoué dans sa tentative d'évincer Lumumba de la vie politique, Mobutu entra lui-même en scène pour parachever le coup d'Etat. Le 14 septembre, Mobutu 'neutralisa' les deux adversaires, Lumumba et Kasavubu, à la grande hilarité de ce dernier qui contresignera en tant que président de la République tous les diktats du colonel.
Le lendemain matin, Serge Michel diffusa un communiqué écrit de la main de Lumumba: 'Le gouvernement central de la République de Congo porte à la connaissance du peuple que le colonel Mobutu, chef d'état-major des forces armées, a été corrompu par les impérialistes pour jouer un coup d'Etat contre le gouvernement légal et populaire[50].' Une autre réaction de Lumumba après le coup d'Etat est consignée dans le livre que Monheim a écrit pour encenser Mobutu. Lumumba déclara au commandant Jacques Puati: 'Mobutu est un traître. C'est moi qui l'ai nourri; c'est moi qui lui donnais ses chemises. C'était un clochard[51].'

Lumumba, ce bandit, ce terroriste, cet assassin, ce traître, ce criminel de droit commun .

La version mobutiste de l'histoire présente Pierre Mulele comme un bandit et un criminel. On l'a entendu si souvent, comment cela pourrait-il ne pas être vrai? Mais qui se rappelle de nos jours que ces personnages bien pensants qui ont la bouche pleine d'indignation contre le bandit Mulele, sont les mêmes qui bavaient de rage en prononçant le nom de Lumumba, le terroriste, le dictateur, le traître?
Pendant les deux mois que Lumumba tenta de gouverner ce pays qui lui échappait déjà, une grande partie de la classe politique, qui se trouve depuis lors inamovible à la tête des affaires de l'Etat, se perdait dans une hystérie anti-lumumbiste. Le premier à ameuter les foules les plus ignares et les plus abruties, fut bien sûr un homme de grande civilisation: monseigneur Malula: 'Mes chers frères. Quand dans un pays la liberté d'information n'existe plus, on ne parle plus de démocratie, mais de dictature. Or la dictature mène à l'esclavage, à l'asservissement de l'homme par l'homme (...) Fiers et jaloux de vos droits nouvellement acquis, montrez que vous n'êtes pas mûrs pour une nouvelle forme d'esclavage[52].' Voilà le message que le 17 juillet 60 déjà, Malula faisait lire dans ses églises où il préférait ne pas débiter ses pensées sous la forme claire et nette qu'elles avaient en réalité: A mort Lumumba, vive Tshombe!
Deux députés de l'*Abako*, messieurs Kingotolo et Moanda, se croyaient eux aussi investis de la mission historique d'alerter le monde entier en envoyant ce télégramme au Conseil de sécurité: Tendance communiste se manifeste déjà au Congo - stop - sécurité peuple congolais sérieusement menacée - stop - peuple mukongo entièrement anticommuniste cherche protection contre ce danger[53].'
Le 10 septembre 1960, Iléo, nommé premier ministre par Kasavubu, proposa le poste de vice-premier ministre à Tshombe, l'homme-paravent de l'agression belge. Celui-ci daigna répondre qu'il aspirait de tout cœur à 'la réconciliation (...) de tous nos leaders à l'exclusion de ceux qui, comme le traître Lumumba, se sont mis au ban de l'Afrique en tentant d'y introduire le communisme russe abhorré (...) A cet effet, je forme des vœux ardents pour que s'établisse une coopération fructueuse entre des patriotes comme MM. Kasavubu, Iléo et. Mobutu qui représentent les meilleures tendances de notre opinion (...)[54]'

Kasavubu, cette digne majesté, ce sage bienveillant, était le plus déchaîné de tous. Il aboya à l'adresse du président N'Krumah: 'Informez-vous sur le terrorisme et le banditisme créés sous l'impulsion de Lumumba[55].'
Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU le 7 septembre 1960 et contresignée par Bomboko, le même Kasavubu accusa Lumumba d'avoir infligé à ses adversaires des 'tortures corporelles', d'être à l'origine de 'l'organisation de bandes hostiles dans le but de porter la dévastation, le massacre et le pillage', d'avoir commis le 'crime de génocide'[56]. Est-ce qu'on pourrait trouver une insulte, lancée contre Pierre Mulele, qui n'avait pas été adressée à Patrice Lumumba?
Il serait indécent de ne pas faire état de l'apport décisif du colonel Mobutu dans le torrent de haine qui déferlait sur Lumumba.
En 1962, Francis Monheim, le confident attiré de Mobutu publia un livre *Mobutu, l'homme seul*, qu'il disait avoir écrit en travaillant avec le général Joseph-Désiré Mobutu, 'un ami de longue date'[57]. L'œuvre se voulant une glorification de Mobutu, certaines affirmations révèlent le jugement réel que Mobutu portait sur Lumumba. Parlant de la situation en novembre 1960 - Lumumba se trouve toujours à Léo - Monheim note: 'Le colonel Mobutu doit faire face au terrorisme qui sévit de plus en plus à Léopoldville. Plusieurs personnalités bakongo ont été assassinées par les commandos lumumbistes[58].' Mobutu a laissé écrire que 'le régime himumbiste était ni plus ni moins un régime policier[59].' Monheim cite une proclamation de Mario Cardoso, rédigée au nom des commissaires généraux, en insistant lourdement sur le point suivant: 'On a le droit de penser que Mobutu n'aurait pratiquement rien ajouté ni enlevé à la déclaration de Cardoso, s'il en avait été l'auteur [60].' Voici l'essentfel du message de Cardoso, entièrement dirigé contre les lumumbistes: 'Citoyens, vous voyez aujourd'hui tous vos espoirs mal acceuillis et trompés (...) vous êtes en colère contre vos propres élus (...) Le colonel Mobutu s'est fait votre porte-parole, votre interprète. Il est aujourd'hui l'homme qui nous a délivré du colonialisme communiste et de l'impérialisme marxisme-léniniste[61].'
Dans le numéro de la revue patronale belge *Eurafrica* paru en février 1961, C.A. Mwissa-Camus écrivit un article très évocateur intitulé 'Mon ami Jef Mobutu' qu'il signa en tant qu'*ancien secrétaire particulier du colonel Mobutu*. Cet article fut rédigé peu de temps après l'arrestation de Lumumba et il est inconcevable qu'il ait pu être publié sans l'assentiment de Mohutu. A cette époque, Mobutu se vantait d'être le plus décidé des antilumumbistes. Jugez-en. Le *nous* de l'article désigne Mwissa-Camus et son ami Jef Mobutu.
'Les événements qui devaient se succéder par la suite à une allure endiablée, devaient nous permettre de réaliser notre plan: l'éviction de Patrice Lumumba! Pour sauver le Congo! Il y eut d'abord le génocide de Bakwanga. Ensuite la gaffe momunentale de faire arrêter l'honorable M. Bolikango. A partir de ce moment je n'y tins plus, pas plus que Mobutu puisqu'une huitaine de jours après, à 20 h 15, il 'neutralisait' tout le monde et prenait pratiquement le pouvoir. Naturellement, la réaction de Lumumba ne se fit pas attendre : promenades-meetings à la cité, attentats divers, campagne de terrorisme ... Il fallait consolider l'action du colonel. Je n'envisageais qu'une seule solution: à la force, il fallait répondre par la force! Avec la bénédiction du Président de la République (...), j'organisais avec le concours dévoué de mes deux adjoints, M. Gilbert Pongo alias Taureau Pongil (actuellement commandant de la Sécurité nationale à Léopoldville) et Bernard Ilolo (...) la campagne de contre-terrorisme qui devait aboutir trois semaines plus tard à la répression totale des cellules des tueurs lumumbistes et finalement à l'arrestation de Patrice Lumumba[62].'
Ainsi, la terreur contre Lumumba et ses partisans en 1960-61 ne fera que se répéter trois années plus tard contre Mulele et ses partisans. L'instigateur sera toujours le même.

Notes

1. B. VERHAEGEN, L'association des évolués de Stanleyville et les débuts politiques de Patrice Lumumba. 1944-1958, (Cahiers du CEDAF), Bruxelles, p. 89; P. DEVOS,o.c.,pp. 14-17.
2. B. VERHAEGEN, Ibid., pp. 64, 65.
3. ID.ibid., pp. 72,82
4. ID. ibid.,p. 99.
5. P. DEVOS,o.c.,pp. 76-77.
6. Congo 1959, pp. 29-30.
7. W.J. GANSHOFVANDERMEERSCH,o.c.,p. 177.
8. Conférence de presse de Lumumba à Léopoldville in W.J GANSHOF VAN DER MEERSCH, o.c., p. 178.
9. lD.ibid.,p. 186.
10. lD.ibid.,p.2Q2.
11. Congo 1960, 2, pp. 593-594.
12. Annales Parlementaires. Sénat de la République du Congo. Année 1960,1, Session ordinaire 1960, 8 septembre 1960, pp. 14-15,21.

13. P. DEVOS,o.c.,pp. 78-79.
14. La Pensée politique de Patrice Lumumba, édité par J. VAN LIERDE, Paris, 1963, p. 45.
15. Congo 1959, p. 170.
16. Procès-verbaux des entretiens officiels. Sénat. Commission du Congo Belge. Délégation au Congo du 20 juillet au 17 août 1959, p. 264.
17. Annales de la Chambre des Représentants de la République du Congo. Année 1960, 12, Séance du 15 juillet 1960, p. 19.
18. Annales Parlementaires. Sénat de la République du Congo. Année 1960, 7, Session ordinaire 1960. 8 septembre I960, p. 26.
20. La pensée politique de Patrice Lumumba, pp. 171-172.
21. Ibid., p. 167.
22. E.R. JANSSENS, Au fil d'une vie, pp. 440-441.
23. Congo 1960, l,p. 337.
24. Le Drapeau Rouge (Bruxelles), 25 juillet 1960 cité dans Congo 1960, 1, p. 459.
25. J. Brassine, o.c., pp. 317, 319, 322.
26. Congo 1960, 2, p. 515.
27. K. VON HORN, Soldat de la paix, Paris, 1966, pp. 146-147.
28. ÏD.ibid., pp. 179-180.
29. lD.'ibid.,p. 230.
30. Congo 1960, 2, p. 544.
31. La Pensée politique de Patrice Lumumba, p. 252.
32. P. DAVISTER, Katanga, enjeu du monde entier, Bruxelles, 1960, p. 160.
33. ID. ibid.,p. 161.
34. J. CHOME,L'ascension de Mobutu, Bruxelles, 1974, p. 52-54.
35. F. MONHEIM, Mobutu, l'homme seul, Bruxelles, 1962, p. 115.
36. La Pensée politique de Patrice Lumumba, p. 353.
37. Annales de la Chambre des Représentants de la République du Congo. Année 1960,19, Séance du 7 septembre, p. 20.
38. L. VOLODINE, Patrice Lumumba et la liberté africaine, Moscou, s.d., p. 114.
39. K. VONHORN, o.c.,p. 236.
40. La Pensée politique de Patrice Lumumba, p. 390.
41. Congo 1960,1, pp. 273-274.
42. Congo 1960, l,p. 273.
43. Conférence de presse de Lumumba à Léopoldville, cité par W.J. GANSHOF VANDERMEERSCH,o.c.,p. 141.
44. L'Avenir, 3 juin 1960, pp. 6,8 cité par W.J. GANSHOF VAN DERMEERSCH, o.c., p. 142.
45. Communiqué du 11 juin 1960 du Comité National du MNC-L cité par W. J. G AN-SHOFVANDERMEERSCH,o.c.,p. 150.
46. W.J. GANSHOF VAN DERMEERSCH, o.c., annexe IX.
47. Annales de la Chambre des Représentants de la République du Congo. Année 1960, 12, séance du 18 juillet, p. 17. K. VON HORN, o.c., p. 195. Congo 1960, 2, pp. 820-821. S. MICHEL, Uhuru, Paris, 1961, pp. 233-234. F. MONHEIM, o.c., pp. 137-138 Courrier d'Afrique, 19 juillet 1960, p. 1.
Dépêche Agence Belga, 12 août 1960 cité dans Congo I960, 2, p. 671. Télégramme de Tschombe à ses émissaires du 18 septembre 1960 in Congo 1960,2, pp. 963,966.
55. Télégramme de Kasavubu à N'krumah, 30septembre 1960 cité dans G. HEINX et H. DONNAY, Lumumba Patrice. Les cinquante derniers jours de sa vie, 2 ème édition, Bruxelles, 1976, p. 35.
56. Rapport de la Comission d'Enquête. Doc. ONU. Assemblée générale A-4964, S-4976. 11 novembre 1961 cité dans Chronique de politique étrangère, 15, 4-6, p. 672.
57. F. MONHEIM, o.c., présentation du livre sur la couverture.
58. ID. ibid.,p. 171.
59. ID. ibid.,p. 162.
60. ID.ibid.,p. 157.
61. ID. ibid.,pp. 154-155.
62. Eurafrica, février 1961, pp. 18-20.

VI. Mulele dans la tempête Juillet 1960-février 1962

Le gouvernement Lumumba

Le 30 juin 1960, jour de l'indépendance, Lumumba prononça son discours historique qui, résumant si admirablement les sentiments de millions d'ouvriers et de paysans, tomba dans les oreilles coloniales comme un cri de guerre blasphématoire. Prononcer ces mots-là et sur ce ton, c'était signer son propre arrêt de mort. Il y a des actes que l'impérialisme ne pardonne jamais.
'Cette indépendance du Congo (...) c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé de force.
'Ce fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste; nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire, car nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des *Nègres* (...) Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation[1].'
Ce langage, jamais un *Nègre* n'avait encore osé le tenir. Il s'imposait le jour de l'indépendance, afin que les masses populaires puissent libérer de la soumission, de l'obéissance et de la servilité leurs esprits colonisés pendant des décennies. Ce sont des paroles qui remontèrent le moral des masses et l'assassinat de leur auteur ne servit qu'à rehausser encore leur force de pénétration. Cet accent de fierté nationale et de volonté inébranlable vibrant dans le discours de Lumumba fut inscrit dans la mémoire des masses. Trois années plus tard, fortes de cette volonté farouche d'indépendance et de liberté, elles prirent les armes à l'appel de Pierre Mulele.

Le Katanga, une base belge

Le Congo a-t-il jamais été indépendant ? A partir du 11 juillet 1960, les armées coloniales contrôlèrent le Katanga plus fermement encore que par le passé. En écrasant et en éliminant les lumumbistes katangais, la Belgique se préparait à reconquérir l'ensemble du pays. Le 6 septembre 1960, le responsable de l'action belge au Katanga télégraphiait ce message au gouvernement: 'Réussite de l'expérience katangaise provoquera vraisemblablement la reconstruction politique du Congo à partir d'Elisabethville[2].'
Le colonel B.E.M. Frédéric Vandewalle dirigeait l'équipe d'officiers belges chargés de créer et de diriger une gendarmerie katangaise pour combattre les lumumbistes du Balubakat. Le capitaine André Protin et le commandant Robert Lamouline dirigeaient deux colonnes de troupes tshombistes. Trois autres commandants jouèrent un rôle essentiel dans la formation des troupes sécessionnistes: Emile Grailly, Albert Liégeois et Armand Verdickt. Retenez bien ces noms car en 1964, ces hommes de main de Tshombe se retrouveront à la tête de ... l'armée de Mobutu pour combattre l'insurrection muleliste. Entre juillet et décembre 1960, le colonel B.Ë.M. Marlière, conseiller militaire de Mobutu, installé à Brazzaville, continuera d'ailleurs à inspirer la pensée du futur guide de la nation. Le 15 décembre, Mobutu le rappellera à ses côtés. Et en 1964, ce même Marlière supervisera toutes les opérations contre les mulelistes.
Vandewalle, parlant de lui-même à la troisième personne, écrira sur ses activités au Katanga en 1960: 'II y connut des officiers de l'assistance technique que la Belgique accordait à la province en sécession (...) Sans cette équipe, constituée au sein de la gendarmerie katangaise (...), maintenue dans ses éléments essentiels, malgré l'Administration, jusqu'au début de 1963, il n'y aurait pas eu d'Ommegang[3].' Ommegang, c'était le nom de code de la vaste campagne organisée contre l'insurrection de l'est du Congo en 1964. L'effort militaire belge dans le Katanga sécessioniste, a donc rendu possible l'intervention militaire de 1964 contre la révolution populaire.
Les idées politiques émises par Tshombe durant la sécession, avaient été élaborées par Robert Rothschild, qui dirigeait la mission d'aide technique au Katanga et par le professeur Clémens, un spécialiste de problèmes constitutionnels que la Belgique avait mis à la disposition du 'président' katangais. C'est ce même Clémens qui rédigea la Constitution de l'Etat indépendant du Katanga. On retrouvera ces deux personnages à Léopoldville en 1964, aux côtés de Tshombe et de Mobutu. Ils joueront un rôle essentiel dans la lutte contre l'insurrection. Clémens était à cette époque le conseiller personnel de Tshombe.

En réalité, la sécession katangaise n'était que la perpétuation d'une domination coloniale encore renforcée. En 1964, Tshombe devenu premier ministre, on constata que le Katanga avait annexé l'ensemble du Congo ...

La bataille de l'Education nationale

Quand Lumumba lui proposa le ministère de l'Education, Mulele se montra fort déçu. M'avais insisté plusieurs fois pour que Patrice me charge de la Défense', confia-t-il à madame Andrée Blouin. Mieux que Lumumba, Mulele pressentait que la véritable bataille de l'indépendance était encore à venir et que les Congolais sous les armes y joueraient un rôle essentiel.
Le 27 juillet 1960, Lumumba présenta un avant-projet de programme gouvernemental au Sénat. Pierre Mulele en avait rédigé la partie consacrée à son ministère, l'Education nationale et les Beaux-Arts. Non seulement son programme contenait des propositions ambitieuses dans le domaine éducatif mais il incarnait aussi une vision révolutionnaire de l'avenir de la société congolaise. Pour lui, l'éducation constituait un champ de bataille important pour réaliser les idéaux d'indépendance et de démocratie populaire. Mulele connaissait trop bien l'optique dans laquelle l'enseignement catholique avait été introduit vers 1915 dans sa région. Le père jésuite Ivan de Pierpont, un pionnier du Kwilu, la résuma admirablement par ces mots: 'C'était le catéchisme tous les jours.' Les résultats encourageants ne s'étaient pas fait attendre: 'Beaucoup d'indigènes ont renoncé aux fétiches, écrivit-il avec fierté, ils voudraient, pour les remplacer et protéger leur maison et leur personne, un crucifix ou une image de la Vierge[4].' Le premier but de l'enseignement des missionnaires était, non pas de développer l'intelligence, mais d'inculquer les concepts moraux d'obéissance et de soumission. Pour rompre avec cette tradition obscurantiste, Mulele exigeait dans son rapport que l'enseignement soit scientifique avant tout. Ensuite, il insistait sur le caractère national que devait revêtir l'enseignement. Mulele savait, pour en avoir fait l'expérience, que, dans le passé, l'école fonctionnait comme un instrument d'aliénation de tout sentiment national. Voici d'ailleurs comment cet enseignement a été défini dans *L'action sociale au Congo belge et au Rwanda-Urundi*: 'Gagner l'adhésion consciente et active de l'indigène à notre idéal civilisateur: tel est l'objectif primordial de l'œuvre d'enseignement et d'éducation en Afrique belge[5].'
Enfin, pour Mulele, l'enseignement devait être démocratique. Il pensait aux milliers d'enfants de pauvres, d'enfants révoltés qui avaient été exclus des écoles. Son programme était axé sur l'éducation des masses paysannes. Il accordait aussi énormément d'importance à l'enseignement technique, destiné à jouer un rôle essentiel dans l'édification d'une économie nationale. Songeant à ces intellectuels qui trahissaient leurs propres origines, Mulele disait dans son programme que les étudiants devaient apprendre à faire des sacrifices au service des masses populaires.
Suit, le texte intégral du programme de Pierre Mulele.

'C'est intentionnellement que ce Département a été dénommé *Ministère de l'Education Nationale* plutôt que de l'Enseignement ou de l'Instruction.
'Ce titre est un programme. Il veut dire qu'en plus de la qualité scientifique de l'enseignement, le gouvernement veut donner à toute la jeunesse une éducation nationale; il veut lui donner un idéal national: celui de la grandeur du pays tout entier; il veut lui inculquer le sens civique, la notion de son devoir vis-à-vis de la Patrie et de sa solidarité avec tous les citoyens, le respect des lois et des autorités légitimes, et la volonté des sacrifices pour le bien commun.

'Les objectifs principaux dans le domaine de l'éducation nationale et des beaux-arts sont actuellement les suivants:

- L'instruction primaire pour tous.
- Le développement accéléré de l'enseignement normal, technique et secondaire.
- La formation dans les années qui viennent de milliers d'universitaires congolais.
- La gratuité de l'enseignement à tous les échelons.
- Assurer la subsistance des étudiants de l'enseignement normal, technique et secondaire.
- L'octroi de bourses d'études pour les étudiants de l'enseignement supérieur et universitaire, leur permettant de se consacrer à leurs études dans de bonnes conditions.
- L'égalité de l'enseignement pour les filles à tous les échelons. 'Pour cela, le programme suivant devrait être réalisé d'urgence.
    - a) Liquidation de l'analphabétisme par la création d'écoles partout.
        1) Formation accélérée de cadres d'instituteurs et institutrices congolais de façon à résoudre

le problème dans les cinq ans à venir;
2) dans l'immédiat, l'appel à l'aide d'instituteurs étrangers;
3) des cours pour adultes;

- b) Formation accélérée de moniteurs et monitrices d'enseignement technique spécialisé par tous les moyens : au Congo et par l'envoi à l'étranger.
- c) Développement de la formation de cadres supérieurs dans tous les domaines y compris des cadres de formation universitaire, sur place et par l'envoi dans des universités étrangères.
- d) Création de centres d'éducation communautaires (enseignement des règles d'hygiène, éducation, etc ...)
- e) Encourager l'art bantou[6].'

Dans ses fonctions de ministre de l'Education, Mulele collaborait en priorité avec ses amis, membres de son cabinet. Il avait fort peu de contact avec son administration. En tout et pour tout, il n'eut que 5 ou 6 entretiens avec Raymond Schepmans, directeur-général jusqu'à son départ du Congo, au mois d'août. Mulele lui avait communiqué que sa fonction serait bientôt reprise par un Congolais, mais en même temps, il lui avait proposé une fonction de conseiller général, avec un même salaire. Mulele n'eut avec lui qu'un seul entretien traitant de problèmes de fond, à savoir sur les conditions préalables à une laïcisation de l'enseignement et les moyens techniques à mettre en œuvre pour la réaliser.[7]
Le 16 août 1960, la nationalisation de l'université de Lovanium était à l'ordre du jour du Conseil des ministres élargi. Mais depuis des semaines déjà, les intentions de Pierre Mulele dans le domaine de l'enseignement avaient provoqué le délire chez les réactionnaires dont le plus prolixe, Monseigneur Malula déclara: 'Pour les vrais nationalistes congolais, (...) le laïcisme est un attentat à la vie religieuse du peuple bantou dont la vie privée, familiale et publique est tout entière imprégnée de sens religieux. Je fais un appel solennel à tous ceux qui sont fiers et jaloux de leurs richesses traditionnelles pour repousser le matérialisme athée comme le pire des esclavages[8].'
A la date de l'indépendance, le Congo ne comptait en tout et pour tout que 17 universitaires[9]. Un colon, écrivain et poète à ses moments perdus, pensera plus tard avec nostalgie au *bon vieux temps* passé au Congo : 'II n'y avait pas de politique, ni le danger des élites noires, il y en avait trop peu...[10].'
Dès les premiers jours de juillet 1960, le cabinet de Mulele organisa l'envoi progressif de centaines de jeunes dans des écoles supérieures à l'étranger, de préférence dans les pays socialistes. Un d'entre eux racontera: 'On m'avait choisi pour étudier la médecine à Moscou. Il y avait toujours plein de monde dans son cabinet pour régler les formalités de départ. Mulele nous envoyait par groupes de vingt.'

Devant les trahisons

Mulele ne joua pas un rôle essentiel durant les événements dramatiques que connut le Congo de juillet à novembre 1960. Il prit une attitude plutôt timide, n'était pas encore de taille à affronter les difficultés des batailles impitoyables qui allaient se succéder. Mulele observait avec le scepticisme le plus froid les agissements désordonnés des 'représentants du peuple'.[11]
Après un meeting monstre au Stade de Stanleyville, le 19 juillet 1960, Lumumba et Mulele se rendirent au bal populaire. Mulele y rencontra Serge Michel, l'attaché de presse de Lumumba, avec lequel il s'entretint de l'entourage du Premier ministre et du gouvernement: 'Tous des traîtrès ou des incapables, dit Mulele d'une voix claire pour que le patron l'entende. Il parla de complot, cita des noms de conspirateurs, mit en garde les disciples contre les hypocrites et le pire des Judas, Joseph-Désiré. Vous savez ce qui nous attend à Léo? fit-il. Personne ne voulut savoir[12].'
Kashamura rapporte que Lumumba convoqua les parlementaires nationalistes le soir du 7 septembre 1960, soit deux jours après sa révocation par Kasavubu, pour les entretenir de la situation. Quelqu'un confia à Lumumba: 'C'est à la masse qu'il faut expliquer tout ceci. Les hommes que nous avons ici sont tous pourris. Ils sont vendus.' Pierre Mulele marqua son accord avec ces paroles en ajoutant: 'Eh oui, camarade Patrice, vous parlez devant les agents de la CIA[13].'
Mulele avait pris un appartement clandestin en ville : il y travaillait souvent avec ses deux plus proches collaborateurs, Théodore Bengila et le communiste grec Bourras.[14] Durant les mois de septembre et d'octobre 1960, la situation était très tendue et les trahisons se suivirent dans l'entourage de Lumumba. D'après Kashamura, Lumumba constitua, fin octobre, divers groupes de travail dont la commission de Sécurité et de Problèmes militaires. Ses cinq membres appartenaient tous au PSA et les trois premiers joueront un rôle essentiel dans l'insurrection populaire de 1964. Il s'agit de Pierre Mulele, Thomas Mukwidi, Gabriel Yumbu, Félicien Kimvay et Cléophas Kamitatu[15].

Sur la route de Stanleyville

En novembre, Lumumba, placé en résidence surveillée, demanda aux députés nationalistes de retourner chez eux afin d'expliquer aux populations la lutte à mort qui se déroulait à Léopoldville. C'est ainsi que Mathias Kemishanga, élu sur la liste de la *Coaka*, la Coalition Kasaïenne, proche du MNC-L, se trouva le 16 novembre à Luluabourg où les masses étaient lumumbistes et l'armée divisée. Dans ses discours à ses partisans, Kemishanga n'évoqua pas la venue éventuelle de Lumumba dans la région. A ce même moment, on mettait une dernière main aux préparatifs du départ de Lumumba de Léopoldville et de son passage à Stanleyville. Les dirigeants du PSA se montrèrent les plus efficaces. Le 26 novembre, Mulele et Yumbu organisèrent un grand meeting à Kikwit pour mobiliser et soulever les masses et faciliter ainsi la traversée de la région par Lumumba. Mulele y évoqua le danger que Mobutu envoie ses troupes contre les nationalistes du KwilU'. L'agitation était grande parmi les militaires lumumbistes. Samedi 28 novembre, 40 commandos de Mobutu désarmèrent 225 gendarmes au camp de Kikwit. Kamitatu, le président de l'Assemblée provinciale décida de l'envoi d'une commission de conciliation. Le 27 novembre, Lumumba quitta sa résidence. Les jours suivants, il traversera sans problème Masi Manimba, Bulungu et Pukulu. Le 30 novembre, à 21 heures, il arriva à Brabanta où le rejoignirent Mulele, Yumbu et Lubuma.

Un document traitant de l'extension de l'autorité du gouvernement installé à Stanleyville avait été remis par Mulele à Fernand Nima. Ce dernier devait le transmettre à Kamitatu dès que Lumumba serait en sécurité. Mulele estimait que pour arriver à contrôler la région du Kwilu-Kwango, il fallait y disposer d'une force fiable. Dans le document, il donnait des instructions pour détacher des soldats nationalistes de l'ANC et les charger de la formation militaire de la jeunesse du Kwilu-Kwango. Comme convenu, Nima transmit la lettre qui resta cependant sans réponse. Peu après, elle fut dans les mains de la Sûreté ...[16]

Mardi 1er décembre, à 23 heures, le convoi de Lumumba qui comportait 5 voitures, arriva au bac de Lodi. Les hommes du bac, qui se trouvaient sur l'autre rive, n'entendirent pas les appels. Après s'être assuré qu'il n'y avait ni crocodiles, ni hippopotames, Lumumba, qui venait d'être rejoint par Kemishanga, décida de traverser la rivière en pirogue. Pierre Mulele, Valentin Lubuma et Mathias Kemishanga l'accompagnèrent. Ce dernier, originaire de la région, retrouva de l'autre côté deux frères, Jérôme Dionge et Antoine Omelunga. Très émus de rencontrer le premier ministre, ils s'en allèrent réveiller leurs femmes et allumèrent un feu. A la demande de Lumumba, ils prirent le bac pour aller récupérer les véhicules restés sur l'autre rive. Tout en attendant leur retour, Lumumba et Mulele discutèrent avec animation de la tactique à suivre pour libérer le Sud-Kasaï. Ils abordèrent les différents aspects d'une campagne militaire visant à prendre Lusambo, Kabinda et Dimbelenge. Mais entre-temps, le bac tardait à revenir et Lumumba s'inquiéta. Tous les quatre, ils descendirent alors vers la rivière. Ils arrivèrent au moment même où le bac accosta dans l'obscurité la plus totale. Sept à huit militaires en jaillirent brusquement. Lumumba fit un geste à ses compagnons: 'Cachez-vous!' Mulele et ses deux amis reculèrent alors d'une dizaine de mètres. Cachés sous les arbres dans un marais, ils entendirent la conversation qui s'engagea.

Pongo, qui commandait les soldats, déclara: 'Le chef de l'Etat est fort indigné de votre conduite. Je ne suis pas venu pour vous arrêter mais pour vous faire rentrer à la capitale.' Lumumba lui répondit: 'Je sais que vous allez me tuer. Aujourd'hui, vous écoutez Kasavubu, Nendaka, Mobutu, mais après ma mort, ils deviendront vos ennemis. Soyez certains que vous n'allez pas rester longtemps auprès de vos femmes. Je suis le Premier ministre, pourquoi devrais-je demander la permission à qui que ce soit pour me déplacer ?'

Les soldats hésitèrent. Mais Pongo mit fin à la palabre et embarqua son prisonnier sur le bac[17].

Le jour suivant, à 17 h 15, Lumumba, les mains liées, le corps meurtri et ensanglanté, arriva à l'aéroport de Ndjili. Il fut violemment jeté dans un camion à coups de crosses et immédiatement conduit à la résidence de Mobutu qui donna l'ordre de l'emprisonner au camp de Binza[18].

Pendant ce temps, Mulele se rendit à Luluabourg où il retrouva les voitures et tous les bagages; il récupéra les malles de documents et les envoya à Stanleyville où il se rendit lui-même en toute hâte avec les autres rescapés du convoi. A Kemishanga, qui restait sur place, il dit: 'II faut maintenant déclencher la résistance partout. Personne ne saura arrêter notre armée et nous libérerons Lumumba.'

Le même jour, 2 décembre, la population de Kikwit affrontait l'armée mobutiste. Pendant les combats, auxquels participèrent des centaines de jeunes, ainsi que les policiers lumumbistes, quatre soldats mobutistes furent désarmés, un d'entre eux fut tué. Pendant 3 jours, les mobutistes se vengeront, tuant des dizaines de civils. Le Soir écrira : 'On mit des menottes à un homme, puis on le fusilla (...) Ils firent régner la terreur dans la ville (...) Ils tuèrent des civils sur le pas de leur porte et dans la rue[19].' Toute la population de Kikwit s'enfuit dans la brousse. Le 8 décembre, il restait encore quelque 500 habitants en ville. Officiellement, il y eut 12 morts, mais les journalistes estimaient qu'il y avait encore des dizaines de cadavres aux alentours de Kikwit[20].

Le 17 janvier 1961, Mobutu et Kasavubu décidèrent de livrer Lumumba aux Katangais. Le soir même, il sera assassiné sous les yeux de Tshombe, Munongo et Kibwe[21]. Le 13 février, Munongo déclarera lors d'une conférence de presse: 'Je sais que certains diront que nous l'avons assassiné. Je réponds: prouvez-le[22].'

Ce sera le début de la campagne d'extermination des grands leaders nationalistes par laquelle les impérialistes voulaient assurer 'la tranquilité' de leurs affaires au Congo. La liste des martyrs sera impressionnante:

Maurice Mpolo, ministre de la Jeunesse, nommé général et chef d'état-major par Lumumba;

Joseph Mbuyi, ministre des Classes moyennes; Joseph Okito, président du Sénat;

Jean-Pierre Finant, président du gouvernement provincial à Stanleyville;
Christophe Muzungu, directeur de la Sûreté sous le gouvernement Lumumba;
Fataki, commandant de la gendarmerie à Stanleyville;
Emmanuel Nzuzi, secrétaire général de la Jeunesse MNC-L;
Barthélémy Mujanayi, gouverneur de la Banque centrale;
Pierre-Léopold Elengesa, cadre influent du MNC-L.

Le gouvernement nationaliste de Stanleyville

Mulele au Caire

Mulele arriva à Stanleyville vers le 10 décembre. Il proposa aussitôt son départ pour le Caire où il se chargerait, en tant que ministre résident, de l'ensemble du travail international.

Arrivé en Egypte avant la fin du mois, il y installa officiellement son bureau le 2 janvier 1961. Pourquoi cette décision? Le Premier ministre prisonnier, c'était au vice-premier ministre Gizenga de le remplacer dans la direction des affaires gouvernementales. Mulele pensait que le travail international pouvait avoir une influence déterminante sur l'évolution de la situation militaire. Fin décembre 1960, il apparaissait clairement que le gouvernement légal de Lumumba avait besoin pour triompher de l'aide militaire des pays africains nationalistes. Il fallait à Gizenga un homme de confiance pour gérer les montants énormes destinés à financer le matériel militaire.

Depuis novembre 1960, une bataille acharnée se déroulait dans l'arène internationale entre le Premier ministre Lumumba et le président Kasa-vubu. L'enjeu: la reconnaissance internationale de l'autorité légale du Congo. En novembre, l'Assemblée générale de l'ONU reconnut la délégation conduite par Kasavubu et désavoua la représentation du gouvernement Lumumba. Lorsque le 2 décembre, Gizenga proclama Stanleyville capitale provisoire de l'Etat central, son gouvernement ne fut reconnu par aucun Etat.

Dès son arrivée au Caire, Mulele se mit au travail. Il obtint un premier résultat lors de la conférence de Casablanca qui se déroula du 3 au 7 janvier 61: L'Egypte, la Guinée, le Ghana, l'Algérie, la Libye, le Maroc et Ceylan réaffirmèrent leur reconnaissance du gouvernement Lumumba[23].

Après la mort de Lumumba et la formation du gouvernement Iléo, la lutte pour la reconnaissance internationale devint plus âpre encore. Au Caire, Mulele convainquit le président Nasser qui reconnut le gouvernement Gizenga le 14 février. Au cours de la semaine suivante, l'URSS, l'Allemagne de l'Est, la Yougoslavie, la Guinée, le Maroc, le Ghana, l'Algérie, la Mongolie, l'Albanie, Cuba, la Pologne, la Bulgarie, l'Irak, la Hongrie et la Chine populaire suivront son exemple[24].

Mulele et la République populaire de Chine

Au Caire, Mulele rencontra l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Chen Chia-kang. En 1960, bon nombre de pays africains étaient encore sous domination coloniale et parmi les pays indépendants, rares étaient ceux ayant reconnu le gouvernement de Pékin. Pour la Chine, le Caire était une sorte de porte ouverte sur l'Afrique entière. Chen Chia-kang s'était d'ailleurs rendu à Léopoldville en août 1960. Le 20 février, Mulele signa un communiqué commun avec le gouvernement chinois annonçant un échange d'ambassadeurs entre la Chine et le Congo. Le 31 juillet 61, Chang Tung, chargé d'affaires ad intérim, arrivera à Stanleyville[25]. L'ambassadeur du gouvernement Gizenga, Bernardin Mungul Diaka, était déjà à Pékin depuis le début mars.

Le 3 mars, Félix Mukulubundu partit en Chine pour y occuper la fonction d'attaché militaire. Un mois plus tard, Mulele lui donna ses instructions : il lui fallait profiter de son séjour en Chine pour suivre un entraînement militaire, apprendre les techniques de la guérilla et se familiariser avec le maniement d'armes que la Chine pourrait livrer ultérieurement aux nationalistes congolais. Mukulubundu fut incorporé dans la 129 ème division de l'Armée populaire de Chine, dont la caserne était située à quelque cent kilomètres de Pékin. En plus de la formation militaire proprement dite, il assista à des causeries politiques sur le patriotisme, l'amour du peuple travailleur, le rôle du Parti communiste chinois dans le mouvement nationaliste, l'histoire de sa fondation. De nombreuses soirées étaient consacrées à des projections de films montrant l'esprit de sacrifice dont avaient fait preuve les soldats de l'Armée rouge dans la guerre de libération. Mukulubundu accompagnait les soldats chinois dans des communes populaires où ils participaient aux travaux agricoles. La caserne disposait d'ailleurs de ses propres champs de riz et de ses porcheries car l'armée ne devait pas parasiter le peuple. Mukulubundu fut particulièrement frappé par l'attitude des officiers supérieurs et des vétérans de la Longue Marche qui travaillaient en toute camaraderie avec les jeunes recrues[26]

L'annonce de l'assassinat de Lumumba

Mulele apprit la mort de Lumumba le 13 février. Il ne fit pas de sentiment: la mort ne prend jamais au dépourvu celui qui consacre sa vie à la révolution. Il se souvint des paroles que Lumumba lui avait confiées sur la route de Stanleyville: 'Mes frères se laissent si facilement tromper. Je crois que ma mort vaut la peine, pour que mes frères, enfin, comprennent ...[27].' Mulele fit alors une déclaration à laquelle il restera fidèle toute sa vie. Tous les mots furent pesés, chaque phrase fut mûrement réfléchie.

'Les patriotes congolais s'engagent aujourd'hui à suivre l'exemple de Lumumba et à combattre jusqu'à ce que la libération totale de leur pays soit réalisée sous la conduite du gouvernement légal congolais.

'Ce gouvernement légal sera présidé dorénavant par Antoine Gizenga, ancien vice-président du Conseil, ami et continuateur de l'œuvre de Patrice Lumumba, Cette décision sera soumise à la ratification du Parlement quand il pourra se réunir librement, sans pression coloniale.

'L'assassinat de Lumumba (...) a été préparé et exécuté par les colonialistes belges et leurs hommes de main congolais. M. Hammarskjöld figure parmi les responsables de la mort de l'ex-premier ministre congolais. Le secrétaire général de l'ONU est l'instrument de la politique de l'ancienne Admininstration américaine.

'Le gouvernement de Stanleyville va prendre les mesures nécessaires contre les colonialistes belges et leurs alliés et contre tous ceux directement ou indirectement responsables de la mort de Lumumba et de ses deux compagnons[28].'

Par ces mots, Mulele exprima parfaitement ce que ressentaient confusément les masses. Quand les ouvriers et paysans prirent le chemin du maquis en 1963, ces idées étaient toujours inscrites dans leurs mémoires.

Les différentes réactions à la mort de Lumumba furent d'ailleurs révélatrices des positions réelles adoptées par chaque classe sociale. La population retira toute sa confiance en ces politiciens qu'elle rendait responsables de l'assassinat de Lumumba. Désormais, un abîme infranchissable séparait les masses populaires des collaborateurs. Portée par la colère du peuple, l'armée lumumbiste avançait en direction de l'Equateur et du Kasaï. Le 24 février, elle atteignit Luluabourg. Dès lors, elle contrôla plus de la moitié du pays. Sous l'impulsion des pays progressistes, l'assassinat de Lumumba marqua aussi un tournant dans la politique officielle de l'ONU. Le 21 février, le Conseil de sécurité adoptait une résolution autorisant l'usage de la force militaire pour expulser immédiatement les militaires et conseillers politiques belges, ainsi que les mercenaires[29].

Cette prise de position de l'ONU et l'avance militaire des lumumbistes semèrent la panique dans le camp adverse. Le 9 février, quelques jours avant qu'ils ne laissent filtrer l'information sur la mort de l'ex-premier ministre, les Mobutu, Bomboko, Adoula, Delvaux et Tléo avaient mis sur pied un nouveau gouvernement qui s'octroyait les pouvoirs législatif et exécutif[30].

Le nouveau numéro un, Joseph Iléo, fut embarqué en toute hâte dans un avion en partance pour Elisabethville. Le 28 février, il signa un protocole militaire avec Tshombe et Kalonji :

'Conscientes de la menace de l'établissement d'un régime de tyrannie communiste sur l'ensemble de l'ex-Congo belge (...) les autorités militaires soussignées (...) sont unanimes à estimer nécessaire de mettre en commun toutes les forces militaires afin de combattre ce danger[31].'

Mais quelles étaient donc ces autorités militaires? De quelle unification était-il question? Sous quelle protection se réfugiait Mobutu en faisant signer le protocole militaire?

Au moment même où ce protocole se concluait, le colonel belge Crèvecœur préparait une vaste opération contre le bastion katangais des lumumbistes, la ville de Manono. Sous ses ordres, 350 sous-officiers et officiers belges, les 60 mercenaires du colonel Brown et 1.000 à 1.500 gendarmes katangais. Ses troupes étaient équipées de véhicules blindés, munis de mitrailleuses et de canons. Le 30 mars, Crèvecœur écrasait les forces nationalistes à Manono[32].

Panique à Tananarive

Iléo et Tshombe avaient également convenu de convoquer d'urgence une conférence de toutes les *forces saines* de la nation. Elle eut lieu le 3 mars, à Tananarive, la capitale de Madagascar. Ce fut une réunion historique. Pour la première fois depuis l'indépendance, toutes les grandes forces du néo-colonialisme se donnèrent l'accolade. Et surprise de taille, trois semaines après la nouvelle de l'assassinat de Lumumba, deux *lumumbistes* éminents se trouvaient sans aucune honte aux côtés des assassins. Kamitatu et Kimvay manifestaient ainsi officiellement leur passage dans l'autre camp. Aux côtés des autres *grands* de la politique belge au Congo, les Kasavubu, Adoula, Bolikango, Iléo et Lihau, ils écoutèrent, enchantés, les belles paroles d'ouverture prononcées par Tshombe contre le 'danger mortel qui nous menace (...), une pénétration communiste facilitée par l'incompréhension de certains de nos dirigeants[33].'

Seuls les conseillers belges de Tshombe avaient eu la présence d'esprit de préparer des avant-projets de résolution qui furent acceptés comme base des travaux. Ce fait dénotait bien le désarroi des forces néo-coloniales de Léopoldville. Dans ses conclusions, la Conférence de Tananarive reconnut les Etats de fait, c'est-à-dire l'Etat du Katanga et celui du Sud-Kasaï, se prononça en faveur de la création d'une confédération d'Etats souverains et rejeta la résolution du 21 février de l'ONU. Dans sa résolution N°4, elle reconnut le protocole militaire du 28 février[34].

Cette conférence eut une répercussion immédiate sur la situation au Kwilu-Kwango. D'origine lunda, la dynastie du Kiamfu des Bayaka payait toujours un tribut d'obéissance symbolique au Mwami Mwata Yamvo du Katanga. Le Kiamfu s'était d'ailleurs rendu en février 61 à la cour de ce dernier. Tshombe l'y contacta et lui proposa son aide pour la création d'un Etat indépendant du Kwango. Joseph Kulumba représentait le Kwango du Kiamfu à la conférence de Tananarive. Cette dernière à peine terminée, un putch réalisa les plans de Tshombe. Tous les militants connu du PS A et les natifs du Kwilu furent alors expulsés du Kwango[35].

Le 8 mars, jour de l'ouverture officielle de cette conférence, Pierre Mulele fit, au Caire, une déclaration au nom du gouvernement Gizenga. Il déclara :

'La conférence des 'leaders' congolais qui se tient actuellement à Tananarive, capitale de la République malgache, sous les auspices des traîtres et fantoches Tshombe, Iléo et Kasavubu, en vue de résoudre la crise congolaise, a été convoquée intentionnellement par les ennemis de la liberté du peuple congolais. Le gouvernement légal n'est pas hostile à une solution susceptible de mettre fin à tout ce qui est de nature à mettre notre indépendance nationale en cause; mais cette solution doit être fondée sur la défense des intérêts réels de la République du Congo et sur la consolidation de sa souveraineté nationale. De l'avis du gouvernement légal, la vie normale de la Nation congolaise ne peut être rendue possible que si les conditions suivantes sont remplies: 1) Que le gouvernement légitime reprenne ses activités normales sur l'ensemble du territoire de la République; 2) Que des conditions favorables soient créées pour faire fonctionner le Parlement congolais qui décidera souverainement de la destinée du peuple congolais[36].'

Couper les ponts avec Léopoldville

Du Caire, Mulele demandait constamment à Gizenga afin qu'il coupe tous les ponts avec les responsables de l'assassinat de Lumumba, principaux points d'appui de la présence néocoloniale belge et américaine. Il ne s'agissait donc pas d'une question de personnes mais d'une question politique de la plus haute importance. Les efforts de Mulele aboutirent, enfin, le 31 mars 1961. Ce jour-là, le Conseil des ministres approuva un arrêté consacrant la rupture totale avec les institutions de la collaboration avec les agresseurs. L'arrêté présidentiel N°1, publié le 6 avril dans le journal Uhuru, disait:

'Attendu qu'à l'heure actuelle, le Chef de l'Etat ne tire son pouvoir que dans l'appui de toute nature des puissances complices contre la Nation et dans le coup de force de Mobutu, traduit devant le Conseil de guerre (...)

'Attendu que le Chef de l'Etat a violé le serment solennel prêté devant les deux Chambres réunies en s'entourant de conseillers de pays (étrangers) en violation flagrante du principe de l'indépendance nationale et en tolérant les actes sécessionnistes au Katanga et à Bakwanga (...)

'Nous avons décrété et arrêtons:

'Article premier. - Le chef de l'Etat est mis dans l'impossibilité politique d'assurer ses fonctions conformément à l'article 33.

'Article deux. - Toutes les prérogatives dévolues au Chef de l'Etat (...) sont désormais assurées par le Conseil des ministres, art.35, paragraphe 2.

Tous les membres de l'ex-gouvernement Lumumba qui s'étaient rendus à Stanleyville signèrent ce document : Gizenga, Mulele et Masena, tous trois membres du PS A; Gbenye et Lutula du MNC-L; Bisukiro du Cerea; Mwamba du Balubakat; Rudahindwa du Reco et Mandi, technicien sans parti[37]. Cette décision de rompre radicalement avec les fantoches de Léopoldville aurait dû être le signal du déclenchement d'un vaste mouvement révolutionnaire contre les collaborateurs. Il n'en fut rien. Ce fut la toute dernière fois que les ministres 'lumumbistes' firent semblant d'être radicaux.

Pourissement des partis nationalistes

Après la mort de leur dirigeant, les politiciens 'lumumbistes' réagirent, dans leur grande majorité, tout à fait différemment des masses populaires. En réalité, le MNC-L et les autres partis nationalistes étaient déjà en pleine dégénérescence depuis septembre 1960. Nendaka, chef de la Sûreté mobutiste au moment de l'assassinat de Lumumba, fut le vice-président du MNC-L avant l'indépendance. Au moment où Kasavubu réalisait son coup d'Etat contre Lumumba, plusieurs personnalités du MNC-L, notamment le ministre des Communications, Alphonse Songolo, les députés Jean-Pierre Othita, Victor Baelongandi, André Azanga et Hubert Afulata et les sénateurs Gilbert Fataki, Maurice Mandiongwe, Victor Iloko et Josias Fêle rompaient publiquement avec le premier ministre. Tout ce beau monde figurait sur la liste du MNC-L de la province Orientale[38].

Après l'assassinat de Lumumba, le processus de décomposition des partis nationalistes allait s'accélérer. Figuraient dans le gouvernement Iléo, formé le 9 février: Alexandre Mahamba du MNC-L, Aloïs Kabangi de la coalition post-électorale du MNC-L au Kasaï et Félicien Kimvay du PSA.

Une fois l'indépendance proclamée, les représentants de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie,

qui dirigeaient les formations nationalistes, comprirent que le temps des discours pompeux sur la lutte et les sacrifices nécessaires était définitivement révolu. Une source de richesses illimitées s'ouvrait devant ceux qui réussiraient à s'emparer d'une fonction dirigeante dans l'appareil d'Etat. Sans aucune formation idéologique, sans la moindre notion de discipline révolutionnaire, avec seulement quelques mois d'expériences politiques comme bagages, comment auraient-ils pu résister aux tentations du diable blanc?

Le 3 avril, Gizenga accueillit l'envoyé de Kasavubu, Cléophas Kamitatu, celui-là même qui s'était attribué le titre de *président de l'Etat de Léopoldville* à la conférence de Tananarive. Gizenga lui confia: 'Du moment que Léopoldville veut revenir au respect de la légalité et des institutions, je ne vois aucun inconvénient à engager le dialogue[40].' Kamitatu, assisté d'autres agents des Belges et des Américains, se mit activement à fréquenter des nationalistes à Stanleyville en vue de les corrompre et de les recruter. Des officiers de Mobutu contactèrent discrètement le général Lundula, commandant en chef des troupes lumumbistes. Début 1961, cet héros s'était déplacé au Caire où il devait, à son arrivée, tenir une vraie conférence de presse. A ses hôtes égyptiens, il posa la question troublante : 'Mais où sont donc mes décorations?' Devant l'incompréhension des Egyptiens, il daigna préciser sa pensée : 'Un général qui donne une conférence de presse doit porter des décorations. Il faut m'en apporter.' On le promena de boutique en boutique où il fit main basse sur une collection bariolée de médailles arabes et anglaises. Paré de ces ornements, le général estima qu'il pouvait, enfin, se présenter en toute dignité devant la presse internationale.[40]

De sa propre initiative, Lundula envoya deux de ses hommes, le colonel Yangoïe et le major Benezette, à Bunduki, à la frontière entre la province Orientale et celle de l'Equateur pour y entamer, du 15 au 17 avril 1960, des négociations avec des émissaires de Mobutu. A leur retour, ils gagnèrent Lundula au point de vue des officiers mobutistes. Les hommes de Mobutu avaient déclaré: 'Les politiciens veulent que nous nous entretuons sur le champ de bataille, mais eux, ils restent en sécurité. Il faut que les militaires s'unissent pour empêcher que le sang coule à cause des intrigues des politiciens. Lundula restera commandant en chef de l'armée unifiée ...' Lundula envoya une délégation d'officiers conduite par le major Benezette à la conférence de Coquilhatville.[41]

Le gouvernement provincial, dirigé par Jean Poster Manzikala, du MNC-L, prit la même liberté. Depuis le début de l'année, une guerre sournoise se livrait, en effet, entre le gouvernement central, installé à Stanleyville et le gouvernement provincial. L'enjeu : la haute direction de la province Orientale. Manzikala et son adjoint, Charles Badjoko, le ministre provincial de l'Agriculture, généralement considéré comme l'homme de Bomboko, attaquèrent Gizenga avec une rare violence.

Gbenye, président du MNC-L, mit Kashamura, le président du Cerea en résidence surveillée. Les deux hommes se menaient en effet une petite guerre personnelle depuis que Gbenye, envoyé à Bukavu le 18 février 1961 par le gouvernement central pour y mettre au pas les hommes de Kashamura, avait été arrêté par ce dernier.

Retrouvailles insolites à Coquilhatville

Suivant de près toutes ces intrigues, les services américains et belges cessèrent de craindre le régime de Stanleyville. Désormais, leur objectif fut de placer l'ensemble du pays sous le contrôle de leurs hommes sûrs de Léopoldville. Le morcellement du pays, prôné par Tshombe, devenait une aventure inutile et dangereuse. La prolifération de petits Etats ne pouvait que conduire à une instabilité permanente, hautement nuisible à la bonne marche des affaires des multinationales. L'argent de l'Union minière s'avérait indispensable pour financer un régime musclé à Léopoldville. Cette nouvelle stratégie se concrétisa, le 17 avril, par la signature d'un accord entre MM. Gardiner et Nwokedi, représentants de l'ONU, d'une part, et MM. Kasavubu et Bomboko, d'autre part[42]. L'ONU reconnut l'autorité du président Kasavubu et lui promit assistance dans plusieurs domaines.

A cette époque, les soldats des Nations unies constituaient la force militaire la plus importante du Congo.

La plupart des dirigeants 'lumumbistes' ne rêvaient que d'une reconciliation avec leurs chers collègues, les traîtres de Léo. Quelques rumeurs sur l'arrestation éventuelle de Tshombe par les forces mobutistes à Coquilhatville suffirent à y faire accourir des délègues de Lundula et de Manzikala. Sur place se trouvaient déjà d'autres 'nationalistes' comme Kakwala et Kimpiobi du PS A ainsi que Sendwe du *Balubakat*.[43] Tout ce beau monde participa donc le 23 avril 1961, à ce qu'on appela par la suite la *Conférence de Coquilhatville*. Les agents belges et américains furent les véritables maîtres du jeu. Iléo clama pathétiquement que la sécession était 'un acte ignominieux, un acte de trahison'. Et le 12 mai, Kasavubu annonça à la radio : 'J'ai décidé de convoquer le Parlement à Léopoldville[44].'

Tout cela suffit à convaincre les délégués de Stanleyville que les idées de Lumumba progressaient irrésistiblement ... En réalité, ils s'apprêtaient déjà à se placer sous l'autorité des Kasavubu, Mobutu, Bomboko, Nendaka,... ceux-là même qu'ils traitaient d'assassins de Lumumba et de traîtres à l'indépendance dans leurs déclarations publiques. Pétris de conceptions bourgeoises, ces lumumbistes n'avaient pas la moindre intention de s'épuiser dans un travail de mobilisation révolutionnaire parmi les masses paysannes et ouvrières. Objectivement, la révolution était devenue l'unique voie pour asseoir l'autorité du gouvernement Gizenga sur l'ensemble du pays, pour étouffer, par des actes et non par des mots, les prétentions de Kasavubu et de Mobutu à exercer un pouvoir absolu et pour écraser les troupes de mercenaires blancs et noirs qui faisaient la loi au

Katanga.

Dans ces circonstances, prôner la convocation du Parlement et enterrer ainsi la révolution populaire, revenait à capituler aveuglement. Ce Parlement avait donné les pleins pouvoirs à Lumumba le 13 septembre 1960. Mais a-t-on vu pour autant la cause de Lumumba triompher? Alors que certains dirigeants 'lumumbistes' s'étaient déjà rangés du côté de Mobutu et que des dizaines de députés acceptaient d'être payés par des émissaires américains, pouvait-on réellement croire que cette Assemblée d'arrivistes allait incarner maintenant la volonté du peuple?

Kamitatu, lui, fut plus lucide: il avait compris que l'unique danger pouvait provenir d'un éventuel développement du mouvement populaire. Justifiant son absence à la conférence de Coquilhatville, il déclara: 'Au moment où des incidents graves éclataient à Banningville, qu'une tension très forte opposait à Kikwit élus et citoyens, que des troubles menaçaient à Kenge (...) j'ai préféré éteindre le feu qui menaçait à l'intérieur du pays[45].'

Lovanium ou le conclave de la capitulation

Le 14 mai 1961, Gizenga déclara: 'Nous avons décidé de convoquer le Parlement souverain. Le gouvernement a proclamé Kamina, siège du Parlement, zone neutre sur un rayon de 100 km à l'entour et placé sous la surveillance exclusive des troupes de l'ONU[46].' Après avoir rencontré le 9 juin 1961 M. Gardiner, le représentant de l'ONU, Gizenga accepta l'envoi d'une mission chargée de négocier la convocation du Parlement avec les autorités de Léopolville. Et le 13 juin, la délégation de Stanley-ville, formée de Joachim Masena, d'Etienne Kihuyu et de Simon Pierre Malago s'entretint avec Adoula, Bolikango et Lihau, trois individus impliqués dans le renversement du gouvernement Lumumba. Les délégués de Gizenga acceptèrent la convocation du Parlement à Léopold-ville. Du Caire, Mulele tenta désespérément de renverser le cours des événements, de convaincre que la victoire passait inévitablement par la lutte armée. Le 12 juin, il tint une conférence de presse au Caire.

'Mulele a précisé (...) que les autorités de Léopoldville poursuivent leurs activités agressives et récemment un navire hollandais a déchargé d'importantes quantités d'armes. Des informations parvenues au gouvernement Gizenga de source sûre annoncent l'intention de Kasavubu et Mobutu d'attaquer les provinces Orientale et du Kivu avant la fin du mois courant, avec la complicité des impérialistes belges. Ceux-ci concentrent des troupes dans le Ruanda-Urundi pour attaquer le Kivu. Mais nos troupes sont prêtes à riposter contre toute attaque[47].'

Vers la concorde, l'entente et la réconciliation

Le 19 juin 1961, Bolikango, dès avant l'indépendance le pire ennemi des nationalistes, fit une déclaration dans laquelle il n'était question que de 'réconciliation nationale', de 'solution légale' et de nécessité de 'recourir au Parlement'[48]. Joachim Masena lui répondit: 'Les deux délégations congolaises (...) ont recouvré la concorde et l'entente. Elles ont été unanimes à constater que, de part et d'autre, l'objectif poursuivi était le même - c'est-à-dire - l'unité nationale, le respect de la légalité, de l'intégrité et de l'indépendance nationale (...) Au cours des entretiens (...) un accent tout particulier a été mis sur la nécessité d'éviter des influences extérieures (...) Les deux délégations demandent à l'ONU-Congo d'user de son influence et de ses bons offices pour persuader les autorités de la province du Katanga de se joindre à elles pour résoudre, une fois pour toutes, le problème congolais[49].'

Ainsi, la démonstration fut faite que les représentants de la bourgeoisie, même mus par des intentions nationalistes honnêtes, se laissent facilement mener par le bout du nez par les pires ennemis de la nation. Pour ces bourgeois nationalistes, la solution aux problèmes nationaux interviendrait, non pa^suite à des affrontements entre les classes mais grâce à la réconciliation des hommes de bonne volonté. Pour eux, les luttes les plus âpres ne reposaient que sur des malentendus. Tshombe avait assassiné quelques dizaines de milliers de nationalistes, mais ils demandaient à l'ONU de le persuader de se joindre à eux ... La bourgeoisie nationale s'enivre de mots, mais est incapable d'analyser la pratique sociale des individus pour percer leurs intentions réelles. Ainsi, elle entendit Bolikango parler de *respect de la légalité* et cela suffit à effacer le souvenir de son comportement hystérique, au début du gouvernement Lumumba, lorsqu'il criait aux masses: 'La misère la plus horrible vous guette' et 'Au lieu de pain, on nous offre des baïonnettes'[50]. La bourgeoisie nationale rêve avec lyrisme de concorde et d'entente nationale mais est incapable de déceler l'affrontement des différents intérêts de classe....

Acceptant de se rendre au Conclave de Lovanium, les députés 'lumumbistes' renoncèrent à leur objectif d'instaurer un pouvoir nationaliste authentique au Congo. La majorité rejoignit les positions de la grande bourgeoisie noire, créée et entretenue par le capital international. Les autres se soumirent à la légalité et à la direction de cette classe.

Le 19 juillet, au Caire,Mulele etBengïla firent un communiqué réaffirmant la volonté et la capacité des nationalistes à gouverner le pays. Or, à ce moment-là, les nationalistes avaient déjà tous déserté. Seul restait Gizenga. En réponse aux calomnies disant que le gouvernement Gizenga était tombé sous la coupe des diplomates russes, Mulele déclara: 'Nous tenons à réaffirmer que le gouvernement légal de la République du Congo, présidé par le vice-premier ministre Gizenga (...) a opté pour une indépendance totale et sur tous les

plans. Pendant plus de 9 mois le gouvernement légal de la République du Congo a démontré qu'il est capable de gouverner lui-même le pays sans aucune intervention étrangère. La présence des diplomates soviétiques à Stanleyville ne peut, en aucun cas, influencer en quoi que ce soit, la politique du gouvernement légal (...)[51].'

Le triomphe de la collaboration

Le conclave de Lovanium entama ses travaux le 22 juillet 1961 avec la séance d'ouverture du Sénat où 64 sur 84 sénateurs étaient présents; le lendemain 120 députés sur les 137 que comptait la Chambre, se réunirent à leur tour[52]. Mulele avait fait le voyage du Caire à Stanleyville pour y rencontrer Gizenga. Il n'assista pas à l'ouverture du Conclave, mais il arriva à Lovanium avec 3 ou 4 jours de retard.

A Stanleyville, les 'lumumbistes' s'étaient mis d'accord pour présenter la candidature de Gizenga, héritier spirituel de Lumumba, au poste de Premier ministre. Mais Gizenga resta à Stan, refusant de se rendre au Conclave. A Lovanium, la division des 'lumumbistes' et l'influence des agents du néocolonialisme étaient telles, que les nationalistes renoncèrent même à défendre la candidature de Gizenga. Kamitatu convainquit le PSA de voter une motion de soutien à la candidature d'Adoula, 'un homme en-dehors des partis, un syndicaliste, un démocrate, etc.'

Le 2 août 1961, Adoula présenta son gouvernement devant les Chambres. Il débita en grande pompe les mots creux de circonstance sur 'l'union nationale', sur M'avenir du Congo' qui 'repose dans la confiance mutuelle, dans l'union et dans l'effort commun' et sur 'la politique de non-alignement'. Ensuite vinrent les choses plus sérieuses. Désormais, les nationalistes devraient apprendre à aimer les assassins de Lumumba. Adoula déclara, en effet: 'II faut absolument rompre le cercle vicieux de vengeance, de haine, de récriminations, d'insécurité qui étranglait notre pays dans le passé.' Et si la populace ne partageait pas ces nobles sentiments de clémence, elle saurait bien vite à quoi s'en tenir. 'Le maintien de l'ordre', déclara Adoula, 'sera une préoccupation essentielle de mon gouvernement (...) Là où le pouvoir central est méconnu et son autorité bafouée, le gouvernement réagira sans faiblesse.' Ainsi on s'achemina vers l'essentiel: 'Des mesures très énergiques seront envisagées pour créer des conditions très favorables à l'investissement de capitaux étrangers[53].'

A l'unanimité moins une voix, les Chambres accordèrent leur confiance au Gouvernement Adoula, reconnu comme le *successeur légal du premier Gouvernement central*. Ainsi, les lumumbistes ont permis que la légalité change de camp. Désormais elle serait l'arme des Mobutu et Nendaka.

Mulele avait vite compris en quelle compagnie il se trouvait. Il ne broncha pas: il voulait se ménager une chance d'échapper aux griffes de tous ces arrivés. Bengila, le fidèle, resté au Caire, pouvait encore parler. Le 3 août, il publia un communiqué : 'La question est posée de savoir comment une personne qui dispose de la majorité à la Chambre des Représentants et au Sénat peut être écartée du rôle de Premier ministre. L'opinion doit être informée que le Parlement congolais n'envisage d'autre personne qu'Antoine Gizenga comme Premier ministre[54].'

Mulele se rendit dans la cité, à Léopoldville pour y discuter avec les militants de base du PS A. Il leur dit: 'Cettebande vient encore de trahir!' Très amer, il ne ménagea pas ses sarcasmes à rencontre de ses amis politiques: 'C'est une capitulation qui nous coûtera cher, une mascarade. Les nôtres se sont laissés corrompre ...' Mais déjà, il pensait à l'avenir. 'Il faudra employer d'autres méthodes de lutte', disait-il.[55] Prétextant ses affaires au Caire, il prit l'avion pour Stanleyville, le 4 août, puis se rendit en Egypte. Il cherchait désormais un pays qui lui apprenne l'art de la révolution.

Dans son bureau du Caire, il reçut la visite de Félix Mukulubundu, rappelé de Chine par Gizenga. 'J'aurais aimé continuer ma formation à Pékin', lui expliqua Mukulubundu, 'là, on apprend vraiment de bonnes méthodes pour libérer notre pays. Quand j'ai vu la Chine, j'ai compris que nous avons encore beaucoup de chemin à faire.' Mulele lui rétorqua: 'Attention Félix, là-bas, ce sont des communistes. Tu ne vas quand même pas ramener l'esprit communiste chez nous ?' Mais Mukulubundu lui raconta avec enthousiasme tout ce qu'il avait appris en Chine. Mulele l'interrompit: 'Arrête, arrête, j'ai simplement voulu te tester.' Mulele lui exposa alors ses propres plans pour la libération du Congo. 'Les nôtres ont capitulé à Lovanium, lui dit-il, c'est la raison pour laquelle je ne veux plus siéger parmi cette bande. Si je suis retourné au Caire, c'est pour me préparer à la lutte. Dans notre armée règne la mentalité de mercenaire. J'espère que tu as appris en Chine comment nous pouvons créer une armée qui soit réellement fidèle à notre lutte de libération.'

Gizenga fait une concession qu'il paiera chère ...

Gizenga restait toujours à Stanleyville... Le 5 août, Gbenye vint pour le convaincre de reconnaître le gouvernement Adoula et d'y occuper son poste de vice-premier ministre. Le pouvoir de Léopoldville voulait se débarrasser au plus vite des derniers lambeaux des structures politiques et militaires lumumbistes. Gbenye se rendit encore à Stan le 15 août, cette fois-là en compagnie d'Adoula lui-même. Et le 18 août, Gizenga déclara devant 30.000 personnes: 'Si j'ai accepté de collaborer avec le gouvernement d'Adoula, c'est parce qu'il est bien

d'accord de suivre la doctrine et les secrets que Lumumba nous a laissés[56].' La foule, qui l'interrompit, se mit à hurler: 'N'y vas pas! N'y vas pas!'

Huit pays reconnaissant le gouvernement Gizenga comme le seul légitime, avaient un ambassadeur ou un chargé d'affaires à Stan : la Chine, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Union soviétique, l'Egypte, le Ghana et le Mali. Adoula leur notifia la fin du gouvernement de Stanleyville[57]. Chang Tung, représentant de la République populaire de Chine, quitta le Congo le 16 septembre.

Gizenga arriva à Léopoldville le 3 septembre. En compagnie d'Adoula, il se rendit à la conférence des non-alignés à Belgrade. Il y prononça un discours sur la réconciliation nationale. Début novembre, une opération militaire conjointe contre les sécessionnistes au Katanga avait été planifiée. Les troupes de Lundula devaient partir de Stanleyville en direction du Nord-Katanga et celles de Mobutu de Luluabourg vers le sud du Katanga. Mais les forces mobutistes ne bougèrent pas. Comme le notèrent les observateurs proches du gouvernement belge, 'il (Mobutu) ne s'était lancé dans cette aventure qu'à contre-cœur, sous la pression des extrémistes et préférait beaucoup garder ses bonnes troupes à Léopoldville pour assurer la stabilité du régime[58].'

Les mêmes observateurs écrivirent encore : 'Les Etats-Unis, de leur côté, faisaient des démarches pressantes auprès de M. Adoula pour qu'il fasse preuve de conciliation dès que M. Tshombe aurait fait le premier geste[59].'

Le 2 décembre 1961, Mulele réaffirma au Caire l'analyse de la situation telle qu'il la voyait depuis septembre 1960: 'Nous ne pouvons, dit-il, affirmer que le Congo a pu véritablement bénéficier de son indépendance (...) L'impérialisme belge ne cesse de susciter des troubles et d'inciter ses agents au Katanga à œuvrer pour séparer cette province de la mère patrie congolaise. Grâce à cette action, le colonialisme s'est installé au Congo sous le couvert des Nations unies (...) Le peuple livre un combat héroïque en vue de sauvegarder son unité et son indépendance[60].'

Le 19 décembre, Tshombe, accompagné de M. Gullion, ambassadeur des Etats-Unis, se rendit à Kitona dans un avion américain. M. Gullion fut personnellement présent lors des négociations qui s'engagèrent entre Tshombe et Adoula. Les ambassadeurs des Etats-Unis, de Belgique, de Grande-Bretagne se démèneront pendant toute une année pour aboutir à la réconciliation de leurs agents de Léopoldville et d'Elisabethville.

Gizenga, après avoir déposé presque la totalité de ses armes, se rendit finalement compte qu'il aurait fallu se battre. Il déclara le 29 novembre 1961 : 'Le 2 août, le Parlement, sous les menaces de Mobutu, sous la corruption et les manœuvres des impérialistes par l'intermédiaire de leurs agents de l'organisation internationale, a été obligé de voter la confiance (au) gouvernement (...) A Léopoldville, les manœuvres des impérialistes continuent à se tramer dans tous les sens, et cela avec la complicité de nos frères congolais tant au Parlement qu'au gouvernement.' Gizenga accusa le gouvernement de Léo de complicité avec les forces réactionnaires au Katanga et il termina par un appel aux soldats nationalistes: 'Je vous donne l'ordre de me suivre sur le champ de bataille au Katanga (...) J'ai la certitude que si mille soldats désobéissaient à cet ordre, plus de cinq mille volontaires sont prêts à les relever[61].'

La prison pour Giznega et les les lumumbistes

Début janvier, Gizenga convoqua Félix Mukulubundu. 'Au Kwilu, la jeunesse est prête. Pouvez-vous vous y rendre pour commencer l'entraînement militaire de la jeunesse?', lui dit-il. Le 13 janvier à 10 h., Félix Mukulubundu rencontra à nouveau Gizenga, en présence du capitaine Matalatala et de Lubuma, le chef de cabinet de Gizenga. 'La situation devient dangereuse pour nous, leur dit-il, les soldats demandent qu'on enferme Lundula.' Mais Valentin Lubuma ne voulut rien entendre. A 12 h 30, Mukulubundu et huit autres officiers nationalistes, dont Kin-gumba, l'ordonnance de Gizenga, furent arrêtés. Le lendemain, Lundula envoya un télégramme à Adoula: 'Suis heureux vous faire savoir que les opérations de ratissage égard rebelles se déroulent normalement. Ai situation bien en mains[62].'

Mukulubundu restera une année en prison. Gizenga, qui se trouvait à Stan depuis le 4 octobre, refusa de se rendre dans la capitale. Le 13 janvier, le 'lumumbiste' Manzikala présenta un rapport au Parlement. Il accusait Gizenga de 'rébellion civile caractérisée et généralisée contre l'autorité légalement établie[63].' Le 15 janvier, la Chambre décida par 67 voix pour, une contre et 4 abstentions de démettre Gizenga de ses fonctions de vice-premier ministre[64]. Le 27 janvier, Gbenye signait un arrêté de mise en résidence surveillée de Gizenga. Parmi les charges établies contre lui: 'Les activités de l'intéressé sont de nature à troubler l'ordre public à Léopoldville et à porter atteinte à la sûreté de l'Etat[65].' Au début du mois suivant, Gizenga fut enfermé dans l'île de Bula-Mbemba avec l'accord de la Chambre des députés.

Le 27 janvier 1962, Pierre Mulele déclara au Caire: 'La lutte du Congo pour sa liberté et son indépendance réelle et pour la sauvegarde de son unité, entre aujourd'hui dans une phase critique[66]

Notes

1. W.J. GANSHOF VAN DER MEERSCH, o.c., pp. 242-243.
2. J. BRASSINE,o.c.,p. 526.
3. F. VANDEWALLE, Odyséeet Reconquête de Stanleyville. L'Ommegang. (Collection Témoignage Africain), Bruxelles, 1970, pp. 14, 18-20.
4. L. WILMET, Un broussard héroïque. Le P. Ivan de Pierpontsj., Paris-Charle-roi, s.d. (vers 1940), pp. 112, 114.
5. L'Action Sociale au Congo belge et au Ruanda-Urundi, Bruxelles, s.d. (vers 1953), p. 88.
6. Congo 1960, 2, pp. 580-581.
7. Information de R. Schepmans, Bruxelles, juin 1984.
8. Le Soir, 2 août 1960 cité in Congo 1960, 2, p. 685.
9. L.A.M. PETILLON,o.c.,p. 251.
10. F. MEDDA, A l'ombre des bananiers. Mon second pays : L'Afrique, (Collection des Permanences Poétiques), Bruxelles, 1973, p. 117.
11. Entretiens avec Madame Andrée Blouin, Paris, novembre 1984.
12. S. MICHEL, Nourle Voilé, Paris, 1982, p. 221.
13. A. KASHAMURA, De Lumumba aux colonels, Paris, 1966, p. 140.
14. Entretiens avec André Blouin, Paris, novembre 1984.
15. A. KASHAMURA, , o.c., p. 159.
16. Entretiens avec F. Nima, Brazzaville, 10-15 septembre.
17. Entretiens avec M. Kemishanga, Brazzaville, septembre 1984.
18. L'ONU et le Congo in Chronique de Politique Etrangère, (Bruxelles), 15,1962, p. 669.
19. Le Soir, 11 décembre 1960 cité dans Congo 1960, 2, pp. 939-940.
20. Ibid.
21. Rapport de la Commission d'Enquête de l'ONU, Assemblée Générale A-4964, S-4976 in Chronique de Politique Etrangère, 15, 4-6, 1962, pp. 675-696.
22. Ibid., p. 688.
23. Congo 1961, édité par B. VERHAEGEN, Bruxelles, p. 319.
24. Congo 1961, pp. 184-185.
25. LARKIN, China and Africa, 2e édition, Berkley, 1973, p.57.
26. Entretiens avec F. Mukulubundu, Brazzaville août-septembre 1984; Bruxelles, décembre 1984 - janvier 1985.
27. Entretiens avec M. Kemishanga, Brazzaville, septembre 1974.
28. Le Kwilu. De la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste, 3, in Courrier Africain (Bruxelles), 13 mars 1964, p.5.
29. J. BRASSINE,, o.c., p. 340.
30. Ibid., p. 330.
31. Congo 1961, p. 25.
32. Chronique de Politique Etrangère, 15, 4-6, 1962, p. 478.
33. Congo 1961, p. 33.
34. Ibid.,pp. 38-39.
35. C. YOUNG, ,o.c.,p. 329.
36. Etudes Congolaises, (Leopoldville), 4,1961, p.6; Congo 1961, pp. 35-36, 38.
37. Etudes Congolaises,2, 1961, pp. 49-51.
38. Congo 1960,2, pp. 997-998.
39. Le Kwilu. De la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste, 3, in Courrier Africain (Bruxelles), 13 mars, 1964, p.7.
40. F.S. SHAKER, L'Agent du Caire, Paris, 1970, pp. 123-124.
41. Entretiens avec F. Mukulubundu.
42. Etudes Congolaises, 5, 1961, p. 36; Congo 1961, p. 340-341.
43. Congo 1961, p. 58.
44. Etudes Congolaises, 5,1961, Congo 1961, p. 38-39.
45. Le Kwilu. De la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste, in Courrier Africain 13 mars 1964, p. 7.
46. Déclaration Gizenga 14 mai 1961 in Congo 1961, p. 165-166.
47. Le Progrès Egyptien, 13 juin 1961.
48. L'ONU et le Congo in Chronique de Politique Etrangère, 15, 1962, pp. 545-547.
49. Ibid.
50. Congo 1960, 2, pp' 674,676.
51. Le Progrès Egyptien, 13 juin 1961.

52. Congo 1961, p. 403.
53. Chronique de Politique Etrangère, 15, 1962, pp. 557, 558, 560, 563.
54. Le Progrès Egyptien, 13 juin 1961.
55. Information de Médard Minampala, Bruxelles, 6 juin 1984.
56. Le Non d'Antoine Gizenga in Remarques Congolaises, 1964, p. 15.
57. Le Progrès Egyptien, 19 août 1961.
58. Chronique de Politique Etrangère, 15, 4-6, 1962, pp. 370-371.
59. Ibid..
60. Le Progrès Egyptien, 3 décembre 1961.
61. Congo 1961, pp. 566-569.
62. Chronique de Politique Etrangère, 15, 4-6, 1962, p. 788.
63. Congo 1961, p. 584.
64. Ibid., pp. 584-585.
65. Ibid..
66. Le Progrès Egyptien, 28 janvier 1962.

VII. Un réalignement de forces qui prépare une nouvelle révolution

Du côté des intérêts étrangers

Bonne impression à Bruxelles et Washington

L'indépendance du Congo n'a guère modifié la domination de la bourgeoisie monopoliste internationale. Sa position est restée pratiquement la même que sous le régime colonial... sauf que les intérêts belges ont été quelque peu bousculés par d'autres, américains ceux-là. Il y a eu bien sûr des moments angoissants quand l'agitateur Lumumba semait la terreur parmi les paisibles populations noires. Mais un an plus tard, l'ordre naturel des choses semblait bien rétabli. C'est ce que constatait avec sérénité le journal du capital colonial belge, *Eurafrica*: 'La constitution du gouvernement de M. Cyrille Adoula a marqué un tournant décisif et heureux dans l'histoire du Congo[1].' Les observateurs proches du gouvernement belge ne cachaient pas, eux non plus, pour qui travaillait M. Adoula, syndicaliste bien connu: 'Dès que M. Adoula fut désigné comme Premier ministre, les Etats-Unis lui apportèrent un appui total aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique, pour la réunification du pays[2].'

Il est instructif de jeter un coup d'œil sur les affaires de l'Union minière. Ses bilans annuels ne portaient aucune trace des milliers de cadavres qu'elle avait laissés derrière elle, à la fin de son aventure katangaise. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1954, sa production de cuivre s'élevait à 223.791 tonnes. En 1959, elle était de 280.403 tonnes. L'année de la sécession porta la production à 300.657 tonnes, niveau égalé l'année suivante avec 293.509 tonnes. Cette situation admirable ne se modifiera guère puisqu'on 62 et 63, la production s'élèvera respectivement à 295.236 tonnes et 269.924 tonnes. Les bénéfices bruts oscillèrent entre 3.928 milliards de FB en 1960 et 2,151 milliards de FB en 1963 pour remonter à 4,083 milliards de FB en 1965[3].

La société Lever, à l'ombre de laquelle tentait de survivre le Kwilu, jugea, elle aussi, ses résultats encourageants. Un de ses rapports disait : 'II est malgré tout réconfortant de constater que dans l'ensemble, la production des plantations Lever au Congo n'a subi qu'une réduction relativement faible durant la période cruciale du 1 er j uillet 1960 au 30 juin 1961[4]. ' Et en effet, durant cette 'période cruciale', le niveau de la production restera fort semblable à celui atteint avant l'indépendance dans un même laps de temps, c'est-à-dire du 1er janvier au 31 décembre 1959. Après l'indépendance, la production d'huile de palme s'élevait à 47.731 tonnes alors qu'elle était de 54.203 tonnes avant celle-ci. La production de palmistes était respectivement de 22.923 et de 25.431 tonnes et celle du caoutchouc de 5.682 et 6.243 tonnes[5].

Les fantoches de Léopoldville furent soutenus à bout de bras par les impérialistes américains: en 5 ans, les Etats-Unis déboursèrent quelque 12 milliards de FB (aide militaire non comprise) pour insuffler des forces à un gouvernement cadavérique. Cette aide octroyée surtout sous forme de prêts, n'atteignait que 877 millions de francs en 1961. En 1962 et 1963, elle s'élevait respectivement à 3.577 et 2.928 millions pour atteindre 2.117 et 2.200 millions en 1964 et 1965[6]

La constitution d'une bourgeoisie bureaucratique et compradore

La proclamation de l'indépendance provoqua la fuite en débandade de la plupart des Belges qui constituaient les points d'appui de la bourgeoisie monopoliste dans la société coloniale. Il fallait donc les remplacer. La formation d'une nouvelle classe sociale, indigène cette fois, s'imposait. Cette tâche ne fut guère ardue. Certains chefs coutumiers, une grande partie de la bourgeoisie nationale ainsi que des couches supérieures de la petite bourgeoisie se transformèrent et se regroupèrent, pour ainsi dire naturellement, au sein d'une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie bureaucratique et compradore. Cette grande bourgeoisie ne tirait nullement son origine d'une accumulation de capitaux nationaux; les éléments qui la composaient, s'enrichississaient grâce au contrôle de l'appareil d'Etat et à leur entrée au service du grand-capital international.

Cinq filières différentes donnèrent accès à cette nouvelle classe sociale : les hommes politiques s'attribuèrent des salaires plantureux, volèrent dans les caisses de l'Etat et s'adonnèrent au trafic illégal; les commerçants et les entrepreneurs se lièrent au capital étranger.

Dès le 5 juillet 1960, messieurs les sénateurs eurent toute leur attention monopolisée par l'opulence qu'ils devinaient à leur portée. C'est ainsi qu'ils votèrent une augmentation de leur modeste rémunération qui passa de 100.000 FC à 500.000 FC[7]. Les membres de l'Assemblée provinciale de Léopoldville trouvèrent aussitôt ce geste fort méritoire et le 12 juillet ils s'attribuèrent par 72 voix pour, 5 contre et 3 abstentions la somme charitable de 300.000 FC par mois. Un millier d'évolués propulsés au sommet de l'Administration empochèrent tout

naturellement les montants exorbitants versés aux fonctionnaires blancs dans le bon vieux temps colonial[8]. Quoique l'inflation mangeât en cinq ans plus que la moitié de leur pouvoir d'achat de 1960, ces hauts fonctionnaires gagnaient un salaire légal qui leur permettait de vivre 'comme des Blancs'.[9] Ces bienheureux ne se sentaient pas la vocation de modifier de quelque façon que ce soit la machine d'Etat coloniale.

Dès l'élimination de Lumumba, le pouvoir politique avait ceci de particulier qu'il permettait aux ministres, parlementaires et hauts fonctionnaires d'amasser des fortunes par les moyens magiques de l'illégalité. Que ce soit au niveau provincial ou national, des fonds des budgets consacrés normalement au paiement de travailleurs ou à l'achat de matériel disparaissaient mystérieusement, sans laisser de traces.

Nombre de dignitaires du nouveau régime débutèrent leur carrière en approfondissant cette partie de la science politique qui se rapporte à l'art de la fripouillerie. Diamants et ivoires disparaissaient au-delà des frontières sans qu'aucun papier ne puisse témoigner de leur passage ... Ainsi, le 28 avril 1962, le ministre des Finances, Arthur Pinzi, fut révoqué pour avoir vendu à son profit personnel un stock d'ivoire entreposé à Matadi et appartenant à l'Etat[10]. Le 16 avril la Chambre avait déjà adopté une motion de censure contre le ministre du Commerce extérieur Marcel Bisukiro, ancien membre de l'équipe 'lumumbiste' de Stanleyville. On lui reprochait d'avoir utilisé son poste ministériel pour créer la Socogeki, une société d'exportation lui appartenant et qui s'était approprié au Kivu le monopole de l'exportation de café, de thé et de quinquina. Illégalement écoulés, ces produits agricoles n'étaient pas soumis aux taxations qui devaient normalement les frapper. Des comptes en banque ouverts à l'étranger, témoignèrent des 800 millions de FC de bénéfices encaissés par le ministre et son entourage[11]. On estime que la valeur de l'ensemble des produits agricoles -essentiellement le café, le thé, le coton et la quinquina- illégalement exportés en 1963 s'élevait à quelque 3 milliards de FC[12]. En 1964, l'exportation clandestine de diamants aurait porté sur 10 milliards de carats, soit 3 milliards de FC[13].

Le commerce fut, lui aussi, une voie royale conduisant à un enrichessement spectaculaire. Au lendemain de l'indépendance, de nombreux commerçants européens ne se risquaient plus à l'intérieur du pays. Il ne restait à la bourgeoisie nationale commerçante qu'à occuper une place encore chaude. Elle ne se fit pas prier et s'empara des circuits commerciaux reliant la campagne aux villes. Et sa fortune fut faite. Cependant, dès que fut introduit le système des quotas d'importation, les grands commerçants furent soumis à l'arbitraire de l'Administration pour leur approvisionnement en biens importés. A la satisfaction générale, ce problème fut résolu par de nombreux mariages de raison entre politiciens et commerçants. Mais ceux-ci avaient besoin de capitaux et bien vite la relation à trois devint la règle. Selon *Etudes Congolaises*: 'Les capitalistes (étrangers) ont fini par saisir l'intérêt que présentait pour eux l'association ou le ralliement des éléments les plus dynamiques parmi la classe des commerçants congolais[14].' La place importante de la bourgeoisie commerciale se reflétait aussi dans la répartition des crédits accordés par le secteur bancaire. En 1963, sur un total de 6.215 millions de FC, le secteur bancaire accordait 41 % de ses crédits au secteur commercial et 19,9 % seulement aux industries manufacturières. En 1964 le montant global était de 8.588 millions de FC dont 39 % consacrés au commerce et 32,3 % à l'industrie manufacturière[15].

Autre source d'enrichissement: la production industrielle. La bourgeoisie industrielle congolaise chercha à s'allier au capital monopoliste international pour étendre ses revenus. Par ailleurs, les sociétés étrangères avaient tout intérêt à s'associer avec des nationaux pour faciliter leurs rapports avec l'Administration. Au Kwilu, Bonaventure N'gunza était un représentant typique de cette fraction de la bourgeoisie. Il avait créé en 1951 une entreprise de construction à laquelle l'Administration commanda les traveaux de la route N'Djili-Sanda. Au début de l'indépendance, il possédait 9 magasins à Kikwit ainsi qu'une entreprise de transport de 12 camions. En 1963, celle-ci acheminait chaque mois 450 tonnes de manioc de la région du Kwilu vers la capitale. Le président provincial Leta avec lequel il était très lié, lui facilita l'obtention de quotas d'importation. Fin 1963, il entreprit des pourparlers avec un groupe financier israélien pour construire une brasserie[16]. Les entreprises monopolistes se subordonnaient directement des hommes politiques influents en les invitant à figurer, contre forte rémunération, dans un fauteuil de leur Conseil d'administration. Ainsi le grand chef Mwenda Munongo ('Nous représentons la tradition authentiquement africaine') posa majestueusement son postérieur sur le siège que lui offrait l'institution coutumière bien connue, l'Union minière du Haut-Katanga. A ses cotés, le chef Lumanga et le ministre provincial katangais, Jean-Baptiste Kibwe[17]. Cinq grands chefs coutumiers, dont Mwata Yamvo et Kasongo Niembo jugèrent qu'il entrait dans leur pénible devoir d'administrer la Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville. Dans leur lourde tâche, ils étaient heureusement assistés par un moderniste, le 'lumumbiste' Alphonse Nguvulu, commissaire de la même société[18]. La Société générale engagea comme administrateur de sa grosse filiale, les Entreprises agricoles de la Busira au Lomami SAB., un non moindre personnage que Jules-Léon Kidicho, sénateur du MNC-L et futur ministre de ... Tshombe et de Mobutuμ19.

Notre Force publique est prête

Pour maintenir sa domination dans le Congo 'indépendant', la bourgeoisie monopoliste se servait toujours de sa Force publique désormais pudiquement voilée de quelques oripeaux nationalistes. La bourse de Bruxelles pouvait se vanter d'avoir découvert un général Janssens noir dans la personne de Mobutu. Janssens avait été

chassé du Congo pour avoir écrit, maladroitement, qu'après l'indépendance, tout resterait comme avant l'indépendance. Mobutu fut intronisé général pour avoir réalisé ce dont rêvait le malchanceux Janssens.

Entre 1960 et 1964, Mobutu bénéficia de l'aide bienveillante de l'ONU. En juin 61, il y eut jusqu'à 20.000 soldats et officiers des Nations unies au Congo. En septembre 1963, ils étaient encore 7.975. L'effort financier de la Belgique s'était surtout concentré au départ sur la formation d'une force de combat là où se situaient ses principaux intérêts, c'est-à-dire au Katanga. Grâce aux gendarmes katangais, cette région devint, vue de Bruxelles, une oasis d'ordre et de paix. En 1964, ces gendarmes, encadrés par les mêmes officiers belges et mercenaires blancs, constitueront la principale force militaire noire au service de Mobutu.

Mais n'anticipons pas. Entre 1960 et 64, la formation d'un cadre d'officiers noirs entièrement dévoués à ses intérêts resta la tâche essentielle de la bourgeoisie monopoliste. Durant toute cette période, Mobutu fut assisté, en permanence, par le colonel Marlière et d'autres officiers supérieurs belges. Le 21 novembre 1963, PW. Segers, ministre de la Défense à l'époque, déclarait: 'Depuis plusieurs années sont accueillis, aux frais du gouvernement belge, de 200 à 300 stagiaires et élèves congolais dans tous nos établissements d'instruction militaire. Cet effort, qui ne peut être dissocié de l'aide fournie par nos conseillers au Commandement de l'ANC, prépare et soutient celle-ci très utilement[20].'

En juillet 1962, une mission militaire américaine, dirigée par le colonel Michael J.C. Green étudia la réorganisation et la modernisation de l'ANC. Les conclusions de cette étude, mise au point par le général Truman fin décembre, furent approuvées par Adoula et soumises à l'ONU le 26 février 1963. Elles prévoyaient la présence d'officiers belges dans les quartiers généraux, les groupements et les bases de l'ANC, la formation de militaires et de gendarmes congolais dans les écoles belges, l'entraînement de parachutistes par Israël et la livraison d'armes nouvelles par les Etats-Unis[21]. Et le 27 février 1963, Spaak annonçait l'envoi au Congo d'une centaine d'officiers belges. En août de la même année, Mobutu, accompagné de 219 parachutistes, se rendit en Israël. Le gouvernement Adoula préserva la nature coloniale de l'armée congolaise et consolida ainsi la position dominante de la bourgeoisie monopoliste.

'Le maintien de l'ordre sera-t-il difficile?' demanda-t-on à Bomboko, à la veille de l'indépendance. Celui-ci, le seul à avoir été de tous les gouvernements de juin 60 à juin 64, eut cette réponse tout à la fois perspicace et prophétique: 'Notre (!) Force publique est prête. Nous n'aurons pas de faiblesse. Et en tous cas pas les faiblesses que l'Administration belge a eues à l'égard de certains Africains[22].' .

Le retour à l'absolutisme

L'avènement du gouvernement Lumumba avait introduit la démocratie bourgeoise dans un pays habitué depuis un siècle à subir le poids de l'absolutisme colonial. Désormais les élus de la population noire allaient faire les lois et contrôler le gouvernement. Très vite, il s'avéra que la démocratie - même bourgeoise - était un fléau insupportable pour la nature délicate de la bourgeoisie monopoliste. La poursuite de l'exploitation du pays par des financiers étrangers exigeait un ordre et une tranquillité ne pouvant être assurés que par un pouvoir absolu. Le premier coup d'Etat de Mobutu, le 14 septembre 1960, entama le processus de restauration. Il se développa au cours des années pour aboutir à un rétablissement parfait de l'absolutisme avec le deuxième coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965. Les membres du Collège des commissaires généraux - les Lihau, Cardoso, Ndele et autres - installés le 19 septembre 1960 n'avaient été élus par personne. Ils n'avaient pas obtenu la confiance du Parlement. Leur pouvoir émanait déjà du futur président-fondateur. Non seulement, ils accaparèrent le pouvoir exécutif, mais aussi du pouvoir législatif qu'ils exerçaient par décrets-lois[23]. Un décret-loi du 9 février 1961 stipula que le gouvernement Iléo était investi des mêmes pouvoirs[24]. Une bonne semaine après la nouvelle de l'assassinat de Lumumba, Iléo sortit un nouveau décret-loi, un outil supplémentaire pour mater la racaille lumumbiste. Publié le 25 février, il prévoyait que 'toute personne qui par ses activités porte atteinte à la sûreté de l'Etat, peut être internée ou placée sous surveillance sur la décision écrite du ministre de l'Intérieur[25].' La capitulation des nationalistes ainsi que le fossé séparant les élus des masses populaires, permirent à Adoula de marquer son règne du sceau de la légalité parlementaire. Pas pour longtemps. Les membres du MNC-L et du PSA qui avaient gardé quelques velléités de nationalisme décidèrent, le 11 juillet 1962, de prendre leurs distances par rapport à une politique ouvertement néocoloniale. Gbenye, Kama et quelques autres quittèrent donc le gouvernement. Et par la même occasion, ils se retrouvèrent en compagnie de Bolikango du *Puna* et de Nyembo de la *Conakat*, engagés dans une de leurs obscures guerres de clans contre d'autres représentants de la bourgeoisie bureaucratique. Adoula n'avait donc plus de majorité parlementaire.

Le 12 novembre, l'état d'exception fut décrété à Léopoldville pour une durée de 6 mois. C'est alors que Victor Nendaka, chef de la Sûreté et nommé gouverneur militaire à Léopoldville, contrôla à lui seul tous les pouvoirs normalement attribués aux ministères de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur. Le 23 novembre, la Chambre dénonça unanimement l'état d'exception qui sera levé une semaine plus tard. Par ailleurs, au cours de cette même année 62, l'état d'exception fut également instauré dans d'autres provinces. En 1963, le vent de l'absolutisme souffla avec une force croissante et l'état d'exception régenta à nouveau plusieurs provinces: La cuvette Centrale, la province Orientale, le Maniema, le Sankuru, etc.

Des 'lumumbistes' entrent au service de l'impérialisme

L'avènement du gouvernement Adoula, le 2 août 1961, a marqué le passage d'un grand nombre de lumumbistes sur les positions de la bourgeoise bureaucratique et compradore. Pas moins de quinze 'lumumbistes' figuraient dans ce gouvernement. Dans une lettre datée du 26 novembre 1962, Antoine Kiwewa, futur président national du MNC-L attira l'attention du président de la République sur sa modeste personne. Il lui rappela utilement qu'en juin 1960, son intervention auprès de Lumumba n'avait pas peu contribué à la décision de ce dernier d'accepter l'accession de Kasavubu à la présidence. Le sénateur ajoutait encore: 'Vous trouverez sous ce pli, l'acte de fidélité à votre personne, émanant de notre groupe politique. Il s'agit là de mon œuvre (...) Je pense que l'heure de ma récompense désintéressée a sonné.' Sans doute. Cette heure-là sonne toujours, une fois le quart d'heure du charlatanisme révolu. Il terminait sa missive, en proclamant: 'Un prochain courrier parlera de ce que je puis faire pour Vous, (...) au cours de mon éventuel mandat. Enfin, un résumé de programme vous entretiendra de mon programme d'action pour le Pays et probablement pour l'Humanité[28].' Et pour bricoler un bon programme pour l'humanité, rien de tel que l'assistance d'un assassin professionnel. Cette pensée dut pénétrer l'esprit obtus de Kiwewa lorsque, le 2 juillet 1964, il rallia Tshombe qui s'apprêtait à massacrer les mulelistes.
En avril 63, six dirigeants lumumbistes influents, MM. Joseph Kasongo, Alexandre Mahamba, Joseph Lutula, Marcel Lengema, Antoine-Roger Bolamba et Ferdinand Mungamba confirmèrent leur passage dans le camp de la bourgeoisie monopoliste en s'accrochant à leurs postes ministériels dans le gouvernement Adoula[29]. Huit mois plus tard, quatre autres vedettes du lumumbisme, Antoine Kiwewa, Jules Kidicho, Antoine Tshimanga et Paul Tambwe de la Roche suivirent le même chemin idyllique vers l'infamie. Au moment même où le gouvernement pro-mulgait ses ordonnances-lois fascistes, ces messieurs eurent le bon goût de déclarer: 'Le MNC-L réaffirme avec force sa politique de non-violence et base son action sur le respect des lois de l'autorité établie[30].'

Les membres de l'aile réformiste du PSA se sont retrouvés sur les positions de la bourgeoisie bureaucratique et compradore. Soutenant d'abord la politique d'Adoula, ils se sont rangés ensuite aux côtés de Mobutu et de Tshombe dans leur sale guerre contre l'insurrection des lumumbistes. Kamitatu qui a eu des conflits avec Tshombe en 1964-1965 déclara néanmoins : 'Le pays sait gré à M. Tshombe de ce qu'il a fait dans la lutte contre la rébellion[31].' Au début du mois d'octobre 1965, le Front démocratique congolais fut fondé par Kamitatu et Nendaka, celui-là même qui en tant que directeur'de la Sûreté était directement impliqué dans l'assassinat de Lumumba. A leurs côtés, Bomboko et le 'lumumbiste' Gabriel Lassiry. L'assemblage de ces quatre sages formait un bon échantillon de la bourgeoisie bureaucratique. A propos de cette formation politique créée par ces quatre héros, *La Libre Belgique* écrivit, le 24 novembre 1965, qu'elle 'ne trahissait certainement pas un secret diplomatique en écrivant que ce sont MM. Godley, ambassadeur des USA à Léo et Devlin, représentant de la *Central Information Agency* (CIA) (...) qui ont tenu le Front démocratique congolais sur les fonts baptismaux[32].'
Les dirigeants du PSA-Kamitatu sauront utiliser leur position politique pour acquérir une base économique dans le secteur commercial et industriel. Ainsi, Paul Kakwala deviendra propriétaire de l'usine palmiste de Yelenge au Kwilu, administrateur de la Société congolaise d'électricité et de quincaillerie à Kikwit et vice-président de la société Somico. Un autre, Félicien Kimvay, sera administrateur-directeur général de l'Economat du Peuple et administrateur de la Société congolo-tunisienne, la Socotu. Et Ivon Kimpiobi figurera comme administrateur dans la Maison commerciale congolaise, Macomcongo, et dans l'Entreprise africaine de commerce et de construction. Il sera aussi président de la Société agro-industrielle et commerciale du Zaïre.
En 1961, toutes les ambitions et donc toutes les bassesses et infamies étaient encore permises. Bon nombre de politiciens et de bourgeois partaient avec des chances égales à la chasse aux meilleurs morceaux de ce gibier appelé Congo. C'était cela, le véritable enjeu de la bataille sordide qui, d'août 61 à janvier 63, opposa Tshombe à Adoula, au grand désespoir de leurs protecteurs belges et américains qui aimaient l'un et l'autre d'une même passion. Là aussi se trouvait l'origine des nombreuses batailles parlementaires où les pires trafiquants montaient à l'assaut des escrocs professionnels, au nom de l'esprit civique le plus désintéressé
. C'était encore cela qui fut la cause du morcellement du pays en 21 'provincettes'. Beaucoup de politiciens et de bourgeois préféraient en effet avoir le dernier mot dans leur région plutôt que de faire de la figuration à Léo ou dans une capitale provinciale. Les rapports de force entre les différentes fractions de la bourgeoisie bureaucratique et compradore n'étant pas encore définis, ils espéraient se ménager une solide base politique et économique dans leur région. Ainsi on vit les serviteurs de peuple se replier en bon ordre sur un petit bout de province pour s'y adonner, en toute liberté, aux joies des détournements d'argent, de la corruption, des trafics, etc. Il suffisait que deux tiers des élus nationaux et provinciaux d'un territoire d'une certaine importance en expriment le vœux, pour qu'une nouvelle 'provincette' voie le jour. Cela arrangeait toutes les ambitions. A la Chambre, ce morcellement du pays fut approuvé par 84 voix pour, et 2 contre sur 92 députés présents[33]. La concrétisation des rêves de tous ces nouveaux riches passait par le triomphe du tribalisme. Des arguments bassement tribaux appelaient les masses à se mobiliser pour appuyer les visées de 'leurs' grands bourgeois.
Le morcellement du pays offrit une base matérielle à la réconciliation, dite nationale, entre les éléments de la bourgeoisie bureaucratique. Jason Sendwe, président du *Balubakat*, qui s'était trouvé à la tête de la résistance

armée des ouvriers et paysans contre le mercenariat tshombiste' dans le nord du Katanga, se vit offrir, le 2 juillet 1962, la 'provincette' du Nord-Katanga. Et ce président provincial tout frais émoulu se hâta de déclarer: 'Je considère que l'heure de la réconciliation nationale a déjà sonné (...) Nous lançons un vibrant appel aux investissements étrangers (...) Mon gouvernement et moi-même sommes décidés à mettre hors d'état de nuire tout fauteur de troubles (,..)[34].' Bref, toutes les tartines habituelles y passèrent.
Mais le meilleur morceau restait encore à être servi. Le 2 avril 1963, ce même Sendwe jugea fort à propos d'accueiller Godefroid Munongo, assassin de vocation, par ces paroles d'une exquise urbanité : 'Nous avons été séparés à cause des influences étrangères, nous nous sommes réconciliés entre Kantangais.'
Et celui qui avait pris un malin plaisir à faire massacrer des dizaines de milliers de Baluba katangais de répondre, avec perfidie: 'Entre Katangais, nous nous entendrons toujours[35].'

Du côté du peuple congolais

La bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie

L'indépendance du Congo a permis à certains éléments de la bourgeoisie nationale et de la petite-bourgeoisie de changer de camp et d'accéder aux plus hautes sphères du pouvoir où la douceur de vivre leur était assurée grâce à la protection des financiers étrangers. Mais entre-temps, les rangs de la bourgeoisie nationale se sont notablement élargis par l'apport de commerçants et de petits patrons n'entretenant pas de liens avec le capital étranger et n'étant pas de taille à susciter l'intérêt des bureaucrates.
L'augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires donna en effet une impulsion aux industries locales et aux entreprises de construction. Ce progrès se concentrait essentiellement à Léopoldville. 'L'inflation, la désorganisation économique et commerciale favorisèrent les petits producteurs congolais aux dépens des grandes entreprises étrangères[36]'. Tandis que la production agricole vivrière commercialisée n'atteignait en 1963 que 71 % de son niveau de 1958, la production industrielle orientée vers le marché intérieur connaissait un grand développement dans cette même période: elle augmentait de 24% en passant de 4.279.000.000 FC de valeur ajoutés à 5.340.000.000. Les progrès se concentraient surtout dans la production de ciment, de tissus, de bière, de cigarettes et dans la construction. Le commerce entrait dans une phase d'expansion spectaculaire; la valeur ajoutée atteignait 9.513.000.000 FC en 1963 contre 4.670.000.000 en 1958, soit une augmentation de 103%[37].
Suite au départ de nombreux intermédiaires européens, un plus grand nombre de commerçants congolais disposèrent d'un ou de deux camions.
Dans l'appareil d'Etat, les fonctionnaires de l'échelon intermédiaire acquirent des revenus et un statut social comparables à ceux de la bourgeoisie nationale. La machine étatique absorbait d'ailleurs la plus grande part du budget'national. En 1961, les montants dévolus aux institutions politiques et administratives centrales s'élevaient à 3,050 milliards de FC. En 1963 ces dépenses se chiffrèrent à 6,099 milliards de FC, soit plus du double. Les subsides attribués aux provinces qui s'élevaient à 6,065 milliards en 1961, atteignirent 10,642 milliards en 63. Pour ces mêmes années, les dépenses budgétaires globales s'élevaient respectivement à 13,266 milliards de FC et 28, 741 milliards de FC[38].
Les couches petites-bourgeoises se trouvant en bas de l'échelle administrative s'étaient fortement élargies. Ces petits-bourgeois virent leur position sociale s'améliorer mais ils déchantèrent très rapidement car les montants destinés au paiement des enseignants et employés étaient régulièrement détournés par les autorités et les hauts fonctionnaires. Ainsi en avril 63, les versements de traitements des instituteurs et enseignants connurent déjà des retards de 5 à 10 mois[39].
A l'intérieur du pays, les affaires de la bourgeoisie nationale et de la petite-bourgeoisie commerçante souffraient du mauvais état des routes et des problèmes de transport.

Les formations politiques nationalistes

Seule une minorité de lumumbistes resta fidèle à son idéal de départ, qui exprimait les intérêts et aspirations de la bourgeoisie nationale et de la petite-bourgeoisie. Le PSA-Gizenga, qui comptait dans ses rangs les nationalistes les plus conséquents comme Thomas Mukwidi et Gabriel Yumbu, fut la seule formation à maintenir une certaine cohésion politique et organi-sationnelle. Mais même Mukwidi et Yumbu ne surmontèrent pas le radicalisme petit-bourgeois.
Le programme adopté par ce parti, le 2 avril 1963, exprimait les conceptions les plus avancées défendues par certains parlementaires nationalistes. Dénonçant le 'néocolonialisme' et les 'partis ou les hommes politiques devenus instruments des puissances étrangères', le programme s'indignait de 'l'écart scandaleux entre la classe au pouvoir et la masse' ainsi que de 'la misère des enseignants congolais'. Il s'opposait aux 'mesures de restriction décrétées en matière de libertés politiques' et à 'l'obscurantisme' de l'enseignement catholique et promettait de 'défendre jalousement l'indépendance nationale en combattant sans réserve toutes les formes de domination'. Il

s'engageait aussi 'à garantir au peuple congolais la jouissance de ses libertés fondamentales dans le plein exercice de ses droits démocratiques'. Dans le domaine économique, ses revendications visaient à développer une économie nationale en soutenant les initiatives de la bourgeoisie nationale. Ainsi, le programme préconisait 'la création de coopératives de production, de vente et d'achat gérées par les nationaux eux-mêmes' et 'l'installation d'une Société nationale d'investissement pouvant (...) octroyer des crédits.' Le PSA se prononçait également pour 'une école unique et démocratique' et en faveur de 'l'étatisation de tous les établissements de l'enseignement supérieur'.
La discrétion dont était entourée la question de la domination économique extérieure ainsi que le peu d'attention accordé aux problèmes de la paysannerie témoignaient du caractère petit-bourgeois du programme. Autre faiblesse fondamentale : il accordait toute sa confiance 'aux élections législatives en 1964' pour 'renouveler les institutions politiques'. De plus, il n'évoquait pas le caractère de classe des institutions de l'époque ni la nécessité d'un mouvement révolutionnaire d'ouvriers et de paysans[40].
La fraction du MNC-L qui cultivait encore certains souvenirs lumumbis-tes était dirigée par Christophe Gbenye. Ce dernier défendit le caractère national de l'armée congolaise en s'opposant à la présence d'officiers belges et israéliens en son sein. Il protesta également contre les multiples tentatives visant à momifier le Parlement ainsi que contre toutes les infractions à la légalité. Mais ces prises de positions furent enveloppées dans une infinité de nuances et de civilités. Si on admet que Gbenye représentait la bourgeoisie nationale, il faut bien avouer qu'il fut le porte-parole de la fraction de cette classe qui lorgnait sans cesse vers la bourgeoise monopoliste internationale. S'il défendit la démocratie et le nationalisme, ce fut encore en quelque sorte, pour plaire aux étrangers. Ainsi, après avoir évoqué dans un de ses discours, les conséquences affreuses d'une dissolution éventuelle du Parlement, il s'adressa d'un ton dramatique aux 'étrangers (qui) ont investi et ne demandent que la paix, afin que leurs affaires prospèrent. Je termine en lançant un appel (...) à tous les étrangers qui ont des intérêts dans la République, de veiller à ce qu'on ne plonge pas à nouveau notre pays dans le sang[41].'

Les masses paysannes et ouvrières

Les préoccupations des masses paysannes et ouvrières furent totalement absentes des délibérations savantes que le Parlement avait l'honneur de susciter. Pierre Mulele, le seul qui eût pu parler en leur nom, se trouvait toujours au Caire. Député national, il avait refusé de s'embarquer dans cette galère qu'était devenu le Parlement. Le 21 février, dans un télégramme adressé à Joseph Kasongo, président de la Chambre, il justifia son absence par ces mots: 'Accuse réception votre lettre (...) regrette vivement ne pouvoir obtempérer votre injonction rentrer dans circonstances actuelles, vu absence totale indépendance parole et sécurité personnelle parlementaires, dont libertés et droits garantis par lois et constitutions piétines par agissements arbitraires et usurpation pouvoir de la part éléments sinistres qui se permettent, tolérés ou secondés par autorités, arrêter emprisonner ou interner parlementaires et ministres sans mise en accusation préalable Chambre, et sans levée immunité parlementaire (...) Pareils traitements et procédés arbitraires et illégaux servent étouffer voix du peuple et de ses véritables représentants dans intérêt certaines puissances étrangères et celui de leurs supports congolais. Prendre part telles délibérations dans circonstances sus-relatées équivaudrait associer ma personne implicitement à pafeils excès et illégalités contraires aux intérêts peuple et trahir mon mandat parlementaire[42].'

Notes

1. J. DUBOIS, Le gouvernement Adoula restaure l'Ordre en Paix au Congo, in Eurafrica, 1962, p.6
2. Chronique de Politique Etrangère, 15, 4-6, 1962, p. 392.
3. Le Receuil Financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Année 1966, 3, p. 2041
4. Les Plantations Lever au Congo in Eurafrica, 1962, p. 36.
5. Ibid.
6. Etudes Congolaises, avril 1964, p. 34; Etudes Congolaises, 4, juillet-août, p.8; Congo 7965, édité par J. GERARD-LIBOIS et J. VAN LIERDE, Bruxelles, p. 42.
7. Remarques Congolaises, 1965, p. 5.
8. Rébellions au Congo, 1, édité par B. VERHAEGEN, Bruxelles, p. 29
9. F.BEZY, J-P. PEEMANS, J-M. WANTELET, o.c., p. 58.
10. Congo 1962, édité par J. GERARD-LIBOIS et B. VERHAEGEN, Bruxelles, p.38.
11. Congo 1962, pp. 72-73.
12. Etudes Congolaises, avril 1964, p.9.
13. Etudes Congolaises, juillet-août 1965, p.5.

14. Etudes Congolaises, ,avril 1964, p. 34.
15. Etudes Congolaises, juillet-août 1965, p. 28.
16. Le Progrès, 4 septembre 1963, p. 2-3.
17. Rapport d'activité Union Minière in Le Receuil Financier. Annuaire des valeurs cotées aux bourses de Belgique. Année 1966, 3, p. 2033.
18. Remarques Congolaises, 1965, p. 5.
19. Remarques Congolaises, 1964, p. 346.
20. Congo 1963, édité par J. BEYS; P.H. GENDEBIEN et B. VERHAEGEN, Bruxelles, p. 119.
21. Congo 1962, p. 406; Congo 1963, p. 111, 116.
22. O. de Kessel, o.c.,p.!9.
23. Congo 1960, 2, p. 877.
24. Congo 1961, p. 114.
25. Ibid.,p. 121.
26. Congo 1963, p. 134.
27. Congo 1963, p. 142-143.
28. Courrier Africain, 34, 1964, pp. 5, 6, 7.
29. Congo 1963, p. 210.
30. lbid.,p. 230.
31. Congo 1965, p. 366, citant La Libre Belgique, 6-7 nov. 65.
32. Remarques Congolaises, 1965, éditorial Ceulemans, 27 nov. 65.
33. Congo 1962, p. 199.
34. Remarques Congolaises, 1963, p. 440.
35. le Courrier d'Afrique, 6 avril 1963, p. 1.
36. B. VERHAEGEN, Lutte de classes au Congo, p. 35.
37. IRES, Indépendance, inflation et développement. L'économie congolaise de 1960 à 1965,1968, p. 829-830; La situation économique et financière du Congo en 1963 in Remarques Congolaises, avril 1964, pp. 10-12.
38. Etudes Congolaises, avril 1964, p. 3.
39. Congo 1963, p. 251.
40. lbid.,pp. 199-203.
41. Conférence de presse Gbenye 13 mars 1963 in Remarques Congolaises, 1963, p. 103.
42. Le Kwilu. De la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste, 3, in Le Courrier Africain, 33,13 avril 1964, p. 5.

VIII. Quelques causes de l'insurrection au Kwango-Kwilu

Pauvreté et misère

Les paysans et les ouvriers avaient impatiemment attendu le miracle de l'indépendance qui les débarrasserait de la pauvreté. Ils abordaient l'ère nouvelle avec un salaire mensuel fort maigre entre les mains. Trois années d'indépendance à coloration néocoloniale réussirent à ramener la valeur de cette poignée d'argent à la moitié de sa valeur initiale. Les prix, à l'indice 100 en 1960, augmentèrent jusqu'à atteindre 312 points en novembre 1963 et 441 en février 1964[1]. Entre 1960 et 1963, le salaire réel dans le secteur privé tombait de 118 à 61 (Index juin 1960: 100)[2]. Le revenu réel dont disposait chaque ouvrier, fut encore plus fortement réduit par la flambée du chômage. Le 31 décembre 1959, Léopoldville comptait 36.000 chômeurs; deux ans plus tard, le chiffre avait presque doublé: leur nombre atteignait 68.000. A ce moment, 54 % de la population active était en chômage, contre 29 % deux années auparavant[3].
La nouvelle bourgeoisie bureaucratique se servait de l'appareil d'Etat pour amasser des fortunes avec une indécence qui aurait gêné même les plus accapareurs parmi les anciens colons. La frénésie dépensière de Mobutu, Kasavubu et autres Adoula provoqua un déficit de 10,6 milliards de FC en 1961, de 13,6 milliards l'année suivante, et de 16,2 milliards en 1963. Ce déficit cumulé de 40,4 milliards de F.C. peut être jugé à sa juste valeur quand on sait que les recettes totales de l'Etat au cours de ces trois années ne montaient qu'à 29,3 milliards de F.C.[4] L'inflation qui en résulta, fit fondre le pouvoir d'achat de l'ouvrier et du paysan.
En 1963, les coupeurs de fruits de palme recevaient 25 FC par caisse. Dans ses *leçons politiques*, Mulele expliquait aux moniteurs: 'Les 25 frs, c'est un pourboire. Avec cet argent, on a 600 à 700 frs à la fin du mois. Est-ce qu'on pourrait entretenir convenablement la famille? Au magasin, le pantalon coûte 1.500 frs. Une pièce de wax pour les femmes, 900,1.200, 1.500, 2.000 frs[5].'
En 1960, un paysan d'Idiofa qui vendait du manioc, du maïs et de l'arachide gagnait 230 frs par mois. Il n'y arrivait plus en 1963. Les jeunes désireux de se marier ne parvenaient plus à réunir l'argent nécessaire pour payer la dot aux parents de la jeune fille[6].
En 1963, de nombreux moniteurs et instituteurs du Kwango-Kwilu n'avaient plus été payés depuis 5 ou 6 mois. Les routes n'étaient plus guère entretenues, les moyens de transport en état de risquer un déplacement quelconque se faisaient rares. Les paysans laissaient pourrir des marchandises faute de pouvoir les écouler. Bernardin Mungul Diaka, fraîchement promu au poste de ministre provincial du Plan, dut coucher sur papier l'aveu suivant: 'La situation économique et sociale est non seulement lamentable mais catastrophique, surtout pour les populations rurales. Ceux qui habitent l'intérieur (...) sont les premiers à regretter le stockage sans possibilité d'écoulement des produits que les compatriotes de l'intérieur produisent. Alors que le manioc, les arachides, le maïs, le millet sont insuffisamment achetés dans les milieux producteurs, le sac de manioc se vend à 300 frs à Kikwit, de 1.200 à 1.500 frs à Léopoldville[7].' Il fit également remarquer que la quantité commercialisable de manioc atteignait 13.408 tonnes, dont seulement 7.000 tonnes avaient trouvé acquéreurs. Les paysans du Kwilu avaient subi, pour cette même année 1961, une perte globale de 20.724 .000 frs[8]. Cette constatation fut confirmée par les chiffres sur la quantité de produits vivriers arrivant à Léopoldville par voie fluviale: les 48.885 tonnes de manioc enregistrées en 1959 se réduisirent à 7.255 tonnes en 1962, les 22.191 tonnes de riz à 1.051 tonnes. Seul le maïs se comportera relativement bien; de 12.485 tonnes en 1959, ils descendit à 6.068 tonnes en 1961 pour remonter à 10.032 tonnes l'année suivante[9].
Entre 1958 et 1966, le volume des produits commercialisés de l'agriculture diminuait chaque année en moyenne de 5,7 %. Seuls les paysans des environs immédiats de Léopoldville arrivaient à écouler leur production: ceux du Bas-Congo doublaient leur revenu réel global entre 1960 et 1965. Au cours de la même période, les revenus réels tirés de la production paysanne de fruits de palme tombaient à 20 % de leur valeur de I960[10].

A l'époque du mouvement anticolonialiste, le refus de payer l'impôt avait été la première forme de lutte. L'indépendance, synonyme de liberté, devait débarrasser le peuple du fardeau écrasant des impôts. Mais le gouvernement Leta eut le mauvais goût d'augmenter ces impôts. Mieux encore, il en inventa de nouveaux que les Belges n'avaient même pas imaginés.
Le *Courrier d'Afrique* écrira en 1963: 'Sur le plan de la promotion sociale des masses rurales, le gouvernement Leta a pris certaines mesures d'urgence, entre autres l'épargne obligatoire. Celle-ci sera retenue sur la base de 5 à 0,5 % en tenant compte du revenu de chacun[11]. '
Le colonialisme avait imposé les cultures obligatoires. Le gouvernement provincial du PSA-Kamitatu prôna le changement dans la continuité. Toujours selon le *Courrier d'Afrique*:
'Le gouvernement du Kwilu vient de rendre obligatoire la culture de certains produits agricoles, notamment le manioc, l'arachide et le maïs. Un membre du cabinet du ministre des Affaires économiques du Kwilu que j'ai rencontré, m'a affirmé que la province fournit mensuellement sur les marchés de Léopoldville et du Kasaï, 450 tonnes de manioc. 'Notre prétention, me disait-il, est de porter dans un avenir non lointain cette fourniture à 900

tonnes de manioc par mois[12]'.
Afin de mettre l'indépendance à la portée de l'entendement paysan, les propagandistes du PSA, attentifs au nombre impressionnant de bambins égayant les villages, avaient fait des promesses:
- Quand les enfants iront en classe, ils ne paieront plus rien.
- Bien dit, avaient répondu les paysans et ils apprirent le message par cœur.
Le gouvernement PSA-Kamitatu augmenta le minerval d'inscription dans les écoles. Ces dernières, surpeuplées, comptaient plus de 50 enfants par classe[13]. En 1962, on comptait à Idiofa 3.000 enfants qui n'avaient même pas d'école du tout[14].
'Gratuité des soins médicaux à tous les non salariés.' Cette promesse figurait en légende sur la photo de Gizenga et de Kamitatu, distribuée en mars I960[15]. Kamitatu ne se sentit cependant point gêné lorsque le Premier ministre Adoula avoua: 'L'armature médicale a souffert et nous assistons au spectre des épidémies qui menacent la santé et la vie de nos populations[16].'

Répression et arbitraire

Kamitatu, président de la province de Léopoldville depuis l'indépendance, se donnait volontiers le rôle de sorcier appelé à chasser de la tête des paysans les promesses un peu osées que, campagne électorale oblige, il y avait mises. Pour réussir ce tour de magie, une répression adroite lui semblait tout indiquée. Dès que le gouvernement Adoula fut installé, il se jeta corps et âme dans ce travail. A la fin de l'année 1961, Kamitatu avait à sa disposition une jeunesse très combative dont la capacité d'étouffer les voix de la population nationaliste se faisait sentir dans tout le Kwango-Kwilu[17]. Kamitatu peupla la police et la gendarmerie d'éléments de son ethnie, dévoués à sa personne. Au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée provinciale convoquée le 4 décembre 1961, les députés gizenguistes déposèrent une motion de censure contre Kamitatu. Cette démarche suffit à lui arracher cette belle pensée: 'Dans ce pays, il s'est créé une tendance fasciste pour détruire et désorganiser les institutions existantes (...). J'ai pris mes responsabilités et j'ai décidé de mettre fin à la session (...)[18].'
Le 5 janvier 1962, le député provincial gizenguiste Ambroise Pombo fut arrêté. Le 13 janvier, Marc Katshunga subissait le même sort. Les arrestations se multiplièrent après le 15 janvier, date de la révocation de Gizenga[19]. Le 11 janvier, la Sûreté prétendit avoir découvert un complot et les députés du PSA-Gizenga résidant à Léo se virent interdire l'accès au Kwilu. Cette mesure, décrétée pour une durée de 30 jours, était toujours en vigueur à la fin du mois de mars 1962. Le 5 mars 1962, Kamitatu, devenu ministre de l'Intérieur du gouvernement central au cours du mois précédent, interdit le journal du PSA *Solidarité Africaine*[20].
Le mécontentement des paysans du Kwilu se traduisit à cette époque par le développement du mouvement *Mpeve*, qui s'attaquait aux sorciers, à l'autorité traditionnelle et aux Noirs collaborant avec les étrangers. Les *Mpeve* encourageaient les formes de désobéissance civile qui avaient fait la force de la vague indépendantiste. Le 7 avril, des policiers ouvrirent le feu sur une foule de *Mpeve* à Iseme, dans la région de Mangai. On y dénombra 50 morts[21].
Au Kwilu, de nombreux chefs coutumiers et chefs de secteur protestèrent contre l'arbitraire et la répression qui avaient régné durant toute l'année 1962. Le 30 septembre 1962, tous les chefs du territoire d'Idiofa furent arrêtés. Ils publièrent une lettre le 1er décembre 1962 : 'La population de la région d'Idiofa est continuellement victime de mesures arbitraires, d'injustices inadmissibles. Les Lemba sont tous menacés de prison ou font l'objet de nombreuses arrestations arbitraires. Le couvre-feu est | décrété sans motif plausible[22].'
A la fin de l'année 1962, le journaliste Lumbwele fut emprisonné durant quatre mois à Kikwit. Dans sa feuille locale *Réveil*, tirée à 1.000 exemplaires, il avait commis l'imprudence de se rappeler que le vice-président Maurice Ilunga avait été, avant l'indépendance, un collaborateur notoire. Ce souvenir s'accompagnait du récit de l'anecdote qui suit: sous le nouveau régime, Ilunga manifesta une telle aversion pour les paysans que, devant l'obligation de serrer la main à un individu de cette catégorie, il lui offrit le bout de sa canne pour ne pas se salir les doigts[23].
Au début du mois de janvier 1963, les coupeurs de fruits de la Compagnie des plantations Lever se mirent en grève. Intshime, le ministre de l'Agriculture, annonça le 19 janvier que plusieurs arrestations avaient été opérées parmi les grévistes.
L'opposition à l'arbitraire s'intensifia. Le 27 février, Gaston Midu, ministre de l'Information déclara : 'Des mesures sévères ont été prises à rencontre de tous les perturbateurs.' En conséquence de quoi Marc Katshunga, chef des gizenguistes, fut emprisonné du 27 février au 1er avril 1963[24]. Le 16 mars, l'information suivante fut diffusée: 'M. Thomas Mukwidi, député du PS A, a protesté contre le fait que le gouverneur provincial du Kwilu, M. Norbert Leta, a fait venir plus de cent cinquante chefs coutumiers du territoire d'Idiofa à Kikwit et a ordonné leur arrestation.' Maltraités et battus, ils restèrent deux jours au cachot[25]. De nombreux instituteurs, accusés de subversion, furent emprisonnés. La première vague d'arrestations eut lieu au mois de janvier 1963 et conduisit 59 intellectuels en prison[26]. Dans la nuit du 26 mai 1963, plusieurs centaines de détenus réussirent à s'évader de la prison centrale de Kisonga à Kikwit; le couvre-feu fut décrété dans toute la ville[27]. En juillet 1963, des élections

furent organisées dans les cinq chefs-lieux des préfectures du Kwilu. Les habitants d'Idiofa et de Mangaï ayant poussé l'impudence jusqu'à élire, en dépit d'une répression fort habile, une majorité de gizenguistes, les élections y furent annulées[28].
Jetant un regard rétrospectif sur ces années subversives, le Président de l'Assemblée provinciale, Paul Kakwala, alimenta son rapport politique du 14 février 1964 de quelques pensées savoureuses.
Kakwala avait fait son apparition avant l'indépendance, dans le rôle de président d'un minuscule parti bricolé par l'Administration belge, le Mouvement de progrès national congolais. Le PSA avait eu la fâcheuse idée d'engager cet individu comme deuxième vice-président du comité de Kikwit. Les rapports qu'il rédigeait sur ses propres meetings étaient parsemés de petites attentions pour sa modeste personne; ainsi il écrivait: 'M. Kakwala apparaît au milieu des acclamations de la foule et avec son sourire habituel, salue en élevant la main (...) Dans un langage clairvoyant, comme d'habitude, le vice-président prend la parole au milieu des applaudissments[29].'
Voici ce qu'il rapporta en février 1964 dans le langage clairvoyant qu'on lui connaît déjà: 'Les gizenguistes imprégnaient dans les préfectures de Gungu et d'Idiofa l'esprit de désobéissance civile et de rébellion ouverte. En passant par ces régions, un langage déplacé à l'égard des autorités légalement investies devenait monnaie courante. Partout également on demandait la libération de M. Gizenga. Des réunions clandestines furent organisées et des tracts subversifs distribués. Le groupe PSA-Gizenga incitait la population à exiger un changement de régime. 'Tous les communistes gizenguistes circulaient librement jusqu'au moment où cette liberté devint un danger commun pour la paix et la tranquillité publique, moment où les autorités compétentes ont commencé à prendre les mesures adéquates qui s'imposaient; depuis janvier 1962 jusqu'à ce jour, ce danger commun n'a jamais été écarté entièrement[30].'
L'isolement total de Kamitatu se fit péniblement sentir lors de l'ouverture du congrès du PSA-Kamitatu, le 3 juin 1963. La majorité des participants réclamait la présence du chef gizenguiste Marc Katshunga. Ce dernier entra dans le local et déclara: 'Pas de congrès sans Gizenga'. Après quoi il quitta la salle, suivi de tous les représentants de Gungu, d'Idiofa et de Banningville. Il fit une déclaration à la presse: 'C'est depuis 1962 que ces néocolonialistes nous provoquent. Nous sommes décidés maintenant à employer toutes les méthodes de lutte pour en finir une fois pour toutes avec cette affaire[31].'
Un missionnaire belge témoigna en ces termes de la répression qui s'abattit sur les masses durant toute cette période: 'Dans la région de Laba, le commissaire se montrait beaucoup plus dur que l'Administration coloniale, portant à plus de huit jours par mois les corvées collectives, se montrant sans pitié pour les amendes très lourdes, emprisonnant à qui mieux mieux (la semaine dernière, le secteur de Banga comprenait près de 50 prisonniers, alors qu'en temps normal, il n'y en avait que 4 ou 5), rançonnant les villages, humiliant les chefs, ne craignant pas de les frapper sans pitié![32]' Un ancien fonctionnaire nous a rapporté: 'Les militaires et les policiers encerclaient les villages pour y percevoir l'impôt. En même temps, ils prenaient toutes les poules et toutes les chèvres qu'ils pouvaient attrapper. Ils s'emparaient des jeunes femmes. Quand les villageois entendaient le bruit d'un camion de l'armée, ils fuyaient dans la forêt comme au temps colonial.*

La force morale du peuple

Dans la préparation de l'insurrection populaire de 1963-1964 au Kwilu-Kwango, le facteur moral joua un rôle essentiel. Après un siècle d'humiliations et de coups, de travail forcé et d'expéditions militaires, le peuple avait placé ses espérances les plus exubérantes en un gouvernement noir: le désenchantenment qui suivit l'indépendance en fut d'autant plus insupportable.
Un commandant muleliste explique: 'Les gens suivaient Pierre parce que l'indépendance ne leur avait rien donné. Vous ne paierez plus d'impôts; notre gouvernement va arranger les choses; il construira des écoles, des hôpitaux et des routes; vous pourrez fixer les prix de vos produits. Voilà ce qu'on avait promis. Mais après l'indépendance, c'était pire: l'injustice, la pauvreté, la misère. Les villageois suivaient Pierre parce qu'il disait qu'il fallait changer ce régime.'

Désormais, les adversaires que le peuple voyait devant lui avaient la peau noire. Tous se rappelaient que ces pantins, gesticulant maintenant sur ordre de leurs maîtres blancs, bourrés de prétentions et de billets de banque, n'étaient que de simples petits commis lorsque quatre ans auparavant, ils se promenaient dans la cité. La différence de classe, d'une excentricité criante, s'était créée pour ainsi dire en une seule nuit et ce fait accentuait encore son aspect choquant
Un siècle d'expérience avait convaincu les paysans de la force et de l'implacabilité du Blanc, mais personne ne reconnaissait la toute-puissance aux commis et aux petits sergents prétendant détenir un pouvoir absolu. Les masses n'avaient nullement le sentiment d'avoir été battues. La haine à l'égard des assassins de Lumumba était encore d'une vigueur explosive. Un partisan nous fit part de son sentiment: 'On nourissait une colère contre les assassins de Lumumba. Pourquoi cet homme avait-il été tué? Les villageois avaient le sentiment d'une grande

injustice. On le pleurait encore. Le gouvernement ne nous causait que des misères. On disait: c'était donc les lumumbistes qui détenaient la vérité.'

* La plupart des personnes qui ont participé à la révolution muleliste et que nous avons interrogées, préfèrent garder l'anonymat. Nous citons leurs déclarations sans mentionner d'autres références.

Notes

1. Congo 1964, p. 81; Etudes Congolaises, avril 1964, p. 19.
2. J-PH. PEEMANS, La spécificité de la question agraire au Zaïre, (Etudes et Documents, 8401), Louvain-La-Neuve, 1984, p. 24.
3. P. RAEYMAEKERS, L'organisation des zones desquatting, p. 55.
4. J. BEZY, J-P. PEEMANS, J-M. WANTELET, o.c., p. 59.
5. FOX, DECRAEMER, RIBEAUCOURT, La deuxième indépendance, in Etudes Congolaises, janvier-février 1965, p. 13.
6. Ibid.,pp. 4,13.
7. Le Courrier d'Afrique, 12 février 1963, p.l.
8. Ibid.
9. Arrivage à Leopoldville Otraco-voie fluviale, in Etudes Congolaises, avril 1964, p.7.
10. J-PH. PEEMANS, o.c., p. 24.
11. Kikwit à l'heure du Congrès PSA in Le Courrier d'Afrique, 6 juin 1963.
12. Ibid.
13. FOX, DECRAEMER, RIBEAUCOURT, o.c., p. 17-13.
14. Courrier Africain, 33, 1964, p. 15; Rébellions au Congo, 1, p.60.
15. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, p. 9.
16. Discours Adoula, 15 mars 1962 in Congo 1962, p. 117.
17. Document de Ibomine Mathieu, député, 21 dec 61 in Courrier Africain, 32,1964, p. 11.
18. Ibid., p. 3.
19. Courrier Africain, 33, 1964, p. 2.
20. Ibid., p. 3.
21. Ibid., p. 4.
22. /ftî'd., p. 5; Rébellions au Congo, 1, p. 60.
23. Interview de Limbwele, Brazzaville, septembre 1984.
24. Courrier Africain, 33, pp. 8-9.
25. Ibid., p. 9; Rébellions au Congo, 1, p. 60.
26. Courrier Africain, 33, p. 10; Le Progrès, 10 mai 1963, p. 3.
27. Au Kwili - Situation tendue? in Le Progrès, 9 juin 1963.
28. Rébellions au Congo, 1, pp. 57-58.
29. Parti Solidaire Africain (PSA). Documents 1959-1960, pp. 27,45-46.
30. Courrier Africain, 32, p. 18-19.
31. Courrier d'Afrique, 9-10 juin 1963, p. 1, 4.
32. Rébellions au Congo, 1, p. 62.

IX. Quelques données spécifiques sur le Kwango-Kwilu

Jusqu'en 1954, le Congo connaissait un *district du Kwango*, faisant partie de la province de Léopoldville; ses contours étaient dessinés par de grands cours d'eau: au nord, le fleuve du Kasaï, à l'est son confluent de la Loange et à l'ouest celui du Kwango. En 1954, cet ensemble fut divisé en deux districts séparés: la partie la plus pauvre, le Sud et l'Ouest, hérita du nom de district du Kwango, qui fut constitué par cinq territoires: Feshi, Kahemba, Kasongo Lunda, Kenge et Popokabaka. Ce district s'étendait sur 93.000 km carrés - plus que trois fois la Belgique - et comptait alors 450.000 habitants[1].
En 1960, le Parti solidaire africain s'implanta solidement à Kahemba, s'emparant de l'unique siège à l'Assemblée provinciale, et à Feshi, où il obtint un des deux sièges. Sa présence à Kenge s'exprima par le siège qu'il pouvait opposer aux trois de la *Luka* collaborationniste qui dominait à Kasongo Lunda et à Popokabaka[2].
Les révolutionnaires mulelistes ont exercé en 1964 une réelle influence à Feshi et à Kahemba.
En 1954, le Nord et l'Est de l'ancien district du Kwango fut rebaptisé du nom de *district du Kwilu*. Il regroupait les quatre territoires économiquement les plus développés: Gungu, Idiofa, Kikwit et Masi Manimba; on y ajouta le territoire de Banningville. En 1963, une sixième subdivision fut introduite avec la création du territoire de la Kamtcha-Loange. Des palmeraies naturelles s'étendent sur une grande partie du Kwilu, complètement dominé par l'industrie de l'huile de palme.
Le Kwilu regroupait en 1958 sur une surface de 77.370 km carrés une population de 1.157.512 habitants; au moment de l'insurrection, le Kwilu en comptait 1.448.128[3]. En 1960, le PSA gagna tous les sièges à l'Assemblée provinciale au Kwilu, sauf deux qu'il a dû laisser à l'*Abasi* à Banningville où le PSA en obtint un seul[4].
Le mouvement muleliste a dominé complètement le territoire d'Idiofa et de Gungu et en grande partie celui de Kikwit et de la Kamtcha-Loange; il a connu un moindre développement dans le territoire de Masi Manimba et de Banningville.
Le 14 août 1962, lors du morcellement du pays, le Kwango et le Kwilu reçurent le statut de province. Le nom de territoire fut remplacé par celui de préfecture après le 13 mai 1963[5].

Quelques données sur la géographie

Le Kwango-Kwilu est parcouru du sud au nord par un grand nombre de rivières dont la plus importante, la rivière Kwilu, le traverse tout entier en diagonale du sud-est au nord-ouest[6]. Mulele a descendu cette rivière en pirogue en septembre 1968 lorsqu'il se rendit à Brazzaville. Le Kwilu rencontre sur son trajet les trois types de paysages qui caractérisent le Kwango-Kwilu et qui ont exercé une influence sur l'organisation des maquis de Mulele. Au sud, on trouve un *haut plateau*, culminant au-dessus de 1.000 m. On y voit surtout la *brousse*, une grande étendue plate et herbeuse, sans arbres ni buissons. Il y a aussi des savanes, c'est-à-dire des formations herbeuses parsemées de buissons et de petits arbres. Finalement, des forêts étroites sur sol marécageux longent les rivières et quelques forêts claires, dont les hauts arbres se trouvent assez distants les uns des autres, couvrent les versants. Au centre du Kwango-Kwilu, on trouve un plateau éventré par de larges vallées. Le terrain y est déjà plus propice à la guerre de partisans. Les vallées, longeant les rivières descendant du sud, s'élargissent à mesure qu'elles se rapprochent du nord. Deux vallées sont séparées par une bande de plateaux, couverts de brousses et de savanes herbeuses, parsemées d'arbres et d'arbustes. Dans le fond des vallées et sur la majeure partie de leurs versants s'élèvent de grandes forêts. Au nord du Kwango-Kwilu, en bordure du fleuve du Kasaï, on trouve de grandes étendues presque uniquement recouvertes par une forêt dense. Les vallées de plus en plus larges se touchent et on ne voit plus que quelques taches de savane boisée.
La région constituée par les préfectures d'Idiofa, de Kikwit et de la Kamtcha-Loange, est couverte pour moitié par la grande forêt. Les taux de boisement les plus élevés se trouvent dans les secteurs de Kapia et Kipuka (72,5 %) et dans le secteur de Imbongo (70 %). La forêt couvre 40% de l'étendue de la préfecture de Masi Manimba avec une densité maximale dans le secteur Kinzenga (70 %). La préfecture de Gungu se caractérise par la dominance du haut plateau; la forêt arrive tout juste à s'emparer de 16 % du terrain; seul le secteur Gudi connaît un taux de boisement dépassant légèrement les 50 %.

Quelques données sur la population

Le Kwilu était une des régions à plus forte densité de population du Congo. Les territoires de Gungu, Kikwit, Idiofa et Masi Manimba comptaient en 1959 une moyenne de 16,1 habitants par kilomètre carré, la moyenne du pays n'étant que 5,5[7]. Cette population entretenait de nombreux liens avec le centre le plus développé du Congo, la capitale Léopol-dville. En 1957, un peu moins de 13 % de la population de cette ville provenait du Kwango-Kwilu. Sur 285.881 habitants, 38.893 étaient originaires du Kwango-Kwilu-Lac Léopold II[8]. Le Kwilu venait d'entamer le processus d'urbanisation; la capitale provinciale Kikwit comptait 13.441 habitants en 1957 et 44.969

en 1963[9].
Au début des années 60, le Kwilu disposait d'un réseau d'enseignement secondaire assez dense par rapport au reste du pays. Dès 1937, les jeunes pouvaient faire leurs humanités au petit séminaire de Kinzambi. Un autre petit séminaire ouvrit ses portes en 1947 à Laba. Il existait des écoles moyennes et normales à Kiniati, à Leverville, Kikwit, Idiofa et Mwilam-bongo. Les jésuites wallons régnaient sur les trois centres scolaires les plus importants: Kinzambi, Leverville et Kikwit. Leur enseignement atteignait une qualité appréciable et certains pères y ajoutaient quelques grains de progressisme.
Le Kwilu connaît la présence sur son territoire d'une trentaine d'ethnies étroitement entremêlées : on peut trouver un village suku à côté d'un village mbala et d'un village sonde; dans un coin, on rencontre des Bambunda, Badinga et Bapende. Les mariages entre Bambunda et Bapende sont fréquents, de même entre les Bambala et Bayanzi. Il n'existe pas d'ethnie majoritaire mais six ethnies principales, totalisant 80 % de la population. Les Bambunda, concentrés dans le territoire d'Idiofa et les Bapende, dans le territoire de Gungu et une partie de celui de Kikwit, participèrent dans leur écrasante majorité au mouvement muleliste. Un grand nombre de Badinga et de Bayanzi rejoignirent l'insurrection tandis que les forces révolutionnaires se trouveront en minorité parmi les Bambala et les Basuku[10].

Notes

1. H. NICOLAI, o.c., pp. 5,7-8.
2. W.J. GANSHOF VANDER MEERSCH, o.c., p. 418.
3. Congo 1964, p. 4.
4. W.J. GANSHOF VANDER MEERSCH, o.c., p. 418.
5. Congo 1964, p. 4.
6. H. NICOLAI, o.c., pp. 13-87.
7. JD,ibid.,p. 101.
8. P. DEMUNTER,o.c.,p. 267.
9. H. NICOLAI, o.c., p. 393; Congo 1964, p. 4. 10. Rébellions au Congo, 1, pp. 41, 44.

X. Pékin, aller-retour

Du 1er au 6 septembre 1961, Belgrade tint le rôle de capitale du non-alignement; 24 pays du Tiers Monde, auxquels se joignit la Yougoslavie, y tenaient leur conférence. Pierre Mulele, venant du Caire, rejoignit Gizenga à Belgrade pour l'entendre déclarer devant l'Assemblée :'Le gouvernement qui a été investi le 2 août 1961 est le successeur légal du premier gouvernement central congolais, présidé par feu Patrice Lumumba[1].'
Pris de fureur, Mulele maudit la naïveté coupable et l'indolence politique de son chef. Désormais, il se trouvait tout à fait seul. Comment se soustraire aux coups de la démoralisation et du désepoir? Mulele comprenait que sa position au Caire de ministre résident d'un gouvernement qui avait cessé d'exister, ne soutiendrait pas l'assaut inévitable du pro-américain Adoula. Mulele se décourageait en constatant à quelle allure le pourrissement s'emparait des milieux nationalistes. Le cas du vol d'or, commis par son compagnon Samone Fall, le choquait profondément. Un avion de la compagnie *Swissair*, affrété par le gouvernement Gizenga, avait amené au mois de juillet au Caire 6 tonnes d'or, destinées à l'achat d'armes et de matériel. Samone Fall, Congolais d'origine sénégalaise et ambassadeur de Gizenga au Caire, s'était chargé de mettre une tonne et demie en sécurité dans une banque suisse. L'or et monsieur Fall trouvèrent la parfaite sécurité en disparaissant avec beaucoup de discrétion.
Un soir à Belgrade, Pierre Mulele rendit visite à madame Andrée Blouin, juste au moment où le malheur avait porté Thomas Kanza à la même destination. Après quelques exercices de conversation, Mulele prit place dans un fauteuil où un sommeil irrésistible s'empara de lui. Quelques heures plus tard, Kanza prit l'heureuse initiative de s'en aller, événement qui eut comme effet inattendu de mettre immédiatement fin au profond sommeil de notre ami Pierre.
- Pendant tout ce temps, tu faisais donc semblant de dormir?
- On a trop de choses importantes à discuter entre nous.
Et Mulele d'évoquer tous les problèmes qui l'accablaient, lui et ses peu nombreux amis. Qu'est-ce qu'ils allaient devenir dans ce désert de lâcheté? Que faire devant une telle impasse? Quelle voie chercher pour sauver ce pauvre Congo?
Mulele retourna au Caire d'où il soutint les efforts de Gizenga pour redresser une situation qu'il avait lui-même gâchée. Gizenga une fois en prison, Mulele se vit discrètement expulsé d'Egypte. Accompagné de son ami Bengila, il se rendit à Beyrouth. Seul, il s'envola un peu plus tard à destination de Zurich et Prague.
Pour Mulele, l'improvisation n'était plus de mise. Les agents secrets, mercenaires, financiers et prélats qui s'acharnaient contre les Congolais sans défense, possédaient tous leur métier de contre-révolutionnaire jusqu'au bout des doigts. Les révolutionnaires congolais - et Mulele se savait du nombre - arrivaient à peine à balbutier quelques discours populistes qui devaient plus aux sentiments qu'à la science de la révolution. Mulele décida de se rendre à Moscou pour s'y initier à tous les secrets de la révolution socialiste. Néophyte du marxisme, Mulele devra encore faire l'expérience de voir des gens gesticuler, le drapeau de Lénine en main, sans avoir la moindre intention de se comporter en révolutionnaires léninistes. Arrivé à Prague, Mulele s'entendit notifier que l'Union soviétique ne voulait aucunement être compromise par les éventuels agissements violents qu'il compterait concevoir à l'avenir. D'autres sources déclarent que Mulele s'était rendu à Moscou où la communication lui parvint que l'Union soviétique jugeait sa demande de formation révolutionnaire irrecevable. En ce temps-là, Moscou sortait un mot d'ordre impératif destiné à clouer le bec de tous les révolutionnaires dont Mulele était : 'réaliser la révolution socialiste par la voie pacifique'.[2]
Mulele se retrouva à Beyrouth. Il exposa son désarroi à l'ambassadeur chinois. Quelques semaines plus tard, il admirait l'immense place Tien An Men à Pékin. A partir d'avril 1962, Mulele et Bengila suivirent des cours politiques et militaires et assimilèrent les grandes expériences de la révolution chinoise. Mulele s'initia surtout aux connaissances techniques nécessaires à la lutte des partisans. Il apprit à fabriquer des mines et des explosifs avec des moyens artisanaux, à réparer et à fabriquer des fusils, des émetteurs et des radios, il étudia des cours de topographie militaire. Bengila se spécialisa dans les questions de stratégie et de tactique de la guérilla.

Le Manifeste de Bengila

Théodore Bengila retourna à Léo vers le mois de mars 63, quatre mois avant Mulele. Il y mena son activité dans la discrétion la plus totale, contacta un nombre réduit de nationalistes qu'il savait favorables à la lutte armée; il rédigea des documents politiques et s'occupa des préparatifs pratiques à l'entrée au maquis.
La perspective d'élections législatives suscita une certaine agitation au sein des partis à Léo. Habilement, Théodore Bengila rédigea un *Message du Parti solidaire africain au peuple congolais* qui semblait s'insérer dans la campagne électorale. En réalité, ce fut le premier document révolutionnaire traçant le chemin de l'insurrection populaire. Plus de vingt années ont passé et la clairvoyance extraordinaire qu'exprimé ce manifeste n'en est que plus frappante. Bengila a formulé ses idées en discutant avec Mukwidi et Yumbu. Il a introduit dans l'arène politique du Congo certaines conceptions révolutionnaires qui y étaient totalement inconnues. Bengila dirigea la

lutte directement contre le pouvoir des grandes sociétés capitalistes et il souligna qu'une indépendance authentique exigeait un bouleversement des structures economiques.il appela les masses populaires, chaque homme et chaque femme du Congo, à prendre activement part à la lutte de libération nationale. Dans des termes à peine voilés, Bengila fit comprendre la nécessité de préparer la lutte armée. Il déclara que ceux qui servent le néocolonialisme devront 'subir les rigueurs de notre lutte d'affranchissement total.'
On est particulièrement frappé par le fait que ce document, quoique rédigé au nom du PSA, s'adresse manifestement à tous les nationalistes authentiques dans tous les partis. Voici l'essentiel de ce manifeste qui fut à l'époque assez largement diffusé.

'(...) Peuple Congolais, (...), Vous connaissez le sort réservé aux meilleurs fils de la Nation Congolaise. Vous savez aussi de quels péchés ils sont accusés: communistes aigris, extrémistes, etc. Les impérialistes, dans ces manœuvres, ne cherchent qu'à replonger notre pays dans un système colonial beaucoup plus dangereux. Pour arriver à ces fins, ils utilisent nos propres frères pour lesquels l'intérêt privé prime l'intérêt public.

'Peuple Congolais! Unissez-vous à vos dirigeants loyaux et combattez avec eux le mal commun qui nous guette. Le règlement du problème congolais incombe à tous les citoyens Congolais, conscients de l'avenir de ce pays (...) 'Peuple Congolais, aucune force extérieure ne pourra libérer notre pays ! Le Congo est à nous et il n'appartient qu'à nous de le libérer. L'aide extérieure ne peut servir de base à la libération d'un pays; elle doit être considérée comme un supplément pour renforcer notre position dans la lutte que nous aurons entreprise pour notre libération totale (...) '

(...) le pays est en train de mourir à cause des manœuvres colonialistes. Par leurs manœuvres habiles, les colonialistes veulent nous imposer une nouvelle forme de domination, un néo-colonialisme, c'est-à-dire une domination par l'intermédiaire de nos propres frères traîtres, corrompus, les réactionnaires de la bourgeoisie. Il n'est pas besoin de vous démontrer la barbarie, la cruauté de cette nouvelle forme du colonialisme. Les divisions au sein des populations, les querelles, les luttes sanglantes, les tueries en sont les caractéristiques. Pour y arriver, les colonialistes, avec l'aide de nos frères achetés, utilisent diverses méthodes, exploitant notre inexpérience dans les luttes de libération nationale et notre ignorance des principes de nos droits. Parmi ces méthodes, nous devons de vous signaler quelques-unes les plus en vogue dans notre pays; elle se résument en trois aspects principaux: la violence armée qui provoque tueries, assassinats, empoisonnements, intimidations; la corruption avec des sommes colossales d'argent (dollars américains) qui entraîne l'aliénation mentale; la propagande mensongère par radio, journaux, tracts, par émissaires propagandistes grassement payés, sans oublier la duplicité, la supercherie.

'La conséquence en est que beaucoup de partis politiques qui, hier, étaient unanimes pour l'indépendance totale et immédiate, sont aujourd'hui divisés, disloqués, anéantis, laissant libre cours aux influences étrangères de la réaction. Beaucoup de leurs dirigeants qui, hier, étaient vos défenseurs acharnés, sont maintenant des réformistes cachés derrière les armes, derrière les facilités traîtresses.

'Beaucoup encore ont impurement trahi la cause du pays. Ils se camouflent dans les belles paroles, dans le langage évasif et démagogique.Et souvent ils évitent le peuple, ayant confiance seulement à l'argent et au soutien de tout genre des milieux occultes. 'Pour vous en convaincre, observez la situation actuelle de notre pays. Le Congo est dirigé après le Gouvernement populaire de Lumumba, par une succession de collèges de profiteurs, soutenus par une armée habilement manœuvrée par des experts étrangers, et qui accumulent des fortunes scandaleuses sur les fonds d'une nation misérable. Le pays est tombé entre les mains d'une caste qui ne cherche qu'à s'enrichir d'une manière scandaleuse, rapide, révoltante, impitoyable au détriment des intérêts réels du peuple qui continue à mourir de faim et à être privé de ses droits essentiels les plus élémentaires (...) 'Des sommes considérables sont remises à certains de nos frères soit pour saboter leurs anciens partis politiques, en semant la confusion, en les discréditant, soit pour soutenir le Gouvernement au pouvoir à la solde de la puissance américaine.

'La stratégie américaine au Congo est d'une envergure effarante. Elle s'appuie sur nos divisions, nos querelles, nos luttes intestines et tribales, provoquées et entretenues d'ailleurs par les spécialistes (sociologues et psychologues américains) qui pullulent actuellement dans le pays (...)

'Il nous faut parer à cette situation menaçante. C'est le devoir impérieux de tous les Congolais, hommes et femmes, quel que soit leur rang social. 'Sur le plan interne, nos efforts doivent tendre en premier lieu à balayer, à extirpepcomplètement et définitivement toutes les traces, toutes les séquelles^et vestiges du colonialisme enterré. Il va de soi que nos frères réformistes, traîtres, qui servent d'intermédiaires aux compagnies, sociétés capitalistes et qui constituent directement ou indirectement le support d'une politique étrangère quelconque incompatible

avec les intérêts nationaux, doivent subir les rigueurs de notre lutte d'affranchissement total, sous la direction d'un pouvoir populaire et démocratique.

'En second lieu, notre tâche à l'intérieur du pays doit consister à donner à l'indépendance son contenu, sa signification réelle: Promouvoir la dignité humaine longtemps méconnue, développer le progrès économique, social et culturel de la nation; cultiver l'enthousiasme du sentiment national, l'amour de la grande patrie Congolaise. 'Sur le plan extérieur ou international, nous avons à sauvegarder notre dignité d'hommes, de citoyens et la réputation de notre pays aujourd'hui traînée dans la boue.

'Aux yeux du monde extérieur, notre pays est à la merci de l'hégémonie du capitalisme international. Il nous faut stopper sans tarder ce mouvement agressif dont l'objectif est de violer délibérément notre souveraineté internationale, notre indépendance nationale. 'Nous devons nous désillusionner d'attendre notre bonheur de l'extérieur. Au contraire, le bonheur d'un peuple doit se fonder sur son effort intérieur. Sachez que rien ne se donne pour rien. Ce qui revient à dire que nos frères qui acceptent des cadeaux provenant de l'étranger, en argent liquide, en nature, troquent automatiquement les droits fondamentaux mêmes de tout le peuple contre la sujétion étrangère. C'est pourquoi, dans notre politique étrangère, et chaque fois que nous aurons recours à des capitaux ou à une assistance de quelque nature qu'elle soit de l'extérieur, il nous faudra être sincères et courageux et exiger que l'aide en question soit dépouillée de toute trace de conditions politiques (...) L'indépendance porte une tout autre signification que l'intégration de certains de nos frères dans des sociétés et entreprises capitalistes d'exploitation coloniale, comme gérant, administrateur-délégué, président ou membre du conseil d'administration avec sa part sociale nominale s'élevant à des millions.

'C'est aussi une fausse conception que de croire que l'indépendance équivaut simplement à prendre la place et jouir des avantages et honneurs des anciens dirigeants politiques et administratifs coloniaux pour ne rien changer quant à la situation sociale et à la structure économique du type colonialiste. 'L'indépendance est un noble idéal, qui ne s'acquiert pas sans peine, sans sacrifices allant jusqu'à la perte des vies humaines les plus chères. L'indépendance, si on la veut entière et totale, entraîne une lutte héroïque et implacable du colonisé parce que son acquisition implique, si l'on veut en jouir pleinement, un changement radical (...) C'est une lutte systématique de décolonisation. Elle est dure et de longue haleine.

'C'est un leurre, voire une utopie que de croire que la décolonisation totale et réelle puisse se réaliser sans casse. L'histoire de l'humanité nous le prouve avec éloquence. Le Congo n'en fera pas exception. Jamais son bonheur ne se fera par ceux que nous croyons capables de le faire en dehors de nous-mêmes. Notre détermination dans la lutte sera notre victoire et celle-ci est inéluctable.

Le Parti solidaire africain Fait à Léopoldville, le 9 juin 1963[3]'.

Un jour, Bengila se rendit chez Antoine Katassa.
- Tu tiens toujours notre restaurant?
- Toujours.
- Fort bien, on en aura besoin; prépare la cachette puisque Pierre reviendra bientôt et il s'installera chez toi.
Il changea brusquement de conversation avec un accent de frivolité que Katassa ne lui connaissait pas.
- Dis Antoine, tu ne me connaîtrais pas une femme que je pourrais épouser? Mais elle ne doit en aucun cas être de notre région.
Katassa resta bouche bée, bloqué par l'amère réflexion: est-ce donc ainsi qu'on prépare la révolution en Chine?
- Je t'expliquerai ça plus tard, dit Bengila en riant.
Bientôt Théodore trouva la femme qu'il lui fallait, une Muluba du Kasaï. Bengila, mari exemplaire, lui donna l'argent nécessaire pour ouvrir un petit commerce de l'autre côté du fleuve, à Brazzaville. Bientôt, les pagnes ne furent plus les seules marchandises qu'elle transportait à partir de Brazza: des caisses contenant des livres et des documents sur la guérilla entraient clandestinement à Léo.

Retour de Mulele et préparation du maquis

D'après certains témoins, Pierre Mulele serait arrivé à Léo le 3 juillet 1963. Il avait laissé son passeport entre les mains du président de l'Assemblée nationale de la Haute-Volta. Drapé dans un grand boubou, il se faisait passer pour un musulman. Son faux passeport témoignait de son origine ouest-africaine. C'est sous cette identité et à la suite des démarches entreprises par Bengila auprès du ministre des Affaires étrangères Mabika Kalanda que Mulele rentra à Léo.

Où implantera-t-on les premières bases d'entraînement de la guérilla? C'est la première question qui préoccupait Mulele. Bengila avait déjà répertoire les réponses possibles. La première proposition venait de Jean-Henri Malhonga et de Ivon Mabanda. Emmanuel Longi, qui travaillait au cabinet de Mabika Kalanda, les avait mis en contact avec Bengila. Dans la forêt de Mayombe, au Bas-Congo, on trouvait des palmeraies et des plantations de café. Les futurs combattants seraient envoyés là-bas comme travailleurs des plantations. Mais un grand nombre de Bakongo gardaient leur confiance en Kasavubu et on risquait la trahison. Mulele ne retint pas la proposition. Alors Stanley ville? Une des régions les plus fidèles au lumumbisme. On y serait 'chez soi'. Mais Mulele trouvait la distance à parcourir trop considérable : des groupes, partis de Léo, risqueraient fort de se voir repérés en cours de route. Plusieurs raisons militaient pour le choix du Kwilu : une population d'un esprit nationaliste révolutionnaire, l'expérience de l'organisation des masses par le PSA, une grande étendue de forêts denses et une bonne distance de la capitale.
Comment Pierre Mulele concevait-il à ce moment l'action projetée? Un témoin dit avoir assisté à une réunion avec des parlementaires PSA tels Mukwidi, Yumbu et Mulundu, au cours de laquelle un Mulele en colère dressait un réquisitoire contre la compromission : 'Vous ne faites que couvrir les institutions de Kasavubu en bavardant dans son Parlement.' Mukwidi et Yumbu ne contestaient pas le fond de cette affirmation : 'Le jour, les parlementaires nationalistes nous félicitent quand nous dénonçons la mainmise des Etats-Unis sur notre pays. La nuit, ils reçoivent des enveloppes de la part des émissaires américains et le lendemain ils votent toutes les saloperies qu'Adoula veut bien nous soumettre.' Seulement, Yumbu et Mukwidi se défendaient avec acharnement d'avoir trahi la cause nationaliste.
Mulele: 'C'est la voie qui est fausse. Moi je rentre chez nous pour entreprendre une action révolutionnaire avec la population.'
- Mais comment? Vous n'avez pas d'armes!
- Lorsqu'un crapaud entre dans son trou, un serpent, quelle que soit sa dimension, ne peut pas en sortir. Par ce proverbe mbunda, Mulele exprimait qu'une fois entouré des masses du Kwilu, l'armée ne saurait pas le battre.

Mulele entendait rentrer au Kwilu pour y organiser clandestinement des bases d'entraînement où des partisans recevraient pendant 6 mois une instruction politique et militaire. Un cadre du MNC-L affirme que Mulele lui a tenu le langage suivant : 'Le temps des *motions de méfiance* est révolu. La stratégie du parlementarisme a définitivement échoué à Lovanium. Notre seul espoir se trouve dans une révolution du type chinois. Tous les nationalistes, à quelque parti qu'ils appartiennent, doivent quitter la capitale et rentrer dans leur région où ils trouveront un cadre d'accueil favorable. Certains doivent se rendre parmi les villageois, d'autres qui militaient dans les syndicats, doivent organiser les ouvriers. Il faut se préparer et au moment opportun, déclencher dans toutes les régions du pays un soulèvement populaire.' D'autres témoignages concordent avec cette déclaration. Mulele affirmait qu'il accueillerait au Kwilu tous les dirigeants des autres partis qui manifesteraient l'intention de s'engager dans la lutte armée. Après leur formation dans les forêts du Kwilu, ils rentreraient chez eux pour y créer à leur tour des bases d'entraînement. Mulele dit à un ami mbunda: 'II faut d'abord former des cadres et préparer la population. Je ne veux pas agir avant 3 ans;après, vous entendrez parler de moi.' Aux hommes raisonnables qui lui faisaient remarquer qu'il était pauvre et ne disposait pas d'armes, tandis que Mobutu regorgeait de matériel sophistiqué, Mulele répondait philosophiquement qu'il n'avait pas besoin d'acheter des armes pour battre les mobutistes. Du coup, ces mêmes hommes raisonnables croyaient dur comme fer que cet homme avait ramené de Chine un pouvoir magique bien supérieur à celui de tous les sorciers congolais réunis.
'Les armes, on les prendra à l'armée fantoche. Ces hommes ne croient pas en une cause sacrée; nous leur arracherons les armes sur le champ de bataille. Ils sont corruptibles, nous volerons ou achèterons leurs armes.'
Mulele discuta avec Mabika Kalanda et Emmanuel Lonji d'un autre moyen d'approvisionnement en armes. Beaucoup de Baluba qui avaient participé à l'aventure du grand roi Albert Kalonji se sentaient trahis après le ralliement de leur idole au petit sergent Mobutu. Ces Baluba cachaient une grande quantité d'armes au Kasaï. Mabika Kalanda et Lonji affirmaient qu'ils arriveraient à récupérer une partie de ces armes et à les faire parvenir au Kwilu.
Pendant son séjour à Léo, Mulele restait la plupart du temps dans sa cachette au restaurant d'Antoine Katassa. Ce dernier témoigne:
'II me disait un jour: Antoine, ne serait-il pas merveilleux d'aller faire des plantations chez nous? Ça rapporte bien et je dois quand-même gagner ma vie. Désormais, tu seras assistant agronome. Tiens, je t'ai déjà préparé une petite liste de produits dont tu auras besoin.
'Il me donna une liste mentionnant du phosphore, de l'acide sulfurique et du nitrate de potasse et m'envoya acheter tout cela. Je croyais qu'il se passionnait réellement pour sa future carrière d'agriculteur. Quand je revins auprès de lui, il me dit qu'il fallait que je reste à Léo pour lui envoyer de temps en temps des quantités de ces mêmes produits. Toutes ces formules chimiques compliquées, il les sortait de son cours de fabrication d'explosifs apporté de la Chine.'
A un autre camarade qui, pour des raisons familiales, devait rester à Léo, il demanda de s'occuper de l'achat des médicaments et des vêtements pour le maquis. Un commerçant du Kwilu qui s'offrait chaque semaine les plaisirs

de la route Léo-Kikwit acheminerait les marchandises.
Finalement, très peu de cadres et de militants du PSA séjournant à Léo eurent le courage de rejoindre Pierre Mulele dans son maquis. Parmi eux : Laurentin Ngolo, qui deviendra un des principaux idéologues du mouvement muleliste. L'année de l'indépendance, Laurentin Ngolo brûlait toujours du feu sacré de sa vocation de Frère Joséphite. Mais les bassesses de l'archevêque Malula le refroidirent drôlement. Ce dieu blanc qui se plaisait à écraser les lumumbistes comme des puces, n'était pas de son goût. Il quitta l'Eglise et se maria. Montrant du doigt un de ses anciens confrères, il murmura: 'Voilà quelqu'un qui n'a ni femme ni enfants; guerre ou paix, ou lui apporte toujours à manger; il est malade, on envoie un médecin pour le soigner. Et cet homme viendra dire qu'il est pauvre.' Ngolo avait toujours soutenu les nationalistes, mais l'impasse dans laquelle se trouvaient les disciples de Lumumba le troublait profondément. Dans la bibliothèque de Joachim Masena, bien fournie en œuvres marxistes, il découvrit le livre de Politzer *Principes élémentaires de philosophie* qui le passionna. Les classiques marxistes qu'il dévora par la suite, exaspérèrent son besoin de trouver une issue à l'impasse politique. Dès qu'il eut rencontré Pierre Mulele, son choix fut fait: au maquis, il pourrait donner le meilleur de lui-même. Sa femme reculait devant l'aventure. Il partit seul.
Mulele avait été séparé de sa femme, Clémentine Mwisangi, d'origine songe du Kasaï, pendant un an et demi. A Léo, elle s'occupait de leurs six enfants, deux garçons, Eugène et Gothier et quatre filles, Godelieve, Janette, Germaine et Abiba. Quand ils se revirent, les sujets de discorde ne se comptèrent plus. Mulele savait les épreuves qui attendaient tous ceux qui s'engageraient dans le maquis. Sa femme et lui décidèrent de se séparer. Au maquis, Mulele recevait des colis que sa femme lui envoyait. Clémentine Mwisangi fut tuée en 1965 dans un accident de voiture que certains proches de Mulele appellent un assassinat camouflé.
Dimanche, jour de repos. Au Congo le Bras Armé de la Loi ne fait pas de zèle ce jour-là. Mulele décide de partir un dimanche: le 27 juillet 1963. Le jeune chauffeur qui conduit la voiture appartenant à la femme de Mulele, a hâte de retrouver le Kwilu. Mulele, vêtu de son boubou, fait plus musulman que nature. On a pensé à un autre costume sacerdotal pour servir de camouflage à Félix Mukulubundu: la belle soutane de l'abbé Pierre Kayembe est confisquée pour la bonne cause. Théodore Bengila reste lui-même. Dans la deuxième voiture ont pris place Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi. Ils sont suivi de l'abbé Kayembe et Gabriel Yumbu; ils feront un bout de chemin avec Mulele qu'ils quitteront au pont de Ndjili, où ils feront demi tour. Mulele veut éviter toutes les villes. La nuit, les deux voitures passent à 3 kilomètres de Masi Manimba. Ils attendent aussi la tombée de la nuit pour prendre le bac à Leverville. Le seul incident dangereux se produit à Fatundu : un chef coutumier et un agent de police ont reconnu immédiatement notre musulman...
-C'est toi, Pierre?
La joie éclate. La femme de l'administrateur-assistant René Nkwan apporte des poules et des canards.
- Personne à Léo ne sait que je suis au pays. Je risque de m'attirer des difficultés. Il faut absolument garder le silence.
Le 31 juillet, la voiture de Mulele arrive à Lubonsi-Lamba, le village de Bengila, dans le secteur Imbongo. Mukwidi ne suit pas: il a une panne quelques kilomètres au-delà de Leverville. Mulele, Bengila et Mukulubundu se cachent en forêt et y attendent leur arrivée.

Notes

1. Congo 1961, p. 439.
2. Lettre du CC du PCUS au CC du PCC, 30 mai 1963 in Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international, Beijing, 1965, p. 523.
3. Remarques Congolaises, 1963, p. 299-302.

XI. Implantation et organisation des mulelistes : août-décembre 1963

Tard dans la nuit du 1er août, les cinq compagnons opérèrent leur jonction aux environs de Nkata. Le 2 août, à quatre heures du matin, il tinrent, non sans émotion, la première réunion du maquis.
Mukwidi, habile négociateur, reçut pour mission de contacter à Léo-poldville les cadres nationalistes susceptibles de s'engager dans la lutte armée et de les envoyer à Nkata pour y suivre une formation militaire. Ensuite, il regagnerait le maquis pour rendre compte des réactions que suscitait son initiative. Des négociations laborieuses dans lesquelles Mukwidi s'enfoncera à Léo, sortira le 3 octobre le regroupement pour lequel il avait imaginé le nom Conseil national de Libération, le CNL. A ce moment, l'armée verrouillait les voies d'accès au Kwilu.
Ce n'était pas le hasard qui avait poussé Mitudidi à s'engager comme traducteur au cabinet de Mabika Kalanda: le service au ministère des Affaires Etrangères permet de contacter discrètement des pays amis. Mitudidi fut donc chargé de faire rapport en Chine et dans les pays africains progressistes sur les préparatifs d'insurrection; il devait aussi récupérer quatre valises pleines de documents et de matériel ainsi qu'une maquette pour la fabrication d'explosifs laissée en Guinée. Les autorités de Conakry ne permettront pas que Mitudidi les ramène.
A 7.00 h. du matin, Mitudidi et Mukwidi prirent congé de Mulele. Ils ne se reverraient plus jamais.

Les premiers partisans

Durant 4 jours, Mulele, Bengila et Mukulubundu dressèrent le camp et mirent au point les cours de formation politique et militaire. Valère Etinkar, un petit frère de Bengila, les rejoignit et les aida. Dès le 6 août, Mulele entreprit de recruter ses premiers partisans.
Léonie Hortense Abo fut la première fille à rejoindre le maquis. Elle avait 18 ans. Les bonnes sœurs s'étaient longuement occupées de l'âme de cette orpheline qu'elles avaient guidée à travers les dangers de la vie et les difficultés des études d'infirmière. Léonie travaillait à l'hôpital de Kikwit Sacré-Cœur lorsque des âmes charitables décidèrent de la marier à Gaspard Mumputu. Elle quitta Kikwit pour aller travailler à l'hôpital de Gungu. En juin 1962, le couple s'installa à Aten. Mais le bonheur conjugal, imposé de force, ne l'enchantait pas. Elle prit la fuite et s'installa chez les parents de Léon Makoloni. Ceux-ci s'étaient liés d'amitié avec le père de Mulele. A ce moment, ce dernier faisait son apparition dans la région. Fille de bonne éducation, Léonie craignait les sorciers et tout particulièrement le plus fourbe d'entre eux, le dénommé Pierre Mulele. Celui-ci survolait la ville de Kikwit pendant la nuit tandis que des feux mystérieux éclairaient les endroits qui allaient être bombardés. Elle n'ignorait pas que Mulele avait ramené d'Asie de terribles fétiches chinois.
Gaspard Ngung, qui s'était vu confier par Mulele la tâche de trouver rapidement une infirmière pour le maquis, se rendit chez Ernest Nkwanga, l'oncle de Léonie. Fort heureux de pouvoir aider la révolution, l'oncle se dépêcha chez les Makoloni. 'Léonie, ton grand frère est tombé gravement malade; tu dois aller le voir.' C'est ainsi qu'après avoir ramassé deux pagnes à la hâte, elle prit le chemin ... du maquis. Si on lui avait dit alors que Mulele la cherchait, elle n'aurait pas manqué de s'évanouir. Elle fondit en larmes au moment où elle découvrit sa méprise.
Le 7 août à 19h, elle arriva à l'endroit où se trouvaient Mulele et Bengila. Ceux-ci lui demandèrent où elle avait fait ses études. C'était à Feshi. Elle garda obstinément le silence. Mulele lui apporta à manger. Elle ne toucha à rien. Mulele dit: 'Ecoute, mes soldats sont là-bas; tu devras les soigner. Moi, je pars d'ici peu pour le Katanga.' Elle fut quelque peu rassurée à la perspective de voir le monstre disparaître bientôt. Elle monta en compagnie de neuf jeunes gens dans un camion en partance pour le camp.
Le 8 août, à 5h du matin, il arriva à destination. Un émissaire de la direction provinciale du PSA-Gizenga, accompagna ce premier groupe de partisans. Lors d'une petite cérémonie, il exprima solennellement, au nom du PSA, le soutien du Parti à la révolution dont Mulele venait d'allumer le feu. L'émissaire promit que le PSA contacterait dans chaque village les éléments fidèles à la cause nationaliste. Il partit l'après-midi vers 14h, après avoir consolé à grand peine la jeune Abo qui s'entêta à rester à l'écart sans parler à personne. Le lendemain commença l'entraînement militaire. Léonie Abo bouda les leçons politiques pendant une semaine.
Mulele avait demandé à Valère Mukubu, le chef de secteur de Lukamba, de lui envoyer des jeunes pour l'entraînement au camp. Il avait adressé la même demande à Marc Katshunga. Chaque jour, de petits groupes de 3 à 5 garçons arrivèrent au camp. Vers le 15 août, Léonie était rejointe par quatre filles, dont Monique Ilo. Peu à peu, elle se laissa émerveiller par les vérités toutes nouvelles sur les causes de la misère du pays qu'on exposa lors des leçons.
Depuis longtemps, les intellectuels engagés du Kwilu ne savaient plus quelle expression donner à leur haîne croissante du régime néo-colonial. Dès les premiers jours, deux instituteurs rejoignirent Mulele: Pascal

Mundelengolo venant de Mulembe, en compagnie de Casimir Malanda. Ils amenèrent deux fusils de chasse calibre 16. Quelques jours plus tard, un troisième instituteur se présenta: Louis Kafungu qui enseignait à Kiyaka.

L'ennemi mis au courant

Le 2 août,Théodore, le jeune chauffeur qui avait conduit Mulele à Nkata, prit le chemin du retour pour Léo. Mais la vie est si belle vue de l'intérieur d'une grosse bagnole. Les transports les plus exaltés s'emparèrent du cœur de notre chauffeur qui fit pour la vingtième fois le tour de Kikwit. Il ne fallait pas qu'un seul citadin puisse feindre ne pas avoir remarqué le jeune Théodore, devenu l'heureux possesseur d'une splendide voiture. Après sept jours de fête intervint la police. Notre héros parvint à s'échapper en abandonnant sur place la source de son immense fierté. La voiture intéressa au plus haut point la police, sans parler du ministre Kamitatu: était-il possible que l'aventurier Mulele soit retourné dans sa tanière?
Honoré Kendite, commerçant à Kikwit, transportait des marchandises au camp de Mulele. Du coup, il se découvrit des liens de parenté avec celui qui apportait la nouvelle indépendance. Faisant hardiment la propagande du maquis, il retenait pendant quelques jours les partisans qui affluaient de partout: ne convenait-il pas qu'un proche du tout-puissant Mulele habite une maison nouvelle? Après quelques jours de travail gratuit, les jeunes reprirent la route. Bon voyage, bon combat! Ayant eu vent de l'affaire, Mulele adressa à l'intéressé un message: 'La lutte que nous menons ne se fait pas au service d'un individu. Les partisans acceptent de risquer leur vie. Il est criminel de les retarder. Si vous continuez, vous serez arrêté.'
Entre-temps, la rumeur selon laquelle Mulele recrutait de jeunes combattants, s'était répandue dans tous les villages; ce fut par dizaines que les adolescents quittèrent leur maison. Il y eut bientôt quelques centaines de maquisards. Parmi eux se trouvaient de nombreux Bambunda et Bapende, ainsi que des Batchokwe, des Bamputu et 5 Baluba du Kasaï.
Arrêté par les militaires à cause de sa propagande bruyante pour le mulelisme, Honoré Kendite refusa d'indiquer où se trouvait le camp. Il fut exécuté.
Valère Mukubu réunit les notables du secteur Lukamba et les pria de faciliter le départ des enfants courageux.
Emile Onkiel se rendit en toute hâte à Kikwit pour y rencontrer le ministre de l'Intérieur, Ignace Lukoki, qui continua ce beau mouvement en se lançant sur la route de Léopold-ville. Dès le 27 août, Kamitatu sut avec certitude que son pire ennemi avait pris le maquis au Kwilu.

Le recrutement d'intellectuels

Mulele et Bengila s'efforcèrent de gagner à leur cause des intellectuels capables d'encadrer les jeunes combattants. A ce propos, voici le témoignage d'un partisan de la première heure, instituteur de son état, qui reçut pour mission de gagner un chef de secteur à la révolution.
'Pierre connaissait cet homme et avait déjà eu l'occasion de s'entretenir avec lui. Il lui décrivit la misère dans laquelle était plongé le pays. Il lui exposa un par un les motifs de son mécontentement et observa les réactions de son interlocuteur dont il désirait sonder les sentiments profonds. Mulele ne lui souffla mot de l'insurrection et de l'entraînement militaire.
'Pour ma part, j'avais déjà eu quelques entretiens avec cet homme. En présence de deux autres compagnons, je lui expliquai l'objectif poursuivi par Mulele. Conformément aux directives reçues, nous mîmes l'accent sur l'amour de la patrie et les crimes commis par Kasavubu et Mobutu, qui vendaient le pays de nos ancêtres aux étrangers. Ensuite, nous lui expliquâmes ce qui manquait à Mulele, pour qu'il vienne en aide aux partisans par des actes.
'Peu de temps après, tous les chefs de secteur furent arrêtés et conduits à la prison de Kikwit où ils subirent des sévices. Apprenant la nouvelle, nous avons décidé de partir à cinq afin de rendre visite à notre homme et de le convaincre de se rallier à notre cause. Nous avons dit : Les autorités tuent de nombreux innocents. Et vous-même qui n'avez rien fait, vous êtes emprisonné et torturé. Supporterez-vous encore longtemps de vivre ainsi?
'Il répondit qu'il était décidé à suivre Pierre et à se venger des mauvais traitements qui lui avaient été infligés.'
Au 29 août 1963, Mulele comptait 580 partisans, dont 150 jeunes filles. Un grand nombre de jeunes chômeurs était arrivé à Nkata de leur propre initiative. Car la rumeur publique avait appris que, dans la forêt, Mulele préparait la revanche contre les nouveaux riches. Mais il semble que Mulele s'est efforcé en même temps de réaliser le recrutement d'après des critères rationnels. Un commandant dit que Mulele a cherché, dans ses contacts avec le PSA et avec les chefs de secteur et de groupement, à obtenir la présence d'au moins 5 jeunes de chaque groupement des territoires d'Idiofa, de Gungu et de Kikwit.

La répression

Le 3 septembre, le président provincial, Norbert Leta, soumit 'l'affaire Mulele' au Conseil des ministres qui décida de 'l'organisation d'expéditions militaires vers les régions troublées'. Le Conseil proclama également la 'mise à prix de la tête de Mulele' dans l'espoir de voir la cupidité donner un coup de pouce à la légalité[1].
Le 4 septembre, le bourgmestre de Kikwit, Fernand Kompani, décréta le couvre-feu de 18h à 6h du matin[2].
Le 14 septembre, le ministre de l'Intérieur, Ignace Lukoky, annonça qu'une 'opération militaire était déclenchée contre Mulele et sa milice'[3].

Mais laissons à l'abbé Placide Tara le soin de témoigner de la répression qui sévissait dès le mois de septembre dans le triangle Kikwit-Idiofa-Gungu. Le 24 août, l'abbé avait quitté la mission d'Aten, proche du village de Mulele, pour rejoindre son nouveau poste à Totshi, près de Gungu. En cours de route, il vit la façon dont les troupes de l'ANC entendaient maintenir l'ordre. Son témoignage enregistré contient quelques passages inaudibles.
'Les militaires ont comme programme de (prendre) pendant une journée cinq à six villages. Voici comment ils procèdent: ils arrivent très tôt le matin dans un village. Ils convoquent sur le champ le chef du village qui doit rassembler tout le village clan par clan. Le chef de clan est chargé de contrôler toutes les familles de son clan. (...) Un enfant, fille ou garçon, qui manque dans un clan, c'est le chef de clan qui paie l'absence de son membre. Le chef de clan est soumis aux tortures, les parents de l'enfant de même et il arrive parfois qu'on parvienne à frapper tous les chefs de clan parce qu'il y a partout des absents. (...) On leur inflige de fortes amendes et on parvient aussi à ravir les habits des chefs de clan, des parents, à leur enlever des biens de toute première nécessité. Les scènes sont parfois horribles à voir. (...) Les policiers et les militaires arrivent. Ils arrangent tous les villageois, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Tous les hommes doivent se coucher à plat ventre. Les militaires et les policiers marchent sur le dos de ces villageois couchés par terre. Ils les rouent de coups de bâton comme pour frapper un chien. Le sang coule (...) Des mamans n'ont plus rien à manger. On attrappe chèvres, poules, parfois tout un camion rempli par les militaires qui font le recensement[4].'
'L'établissement d'une base à Nkata, en pleine savane, allait à l'encontre de tous les principes qui j'ai appris en Chine. En l'absence de forêt, un avion pouvait nous repérer aisément; et de la montagne qui surplombait le camp, les paysans avaient tout le loisir d'observer notre entraînement). Les 580 partisans se déplacèrent d'une bonne dizaine de kilomètres, jusqu'à la forêt de Kimbanda.
Deux visiteurs suspects furent arrêtés et mis à la commande (Punition corporelle consistant à lier mains et pieds dans le dos). Ils ne tardèrent pas à parler. 'Nous sommes envoyés par les deux administrateurs Nestor Mutunzambi et Macaire Kawanda; ils désirent connaître l'endroit où se trouve Mulele et ses partisans pour procéder à leur encerclement. Eux circulent dans la région avec les soldats. ' Après cet aveu, on invita les deux hommes, Jean Mimbu et Macaire Edzung, à écouter les *leçons politiques*. Tous deux rejoignirent par la suite le mouvement muleliste.
Le 15 septembre, les résistants pénétrèrent plus profondément dans la forêt jusqu'à Mulembe. Quatre jours plus tard, en pleine nuit, un émissaire du PSA vint annoncer l'arrivée imminente des militaires.. Le 20 septembre au matin, après le salut au drapeau rouge, les maquisards levèrent le camp et prirent position sur la montagne opposée. Bengila et Abo se trouvaient encore au bivouac pour distribuer les derniers sacs de matériel. A ce moment, 5 militaires firent leur apparition en virent deux combattants en tenue de camouflage disparaître dans la forêt. Les militaires se sentirent envahis par la certitude inquiétante d'avoir affaire à une armée nombreuse. Ils virent Mulele et un groupe de partisans se dresser sur la montagne. Marquant un temps d'hésitation, les soldats se décidèrent toutefois à crier:
-Pouvons-nous tirer?
Cette question n'étonnait point le magicien Mulele qui répondit par l'affirmative.
-Pouvons-nous tirer?, lui demanda-t-on avec plus d'inquiétude dans la voix.
- Mais tirez-donc!, rétorqua Mulele.
Après avoir posé la question une troisième fois, les moins peureux ouvrirent le feu. Mulele et ses compagnons se jetèrent par terre et attendirent que cesse le cliquetis. Quand le silence fut revenu, ils se remirent debout et crièrent en levant les mains:'Nous vous tuerons à mains nues!'
De retour dans leur unité, les soldats décrivirent toutes les horreurs qu'ils avaient vécues : '... Et tandis que nous approchions du bivouac situé au milieu du camp, nous avons vu deux serpents qui ont mystérieusement. disparu. Nous sommes vraiment impuissants face aux fétiches de Mulele ...'
Lors de cette première attaque, Mulele avait donné l'ordre d'éviter l'affrontement avec les militaires parce que l'instruction des partisans n'était pas encore terminée.

Formation politique et militaire

A cette époque, cinq matières étaient enseignées par Mulele, Bengila et Mukulubundu, secondés par Laurentin Ngolo et Pascal Mundelengolo. Mukulubundu dirigeait l'*entraînement physique et militaire* auxquels étaient

astreints tant les adolescents que les jeunes filles. Pour devenir un partisan, il fallait d'abord supporter le froid et la chaleur, être capable d'entreprendre de longues marches sous la pluie ou sous le soleil; il fallait pouvoir jeûner plusieurs jours d'affilée et endurer toutes les souffrances imaginables. Pour sa survie, le maquisard apprenait à ramper et à avancer en bon ordre par vagues successives. Il était initié aux techniques de *close combat* et au maniement des cocktails molotov. Il apprenait les différents moyens de tendre un piège ou une embuscade.
Les *leçons politiques*, données par Mulele, Mundelengolo et Ngolo, permettaient aux maquisards de mieux connaître l'ennemi et les forces révolutionnaires et de mieux cerner l'objectif de la lutte ainsi que les moyens de l'atteindre.
Bengila se chargeait d'exposer les *principes tactiques et stratégiques de la guérilla*.
Le *volet organisation* était traité par Mulele et Bengila. La solidarité entre combattants était la pierre d'angle du mouvement révolutionnaire: les partisans devaient partager leurs joies et leurs peines; les dirigeants devaient vivre de la même façon que les maquisards et donner l'exemple en tout. Un camarade blessé ne pouvait être abandonné; il fallait tout tenter pour libérer le camarade qui avait été capturé par l'ennemi.
A l'instar des voyous qu'ils avaient journellement côtoyés jusqu'au moment de rejoindre le maquis, quelques anciens chômeurs avaient tendance à se comporter en bandits de grand chemin. On leur inculqua les régies de la discipline révolutionnaire: obéir strictement aux ordres des responsables; respecter scrupuleusement les biens des villageois; remettre à l'organisation tout objet pris à l'ennemi.
Les partisans devaient être dans le peuple comme les poissons dans l'eau: l'organisation puisait toute sa force dans les masses populaires. Il fallait se soucier des problèmes auxquels étaient confrontés les villageois et contribuer à les résoudre. La vocation du combattant était d'éduquer le peuple et de l'amener à comprendre les raisons de la lutte afin d'obtenir son appui le plus total. Le partisan capturé par l'ennemi devait garder le silence le plus absolu.
Le cinquième cours portait sur le système des *renseignements*. Pour triompher, il faut se connaître soi-même et connaître l'ennemi. Chaque partisan s'efforcera de réunir des données objectives sur l'adversaire: le nombre de soldats, l'identité de leurs chefs, leurs positions, leurs types d'armement et le but de leur mission. Leurs habitudesjdoivent faire l'objet d'une étude attentive afin de pouvoir frapper au moment propice: il s'agit de savoir quand ils se dispersent et de connaître les lieux qu'ils fréquentent. L'analyse de leurs faiblesses et défauts rendra les opérations plus efficaces: ont-ils emmené avec eux de nombreuses femmes? Sont-ils de grands amateurs de vin de palme? Où et quand vont-ils s'approvisionner en vin? Ont-ils des disputes entre eux? Il faut aussi étudier les relations qu'ils entretiennent avec la masse : quels sont leurs rapports avec les chefs de village et de secteur? Quelle est l'attitude des villageois à leur égard?
Il est important de connaître les moyens d'obtenir tous ces renseignements. Les masses populaires constituent la principale source d'information. Le partisan devra toujours privilégier l'action politique en expliquant les méfaits et les crimes des réactionnaires. La lutte armée en sera grandement facilitée, parce que les masses, conscientes de leur rôle, rapporteront aux partisans tous les événements dont elles seront les témoins. Le combattant tentera de nouer des relations privilégiées avec le plus grand nombre possible de villageois. Il devra toujours s'entretenir avec les personnes qui seront d'une façon ou d'une autre en contact avec les militaires. Des filles dévouées à la cause de la révolution séduiront des soldats afin de leur soutirer des informations ou de leur dérober des documents.

Extension du mouvement au Kwilu

En septembre, la Direction donna des instructions pour éliminer certains réactionnaires qui se montraient particulièrement zélés dans la chasse aux nationalistes. Le commissaire de police Jacques Musumari fut exécuté au cours de ce mois sur la route de Bitsambele à Lungu. Un responsable militaire à la Direction apporta le témoignage suivant: 'Un peu plus tard, nous avons éliminé un agent de Kamitatu qui fut chef de secteur à Kipuku. Des jeunes gens de son village avaient appris qu'il venait de rentrer chez lui et ils nous mirent au courant. Comme il aimait le jeu aux cartes, les jeunes lui proposèrent de jouer pour de l'argent en cachette, en forêt. Arrivé là-bas, ils voulurent se servir du revolver que nous leur avions remis, mais ils ne savaient plus comment le manier. Ils employèrent alors la crosse pour l'assommer. Mais par la même occasion, ils ont rendu inutilisable un des trois seuls revolvers qui nous possédions ...'
Après l'attaque manquée du 20 septembre, des récits chargés de mystère circulèrent de bouche à oreille à travers les villages. La vaillance et la puissance magique des maquisards en sortaient avec des dimensions extravagantes. Les combattants affluèrent. Au début du mois d'octobre, on compta 940 partisans. C'était trop. Mais la solution était toute trouvée : Mulele fera un peu de sorcellerie. Il décida de diviser les partisans en trois camps. Ses yeux malins et moqueurs prévoyaient déjà que les militaires trouveraient ainsi les preuves irréfutables de son don d'ubiquité. La scission fut effective le 10 octobre.
Un premier groupe de 380 combattants dirigé par Félix Mukulubundu et Valère Munzamba, partit vers le Nord, dans la région située entre Kalanganda et Bulwen. A la tête de 350 hommes, Mulele et Bengila occupèrent la Direction centrale, à une bonne trentaine de kilomètres au nord d'Idiofa, non loin d'Iseme et Impasi. Un troisième

groupe placé sous le commandement de Louis Kafungu et Eugène Mumvudi, établit son camp d'abord aux environs de Yassa-Lokwa, pour se déplacer ensuite en direction de Kilembe.
Durant le mois d'octobre, des groupes mulelistes se constituèrent aux quatre coins des territoires d'Idiofa, Kikwit, Gungu et même au-delà. Un intellectuel, qui peu de temps après avoir rejoint le maquis, fut promu commandant, témoigne de son expérience:
'Lorsque je débarquai dans le camp au début du mois de novembre, j'y trouvai des personnes issues de toute la province: des Bambunda, des Badinga, des Bayanzi, des Bapende, des Bawongo, des Bashelele, des Baluba, des Bankutu et même des gens de Stanleyville, puisque notre topographe venait de là-bas.
'Le campement était divisé en trois parties distinctes : le cantonnement des partisans était situé à une certaine distance de celui des nouveaux venus; un troisième bivouac servait d'école où Mulele et Bengila dispensaient leur enseignement politique aux partisans et à des paysans qui habitaient les villages environnants.
'Pendant trois semaines, je copiais surtout les leçons politiques; je voyais parfois Mulele et Bengila pour leur demander des explications complémentaires. Je brûlais d'impatience de retourner chez moi pour transmettre mon savoir aux masses qui désiraient connaître au plus vite le moyen de se débarrasser des militaires. Après avoir passé deux semaines dans la région qui m'avait été assignée, je repris le chemin du camp central pour y faire le rapport de mon action, m'assurer de son orthodoxie et suivre d'autres cours. Au bout de 10 jours, j'étais reparti.'
Le 30 octobre à 7.15 h. du matin, l'ANC lança une deuxième attaque contre la Direction générale de Mulele, située à proximité du village Bembele Busongo. Les partisans refusèrent à nouveau le combat, mais trois d'entre eux furent tués par balles.
A la suite de cette attaque, Mulele décida qu'un grand nombre de partisans, qui avaient déjà acquis à ce moment une formation pendant 2 ou 3 mois, seraient renvoyés dans leur village natal afin d'y constituer des équipes locales. Voici le témoignage d'un résistant qui revint en décembre dans son village d'origine, en l'occurrence Mpangu Ekang dans le secteur Kalaganda.
'Nous étions sept jeunes originaires du même village à revenir ensemble de la Direction générale. Nous en informâmes immédiatement le chef de village qui rassembla toute la population. Nous lui donnâmes la première *leçon politique* que Pierre nous avait enseignée. Tous les villageois le chef y compris, eurent des griefs à formuler: les routes étaient dans un état déplorable; il était devenu impossible d'acheminer les produits aux centres; ils croulaient littéralement sous les impôts et les taxes; leurs enfants étaient renvoyés parce qu'ils étaient soupçonnés de suivre Lumumba et Gizenga.
'Les villageois nous posèrent des questions pertinentes:
- Avant l'indépendance, nous connaissions la paix et nous pouvions vendre nos produits; aujourd'hui, nous souffrons. Vous voulez partir dans la forêt et lutter, mais dites-nous ce que cela va changer?
'Nous leur répondîmes :
- Mulele est retourné aux villages pour nous demander de lutter. Ceux qui nous gouvernent sont des traîtres à la cause du peuple. Pour accéder au bonheur, il faut chasser les traîtres et leurs maîtres. C'est pourqoui nous devons mener une nouvelle lutte pour l'indépendance.
- Comment nos flèches pourront-elles arrêter l'ennemi qui dispose d'armes et de munitions?
- Ce qui compte avant tout, c'est l'homme et sa détermination; notre cause est juste et mérite d'être défendue. En nous montrant déterminés, nous saurons nous emparer des armes de l'ennemi.
'Certains furent rapidement convaincus et rejoignirent le mouvement, d'autres refusèrent de nous suivre. Le chef nous indiqua un endroit où installer notre bivouac et il nous y accompagna. Cent trente volontaires, originaires des trois villages Mpangu, s'y présentèrent. Le lendemain, nous commencions à leur transmettre les leçons politiques et militaires que Mulele venait de nous apprendre.'

La répression s'aggrave

II avait suffi que Mulele s'adresse aux paysans et aux ouvriers pour que le PSA-Gizenga vole en éclats. Le 23 septembre, Bernardin Mungul Diaka, que son récent voyage en Israël avait particulièrement bien inspiré, rappela en1 sa qualité de président général ad intérim que 'le parti avait opté pour la défense de la légalité' et décida que 'M. Mulele était suspendu comme membre du Parti solidaire africain'[5].
Ainsi Kamitatu avait-il enfin trouvé dans sa province natale du Kwilu un concurrent à sa taille avec lequel il pourra jusqu'à la fin de ses jours rivaliser de courbettes devant les services secrets de toutes les puissances occidentales.
Le 3 novembre, Kamitatu fit chasser Diaka de son poste ministériel du Kwilu. Ce dernier répliqua en adhérant au parti américain du Premier ministre Adoula et il créa un comité provincial du Parti démocrate congolais, aidé en cela par Ambroise Pombo, Christian Mafuta, Charles Nzuzi, Raphaël Akariko et Valère Nzamba[6]. Kamitatu contre-attaqua en révélant que Monsieur Diaka était en fait le chef de l'état-major muleliste clandestin à Léopoldville...[7].
Marc Katshunga, l'un des rares députés du PSA-Gizenga à être resté fidèle au peuple, fut jeté en prison le jour même où Diaka lançait son excommunication contre Mulele.

Le 12 octobre, les enseignants du Kwilu partirent en grève: bon nombre d'entre eux n'avaient plus été payés depuis des mois et étaient maltraités par les militaires qui les soupçonnaient de complicité avec leurs élèves mulelistes.
Le 25 octobre, L'Assemblée provinciale tabla sur l'instinct de chasseur du Kwilois en gratifiant d'une prime de 500.000 F.C. celui qui réussirait à capturer Mulele[8].
L'intoxication était une arme que les représentants de l'autorité légale au Congo maniaient depuis longtemps avec un art consommé. C'est ainsi que Kamitatu déclara le 20 septembre : 'La population de la province a été mise en garde contre l'organisation secrète qu'a tentée de mettre sur pied le député Mulele qui a tôt fait de regagner Léopoldville où il se cache en sécurité, s'il n'a pas déjà réussi à gagner Brazzaville[9]. ' Au moment où le maquis de Mulele ne disposait que de trois revolvers et de deux fusils de chasse, le journal *Le Progrès* révéla que 'Mulele possédait des armes ultra-modernes'. Et comme au Congo, le mensonge peut toujours être utilement agrémenté d'un zeste de tribalisme, ce même quotidien ajouta: 'II prépare les hommes de son ethnie pour se révolter contre le pouvoir établi[10].' Cet art de l'intoxication servait à couvrir les opérations plus terre-à-terre que les autorités lancèrent au milieu d'éclaboussements de violence que même les résidants mânes du Kwilu ne pouvaient plus complètement ignorer.
Un groupe de techniciens belges raconte: 'Pendant toute la période durant laquelle la jeunesse muleliste était formée aux techniques de la guérilla (...), les seules marques d'intérêt ont été : (...) des simulacres de contrôles militaires sur les routes. Grand divertissement des soldats qui pouvaient brimer à leur aise la population locale: les coups de matraque pleuvaient, les rapines (nourriture, biens, argent, etc.) étaient la rançon presque obligatoire, les razzias dans les villages étaient fréquentes ...[11].'
Un enseignant étranger rapporta les faits suivants: 'Le 8 décembre 1963, je suis allé dans un village du territoire d'Idiofa. Les gens m'avaient demandé de venir. Mais pas de chance ! Les soldats étaient passés la veille et avaient tout razzié: manioc, légumes, cochons, poules. Ils dévastent ainsi tous les villages Bambunda à la recherche du fameux Mulele.. Les pauvres gens de cette région ont beaucoup à souffrir[12].'

Léonie Abo, Delphin Mbumpata et 20 partisans furent séparés du gros des combattants par suite de l'attaque de l'ANC du 30 octobre contre la Direction générale. Ils trouvèrent refuge pendant dix jours à Busongo et continuèrent ensuite pour Lukamba. Une nuit, Léonie Abo se trouva chez la mère de Pierre lorsqu'à 3h on vint la prévenir que les militaires avaient appris la nouvelle de la présence de la femme de Mulele au village. Elle prit immédiatement la route. Deux heures plus tard, l'ANC passa à l'attaque, arrêta toutes les filles, tua un enseignant, détruisit les cases. La même opération eut lieu à Busongo, quelques jours après le départ des partisans.
Voici un autre témoignage d'une femme qui se trouvait à ce moment au camp de Mulele :'Un paysan arriva d'un village et raconta que les militaires avaient rassemblé la population. Personne ne voulait dire où se trouvait Mulele. Les militaires remplirent un casque de vin de palme et ils obligèrent un abbé à le vider. Ensuite, ils contraignirent un homme à faire l'amour avec sa fille devant tous les villageois.'
Constant N'dom a assisté à une opération du même genre de l'ANC, fin décembre 1963, dans son village Kimpata Eku. Chaque dimanche, tous les habitants de Gomena, Emolo, Inkasambu, Mikulu, Inkau et Manzonzi devaient se présenter à l'appel à Kimpata Eku. Cela faisait 4.000 personnes. Constant N'dom était présent lorsqu'un jeune chômeur, Sylvestre Ndebetshi, revenu du camp de Mulele et trahi par l'agronome Gaston Iboko, subit des tortures. Ndebetshi fut d'abord jeté par terre et ensanglanté à coups de pied et de crosse. Les militaires obligèrent la foule qui entourait les tortionnaires et leur victime à danser. Ensuite les soldats suspendirent le maquisard, qu'on crut déjà mort, au-dessus du feu et le rôtirent comme un mouton. Finalement, les mobutistes le ligotèrent derrière une jeep qui démarra à toute allure. La peau brûlée s'arracha par le contact avec le sol. Comme par miracle, le jeune Sylvestre survécut à ces traitements barbares[13].
Ce même jour, les soldats s'emparèrent d'une femme qu'ils traînèrent dans une case où elle fut violée. Puis dix soldats répétèrent le viol, pendant que les villageois durent entendre les hurlements de la femme.
Le mardi 3 décembre, Norbert Leta et Ignace Lukoky se rendirent à Idiofa, à bord d'un avion de la compagnie *Air Brousse*. A leur arrivée, ils furent accueillis par François Mangala, le chef de la préfecture. Le lendemain, Leta prit la parole devant les notables: 'Si l'agression muleliste empire de plus en plus (...) malgré l'occupation militaire décrétée dans cette région, c'est parce que la population leur apporte sa collaboration, principalement les chefs de secteur et de groupement[14]... ' Et Leta de suspendre les chefs de secteur. Aveu pénible que l'ensemble de la population, les fonctionnaires y compris, adhérait au mouvement muleliste. Les bandes de militaires déchaînées étaient devenues les seuls points d'appui solides pour les tenants de la 'légalité'.
Les deux fidèles de Kamitatu, Leta et Lukoky, tinrent en pure perte le même langage dans la préfecture de Gungu du 8 au 18 décembre.
Le 19 décembre, Mobutu arriva à Kikwit en compagnie de deux colonels belges, Marlière et Noël, qui faisaient office de directeurs de conscience en matière de la lutte anti-insurrectionnelle auprès du futur Guide. Le 26 décembre 1964, le curé de la mission Totshi envoya l'abbé Tara, accompagné de l'abbé Albert, dans les villages de la région pour enquêter sur le comportement de l'ANC. L'abbé Tara témoigne:
'Partout où ces policiers sont passés, nous rencontrons des gens en pleurs: on nous a frappés, on est venu ici faire

le recensement. Nous avons trouvé dans un village les chefs vraiment battus et on les avait soumis à une cure à l'indigène.
'Au dernier village, nous avons rencontré des groupes de policiers en opération. Tout le village rassemblé, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, et le troisième groupe: beaucoup de jeunes gens avec des cordes au cou. Le commissaire et une connaissance de M. l'abbé nous appellent et viennent nous commenter ce groupe qui avait la corde au cou. Ils nous disent: Voici, Monsieur l'Abbé, cela, c'était la *jeunesse* de Pierre; nous l'avons attrappée ici dans le village; celui-là venait d'un secteur lointain, il est venu ici en mission de recrutement et il en a déjà recruté un bon nombre et devait rentrer pour faire le rapport à ses chefs qui l'ont envoyé ici. Et tout ce monde, si nous n'étions pas arrivés, allait (être pendu)[15]'.

Décembre 1963 au maquis

Une résistante consigna dans son cahier les faits suivants: 'Décembre 1963. La Direction générale a quitté Bembele Busongo pour retourner à Mulembe. La guerre est partout et elle est très dure.'
Cette guerre ne connut pas de batailles, seulement des carnages. Mulele imposait toujours aux partisans de refuser le combat. Les militaires menaient de glorieuses campagnes en terrorisant les villageois et en semant la mort et la désolation sur leur passage. En ce mois de décembre, les partisans avaient constitué un réseau de camps qui couvrait la majeure partie du Kwilu et certaines régions du Kwango. Un membre de la Direction générale dressa une liste des différents camps qui entrèrent en contact avec Mulele au cours de ce mois. Celle-ci n'est pas exhaustive mais elle donne un aperçu de l'extension prise par le mouvement mule-liste en l'espace de deux ou trois mois.
Au nord, des partisans se regroupèrent dans les environs de Kapia, Buluem, Sedzo, Kalanganda, Ibubu, Kanga, Nkara et Eyene. Dans la région de Kikwit, des camps furent établis à Imbongo, Kanga, Mungindu, Kilamba, Banda et Yassa-Lokwa. Dans la région d'Idiofa, des contacts furent pris avec les combattants à Banga, Kipuku, Mosanga et Madimbi, et dans les environs immédiats d'Idiofa. Au sud, les partisans opéraient depuis Kobo, Kandale, Mukoso, Kondo, Loso, Kilembe et Ngudi.
A la fin du mois de décembre, Mulele n'avait toujours pas organisé la riposte. Il s'était exclusivement préoccupé de la préparation politique des partisans dont le nombre total était déjà supérieur à 5.000. Lui qui comptait préparer ses cadres pendant plusieurs années, savait désormais que l'action armée était devenue inévitable. Des milliers de jeunes ne pourraient supporter que les sauvageries auxquelles ils avaient assisté, restent longtemps sans vengeance.
Durant les mois de novembre et de décembre, des partisans impatients de se battre, lancèrent sporadiquement des actions de riposte contre le gouvernement Leta: exécution d'un chef de groupement à Bwalenge, attaques contre des bâtiments appartenant à des Blancs, à Kakobola, Mundingu, Yassa-Lokwa, Kanga et Kilembe.
L'agence d'information DIA, porte-parole de l'Eglise catholique qui épouse si passionnément les intérêts des pauvres aussi longtemps que leur pauvreté est rehaussée par la soumission, ne jugea pas utile de publier une dépêche relatant la destruction des villages de Lukamba et de Busongo et les atrocités commises par l'ANC. Mais maintenant que quelques briques et quelques vitres sont endommagées, l'agence poussa un cri d'horreur: 'La situation est fortement troublée par l'action de ces bandes terroristes[16].' Le choix des mots démontre que l'Eglise ne fait décidément pas de politique.
Le 10 octobre, le groupe dirigé par Félix Mukulubundu et Valère Mun-zamba était parti d'Iseme en direction du nord. Il établit son camp non loin de la mission de Ngoso. Quelques jours plus tard, la présence de l'ANC fut signalée à Musenge Munene, à dix kilomètres du bivouac. Aussitôt, les partisans s'enfoncèrent plus profondément dans la forêt et s'établirent à Luele Ekub.
Quelques actions de propagande agrémentèrent l'entraînement et la formation. Ainsi, des tracts furent déposés devant le bureau du chef de secteur à Kapia. Ils exhortaient les policiers à servir le peuple et à boycotter le gouvernement de Léopoldville puisque celui-ci servait les intérêts étrangers. Cette action suffit à semer la panique dans le petit univers des chargés du maintien de l'ordre.
Le 25 décembre 1963, le camp d'Eyene, dirigé par Mukulubundu, comptait 500 partisans: des Bambunda, Bayanzi, Badinga et Bapende ainsi qu'un Mungoli; des Bawongo apportaient régulièrement de la nourriture, surtout des bananes. Les combattants disposaient d'un seul revolver et de 6 pupu, apportés par des villageois. On n'avait pas encore conçu des plans pour s'emparer d'armes.
La majorité était formée de jeunes chômeurs, rejoints à partir de novembre par des élèves des dernières années du primaire. L'école secondaire de Ngoso n'était pas encore fermée. Ces jeunes avaient entre 12 et 15 ans. Il arrivait que des parents présentaient leurs enfants de 10 ans pour en faire des maquisards. Ils se fâchaient devant le refus :'C'est trop dangereux? Mais vous êtes aussi l'enfant de quelqu'un et vous pouvez mourir au combat. Pourquoi alors réfuser nos enfants à nous?'
Au camp de Eyene, Noël fut fêté à la musique des tamtams, d'une guitare et d'un harmonica. Une cinquantaine de villageois participèrent à la fête.
Déjà avant la venue de Mulele, la population avait composé de nombreuses chansons en kimbunda, kimbala et

kipende, qui dénonçaient Kamitatu, Kasavubu, Mobutu et Tshombe. Dans tous les camps, à Eyene, à Kilembe, à Mulembe, les chanteurs composaient des textes exprimant leurs sentiments révolutionnaires. Une partisane du nom de Kashiama rédigea une chanson où l'on retrouve à la fois l'esprit nationaliste et internationaliste du mulelisme.

Si j'avais assez d'argent
Je payerais un ticket d'avion
Et je ferais le tour du monde entier
Pour comprendre la Révolution

Au Congo la Révolution avance vivement
Au Katanga la révolution avance vivement
Au Kivu, au Kasaï, au Kwilu La Révolution avance vivement[17]

Voici encore quelques bribes de chansons dont se souviennent certains partisans.

Nos ancêtres ont mal agi
En vendant notre terre
Pour quelques graines de sel.
Par la suite,
Ils ont commencé à pleurer:
Mais quelle est donc la force
Qui nous a poussé
A vendre notre terre?

Frères, vous qui êtes si fiers
A côté de ces Américains,
on commence à se demander
Si ce sont les blancs Qui vous ont engendrés

Obut abu ngol
Mobutu a trouvé la force,
La force de l'impérialisme.
Maintenant il vient chez nous
Vendre ses cartes du MPR
Pour devenir plus fort encore

Jadis les gens disaient
Que les femmes ne sont pas fortes.
Nous avons mené la lutte
Et nous avons trouvé
Que les femmes sont fortes
Elles aussi.

Le 3 octobre, le CNL avait été créé. Fuyant la répression à Léo, les dirigeants nationalistes partirent pour Brazzaville. Par deux fois, Mukulu-bundu leur envoya des émissaires mais jamais il ne les revit. S'entretenant à Eyene avec Joseph Okwono, le messager dépêché par Mulele, Mukulu-bundu proposa de se rendre en personne à Brazzaville. A la fin du mois de décembre, il tint à Valère Munzamba les propos suivants: 'Nous n'avons toujours pas de réponse à notre demande. Au Kwilu, nous nous trouvons complètement encerclés. Militairement, il s'avère impossible de faire face. Je trouve qu'il est important d'aller moi-même à Brazzavile. Nous avons besoin des cadres arrivés à Brazza, pour épauler notre lutte. Les jeunes, revenus des pays socialistes et les dirigeants des partis nationalistes, doivent ouvrir d'autres fronts; ça débloquera la situation au Kwilu.' Mukulubundu partit pour Mangaï dans la nuit du 1er janvier. De là, il descendit le fleuve Kasaï et atteignit Brazzaville, le 13 janvier. Mulele envoya Pierre Ngwensungu à Eyene pour remplacer Mukulubundu à la tête du troisième camp.

Notes

1. Rébellions au Congo, 1, pp. 71-72.
2. Le Progrès, 10 septembre 1963.
3. Rébellions au Congo, 1, pp. 71-72.
4. ARCHIVES DE VERHAEGEN, transcription de l'enregistrement du récit de l'Abbé Tara.
5. Rébellions au Congo, 1, pp. 157-158.
6. Ibid., p. 14. 1. Ibid.,p. 152.
8. Courrier Africain, 33, 1964, p. 16.
9. Le Progrès, 21-22 septembre 1963.
10. Le Progrès, 3 octobre 1963.
11. la Dernière Heure, 8-9 mars 64, cité dans Rébellions au Congo, 1, p. 76.
12. La Relève, \ février 1964, p. 10, in Rébellions au Congo, p. 75.
13. C. N'DOM, Pierre Mulele assassiné. La révolution congolaise étranglée, Bruxelles, 1974, p. 36-37.
14. Le Progrès, 14-15 décembre 1963.
15. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Transcription de l'enregistrement du récit de l'Abbé Tara, p. 12.
16. Dépêche D.I.A., 7 décembre 1963,1406.
17. ARCHIVES DE WEISS, 00413.

XII. Le Conseil National de Libération et son programme

Les progrès de la réaction à Léo

Au cours des mois d'août, septembre et octobre 1963, le gouvernement de Léo chasse encore quelques souvenirs du cauchemar du 30 juin 1960. L'ordre naturel des choses commence à se rétablir dans toute la splendeur avec laquelle il brillait au temps colonial: le retour au pouvoir absolu s'accentue.
Les 13,14, 15 août 1963, un vaste mouvement populaire renverse à Brazzaville le gouvernement de l'abbé Foulbert Youlou, petit mystique qui s'était donné pour vocation d'inspirer Tshombe et Kasavubu. Pour éviter la contamination, ce dernier ferme le Beach, interdit les grèves aux fonctionnaires et se prépare à imposer une nouvelle Constitution qui codifiera la toute-puissance de l'exécutif: les élus des Américains et des Belges réduiront définitivement au silence les élus du peuple. Le 31 août, Kasavubu convoque le Parlement en Assemblée constituante.
Aussi, pour que l'entreprise se déroule dans un climat de parfaite béatitude, serait-il de bonne convenance que les députés rehaussent un peu leur degré de soumission, cette belle vertu que l'absolutisme colonial cultivait de façon si avantageuse. Mais cela ne marche pas. Pis encore, le 25 septembre, des députés ont l'audace de participer à une manifestation réclamant la libération d'Antoine Gizenga. Les Mukwidi, Yumbu, Mulundu, Masena, Tumba Mwasipu, tous du PSA et les Bocheley et Gbenye du MNC-L sont arrêtés.
Le 29 septembre 1963, Kasavubu se libère enfin du cauchemar qui hantait son règne, à savoir l'existence d'un Parlement ayant la prétention de ne pas ressembler parfaitement à une bergerie.
Le même jour, il s'applique à jouer le rôle du bon roi Baudouin dans une version africanisée et amélioriée : la Constitution ne sera pas rédigée par les élus du peuple, mais par des laquais 'désignés par une ordonnance' . Désormais, on gouvernera libéré de tout contrôle en émettant des 'ordonnances-lois (...) prises et exécutées comme lois d'Etat[1]. ' Finies toutes ces savantes considérations démocratiques dont on se voyait obligé d'emmieller les basesses et brutalités présentées sous forme de lois!
Aux naïfs du genre Gbenye, qui ne manqueront pas de s'apitoyer sur la légalité violée, on répond à l'avance que l'on agit 'en s'appuyant sur l'esprit de la Loi Fondamentale (...) plutôt que sur la lettre, qui ne peut être invoquée à rencontre de l'Intérêt Supérieur de la Nation[1*].'
Toutes les conditions se trouvent désormais réunies pour effectuer des démonstrations de 'courage politique' devant lesquelles les exploits du règne colonial pâliront.
Le 19 octobre: état d'exception à Léo, mesure rendue nécessaire par le fait que 'depuis plusieurs semaines, des éléments subversifs tendent à discréditer, voire renverser les pouvoirs légalement établis[2].' Tous les pouvoirs sont pratiquement concentrés entre les mains de Kasavubu, Mobutu (l'armée), Nendaka (la Sûreté), Anany (la Défense), Maboti et Kandolo (l'Intérieur) et Bomboko (la Justice).
Le 22 octobre, le commissaire général extraordinaire Anany réquisitionne les 25.000 instituteurs et moniteurs partis en grève le 7 octobre. Le même jour, il décrète l'interdiction du MNC-L, du PSA-Gizenga, de l'Union démocratique africaine de Lubaya et du Parti national de la convention du peuple de Lonji. Le 16 décembre Kasavubu, Adoula et Bomboko signent une de ces splendides ordonnances-lois démontrant avec quelle profondeur ces doctes personnages savent sonder-avec l'aide désintéressée de leurs nombreux espions- l'âme des masses. L'insurrection populaire n'avait pas encore éclaté que déjà la bourgeoisie bureaucratique et compradore a acquis la certitude qu'elle sera inévitable. Elle s'arme donc en connaissance de cause. Dans son article 195, l'ordon-nance-loi signée le 16 décembre, dit que 'l'attentat dont le but aura été soit de détruire ou de changer le régime constitutionnel, soit d'inciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité de l'Etat (...) sera puni de la servitude pénale à perpétuité.' Dans son article 200, elle prévoit que 'l'attentat dont le but aura été de porter le massacre, la dévastation ou le pillage sera puni de mort.' Et enfin, dans son article 202, elle établit que 'sera puni de mort quiconque, en vue de troubler l'Etat, par l'un des attentats prévus aux articles 195 et 200, ou par l'envahissement, le pillage ou le partage des propriétés publiques ou privées, ou encore en faisant attaque ou résistance envers la Force publique (...) se sera mis à la tête de bandes armées ou y aura exercé une fonction ou un commandement quelconque[2*].'

La naissance du CNL et la scission

Depuis le début du mois d'août, Mitudidi, Mukwidi et Yumbu s'épuisaient dans de vains efforts pour amener les dirigeants du MNC-L dans la voie de l'insurrection populaire que Mulele était en train de frayer au Kwilu. Mais Gbenye dut d'abord se faire honteusement chasser de son siège parlementaire d'où il guettait l'occasion d'accéder au poste de Premier ministre, pour qu'il accepte enfin la création d'un Conseil national de libération que

Mukwidi appelait de ses vœux depuis de longues semaines.
Le 3 octobre, le CNL voit le jour. Comme un grand nombre de dirigeants du PSA se trouvent en prison ou sont absents, le manifeste porte l'empreinte de Gbenye. Il y est infiniment question des ennuyeux articles 4, 15, 21, etc. supposés mettre en lumière l'illégalité des décisions de Kasavubu. Le message essentiel se lit ainsi : 'Le CNL (...) proclame solennellement l'installation dans l'immédiat d'un Gouvernement provisoire de salut public composé d'éléments nationaux intègres et compétents. Ce gouvernement provisoire aura uniquement pour tâche la préparation dans les quatre mois des élections législatives'.' Cette perle serait due à l'inspiration conjointe de Christophe Gbenye, Etienne Mbaya et Benoît Lucouyard Lukunku.
En apprenant l'a nouvelle, Mulele tint les propos suivants: 'Nous avons dit à ces gens de se préparer à une longue lutte avec les masses de leur région et voilà que les misérables se précipitent pour s'emparer des postes ministériels.'
Le 9 octobre, Yumbu et Bocheley s'évadent de la prison de Makala avec l'aide de deux militaires nationalistes, Raphaël Mudiasupu et Gabriel Mbuyi. Ils y étaient enfermés, ensemble avec Joachim Masena depuis le 29 septembre.

Dès l'arrivée des lumumbistes à Brazza, le désaccord s'installe entre Gbenye et ceux qui acceptent les conseils que Mulele leur a donnés, à savoir Mitudidi, Mukwidi, Yumbu, Louis Mulundu et Fernand Nima.
Le 19 novembre, un document signé par Gbenye est saisi sur deux diplomates russes, Boris Voronine et Youri Myakotnikh, au moment de leur retour de Brazza. II s'agit d'un rapport sur des activités du CNL, que la presse de Léo publie dans son intégralité. Comme ce genre de documents se prête aisément à la falsification par les services adverses, nous n'en reprenons qu'un passage dont l'authenticité fut confirmée par des témoins.
'Le lundi 18 novembre 1963, une réunion fut convoquée pour la signature des statuts. Après la lecture du projet, je proposai qu'on insère un article disant que tous les matériels des partis signataires des statuts, appartiennent au CNL durant la révolution (...) Je faisais allusion à l'action de Mulele. (...) Compte tenu des accords conclus entre le PSA et la Chine par l'intermédiaire de Mulele, le MNC-L doit être sur ses gardes. (...) Le président Gbenye a insisté pour que l'action de Mulele passe dans le cadre du CNL pour que ce dernier puisse contrôler toutes les activités. Les camarades Yumbu et Pakassa me sont farouchement opposés; cela accuse à suffisance leurs visées cachées[3].'
Gbenye éprouve déjà une gêne insoutenable devant le prestige dont jouit Mulele auprès des masses nationalistes; il n'a rien de plus urgent à faire que d'exiger que Mulele se range sous son autorité. Mulele se trouve au Kwilu totalement démuni; mais Gbenye s'apprête à s'emparer de l'éventuelle aide financière que la Chine pourrait envoyer à Mulele.
Les nationalistes radicaux ne veulent à aucun prix que Gbenye dirige le CNL, parce qu'ils le tiennent pour responsable de la capitulation de Lovanium et parce qu'ils l'ont vu signer l'arrestation de Gizenga. Quant à Gbenye, son raisonnement est fort simple: il revient de droit au MNC-L, la formation nationaliste la plus prestigieuse, de diriger: comme je préside cette organisation, la direction du CNL m'échoit obligatoirement.
Benoît-Lucouyard Lukunku se fait parfois l'auteur de bassesses qui en disent long sur la qualité des armes avec lesquelles le groupe Gbenye compte combattre Mulele. Il accuse le PSA d'être dominé par le 'tribalisme' et le 'culte de la personnalité'. Lukunku note à propos des dirigeants du PSA : 'ils se forcent à tout prix à être au Directoire pour dilapider l'argent de l'organisme'; 'les autres sont des ambitieux et dissidents[4]'.
Le 5 février 1964, Egide Davidson Bocheley, Camille Khumu Empia, Jacques Kalombo, E.M. Kabasu-Babo et quatre autres dirigeants du MNC-L retirent le mandat de président provisoire à Gbenye et rejoignent les cadres du PSA dans ce qui s'appelle désormais le CNL-Bocheley.

Le programme du CNL

C'est au nom de cette organisation que Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi, à leur retour de Chine, rédigent le programme du CNL. Tous ceux qui ont été en contact direct avec Mulele et Bengila lors de la préparation de l'insurrection, souscrivent à cette déclaration qui exprime incontestablement les conceptions de Pierre Mulele et de Théodore Bengila, quoiqu'elle ne soit jamais arrivée jusqu'au maquis du Kwilu.
Ce document fut d'une importance capitale dans la révolution congolaise . Il indique que la révolution en cours revêt un caractère national et
démocratique.
La révolution est essentiellement nationale, puisque l'impérialisme étranger qui contrôle non seulement l'économie du pays, mais aussi l'administration civile et les forces armées, représente l'ennemi principal à battre. L'impérialisme prend appui sur les agents congolais, 'une oligarchie dont l'allégeance aux USA est le seul trait cohérent'.
La révolution est ensuite démocratique, puisqu'il s'agit de renverser un gouvernement féroce, 'vendu à l'étranger' et d'introduire le concept du pouvoir en tant qu'émanation du peuple. Ce peuple se bat pour obtenir la sécurité, la

dignité, la liberté, la démocratie et la prospérité.
Le document traite des buts de la révolution. En premier lieu, les orientations se dégageront toujours plus clairement au cours d'une longue lutte. Il formule l'objectif à atteindre à l'avenir: 'l'expérience socialiste, adaptée aux conditons de notre pays, est la voie sûre de développement pour nos masses populaires.'
Mais il faut y arriver progressivement et avec prudence ; on peut envisager une étape transitoire tolérant la présence de capitaux étrangers. Il faut se garder, tout en se prononçant clairement pour le socialisme, de tomber dans la dépendance d'un centre idéologique étranger.
Le programme évoque également les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif. La voie fondamentale est celle de l'action révolutionnaire armée. Mais toutes les formes possibles de lutte doivent être mises en œuvre pour l'étayer. Il faut compter sur ses propres forces, mais l'aide des amis constitue un atout qui peut hâter la victoire.
Quelles sont les forces capables d'arracher une solution radicale? 'Une telle solution a son fondement dans les masses populaires.' Partout les Congolais patriotes doivent s'organiser dans des comités de 3 à 6 personnes. Le texte leur indique les tâches précises.
Au cours de la révolution nationale et démocratique, les masses se débarrasseront aussi bien des aliénations étrangères que des traditions rétrogrades africaines.

Le programme d'action du CNL (15 avril 1964)

I. Préambule

Un devoir patriotique essentiel pour le peuple congolais.
Le 30 juin 1960, le peuple congolais arrachait héroïquement son indépendance des mains des colonialistes belges. Les espérances nées avec cet événement historique ont été provisoirement brisées par une agression armée belge et par la sécession katangaise, l'une des manifestations des méfaits de l'impérialisme dirigé par les USA: au lieu de se consacrer aux tâches créatrices qu'impliqué le développement du pays pressuré par le colonialisme, le peuple congolais se trouve actuellement, du fait des impérialistes américains secondés par des fantoches congolais, frustré des avantages de l'indépendance et compromis dans sa sécurité et dans sa dignité.
Un devoir patriotique essentiel s'impose donc à notre peuple : restaurer la souveraineté populaire et, avec les forces du progrès, aller au-devant des changements historiques que doit connaître notre pays.

La réalisation de ces changements historiques est l'objectif principal du CNL:
- restaurer la souveraineté populaire
- reconquérir l'indépendance nationale
- rétablir la liberté et la démocratie nationales
- restituer le patrimoine et les richesses nationales au peuple souverain et travailleur
- établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire.

Réaliser ces objectifs signifie:
En politique intérieure
- briser l'emprise du joug impérialiste des USA pour permettre une vie nationale libre et démocratique
- garantir l'unité territoriale et administrative du Congo.

Sur le plan économique et social
- garantir et élever le niveau de vie des masses laborieuses
- développer l'économie nationale en s'inspirant des expériences scientifiques en cours dans le monde
- planifier et contrôler la production nationale
- ouvrir les portes de la connaissance et de la culture à tous les enfants du peuple sans distinction de sexe.

En politique extérieure
- restaurer et recouvrer la souveraineté internationale par la pratique d'une politique extérieure indépendante basée sur les impératifs de l'unité africaine, du neutralisme positif, de la lutte conséquente contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et pour la paix entre tous les peuples.

Pour atteindre ces objectifs
Le CNL appelle tous les Congolais pour:
- Unir et organiser toutes les forces nationales soucieuses de réaliser et développer l'indépendance de notre pays.

- Exprimer la ferme détermination d'être des hommes libres.
- Secouer le joug de l'impérialisme américain en balayant les agents congolais de l'oppression Yankee.
- Rompre définitivement avec les traditions rétrogrades et les aliénations politiques, économiques et philosophiques étrangères.
- Réhabiliter l'histoire et la culture congolaises et ouvrir le Congo à la vie moderne.
- Accepter tous les sacrifices et avoir le souci constant de sérieux et de fermeté.
- Soutenir, développer, étendre, sous la direction du CNL, l'action révolutionnaire concrète actuellement en cours sur le territoire national.

II. La situation politique actuelle du Congo

La crise politique de notre pays est grave. L'impérialisme lui-même en a conscience et multiplie de vains efforts pour soutenir les marionnettes de Léopoldville irrémédiablement condamnées. Les masses populaires de notre pays ont pris conscience de la nécessité de mettre fin à la dégradation nationale et d'ouvrir la voie des tâches créatrices pour le bonheur, le progrès et la dignité de notre peuple.
Quatre années d'indépendance formelle démontrent et confirment la vérité proclamée par le plus illustre de nos frères, le Président Emery Patrice Lumumba: la dépendance de notre pays vis-à-vis des USA est un attentat contre l'indépendance nationale; l'impérialisme dirigé par les USA dégrade chaque jour l'indépendance nationale et accroît les malheurs de notre peuple.
Après l'ignoble assassinat de P. Lumumba , après l'instauration du gouvernement vendu à l'étranger, l'impérialisme pavoisa et crut installer dans notre pays une ère dite de stabilité, de sécurité et prospérité.
Toutes ces illusions se sont envolées; un sombre bilan s'offre à tout observateur même partial. Le palmarès des fantoches actuellement au pouvoir se ramène en fait à une dégradation vertigineuse des institutions, de l'économie, de la vie nationale.

- l'économie nationale, particulièrement des richesses minières et le commerce, sont soumis aux brigandages et au banditisme de l'exploitation capitaliste de l'époque coloniale: spéculation, marché noir sont devenus des institutions nationales.
- un abîme de plus en plus profond se creuse entre les campagnes et les villes pourtant suffisamment dégradées elles-mêmes par l'exploitation chronique de l'impérialisme.
- des richesses excessives se sont accumulées brusquement entre les mains d'une oligarchie incapable, incompétente, dont l'allégeance aux USA est le seul trait cohérent.
- immixtion constante du Capital international dans les affaires constitutionnelles, gouvernementales et économiques de notre pays. L'impérialisme contrôle l'administration civile et l'organisation des forces armées.
- subordination de notre économie aux intérêts impérialistes des USA et du Marché commun : la dévaluation de la monnaie congolaise de l'ordre de 1.000% rassure l'impérialisme mais compromet notre peuple dans son existence.
- dégradation du niveau de vie consécutive notamment à la dévaluation sans que les salaires fussent augmentés.
- paupérisation de la société congolaise.
- exode des campagnes et gonflement des villes où les maux sociaux sont aggravés.
- cosmopolitisme factice qui imite et adopte les vices qui prospèrent dans les sociétés capitalistes.
- mainmise sur la culture qui dispense des conceptions et valeurs mystificatrices au détriment des valeurs traditionnelles nationales.
- une répression féroce de toutes manifestations de sentiments nationalistes et démocratiques.

Bref, la crise politique actuelle au Congo est le fait du divorce existant entre un gouvernement fantoche qui demeure le dos tourné aux masses et aux exigences nationales d'un peuple qui lutte pour l'indépendance, la démocratie et un niveau de vie correspondant aux immenses richesses de son pays dont profitent actuellement les seuls impérialistes et leurs agents.
Il est donc urgent de dénoncer cette contradiction pour poser les conditions dans lesquelles notre peuple connaîtra enfin la paix, la liberté, la démocratie et le progrès.
Une telle solution a son fondement dans les masses populaires et exclut tout recours à un simple changement d'hommes par une mascarade électorale ou à la suite d'un coup d'Etat militaire.
La solution du problème congolais implique un changement complet et radical des formes d'organisation économique et des options politiques de notre pays.
Il ne s'agit donc pas d'un simple remplacement d'hommes, mais d'un changement qualitatif des structures et des conceptions politiques et sociales de notre pays.

III. Comment résoudre la crise politique actuelle

Les ennemis du peuple congolais s'évertuent depuis longtemps à préconiser des solutions qui sauvegardent leurs intérêts. Les polémiques déplacées sur le 'fédéralisme' et le 'confédéralisme', le fractionnement du territoire national en un nombre indéfini de républiquettes, les proclamations hâtives de coopération avec certains pays, tout cela démontre que les fantoches de Léopoldville sont aux abois.

Le CNL invite tous les Congolais qui éprouvent l'urgence du changement à rejoindre ses rangs pour renforcer la seule voie sûre de conduire à la victoire: aucune solution viable ne peut voir le jour à la suite d'élections ou référendum dans le cadre politique actuel caractérisé par le fascisme, la soumission aux USA, l'abus des pouvoirs, la fraude, la démission et la dégradation nationales; la solution de la crise réside dans un bouleversement total des structures et des tendances politiques de nos masses.
Le CNL appelle tous les Congolais à rejoindre ses rangs pour organiser et intensifier toutes formes de lutte destinées à la réalisation de nos objectifs par l'unification au sein du CNL de toutes (les) forces déterminées à lutter contre l'oppression Yankee et ses agents et à soutenir l'effort révolutionnaire concret déclenché par la conscience nationale congolaise.

IV. Le Conseil National de Libération

Point de convergence de tous les patriotes appartenant ou non à des organisations politiques, le CNL est le guide éclairé, l'organisateur de la lutte conséquente contre l'impérialisme et ses agents. Le CNL est un mouvement de masse: civils, militaires, gendarmes, policiers, fonctionnaires, ouvriers, paysans, artisans, artistes, étudiants, hommes et femmes de tous les partis et de toutes les confessions, soucieux de recouvrer la dignité et la souvenaineté nationales, ont leur place au sein du CNL. Mouvement national, le CNL combat sous l'égide de la justice sociale, de l'indépendance et de la dignité de l'homme congolais sans esprit de haine ni de vengeance. Mouvement de Libération, le CNL est une organisation responsable, dépositaire et continuateur de la postérité de Patrice Lumumba.
Le CNL salue la détermination de nos étudiants à sauvegarder l'honneur des intellectuels de notre pays en dénonçant courageusement les menées criminelles des irresponsables gouvernementaux.
Le CNL préconise toute forme de lutte susceptible de renforcer l'action révolutionnaire armée: protestations, manifestations, agitation, comités de solidarité avec les combattants.
Le CNL a décidé l'ouverture des opérations armées contre la violence officielle, la trahison et le fascisme des agents congolais de l'impérialisme; ainsi le CNL change les conditons de lutte et place le mouvement révolutionnaire dans une phase décisive qui érige le bouleversement des structures actuelles de notre pays en nécessité absolue.
Le CNL proclame la création de l'Armée Populaire de Libération entièrement au service du peuple.
Le CNL exhorte les forces armées, militaires ou policières à refuser de tourner leurs armes contre le peuple dont elles sont les fils et les invite à rejoindre les rangs de l'Armée Populaire de Libération.
Le CNL affirme solennellement qu'il n'est inféodé à aucune idéologie étrangère: mouvement national de Libération, le CNL accueille tous les Congolais patriotes, soucieux de restaurer l'indépendance nationale et d'élever le niveau de vie des masses laborieuses.

V. Le Gouvernement révolutionnaire et populaire

La tâche essentielle actuellement est le bouleversement des structures rétrogrades de notre pays, inféodées à l'impérialisme.
Les orientations du gouvernement révolutionnaire et populaire, progressivement dégagées au cours de la lutte, seront précisées après la victoire par la volonté populaire librement exprimée. Néanmoins, pour éviter tout malentendu, le CNL doit proclamer dès maintenant les options essentielles du gouvernement révolutionnaire et populaire pour affirmer son caractère de mouvement de masses.
Le CNL proclame que la parole doit être rendue au peuple souverain.
Le CNL proclame que la rue doit être rendue aux manifestations populaires et non aux hordes sinistres de la répression. Le gouvernement révolutionnaire garantira la sécurité des personnes et des biens honnêtement acquis.
Le gouvernement révolutionnaire garantira les investissements compatibles avec la dignité et le développement de la patrie.
Le gouvernement révolutionnaire adoptera une orientation économique inspirée d'une connaissance scientifique des lois sociales: l'expérience socialiste, adaptée aux conditions de notre pays, est la voie sûre de développement pour nos masses laborieuses.
En matière de politique extérieure, le gouvernement révolutionnaire, nationaliste et populaire, optera pour la coopération internationale, économique, culturelle et politique sur les bases d'égalité, de respect de l'ordre

juridique international compatible avec la dignité, l'indépendance et la paix.
Gouvernement révolutionnaire, le gouvernement nationaliste appuiera les luttes conséquentes contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, pour l'unité africaine et la paix.

VI. Peuple congolais, ta victoire est proche

Le CNL proclame solennellement que les forces nationales de la conscience congolaise sont invincibles.
Le CNL est une émanation structurée de la prise de conscience de notre peuple opprimé.
Le CNL est la seule organisation digne de parler au nom du peuple congolais: ce sont les conditions d'oppression de notre peuple qui ont motivé sa naissance.
La lutte du CNL est la lutte du peuple congolais; l'aide des organisations démocratiques et la sollicitude fraternelle des pays africains et de tout pays soucieux de paix et de liberté sont des atouts majeurs qui vont hâter notre victoire.
Peuple congolais, ton destin est entre tes mains: ce programme du CNL est ton programme.
Peuple congolais, tu dois t'organiser: partout des Comités du CNL doivent surgir. Groupant de 3 à 6 personnes, ces comités doivent:

- faire connaître le programme du CNL
- diffuser les progrès de la lutte armée
- soutenir matériellement et moralement nos combattants (maquisards)
- diffuser les mots d'ordre du CNL
- communiquer aux responsables du CNL tous les renseignements et aider efficacement les opérations
- se tenir prêts à exécuter tout mot d'ordre du CNL

Peuple congolais, la victoire est proche ! Tous unis autour du cri 'La Patrie ou la mort'.

Le Conseil National de Libération, le 15 avril 1964[6]

La *leçon politique* de Mulele

Mulele et Bengila ont rédigé en Chine des cours politiques qu'ils ramèneront au maquis. Les cadres qui venaient à la Direction pour y recevoir une formation, copiaient ces cours dans des cahiers d'écolier. Voici le texte intégral de la première *leçon politique*.

Principes fondamentaux d'une révolution

Avant d'entrer en matière, il est nécessaire de définir brièvement ce qu'est un Etat pour en venir à la révolution. L'Etat est une communauté de natifs organisés et gouvernés par des lois qui régissent la vie courante de ces natifs. Ces lois qui les régissent sont faites au nom de tous par un groupe de personnes qui exercent le pouvoir sur cet Etat.
Le cours de l'histoire démontre qu'en général, dans les Etats où le capital privé prime, ces lois ne garantissent que les intérêts de la classe dirigeante. Dans les pays nouvellement libérés, ce capital étant entièrement étranger, ces lois garantissent les intérêts des impérialistes représentés par la réaction au pouvoir. Cette situation indique dans le premier cas l'existence de deux classes: les capitalistes et les pauvres perpétuellement exploités et opprimés par les premiers, tandis que dans le second cas elle indique l'existence: 7° de la Réaction appuyée par l'impérialisme et 2° de la grande masse du peuple exploité et opprimé par l'intermédiaire de la Réaction.
La réaction donne la main libre aux impérialistes pour piller continuellement le pays.
L'existence de la Réaction d'une part et de la Masse populaire exploitée et opprimée d'autre part entraîne inévitablement une lutte. Celle-ci consiste pour la Réaction à perpétrer sa domination en donnant un soutien aux entreprises d'exploitation des impérialistes et pour le peuple à se libérer par tous les moyens.
La lutte du peuple a deux formes:
1) la lutte Réformiste
2) la lutte Révolutionnaire

I. La lutte réformiste

Pour adoucir le régime d'oppression et d'exploitation, les réformistes, pour la plupart des intellectuels, tentent, parfois vainement, d'obtenir certains changements ou réformes dans les structures des lois en vigueur. Ils ont pour moyens: l'opposition parlementaire, la presse, les grèves et diverses autres protestations. Ce genre de lutte ne connaît très souvent que des échecs parce qu'elle ne se mène qu'au niveau des intellectuels, entraînant seulement les ouvriers. Les réformistes ignorent la nature exacte de l'impérialisme et de la réaction. Ils se font des illusions sur leur vrai visage. Ils oublient que l'impérialisme domine par la force et que sa liquidation n 'est également possible que par la force. Cela revient à dire que pour se libérer complètement, le peuple doit mener une lutte révolutionnaire.

II La lutte révolutionnaire

La lutte révolutionnaire est une lutte des masses populaires. Avant d'engager une lutte révolutionnaire, il faut savoir d'abord la nature de la contre-révolution et l'objectif principal de la révolution.
Par la nature de la réaction, on entend connaître ce qu'elle emploie pour imposer sa domination; c'est-à-dire, la réaction dispose d'une armée de cadres contre-révolutionnaires bien entraînés et de beaucoup d'autres moyens matériels. On ne doit pas oublier que la réaction ou la contre-révolution a un double visage dans l'utilisation des moyens précités. La réaction se vêt d'une peau de mouton ou de léopard suivant que ses intérêts sont bien assis ou menacés. Il faut deux poids pour deux mesures.
Devant les deux visages de la réaction ou de la contre-révolution, la révolution populaire doit, elle aussi, montrer deux visages. Par l'objectif principal, on entend le renversement du pouvoir réactionnaire et la constitution du pouvoir populaire. Pour parvenir à ce renversement du pouvoir réactionnaire, on utilise généralement les forces armées.
Suite aux contradictions existant entre les réactionnaires, il arrive très souvent qu'il y ait un soulèvement armé. Pour qu'un tel soulèvement soit une lutte révolutionnaire, il faut que le résultat obtenu réponde aux aspirations légitimes des masses populaires.
Tenant compte de la nature de la réaction expliquée ci-dessus, les masses doivent s'organiser, elles doivent avoir leur armée, des bases d'appui, des cadres révolutionnaires et tous les autres moyens nécessaires pour mener et persister dans une lutte révolutionnaire.
Les masses populaires doivent s'organiser en un parti révolutionnaire ayant une idéologie progressiste , une direction juste et des objectifs bien définis.
La direction de ce parti doit savoir que dans chaque organisation, il y a trois positions que voici: la position de droite, du centre et de gauche. Avant toute décision, la direction du parti doit prendre en considération les trois positions précitées. Cette procédure garantit la justesse des solutions adoptées. Les objectifs ne sont rien d'autre que la prise du pouvoir par la force et la réalisation des aspirations légitimes des masses populaires.
Le renversement d'un pouvoir réactionnaire n'est possible qu'en menant une lutte dure.
On distingue trois formes de luttes révolutionnaires qui sont:
1° la lutte politique et idéologique
2° la lutte économique
3° la lutte armée.
La lutte armée est la principale forme de lutte. Les deux autres formes doivent être coordonnées à la lutte armée pour remporter la victoire[7].

Ce texte figure dans les cahiers de leçons politiques que Léonie Abo a sorti du maquis. Il s'agit donc probablement de la version originale, rédigée par Mutele lui-même. On peut la comparer à une autre rédaction de cette leçon, sans doute réalisée à un niveau inférieur et publiée par Benoît Verhaegen[8]. Cette comparaison permet de constater que les points essentiels suivants, exposés par Mulele et Bengila, ne furent pas bien saisis puisqu'ils ne figurent pas ou de façon déformée dans la version rédigée par un cadre de niveau inférieur.
Le texte de Mulele indique que l'Etat et ses lois revêtent un caractère de classe, qu'ils garantissent dans la société occidentale les intérêts du capital.
Dans un pays du tiers monde tel le Congo, la contradiction principale se situe entre d'un côté l'impérialisme, servi par les réactionnaires locaux et de l'autre côté les masses populaires.
L'impérialisme constitue par essence une domination par la force. Par conséquent, la lutte armée représente la forme principale de la lutte de libération nationale mais elle doit être soutenue par la lutte politique et idéologique et par la lutte économique.
Le texte de Mulele mentionne la nécessité de créer un parti révolutionnaire ayant une idéologie progressiste, notion ne figurant pas du tout dans l'autre version.
Mulele explique comment ce parti doit travailler parmi les masses populaires en paraphrasant une citation de Mao Zedong: 'Là où il y a des masses, on distingue grosso modo trois sortes d'éléments: ceux qui sont relativement actifs, ceux qui sont relativement arriérés et ceux qui sont entre les deux. C'est pourquoi les

dirigeants doivent être capables de réunir autour d'eux le petit nombre d'éléments actifs, sur lesquels ils pourront compter; et grâce à eux, ils élèveront le niveau des éléments intermédiaires et rallieront les éléments arriérés[9].'

Comment se faire comprendre par les villageois?

Mulele s'entretient avec Mfutsambulo Ipoli, vieux chef du village Kim-pata Eku. Il l'amène à raconter une des nombreuses histoires belges qui lui sont arrivées. 'Un jour, l'agent sanitaire, un Blanc, arrive au village. C'était avant l'indépendance. Comme tous les chefs de clan, je lui apporte des œufs. Pour aller chez ce Blanc, je me suis mis 'en propre', je portais ma veste, la seule que je possédais. Le Blanc dépose alors les œufs dans un seau. Certains d'entre eux se mettent à flotter. Ils sont mauvais. Venez, dit le Blanc. Et il casse tous les mauvais œufs sur ma veste. Je rentre à la maison, mais je ne parviens pas à marcher. Toutes les mouches ont senti l'odeur des œufs et se précipitent sur moi. Pourquoi doit-il salir ma veste? Moi, je n'ai pas de savon.' Au départ de cette anecdote, Mulele évoque toute l'étendue des humiliations que la population a dû souffrir durant la période coloniale; il montre quelles forces avaient besoin de rabaisser ainsi les Noirs pour régner sans partage. Cette situation devait changer avec l'indépendance. Mais le mauvais gouvernement a vendu l'indépendance et il fait revenir les souffrances du régime colonial en les redoublant. Après une suite de questions et de réponses qui prendraient ici cinq pages, le vieux dit à Mulele: 'Papa, si j'avais su alors tout ce que vous venez de m'apprendre, mais je l'aurais mangé cru, ce Blanc. Vraiment, vous me suscitez là quelque chose de bon. Il est grand temps d'en finir avec cette histoire. Papa, donnez-moi des armes. Je vous envoie tous les garçons du village, aucun ne doit rester chez lui !
Un commissaire politique explique la démarche de Mulele de la façon suivante: 'Les *leçons politiques* que Pierre donnait, avaient pour premier objectif de susciter parmi les masses la haine et le mépris du régime existant. Il suffit de vivre parmi les masses, de voir ce qui les tracasse, d'écouter leurs plaintes, pour trouver les thèmes et le matériel d'une *leçon politique*. Quand on connaît bien ce qui manque aux masses, ce qu'ils réclament à juste titre, on peut leur expliquer leurs droits. Et qui bafoue et viole ces droits? Le mauvais gouvernement, les exploiteurs. Une fois qu'on a suscité la haine des injustices, on se met ensemble pour trouver les moyens de changer cette situation.'
Mulele parsemait ses discours de proverbes, de contes et de textes de chansons que tous les villageois connaissaient. On y riait beaucoup et pour rien au monde les villageois n'auraient raté une *leçon politique* donné par le 'camarade en chef'.
Parmi les dirigeants, Pascal Mundelengolo se distinguait par sa faculté d'exposer les leçons sous forme de dialogue. Voici quelques notes de ses leçons:

II y a maintenant chez nous trois classes de vie.
La première classe, c'est nous qui produisons, les coupeurs de fruits de palme. Qu'est-ce que nous recevons pour nos fruits? Est-ce que nous pouvons encore acheter les pagnes pour les femmes avec notre salaire? Non, nous ne pouvons plus acheter de wax. Nous sommes des producteurs libres. Quand nous vieillirons, est-ce que nous aurons une pension? Non, nous n'y avons pas droit.
La deuxième classe, ce sont les Blancs qui achètent nos fruits. Est-ce que nous savions ce que les Blancs pourraient faire avec nos produits? Personne parmi nous ne le savait. Avec nos fruits, le Blanc fabrique de l'huile de palme, du savon, des bougies, du beurre. Les coques, il les vend comme bois de chauffage. Il mélange les déchets avec le maïs pour obtenir du fourrage pour la volaille. Tout ça, est-ce que nous le savions? Nous ne connaissions pas la vraie valeur de nos fruits de palme. C'est nous qui faisons le travail dangereux, mais nous ne recevons presque rien. Le Blanc gagne beaucoup. Il vole nos richesses. Les impérialistes sont comme les moustiques. Vous avez travaillé et peiné toute la journée. Avec votre argent, vous achetez la nourriture et vous mangez pour vous procurer du sang qui est nécessaire pour vivre. Alors, les moustiques viennent et ils sucent votre sang, et ils ne laissent plus une seule goutte dans votre corps. Ils deviennent très gras. Mais, dites-moi, est-ce que c'est eux qui ont travaillé? Les richesses sont produites par nous, mais nous n'en profitons pas. Est-ce que vous êtes contents de cette situation? Non, on n'est pas contents. Les Blancs viennent et eux ils fixent les prix. Mais pourquoi est-ce que vous ne pouvez pas fixer les prix? Vous voyez la différence? Ah oui, quand est-ce qu'on aura ce pouvoir-là? Oui, voilà ce qu'on cherche. Nous ne voulons plus travailler comme avant.
Alors, nous faisons connaissance avec une troisième classe. Il y a des personnes qui se mettent du côté du Blanc et qui nous disent: vous n'avez pas le droit de faire grève. Nous revendiquons pour une cause juste, mais eux, ils nous mettent en prison. Entre le Blanc et nous, se trouve le réactionnaire. Dans un régime normal, le gouvernement doit prendre les mesures pour satisfaire les besoins du peuple. Mais nos chefs ne savent que donner des amendes, lever des impôts, arrêter et torturer. Les Blancs les paient pour ça, mais ils ne savent pas eux-mêmes pourquoi ils agissent de telle sorte. Le Blanc corrompt nos frères qui sont réactionnaires pour nous causer du tort. Le militaire qui a tué toute sa vie aura sa pension et retournera au village. Est-ce qu'il va continuer à exterminer ses propres parents? Non, le militaire doit apprendre pourquoi ses parents luttent. Quand il aura compris, il rejoindra notre combat.

Voici la première leçon que donnait un commandant dans les dizaines de villages qu'il visitait:

On nous apprend que nous sommes tous les enfants du même père, qu'on appelle Dieu le Père. Admettons. Mais quel est le père qui fait un enfant pour le voir souffrir? Non, un père qui a beaucoup d'enfants souhaite que tous soient pareillement heureux.
De toute façon, Dieu, nous ne le voyons pas. Il nous laisse entre les mains d'un autre papa, le colonisateur. On a connu le travail forcé, lu chi-cotte, la déportation. Mais quand même, on arrivait à acheter des pantoufles, des wax pour l'épouse, même un vélo, et les enfants allaient à l'école.
Nous avons chassé le colonisateur et maintenant notre pays, le Congo, est devenu notre père à tous. Le travail que nous faisons est le même qu'avant, nous coupons les fruits, nous cultivons le manioc et le maïs, les menuisiers, forgerons, charpentiers peinent comme jadis.
Mais est-ce que nous mangeons encore à notre faim? Est-ce qu'on sait payer les études de nos enfants? Non. Et pourtant, il y des enfants qu'on envoie étudier en Europe. Pourquoi est-ce que nous ne vivons pas mieux qu'au temps colonial?
La raison en est qu'il existe maintenant chez nous plusieurs classes.
Notre classe produit toutes les richesses. Mais la classe des réactionnaires et des mauvais chefs confie toutes les richesses du pays aux étrangers et entre eux, ils se partagent tous les gains. Les impérialistes et les réactionnaires vivent très bien, mais les masses n'ont plus droit à la vie.
Quel est le père qui veut que quelques enfants seulement mangent et que les autres crèvent?
Non, ce système est trop mauvais. Notre pays a beaucoup de richesses, de matières premières. Pourquoi n'obtenons-nous pas les mêmes jouissances et les mêmes droits, nous qui travaillons ? Est-ce que nous avons fait du mal à notre pays? Non, nous n'avons rien fait de mal. Nous avons cotisé pour l'indépendance. Mais nous sentons que les réactionnaires nous privent de beaucoup de choses. Est-ce qu'on peut éternellement accepter que nos enfants n arrivent pas à étudier et que eux aussi seront éternellement opprimés par les enfants des réactionnaires qui étudient en Europe ? Non, il est grand temps de nous libérer de ce néocolonialisme.
Mais comment changer le gouvernement et les institutions? Il y a deux façons de le faire. Nous ne pouvons pas dire que tous ceux qui travaillent pour le gouvernement sont des réactionnaires. Il y a des ignorants, et aussi des gens bons. Ils organisent des syndicats avec les ouvriers, les journalistes écrivent des papiers, ils influencent les bons parlementaires. C'est la façon de lutter des réformistes. Ils n'ont pas réussi, parce que les réactionnaires font du chantage contre eux; ils ne les écoutent pas, ils les briment. Les réactionnaires ont toujours résisté à la lutte réformiste parce qu'ils veulent garder leur pouvoir et continuer la collaboration avec les impérialistes. Il est grand temps d'abandonner la lutte réformiste. Il faut faire la lutte révolutionnaire.
Mais comment faire cette lutte révolutionnaire?
Vous voulez manger de la viande. Dans la forêt, il y a un animal. Il faut d'abord connaître le gibier que vous voulez manger. Il faut savoir ce que vous cherchez. Vous devez aller vous-mêmes en forêt pour chasser l'animal.
Nous devons d'abord connaître l'ennemi qu'il faut supprimer pour que nous mangions bien, pour que nous jouissions de nos droits et de la liberté.
Nous allons combattre les impérialistes et les hommes qu'ils envoient, les militaires et les policiers qui nous arrêtent et qui nous tuent sans savoir pourquoi.
Pour mener cette lutte révolutionnaire, il faut nous suivre et venir au maquis. Là, vous apprendrez comment faire le combat pour nous libérer de ce néocolonialisme. '

Cet art de rendre des idées marxistes intelligibles aux villageois se retrouve aussi dans *Le catéchisme du partisan*, rédigé par Mulele et Bengila début août 1963. Félix Mukulubundu en apprit le texte par cœur et ainsi il parvint chez les combattants à Gamboma[10].

Le catéchisme du Partisan

1. Qu'est-ce qu'un partisan?
Un partisan est un homme du pays qui souffre dans son cœur parce qu'un mauvais gouvernement détruit son pays.

2. Que fait le partisan s'il souffre ainsi?
Il se met ensemble avec d'autres amis. Ils entrent en forêt pour apprendre la façon de se battre contre ce mauvais gouvernement.

3.Que va apprendre le partisan en forêt?
A. Il va apprendre tout ce qui concerne la politique ainsi que la façon de se battre contre l'ennemi.

B. Il va apprendre le métier de militaire qui lui montrera comment se battre contre les réactionnaires ou les traîtres, même s'ils sont des frères de même père et de même mère.

4. Pourquoi le partisan doit-il apprendre le travail politique et le travail de militaire?
Le partisan doit apprendre tous ces métiers pour montrer ainsi qu'il peut aussi les faire afin de sauver son pays.

5. Combien y a-t-il de sortes de combats dans le travail des partisans? Il y a deux sortes de combats pour les partisans.

6. Indiquez les deux sortes de combats pour les partisans.
A. le combat politique
B. le combat proprement militaire qui utilise des fusils ou d'autres armes, par exemple: lances, flèches, etc.

7. Quand se fait le combat politique?
Le combat politique se fait lorsque vous recrutez des partisans qui viennent rester dans le maquis, dans la forêt et aussi lorsque vous organisez des comités de village.

8. Quand y a-t-il combat militaire?
Le combat militaire s'amorce en même temps que le combat politique.

9. Quelle est l'importance du combat politique?
Le combat politique revêt beaucoup d'importance pour nous. Grâce à lui, nous saurons vraiment pourquoi nous voulons nous battre contre ce mauvais gouvernement. Grâce à lui également, nous pourrons expliquer aux gens du pays et aux partisans les méfaits des ennemis de notre pays. S'ils savent cela, ils se battront sans difficulté; ils ne nous demanderont plus le pourquoi de notre combat.
Le dirigeant expliquera toujours dans son travail les méfaits des réactionnaires congolais comme ceux des impérialistes américains. Il les expliquera tous les jours, du matin au soir.

10. Quel est le mot d'ordre de notre révolution?
Notre mot d'ordre est: Indépendance économique. Cette économie se trouve entre les mains des étrangers, des gens à la peau blanche.

11. Quelle est l'importance de l'économie?
Elle est d'une très grande importance pour le bien-être de tout le pays. Il faut expliquer aux gens l'importance de l'économie de notre pays. Leur donner des exemples des usines appartenant au Congo.

12. En ce qui concerne la politique, de quoi serait-il encore souhaitable de parler aux villageois et aux partisans?
A. de la Politique nationale
B. de la Politique internationale
C. qu'ils soient respectueux envers les dirigeants du Parti
D. il faut leur dire que le Parti est au-dessus de tout
E. que la discussion est libre entre les camarades

13. Que doit savoir le Dirigeant avant d'aller au combat? Avant d'aller au combat, il doit savoir ce qui suit:
A. Il doit connaître le Plan.
B. Il doit l'étudier avec tous ses hommes.
C. Le Commissaire politique donnera la leçon politique à tous les camarades. Il leur expliquera le pourquoi de l'attaque, les avantages et les inconvénients. Après cela, il leur apprendra à avoir l'amour de la patrie.

Notes

1. Ordonnance n° 226 et 227 du 29 septembre m Congo 1963, p. 172-174. 1* Ibid.
2. Rapport du ministre Maboti, introduisant l'ordonnance 240 in Congo 1963, p.
128. 2* Congo 1963, p. 142-143.
3. Congo 1963, p. 235.

4. Document signé Ch. Gbenye, Brazzaville, le 18 nov. 1963 in Le Progrès, 26 nov. 1963,p. 7.
5. Lettres du 5 juin 64 et du 24 mars 64 in Congo 1964, p. 50; 36.
6. Congo 1965, p. 38-43.
7. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Cahiers de leçons politiques, 1, p. 1-6.
8. Rébellions au Congo, 1, p. 166-170.
9. Mao Tse Toung, A propos des méthodes de direction, 1943, in Œuvres choisis, 3, p. 122.
10. Texte en lingala cité dans Rébellions au Congo, 1, p. 233-234. Traduction française réalisée par un collaborateur.

XIII. L'insurrection déclenchée : janvier- mars 1964

L'attaque de L'INEAC et les premières opérations

Le 24 décembre 1963, Joseph Okwono, l'envoyé de Mulele, amène une directive à Eyene, destinée à Mukulubundu: 'Nous déclencherons la première opération militaire dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier 1964. Objectif choisi: l'école technique agricole de FIneac à Kiyaka, au sud de Kikwit. Vous êtes tenu de préparer des équipes pour participer à l'attaque.' Le même message arrive chez Kafungu.
A cette date, toute la richesse du maquis en armes modernes se résumait à trois revolvers, dont un était hors d'usage et quelques fusils de chasse. Les outils de production journaliers faisaient office d'armes de guerre: les machettes utilisées pour couper les fruits et pour débroussailler, les lances, les flèches et les *pupu*, fusils de fabrication artisanale dont on se sert pour la chasse. Plus tard, à Idiofa, les femmes y ajouteraient les grands pilons avec lesquels elles préparent la nourriture.
L'école technique possédait un laboratoire bourré de produits chimiques qui auraient fait le bonheur de Mulele. En s'emparant de ces produits, les partisans pourraient fabriquer des bombes et des mines artisanales, selon des procédés appris en Chine. Mulele espérait aussi mettre la main sur des radios et d'autres appareils: un émetteur et un microscope, par exemple, l'auraient comblé de joie.
Louis Kafungu avait enseigné en deuxième année de l'école primaire à Kiyaka. Il connaissait bien les lieux et il dirigea l'action. L'opération connut un franc succès: les maquisards s'emparèrent d'un matériel fort précieux. Les cinq enseignants européens et leurs familles profitèrent de l'occasion qu'on leur offrit largement pour prendre la fuite. Au matin, deux policiers surprirent les partisans. Ceux-ci ripostèrent et parvinrent à maîtriser leurs adversaires qu'ils exécutèrent sur place.
Le 4 janvier, des quatre policiers venus pour explorer le quartier général de Mulele, trois tombèrent aux mains des partisans. Les deux premiers furent exécutés, le troisième fut renvoyé avec un message proposant aux policiers de cesser de servir la terreur des néocolonialistes et de passer du côté du peuple.
Du premier au 22 janvier, les équipes menèrent sur tout le territoire de la province du Kwilu des opérations ponctuelles dans le but de se procurer des armes, de s'aguerrir dans ces premières expériences militaires et de punir les réactionnaires les plus endurcis.
Durant cette période, une nouvelle directive, élaborée par Mulele et Bengila, parvint à toutes les équipes: le 22 janvier, toutes les unités combattantes devaient entrer en action. Les opérations précédant cette offensive générale étaient de différents types. Les combattants détruisirent des centres administratifs, tentacules avancés du gouvernement. Ce fut le cas à Mungindu, le 6 janvier. Les partisans visaient à paralyser les militaires, comme ce fut le cas à Lutshima le 8 j anvier, lors de l'attaque de l'établissement Madail au cours de laquelle cinq camions dont l'ANC se servait, furent incendiés. Les équipes exécutèrent les fonctionnaires qui s'étaient distingués par leur zèle dans la chasse aux mulelistes, comme à Mukoso, le 19 janvier, où le chef de secteur servit de cible.

La terreur de l'armée mobutiste

Cependant, durant toute cette période, l'armée et la police gardèrent pleinement l'initiative et régnèrent sur les villages par une terreur débridée. Depuis un certain temps, Kamitatu faisait pression sur Adoula pour que le Gouvernement central s'occupe directement de la répression du mouvement muleliste au Kwilu. Au début du mois de janvier 1964, son rival Mungul Diaka offrit ses services au Premier ministre pour l'épauler dans sa lutte contre le 'terrorisme'. Le 13 janvier, Jérôme Anany, ministre de la Défense, prit la charge des opérations au Kwilu, où il se rendit en compagnie du général Mobutu. Le 14 janvier, une compagnie de l'ANC, envoyée en renfort, débarqua à Kikwit. Le 18 janvier, Kasavubu décréta l'état d'exception dans toute la province du Kwilu. Dieudonné Yamvu fut nommé commissaire général extraordinaire, assisté par Louis Ekamba et Albert Milton. Yamvu détenait désormais le pouvoir militaire et civil : le Gouvernement et l'Assemblée provinciale furent mis en chômage doré. Le major Tshatshi, commandant de la garde personnelle de Mobutu, dirigea les opérations militaires[1].
L'atmosphère générale est bien rendue dans une lettre écrite par une institutrice belge le 21 javier:
'Les autorités nous ont envoyé des soldats de Banningville afin de renforcer le maintien de l'ordre. Il y en a quelques-uns dans chaque village. Ensemble avec la police, ils rendent la vie très difficile aux gens. A chaque heure de la journée, la population est rassemblée pour être comptée et contrôlée. Pour chaque absence, ils réquisitionnent tantôt une chèvre, ou un otage, ou encore 2.500 francs. Il arrive que les hommes comme les femmes soient roués de coups et piétines. Les habitants des villages sont morts de peur. Ils ne peuvent plus

quitter leurs villages sans laissez-pas-ser. L'arbitraire est grand. Il est arrivé que les soldats déchiraient purement et simplement les laissez-passer de nos élèves, des filles des deuxième et troisième années d'étude, et enfermaient ces enfants pour qu'elles servent de 'jouets' aux militaires et policiers[2].'
Pour se venger de l'exécution de deux collègues, les policiers organisèrent des razzias à Mungindu et entassèrent par centaines leurs victimes ensanglantées dans la prison. Un correspondant de la revue belge *La Relève* écrit:
'Un camion est arrivé de Mungindu, centre de la bagarre. La benne était maculée de sang. Le chauffeur a raconté qu'il a dû emporter 87 cadavres pour les faire enterrer: tous des prisonniers. Ils ont péri asphyxiés, parce qu'ils étaient entassés à 124 dans un local trop petit. Cela rappelle certaines horreurs de la persécution des nazis contre les Juifs. Parmi eux, il y avait quelques *ba-jeunesses*. Tous les autres avaient été ramassés au hasard: des notables de villages, des pointeurs, des coupeurs d'huilerie (...) Au cours de leurs expéditions répressives, les soldats et les policiers tuent sans distinction et tirent comme pour s'amuser[3].'
Le 3 janvier, l'abbé Tara passa la nuit à la mission d'Aten où il rencontra quatre inconnus qui y logeaient. Le lendemain, Tara se rendit compte qu'il venait de voir les quatre policiers envoyés pour espionner le camp de Mulele.
'Le soir, je suis allé prendre un verre chez le chef de secteur et des militaires racontent l'événement, l'assassinat de policiers par le groupe mule-liste. Les soldats disent: On a tué des policiers, mais nous devons tuer 500 civils. Un policier vaut 500 civils. Si c'était un militaire qui avait été tué, alors nous allions massacrer le village entier. Vous allez voir, dès que l'on aura le commandement, vous allez voir ce que nous pouvons faire[4].'
Tara raconte comment sept villageois ont été massacrés par une unité de l'armée arrivée par camion à Ngyamba-Mbete, un jour de janvier 1964:
'Le camion est arrivé, a claxonné: Venez tous vendre du manioc car nous avons besoin d'acheter du manioc. Et les gens qui étaient là sont venus vendre du manioc. Le (camion) était presque rempli, quand un militaire fait sortir un papier et on lit là-dessus: (suivent des noms inaudibles). Quatre personnes se présentent, la cinquième et la sixième allaient venir, quand ils ont commencé à abattre les quatre premiers. Tout le monde est parti, tout le monde s'est dispersé. Ils ont poursuivi les autres et en ont abattu trois. Un était dans sa propre maison, il croyait être en sécurité là-bas, mais on l'a abattu dans sa propre maison. Une jeune femme aussi avec son gosse sur la (inaudible) de l'école[5].'
Dans une lettre écrite en avril 1964 à un ami de Léopoldville, le même abbé Tara évoque à nouveau les événements dont il fut témoin au début de l'année.
'Les villageois sont restés comme ci-après: déjà vers 6 h-6 h30, tout le monde en forêt ou (en) brousse pour fuir les militaires. Ceux dont les villages étaient déjà incendiés restaient en forêt; inutile de revenir au village puisque les cases sont brûlées.
'De leur côté, les militaires passent de village en village. Ils incendient les cases, tuent tout être humain qu'ils voient, attrappent des chèvres, (des) poules; le gros bétail sur leur passage attrappe aussi des balles. A Mukulu-Nzambi, par exemple, un certain Théophile, cathéchiste, infirme, était victime des balles militaires, lui, sa femme et trois enfants de sa famille. Une femme qui venait d'avoir un bébé a subi le même sort, le bébé est tombé, éventré.(...)
'De son côté, l'aviation a aussi semé la panique. Deux unités de chasse circulaient librement dans la région. Ces avions jetaient des grenades et mitraillaient des attroupements[6].'

L'offensive générale du 22 janvier 1964

La situation obligeait Mulele à élaborer un plan d'offensive générale pour le 22 janvier. Les souffrances et les exaspérations de la population exigeaient une action décisive; la terreur de l'armée se faisait chaque jour plus cruelle et les renforts annoncés allaient sans doute ajouter aux horreurs.
L'offensive générale avait plusieurs objectifs. Un commandant déclare : 'Notre premier but était de protéger la vie de la population et notre propre vie. ' En détruisant les ponts et les bacs, et en mettant les routes hors d'usage en y creusant de larges fosses, les partisans voulaient empêcher les déplacements militaires. La réduction de la mobilité de l'ANC offrait aux villageois et aux équipes le temps de fuir et obligeait l'armée à se diviser en unités plus réduites. Celles-ci pourraient plus facilement être battues par les partisans.
Les combattants, toujours démunis d'armes à feu modernes et d'expérience militaire, recoururent essentiellement aux embuscades. Celles-ci leur permirent de liquider des petits groupes de militaires, de récupérer des armes automatiques, et d'inspirer la crainte aux autres soldats.
Certains administrateurs, chefs et autres éléments de la couche supérieure, qui avaient apporté une collaboration point désintéressée au Gouvernement Adoula, portaient la responsabilité des atrocités qui accablaient la population. La seule possibilité de mater ces réactionnaires consistait à leur inspirer une peur salutaire par l'action des masses. Des équipes de 100 à 200 partisans, souvent renforcées par des villageois, s'emparèrent des personnalités particulièrement détestées et les exécutèrent. Ils détruisirent les bâtiments qui abritaient l'autorité gouvernementale.
Il fallait éliminer des zones sous contrôle populaire les centres d'information capables de renseigner l'armée et

les points de regroupements où les militaires pourraient prendre base. Plusieurs missions tombaient dans cette catégorie.

La nature des opérations du 22 janvier apparaît avec une clarté particulière dans le récit d'un responsable du maquis de la région de Iseme-Ibubu-Isienge sur l'occupation de la mission Ngoso par les partisans. Son histoire contredit point par point la version des mêmes événements par sœur Alberta.
Ngoso, centre régional d'enseignement important, comptait 1.300 élèves. Un abbé congolais dirigeait la mission, assisté de 5 missionnaires blancs, 4 religieuses blanches, deux sœurs noires et un frère noir.
Sœur Alberta parle d'un 'pillage monstre' survenu à la mission le 25 janvier. 'Le 31 janvier, relate-t-elle, les mulelistes arrivèrent à 7 heures du matin. Cette fois, c'est la fin, dira tout en larmes l'abbé Ngunza, directeur de la mission. A 9 heures, un camion rempli de 'jeunesses' s'amène et les occupants s'apprêtent à arrêter tout le personnel de la mission pour les fusiller, mais au même moment, un avion de l'ONU rase les palmiers et lance des tracts (...) Les mulelistes prirent peur et s'enfuirent à travers les bois[7].'
Nous allons voir à présent la façon dont les partisans vécurent les mêmes événements. Voici les propos rapportés par un responsable de la région de Ngoso:
'Lorsque Pierre quitta son camp de Bembele Busongo après l'attaque des militaires du 30 octobre, il passa dans les environs de la mission Ngoso. Les militaires, au courant de sa présence, occupèrent et pillèrent tous les villages avoisinants. Ils vinrent même prendre les bêtes à la mission.
'A ce moment, nous avions déjà de nombreux contacts clandestins dans la mission. Joseph Okwono, qui dirigeait l'équipe de Iseme, avait noué des relations avec un grand nombre de moniteurs et d'instituteurs enseignant à Ngoso. Le soir, après les cours, ils quittèrent secrètement la mission pour se rendre en forêt et y suivre les leçons politiques. Ils arrivèrent vers 19h-19h30 et rentrèrent à 22h, parfois même à minuit. Le supérieur de la mission, un abbé dinga nommé Victor Ntsunganza, sympathisait avec nous, il nous donnait même de l'argent. Les sœurs aussi savaient que nous campions dans la forêt et elles nous envoyaient du sel, du savon et de la viande.
'Pierre fut prévenu par des informateurs à Idiofa que l'armée avait l'intention d'occuper la mission Ngoso. Il nous donna comme directive de prendre les devants. Nous prévînmes les missionnaires de ce qui se préparait du côté de l'ANC. L'abbé Victor ne voulait pas de ces troupes de tueurs et les sœurs blanches prirent peur parce qu'elles savaient comment les militaires malmenaient les femmes.
'Un jour, des bruits présagèrent de l'arrivée imminente des militaires. Nous chargeâmes une équipe de mettre le père noir et les sœurs européennes en sécurité dans le camp des partisans. Moi, je n'ai pas vu de missionnaires blancs. Il s'avéra après deux jours qu'on avait réagi à une fausse alerte. L'abbé Ntsunganza dit qu'il serait plus prudent d'occuper nous-mêmes la mission.
'A ce moment, nous avions réuni 13 équipes de la région pour coordonner notre action. Des combattants de ces équipes élirent une direction pour les opérations communes. Joseph Okwono, chef d'équipe d'Iseme, Dieudonné Ndabala, chef d'équipe de Mpangu et Joseph Olun, chef d'équipe de Muefu furent choisis.
'Nous avons détruit le bac de Obala sur la route de Kikwit-Ngoso. Dans la direction opposée, vers Musenge Munene et Kalanganda, la route fut également rendue impraticable par des fosses profondes bien camouflées et par de grands arbres abattus. Nous nous déplacions toujours à pied, nous ne possédions aucun véhicule.
'L'abbé Victor appela les trois dirigeants mulelistes. Il dit : La lutte sera de longue durée; les missionnaires européens se regroupent à Idiofa, il vaudrait mieux évacuer les sœurs. Nous lui demandâmes d'écrire une lettre que les équipes feraient parvenir à Idiofa.
'Une semaine plus tard, des hélicoptères de l'ONU sont venus prendre les sœurs. Joseph Okwono avait fait des signes avec un tissu blanc pour qu'ils atterrissent dans la plaine. Des partisans portèrent les valises des sœurs. L'abbé Ntsunganza nous avait prévenus qu'il comptait rester au maquis, mais après une discussion avec un supérieur venu avec l'ONU -je crois qu'il s'agissait de Monseigneur Toussaint- il décida de partir lui aussi.
Les deux sœurs noires nous ont rejoints. La première, une infirmière mbala, soignait nos blessés et nos malades. La sœur Sidonie Ahumari, institutrice, donnait des *leçons politiques* à nos partisans. Plus tard, elle fut affectée à la Direction générale.'

Le récit suivant fait clairement apparaître le rôle essentiel de la participation civile à l'offensive générale du 22 janvier 1964. Il est rapporté par un ouvrier d'Idiofa. A la prison de cette ville travaillait un petit groupe de tailleurs, de mécaniciens et de menuisiers, parmi lesquels l'auteur de ce témoignage :
'Aux environs du 20 janvier, presque tous les villages aux alentours d'Idiofa étaient aux mains des mulelistes. En ville, nous étions tous au courant de ce qui se passait dans les bivouacs par l'intermédiaire de parents et d'amis d'école. Le mot d'ordre circulait partout que le début de l'attaque des partisans serait le signal pour que tout le monde descende dans la rue avec des machettes, des lances, des flèches, des *pupu* et des cailloux pour se ruer sur les militaires et pour les tuer.
'Le 25 janvier, je quittai mon travail à la prison vers 15h. Arrivé chez moi, j'entendis le crépitement des armes. Tout le monde criait en sortant : l'attaque a commencé. Toute la population remplit les rues en courant vers les militaires. Beaucoup de femmes criaient *massa, massa*!, ce qui veut dire : c'est de l'eau, avancez, n'ayez pas peur,

ce n'est rien. Certaines tenaient leurs pilons en main. Les soldats tuaient beaucoup de monde, mais nous aussi, nous arrivions à tuer des militaires. Le combat cessa à 18h mais les soldats recommencèrent à tirer vers 21h. Nous avons alors quitté la ville pour nous retirer en brousse. Presque tout Idiofa se vidait.
'Le lendemain matin, des combattants des équipes nous rejoignirent et descendirent avec nous en ville. Ils circulèrent dans les rues pour trouver les positions exactes des militaires. Joseph Tsimangungu, chef de secteur de Mosanga, disait qu'il nous soutenait et qu'il nous indiquerait la position des soldats. On s'approchait de sa maison quand tout à coup, les militaires, cachés entre le plafond et le toit, commencèrent à nous tirer dessus.
'Chez nous, les maisons ont un espace de quarante centimètres entre le toit et le plafond, pour l'aération. C'est là qu'ils nous tendirent un piège. Nous avons tué Tsimangungu et incendié sa maison. Certains militaires y ont laissé leur vie.
'Le gros de l'ANC s'était retranché au centre de la ville et nous n'avions pas les moyens de les déloger.
'Presque tous les habitants quittaient la ville d'Idiofa pour retourner dans leur village d'origine, il restait à peine 300 personnes avec les militaires.
'On reçut alors un appel de Pierre: Ceux qui viennent de quitter la ville formeront une équipe à Idiofa ! 140 personnes s'engagèrent sur-le-champ. Nous envoyâmes deux dirigeants, choisis par l'équipe, chez Mulele pour y prendre des *leçons politiques* et recevoir les tâches à remplir par notre équipe. Lorsqu'ils revinrent quelques semaines plus tard, Désiré Nkwana devint notre commissaire militaire et Martin Mangana notre commissaire politique.
'Notre équipe a immédiatement commencé l'entraînement et la préparation de l'attaque contre Idiofa. L'aviation bombardait tous les attroupements que ce soit en brousse ou sur les routes aux alentours de la ville. Pour mieux préparer les opérations contre Idiofa, Pierre avait décidé que toutes les équipes des villages entourant la ville seraient dirigées par notre équipe qui s'appelait 'Base Kitona'; elle devint ainsi une sous-direction.'

L'attaque de la mission de Kilembe mit en lumière un autre aspect de l'offensive muleliste du 22 janvier. Une personne qui se trouvait dans le tout premier groupe de partisans déclara: 'L'attaque de Kilembe a été préparée chez nous à la Direction générale par Mulele et Bengila et elle a été organisée par Kafungu. Les missionnaires de Kilembe avaient la réputation d'être particulièrement perfides, cruels et anti-Noirs. Nous tenions pour certain qu'ils informeraient les autorités et l'armée de tout ce qui se passait dans la région; pour notre sécurité, il fallait les faire partir.'
Ceci correspond au témoignage d'un Congolais qui a vécu de près tout ce qui s'est passé à Kilembe depuis 1949. Cette année-là, les missionnaires blancs accusèrent le premier abbé pende, Barthélémy Sieta, d'inciter la population de Kilembe à la révolte. En guise de représailles, ils renvoyèrent entre 1949 et 1952 tous les enfants pende du Séminaire des oblats et n'en acceptèrent aucun nouveau. Un missionnaire d'Idiofa écrivait en 1951 à son père: 'Je prévois dans le peuple chrétien noir une révolte contre le clergé (...) ce clergé, dans trop de cas, les regarde trop en esclaves et manque à la charité et même trop souvent à la justice[8].'
L'évêque d'Idiofa, monseigneur Toussaint, fit pression par deux fois, en 1962 et en août 1963, sur le Gouvernement pour que soit emprisonné l'abbé Sieta, devenu entre-temps le supérieur de la mission Kilembe. Devant le refus du Gouvernement, l'autorité ecclésiastique ne songea plus qu'à se venger par ses propres moyens. Au début de 1963, la mission, son dispensaire et sa maternité fermèrent leurs portes sans préavis, à la suite de quoi 5 enfants trouvèrent la mort. L'un d'eux était un cousin d'Antoine Fimbo, un notable pende qui deviendra muleliste en 1963. Une deuxième fermeture en automne 1963 provoqua la mort d'une fille de 15 ans. Jusqu'en 1963, des Pères de Kilembe frappaient encore en public des hommes adultes, des instituteurs[9].
Peu avant le 20 janvier, des fonctionnaires en fuite passèrent par la mission de Kilembe pour y déposer certains de leurs biens; ils traînaient avec eux à la mission quatre prisonniers mulelistes[10].
Lors de l'attaque contre la mission de Kilembe, dans la nuit du 22 au 23 janvier 1964, trois missionnaires belges furent tués. Une religieuse belge ayant vécu ces événements déclara que de nombreux villageois de Kilembe se trouvaient parmi les mulelistes. La personne qui a suivi cette action à la Direction centrale et que nous avons déjà citée, rapporte que lors des entretiens avec les commandants, Mulele critiquait les actes indisciplinés qui avaient provoqué la mort des trois pères.

L'étendue du territoire libéré

A la fin de février 1964, l'activité des mulelistes s'exerçait sur une superficie supérieure à deux fois celle de la Belgique. Les partisans exerçaient un contrôle réel sur un territoire de 300 km de long sur l'axe nord-sud et de 120 km de large sur l'axe est-ouest.
L'activité organisatrice des équipes de partisans a joué un rôle déterminant dans cette prise de pouvoir. Les masses s'engagèrent dans la révolution parce qu'elles souffraient et qu'elles étaient terrorisées par les militaires. Mais la frayeur et le désespoir se transformèrent en résistance et en révolte uniquement dans les endroits où des équipes de partisans avaient conféré une expression organisée à l'audace et à l'héroïsme. Dès lors, on a toutes les raisons de croire que le territoire libéré représentait la superficie maximale pouvant être contrôlée. L'ampleur du

travail organisation-nel fourni en cinq mois est tout à fait étonnant. Mulele avait dû former en trois mois ses premiers cadres. Rentrés chez eux, ceux-ci ne disposèrent que de deux mois pour organiser et entraîner les équipes locales et pour préparer les masses populaires.
Les mulelistes ne pouvaient s'appuyer sur aucune forme d'organisation antérieure'. Même le PSA-Gizenga n'exerçait plus aucune activité dans les villages. De plus, presque tous les députés provinciaux de ce parti avaient pris positron contre le mouvement populaire. Dans les masses appuyant le PSA-Gizenga, vivait cependant un ardent sentiment nationaliste et une haine farouche contre la classe des 'assassins de Lumumba'.
Dans les parties du Kwango et du Kwilu où les populations étaient fortement encadrées par des partis réactionnaires tels le PSA-Kamitatu, la *Luka* et l'*Abazi*, la situation se présentait sous un aspect beaucoup plus défavorable pour le mouvement révolutionnaire. En outre, Mulele n'avait pu former qu'un nombre très limité de partisans originaires de ces régions.

Le 20 janvier, le mouvement muleliste déborda de la province de Kwilu et atteignit le Kasaï, touchant le centre minier et diamantaire de Tshikapa[11]. Le même jour, l'armée y envoya des renforts et occupa les points stratégiques de la province de l'Unité kasaïenne. Deux pelotons -80 soldats-contrôlaient les points de passage entre le Kwilu et le Kasaï. Tous les rassemblements de plus de cinq personnes furent interdits et le couvre-feu était d'application de 18h à 6h[12].
Au mois de février, le mouvement muleliste dépassa l'extrême nord de la province de Kwilu et traversa le fleuve Kasaï en direction d'Oshwe dans la province du Lac Leopold II et de Port-Franqui dans l'Unité kasaïenne. Cependant, au cours du même mois, l'ANC occupa les points de passage sur le fleuve Kasaï. Plusieurs délégations de Bankutu avaient séjourné dans différents camps mulelistes au Kwilu. Le 17 mars 1964 *Le Progrès* écrit que 'des membres de la tribu des Bankutu se sont révoltés et se dirigent vers Bongimba à l'est d'Oshwe.'[13]
Quelques mulelistes étaient même arrivés dans la région de Coquilhat-ville où une certaine agitation régnait dans les milieux nationalistes. Le 20 avril 1964, la gendarmerie de la Cuvette Centrale arrêta 6 Mulelistes; le 14 mai elle y saisit des documents mulelistes.
Pendant ce temps-là, la révolution s'étendait également au Kwango où les mulelistes faisaient preuve d'une activité intense à Feshi, dans le secteur Mukoso, à Kahemba et Panzi[14].
Le 31 janvier, le président provincial du Kwango, Alphonse Pashi, interdit toutes les réunions politiques et des unités de l'ANC avançaient en direction de Kahemba et de Feshi[15]. Le 19 février, le ministre de l'Intérieur du Gouvernement central annonça que plus aucune autorisation ne serait accordée pour se rendre au Kwilu[16]. Le 13 mars, le commissaire extraordinaire déclara qu'il ne délivrerait plus de laissez-passer pour sortir du Kwilu[17]. Au moment où l'encerclement du Kwilu se resserrait, des renforts militaires furent amenés dans la province. Le 1er février, une douzaine d'hélicoptères et une centaine de militaires bien armés opérèrent dans la région d'Idiofa. Le 3 février, des dépêches annoncèrent l'arrivée de 300 paras d'Elisabethville et de Jadotville[18]. Au début du mois de mars, Mobutu déclara que deux compagnies de gendarmerie venant d'Irebu, une compagnie de gendarmerie arrivée du Bas-Congo, un bataillon de commandos retiré du Katanga et un bataillon d'infanterie, sauraient écraser le mouvement muleliste[19].
Ce ne sont pas des raisons d'ordre tribal qui empêchèrent le mouvement muleliste de consolider et d'étendre davantage son influence dans les trois provinces limitrophes du Kwilu, et moins encore une 'stratégie de repli' de la part de Mulele. Devant les forces révolutionnaires encore faibles et fort peu expérimentées se dressa dans ces trois provinces toute la puissance coalisée de l'armée et des réactionnaires locaux. Le rapport de force entre les classes y était trop inégal. Ceux qui aspiraient à la révolution voyaient les routes vers le maquis du Kwilu coupées. Il devint impossible de s'y rendre pour acquérir une formation révolutionnaire. Eux-mêmes n'avaient pas l'expérience politique et organisationnelle pour entreprendre la résistance clandestine que la situation imposait. Il n'en reste pas moins qu'une lutte interne, souvent intense et menant parfois jusqu'au combat armé, traversait tous les villages et tous les tribus situés à la limite de la zone libérée.
C'était par village entier ou par chefferie entière que les gens se rangeaient du côté de la révolution ou du côté de l'ordre établi; mais ce choix, auquel certains donnent volontiers une couleur 'tribale', résultait de la victoire d'une des deux orientations antagoniques qu'on retrouvait partout sous une forme plus ou moins développée. A la limite de la zone mule-liste, nous retrouvons des coalitions entre les réactionnaires locaux, les grandes sociétés et l'ANC, coalitions qui écrasèrent les faibles forces progressistes. Ainsi, on lit dans un rapport venant du nord du Kwilu : 'Les soldats qui étaient à Kimpata Eku sont venus ici. Ils mènent le combat, brûlent des maisons. Les villages sont presque tous brûlés. A Mangaï, ils sont 300. Le Blanc de la Compagnie du Kasaï est revenu. Il achète les produits des Bangoli. Les Bangoli n'acceptent pas du tout l'histoire de la Révolution. Quoi que vous fassiez, ils n'en veulent pas. Les Bamputu, c'est la même chose. C'est pareil des Balori.'[20]
Si le mulelisme prenait résolument position contre toute forme de tribalisme, on est bien obligé de constater que le tribalisme jouait néanmoins un rôle important comme une arme maniée avec art par les forces contre-révolutionnaires. Le président provincial Leta avait espéré garder sous contrôle 'ses' Bapende en leur soufflant que la 'rébellion' était une affaire des Bambunda. Plus tard les réactionnaires présentèrent la révolution muleliste

comme une 'lutte tribale des Bambunda et des Bapende' pour exciter les Bambala, Basuku, Batshokwe contre les forces nationalistes. Le chef d'équipe Muteba, qui opérait en mai-juin 1964 dans la région de Tshikapa, écrit: 'Camarade Mulele, les chefs d'équipe envoient des chefs militaires pour aller conseiller les autres villages. Ils arrivent ici mais les Tshokwe n'en veulent pas. Ils veulent que ces Bapende s'en aillent.'[21]

Notes

1. Congo 1964, p. 17-18.
2. Rébellions au Congo, 1, p. 76.
3. La Rélève, 1 fév. 64, p. 10 in Rébellions au Congo, 1, p. 80.
4. Transcription de l'enregistrement du récit de l'Abbé Tara, p. 21.
5. Ibid., p. 29.
6. Rébellions au Congo, 1, p. 163.
7. La Cité, 3 mars 1964, p. 10 in Rébellions au Congo, p. 163.
8. Rébellions au Congo, 1, p. 159-162 citant une lettre écrite en 1965 par un témoin direct des faits relatés.
9. Ibid.
10. Ibid., p. 87.
11. Congo 1964, p. 14.
12. Congo 1964, p. 18-19.
13. B. VERHAEGEN, La rébellion au Rwilu, document présenté au colloque de Paris 7,13-15 décembre 1984, p. 16.
14. Congo 1964, p. 21.
15. Congo 1964,p. 18-19.
16. Congo 1964, p. 21.
17. l'Essor du Katanga, 5 mars 64 in Congo 1964, p. 24.
18. Congo 1964,p. 18-19.
19. L'Essor du Katanga, 5 mars 64 in Congo 1964, p. 24.
20. ARCHIVES DE WEISS, 4089, Rapport équipe de Pili-Pili, signé Depiano Fils, chef militaire, 4 mai 1964.
21. ARCHIVES DE WEISS , 5520, Rapport équipe Lubecabourg, n° 235, 2-6-64 signé R. Muteba et D. Palata.

XIV. La révolution en marche. Avril 1964-juin 1965

La consolidation. Avril-novembre 1964.

Pendant huit mois, entre le début du mois d'avril 1964 et la fin du mois de novembre de la même année, la révolution connut une phase de consolidation interne et d'offensives militaires contre les points d'appui de l'armée mobutiste dans la zone libérée.

Ralliement des intellectuels et organisation de la zone libéréeRalliement des intellectuels et organisation de la zone libérée

Concentrant toutes ses forces, l'insurrection avait chassé les militaires et les policiers hors d'un vaste territoire. Mais ensuite, il fallut créer, de toute urgence, une structure hiérarchique et disciplinée capable d'administrer la base libérée et de coordonner l'activité militaire des partisans.
Le premier contingent de partisans comptait beaucoup de jeunes 'chômeurs' ayant reçu fort peu d'instruction. Sur un échantillon de 1361 partisans, 16 pour cent n'avaient jamais été à l'école et 60 pour cent comptaient moins de cinq ans d'études[1]. Un responsable du camp central raconte: 'Chez nous, les gens les plus opprimés et les plus humiliés, avaient reçu le moins d'instruction. Ils s'engageaient de tout cœur dans la révolution qu'ils comprennaient à leur façon, avant d'en avoir réellement assimilé les *leçons politiques*. Ainsi au début, certains d'entre eux brûlaient l'argent, considéré comme cause de la misère, voyaient en chaque Mundele un ennemi à abattre, croyaient que la révolution avait tous les intellectuels comme adversaires.'
En janvier 1964 déjà, les équipes avaient contacté la plupart des intellectuels pour qu'ils rejoignent le maquis. Mais au mois de mai, nombre d'entre eux hésitaient encore. Parmi certains combattants circulaient des propos aigres à leur égard, rapportés par un chef de sous-direction : 'Nous n'avons pas d'emploi, nous n'arrivons pas à payer nos impôts. Les néocolonialistes tiennent constamment les yeux braqués sur nous. Nous avons toujours souffert et maintenant encore nous portons le poids de la lutte. Eux, ils se mettent à l'abri. Nous les avons toujours connus comme des membres du PNP, du Parti des Nègres Payés. Et quand nous arracherons la victoire, ils seront toujours les maîtres et ils continueront à bien vivre dans leurs bureaux. Ils profiteront de la révolution sans avoir rien fait pour elle.'
Certains intellectuels furent maltraités et quelques-uns même tués par des partisans lorsqu'ils refusèrent de prendre le maquis. Cependant, les enseignants du Kwilu avaient entammé le 12 octobre 1963, en pleine mobilisation anti-muleliste, une grève contre le gouvernement pour protester contre les retards des payements; la grève dura plus de 10 jours.[2] Ceci explique que des centaines d'intellectuels rejoignirent spontanément la révolution dès janvier et février 1964. Le témoignage suivant de Gérard Mukwasa est à ce propos des plus significatifs :
'Je suis entré au maquis vers le mois de février 1964. J'enseignais dans une école primaire dans le diocèse d'Idiofa. Après les vacances de Noël, les maquisards sont venus nous annoncer que les écoles n'ouvraient plus et que les enseignants devaient rejoindre leurs villages.
'Deux jours après mon arrivée à Impasi, j'ai reçu l'appel de Mulele, transmis par Pierre Ngwensungu. Il demandait aux intellectuels de se rendre à la Direction générale. Une quarantaine d'enseignants, d'infirmiers, de moniteurs agricoles du secteur Kalanganda répondirent immédiatement avec enthousiasme et arrivèrent à Eyene chez Ngwensungu. Ce dernier nous dit: Vous allez vous rendre chez Pierre pour être formés. Vous serez les cadres révolutionnaires de demain, il faut amener vos cahiers et vos stylos. La plupart de ceux qu'on a recrutés jusqu'à présent sont des illettrés, ils ne sont pas en mesure de politiser les masses.
'Après une journée de marche, nous avons été rejoints, à Bitsambele, par un autre groupe d'intellectuels, plus nombreux que nous, venus de Musanga. Plus loin, à Bwalenge, un autre groupe, plus grand encore, s'ajouta au nôtre. Le troisième jour à 15h, nous arrivâmes à Mulembe.
'Tous les villageois montraient leur satisfaction et répétaient sans cesse qu'avec l'arrivée des intellectuels, la révolution triompherait.
'A 17h, nous arrivâmes au camp où s'était installée la Direction générale. Nous avons trouvé le camarade Pierre en train de travailler à la cuisine. Je me rappelle qu'on nous l'a montré: 'C'est celui-là, Pierre.' Au départ, nous ne l'avons pas cru. Il nous paraissait confondu aux villageois.
'Le deuxième jour, Bengila nous a donné une *leçon politique*. Il disait ceci: 'Vous et moi, nous sommes tous des intellectuels. Nous ne pouvons pas condamner quelqu'un qui ignore la vérité. Les paysans et les ouvriers accusent souvent les intellectuels d'être du PNP. Par ignorance, certains partisans sont en train de menacer les intellectuels. Vous allez leur donner la formation politique et expliquer pourquoi nous luttons et contre qui.'
'Ensuite nous avons copié dans nos cahiers les textes des leçons.
'Après trois jours, Mulele est venu nous parler du néocolonialisme, de la camaraderie entre les combattants, de la

simplicité et du principe de compter sur ses propres forces.
'Puis il a ajouté: 'Nous comptons sur vous, les intellectuels. Vous allez repartir dans votre village où vous formerez des équipes. Je vous dis qu'il n'est pas facile de convaincre les masses. Parmi nous, certains seront menacés, vexés ou même tués, mais il ne faut pas se décourager. Il ne faut pas chercher à se venger parce que les masses le font par ignorance. Avec le temps, elles comprendront.'
'Finalement nous reçûmes trois j ours de formation militaire. Après une semaine, chaque groupe retourna dans son secteur d'origine.'[2]*
Depuis fin décembre, les élèves ne se rendaient plus en classe. Certains instituteurs, peu enclins à suivre les maquisards, commirent l'imprudence de rôder autour des classes vides: des militaires les y surprirent, les accusèrent de complicité avec les mulelistes, les malmenèrent et en tuèrent quelques-uns. Quand Mulele eut vent du mauvais traitement infligé par ses propres partisans à certains intellectuels, il émit un ordre à toutes les équipes qui nous a été rapporté en ces termes: 'II est interdit de toucher aux intellectuels; il faut les amener à la Direction générale.'
Ainsi en avril 1964, on aurait réuni 800 intellectuels à Mulembe où ils se recyclèrent en suivant les *leçons politiques* et l'entraînement militaire. Après une ou deux semaines de formation, ils rentrèrent, en majorité, dans leurs villages où ils reçurent une affectation comme commissaire politique de l'équipe. Ils furent munis d'une attestation les autorisant à donner les cours de formation politique qu'ils avaient suivis eux-mêmes à la Direction. Un grand nombre d'intellectuels restèrent en permanence au Camp central où ils s'occupèrent des différents services créés pour diriger et administrer la zone libérée.
D'après nos informations, quatre chefs de secteur auraient rejoint le mouvement: Louis Kinkondo de Imbongo, Etienne Pulus de Kalaganda, Frédéric Impata de Kanga et le chef de secteur de Yassa-Lokwa; d'autres comme Valère Mukubu de Lukamba ont apporté leur aide aux maquisards.
Grâce au ralliement des intellectuels, la base muleliste put mettre sur pied des structures d'encadrement efficaces: au niveau inférieur on établit le Comité de village et l'Equipe des partisans dont la supervision immédiate incomba aux sous-directions. Celles-ci furent à leur tour dirigées par des commandants de zone. La Direction générale représentait l'autorité supérieure.

Les offensives des partisans

A partir de mars-avril 1964, l'initiative était passée, à l'intérieur de la zone libérée, aux mains des mulelistes. L'armée de Mobutu tenait toujours les centres importants et gardait sous son influence des villages environnants comme ce fut le cas à Idiofa, Nkara, Lutshima-Madail, Gungu, Kikwit, etc. Les partisans lancèrent des opérations pour faire basculer ces villages dans leur camp; ensuite, ils menèrent des offensives d'envergure contre les points d'appui stratégiques de l'ANC.
Le 10 avril 1964, trois villages situés à quelques kilomètres d'Idiofa, furent attaqués par 1.500 combattants réunis par 46 équipes. Les villageois mbunda de Mosanga, Elomo et Intsungu-Edzimi collaborèrent toujours avec l'ANC[3]. L'équipe N° 349, camp Banningville, mentionne dans son rapport d'avril 1964 que les soldats ont brûlé les villages de Kisala et Mulobo le 16 du mois, mais que les villages de Kindembe, Mukwati et Magala, tous en région pende, continuent à s'entendre avec l'ANC[4]. En mai 1964, les habitants de 21 villages autour de Nkara hésitent toujours à rejoindre la révolution[5].
Ces fluctuations, provoquées par un certain équilibre entre les forces de la révolution et de la contre-révolution, s'expriment bien dans le rapport suivant rédigé par l'équipe de Banda: 'Au début, 7 villages de ce côté ne nous aimaient pas. Maintenant, ils commencent à nous aimer beaucoup. Mais les ennemis les font beaucoup souffrir, c'est pour cela qu'ils sont tentés de passer du côté ennemi[6].' Tout ceci montre que la révolution a dû s'imposer partout, aussi en territoire mbunda et pende, dans une lutte ouverte entre différentes classes et forces politiques, ce qui réfute la thèse du caractère 'tribal' du mouvement.
Les premières offensives d'envergure des partisans, avaient Idiofa et Gungu pour objectifs.
Lors du soulèvement à Idiofa du 25 janvier 1964, un peloton de 40 militaires, puissamment armés, s'accrocha au centre de la ville et y tint le coup contre des milliers d'assaillants dépourvus de fusils modernes. Le 7 mars, des renforts de l'ANC, envoyés de Kikwit, atteignirent Idiofa par la route qui sera, par la suite, rendue définitivement impratiquable.
Entre février et juillet 1964, plusieurs opérations furent lancées contre Idiofa. Un chef d'équipe raconte ses premiers combats:
'La première attaque à laquelle j'ai participé est restée la plus importante. A la fin février, 20 combattants avaient tendu une embuscade entre Lungu et Idiofa. Un camion de l'ANC tomba dans une fosse et nous l'avons attaqué, faisant deux morts parmi les militaires, les autres prenant la fuite. Notre butin : 12 armes ! Jamais encore nous n'en avions eu autant à la fois dans notre région. Nous les avons alors livrées à la Direction générale qui nous offrit un *Mauser* en échange.
'La deuxième opération importante a eu lieu à Idiofa même. On avait décidé d'attaquer la ville à plusieurs équipes. Les militaires avaient tendu des embuscades sur les routes d'accès mais dès qu'ils ont vu que nous les

avions découverts, ils se sont retirés. Nous avions rattrapé un groupe de soldats à l'école moyenne d'Idiofa. Ils avaient escaladé le château d'eau et de là-haut, ils nous tiraient dessus avec des armes automatiques. Nous ripostions avec notre seul Mauser tout en lançant des cocktails molotov contre la citerne. Cinq camarades ont trouvé la mort.'
L'opération, dont question ci-dessus, fut probablement l'attaque contre Idiofa de juin 64 et à laquelle participèrent 15 équipes[7].
Un partisan, chargé des renseignements au sein de l'équipe Base Kitona, se souvient de plusieurs actions menées contre la ville de Idiofa. Il raconte :
'Nous étions basés dans la forêt d'Intshum. Les villageois me transmettaient des renseignements sur l'endroit où se trouvaient les militaires et sur leur nombre. Lors de la préparation d'une attaque, notre équipe indiquait aux autres bivouacs la participation qu'ils devaient fournir. Chaque équipe envoyait quelque soixante hommes. Les autres gardaient le camp. Des membres du Comité de village les guidaient au point de départ de l'opération. Moi-même, j'ai participé à une attaque de ce genre contre l'aéroport et à une autre contre la garde militaire de l'usine de la Compagnie du Congo belge. Par la suite, les militaires sortaient de la ville pour nous tendre des embuscades sur les routes. Les villageois les dépistaient et nous prévenaient. Les équipes avaient comme consigne d'agir immédiatement et de les prendre à rebours.'
Pendant la même période, plusieurs attaques en masse eurent lieu contre la ville de Gungu. Lors des premiers combats, le colonel Eugène Ebeya, chef d'état-major de l'ANC, fut tué dans une embuscade sur la route Kikwit-Gungu .
En mai 1964, Kandaka s'y rendit pour diriger la bataille. Il rapporta que ses combattants avaient tué 9 militaires le 22 mai et 7 autres deux jours plus tard. Le 25 mai, il libéra le village Mbangi, à 2 km de Gungu, en mettant les militaires qui s'y trouvaient en fuite.
L'équipe de Kitanda mentionna sa participation à une grande offensive contre Gungu le 11 juin, au cours de laquelle 9 soldats auraient été éliminés[9]. Si le nombre de militaires abattus est certainement exagéré, il n'y a par contre pas de doute que les armes automatiques de l'ANC faissaient d'innombrables morts parmi les partisans qui attaquaient parfois à plusieurs milliers.
Un commandant d'une sous-direction se souvient, lui, des opérations du village de Pomongo, situé sur la grande route Kikwit-Idiofa:
'Les partisans de Pomongo se signalaient par leur vaillance. Un jour, ils ont réussi une embuscade contre un groupe de policiers dont une dizaine au moins ont été tués. Un groupe de 6 militaires, chargé d'arrêter les suspects a alors occupé le village. Des filles du village sont allées séduire les soldats et leur ont offert beaucoup à boire. Dès qu'ils étaient complètement ivres, les villageois les ont attaqués. Ils ont libéré les prisonniers et se sont emparés de trois fusils FAL que personne ne savait manier. On les a transmis à la Direction générale.'
La plus grande bataille que les mulelistes ont livré, et la seule offensive d'envergure où ils furent victorieux, se déroula à Kimpata Eku, le 30 juin 1964. Les militaires mobutistes avaient été chassés du village en janvier, lors de l'insurrection générale. A l'endroit où ils avaient campé, les villageois trouvèrent une tombe avec une inscription indiquant que le sergent Mbulu reposait là. Floribert Ngwumb, le chef militaire de l'équipe, méfiant, ordonna de creuser. Une mine fit explosion, tuant un partisan. On appela Delphin Mbumpata pour déminer l'endroit. Finalement on sortit de la 'tombe' quarante caisses de munition, de grenades et de bazookas, ainsi que des fûts d'essence. Ce matériel permettra de réaliser la grande opération du 30 juin au même village. En 1969, les militaires ont fusillé Floribert Ngwumb devant tous les habitants parce qu'en 1964, il avait déterré leur dépôt de munitions ...
L'armée mobutiste s'était créé début mai 1964, une base d'importance stratégique dans ce village, coupant la route Idiofa-Kikwit et menaçant la liaison entre le camp de Mulembe et la région de Ngoso-Kalanganda. Les mobutistes se rapprochèrent ainsi jusqu'à 20 km du cœur de la résistance. L'ANC créa à Kimpata Eku un camp de concentration où des milliers de personnes furent déportées des villages Matende, Lukamba, Banda, Kimbanda, Yassa-Lokwa, etc. Les prisonniers y moururent en grand nombre de faim et de mauvais traitements. Une fille partisane nous mentionna les noms des 9 membres de sa famille, tués en juin 1964 dans ce camp.
Mulele ordonna à toutes les équipes d'envoyer des combattants pour la bataille de Kimpata Eku. Plusieurs témoins estiment le nombre de partisans réunis à plus de dix mille et il semble bien que ce chiffre ne souffre point de la tradionnelle exagération bantoue. Les combattants se regroupèrent dans les villages environnants: Imolo, Inkasabu, Inkaw, Ilenge, Minkulu, Manzonzi et Gomena.
Trois fois par jour, les villageois devaient apporter à manger aux militaires de l'ANC. Ceci arrangeait bien les partisans qui trouvaient là des sources fort précieuses de renseignements.
Avant de monter à l'assaut de l'ennemi, Mulele réunit les combattants pour leur tenir un discours qui fit monter l'enthousiasme, qui rendit les hommes impatients d'en finir avec les troupes mobutistes.
'Après avoir écouté le commandant en chef, on croyait fermement en la victoire. C'est ce qui explique l'ardeur au combat - et cette ardeur n'était nullement due à l'emploi du chanvre, strictement interdit aux partisans.' Ainsi s'explique Constant N'Dom qui, venant tout juste d'arriver au Camp central, participa à l'opération.
Le camp des militaires se dressait sur les deux rives de la Lubwe, surmontée d'un pont en béton. Autour de cette

cible, on ne voyait qu'une brousse, dépourvue d'arbres. Au départ, les combattants des différentes sections rampèrent à plat ventre et en tenue de camouflage, c'est-à-dire amplement drapés de feuilles et d'herbes. A un certain moment, des partisans se redressèrent et s'élancèrent vers l'ennemi en criant: *massa*, *massa* et *mai, mai*. Les militaires, pris de panique, tirèrent dans tous les sens. Des assaillants tombaient, d'autres se couchaient par terre et avançaient en rampant, d'autres encore sursautaient et fonçaient droit sur l'ennemi. Quelques peureux faisaient de la vitesse en sens opposé. La méthode et l'ordre ne présidaient manifestement pas à cette ruée, la vaillance par contre était royalement au rendez-vous. On assista à des combats au corps à corps. Les soldats mobutistes, peu accoutumés au vrai courage, mais dont l'esprit était fort hanté par les démons et les fantômes, étaient bien vite tenaillés par la panique devant ces *invulnérables*. Ils fuyaient à la débandade. Six soldats se cachèrent, paralysés par la peur, sous le pont. Les partisans les arrêtèrent et les condamnèrent à mort. Avant de partir, ils détruisirent le pont sur la Lubwe.
Immédiatement après la victoire de Kimpata Eku, la Direction générale voulut répéter l'exploit en attaquant Kikwit. Les partisans avaient déjà tenté, à plusieurs reprises, de combattre les soldats de Mobutu à Kikwit, comme en témoignent ces extraits de rapports d'équipes:
'29 avril 64. Départ pour le combat à la mission de Kikwit S.C. Le combat n'a pas eu lieu faute d'un bon plan[10].'
'Le 4 mai 64 le camarade Muwana nous a de nouveau appelé pour la bataille de Kikwit. Cette fois les équipes étaient nombreuses. Mais le plan était de nouveau mauvais et nous sommes retournés[11].'
'9 mai 64. Nous sommes partis combattre les militaires à la mission de Kikwit S.C. Le plan était bon, mais nous étions seulement 4 équipes et les partisans n'étaient pas nombreux (...) Notre problème: le manque de commandant militaire. Camarade, fais tout pour nous en envoyer un[12].'
En juillet 1964, une opération de grande envergure contre Kikwit-ville connut un échec total. En septembre, un grand nombre d'équipes furent de nouveau mobilisées.Voici le récit fait par un commandant de sous-direction.
'Nous avions reçu dans notre sous-direction le plan de l'opération qui indiquait la tâche que nous devions prendre en charge. Mon groupe attaquerait le TSF, le bâtiment des télégraphes. D'autres devaient se charger du camp de la police, du camp militaire, de la régie des eaux, du dépôt de carburant de Lukolela, de la régie d'électricité. Chaque équipe envoyait 20 combattants pour cette opération.
'Après quatre jours de marche, nous sommes arrivés sur la rive droite du Kwilu, à la mission de Kikwit, la ville même se trouvant sur l'autre rive. La faim se faisait sentir. Partout on allumait des feux pour préparer la nourriture. Plusieurs centaines de combattants se trouvaient réunis et causaient un bruit formidable.
'Avant même que nous ayons pu nous concerter pour coordonner les différentes attaques, les militaires avaient traversé le fleuve et nous mitraillaient. Tout le monde essaya de se sauver, c'était la débandade.
Parmi mes hommes, j'ai perdu 2 partisans et 1 *masse* (villageois) ' Après cette défaite, Mulele a critiqué Kafungu, le dirigeant de cette opération. Mulele disait qu'il l'avait mis en garde contre toute attaque prématurée, et qu'il lui avait conseillé de faire d'abord une tournée dans les équipes pour instruire tout le monde.'

Deux problèmes

Entre avril et novembre 64, deux affaires ébranlèrent la direction du mouvement. La première priva le maquis pendant six mois de son chef d'état-major, Bengila et la seconde, au centre de laquelle se trouvait Kafungu, le remplaçant du premier, mit en exergue certaines divergences politiques parmi les combattants.

L'affaire Bengila

Une aventure assez cavalière en apparence mais fort pénible en réalité survint à Théodore Bengila, beau garçon, d'une intelligence rare et toujours enclin à faire de l'esprit. Toutes les filles l'adoraient. Ce privilège l'a perdu. Dès l'entrée des premiers partisans dans le maquis, les rapports entre garçons et filles posèrent de délicats problèmes. Si les soldats mobutistes tuaient pour s'amuser, ils faisaient avec un non moindre plaisir la chasse à toutes les belles filles que le malheur plaçait dans leur champ d'observation. Pour ces deux types de démonstration de 'bravoure', les vieux leur portaient une haine vengeresse. Et s'ils autorisaient leurs filles à entrer dans la forêt, c'était notamment pour les mettre hors de portée des militaires. Les dirigeants du maquis leur avaient assuré que leurs filles y seraient respectées. Par conséquent, les règlements du maquis étaient très stricts. Les relations entre filles et garçons devaient être légitimées selon la coutume. Les deux familles devaient être averties du mariage projeté et la dot devait être apportée aux parents de la fille. Si une fille était enceinte sans avoir été mariée coutumièrement au père de l'enfant, ce dernier était relégué dans son village natal pendant une certaine période, en guise de sanction.
Vers la fin du mois de mai 64, la grossesse inavouée d'une jeune fille devint un secret public. L'heureux père était Bengila.
Dès le départ, Mulele savait qu'il aurait à déclencher la lutte avec de jeunes révoltés, souvent illettrés, sans la moindre expérience de l'organisation et qu'il importait d'instaurer une discipline implacable pour éviter l'anarchie

et l'arbitraire. Mulele se rendait compte que tout le monde aurait les yeux fixés sur cette première grande affaire judiciaire et en déduirait dans quelle mesure on pourrait prendre des libertés avec la discipline. Mulele jugea qu'il importait de montrer de la fermeté par rapport aux principes établis.
Un tribunal, constitué de cinq juges et présidé par Pascal Mundele-ngolo fut chargé de l'affaire. Mulele comparut comme témoin. Le corps médical fut condamné pour négligence. Léonie Abo, responsable de la santé des femmes et qui de ce fait aurait dû être au courant de la grossesse de la fille et en informer la direction, ainsi que l'infirmier, Daniel Wavula, furent 'mis à la commande' pendant une heure. Pendant plusieurs jours, Léonie Abo marcha avec difficulté et arriva à peine à tenir un objet dans les mains. Théodore Bengila, lui, s'en fut tristement dans son village natal Lubonsi Lamba où il séjourna six mois.
Ainsi, pendant les six mois qui décideront de l'avenir de la révolution, la direction fut privée de son chef d'état-major, un des seuls dirigeants, avec Mulele, à posséder des connaissances politiques et militaires solides.
En novembre 1964, Théodore Bengila revint, seul, à la Direction générale et y reprit ses fonctions. Jamais il ne laissa paraître la moindre animo-sité à la suite de cette affaire. Tous les combattants se montrèrent fortement impressionnés par son sens de la discipline et de la responsabilité.

A propos de Kafungu

Louis Kafungu, le successeur de Bengila comme chef d'état-major, fut au centre d'une autre controverse où il ne fut point question de galanterie. Bon nombre de combattants adoraient Kafungu qui, bravant les dangers, aimait batailler à la tête de ses troupes. Il avait horreur de la lâcheté. Bengila, lui, pensait mieux qu'il ne guerroyait. Certains prétendent que Kafungu estimait que pour diriger l'état-major, il fallait avoir l'expérience des combats, dirigés en première ligne. D'autres ajoutent à cela un soupçon de rivalité personnelle entre Kafungu et Bengila.
Le Kwilu n'avait guère de tradition guerrière. Certains maquisards ne participaient aux combats qu'après avoir longuement hésité et en prenant des précautions infinies. Aux yeux de Kafungu, cette attitude représentait un grand danger pour la cause révolutionnaire.
Lors de la bataille de Kimpata-Eku, certains combattants avait pris la fuite. Une bonne vingtaine d'entre eux furent rattrapés et aussitôt exécutés, par ordre de Kafungu. Après l'échec de l'attaque contre Kikwit, les mêmes punitions expéditives furent appliquées à l'ehcontre des fuyards. Les hommes murmuraient, mais personne n'osait dire tout haut ce qu'il pensait. Les plus téméraires envoyèrent des lettres anonymes à la Direction pour se plaindre de l'exécution d'un de leurs camarades. Le règlement ne prévoyait la condamnation à mort que pour les traîtres, les froussards ne risquant que trois mois de prison. Pierre Damien Kandaka, commandant de la zone sud, exigea que Kafungu soit sanctionné pour avoir enfreint cette loi. Peut-être aussi, Kandaka voulait-il régler des comptes personnels qu'il avait avec Kafungu et se débarrasser de son supérieur immédiat... Certains l'affirment en tout cas. Il est vrai que Kafungu n'appréciait guère les critiques. Seul Mulele disposait de l'autorité suffisante pour se faire entendre de lui. A plusieurs reprises, ils convoqua d'ailleurs Kafungu pour lui reprocher les peines inacceptables infligées aux fuyards. A chaque fois, il lui répétait que l'éducation politique patiente des fautifs constituait une règle fondamentale de la révolution. Mais Mulele, déjà privé des services de son ami Bengila, ne pouvait en aucune manière songer à rabaisser le prestige de celui qui portait tout le poids de l'activité militaire.
La controverse sur l'attitude de Kafungu recouvrait probablement des conceptions politiques divergentes. Pour certains, Kafungu méprisait les intellectuels et dédaignait l'éducation politique. Il se peut bien qu'il ait commis des erreurs de ce genre, répondent d'autres, mais Kafungu tenait une vérité plus fondamentale. II craignait que la stagnation n'étouffe le mouvement. Il se méfiait de l'esprit de passivité de certains qui faisaient semblant de se consacrer vertueusement à la politique. Il se plaignait du manque de poigne et d'initiative au combat. Un commandant qui avait des désaccords politiques avec Kafungu, devait bien constater que la majorité des combattants l'admiraient et le considéraient comme leur héros.

Chez les réactionnaires

Durant cette période, l'initiative échappait complètement aux mobutis-tes. Leur rage contre le peuple prit les aspects d'une pénible impuissance lorsqu'ils en vinrent pratiquement à interdire aux cerveaux de penser. Ainsi, le 3 avril 1964, Albert Milton, entre-temps promu commissaire général extraordinaire, signa un arrêté proclamant, entre autres: Toute manifestation, publique ou privée, d'opinions à caractère politique notamment par la parole, la plume ou l'image est interdite[13].' L'armée régnait solidement sur le vide dans quelques grands centres comme Idiofa, désertés par leurs habitants. Elle arriva laborieusement à ouvrir les grandes routes en éliminant tout signe de vie humaine sur une bande de plusieurs kilomètres. Il fallut attendre août 64, pour pouvoir se rendre à Gungu en voiture à partir de Kikwit. Ce beau voyage permettait alors de contempler un paysage particulièrement sauvage: les militaires avaient notamment pris soin de raser tous les villages, sans en épargner un seul, sur une distance de 180 km[14].
A partir de juillet 1964 se répandit l'idée qu'il ne serait point contre-indiqué d'alterner les armes meurtrières de

l'ANC et les plumes pacifiques de certains chefs coutumiers ou autres fonctionnaires. Ces derniers écrivirent donc des lettres aux villageois retirés dans la forêt, pour leur promettre quelques faibles reflets des merveilles qu'on leur avait déjà fait miroiter avant l'indépendance: on vous soignera, nourrira, protégera, etc. Ce n'était pas la ruée.
Au nord de la base libérée, le préfet-adjoint de Kamtsha-Loange risqua quelques sorties audacieuses, à partir de la ville de Dibaya-Lubue, tenue par l'ANC. Le 22 août, accompagné de quelques militaires et policiers, il rencontra un groupe de villageois qui s'étaient retirés dans la forêt aux environs de Piopio, dans le secteur Buluem. Après un deuxième entretien, convaincu d'avoir converti ces dangereux mulelistes, il se rendit, plein d'enthousiasme, au troisième rendez-vous. Personne! Il fut au comble du désespoir lorsqu'il dut bien constater que ses convertis avaient détruit le pont de Mpum-Lukumu[15].
Le chef du secteur de Mulikalunga fit la même malheureuse expérience à la fin du mois de juillet. Après quatre entretiens, il avait cru ramener quelques villages kwese dans le droit chemin de la vérité mobutiste. Mais les interventions énergiques des équipes de partisans avaient mis fin aux inclinations conciliatrices. Et très perspicace, E. Kanga, chef de ce secteur, conclut de son échec: 'Pour bien réussir cette tâche délicate, il faut m'obtenir une force militaire qui restera en permanence dans le secteur de Mulikalunga même[16].'
A partir du mois d'août, on enregistra cependant quelques rares défaillances à la périphérie de la zone libérée. Ainsi, faisant allusion à la région de Ngenkong, dans le nord, l'agence catholique rapporta le 14 août: 'Déjà les personnes âgées et les enfants rentrent au village[17].'
Ailleurs, au même moment, le mouvement muleliste réussit quelques percées offensives. Vers le 20 août, des partisans contournèrent Kikwit au sud-ouest, traversèrent la rivière Kenge et atteignirent le village Pai-Kongila, dans le territoire de Masi Manimba[18].

La défense. Décembre 64-février 65

De décembre 1964 à février 1965, les troupes mobutistes réussirent à s'implanter solidement dans plusieurs points stratégiques de la zone libérée.
Les partisans menèrent des actions défensives afin de maintenir l'ensemble de la population dans le maquis.

Dans le camp de Mobutu - la pacification

Plusieurs chefs-lieux de secteur et missions où se postèrent les militaires se dégageaient sur la carte du Kwilu comme autant de taches de sang. Dans le nord, les mobutistes barrèrent la province d'une ligne droite longéant le fleuve Kasaï de Panu à Ipamu, en passant par Mokala, Mateko, Mangaï et Dibaya. La base libérée fut coupée au milieu par un deuxième long barrage joignant Idiofa à Kikwit. Les militaires paradaient fièrement à Kimpata Eku et à Imbongo. Dans la vaste zone muleliste s'étendant entre ces deux lignes, ils conquirent une tête de pont à Banga-Banga et à Lakas.
La partie sud de la zone libérée fut divisée par la route Kikwit-Gungu, dominée par les militaires. A l'ouest de cette ligne, ils s'implantèrent à la mission de Kikombo, à Kingandu et à Feshi.
Les spécialistes belges et américains doteront l'armée mobutiste, qui, jusqu'alors, n'avait que de la sauvagerie à étaler, d'une stratégie antiinsurrectionnelle pensée avec profondeur et appelée 'pacification'. On fera force promesses de réformes; c'est un chapitre à part dont s'occupera la fleur de l'Eglise catholique. Ayant lu dans Mao que le partisan est dans le peuple comme le poisson dans l'eau, on s'occupera de drainer l'eau vers les campements de l'armée.
Les experts de la guerre psychologique aidèrent les notables à rédiger des lettres destinées au maquis. Dans celles-ci, ils promettaient vivres, médicaments, vêtements et sécurité à ceux qui changeraient de camp. Et pour donner du poids à ces promesses, les militaires organisèrent la famine dans la zone libérée. De nombreuses patrouilles de l'ANC empêchèrent les villageois de faire leurs champs.
Lorsque des notables réussissaient à entrer en contact avec des villageois, ils envoyaient une 'délégation de pacification' qui, toute mielleuse, s'efforçait de séduire les gens pour qu'ils quittent le maquis. Si cette méthode douce ne remplissait pas leurs espérances, les militaires passaient à la rubrique 'méthodes énergiques'. Ils s'aventuraient dans la forêt pour y capturer un ou deux villageois. Menacés des plus horribles tortures en cas de refus, ceux-ci étaient obligés de servir de guides aux soldats. Les femmes, enfants et vieillards qui tombaient dans les filets de l'armée, étaient alors installés, sous bonne garde, à proximité des cantonnements militaires. Ces centres d'accueil devaient progressivement assécher le maquis.
En janvier 1965, l'armée entama la 'pacification' de la région de Kipuka. Au début, elle n'arriva pas à mettre la main sur le moindre 'indigène'. Mais une nuit, un petit groupe de soldats, assistés d'un expert en pacification, s'avancèrent vers les bivouacs, prés du village de Mulva. Vers 5 heures du matin, ces hommes se rapprochèrent du camp. Les maquisards, armés de quelques arcs et de pupus, leur tirèrent dessus, mais personne ne fut blessé. Les militaires s'emparèrent de 10 femmes, 14 enfants et 2 hommes. Le 15 janvier, le groupe pacificateur réussit

cette même prouesse aux environs de Kilunda et Mutala. Sans guide, car ils n'avaient aucun prisonnier, les 'pacificateurs' rodèrent longtemps dans la forêt avant de pouvoir s'emparer de 7 femmes, 1 enfant et 2 hommes. Les malheureux servirent ensuite d'appâts pour attirer leurs parents et amis hors de la forêt[19].
Une opération d'une tout autre ampleur eut lieu à Imbongo. Guidés par Damas Ndombe, un des premiers à être sorti du maquis, les militaires quittèrent Imbongo, le 11 janvier, à minuit. Ils encerclèrent le village de Lubonsi. Voici ce que dit le rapport administratif rédigé à l'époque: 'II faut noter que, dès le départ, l'opération s'est effectuée pendant un orage (atmosphère favorable à ce genre de métiers). Arrivés à Ih30, nous avons dû attendre jusqu'à 5 heures pour envahir le village pendant cette pluie. 257 personnes regroupées se sont vues obligées de rejoindre le centre d'acceuil, toutes chargées de leurs biens meubles[20].'

Dans le camp de Mulele

En novembre 64, Bengila était de retour à la Direction générale. L'embrassant, Mulele montra la joie qu'il éprouva à retrouver enfin son ami, le seul avec qui il pouvait s'entretenir utilement des problèmes politiques et militaires les plus épineux.
Ce même mois, la Direction fut scindée en deux afin d'être plus à même d'appréhender les événements. En effet, à cette époque déjà, la présence des militaires entravait le contact régulier entre le camp de Mulele et les différentes équipes. Mulele et Bengila resteront dans la région d'Aten, tandis que Kafungu établira une deuxième direction à proximité d'Idiofa.
Quelques mois plus tard, aux environs de la fin février, Mulele n'arriva plus à assurer une coordination efficace de l'ensemble du mouvement. Auparavant, les équipes envoyaient régulièrement des missions au camp de Mulele où la Direction leur donnait ses instructions, les conseillait et leur enseignait des *leçons politiques*. La fréquence de ce va-et-vient, indispensable non seulement au bon fonctionnement des structures mais aussi au maintien du moral des troupes, diminua très sensiblement.
L'activité militaire des partisans se borna essentiellement, durant cette période, à tendre des embuscades aux groupes de l'ANC qui se risquaient toujours plus nombreux dans la zone libérée. Les grandes opérations offensives se firent plus rares bien que les noyaux les plus durs du mouvement en eussent encore la capacité. Une dépêche de l'agence DIA, en date du 27 février 1965, en témoigne:
'Une attaque muleliste d'envergure a été lancée les 22 et 23 janvier contre la localité de Brabanta, centre important de cultures agricoles industrielles et mission catholique, située sur la rive gauche du fleuve Kasaï à environ 30 km de Port-Franqui. L'attaque venue de trois directions différentes fut déclenchée par trois groupes de rebelles: un groupe d'environ 400 mulelistes venant du sud, de la région rebelle du Kwilu, un autre venu de la province du Lac Léopold II tentait de traverser le fleuve Kasaï à Onko, situé en face de Dibaya-Lubue et un troisième groupe en provenance du Sankuru menaçait du côté nord-est. Cette concentration de troupes muleliste sur Brabanta révèle une coordination des opérations des rebelles (...)
'Selon les documents trouvés sur les rebelles fait prisonniers, ceux-ci avaient comme but de s'emparer de Port-Franqui, centre important et terminus du chemin de fer Elisabethville-Port-Franqui, fin de navigabilité du fleuve Kasaï et point de jonction entre le Sankuru et le Kwilu[21].'
Dans les régions où la présence des militaires était particulièrement pesante, les partisans livrèrent essentiellement le combat contre les forces de la 'pacification'.
A la fin du mois de décembre, une mission de pacification constituée par six notables, envoyée par le commissaire d'arrondissement André Isungi, se risqua dans la forêt de Imbongo. Interceptés par les partisans, ces six émissaires furent aussitôt envoyés dans l'au-delà. Mais le 31 décembre, des militaires réussirent à boucler une partie de cette forêt. Durant cette opération, ils tuèrent un muleliste et confisquèrent 4 *pupus*.
Les 'pacificateurs' réussirent à entrer en contact avec les villages de Imbongo, Luwala, Mulungu et Kimpini. Mais les partisans, dirigés par Louis Kinkondo et Valère Etinkar conduisirent les habitants plus profondément au cœur de la foret, afin de les soustraire à l'influence des militaires.[22]

Vue d'ensemble

Dans une lettre adressé à l'agence DIA, datée du 15 mai 1965, Monseigneur Toussaint, évêque d'Idiofa, donna un aperçu de la situation du mouvement muleliste. Voici ce qu'il écrivit après un long périple à travers les différentes missions qui lui avaient été rendues accessibles du fait de la présence de l'armée mobutiste :
'Comment se présente la situation actuellement? Géographiquement, nous devons dire qu'il y a peu de changement depuis un an (...) le front ne s'est pas encore modifié (...) La population rentrée dans les villages est encore très peu nombreuse[23].'
Sur les trente missions qui constituaient son diocèse, vingt-six avaient été évacuées au début de l'insurrection. A l'époque de son voyage, six d'entre elles avaient repris toutes leurs activités (Ipamu, Mangaï Centre et C.K.,

Dibaya, Mokala et Panu) et quatre autres (Mateko, Mutoy, Iswi, Idiofa) partiellement. Elles étaient toutes situées à la périphérie de la zone libérée ou dans les grands centres

La division. Mars-juin 1965

Dès le mois de mars 1965, une lutte interne divisa le mouvement et le paralysa gravement. Dans différentes régions, l'ennemi en profita pour contraindre les partisans au recul et le 19 juin 1965, l'ANC attaqua et dispersa le camp central de Mulele.

*O*rigines de l'affaire Kandaka

Pierre Damien Kandaka, commandant de la zone sud, fut un combattant nationaliste courageux mais peu apte à cerner le sens des règlements politiques et militaires imposés à l'ensemble des cadres et des combattants. Son histoire commença en août 1964.
Toutes les armes et autres biens pris à l'ennemi par les partisans devaient obligatoirement être remis à la Direction générale qui en assurait ensuite la répartition d'après les intérêts d'ensemble. Les dirigeants étaient tenus de protéger tous les biens et il leur était interdit de les considérer comme leur propriété propre. Et voilà que des partisans de la zone de Kandaka rapportèrent que leur chef se constituait des dépôts clandestins. Kafungu, responsable de la supervision des zones et des sous-directions, convoqua Kandaka. Après le jugement de l'affaire, Kandaka fut condamné à quelques semaines de 'prison'. Il reconnut son erreur mais garda de cette sanction une rancune tenace. Il raconta à ses partisans que Kafungu lui en voulait et cherchait sa perte. Sorti du prison, Kandaka fut réintégré à son poste et reçut des responsabilités importantes dans l'attaque de Kikwit dont la préparation allait bon train. A la tête de ses combattants pende, Kandaka se montra très courageux; prenant beaucoup de risques, un grand nombre de ses hommes tombèrent dans la bataille de Kikwit-Mission en septembre 64.
Revenu à la Direction, il exigea que Kafungu soit jugé, l'accusant d'avoir mal dirigé le combat et d'avoir fait exécuter de nouveau des fuyards. Excitant les sentiments tribalistes, il déclara à ses hommes: 'Ce sont toujours les Bapende qui se font tuer au combat. Nous ne reviendrons plus ici à la Direction où les Bambunda commandent. Nous resterons chez nous.'
Début décembre 1964, des bruits, circulant depuis quelques semaines, furent confirmés par des chefs de sous-direction : Kandaka refuse désormais d'obéir à la Direction générale. Un cas aussi flagrant d'insubordination, commis par un haut responsable, nécessita une intervention sans faiblesse de la part de Mulele. Il envoya une expédition de 120 partisans, commandée par Lievin Mitu, à Kakobola pour y arrêter Kandaka.
Arrivé à Kinganzi Ngashi, Lievin Mitu permit aux partisans qui l'accompagnaient de dormir dans les cases des villageois, ce qui était contraire aux règles établies. A 2.00 h., ils y furent surpris par une attaque des combattants de Kandaka. Lievin Mitu perdit 20 hommes. Cette tuerie marqua la rupture totale.
A son retour, Lievin Mitu, un Mumbunda, fut jugé pour avoir enfreint le règlement et condamné à une peine de prison.
Un long document, attribué à Kandaka et publié dans *Congo 1965* contient quelques passages qui semblent confirmer l'origine du conflit telle qu'elle est décrite plus haut, notamment en ce qui concerne la décision de Kandaka de garder pour lui le butin de guerre. En effet, on peut y lire: 'II y a deux Directions générales, l'une pour Kafungu, l'autre pour Mulele. Des armes que vous avez récupérées lors des combats, vous les répartissez en deux parties; où est notre partie, nous qui avons lutté et qui avons saisi toutes ces armes? (...) (Désormais) vous n'aurez rien de ce que nous saisirons, du fait que vous travaillez pour le compte des Bambunda[24].'
Kandaka fait ainsi donner les grandes batteries du tribalisme pour couvrir un acte d'indiscipline, rejetant un règlement nécessaire pour éviter le localisme et les actes de pillage. Nous avons mentionné plus haut qu'une équipe mbunda s'était emparée de 12 fusils, tous remis à la Direction générale qui leur retourna un *mauser*.
Un autre témoin mentionne le point suivant: 'Kandaka avait vivement critiqué l'attitude prise par Mulele dans l'affaire Bengila, interprêtée par lui comme une 'élimination' injustifiée au profit de Kafungu.'
Un homme, présenté comme 'collaborateur de Mulele' a même essayé de donner une couleur tribaliste à cette histoire en affirmant que Mulele préférait un Mumbunda, Kafungu, à un Mupende, Bengila[25]. Or, Bengila était un Mumbunda ...
Nous retrouvons cette référence à 'l'affaire Bengila' dans le document attribué à Kandaka, où nous lisons:'Bengila Théodore devient votre ennemi juré (...) Vous avez désavoué votre bras droit avec qui vous êtes venu, l'homme qui a souffert à l'étranger, vous l'avez désavoué pour motif d'avoir enceinte une fille. Est-ce que dans les pays révolutionnaires ne font-ils pas des enfants ?(...) Vous préférez le camarade Kafungu qui a fait tuer 90 hommes dans la région de Mukulu; vous ne lui avez rien fait. Vous lui donnez, en plus de préférence, la place de Bengila qui était un paisible dirigeant[26].'
Pour le reste, la lettre attribuée à Kandaka contient une série de propos tellement saugrenus qu'on a difficile à

croire que Kandaka puisse en être arrivé à un pareil degré de bassesse. On est plutôt enclin à soupçonner ici la marque du génie des services d'intoxication de Mobutu. Il est en effet prouvé que l'ANC a distribué un tract, attribué à Kandaka, et reprennant l'essentiel de la lettre dont nous parlons, tract pensé et rédigé par son service de guerre psychologique[27]. Dans la lettre qui aurait été rédigée par Kandaka, nous trouvons cette perle à l'adresse de Mulele : 'Après la révolution, vous vous construirez des bars et des magasins, vous vous achèterez des voitures pour votre plaisir[28].'
Kandaka connaissait trop bien le style de vie ascétique de Mulele, son dévouement total au peuple et le complet dénuement dans lequel il vivait, pour que des âneries pareilles puissent effleurer son esprit. Par contre, ce thème bien connu, suscite de tout temps et dans tous les pays les transports les plus violents chez les instructeurs de la *black propaganda*, les enseignants de la science du mensonge.

Le mouvement révolutionnaire perd l'initiative

Le 28 février 1965, la Direction générale se mit en route vers l'Est pour se rendre à Luende Nzangala. L'affaire Kandaka mobilisait toutes ses énergies et ce au moment même où de nombreuses équipes traversaient des situations difficiles. Elle n'avait plus la capacité d'apprécier lucidement la réalité sur le terrain et d'élaborer les nouvelles directives qui devaient sortir le mouvement de l'impasse.
A partir du mois de mars, la faim et la maladie se firent de plus en plus sentir. L'ANC qui avait délibérément provoqué tous ces maux, s'apprêta à cueillir les fruits de ses ignominies.
Les villages situés sur les grands axes et à proximité des villes subirent un sort particulièrement pénible. Leurs habitants furent les premiers à être victimes de la cruauté des militaires et à déserter leurs maisons. Les grandes routes étaient tracées dans de grandes steppes ou sur des plateaux herbeux et les villageois devaient faire 20 à 40 km de marche avant de trouver refuge dans la forêt. Les vieillards et les enfants furent décimés par la faim et la maladie. A bout de forces, minés par une extrême misère, une partie des habitants des villages Ingundu, Impini, Kifwanzondo, Ifwanzondo et Intswem, localités entourant la ville de Idiofa, sortirent de la forêt. Le 13 mai 1965, les partisans et les habitants de ces cinq villages restés au maquis, tenteront vainement de redresser la situation et de convaincre leurs familles de regagner la forêt. Dans ce but, deux mille d'entre eux investirent les cinq villages mais ils furent repoussés par les policiers et les militaires.
L'agence de presse catholique admit, dans un communiqué haineux: 'Les jeunes écervelés ne sont pas encore découragés et, au mois de mai, ils n'avaient encore rien perdu de leur enthousiasme[29].'
Au cours du mois suivant, l'armée réussit à réparer tous les ponts sur la route de Kikwit-Idiofa, désormais entièrement contrôlée par des groupes de militaires placés à intervalles réguliers sur l'ensemble du trajet. Chaque campement militaire arrachait trente, cent, deux cents villageois à la forêt. Ceux-ci étaient ensuite installés à proximité.
Du côté de la résistance, l'absence de nouvelles directives adaptées à cette situation se faisait cruellement sentir. Les combattants étaient toujours prêts à se battre mais la direction faisait défaut. Elle était désormais incapable de fixer des objectifs précis au mouvement. Et progressivement, la passivité sapa la révolution. En juin 65, cinq étudiants qui avaient quitté le centre de formation des partisans, situé dans l'ancien séminaire de Laba, déclarèrent que le centre comptait encore 400 garçons et 90 filles mais que la volonté de combattre s'estompait[30].

L'affrontement avec Kandaka et le tournant de Kifuza

Pendant ce temps se déroulaient à la Direction générale des événements d'importance. Nous les relatons d'après le cahier de notes que Léonie Abo tenait régulièrement. En voici des extraits.
'En février 1965 nous est parvenu le bruit que Kandaka, le chef de la première zone, prit la fuite pour se rendre dans son village dans le secteur Kobo. Au cours de ce mois de février, les populations ainsi que les partisans sont venus à la Direction générale pour l'accuser, en disant: Kandaka est devenu contre-révolutionnaire, il nous mène la guerre. Le camarade en chef leur a répondu: Non, ce n'est pas possible que Kandaka ait agi de la sorte. Par la suite, nous avons reçu des émissaires du chef de la sixième zone qui nous ont confirmé la chose.
'28-2-65. La Direction générale se met en route pour Luende Nzangala où nous arrivons après deux jours de route, le 1 mars.
'13-3-65. Kafungu, accompagé des masses et des partisans se rend à Kimbunze
'15-3-65. A 16h trois personnes nous arrivent, venant de Kimbunze. Elles ont été blessées par Kandaka qui a également confisqué leurs fusils. Ce voyant, le camarade en chef décide de rejoindre Kafungu pour combattre Kandaka. Nous sommes allés jusqu'à Kimbunze et nous nous sommes attaqués à Kandaka. Nous étions 2.000 partisans dont 2 filles, à savoir Abo Léonie et Abwel, la femme de Kafungu. Kandaka a pris la fuite et nous sommes restés au village de Nioka Munene.
' 17-3-65. Kandaka est revenu. Kafungu est parti avec ses partisans pour l'attaquer. Bien que Kandaka soit venu avec beaucoup d'hommes, Kafungu l'a mis en fuite. Kandaka est allé s'installer au village de Ngundu, près de

Makala dans la région de Kandale. Les masses et les partisans comprenaient alors que Kandaka les a trompés, et ils ont dit au camarade en chef qu'il ne reste que 6 personnes avec Kandaka. Le camarade en chef leur a demandé:
- Que veut vraiment Kandaka?
Ils lui ont répondu qu'il veut faire sa propre révolution.
- Mais pourquoi s'est-il attaqué à la population?
- Parce que nous avons refusé beaucoup de ses *leçons politiques*. Nous avons dit: Mulele n'est pas venu avec une telle sorte de révolution.
'Dès lors, Kandaka a commencé à avoir peur, puis à réfléchir. Ensuite, il a écrit au commandant en chef pour demander pardon en disant : Papa, je vous en prie, l'enfant a injurié son père. J'ai mal agi. Je vous ai insulté. Je veux rentrer dans les rangs.
'Le camarade en chef lui a répondu : Rentre. Je ne t'ai rien fait. Regarde s'il n'y a pas de militaires ennemis. Je ne te ferai rien!
'Nous nous trouvions alors à Kifuza en face de Mukedi, un village assez important situé à 25 km de Kilembe. Dans ce village, le restant des partisans de Kandaka poursuivait les combats. C'est dans ces circonstances que l'abbé Lankwam prit la fuite. Il fut poursuivi, arrêté et ramené à la Direction générale. Il avait sur lui le plan de la Direction, indiquant la façon dont elle était organisée et le nombre des partisans. Il a été jugée et exécuté[31].'
Léonie Abo rapporte que Kandaka a trouvé la mort entre les mains des partisans de Mulele qui n'avaient pas encore été mis au courant de la réconciliation.
A la mi-juin, l'attention de la Direction générale était toujours entièrement concentrée sur la lutte contre les partisans de Kandaka.
Le 19 juin, à 16 heures, l'ANC surprit les hommes de Mulele en les attaquant dans le dos. L'armée prit d'assaut le camp de Mulele situé devant Kifuza.
Dans leur fuite désordonnée, les partisans eurent tout juste le temps de prendre leurs armes. Tous les documents politiques , l'ensemble des dossiers de l'administration révolutionnaire, tombèrent aux mains des mobutistes. Ce fut là le tournant décisif pour le mouvement insurrectionnel.

Les événements dramatiques qui ont conduit à la débâcle de Kifuza, ne furent bien sûr pas interprétés de la même façon à la Direction générale et à la Direction de zone de Kandaka. La version de ce dernier nous a été rapportée par un intellectuel pende dont plusieurs proches ont participé au mouvement révolutionnaire.
'Parmi les Bapende courait le bruit que Gingombe avait été convoqué à la Direction, jugé et exécuté. Gingombe, un Mupende, avait servi dans l'ANC. Mais en décembre 1963, lors de son congé dans son village, Muzombo, il avait rejoint les rangs des mulelistes. Il s'était chargé de la formation militaire des partisans de la région de Kilembe. Certains racontaient même que Kandaka avait dû prendre la fuite de la Direction ...
'Kafunga convoqua des responsables de la région Kandale-Kilembe à la Direction. Les hommes de Kandaka croyaient qu'on leur tendait un piège et qu'on les tuerait; par lettre ils firent savoir qu'ils refusaient de se rendre à la Direction, qu'ils ne voulaient plus dépendre de Kafungu mais qu'ils voulaient se former une 'troisième direction' en liaison directe avec Mulele. '
Début mars, Kafungu se rendit à Kimbunze pour rappeler les responsables à l'ordre; il négocia avec les chefs pende Kasanji et Nzamba qui maintenaient leur position. Les nombreux partisans de Kafungu campaient dans la brousse entre Kimbunze et Luende Nzangala; ils furent surpris par des combattants pende et subirent de très lourdes pertes avant de se retirer vers Luende Nzangala. Le jour suivant, ils sont revenu avec des renforts et ils ont brûlé les villages de Muzombo, Gondo, Mukedi, Kifuza, Kamba, Kimbunze, Nioka... dans le secteur Lozo.
'La population prit la fuite vers Kandale et en direction de Kondo où se trouvait Kandaka. Certains voulurent chercher les militaires à Gungu, à quoi Kandaka s'opposa en vain. L'ANC arriva, accompagnée de la délégation de Lozo, et s'installa à Ngashi. Les militaires se débarrassèrent de leurs uniformes et mirent des pagnes pour se déguiser en villageois. Ils installèrent leurs mortiers à Gondo tandis que des 'villageois' de l'ANC s'approchèrent du Camp central de Mulele à Kifuza. Quand les mortiers pilonnèrent le Camp, les soldats donnèrent l'assaut: la surprise fut totale. Kandaka avait refusé de composer avec l'ANC /et s'était retiré vers Kilembe.
'L'ANC, dirigé par le lieutenant Nguya, un Mupende, s'installa solidement à Mukedi d'où elle entreprit la 'pacification' de la région.
'Ma petite soeur était présente à ce moment à Mukedi. Elle a vu les militaires faucher avec des mitraillettes des gens qui sortaient de la forêt. Si tu sortais de la forêt et tu tombais par malheur sur un soldat qui avait bu, tu te faisais abattre. Ma petite soeur a vu à Mukedi une rangée de plus de dix personnes, supposées être des partisans: les militaires les ont achevées une par une en les enfonçant le crâne avec des battons. On a brûlé la brousse aux environs de Mukedi-alors on voyait partout des squelettes et des cadavres d'hommes et de femmes sommairement abattus par les militaires.
'Kandaka, qui est resté toujours fidèle à la révolution, a alors écrit une lettre à la Direction pour se réconcilier. On l'a accepté. Mais Kandaka a été arrêté par des partisans de Kafungu et exécuté.'

Notes

1. H. WEISS et R. FULCO, les partisans au Kwilu. Analyse des origines sociales, document présenté au coloque de Paris 7, 13-15 décembre 1984, p. 3-4.
2. B. VERHAEGEN, La rébellion au Kwilu, p. 8-9.
2* ARCHIVES DE L'AUTEUR, Témoignage écrit de G. MUKWASA, rédigé en septembre 1984 à Brazzaville.
3. ARCHIVES DE WEISS, 4353, Rapport équipe n° 931, camp Leo-Lemba, 4 mai 1964.
4. ARCHIVES DE WEISS, 4024, Rapport équipe n° 349, camp Banningville, 11 met 1964.
5. ARCHIVES DE WEISS, 4265, Rapport équipe n° 132, camp Ntambu, 20 mai 1964.
6. ARCHIVES DE WEISS, 1280, Rapport équipe n° 510, camp Coquilhatvile, 27
mai 1964. 1. Congo 1965, p. 93.
8. Congo 1964, p. 20.
9. ARCHIVES DE WEISS, 4252 et 4329, Rapport Kandaka du 24 mai et du 25 mai 1964; ARCHIVES DE WEISS, 5593, Rapport équipe n° 1234, deKitanda, 27 juin 64.
10. ARCHIVES DE WEISS, 00289, Rapport équipe n° 1082 de Kinkasa, mai 64.
11. ARCHIVES DE WEISS, 4507, Rapport équipe Lusambo, débutmai64.
12. ARCHIVES DE WEISS, 00289, Rapport équipe n° 1082 de Kinkasa, mai 64.
13. Congo 1964, p. 26.
14. Dépêche D.I.A., 14 août 1964; A.F.-8-14340.
15. Rapport sur la situation de la Kamtsha-Loange, 8 sept. 64 in Congo 1965, p. 128.
16. Lettre de E. Kanga du 29 juillet 64 in Congo 1965, p. 127.
17. Dépêche D.I.A., 14 août 1964, A.F.-8-14340.
18. Dépêche D.LA., 22 août 1964.
19. Rapports de la mission de pacification, région Kipuka, 10 janvier 1965 et 15 janvier 1965 in Congo 1965, p. 132-133.
20. Rapport administratif de la mission du pacification en secteur Imbongo, 12 jan. 1965 in Congo 1965, p. 132.
21. Dépêche D.I.A., 27 jan. 65, A.F.-1-186.
22. Rapport administratif de la mission de pacification en secteur Imbongo, 5 janvier 1965 in Congo 1965, p. 131.
23. Dépêche D.I.A., 15 mai 1965, A.F.-5-983.
24. Congo 1965, p. 96-99.
25. Récit d'un collaborateur de Mulele in Congo 1965, p. 95.
26. Congo 1965, p. 96-99.
27. Rébellions au Congo, 1, pp. 172-173
28. Congo 1965, p. 96-99.
29. Dépêche D.I.A., 17 juin 1965, A.F.-6-1194.
30. Dépêche D.I.A., 17juin 1965, A.F.-6-1193.
31. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Cahiers de notes de Leonie Abo.

XV. Les structures dans la zone libérée

*Les structures du maquis muleliste ont connu une grande stabilité de mai 1964 à Juin 1965. L'organisation était constituée de quatre niveaux. **

La Direction générale

La Direction générale, structurée autour du commandant en chef Pierre Mulele, exerçait son autorité sur l'ensemble du mouvement. Elle s'occupait aussi bien de l'aspect militaire que de l'aspect politique de la lutte. La Direction connut une certaine décentralisation et une délégation de pouvoirs entre octobre 1963 et mars 1964, lorsqu'elle se divisa en trois groupes. Le même phénomène se reproduisit entre novembre 1964 et mars 1965 quand Kafungu forma avec d'autres cadres un groupe dirigeant dans la région d'Idiofa. Toutefois, l'autorité finale se situa toujours au camp central de Mulele. Ce camp fut établi dans la région de Mulembe de décembre 1963 à fin février 1964, période correspondant pratiquement aux phases d'expansion et de stabilisation du mouvement. L'établissement des bureaux au Camp central et la création de zones, réalisés entre mars et mai 1964, donnèrent à la Direction générale sa forme définitive.

Les cadres supérieurs

Un noyau de cadres supérieurs dirigeait l'ensemble du mouvement. Ces cadres ne se trouvaient pas réunis au sein d'un organe constitué. Mulele et Bengila se concertaient pour tous les problèmes essentiels. Ils supervisaient tout le travail politique et militaire. Kafungu, le chef de l'état-major général depuis mai 1964, avait également des responsabilités dans l'ensemble du mouvement, bien qu'il s'intéressât surtout à l'aspect militaire de la lutte. Laurentin Ngolo et Pascal Mundelengolo furent les deux principaux collaborateurs de Mulele et Bengila dans le domaine politique. Le premier rédigea de nombreux documents servant de base aux *Leçons politiques*. Le deuxième assurait la formation des cadres du mouvement. Il était assisté dans cette tâche par Martine Mâdinga, une fille remarquable pourvue d'une grande conscience politique. D'origine pende, Martine Mâdinga terminait ses études d'humanités pédagogiques à Kisanji au moment où la révolution éclata. Elle donna des *leçons politiques* avec grande compétence et prit le commandement du bataillon des femmes à la Direction générale. Avec sa sœur Godelieve, elle sera assassinée par l'ANC.
Théotime Ntsolo, le commandant du bataillon de l'état-major, donnait une formation militaire rigoureuse aux meilleurs combattants. Pierre Ngwentsungu assistait Kafungu dans ses tâches de direction à l'état-major.
Mulele et Bengila convoquaient souvent des réunions de cadres supérieurs qui duraient parfois toute la nuit. Les cadres mentionnés ci-dessus en formaient le noyau, auquel s'ajoutaient les commandants de zone et certains chefs de bureau.
Dès leur arrivée au maquis, le 2 août 1963, Mulele et Bengila prirent en main la direction suprême du mouvement; Mulele en fut le commandant en chef et Bengila le chef de l'état-major, jusqu'en mai 1964. Après son retour à la Direction en novembre 1964, Bengila n'eut pas de responsabilité particulière, il se consacra aux tâches de direction générale.
Mulele avait un officier d'ordonnance nommé Maurice Makinisi, un Mupende très courageux, qui fut remplacé par la suite par Maurice Zanga. En juillet 1964, ce dernier s'occupa aussi de la sécurité interne. Plus tard, la fonction d'officier d'ordonnance fut remplie par Alexandre Mbongompasi et en novembre 1967 par Richard Isita.
Deux secrétaires particuliers travaillèrent avec Mulele: Bernadette Kimbadi et, après juin 1965, Vital Ipolo.
Théodore Bengila avait pour secrétaire Célestin Makaku.

Les structures militaires

Louis Kafungu dirigeait à partir de mai 19641'état-major général. Il avait à son service un bureau qui s'occupait du travail de secrétariat dont Léon Makassa était le chef et Alexis Alon le second responsable; Mathias Kandolo, un fonctionnaire d'Idiofa et Remy Mumpete, un enseignant, travaillaient également dans ce bureau. Makassa déclara au directeur de la Sûreté qu'il était chargé de la correspondance et de la comptabilité[1]. Les rapports destinés au chef de l'état-major passaient par ses mains et il rédigeait les réponses, sur instruction de Kafungu. Il supervisait tous les services administratifs dépendants de l'état-major: les archives, la fabrication d'explosifs et leur distribution, le contrôle des dépôts. Makassa dirigeait aussi le service 'Contentieux' auquel les commandants envoyaient des statistiques sur les opérations dans leur zone: le nom de l'équipe et l'endroit de la bataille, le nombre d'ennemis tués et blessés, le nombre de fusils, de balles, de grenades, de souliers ... confisqués ainsi que les noms des partisans tués par l'ANC.
Les commandants de zone dépendaient de Kafungu. Les rapports des équipes et des sous-directions étaient

traités par le commandant de zone qui soumettait les questions difficiles ou les problèmes d'ordre général à Kafungu ou parfois directement à Mulele. Pour ces consultations, ils passaient par le bureau de Makassa.
Valère Makwala, un ex-opérateur au TSF (Téléphone sans fil) de Gungu et deux autres ex-militaires s'occupaient du bureau des *communications*. Ils capturaient les messages de l'ANC, ce qui permettait à Mulele de prendre les dispositions adéquates quand une opération de l'ANC
était en vue.
Pierre Ngwensungu commandait la *compagnie de l'état-major* général, qui regroupait l'ensemble du personnel administratif. Il leur procurait un entraînement militaire quoique leur fonction essentielle ne fût pas de combattre.
Ainsi les filles travaillant à la Direction formaient une compagnie et recevaient une formation militaire mais, contrairement à ce qui se passait dans les équipes, elles ne participaient pas au combat. Cette compagnie a été commandée successivement par: Léonie Abo, Martine Madinga, Sidonie Mikaba et Nelly Labutu.
Pierre Ngwensungu assurait aussi, ensemble avec le commandant du bataillon, Théotime Ntsolo, la formation militaire des cadres appelés à la Direction pour parfaire leurs connaissances. Il assistait aussi Kafungu dans la supervision des services de l'état-major et dans son travail de direction des commandants de zone.
Les *troupes d'élite* des Forces armées populaires furent formées dans le bataillon commandé par un homme d'un courage remarquable et d'une conscience révolutionnaire à toute épreuve, Théotime Ntsolo, un Mu-mbunda, ex-militaire de l'ANC. Les équipes envoyaient leurs meilleurs combattants chez lui pour l'entraînement militaire. Le chef d'équipe de Banga-Banga II écrivit le 5 mai 1964: 'Nous savons que vous avez demandé dans chaque équipe un partisan pour se faire paracommando à la Direction générale[2].'
Gabriel Mudiasupu était officier de renseignement au bataillon de Ntsolo.

Les structures politiques et techniques

Les organes politiques de la Direction générale étaient supervisés par Mulele et Bengila. Les deux structures principales s'appelaient le bureau d'études et de documentation (le sixième bureau) et le bureau de politique intérieure (le deuxième bureau).
Le *bureau d'études et de documentation* élaborait la ligne politique et idéologique. Laurentin Ngolo, le responsable, rédigeait avec Bengila la plupart des textes qui servaient de base aux *leçons politiques*. Le travail dans ce département exigeait une formation intellectuelle d'un niveau élevé. Ainsi, Ngolo écrivit une note à Maurice Zanga pour qu'il mette au service de son département 'la camarade Madeleine Mayimbi, fille qui a fait la 4 ème Normale[3]'. Pendant une longue période, l'abbé Placide Tara occupera des responsabilités importantes dans ce service[4].
Laurentin Ngolo supervisait en même temps le *bureau d'information et presse* ayant à sa tête l'abbé Lankwam. Les rédacteurs étaient divisés en deux groupes: Kianda, Obangom, Makina et Ngulanzungu formaient le premier, Mambuthe, Musila et Kitambala le deuxième. Tous les rédacteurs notaient les informations qui parvenaient au Camp central grâce à la radio. Chaque jour, ils présentaient un résumé des informations à Mulele, Bengila ou à Ngolo qui étaient responsables de l'analyse[5]. Trois filles assuraient le travail du secrétariat: Sidonie Ahumari, une ex-religieuse, Monique Ilo et Marie-Jeanne Ntumba, une fille luba[6].
Après juillet 1964, Charles Indomani, Mono Muyayi et Constant N'dom entrèrent dans ce service. Les rédacteurs écoutaient chaque matin les émissions de Pékin, de Cuba, de Moscou, de Bruxelles, Paris et Londres. Ils assuraient la publication d'une feuille d'informations ronéotypée appelée *La voix de la révolution*. Les nouvelles étaient aussi répandues par la voie des ondes, grâce à l'émetteur saisi à l'Ineac le 1 janvier 1964 et transformé par les soins de Mulele. Les émissions pouvaient régulièrement être captées à Kikwit.
Le *bureau de politique intérieure* fut placé sous l'autorité de Pascal Mundelengolo qui était chargé de la formation des cadres politiques du mouvement. Avec Martine Madinga, il préparait les instituteurs et autres intellectuels à leur responsabilité future de commissaires politiques. Il s'occupait aussi des stages des chefs d'équipes qui arrivaient à la Direction pour une formation complémentaire. Mundelengolo recevait des instructions de Laurentin Ngolo pour ce qui concernait le contenu des cours.
Au début, Mundelengolo fut aussi le principal responsable du *tribunal* des partisans. En juin 1964, on créa au sein de son Bureau une deuxième section *Justice et Contentieux*. H. Lakandal, qui signe en tant que substitut du chef du bureau, envoya le 20 juin 1964 une directive à tous les cadres: 'Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que toute affaire ayant trait à un jugement, quelle qu'en soit la gravité, devra passer dorénavant au bureau judiciaire pour approbation. D'autre part, il serait mieux de nous faire parvenir les prévenus avant qu'ils partent à la maison de détention afin d'éviter des arrestations arbitraires[7].' Plus tard, Lakan-dal se serait occupé uniquement de la Justice se rapportant aux masses populaires tandis que Théophile Bulabula, un Muyanzi, présidait le tribunal qui traitait les affaires des combattants.
Le *département de la santé* (ou premier bureau) était dirigé par Jérôme Mutumbulu, mieux connu sous le nom d'Ankawu. Avant l'arrivée de Mulele, il travaillait à l'hôpital d'Idiofa en tant qu'assistant médical. On l'appelait le médecin parce qu'il avait acquis une grande compétence en assistant des chirurgiens blancs. Il partageait la

responsabilité du bureau de la santé avec Daniel Wafula, un infirmier. Léonie Abo s'occupait particulièrement du service des femmes et des enfants. En plus, elle gérait la pharmacie. Elle dirigeait une équipe de filles qui fabriquaient des comprimés et elle distribuait aux différentes zones les médicaments disponibles. Plusieurs infirmières avaient rejoint le maquis et travaillaient dans le département de la santé; parmi elles: Jeannette Kashiama et Charlotte Ntsamana. Véronique Muyasa, qui avait fait l'école normale, les assistait.
Le *département dépôt central* (le quatrième bureau) fut pris en main par Désiré Nkwana d'abord et par Liévin Mitu ensuite. Ce bureau enregistrait et gardait tout le matériel confisqué à l'ennemi et tous les biens offerts par les masses populaires aux combattants. Aucun matériel ne pouvait être enlevé du dépôt sans l'autorisation de Mulele, Bengila ou Kafungu.
Un *bureau de comptabilité,* dont le chef était N. Manika, faisait partie du département du dépôt. Manika avait la responsabilité d'attribuer un numéro officiel aux différentes équipes et d'inscrire dans ses registres les chefs des équipes qui avaient été confirmés dans leur fonction par la Direction. Il centralisait aussi tous les fonds collectés par les équipes[8].
Le dépôt central se tenait en étroite liaison avec le *bureau technique*, département dirigé par Joseph Okwono. Okwono travaillait souvent en compagnie de Delphin Mbumpata et de Elil. Il avait amené au maquis une petite forge comme on en trouve dans les villages. Il se consacrait surtout à la fabrication des *pupus*, les fusils de chasse. Une fois, il se permit la petite fantaisie de construire une guitare qui fit depuis lors la joie des danseurs. Louis Mukama et Henri Biungu fabriquaient les cartouches. En 1966, pendant une période d'accalmie dans la forêt de Eyene-Mayili, Mulele fit démonter un *mauser*. Il réunit des pièces de métal et mit les mécaniciens au travail: ils limèrent des jours entiers. Mulele monta les pièces usinées et le *mauser* nouveau-né ne tarda pas à cracher des balles. Mulele en était tout fier: il s'était tellement appliqué en Chine à apprendre comment fabriquer des *mauser*, des radios, des émetteurs ... Le bureau technique possédait un groupe électrogène qui permettait à Mulele et Bengila de travailler le soir

Le *service des explosifs* fabriquait des bombes et des mines artisanales; Mulele dirigeait lui-même les travaux avec l'assistance de Léonie Abo et de Delphin Mbumpata.
Louis Mayele, qui était d'un âge plus avancé que la plupart des partisans, s'occupait du *bureau duprotocole*. On l'appelait 'le représentant des masses populaires' : tous les contacts entres villageois et Mulele passaient par lui. Les rapports envoyés par les comités de village passaient également par son bureau et c'est lui qui recevait les délégations de villageois arrivés à Mulembe.
Dans le parc immobilier que possédait la Direction générale, la modeste *prison* ne pouvait guère attirer le regard; c'est que le nom, ailleurs si menaçant, de bagne faisait référence ici à un simple bivouac. Quelque six à sept 'prisonniers' y trouvaient refuge et y recevaient des *leçons politiques*. Un brave garçon du nom de Landon assurait la surveillance des coupables; après un certain temps, il fut remplacé par Kandolo.
La *cuisine* collective mobilisait chaque jour des forces considérables : ce n'était pas une mince affaire que de rechercher et de préparer de la nourriture pour 2.000 personnes. Chaque semaine, l'équipe chargée de cette corvée était renouvelée.
La sécurité du Camp central était assurée par un important *service de garde*, dirigé d'abord par Valère Munzele, ensuite par l'abbé Placide Tara. Chaque matin, des équipes de reconnaissance de trois personnes partaient dans toutes les directions; elles devaient signaler la présence éventuelle de militaires dans un rayon de 10 à 20 km.

Une journée à la Direction

Au camp central, tous se levaient vers 6h. A 7h., tout le monde se rassemblait pour le salut au drapeau dont la couleur seule réfutait déjà les accusations de tribalisme avec lesquelles les ennemis de Mulele intoxiquaient les ignorants: le drapeau était rouge.
Le matin, quatre types d'activité attendaient les maquisards.
Certains s'attelaient au travail manuel: faire des bivouacs, couper des arbres, chercher de la nourriture dans la forêt et du bois pour la cuisine, porter de l'eau, laver les vêtements. D'autres suivaient l'entraînement militaire. Quelques unités remplissaient des missions: ils tendaient des embuscades, bloquaient des routes, attaquaient les militaires. Le quatrième groupe travaillait dans les bureaux ou dans les différents services. Parfois des cours de formation politique commençaient dès le matin.
On pouvait se reposer durant le temps libre de midi jusqu'au rassemblement et au salut au drapeau de 14h.
L'après-midi, une partie du camp suivait *la leçon politique* à laquelle assistaient souvent des villageois des alentours et des délégations d'équipes plus lointaines. D'autres reprenaient les activités du matin et ceci jusqu'à 17h30.
Vers 14h, au plus tard, commençait le travail dans la cuisine collective mais souvent on préparait la nourriture dès le matin. Le seul repas de la journée, consistant la plupart du temps en des feuilles de manioc et en *fufu*, une pâte faite de farine de manioc, parfois mélangé à de la farine de maïs ou de millet, était servi à 18h30. C'est seulement vers 22h que Mulele, Bengila, Kafungu et les autres dirigeants pouvaient manger, après que tous les

partisans avaient été servis. Parfois, quand on manquait de vivres, les dirigeants ne trouvaient plus rien à manger. 'Nous les dirigeants, disait Mulele, devons d'abord penser aux combattants.' Ce fait a frappé nombre de partisans. 'Mulele lui-même se privait de manger, disaient-ils, quand il n'y avait pas assez de nourriture pour tout le monde.'

Les commandants de zone

Les zones furent probablement créées en février ou mars 1964. Au départ on en comptait trois: la zone du centre (Lukamba, Yassa-Lokwa, Kanga, Imbongo et Kalaganda), la zone de l'Est (Musanga, Banga, Kipuku et Madimbi) et la zone du Sud (Loso, Kandale, Kilembe et Ngudi). Peu de temps après leur création, la zone du centre et du Sud furent scindées en deux. La plupart des témoins expriment l'avis qu'il y a eu finalement sept zones. De nombreux rapports de mai 1964 sont adressés au '1er bureau de la zone du Centre' comme au '7ème bureau de la région militaire Kandale-Kahembe'. On peut donc supposer que l'organisation des zones était déjà un fait à cette date. Il faut cependant remarquer que trois équipes envoient leur rapport au '8 ème bureau', appelé 'région militaire Ouest' dans le premier rapport et 'région Feshi-Mudikalunga' dans le deuxième[9].
La première zone, celle du Centre, fut dirigée par Maurice Zanga, un Mumbunda, ex-commis à la poste. La deuxième, située aux environs de Kalaganda, était placée sous le commandement de Bifar Delphin Muzun-gulu, un Mudinga et ex-commissaire de police. Eugène Mumvudi, un Mukwese et ex-militaire de l'ANC, dirigeait la troisième zone, celle du Sud-Ouest, autour de Kakobola et Mungmdu. La quatrième, située au nord, vers Buluem, avait pour commandant de zone Evariste Me-naba, un Mudinga et ex-agent territorial. La septième zone autour de Kandale-Kahemba fut dirigée par Pierre Damien Kandaka, un Mupende, renvoyé en 1944 de l'école des moniteurs de Mwilambongo. Valère Munzele, un menuisier mbunda, commandait lui aussi une zone mais nous n'avons pas pu déterminer s'il s'agissait de la cinquième ou de la sixième. Vers le mois de juillet 1965, Antoine Fimbo, un Mupende, était commandant de zone à Kilembe-Ngudi; il avait exercé la profession de commerçant; au même moment, Louis Kinkondo, un Mumbunda et ex-chef de secteur de Imbongo, se trouvait à la tête de la zone du Centre.
Lors de son interrogatoire par la police, Léon Makassa déclara que Maurice Makinisi, Pierre Kitembo, Zacharie Mupembe - tous les trois étaient des Bapende - et Munduku avaient également eu, à un certain moment, le commandement d'une zone. Certains rapports mentionnent aussi André Mukwambansa, un Mupende et Edmond Kabamba dans cette fonction.
Les commandants de zone furent nommés par Mulele et Bengila sur base de leurs mérites. Eugène Mumvudi, un des tout premiers partisans, avait fait ses preuves en dirigeant, avec Kafungu, le troisième camp, constitué en octobre 1963. Muzungulu fut envoyé au mois de mai 1964 par Bengila au titre de commissaire militaire à l'équipe n° 455 de Eyene, pour y réorganiser le travail sous la direction du commandant de la 4 ème zone; vu les résultats qu'il y obtint parmi les Badinga, Mulele le jugea apte à diriger une zone. Louis Kinkondo avait longtemps eu la responsabilité d'une sous-direction, avant de se voir attribuer la zone du centre.
Les commandants avaient leur bureau à la Direction générale, d'où ils dirigeaient le mouvement dans leur zone. Souvent, ils se rendaient sur le terrain pour y conduire ou superviser les opérations.
Le 5 mai 1964, Kandaka quitta la Direction pour prendre le commandement des partisans qui devaient attaquer la ville de Gungu le 22 et le 24 mai. Il avait à ce moment-là 540 combattants sous ses ordres[10]. Avant de partir au combat, Kandaka avait donné des instructions pour que soit menée une opération d'envergure en vue de prendre pied sur la rive droite de la Loange, vers le centre diamantaire de Tshikapa.
'Je demande à tous les chefs militaires et chefs politiques du secteur Kondo du côté (gauche) de la rivière Loange, qu'ils donnent chacun au camarade Crispin Mandangu, chef militaire de l'autre rive, 10 partisans[11].'
Les commandants n'avaient pas une équipe de combattants sous leur autorité directe; ils disposaient d'un petit noyau de collaborateurs à la Direction générale. Quelques dizaines de partisans les accompagnaient lors de leurs missions.
En l'absence du commandant, le chef du bureau remplissait ses tâches à la Direction générale. Ainsi Zacharie Mupembe remplaça Kandaka lors des fréquentes missions de ce dernier.
Quand il y avait des décisions importantes à prendre, Mulele convoquait les commandants de zone à la Direction pour délibération. Des nouvelles instructions élaborées à la Direction générale parvenaient parfois dans les zones par un émissaire, commandant au camp de Mulele, appelé 'délégué de l'état-major général'. En mai 1966, au moment où des difficultés graves submergèrent le maquis, les commandants de zone s'établirent en permanence à la Direction générale.

L'équipe et le comité de village

L'équipe de partisans représentait le noyau de base du maquis muleliste; elle groupait de 30 à 150 combattants d'une même région, dans des bivouacs situés à un ou deux kilomètres d'un village. Souvent les jeunes

révolutionnaires d'un village se retrouvaient dans l'équipe liée à ce village, mais ceci n'était pas une règle générale. D'après Herbert Weiss, qui a analysé 244 listes mentionnant 12.895 partisans, une équipe comptait une moyenne de 53 combattants et il y aurait eu au total entre 90.000 et 100.000 personnes organisées dans les équipes[12].
Les comités de village étaient les organes des masses populaires à l'échelon de base. Ils encadraient 500.000 personnes au moins.

L'équipe de partisans

Voici l'organisation de l'équipe rapportée par Dieudonné Ndabala, le premier commissaire politique, de l'équipe de Mpangu qui, fin 1963, réunissait 130 partisans venant des 3 villages Mpangu.
'Le *commissaire politique* et le *commissaire militaire* dirigent ensemble l'équipe. Le premier a été nommé, après la formation chez Mulele, par la Direction générale. Après deux mois d'activité, les partisans eux-mêmes ont choisi, en jugeant le comportement de chacun au combat, le responsable militaire. Ensemble, ils ont un secrétaire à leur service.
'L'équipe se divise en 10 *sections*, ayant chacune son chef; une section comporte deux *escouades* de 6 personnes, dont un chef d'escouade.
'Le *conseil de discipline* fait fonction de tribunal pour les partisans; il est composé d'un président, vice-président, secrétaire et trésorier, et de trois autres juges, tous élus.
'Un *officier d'information* centralise les rapports sur les partisans -maladies, manifestation d'indiscipline - et les rapports du comité de village, traitant des déplacements de l'ANC. Il organise la transmission des messages et rapports, qui passent d'une équipe à une autre pour arriver à la sous-direction ou au camp de Mulele.
'L'*officier de renseignement* doit dépister les espions et les ennemis; il réunit les informations sur les militaires pour préparer les attaques.
'Le *bureau de l'intendance* assure l'approvisionnement des partisans; il se tient en liaison étroite avec le comité du village.
'Le *service de santé* soigne les blessés et les malades, combattants comme villageois. Les masses populaires se font soigner soit au camp soit au village même.
'Le *bureau du protocole* fonctionne comme un comité d'accueil pour les nouveaux maquisards ou pour les villageois qui viennent au camp.

'Un *service de garde*, dirigé par le chef de camp, surveille les chemins donnant accès aux bivouacs et il encadre les habitants chargés de la surveillance du village.
'Tous les sept jours, une autre section est *de semaine* et s'occupe des différents travaux domestiques.'
A la lecture d'un livre publié en Europe, Dieudonné Ndabala découvrit qu'il disposait encore des services d'un *sorcier*, mais dans les équipes qu'il a connues, il n'a jamais eu l'honneur de rencontrer un si imposant personnage!
La plupart des équipes avaient une structure beaucoup plus simple. L'équipe n° 1.082 rapporte: 'Nous avons les cadres au complet' et elle mentionne la liste de ses responsables: le dirigeant de l'équipe, le commissaire politique, le secrétaire et le conseiller - ce dernier s'occupant de la justice. L'équipe demande à la Direction de lui envoyer un commissaire militaire[13].
Les équipes envoyaient des rapports mensuels à la Direction générale. Au début, ils traitaient surtout de problèmes occasionnels, mais après un certain temps, plusieurs rubriques furent plus ou moins standardisées. D'abord venait la *situation politique* où l'on parlait de l'éducation et de l'organisation des masses populaires ainsi que de l'activité de l'ennemi. On notait le nombre d'ennemis tués et les objets (fusils, balles, chaussures, etc.) saisis sur eux. En deuxième lieu, on traitait de la *situation des partisans*, c'est-à-dire des combats engagés, du comportement des hommes dans la bataiHe, des défaillances, ainsi que du nombre de partisans tués ou blessés. Un autre chapitre concernait les *relations entre la masse et les partisans*. On mentionnait ensuite la *quantité de nourriture* fournie par les populations aux maquisards ainsi que le *nombre d'armes* livrées (des arcs et des flèches, des pupus, les quantités de poudre de chasse). En cinquième lieu, on évoquait la *situation de l'agriculture*. Dans la rubrique suivante, la *situation fincancière*, les recettes provenant des collectes parmi les villageois et les dépenses des différents services étaient chiffrées. Les naissances et les décès formaient la substance du chapitre *recensement*. Souvent, les rapports traitaient aussi des problèmes de *santé*.

Le comité de village

Dans la région de Eyene où se trouvait Félix Mukulubundu, des comités de village firent leur apparition dès novembre 1963, bien avant la formation des équipes. La plupart des chefs de village soutinrent activement le mouvement muleliste. Dans le Comité de village, on comptait deux, parfois trois responsabilités principales.

Le *chef du comité* traitait les grandes questions politiques, assisté par un chef-adjoint et un secrétaire. Les chefs traditionnels occupaient assez souvent ce poste: beaucoup étaient des nationalistes convaincus, avaient durement souffert des exactions des militaires et connaissaient bien la situation au village. Là où le chef traditionnel n'était pas un progressiste, il gardait son titre mais on élisait quelqu'un d'autre comme chef du comité de village et c'est lui qui détenait l'autorité réelle. Dans la région de Eyene, les villageois de Mukoko ont élu Vincent Mayele, un infirmier, bien connu pour ses activités au sein du PS A, comme chef du comité, le préférant au chef de village. Le *chef militaire* du comité de village mobilisait les villageois pour le combat contre les soldats. Le *responsable de l'agriculture* devait s'assurer que les villageois continuaient à cultiver les champs. Dans chaque village, on organisait l'élection des juges du tribunal coutumier. Le *trésorier* tenait la caisse où les villageois versaient leur contribution à la révolution. Parfois cet argent était donné directement à l'équipe; celle de Lokwa-Mbila note pour le mois de mai 1964 un montant de 1.600 frs[14]. Mais dans beaucoup de villages, on n'employait plus l'argent et on pratiquait le troc. Dans le Comité de village, les responsables du *protocole*, de l'*information*, de l'*intendance* et du *renseignement* remplissaient les mêmes tâches que leur collègues de l'équipe avec qui ils entretenaient des relations très étroites.
Remarquons que la plupart des comités de village n'avaient pas une structure aussi élaborée que celle que nous venons d'exposer.

Relation entre équipe et comité

Pourquoi avait-on introduit la séparation entre les équipes et les villages? Voici la réponse fournie par un commandant de sous-direction : 'II n'était pas possible de donner l'entraînement militaire et les cours politiques au milieu du village. Le camp se trouvait à distance pour faciliter la formation des combattants mais nous ne voulions nullement créer une séparation entre les combattants et les villageois. Une fois la formation bien assurée, les partisans devaient se mêler de nouveau aux villageois.'
Un chef d'équipe voit ce problème de la façon suivante: 'Notre équipe s'est formée en décembre 1963, au moment où une partie des villageois se montrait encore sceptique vis-à-vis de la révolution. Il fallait donc bien s'installer en dehors du village pour donner l'entraînement aux plus combatifs. Plus tard, quand les militaires ont fait la démonstration de leur brutalité, tous les villageois entrèrent en forêt et à ce moment-là, la séparation entre partisans et masses populaires avait pratiquement cessé d'exister.'
Dans plusieurs villages, les hommes se chargeaient de tâches identiques à celles remplies par les membres des équipes. L'équipe n° 931 rapporte: 'Nous nous entendons bien avec les villageois. Ils aident aussi bien les camarades partisans pour la nourriture. Dans trois villages d'Impanga, nous avons formé des équipes de village comme celles qui sont avec nous en forêt, dotées des mêmes responsables que dans les équipes de forêt. Entre eux et nous, l'entente est bonne[15].' Un commandant de sous-direction nous déclarait: 'A Banga-Banga comme dans tous les villages près des huileries, la plupart des adultes possédaient un fusil à silex. Les coupeurs qui avaient livré au cours de l'année un certain nombre de caisses de fruits, recevaient des H.C.B. un tel fusil. Parfois ces villageois se sont montrés plus durs au combat que les membres de l'équipe.'
En général, de nombreux liens existaient entre l'équipe et le comité de village; ceci se dégage déjà de la structure parallèle des deux corps. Un chef de sous-direction remarque: 'Le partisan doit être dans la masse comme le poisson dans l'eau. Si l'eau est troublée, le poisson crève. Il faut que nous ayons de très bons rapports avec la masse sinon elle dira : On n'a pas besoin de respecter ces gens-là, puisqu'ils se comportent comme les militaires. Et ils iront nous dénoncer auprès des soldats. La tâche du partisan consiste à toujours élargir les rangs de la révolution; pour y arriver, il faut collaborer avec les masses comme le poisson doit obéir à l'eau.'
Un chef d'équipe mentionne que, en règle générale, ses partisans donnaient deux fois par semaine une *leçon politique* au village; presque tout le monde y assistait. Mais il arrivait aussi qu'un groupe de 30 à 40 villageois vienne écouter les *leçons* données aux combattants au bivouac.
Au village Lozi-Makumbi dans la région de Kandale, des *leçons politiques* furent données chaque jour du 8 au 31 mai 1964, aussi bien dans l'équipe -avec une participation moyenne de 35 combattants- qu'au village où l'on comptait une moyenne de 77 présents. La formation des villageois et celle des partisans y était pratiquement la même[16].
Parfois les villageois regardaient d'un œil fort soupçonneux leur instituteur, trop rapidement muté en commissaire politique : est-ce que ce beau-parleur, qu'on a vu côtoyer les PNP, ne serait pas en train de nous tromper? Poussés par cette vigilance redoutable, on envoyait quelques personnes en 'délégation des masses populaires' chez Mulele: 'Camarade en chef, écoute un peu ce que nos intellectuels racontent; est-ce bien là une leçon que tu leur a enseignée?' Rassurés et heureux d'avoir écouté le camarade Pierre, ils rentraient.
Dans certains équipes et jusqu'en juillet 1965, des partisans participaient aux travaux des champs avec les villageois. Mais en général, ces derniers nourrissaient les combattants: 'II faut que nos enfants puissent bien mener la guerre aux militaires.'

La sous-direction

Par sa structure et sa fonction, la sous-direction tenait le milieu entre l'équipe et la Direction générale. Une sous-direction coordonnait l'activité de plusieurs équipes -parfois même de plusieurs dizaines- et elle assurait leur formation politique et militaire. Elle dirigeait aussi les comités de village. Parfois dans une région, l'équipe la plus vaillante qui disposait des meilleurs cadres formés à la Direction générale, se voyait chargée des fonctions de sous-direction.
Gérard Mukwasa rentra au mois de février 1964 dans son village Impasi après une semaine de formation chez Mulele. Il créa avec un autre intellectuel une équipe de 40 personnes dont 10 filles. Le bureau comptait un chef d'équipe, Gérard Mukwasa, un secrétaire, un chargé de l'intendance et un responsable de la discipline.
Vers le mois d'avril, la Direction générale envoya Pierre Ngwensungu pour réunir les équipes de la région de Kalanganda et pour créer une sous-direction, issue de ces équipes. Gérard Mukwasa étant absent de cette réunion pour cause de maladie, Dieudonné Ndabala nous a raconté comment les choses se sont passées : 'Les dirigeants de la sous-direction Ibubu furent choisis par cinq cents délégués des équipes de la région de Ngoso. Le jour du vote, ils se réunirent dans le grand réfectoire de l'école de la mission où Pierre Ngwensungu, délégué de la Direction générale mena les débats. Plusieurs candidats, jugés par les partisans les plus courageux et les plus aptes à diriger, furent proposés aux différents postes de responsabilité. A l'issue du vote, le bureau de la sous-direction de Ibubu, dont le nom de code était Thysville, fut composé de Barthélémy Kasenga, commissaire militaire, de Dieudonné Ndabala, commissaire politique et enfin de Dieudonné Mutambula, secrétaire. Gérard Mukwasa fut élu chef de bataillon.'
Comme le mouvement connaissait un très grand développement, il fallut dédoubler la direction. Gérard Mukwasa devint chef de la sous-direction Musanga. Ses cadres se regroupèrent dans un bureau d'état-major, un bureau de politique intérieure, un bureau de Santé et un bureau de justice. Ce dernier était composé d'un chef de bureau, d'un secrétaire et de juges, choisis parmi les fonctionnaires et parmi les ouvriers âgés qui avaient été inquiétés par les militaires. Il se chargeait de régler les conflits existant parmi les masses.
Un autre chef de sous-direction nous a déclaré: 'Mulele choisissait comme commandants des sous-directions des partisans qui assimilaient bien ses *leçons politiques* et qui avaient fait leurs preuves lors des combats. Il leur donnait toujours la responsabilité dans leur secteur d'origine où ils connaissaient bien la topographie du terrain ce qui leur permettait de tendre des embuscades et de trouver les meilleurs endroits pour se cacher.'
Le commandant d'une sous-direction se rendait souvent dans les différentes équipes et villages pour vérifier le travail politique et militaire. Il nous a indiqué aussi certaines différences entre l'équipe et la sous-direction : 'Je dirigeais 400 partisans. Chaque village envoyait 10 à 15 combattants chez nous pour y recevoir leur instruction militaire. Après 3 mois, ils retournaient chez eux et d'autres les remplaçaient. J'avais un noyau permanent d'une bonne centaine de partisans qui faisaient les embuscades sur les routes principales.'
Voici le texte intégral d'une décision de la Direction traitant de la création d'une sous-direction :

'Léopoldville 19-1-1965

Nomination

La Direction générale a procédé à la nomination des chefs de la sous-direction Mulikalunga.
Chef de sous-direction: Cde Kingwaya, pour toutes les équipes de la région.
Sous-chef de sous-direction: Cde Kulemfu.
La Direction générale les autorise à faire ce qui suit:
1. Regrouper toutes les équipes peu nombreuses: celles qui comptent de 10 à 4 partisans doivent être regroupées et confiées à un seul chef militaire.
2. Révoquer tous les chefs militaires qui créent des désordres et les remplacer par d'autres.
3. Enquêter sur les voleurs qui ont accompli des missions et qui n'ont pas déposé les objets là où ils devaient les déposer. Ils doivent les rassembler à l'endroit qui leur a été désigné.
4. Ils sont autorisés à prendre des décisions contre tous ceux qui s'opposent à la Révolution, par exemple des soldats ou des PNP.
5. Ils sont autorisés à déplacer un hôpital ou un dispensaire pour les transférer en un autre lieu. Ils peuvent aussi transférer un village d'un endroit dangereux à un lieu plus sûr.
6. Si quelqu'un n'obéit pas à ces camarades, ils peuvent faire de lui ce qu'ils décident conformément aux lois de la Révolution.
7. Ils sont autorisés à prélever 5 partisans dans chaque équipe pour former leur équipe.
8. Ils sont autorisés à renvoyer tous les partisans qui sont membres du Comité dans leurs équipes.
9. Tout le travail de bureau doit se dérouler comme à la Direction générale. Voici le livre des bureaux.
10. Nous demandons à tous les hommes de respecter ces camarades.

Ainsi fait à Léopoldville ce 19-1-1965
Pour le chef de l'etat-major général
Le commandant de Cie de l'EMG Ngwensungu P.[17]

Dans un rapport du 15 mai 1964, les chefs d'équipes de dix groupements (ou chefferies) de la région de Nkara et Njezo annoncent qu'ils ont réussi à s'entendre :

'Au nom des révolutionnaires de la partie de notre territoire qui viennent de réaliser l'entente, nous vous demandons ceci :
1. Que nous ayons notre bureau à la Direction générale
2. Que notre sous-direction soit dirigée par le chef Théotime Isungu parce qu'il a créé beaucoup d'équipes et que toutes ces équipes veulent qu'il dirige la sous-direction[18].'

* Les documents et les témoignages dont nous disposons, permettent d'en reconstituer l'essentiel: cependant, certaines données ne sont pas disponibles ou restent controversées.

Notes

1. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Déclaration de Léon Makassa au Directeur Provincial de la Sûreté de Kikwit, 21 nov. 1965, p. 1.
2. ARCHIVES DE WEISS, 4387, Rapport équipe Brazzaville, n° 115, 5 mai 1964.
3. ARCHIVES DE WEISS, 5022, Note de Ngolo, 13 mai 1964.
4. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Déclaration de Tara à la Sûreté de Kikwit 23 mars 1966, p. 2.
5. ARCHIVES DE WEISS, 3960, Bureau d'information et de presse Repartition du Travail.
6. Ibid.
1. ARCHIVES DE WEISS, 00810, Directive n° 10 - D.6, Lakandal, 20-6-64.
8. ARCHIVES DE WEISS, 35, Directive du 5mai 1964, Manika.
9. ARCHIVES DE WEISS, non numéroté, Rapport équipe 591, porte Mukanga, 26-5-64, chef d'équipe Delphin Lungala; 3481, Rapport équipe 218, Gikombu; 3696, Rapport équipe 907, village Kitambwe.
10. ARCHIVES DE WEISS, 4252 et 4329, Rapports de Kandaka du 24 et du 25 mai 1964.
11. ARCHIVES DE WEISS, 1275, Directive de Kandaka, 4 mai 1964.
12. H. WEISS et R. FULCO, o.c., p. 1-2.
13. ARCHIVES DE WEISS, 00289, Equipe Kinkasa, n° 1082, rapport de mai 1964.
14. ARCHIVES DE WEISS, 51, Equipe Mbila-Lokwa, n° 952, Rapport de nourriture donnée.
15. ARCHIVES DE WEISS, 4283, Equipe de Leo-Lemba, n" 931, 4 mai 1964.
16. ARCHIVES DE WEISS, 2219, Equipe de Lozi-Makumbi, n° 240, 30 mai 64.
17. ARCHIVES DE WEISS, 5407.
18. H. WEISS et R. FULCO, o.c., p. 1-2.

XVI. Aspects de la vie au maquis

L'économie

La protection des bien économiques

La vision du monde de nombre de jeunes chômeurs, fut façonnée par la misère, l'ignorance, les humiliations. Le dénuement total des cases indigènes contrastait trop avec les bâtiments orgueilleux construits en pierres solides qui incarnaient la toute-puissance des étrangers: les missions, les usines, les écoles, les bâtiments administratifs furent autant de signes de la puissance colonisatrice. Dans leur soif de vengeance, les jeunes chômeurs aspiraient à détruire tous ces symboles. Un chef de sous-direction nous explique l'attitude de Mulele face à ce problème.
'Mulele interdisait strictement de toucher aux écoles, aux hôpitaux et à tout ce qui avait une utilité économique. La destruction de certains biens économiques tels que ponts, bacs, routes, centres administratifs formait la seule exception, dictée par des raisons de sécurité. Il fallait se donner bien du mal pour faire pénétrer ces vérités dans les cœurs aigris des jeunes révoltés. On leur répétait la règle: remettre au chef tout ce que vous avez confisqué à l'ennemi.'
Le peu de biens dont disposaient les partisans avaient pour origine des confiscations. Les médicaments provenaient le plus souvent des dispensaires des missions. Des produits chimiques, un émetteur, deux microscopes et d'autres appareils avaient été saisis à l'école de l'Ineac. Le 24 mars 1964, l'équipe du village Mungondo, dirigée par Mudiakubi annonça à Léon Makassa, gérant de la Compagnie africaine Cooremans à Kalan-ganda, que le temps n'était plus au négoce mais à la révolution. Il dut fermer boutique. Dans une lettre à la Sûreté, datée du 21 novembre 65, Léon Makassa expliqua que les partisans lui avaient ordonné de 'faire un inventaire, surtout de leur donner l'argent et les marchandises. En présence de nombreuses *jeunesses* et de leur chef, dit-il, je leur ai présenté le compte du poste de Kalanganda[1].'
Makassa et Mudiakubi enjolivèrent de leur signature deux pages d'inventaire, reprenant la liste détaillée de 97 articles dont 5 petites armoires, 2 matelas, 1 coffre-fort scellé, 1 camion Mercedes, 28 sacs de sucre, 2 frigos, 126 sacs de palmistes, 2.000 litres d'essence, etc, etc.[2].

Nourrir la population

La préoccupation prioritaire et pratiquement unique des mulelistes dans le domaine économique était d'assurer la subsistance des populations qui vivaient sous leur protection.
D'octobre 1963 à janvier 1964, les soldats mobutistes se transformèrent en voleurs de bétail aux griffes desquels poules, chèvres, vaches et cochons ne purent échapper. Fuyant les tortures et les exactions, les populations cherchèrent refuge en forêt.
Plusieurs villages envoyèrent des délégations chez Mulele pour lui poser une question qui les tracassait beaucoup: 'Camarade en chef, comment se fait-il qu'au moment où nous menons la guerre, il faut encore faire les champs?'
La réponse prit la forme d'une *leçon politique*. Mulele leur dit:
'Nous faisons la guerre à deux sortes d'ennemis. II y a les réactionnaires, les militaires et les policiers qui nous tuent par le fusil. Mais nous avons un autre ennemi qui est capable, lui aussi, de nous tuer: c'est la faim. Il faut savoir vaincre la faim si nous voulons que nos enfants arrivent à vaincre les militaires. Qu'arriverait-il si nous éliminions tous les soldats et si tout le monde nous rejoignait mais que nous ne sachions pas éliminer la faim? Il faudrait encore nous soumettre aux impérialistes pour recevoir de la nourriture de leurs mains. Vous devez bien faire les champs de manioc et de maïs, aussi longtemps que les militaires ne vous harcèlent pas. Il est préférable de faire les champs loin du village dans la forêt. Les soldats craindront de s'y rendre et s'ils en manifestent l'intention, ils enverront d'abord une reconnaissance que vous pourrez attaquer et chasser.'
Dans certaines régions, dès fin 1964, les soldats pénétrèrent profondément dans la forêt, volèrent le manioc, détruisirent les champs, rendirent toute culture impossible. Ainsi les deux ennemis se confondirent : les militaires créèrent la faim.
Léonie Abo nous a raconté comment les maquisards tentaient de survivre: 'En forêt, nous observions les singes pour savoir quelles plantes et quels fruits ils mangeaient. Nous nous disions que cette nourriture ne devait pas être nuisible pour nous non plus. Ainsi, nous préparions des feuilles de piments et d'autres encore dont je ne connais pas le nom. On les cuisait à l'eau comme des feuilles de manioc.
Un partisan nous a expliqué la fabrication du sel et du savon dans le maquis: 'On prenait des feuilles de bananiers et des fleurs de Lulua-bourg qu'on éparpillait en petits morceaux. Après les avoir séchées, nous les brûlions; ensuite, nous bouillions les cendres et ça donnait une substance grise, une potasse au goût de sel, que nous mélangions à notre nourriture.

'Pour obtenir du savon, nous ajoutions à cette même potasse des cendres de feuilles de palmier ou du bois de palme ou encore des cendres de feuilles qui poussent dans l'eau, appelées en kimbunda *Okiel-a-math*. Le tout était mélangé à de l'huile de palme pour obtenir un savon très fort qui abîmait parfois les habits.'

Attitude envers les entreprises étrangères

Léonie Abo nous a décrit l'attitude de Mulele face aux entreprises étrangères présentes au Kwilu. Elle explique: 'II disait que ces usines ne devaient plus appartenir à des étrangers mais qu'elles revenaient de droit au peuple congolais. Il s'opposait à ce qu'on détruise les machines. Son intention était d'utiliser ces entreprises et d'y travailler nous-mêmes après la victoire de notre révolution.'
Un cadre muleliste d'une région où l'on trouve plusieurs huileries nous a donné son point de vue. Il raconte: 'Dans notre région, nous avons démonté certaines pièces de machines pour les mettre dans le dépôt clandestin au maquis. Notre groupe de mécaniciens s'occupait de l'entretien des machines délaissées dans les entreprises abandonnées. Il nous était impossible de faire tourner pour notre propre compte ces huileries. Comment exporterions nous la production? Mobutu faisait le blocus économique du Kwilu. En plus, nous ne pouvions protéger ni nourrir ces masses d'ouvriers. Les usines seraient devenues des points d'attraction pour les opérations militaires.'
Mulele formulait des opinions précises sur la création d'une économie nationale congolaise. Il importait avant tout de conduire la révolution à la victoire sur l'ensemble du territoire national. Ensuite, il enverrait un grand nombre d'enfants à l'étranger pour y apprendre des spécialisations techniques, chose dont il avait déjà entamé la réalisation comme ministre de l'Education de Lumumba.
Un jour, Mulele dit aux intellectuels travaillant dans les bureaux de la Direction : 'II ne faut pas faire la roue parce que vous savez lire et écrire. L'éducation que vous avez reçue a ouvert la voie, mais rien de plus, vous devrez encore travailler durement pour acquérir une vraie qualification. La Belgique ne formait que des bureaucrates tout juste bons à remplir du papier, mais qui ne savent rien créer et produire. Vous commencez à manquer de crayons et de papier. Ce sont là vos armes préférées. Mais dites un peu, comment allez-vous produire des crayons et du papier? Pour vous transformer en spécialistes capables de diriger d'une manière indépendante notre économie, il faudra de durs efforts. La route est longue et la mission difficile.
'Après la libération, il faudra continuer à vendre nos matières premières, telles que le cuivre, l'or, le cobalt, l'huile, le diamant, l'étain, mais uniquement aux pays qui nous traiteront sur pied d'égalité et qui accepteront de nous aider à créer notre propre industrie de transformation au Congo même. Leurs techniciens pourront venir au pays pour construire des usines et pour former un contingent de techniciens congolais.'

La santé

Entre août et décembre 63, lors de la phase préparatoire de l'insurrection, de nombreux infirmiers et infirmières avaient déjà adhéré au mouvement révolutionnaire. Voici ce que l'un d'entre eux, qui travaillait à l'hôpital de la mission d'Ipamu, nous a raconté: 'Dès le départ, Pierre Ngwensungu, un ancien camarade de l'école normale de Mwilambongo, nous avait contacté. Six infirmiers soutenaient à fond le mouvement, douze restaient à l'écart. Lorsque le médecin blanc prenait ses vacances, il nous laissait la clé du dépôt. Nous avons pris tous les médicaments et tout le matériel que nous pouvions porter à six et nous avons rejoint le maquis.'
Léonie Abo était une des responsables du dispensaire établi à la Direction générale. Elle raconta:
'Notre matériel médical venait presque exclusivement des confiscations. Notre médecin, Ankawu, faisait de petites opérations, telles l'extraction des balles; il opérait aussi les hernies et les hydrocelles.
'Les masses venaient au camp central et aussi aux sous-directions pour se faire soigner. Nous manquions de certains médicaments et nous n'en avons jamais reçu de nos amis de Léo.
'Notre stock provenait des confiscations dans les missions et des envois à partir de Kikwit. Lors de l'attaque contre cette ville, nous voulions entre autres nous emparer des dépôts de la pharmacie. On ne manquait pas de permanganate qu'on injectait de façon sous-cutamée autour de la morsure d'un serpent ou d'un scorpion.
'Parfois, j'étais surchargée de travail. Du matin jusqu'au soir, les masses faisaient appel à moi: il est arrivé que pendant une semaine je n'arrive pas à m'échapper pour aller me laver. Quand les masses avaient à faire avec d'autres infirmières, elles n'étaient pas contentes. Non, il fallait qu'elles me voient. Les villageois disaient: Toi, tu as les yeux clairs. Ils pensaient que j'avais certains pouvoirs magiques dus à mon mariage avec Pierre. Ils disaient aussi que Mulele m'avait donné une montre magique et qu'en la regardant, je voyais où se trouvaient les ennemis.
'Un soir, on amena un homme qui n'arrivait plus à dormir: 'La nuit, je vois le diable.' Pierre me dit: 'Prépare-lui un demi-verre d'eau avec un peu de bicarbonate de soude!' J'apportais le verre: 'Voici papa, bois ce médicament!' Cette nuit-là, il a bien dormi et n'a fait aucune rencontre malencontreuse avec le diable.
'Je travaillais avec un peloton de filles et nous allions en forêt chercher des plantes médicinales pour fabriquer

des comprimés. Les feuilles et les racines de l'Ofuful servaient contre la toux, la constipation et les vers intestinaux. Mulele avait donné à ce médicament le nom d'*Abofuge*. Nous employions les racines de la *quinquiliba*, que nous appelons en kim-bunda *Elul-Mbwetsh*, contre la malaria et les maux de ventre. Mulele avait inventé le nom de *Quinabo* pour ce médicament. Les racines et l'écorce de l'*Olun* étaient bouillis dans l'eau et le vin de palme. Nous servions cette tisane contre les règles douloureuses et les maux de ventre. Des vieux nous avaient indiqué l'usage de ces plantes.
'Notre méthode pour fabriquer des comprimés était simple et efficace. On râpait les racines, puis on séchait et on pillait. On mélangeait la poudre ainsi obtenue à de la craie qui sert à écrire: elle faisait office de liant. On employait aussi l'argile à cet effet. Comme matrice, on se servait de la douille d'une balle, qui représente un petit cylindre dont un bout est ouvert, l'autre fermé mais porte au milieu un petit trou par lequel on faisait entrer un fil de fer; ensuite, on fixait une petite plaque à ce fil. On introduisait alors la pâte du médicament et par le bout ouvert, on la pressait avec un marteau. Pour faire sortir la pilule ainsi fabriquée de la douille, il suffisait de pousser le fil.'

La justice

La justice était rendue par deux types d'institutions judiciaires dans la zone libérée: le tribunal du maquis et le tribunal du village.
Le système en vigueur au maquis était plus élaboré et hiérarchisé. Il comprenait trois niveaux: le tribunal de l'équipe, celui de la sous-direction et celui de la Direction générale. Au début, les affaires étaient exclusivement jugées au niveau des trois directions; ainsi le groupe de Mukulu-bundu et de Ngwensungu avait son propre tribunal à Eyene. Apparemment, aucune instance supérieure ne coiffa les tribunaux coutumiers des villages, mais selon le témoignage d'un chef d'équipe, les villageois faisaient parfois appel au tribunal du maquis pour des litiges et les cas les plus graves passaient devant les tribunaux de la sous-direction.
La direction avait détaillé les règles à observer et les différentes peines qui pouvaient être infligées aux coupables dans un *Cahier de déontologie*. La trahison était sanctionnée par l'exécution. Les fuyards au combat devaient être gratifiés de 3 à 6 mois de prison. L'existence de cette punition doit désenchanter ceux qui jurent que Mulele immunisait ses braves par quelques trucs de charlatan et qu'il leur promettait d'être 'foudroyé par magie' s'ils osaient enfreindre le tabou en prenant la fuite devant l'ennemi.
Mais que peuvent bien représenter ces 'trois mois de prison' en pleine forêt? On s'imagine difficilement les tourments que pouvait causer un séjour de trois mois dans un paisible bivouac. Confronté à ce problème, les dirigeants acceptèrent les punitions corporelles et mirent assez couramment les coupables *à la commande*.
L'abbé Adolphe Lankwan s'est trouvé au centre de la plus importante affaire judiciaire qu'a connue le maquis. Lors de l'éclatement de l'insurrection, il se trouvait à la mission d'Ipamu, où il était supérieur. Chargé d'une mission de pacification au mois de mai 1964, il s'en fut à Idiofa où il incita la population des villages environnants à se placer sous la protection de l'armée. Fait prisonnier par les partisans, il fut conduit à la Direction générale qui le condamna à trois mois de prison. Durant cette période, on lui administra des *leçons politiques*. Sa peine purgée, on l'affecta au bureau de l'information car il connaissait bien le français.
Mais en juin 65, il s'enfuit pour tenter de rejoindre les militaires. Les informations sur la Direction générale qu'il amena avec lui, allaient certainement faire le bonheur des officiers mobutistes. Mais pour circuler dans la zone libérée, toute personne devait être munie d'une feuille de route délivrée par son unité ou son comité de village, indiquant la destination et le but du voyage. Cela le perdit car l'équipe de la sous-direction de Ibubu eut le mauvais génie de demander son document au révérend père et à ses trois compagnons qui l'avaient suivi dans sa fuite. Ils furent sagement reconduits à leur point de départ. Mulele et Bengila convoquèrent tous les commandants présents à la Direction pour former un tribunal extraordinaire. Une cinquantaine de personnes, dont plusieurs femmes, allaient devoir juger l'abbé Lankwam, le dimanche 6 juin 1965, jour de la Pentecôte. La camarade Mwata présenta l'acte d'accusation. Elle rappela tout d'abord que l'abbé, qui avait été envoyé par les réactionnaires, avait bénéficié de trois mois de rééducation. Puis, s'adressant à l'accusé, elle déclara: 'Ensuite, nous vous avons accepté comme un frère. Jamais vous n'avez formulé des critiques ou des plaintes sur notre attitude envers vous. Mais en secret, vous avez discuté avec de nombreux camarades présents à la Direction, surtout avec les anciens séminaristes que vous connaissiez bien. Vous leur avez dit qu'on manquait de savon, de nourriture, de vêtements, pour les inciter à vous suivre dans votre fuite. Si vous aviez réussi à rejoindre les militaires, ceux-ci, guidés par vous, seraient venus nous surprendre. Que dites-vous pour votre défense?'
L'abbé resta muet. Ses amis ex-séminaristes rappelèrent alors toutes les conversations malveillantes qu'il avait eu l'imprudence d'entamer avec eux sous le manteau de la foi chrétienne. Après que chacun eut pris abondamment la parole, il fallut conclure. Un consensus se dégagea: l'abbé n'a peut-être pas bien assimilé les *leçons politiques*, renvoyons-le pour quelques mois en prison afin qu'il se reconvertisse au service du peuple. Un murmure approbateur parcourut l'assemblée jusqu'au moment où un éclat de colère, dont Mulele avait le secret quand il constatait des choses vraiment pas passables, réduisit tout le monde au silence.
'Que dit le règlement? Quelle est la punition prévue en cas de trahison?'

Après ce mot, plus aucun autre ne fut prononcé. Fort mal à l'aise, les commandants se dispersèrent. L'exécution eut lieu le même jour.

Dieudonné Ndàbala nous a décrit le fonctionnement de l'appareil judiciaire au niveau de la base. Il raconta:
'Dans les villages, nous avons maintenu les tribunaux coutumiers, tout en y apportant certaines modifications. Avant, les juges se laissaient influencer par le tribalisme et le clanisme; nous avons critiqué cette tendance et exigé qu'elle soit éliminée.
'Les juges devaient être élus par les villageois, ce qui représentait une innovation. Le vote a confirmé plusieurs juges dans leur fonction mais a rayé les malhonnêtes et les réactionnaires.
'Les villageois exigeaient que certaines coutumes soient abolies. Dans l'ancien système, celui qui voulait porter plainte devait d'abord verser une somme d'argent; au maquis, ces frais n'existaient plus. L'habitude d'offrir des poulets aux juges ou de faire des corvées pour eux a aussi disparu.
'Un jour, notre tribunal a jugé un conflit concernant l'usage de la forêt. Chaque clan jouissait de l'usufruit d'une partie de la forêt; or, un villageois d'Ibubu a fait un champ dans le domaine réservé à Mpangu. Devant le tribunal, il déclara : Moi, j'ai travaillé ce champ et planté le manioc mais ils m'ont ravi la récolte.
'La sentence stipulait que la forêt appartiendrait désormais à tout le monde. Les villageois de Mpangu ont boudé un peu, mais après explication, ils ont bien compris.
'Quant au tribunal de notre équipe de partisans, il comptait 7 membres. Certains comme Luc Ebwab, un ex-séminariste, qui avait travaillé comme secrétaire du tribunal extra-coutumier de Mangaï, connaissaient le *métier*; à côté d'intellectuels comme André Mpuki, un moniteur, on voyait des paysans comme Ekwi, un jeune de 25 ans.
'Ils ont jugé le cas d'un chef de village de Mpangu, mon oncle paternel Gabriel Niango. Des soldats, envoyés dans le village, avaient ordonné que plus personne ne ravitaille les partisans. Les villageois nous envoyèrent un message nous demandant de faire nous-mêmes la récolte dans leur champ. Le chef informa les militaires du message et il les accompagna pour encercler un champ où il savait que les partisans se rendraient. Nos éclaireurs découvrirent les soldats postés en embuscade. Nous avons surpris les militaires et ils prirent la fuite. Le chef a été capturé. Il a été condamné à mort et enterré vivant.
'Un infirmier, Sébastien Eyaba, s'entendait très bien avec les militaires; il leur apportait du vin de palme et leur servait d'informateur. Grâce à ses indications, les soldats réussirent à maîtriser un groupe de partisans dont 4 ont été tués. Les militaires ont amputé les bras à deux autres et un d'eux n'a pas survécu à ce supplice. Un jour où il se rendit chez les militaires, Eyaba fut arrêté et ligoté par les partisans. Le traître a été condamné et jeté dans le rivière.
'Le dernier cas concerne Roger Mukwasa, un combattant qui avait fui le maquis pour se rendre à l'ANC. Il servait d'éclaireur aux militaires, leur indiquant les endroits où les villageois cachaient leurs biens. Nous l'avons maîtrisé, ensemble avec deux soldats, dans une embuscade. On a exécuté le traître et envoyé les soldats à la Direction générale.'

La magie

II est bien connu au Kwango-Kwilu que la mort d'un homme s'explique tout naturellement par le fait qu'un oncle méchant a jeté un sort sur l'âme condamnée. Sachant cela et armé de livres fort savants, nous nous sommes mis à la recherche des 'interdits sacrés à signification magique' dont *Rébellions au Congo* nous avait promis la découverte probable[3].
Les partisans attribuèrent-ils la mort d'un des leurs à la perte de l'immunité magique, causée par une infraction aux tabous? Cette question provoqua des dialogues malaisés sur le modèle suivant :
- Selon certains écrits, un tabou vous interdisait de manger le foie et le cœur d'un animal. Qu'en était-il exactement?
- Souvent on avait tellement faim qu'on ne regardait même pas ce qu'on mangeait. On ne dédaignait pas le moindre gramme de viande !
- Nous avons lu qu'il vous était interdit de toucher à des objets ayant appartenus à des Européens?
- Vous vous imaginez qu'on aurait pu s'emparer d'objets autres que ceux appartenant aux Blancs? Les médicaments, les microscopes, les émetteurs, les tissus ne poussent guère sur les arbres du Kwilu!
-Nous avons lu aussi que les partisans ne pouvaient pas se laver jusqu'à la victoire finale et qu'ils étaient obligés d'aller au combat le torse nu ?
- Je me lavais tous les soirs, à la tombée de la nuit au moment où les soldats ne risquaient pas de me tuer par surprise et quant au torse nu, une de nos premières leçons militaires nous apprit l'art du camouflage.
- De nombreux commentaires font état d'un tabou qui interdisait de se retourner au combat au risque de perdre son immunité magique...
- Notre règle de conduite consistait à attaquer un ennemi plus faible et de décrocher - et pour cela il faut bien se retourner - lorsqu'il s'avérait que l'ennemi était trop puissant.

- Un dernier tabou que nous avons relevé, aurait interdit aux partisans de prononcer le nom de Mulele?
- Mais dans ce cas, nous aurions tous été foudroyés par magie car dès les premiers jours du maquis, tout le monde parlait de Pierre. Fin du dialogue...

Au moment où Mulele entama la formation de ses jeunes partisans, certains lui apportèrent des fétiches capables de les rendre invisibles aux militaires. Lorsque les vieux allaient jadis à la guerre, ils employaient des poudres pour mieux courir, pour disparaître, pour voler. Ils ont transmis ces trucs aux jeunes allant au maquis, parce qu'ils voulaient réellement que cette lutte triomphe.
Mulele confia à un de ses proches: II ne faut pas le leur interdire, ils ne comprendraient pas. Puis il disait aux jeunes: Vous pouvez vous mettre cette poudre sur le front, mais moi, je ne crois pas à cela. Lors de la première attaque de l'ANC, le 20 septembre 1963, un guetteur caché dans un arbre a été abattu par les soldats. Mulele dit simplement: Ce n'était donc pas vrai que les soldats ne pouvaient pas vous voir. D'autres partisans avaient amené des médicaments dont l'emploi devait avoir pour heureux effet que les soldats ne voient pas les bivouacs mais aperçoivent par contre des lions et des léopards terribles à vous glacer le sang. Le charme de cette histoire fut aussi brisé après deux attaques de l'ANC contre le camp.
Dans ses leçons, Mulele répétait sans cesse: 'II n'existe pas de magie dans le domaine des armes. Pour ne pas se faire tuer par les militaires, il faut être malin, il faut être intelligent et prudent. Nous devons apprendre à ramper par terre, à avancer en vagues sur commande, à surprendre l'ennemi dans des embuscades.'
Les Bambunda se passionnaient pour les mystères ... souvent au grand désespoir de Mulele qui était supposé en tenir les clés. On l'appela *Enjang Lamvul* ('goutte de pluie') et on imagina sa présence dans la pluie tombante. Les soldats de l'ANC attendaient toujours la fin de l'orage ; les partisans aimaient la marche sous la pluie qui effaçait leur traces. Mulele était aussi *Ibunwnvul* ('le nuage qui se forme avant que la pluie tombe').
Des villageois en visite chez Mulele lui dirent :
- Papa, hier on t'a vu dans tel et tel village !
- Mais comment aurait-on pu me voir? Je n'ai pas bougé d'ici. Moi, je n'ai pas de pouvoirs pareils.
La réponse tranquille ne souffrait pas de réplique : - Papa, tu mens.
Les villageois amenèrent des aveugles, des paralysés à la Direction générale. Il suffisait que Mulele vienne leur dire bonjour pour qu'ils soient contents. Mulele leur répétait: 'Moi, je n'ai pas de pouvoir extraordinaire.' Mulele aimait ironiser à propos des racontars qui circulaient sur sa qualité de grand sorcier. Il dit à un commandant: 'II paraît que nous sommes des esprits. Pendant que nous causons ici, on nous voit à Idiofa et à Kilembe. Vraiment, nous sommes en train de surpasser Jésus-Christ et ses apôtres.'
Un infirmier nous donne son opinion sur le cri Mai Mulele que les combattants lançaient au moment de l'attaque: 'Le premier jour du soulèvement à Idiofa, les gens criaient *Mai* et *Massa*. Cela voulait dire que les balles ne sont rien, qu'il ne fallait pas en avoir peur, qu'il fallait avancer. Cela n'avait rien à voir avec une quelconque invulnérabilité. Moi par exemple, j'emmenais toujours des plantes au combat pour pouvoir soigner immédiatement les blessures par balles.'
On raconte que pour prouver sa puissance magique, Mulele n'aurait pas hésité à pousser le charlatanisme jusqu'à se faire fusiller ... par des armes chargées à blanc[4]. Un commandant explique l'origine de cette fable: 'Cette histoire se racontait parmi les militaires mobutistes qui croyaient tous à la magie. Les officiers leur parlaient de ces armes à blanc pour qu'ils cessent de croire aux fétiches. De toute façon, Mulele interdisait qu'on joue avec les fusils car nous n'avions pas les moyens de réparer les armes si elles s'abîmaient.'
Avant le maquis, il était interdit aux filles de manger de la viande de porc-épic, de *mbambi ngundu* - sorte de lézard -, de crocodile et de serpent. Un commandant explique en plaisantant : '*Ces traditions des ancêtres* et ces *tabous* permettaient aux hommes d'interdire aux femmes les meilleurs morceaux de viande.' Mulele ordonna de servir cette viande aussi aux filles. En 1967, dans la forêt des Badinga, la nourriture manqua à un certain moment au Camp central. Des partisans réussirent à tuer un grand serpent. Certaines filles se montrèrent réticentes à prendre de cette nourriture et Mulele vérifia personnellement si toutes les filles en avaient mangé.

La participation des femmes

Au Kwilu-Kwango, les femmes paysannes menaient une vie particulièrement dure; souvent, elles devaient prendre en charge l'ensemble du travail des champs en plus du travail ménager. Elles étaient en butte aux brutalités et exactions des militaires mobutistes. En 1960 le PS A avait entrepris un vaste travail de conscientisation et d'organisation des femmes. Tout ceci explique pourquoi, dès le début de l'insurrection, elles s'engagèrent spontanément en grand nombre dans le maquis. Elles constituaient 20 à 35 % des effectifs des équipes de partisans. Elles étaient infirmières, monitrices, paysannes mais surtout étudiantes de l'enseignement secondaire. Lors du soulèvement des habitants de la ville de Idiofa, les femmes descendirent en masse dans la rue et participèrent aux combats.
Un instituteur faisant partie d'un groupe d'intellectuels qui prit la route pour rejoindre le camp de Mulele en février 64 témoigne de l'attitude des femmes : 'Je remarquais que nous avions chaque fois de grandes difficultés

pour traverser un village. Il ne nous était point facile de convaincre les villageois qui affluaient à notre arrivée que l'on pouvait être intellectuel sans avoir la réaction dans l'âme. Les femmes se montraient partout plus exigeantes que les hommes et plus promptes à dépister les réactionnaires.'
Le maquis prôtiait l'égalité complète entre garçons et filles qui suivaient ensemble les *leçons politiques* et participaient au même entraînement militaire. La Direction générale comptait une compagnie exclusivement constituée de femmes. Cependant, ces femmes n'allaient pas aux combats. Par contre, au niveau des sous-directions et des équipes, les femmes prenaient part aux attaques et aux embuscades. Des commandantes dirigeaient même des hommes. D'autre part, plusieurs femmes excellaient dans la fonction de commissaire politique. C'était notamment le cas de la camarade Mpits et de la combattante Mwata, la responsable de l'éducation des soldats de l'ANC faits prisonniers.
Un chef de sous-direction raconte: 'Chez nous, les filles se formaient d'abord à travers les *leçons politiques*', ensuite, elles apprenaient à être dures pour se montrer capables d'affronter la rudesse du combat. Elles recueillaient des renseignements sur les militaires et participaient à la lutte en employant le poison pour tuer les ennemis. Il arriva qu'une équipe de femmes fut chargée d'exécuter un ennemi condamné à mort.'
Les partisanes savaient s'y prendre pour empoisonner les soldats. Elles se présentaient en commerçantes joyeuses qu'une bonne inspiration avait munies d'une calebasse de vin de palme. Les militaires se laissaient volontiers séduire et saouler. Les belles mettaient du poison dans le vin et disparaissaient avec les armes.
Une fille de 18 ans, habitant le village Mbushi, dans le secteur de Lukamba, déclara lors de son interrogatoire par la police : 'Dans les bivouacs, nous étions au nombre de six jeunes filles. On nous apprenait comment confisquer les armes aux mains des militaires. Si le temps se présentait, nous allions nous vêtir en propre et nous présenter en groupe de 5 à 6 filles chez les militaires pour les contenter et la nuit, pendant que ceux-ci dormaient, nous prenions les fusils et les remettions à nos militaires[5].'
La même fille ajouta: 'Je suis entrée dans ce mouvement pour apprendre à fabriquer des casseroles, assiettes, verres à boire suivant les enseignements reçus par les partisans garçons qui revenaient au village[6].' Certains ont cru entrevoir dans ce fait une tentative intéressante de développer les forces productives. En réalité, il ne s'agissait que d'une petite fable que les filles étaient invitées à raconter dans la fâcheuse éventualité où elles se feraient arrêter par l'ennemi.
Une fille qui a séjourné à la Direction générale rédigea les notes qui suivent: 'Les femmes faisaient tout ce que les hommes faisaient: la reconnaissance, la patrouille, la recherche des renseignements chez la masse et chez les ennemis, les missions, la cuisine collective. Elles ne participaient pas aux grandes batailles parce qu'il n'y avait pas beaucoup d'armes et parce qu'il fallait protéger les femmes. Les femmes n'étaient pas dans le maquis pour satisfaire les hommes, mais pour lutter et pour libérer notre nation. Elles sont des militantes à part entière, sans aucune distinction avec les hommes. On prévoyait qu'après la victoire de notre révolution, les femmes travailleraient à côté des hommes dans les usines, dans l'administration et dans l'armée.'

Le mariage au maquis

Avant le déclenchement de l'insurrection, les vieux avaient dépeint sous les couleurs les plus lugubres les méfaits des plaisirs sexuels savourés la veille de la chasse pu de l'expédition guerrière. On ne voulait pas heurter les vieux. Et on en arriva vite à pousser le raisonnement vertueux à son aboutissement logique: puisque l'ennemi ne nous avise pas du jour où il attaquera, il faut se résigner à la chasteté la plus héroïque jusqu'à la victoire finale. Ce raisonnement solide se maintint quelques semaines. Puis on pensait qu'il était grand temps que la vie reprenne ses droits et tant pis pour la coutume.
Un commandant déclara: 'Dans notre société traditionnelle existaient différents tabous. Ainsi les chasseurs ne pouvaient pas toucher leur femme la veille de la chasse. De même, quand on se préparait au combat, la tradition interdisait aux guerriers de passer la nuit avec une femme. Les vieux pensaient que faire l'amour, la veille d'une journée aussi chargée de dangers, porterait malchance: la force, la volonté et le courage de l'homme s'affaibliraient et cela pourrait lui être fatal. Ils disaient à Mulele : C'est bon ce que vous voulez, mais quand vous faites la guerre, il ne faut pas que les garçons dorment avec les filles.
'Les jeunes protestaient mais nous ne pouvions pas faire la révolution en nous créant des problèmes avec les vieux. Nous disions aux jeunes: 'Si vous voulez le changement, il faut accepter certains sacrifices pour y parvenir'.'
Dès le premier mois du maquis, les dirigeants se mirent d'accord sur les principes réglant les mariages entre partisans. Les rapports sexuels hors mariage restèrent interdits. Si un garçon et une fille voulaient se marier, il fallait qu'ils préviennent les parents, que la famille du garçon paye la dot et qu'on verse le vin pour signifer que le mariage était contracté. Le commandant que nous venons de citer ajouta: 'II ne fallait pas que nous méconnaissions les droits sociaux des parents. Sinon, ils auraient dit : 'Ces partisans se comportent avec nos filles comme les militaires.' On devait donc se marier selon la coutume.'
Une partisane mentionna qu'auparavant, l'oncle maternel arrangeait encore assez souvent le mariage des filles. Au maquis, les partenaires se choisissaient librement. Elle nota par ailleurs que l'autorité des *lemba* avait

pratiquement disparu dans de nombreux domaines.
Au cours du premier mois de maquis, Mulele décida de se marier avec Léonié Abo. Le 16 septembre 1963, ses deux frères, Gaspar Ngung et Mbalan-Etang, partirent pour contacter l'oncle de Léonié Abo pour payer la dot et verser le vin. La nouvelle que les deux familles avaient accepté le mariage, arriva au camp après l'attaque du 30 octobre. Fin 1964, Mulele contracta un second mariage avec Monique Ilo, à la famille de laquelle il versa une dot de 5.830 FC. Son dernier enfant, un garçon du nom de Ibulabit est né en 1965. Monique Ilo et son enfant furent arrêtés par les militaires à la rivière Kamtsha, en novembre 1967.

Le style de vie de Mulele

Certains soirs, des partisans jouaient du tam-tam et de la guitare. Mulele aimait beaucoup la danse et il s'y adonnait avec un talent indiscutable. Parfois il faisait rire tout le monde en exécutant des pas fort drôles. Par contre, quand il chantait, il n'avait pas besoin de chercher des effets spéciaux: sa voix sonnait tellement faux que tous les partisans éclataient de rire. Bengila, quant à lui, possédait des dons de chanteur et il apprenait des chansons révolutionnaires aux combattants. Sa préférence allait au *Chant des partisans*. Vingt années plus tard, beaucoup de combattants connaissent toujours les paroles du texte français:

Ami si tu tombes
Un ami sort de l'ombre
A ta place
Demain du sang noir séchera
Au grand soleil sur les routes
Chantez compagnons dans la nuit
La liberté nous écoute
Ohé partisans
Ouvriers et paysans
C'est l'alarme;
Ce soir l'ennemi
Connaîtra le prix
Du sang et des larmes

Bengila et Mulele rédigèrent ensemble une version en kikongo de l'*Internationale* qui était chantée aussi dans sa version française.
Souvent, des délégations de villageois se rendaient au Camp central. Dès le matin, on trouvait Mulele assis au milieu des paysans, partageant leur vin de palme et causant avec eux. De loin, on entendait ses éclats de rire. Un enseignant qui a vécu longtemps à la Direction générale raconta : 'II était villageois parmi les villageois. Il s'asseyait par terre, entouré de paysans et de coupeurs. Je le considère comme un des plus grands intellectuels de notre pays, mais il restait un homme de la masse. D'autres se vantaient qu'ils avaient fait de grandes études, voyagé en Europe. Lui, tout ce qu'il avait appris à l'étranger, il voulait le partager avec la masse.'
Quand il y avait des visiteurs, il arrivait que Mulele commençât sa *leçon politique* tôt le matin; les villageois lui posaient des questions, faisaient des remarques et il leur parlait presque sans interruption, jusque tard dans la soirée. Il buvait beaucoup et au repas du soir, il ne mangeait presque rien. Dans la discussion, la masse lui suggérait des idées. Mulele développait celles qu'il trouvait justes et argumentait longtemps contre les propositions jugées erronées. Il ne voulait jamais forcer les villageois à des choses auxquelles ils n'étaient pas prêts. Parfois ils disaient: 'Les militaires sont au village. Laisse-les prendre les poules et les cochons, ensuite, ils partiront.' Alors, Mulele leur parlait, mais il n'imposait pas une action à entreprendre. Il voulait amener les villageois à dire eux-mêmes: 'Les militaires occupent le village, viens les attaquer.'
Mulele s'exprimait en kimbunda, kikongo, kipende, lingala et français.
S'il se comportait d'une manière très joviale avec les paysans, il tenait à ce que son uniforme soit toujours d'une propreté impeccable. Il portait des tenues kaki, confectionnées par des habitants de Kikwit et d'Idiofa.
Mulele était un travailleur infatiguable. Souvent les réunions qu'il tenait avec les commandants ou avec les chefs de village duraient jusqu'à deux, trois heures de la nuit.

Notes

1. ARCHIVES DE B. VERHAEGEN, Déclaration de Léon Makasa au Directeur provincial de la Sûreté à Kikwit, 21 nov. 1965.
2. Ibid.
3. Rébellions au Congo, 1, p. 124.
4. Ibid., p. 126.
5. Congo 1965, p. 119.
6. Ibid.

XVII. La révolution et l'église catholique

Qu'ils partent !

Un commandant garde le souvenir d'une enfance hantée par la Conception Immaculée de la Vierge, le Corps Mystique du Christ et un tas d'autres notions barbares dont le sens lui échappait complètement mais qui lui laissaient un étrange sentiment d'horreur. Son père, un infirmier, figurait parmi les premiers prestigieux chrétiens du Kwilu.
Dans sa sous-région, ce commandant avait chassé les missionnaires blancs en même temps que ses propres mauvais souvenirs. 'Les missionnaires, raconte-t-il, travaillaient comme informateurs de la Sûreté. Les missions pouvaient communiquer directement avec Rome et leurs rapports détaillés de la situation dans la région informaient les services secrets qui ont de multiples antennes au Vatican.'
Dès que Pierre Mulele entama le recrutement de ses partisans, des pères blancs, déchaînèrent, du haut des chaires de leurs fastueuses églises, contre le Satan des forêts et ils y mettaient une passion dont la fougue était peu compatible avec la pudeur qu'on dit convenir aux Lieux Saints. D'ailleurs, les prédicateurs ne durent guère se donner de la peine pour trouver le ton enflammé qui était de mise dans ces circonstances, puisqu'ils n'avaient qu'à rabâcher les momeries qu'ils avaient déjà prê-chées quatre ans auparavant contre Lumumba.
Le commandant que nous venons de citer poursuit: 'Nous considérions que la présence des missionnaires blancs constituait un prétexte idéal à une intervention de l'armée. Pour ces raisons, nous décidâmes de chasser les pères et de confisquer leurs biens. Nous insistions sur l'interdiction formelle de tuer les missionnaires. Les combattants comprenaient difficilement cette clémence. Beaucoup nourrissaient une haine pour les pères, dont certains s'étaient comportés d'une façon plus brutale que les colons. '
Le commandant explique pourquoi ce sentiment de revanche agitait tous ceux qui avaient suivi les trois années d'études dévotes du catéchu-ménat. Le chemin conduisant au baptême était fait d'un peu d'enseignement pieux et de beaucoup de travail non payé. 'Pendant trois interminables années, les catéchumènes étudiaient la religion de 7h30 à 8h30 et de 16h à 17h. Dans l'intervalle, ils travaillaient gratuitement pour les pères comme maçons, valets de ferme, ouvriers agricoles. C'est pourquoi toutes les belles missions que la population noire a encore le déplaisir de contempler ne suscitent guère d'autres souvenirs que ceux du labeur non payé.'
Une fille combattante commence ses remarques sur le même sujet en disant qu'elle a passé des années heureuses à l'internat chez les bonnes sœurs dont certaines étaient réellement bonnes. Voici l'histoire qu'elle raconte :
'Quelqu'un a commis un vol et sa mauvaise conscience le conduit au confessionnal. Deux jours après, la police vient l'arrêter. Comment est-ce possible? Il n'a parlé qu'au prêtre...
'Une femme a couché avec un autre homme. A peine s'est-elle confessée que son mari lui tape dessus avec toute la violence que lui autorise son état d'époux légitime. Comment a-t-il su?
'Antoine a détourné un peu d'argent de la Compagnie. Il se traîne à confesse. Une semaine plus tard, il est renvoyé de la Compagnie.'
La fille conclut : 'Nous sommes tous arrivés à la conclusion que les prêtres nous trahissent. Ils travaillent tous comme espions du gouvernement.'
L'abbé Eugène Biletsi qui a vécu une année et demi dans la zone libérée, confirme que cette vision y était répandue.
'Certains (disciples de Mulele) enseignent publiquement ce qui suit: Comme Lumumba, Jésus-Christ s'était lui aussi caché en Egypte avant d'accéder au pouvoir. Finalement, les impérialistes ont tué Jésus, parce qu'il était aimé des masses et qu'il voulait leur bien. Les prêtres, eux, sont des agents secrets du gouvernement qui signalent aux autorités tous les voleurs, assassins et autres malfaiteurs qui vont à confesse[1].'
Une fille partisane complète le tableau: 'J'ai souffert à la mission. On taillait les pierres avec nos mains. On allait loin pour chercher le sable qu'on ramenait sur la tête. Avec nos mains, on devait ramasser la crotte des bœufs qui servait de fumier pour le jardin des pères. Et si l'on osait prendre une orange dans leur enclos, on se faisait renvoyer de l'école.'
Avant l'indépendance, beaucoup de jeunes alertes faisaient des rêves téméraires de liberté et d'égalité; pour y arriver, ils aspiraient à l'instruction. Mais les pères destinaient leur enseignement aux bien pensants, aux pieux, aux esprits les plus falots. Ils expulsèrent de leurs écoles des centaines de garçons et de filles révoltés ou trop frondeurs à leur goût. Ceux-ci s'en souviendront toujours.
Plusieurs dirigeants du maquis muleliste affirment que des instructions formelles ont été données aux équipes de faire, partir les missionnaires blancs et de garantir leur sécurité en les conduisant vers les villes d'où leur évacuation pouvait facilement s'effectuer. Une partisane dit avoir vu Mulele mettre une escorte armée à la disposition de missionnaires blancs, arrivés à la Direction générale, pour les conduire à Idiofa.
Un missionnaire américain, qui emploie le terme, consacré par son gouvernement, de *terroristes* pour désigner les combattants nationalistes, confirme ce témoignage dans une déclaration, faite début 1964. 'J'ai été arrêté par une bande de terroristes, près d'Idiofa. Ils m'ont fouillé, interrogé, puis libéré. Je croyais que mes jours étaient

finis (...) Savez-vous que les terroristes n'exercent aucune violence ni sur les Européens, ni sur les villageois? Les quelques Européens tués ont été soupçonnés d'avoir livré des renseignements à l'ANC. C'est plutôt celle-ci qui détruit, tue et pille[2].'
Quand on observe le comportement des partisans de la base, on se rend compte que les dirigeants mulelistes ont donné des ordres les plus stricts pour protéger la vie des missionnaires blancs et pour prendre soin des biens trouvés dans les missions. La manière dont la mort de trois pères de Kilembe, regrettée par Mulele lui-même, a été exploitée dans une campagne internationale où la haine contre les nationalistes noirs explosait, en est d'autant plus choquante.
Le samedi 1 février 1964 une cinquantaine de mulelistes arrivèrent au monastère des Trappistes de Kasanza. L'agence catholique DIA rapporte: 'Ils fouillèrent la maison de fond en comble, à la recherche de soldats et d'armes; ils se montrèrent d'ailleurs assez disciplinés et, n'ayant pas trouvé ce qu'ils cherchaient, ils se retirèrent au début de l'après-midi, non sans emporter, après les avoir payées d'ailleurs, quelques provisions.'[3] Le même jour, les trappistes évacuèrent le couvent; ils y retournèrent deux ans et demi plus tard, le 14 septembre 1966. A leur grande surprise, la population leur rendit une grande partie des biens qu'elle avait confisqués pendant la révolution.[4]
Trois cents mulelistes s'étaient installés en février 1964 à la mission de Laba. Ils évacuèrent la bibliothèque dont les livres, gardés en bon état pendant toute la durée de la révolution, furent retournés par la suite. Tout était resté intact à Laba jusque fin février 1964, lorsque... 'la mission fut bombardée par l'armée.'[5]

La religion au maquis

Mulele disait que tout le monde avait le droit de croire à l'une ou l'autre religion si cela lui faisait plaisir, mais que lui personnellement, il croyait que toutes les religions constituaient un frein pour un mouvement de libération. Cette attitude tolérante est confirmée par le témoignage de l'abbé Biletsi: 'Que pense Mulele de la religion? Aucune prise de position pour ou contre un culte déterminé. Dans le préambule de ses *leçons politiques,* il note : Dieu a créé tous les hommes égaux. Il les a placés sur des portions de terre appelées pays... Interrogé sur le sort des missions après la révolution, il répond évasivement qu'on ne poursuit pas deux oisillons à la fois. D'abord la révolution! Ce qui viendra après, le peuple en décidera[6].' Ce même Biletsi ajoute: 'Personnellement, j'ai pu célébrer la messe sans entrave avec une assistance plus ou moins nombreuse, baptiser (parfois des enfants de rebelles!), assister les mourants[7].'
Lors de son interrogatoire par la Sûreté sur son activité en zone mule-liste, l'abbé Tara déclara: 'Ce qui m'a fait le plus de joie, c'est que j'ai, pendant cette période, administré le Sacrement de la Confession[8].' Tara avait demandé à Mulele s'il lui permettait de célébrer la messe. 'Tu peux le faire, lui répondit Mulele. Mais je te préviens que je n'y assisterai pas et je crains fort que tu ne fasses pas foule. As-tu réfléchi à ce qui se passera si les militaires te surprennent et que tu doive prendre précipitamment la fuite? C'est connu que personne ne peut toucher le Corps ni le Sang du Christ. Comment faire dans une telle situation?'
Lorsqu'il s'entretenait avec les camarades abbés, Mulele aimait à ironiser sans méchanceté. 'Chers amis, leur disait-il, nous sommes bien heureux de vous voir parmi nous. Les combattants ont faim. Il ne doit pas vous être trop difficile de faire un petit miracle; le moment serait bien choisi pour multiplier quelques pains et poissons.'
Lors de ses interrogations à la Sûreté, Tara déclara aussi: 'J'avais demandé à Mulele d'ouvrir un secrétariat des affaires religieuses, mais la réponse de Mulele a toujours été négative. Mulele, lui, avait demandé qu'on ouvre un Conseil pour la correction des mœurs, mais personnellement je n'ai pas voulu y répondre[9].' Mulele n'avait guère envie d'obliger les combattants à prêter l'oreille à une propagande religieuse quelconque.
A plusieurs reprises, les mulelistes manifestèrent leur disponibilité à accepter la présence de missionnaires blancs, pourvu que ceux-ci ne mènent pas d'activité contre la révolution.
La dépêche suivante de l'agence de presse catholique DIA l'atteste. Il y est question d'une mission au nord du Kwilu, à la frontière entre la zone libérée et le territoire contrôlé par l'ANC.
'Les rebelles (...) prendraient la mission sous leur protection et chacun devrait se soumettre aux *camarades-partisans*. Parmi les choses prises à la mission, celles qu'ils détiennent seraient rendues (ils parlaient d'un millier de livres qu'ils gardent soigneusement). On vivrait en paix et les missionnaires n'auraient rien à craindre: qu'ils reviennent vite! Guerre sera ' faite uniquement aux militaires et à ceux qui désirent la contre-révolution (...)
'A première vue, cela a une allure sympathique, mais ne peut-on pas dire que cela ressemble aux fallacieuses promesses des régimes communistes deux pas en avant, un en arrière)? Jusqu'où doit aller cette obéissance *aux révolutionnaires*! Qui sera *contre-révolutionnaire*?. Défendre la vérité, la liberté, la justice, est-ce se classer parmi ceux qui entravent la
révolution?[10]'
A la façon dont cette dernière question a été emmiellée, on peut déjà pressentir qu'aux yeux des dignitaires ecclésiastiques, la vérité, la liberté et la justice porteront le label du mobutisme.

La participation de prêtres à la révolution

En 1964, la théologie de la libération n'était pas encore née et dans l'Eglise congolaise régnaient sans partage des momies animées du feu de la théologie thomiste et entourées de subalternes à l'obéissance aveugle et obséquieuse. Néanmoins, quelques signes avant-coureurs laissaient déjà espérer qu'un jour, le Congo aura ses Camille Torres qui combattront, les armes à la main, contre l'impérialisme et seront prêts à mourir pour la libération du peuple.
La plupart des prêtres noirs qui entrevoyaient en 1964 ce chemin à travers le brouillard des encycliques papales, ont simplement cessé d'être prêtres. De nombreux séminaristes leur emboîteront le pas. L'apport de l'Eglise romaine à la révolution muleliste fut considérable puisqu'elle a formé de nombreux bons esprits qui, renonçant à la perspective de l'état sacré, se découvriront la vocation de prêcher la libération nationale et sociale. Parmi eux, Laurentin Ngolo, un ex-frère joséphite, fut le plus remarquable et devint un des principaux idéologues du mulelisme.
Dans le maquis, les ex-séminaristes se comptaient par dizaines. Certains abbés, dont le père Pierre Kayembe, ont travaillé avec Pierre Mulele dès son retour au pays en juillet 1963.
L'aventure qu'a vécue au maquis l'abbé Placide Tara est des plus significatives. L'abbé Tara se rendit le 24 août 1963 à la mission Totshi. Dans quelle intention? Il dira plus tard à la Sûreté: 'J'ai été d'abord dans cette région de Totshi occupée par les partisans mulelistes. La résolution de Mr. l'Abbé Supérieur, Emmanuel Kuwambika, était moralement de trouver une solution pour cette région occupée déjà par les partisans de Mulele. C'était de passer par des moyens pacifiques[11].'
Mais s'étonnera-t-on que même un prêtre ait acquis la conscience qu'il faille avant tout mentir quand on parle à la Sûreté? Tara décrit, à un autre endroit, dans les termes suivants la visite adroite qu'il eut la surprise de recevoir de la part des guerriers mobutistes. Parlant de l'arrivée de l'ANC à la mission Totshi le 9 mars 1964, il note: 'La bande déchaînée des militaires passe immédiatement au pillage de la mission; notre maison est la première à être pillée (...) tout est pris, chacun fait son paquet, nous contemplons la sauvagerie de notre armée 'venue de Gungu à Totshi pour nous chercher', d'après le langage de l'état-major des forces armées à Kikwit[12].'
Après un court séjour à Kikwit, Tara retrouva son poste. 'Vers le 23 juin (1964), munis de toutes les pièces officielles, nous trois, l'Abbé Supérieur Emmanuel Kuwambika, l'abbé Albert et moi, nous sommes chargés par le Commissaire extraordinaire de l'état d'exception du Kwilu (Albert Milton), de la mission de pacification dans toute la région de Totshi[13]. 'Nous avons eu les autorisations des autorités provinciales de Kikwit pour nous rendre dans la région précitée[14]'
L'abbé Tara travailla-t-il pour le pouvoir néocolonial? Ou couvrit-il habilement ses arrières avant de passer chez les mulelistes?
Le 18 juillet, une équipe de partisans de Kwilwezi l'arrêta et le conduisit à la Direction générale. Il fut mis en commande et interrogé sur sa présence en ces lieux. Il répondit qu'il était à la recherche de ses deux sœurs qui se trouvaient au maquis et qu'il se tenait à la disposition du mouvement.
Après quelques semaines de *leçons politiques*, Mulele lui confia une responsabilité au Bureau d'Etudes et Documentation. Tara restera pendant 17 mois auprès de Mulele et ne sortira que très tard, le 17 février 1966, du maquis.
Même dans ses déclarations devant la Sûreté, Tara parvient à peine à cacher sa sympathie pour le mouvement muleliste.
'Mulele veut mener une révolution au niveau non provincial, mais national. La révolution de Mulele est orientée de la manière suivante: Depuis l'accession du Congo à l'Indépendance, l'on remarque que l'économie du Congo est en possession des Etrangers, comme par le passé; ce que veut Mulele est que cette économie soit gérée par les Congolais eux-mêmes et non par les Etrangers comme par le passé. D'autre part encore, Mulele déclare que la révolution durera longtemps et même s'il mourait, elle continuera jusqu'à son résultat définitif (...) Sa décision est ferme. Tout le monde peut l'abandonner mais la révolution continuera, dit-il[15].'
L'officier de la Sûreté, L. Kiniari, jugea à propos de conclure le rapport de l'interrogatoire de Tara par une note à l'intention de ses supérieurs indiquant que le sus-mentionné était connu de ses services comme le 'chef du protocole de Mulele.'
L'abbé Tara avait projeté de publier ses souvenirs du maquis et il a écrit à ce propos au professeur Benoît Verhaegen : 'Le titre de l'ouvrage que je voudrais publier avec vous est: *Une guerre d'auto-défense au Kwilu*16.'
Plusieurs partisans émettent l'opinion que c'est sur ordre de Mobutu que l'abbé Tara a été assassiné dans un 'accident de voiture', quelques années après sa sortie du maquis.

Tara a admirablement incarné la petite-bourgeoisie anti-impérialiste qui a pris le parti de la révolution par horreur de la barbarie légale et par amour du peuple qui souffre. Il n'a jamais su adopter une conception marxiste-léniniste du monde. Les erreurs et les faiblesses du mouvement populaire furent source pour lui d'hésitations et de doutes. Il n'eut pas la fermeté de persévérer dans la voie de la révolution au moment où la réaction submergea le maquis du Kwilu, mais il resta fidèle au peuple et à la cause nationaliste.

L'Eglise mobutiste

II entre maintenant dans notre pénible devoir d'entretenir le lecteur pendant quelques pages peu digestes de la façon dont la Sainte Eglise s'est distinguée à la pointe du combat livré par la contre-révolution au Congo. Pour disculper l'auteur de l'accusation de manquer de respect à la chose religieuse, nous faisons remarquer que la plupart des réflexions amères qu'on lira, ont été recueillies de la bouche de prêtres et d'ex-prêtres congolais qui, tout en croyant à des degrés divers en leur dieu, n'en ont pas moins gardé les yeux ouverts sur la fourberie des grands dignitaires de
l'Eglise.
Le 14 décembre 1967, le cardinal Agagianian, vieillard décrépit à qui on pardonne volontiers de ne pas être à même de faire la distinction entre la période néocoloniale et l'époque du colonialisme conquérant, prit la parole à radio Vatican. Sous le prétexte de rappeler à la mémoire des chrétiens le souvenir des prêtres tombés au Congo, il souligna que les sacrifices actuels de l'Eglise ne sont que le prolongement naturel de ceux consentis par elle pendant les 80 ans de colonisation. Du côté du mouvement populaire, sa vue déclinante ne lui montrait que ténèbres de la subversion, haine déchaînée et violence; du côté des mercenaires et des mobutistes, il voyait par contre la clarté éblouissante de la Justice, de la Liberté et des Droits de l'Homme. Il déclara :
'Victimes injustes de haine déchaînée par une propagande fausse et subversive, ils (les missionnaires) sont tombés sur un sol fécondé par le dévouement de leurs prédécesseurs pendant plus de 80 ans dans le même apostolat (...) Aux douloureux regrets pour le sacrifice de ses enfants, l'Eglise joint sa plus vive réprobation pour tant de violence qui s'oppose aux droits des gens, de la justice et de la liberté[17].'
Ce noble langage, qui accompagne depuis huit siècles toutes les opérations de boucherie que l'occident chrétien entreprend sur les autres continents, ne pouvait que faire les délices de l'assassin régnant à ce moment-là sur le Congo. Le Premier ministre Moïse Tshombe manifesta si bien sa parfaite adhésion aux belles idées du vieux cardinal qu'on pourrait accorder à ce tueur toutes les douces qualités de la religiosité la plus élevée. A la suite d'Agaganian, il s'écria :
'C'est un devoir pour chacun de nous d'avoir une pensée émue et reconnaissante envers tous ces missionnaires qui, au prix de leur vie, se sont dévoués pour aider les Congolais à se construire une nation heureuse et prospère. Beaucoup d'entre eux sont morts, victimes de la sauvagerie déchaînée au nom de faux principes et d'un.nationalisme creux[18].'
Le Saint Père entra lui-même en scène en pesant de tout le poids de son infaillibilité pour définir le mouvement populaire au Congo comme un 'lamentable fléau' et une 'bourrasque du mal'. Abordant lestement le terrain politique, le souverain pontife déclara à propos des 'événements désastreux' que connaissait le Congo: 'Nous avons, vous le savez, Vénérables Frères, appliqué Notre action et Notre soin afin de les prévenir et d'empêcher, autant que Nous le pouvons, que les troubles n'aillent jusqu'aux extrêmes et irréparables déchaînements[19].'
L'action destinée à atténuer les troubles, dont se prévalait le pape, consistait à tout mettre en œuvre pour retirer des mains des partisans les quelques pauvres armes qu'ils s'étaient bricolées et à bénir l'arsenal meurtrier des paras belges et mercenaires.
Les plus hauts dignitaires de la hiérarchie catholique n'employèrent point les termes entortillés dont ils ont le secret, pour faire connaître leurs sentiments envers le pouvoir néocolonial : ils appuyèrent ouvertement les Kasavubu, Tshombe et Mobutu. S'adressant à Kasavubu et à Tshombe, le nonce apostolique au Congo, Monseigneur Maury, déclara:'Les liens qui unissent le Saint-Siège et la République ont toujours été cordiaux et même amicaux. Comment ne le seraient-ils pas avec un chef d'Etat dont la dignité, la droiture et la sagesse sont hautement estimées par tous, et dont le Gouvernement a le souci de conduire le peuple par la voie de la dignité et de la liberté vers un avenir de concorde, de paix et de bien-être[20].'
Quelques mois plus tard, le coup d'Etat de Mobutu porta à son comble l'extase des prélats devant l'autorité établie par le fer et le feu. Ainsi, Monseigneur Malula s'adressa au général Joseph-Désiré Mobutu, auto-proclamé président de la République, en ces termes: 'Ce nous est un réconfort que notre gouvernement s'associe à nous pour fléchir avec nous les genoux devant Dieu. L'homme n'est grand qu'à genoux[21].' L'homme noir, à genoux depuis des siècles - position dans laquelle Malula comptait le tenir à perpétuité -, devait prendre bientôt des allures de géant. Malula poursuit dithyrambiquement: 'C'est Dieu qui distribue l'autorité. Monsieur le président, l'Eglise reconnaît votre autorité, car l'autorité vient de Dieu. Nous appliquerons fidèlement les lois que vous voudrez bien établir. Vous pouvez compter sur nous dans votre œuvre de restauration de la paix à laquelle tous aspirent si ardemment[22].'
Mobutu avait en réalité établi son pouvoir sur l'extermination de 40.000 nationalistes et il faut un esprit tordu à l'extrême pour entrevoir dans ce bain de sang l'image de Dieu.
Cette Eglise qui affectait de ne pas s'occuper de politique, trahissait dans son langage quotidien sa communauté d'esprit avec la racaille mercenaire et la soldatesque belge. L'Eglise clamait toute son admiration pour les 'zones récemment libérées', lisez les zones où les tueries de l'ANC avaient écrasé l'armée populaire[23]. La où la vermine nationaliste n'avait point disparu, l'agence catholique DIA le déplorait : 'La région est encore loin d'être nettoyée[24]' et 'il se trouve encore des nids de rebelles[25]'.

Les mercenaires constituaient un corps de tueurs à gage, recrutés parmi les fascistes allemands, les racistes sud-africains et les colons belges. L'Eglise les tenait en haute estime. Elle parlait avec une déférence des plus respectueuses de 'la libération' de plusieurs villes 'par les volontaires opérationnels[26].' Des fascistes venus d'Espagne franquiste recevaient le titre pudique de *techniciens*: 'Des techniciens espagnols de l'armée congolaise participent aux opérations militaires[27].'
Une des étoiles du mercenariat, le colonel Schramme, avait une pensée admirative pour une autre vedette des bas-fonds européens. Jugeant des qualités de différents mercenaires, il écrivait: 'L'unité la plus sérieuse est la 6° Brigade de commandos étrangers. Son commandant est le lieutenant-colonel (Bob) Denard[28]'. Cette brigade d'assassins devenait dans le langage de l'agence catholique 'la courageuse colonne Denard'[29].
Il n'est pas sans intérêt de s'attarder un instant sur les bribes d'idées qui motivaient les principaux artisans de ce que le cardinal Agagianian appelait la victoire des Droits de l'Homme, de la Justice et de la Liberté.
Le nazi Siegfried Mùller, qui guerroyait au Congo paré de la croix de fer de première classe, acquise pour ses hauts faits d'armes au service d'Hitler, commandait la colonne qui, en 1965, sema la mort à Paulis, à Dungu et à Watsa, sous prétexte de sauver quelques missionnaires et colons blancs. Nous vous livrons sa pénétrante pensée: 'Les mercenaires, si méprisés, défendent l'Occident à sa périphérie. Ils défendent le monde de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, au cœur de l'Afrique (...) En brousse (...) il devient absolument indispensable de détruire physiquement l'adversaire (...) L'Indochine, l'Algérie et maintenant notre Congo témoignent de cette évidente leçon de l'histoire. Les mercenaires ressemblent à des pompiers en ce qu'ils interviennent dès que s'allume la flamme d'une rébellion (...) En période calme, ils entraînent de nouvelles unités congolaises et ils rétabliront cette discipline de fer de l'époque colonialiste, alors que les Belges occupaient encore le pays et que le calme et le maintien de l'ordre allaient de soi[30]'.
Et avec un clin d'œil plein d'une malice toute aryenne à l'intention du pape régnant, Millier continua en se penchant serviablement sur la cause de la chrétienté: 'Si un danger menace l'Occident chrétien, il ne peut venir que de la vieille ville impériale de Pékin[31].'

L'Eglise et la pacification

Pour bien saisir les mécanismes de la pacification au Congo, il est de toute utilité de se renseigner sur la manière dont les Américains implantaient au même moment, mais avec des moyens autrement sophistiqués, leur paix au Vietnam. Et pour voir clairement le fond de l'âme des prélats congolais, il est indiqué de jeter un coup d'œil sur les traités de philosphie politique élaborés par la CIA.
Depuis que le monde moderne a instauré la division scientifique du travail, l'Eglise ne s'occupe plus des basses œuvres proprement dites qu'elle laisse aux soins de *techniciens* séculiers, mais elle se charge, avec une énergie redoublée, de l'accompagnement spirituel de cette entreprise. Exterminer les sujets incurablement contaminés par la révolution, tout en gagnant les esprits et les cœurs des survivants: dans cette formule réside tout l'art de la pacification bien comprise.
Les événements du Congo et la place qu'y tenait l'Eglise, prennent une coloration particulière pour celui qui prend connaissance de cette page d'anthologie consacrée à la pacification au Vietnam que nous présente William Colby, directeur de la CIA. Ce dernier écrit:
'Nous soutenions toutes les initiatives locales qui nous semblaient intéressantes. Dans le Delta, par exemple, un chef de province ingénieux imagina d'envoyer des équipes dans les villages de la région s'informer des doléances des habitants. Celles-ci étaient prises en considération et un certain nombre d'abus ou d'injustices furent ainsi supprimés. Une fois que les paysans eurent acquis la conviction que ces équipes travaillaient efficacement pour eux. elles passèrent à l'étape suivante qui consistait à poser des questions sur les activités et les identités des communistes dans la région (...) des chefs particulièrement combatifs mirent sur pied des unités contre-terroristes. Là encore, la CIA fournit un soutien direct à l'échelon de la province[32].'
La pacification au Vietnam était prise en charge par l'armée américaine et par le CORDS, *Civil Opérations and Revolutionary Development Support*. Le programme clé du CORDS, appelé opération *Phénix* 'avait pour but la découverte et la destruction de l'appareil secret que les communistes avaient implanté au Sud[33]'. Selon la CI A, 40.994 cadres du Vietcong ont été tués grâce à *Phénix*.
Les Américains regroupaient les paysans des zones révolutionnaires dans de nouveaux villages parfaitement contrôlés par l'armée. La CI A créa un système d'encadrement très serré dans les villages sous le contrôle du gouvernement de Saïgon. 'Un village ou un groupe de hameaux était choisi pour servir de noyau au programme qui s'étendait et 'faisait tache d'huile' à partir de cette base sur les territoires environnants et leurs habitants. Pour mettre les choses en route, nous utilisâmes les équipes de développement révolutionnaire que la CIA avait organisées et qui avaient depuis lors été intégrées aux CORDS. Ces équipes d'organisateurs et de combattants rétribués et bien entraînés étaient affectées dans les villages choisis pour apprendre aux paysans le maniement des armes et des rudiments d'autodéfense (...) d'autres membres de l'équipe enseignaient de nouvelles techniques agricoles destinées à améliorer les récoltes de riz, aidaient les paysans à reconstruire leur maison, à améliorer le

système d'irrigation, implantaient des écoles auxquelles étaient affectées des maîtres originaires de la ville la plus proche, installaient des antennes médicales[34].'

Après cette petite incursion en Asie, revenons au Kwilu. L'armée de Mobutu, abondamment conseillée par des spécialistes belges et américains, se chargeait du rassemblement des populations dans des villages étroitement surveillés et de l'extermination des cadres révolutionnaires, deux tâches enseignées dans le bréviaire de William Colby.
Pour gagner le cœur des paysans, Colby conseillait de faire semblant d'écouter leurs doléances, de les contenter par quelques concessions bon marché et d'introduire certaines améliorations dans le domaine de l'agriculture, de l'enseignement, de la médecine afin de les convaincre que, s'ils prenaient la réaction pour guide, ils gagneraient le paradis terrestre.
Au Congo, c'est l'Eglise qui se chargera de l'application de ces sages conseils formulés par la CIA.
Dans les territoires environnants Mokala, Mbeo, Mateko et Mutoy, au nord du Kwilu, le mouvement muleliste avait été écrasé en 1964. Deux oblats, les pères Ricaille et Ribeaucourt, se lanceront à la conquête du cœur des paysans en créant un mouvement de développement communautaire et coopératif. Leurs adeptes 'aménagent des champs communautaires d'où ils obtiennent par exemple des fibres (jute). D'autres préconisent l'élevage en commun de gros bétail en vue de remédier à la malnutrition des habitants[35].' Quelques 'expériences isolées de coopératives de tailleurs, de menuiserie etc.[36]' sont réalisées. 'On travaille un ou deux jours par semaine à un champ commun. On se cotise pour construire qui un dispensaire, qui une école. Dans une mission, les instituteurs ont versé chacun l'équivalent d'un mois de salaire, geste qui les a rapprochés de la population. Les commerçants ont donné 5.000 frs, les salariés travaillant chez les Européens 2.000 frs et chaque père de famille 100 frs[37].'
Au moment où toute la population du Kwilu aspire à la révolution, tous les chantres de l'impérialisme se voient dans l'obligation de situer leurs œuvres sur le terrain de la révolution parce que tout simplement le peuple n'offre aucun espace pour la tenue d'un autre discours. Il faudra donc reconnaître en paroles la pressante nécessité de réformes profondes et aller jusqu'à parler d'une réelle révolution sociale, pour mieux être à même par la suite, avec toute la sournoiserie requise, de lancer des attaques perfides contre les véritables révolutionnaires.
Voyons maintenant ce que cela donne dans la littérature de l'Eglise pacificatrice :
'Les prêtres sont persuadés qu'ils assistent à une révolution sociale que les communistes veulent et réussissent même souvent à noyauter, mais qui de toute façon se ferait avec ou sans eux. De toute façon, la mentalité des habitants dans la zone rebelle et la zone non rebelle est sur plus d'un point la même[38].'
'Somme toute, ces gens qui se sont engagés dans ce développement communautaire et dans ce mouvement de progrès populaire, sont partis des mêmes constatations que les rebelles : de la constatation des mêmes promesses fallacieuses de jadis, des mêmes injustices sociales (...) Les chefs rebelles ont décidé de détruire tout l'ordre économique établi, de raser pour instaurer ou laisser instaurer ensuite un autre ordre étranger et hypothétique[39].'
Dans toute situation révolutionnaire, les suppôts de l'ordre néocolonial s'empressent de répondre aux revendications les plus urgentes des masses pour les canaliser par quelques réformes ou promesses de réformes. Ils veulent modeler ces concessions et avantages qu'ils sont bien obligés d'accorder, pour en faire des armes tranchantes contre la révolution qui n'est que *destruction* et *ordre étranger*. Dans ces conditions, le développement communautaire et coopératif se trouve placé sous l'autorité de l'Eglise, de l'Etat néocolonial et des couches les plus aisées.
Certains pères feignaient une sympathie compatissante avec le *bon côté* du mulelisme. Pour rassurer leurs ouailles égarées, ils leur disaient que le mulelisme ne contient que 'des éléments superficiellement marxistes'[40] et donc aisément pardonnables par le Dieu miséricordieux. Ils leur affirmaient qu'un des thèmes majeurs du mulelisme était 'la supériorité de la vie rurale'[41]. Le développement communautaire inspiré par les pères veut 'susciter une mystique du monde rural'[42]. On fera donc croire aux pauvres paysans qu'en travaillant humblement la terre, tout en se courbant devant les Tshombe et les Mobutu, ils pratiquent du mulelisme amélioré. Il est difficile de juger dans quelle mesure les pères qui en 1964-1965 créèrent le mouvement de développement communautaire, croyaient honnêtement que cette voie réformiste pourrait remédier à la misère des paysans et des travailleurs tout en évitant la voie 'plus pénible' de la révolution populaire. Mais objectivement, ils ont aidé Mobutu et ses maîtres à gagner la guerre psychologique, politique et militaire contre les mulelistes. Et vingt ans de mobutisme ont prouvé que la révolution ouverte est moins coûteuse en vies humaines et en souffrances que cet écrasement impitoyable de toute une société sous le joug permanent du néocolonialisme. Il appartient aux prêtres et aux chrétiens qui veulent s'engager réellement du côté des masses opprimées du Congo, de faire le bilan de cette expérience.
La différence entre le développement villageois de Mulele et le développement communautaire supervisé par la CI A, tient en quatre points.
La contre-révolution veut attacher les paysans à leurs champs et à leurs villages pour les empêcher de s'attaquer à l'impérialisme. Mulele ouvrit les yeux des villageois sur la réalité de l'exploitation impérialiste pour qu'ils comprennent que leur bien-être direct ne peut passer que par la destruction de la domination étrangère.

La contre-révolution promet aux paysans le développement, pourvu qu'ils s'agenouillent devant l'autorité de l'Etat néocolonial. Mulele apprit aux villageois à se soucier des problèmes et misères de la nation tout entière et à s'attaquer à la machine de l'Etat, principal instrument du néocolonialisme.
La contre-révolution rassemble les paysans pour mieux nourrir leurs préjugés anticommunistes. Mulele s'appuya sur les formes de vie communautaire pour élever les paysans et les travailleurs à une conscience nationale et démocratique.
La contre-révolution place ses coopératives sous la coupe des riches commerçants, des entrepreneurs, des hauts fonctionnaires. Les coopératives de Mulele prirent appui sur les couches les plus pauvres et s'orientèrent vers un développement socialiste.

Notes

1. Le Mulelisme face au Christianisme, Dépêche D.I.A., 28-10-65, A.F.-10-2105, p. 1265-1267.
2. Correspondance de G. RIMBAUD, in Remarques Congolaises, 1964, p. 150.
3. Dépêche D.I.A., 7-2-64, Léopoldville, 1964, p. 157.
4. Dépêche D.I.A., 11-2-67, Kinshasa, 1967, p. 145 (A.F.-2-411).
5. FOX, DECRAEMER, RIBEAUCOURT,o.c., p. 29.
6. Dépêche D.I.A., 28-10-65, A.F.-10-2105, p. 1265-1267.
7. Ibid.
8. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Interview accordé par M. l'Abbé Thara Placide sorti du GUG rebelle en date du 17 février 1966. Direction provinciale de la Sûreté. Signé L. Kiniari, p. 4.
9. Ibid.
10. Dépêche D.I.A., 22-12-1965, A.F.-12-2542, p. 1393.
11. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Interview accordé par M. l'Abbé Thara Placide sorti du GUG rebelle en date du 17 février 1966. Direction provinciale de la Sûreté. Signé L. Kiniari, p. 4.
12. Lettre de l'Abbé Tara à un ami de Léopoldville in Rébellions au Congo, 1, p. 164.
13. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Transcription de l'enregistrement du récit de l'Abbé Tara.
14. Dépêche D.LA., 21-12-64, A.F.-12-2542, p. 1393.
15. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Interview accordé par M. l'Abbé Thara Placide sorti du GUG rebelle en date du 17 février 1966. Direction provinciale de la Sûreté. Signé L. Kiniari.
16. B. VERHAEGEN, La vie de Placide Tara dans le maquis de Mulele, inédit.
17. Dépêche D.I.A., 14-12-64, A.F.-12-2482, p. 1357.
18. Dépêche D.I.A., 29-6-65, A.F.-6-1273, p. 660.
19. Dépêche D.LA., 6-8-65, p. 806.
20. Dépêche D.I.A., 22-12-64, p. 1389.
21. Dépêche D.I.A., 6-8-65, A.F.-12-1587, p. 1459.
22. Ibid.
23. Dépêche D.I.A., 18-4-66, A.F.-4-783, p. 383.
24. Dépêche D.I.A., 3-3-65, A.F.-3-414, p. 248.
25. Dépêche D.I.A., 8-11-65, A.F.-11-1326, p. 1305.
26. Dépêche D.I.A., 28-12-64, p.1412.
27. Dépêche D.I.A., 17-3-66, p. 259.
28. J. SCHRAMME, Le bataillon Léopard, Paris, 1969, p. 226.
29. Dépêche D.I.A., 14-10-65, A.F.-10-2021, p. 1205.
30. S. MULLER, Les nouveaux mercenaires, éd. France-Empire, p. 92-93, 186.
31. ibid.
32. W. COLBY, 30 ans de CIA, (Livres de poche), Paris, 1978, p. 223.
33. ID.Jbid, p. 253.
34. ID.Jbid, p. 242-243.
35. Dépêche D.I.A., 16-2-65, p. 181.
36. ibid.
37. ibid.
38. Dépêche D.I.A., 10-5-65, p. 478.
39. Dépêche D.I.A., 10-11-66, p. 1117, A.F.-11-2456.
40. Dépêche D.I.A., 27-4-65, A.F.-4-860.
41. Ibid.
42. Dépêche D.LA., 18-6-65, A.F.-6-1200.

XVIII. Les conceptions militaires au maquis

Edification idéologique et politique de l'armée partisane

Mulele enseigna à ses partisans que l'issue d'une guerre révolutionnaire n'est pas déterminée par les armes, mais par l'homme. La conscience politique des combattants et l'engagement des masses populaires décident de la victoire. Tout effort militaire doit au préalable avoir pour fondement solide une ligne politique de libération du pays. Il faut augmenter la conscience politique du combattant, pour aiguiser sa combativité. Mulele expliquait: 'La faiblesse de l'armée réactionnaire réside dans le fait qu'elle opprime la masse et qu'elle brime le soldat. A l'inverse, la clé de notre victoire se trouve dans l'organisation et l'éducation de la masse et dans la politisation du soldat.
'Les dirigeants et les combattants poursuivent le même but qui consiste à servir les masses populaires. Pour cette raison, dans l'armée révolutionnaire, officiers et soldats sont politiquement égaux. L'efficacité de la lutte exige une division de travail, mais les officiers doivent vivre et lutter à côté de leurs hommes et se soucier d'eux et les soldats doivent respecter leurs dirigeants.
'Cette unité dans l'armée de partisans peut se réaliser grâce à la démocratie et à la discipline révolutionnaires.
'Les combattants doivent pratiquer trois formes de démocratie: La *démocratie politique* accorde aux partisans le droit de critiquer leurs supérieurs, qui donneront suite aux critiques justifiées et répondront à celles qui sont erronées. Les combattants peuvent également proposer des candidats et demander la révocation des officiers fautifs. La *démocratie militaire* exige que les plans des opérations militaires soient dressés après discussion avec les soldats et qu'une fois un plan arrêté, les combattants puissent l'étudier en détail. Après la bataille, tout le monde peut donner son opinion pour l'élaboration du bilan. La *démocratie économique* veut que les soldats soient associés aux décisions concernant la vie matérielle dans les équipes. Le but d'une telle démocratie est de mobiliser pleinement les forces de tous les révolutionnaires, d'élever leur sens de l'organisation et leur responsabilité et de renforcer l'unité et la puissance de combat.
Tour faire face à l'ennemi, l'armée révolutionnaire doit s'appuyer sur une discipline à toute épreuve. Il faut observer rigoureusement les règlements et obéir strictement aux ordres des supérieurs. La méthode fondamentale pour instaurer cette discipline de fer est l'éducation idéologique et politique. En cas d'erreur grave, il faut punir avec sévérité, tout en accordant au coupable la possibilité de se corriger. Les exemples négatifs doivent servir à l'éducation de tout le monde.'* Huit recommandations, rédigées par Mulele et Bengila, réglaient les rapports entre les partisans et leurs relations avec les masses et avec les prisonniers :

'1. La politesse envers tout le monde.
2. Payer honnêtement ses achats.
3. Rendre ce qu'on a emprunté et cela à temps.
4. Compenser tout ce qu'on a endommagé.
5. Ne pas frapper ni injurier les autres personnes.
6. Ne pas endommager les cultures.
7. Ne pas faire la cour aux femmes.
8. Ne pas traiter brutalement les prisonniers de guerre et respecter leurs biens privés[1]. '

On ne peut pas dire que tous ces principes, exposés par Mulele et Bengila dans leurs leçons politiques, aient été pleinement assimilés par les autres cadres supérieurs. Il semble que Louis Kafungu par exemple n'a jamais compris les relations entre éducation, démocratie et discipline, malgré les nombreux entretiens que Mulele a eus avec lui à ce sujet. La dissidence de Pierre-Damien Kandaka, qui causa un tort énorme à un moment crucial, avait pour origine son rejet des règles de la discipline au nom de divergences de vue qui dissimulaient, pour une part, de la rancœur.

La formation militaire

Officiellement, les équipes formaient la branche militaire du mouvement. En réalité, ces équipes étaient souvent des organisations de masse exécutant des tâches politiques et éducatives aussi bien que militaires. La forme d'organisation appelée *équipe* avait en grande partie pour origine l'effervescence spontanée des masses. Elle entremêlait les fonctions d'une armée de partisans proprement dite, d'une milice populaire locale et d'une organisation de masse politique. Cette confusion rendra malaisée la définition d'une politique militaire efficace.

Mulele a fait des efforts pour dégager des équipes le noyau d'une authentique armée de partisans.
Le bataillon de la Direction générale, commandé par Théotime Ntsolo, constituait une unité militaire d'élite. Ntsolo et Ngwensungu, deux ex-ANC, assuraient une formation militaire de qualité aux cadres et aux combattants qui se rendaient à la Direction dans le but de parfaire leur instruction militaire.
Il y avait aussi des tendances spontanées à concentrer les meilleurs combattants dans des unités d'élite ayant un champ d'action élargi. Ainsi on lit dans un rapport: 'Nos vieux du village se sont groupés entre eux pour chercher une bonne solution pour attaquer les militaires du côté de Kapia. Ils ont décidé ceci: demandez à chaque équipe de leur donner 5 partisans afin de former une équipe de choc pour le village Mukoli et Banga[2].'
Dieudonné Ndabala nous a rapporté une expérience semblable qui a ceci de particulier que l'initiative en provenait des villageois eux-mêmes. 'Les chasseurs du secteur Kalanganda avaient demandé s'ils pouvaient former une *équipe de villageois*. La proposition, rapportée à la Direction, fut accueillie avec enthousiasme par Mulele qui proposa pour cette nouvelle initiative le nom *Equipe de l'Espoir*. Ainsi 172 chasseurs se sont groupés, encadrés par quelques membres d'équipes expérimentés. Ils formaient un groupe mobile, opérant dans tout le secteur.

Armement et tactique

Pierre Mulele se rendait pleinement compte que pour organiser une guerre révolutionnaire au Congo, les patriotes devaient acquérir les connaissances techniques requises. La tactique militaire est largement tributaire des moyens techniques dont on dispose.
Pendant son séjour à 1 'étranger et plus particulièrement en Chine, Mulele avait profité de chaque instant pour parfaire ses connaissances. Il avait appris le maniement et la réparation d'un grand nombre d'armes modernes, suivi des cours de topographie militaire, étudié des manuels de fabrication d'explosifs, dont il ramena quelques exemplaires au maquis. Il savait fabriquer la poudre TNT (Trinitrotoluène) à partir de la toluène ($C_6H_5CH_3$), de l'acide sulfurique (H_2SO_4) et de l'acide nitrique (HNO_3). Il avait appris la production du nitrate de coton, une poudre employée pour la fabrication des balles, dont la formule chimique est $C_{24}H_{28}O_8(ONO_2)_{12}$. Cette poudre s'obtenait à partir du coton nouvellement récolté, de l'acide sulfurique (H_2SO_4), de l'acide nitrique (HNO_3) et de l'eau.
Faute de produits chimiques, Mulele se trouvait dans l'impossibilité de fabriquer la plupart des explosifs décrits dans son manuel. Seule la poudre noire était produite à une large échelle. Voici la page de son cours consacrée à ce sujet.

'La poudre noire'

Composante et proportions

75 % Nitrate de potassium (KNO_3)
15% Poudre de charbon de bois (C)
10% Soufre (S)
Le nitrate de potassium est une substance cristallisée de couleur blanche.
Le charbon de bois provient de bois traités par le système de four fermé.
Le soufre est une substance de couleur jaune.

Processus de fabrication

II faut mélanger les 3 corps précités dans les proportions indiquées. La solution commence par chauffer le nitrate de potassium auquel on ajoute un peu d'eau; puis on y met le charbon et on agite pour bien mélanger. Après, on ajoute le soufre et un peu de colle.

Particularités

Le poudre noire se présente en poudre ou en boulettes suivant la quantité de colle que l'on y ajoute. Elle est de couleur noire et a une vitesse d'explosion de 300 à 400 m à la seconde. Elle ne possède pas une capacité meurtrière élevée; celle-ci peut devenir grande dans une pierre fermée mais très peu dans la fonte. Elle a une grande sensibilité au feu et explose par une simple étincelle. Elle ne résiste pas à l'humidité et lorsqu'elle est mouillée, elle n'explose pas. On doit alors la sécher à l'ombre et la prévenir de l'humidité. Elle n'est sensible ni aux chocs, ni au frottement. Mise en contact avec n'importe quel métal, elle ne subit aucune transformation

chimique. Elle est utilisée dans des mines souterraines anti-personnes et non contre les camions ni les engins blindés[3].'

Les partisans préparaient aussi des cocktails molotov en grand nombre. Voici comment ils s'y prenaient selon le témoignage de Félix Mukulu-bundu :

'Nous demandions aux villageois de récupérer toutes sortes de bouteilles. Nous recueillions la sève des arbres de caoutchouc pour la bouillir dans l'eau. La boule chaude ainsi obtenue était applatie entre deux couches de feuilles et ensuite séchée. Nous coupions la plaque de caoutchouc en petites pièces que nous introduisions dans les bouteilles remplies aux deux tiers d'essence. Pendant quatre heures, nous laissions gonfler le caoutchouc, ensuite, nous introduisions la mèche, en général un chiffon.'

Mulele n'a jamais réussi à créer quelques détachements dotés d'un armement moderne. Les combattants mulelistes ont continué à se battre essentiellement avec des fusils de chasse de fabrication artisanale et avec des flèches empoisonnées, armes habituelles des Badinga, Bashelele, Ban-kutu, Bagnoli.
Le nombre d'armes modernes que les partisans ont pu conquérir sur l'ennemi au cours de l'insurrection montre à quel point cette vaste révolution est restée pauvre en moyens. Louis Mayele détaillait l'arsenal complet dont disposait la direction au début de 1966[4]: 5 fusils *Fal* dont un en mauvais état; 6 mitraillettes *Sten*; 3 *mauser 52* et 4 *mauser 36*; 6 revolvers.
Plusieurs témoignages laissent entendre que la plupart de ces armes ont été conquises au début de l'insurrection. Leur nombre n'aurait guère augmenté par la suite. Ceci pourrait être une indication qu'on n'a pas su faire usage avec un maximum d'efficacité du peu d'armes dont on disposait.
L'armement rudimentaire a dans une large mesure imposé les deux tactiques de combat les plus pratiquées. D'abord, les partisans attaquaient des petits détachements de l'ANC en leur tendant des pièges - essentiellement des fosses profondes bien camouflées - et des embuscades. Ensuite, la Direction a dû continuer les attaques en masse, groupant des centaines et même des milliers de combattants. Le nombre y devait compenser le manque d'armes et de connaissances militaires.

Erreurs dans la conception de la lutte armée

L'insurrection a gardé dans une large mesure les caractéristiques d'un mouvement populaire spontané. Mulele a réussi à la doter d'une solide structure qui encadrait les masses tant pour la lutte politique que pour le combat militaire. Mais l'absence d'un parti d'avant-garde a accentué les erreurs dans la conception de la lutte armée et dans l'activité militaire.
Mulele et Bengila écrivent: 'Sur le plan politique et idéologique, il faut placer l'armée sous la direction d'un parti progressiste (...) Dans les pays où les révolutionnaires subissent des défaites, la cause principale est le manque d'un parti ayant une idéologie progressiste[5].'
En l'absence d'un parti d'avant-garde, ayant une connaissance approfondie des expériences historiques des différentes révolutions populaires, il fut souvent fort difficile de faire comprendre aux masses comme aux combattants leurs erreurs et faiblesses ainsi que leurs tâches dans le domaine militaire.
Mulele a fait effectuer un bond historique immense en démontrant au peuple congolais, par l'expérience pratique des masses, que seule la voie de la guerre populaire révolutionnaire pourra réaliser la libération nationale et sociale. Ce n'est qu'à la suite de cette expérience que les éléments avancés ont pu se rendre pleinement compte qu'il faut un parti d'avant-garde pour remplir les différentes tâches qu'impliquent la préparation et la conduite d'une telle guerre du peuple.

Incompréhension du caractère prolongé de la lutte armée

Rien dans ses souvenirs historiques ne permettait au peuple congolais de saisir ce que serait une lutte armée de longue durée et un combat révolutionnaire mené sur tous les fronts. Ceci constituait au départ de l'insurrection une faiblesse politique importante. L'extrait suivant d'un rapport d'équipe, écrit après 4 mois de lutte ouverte, le 3 mai 1964, est symptoma-tique de ce point de vue: 'Politique au bivouac (...) Questions en masse. Notons la plus fréquente: Quand finit la révolution?[6]' Ceci se trouve confirmé par le témoignage d'un commandant: 'Mi-1964 des partisans abordèrent Mulele: On dit que nous avons déjà occupé Idiofa et Gungu; quand est-ce qu'on sortira de la forêt et quand installerez-vous votre gouvernement?
'Mulele répondit que la lutte serait encore très longue. Regardez la Chine, dit il. Il y a eu lutte, puis défaite, ensuite nouvelle lutte et nouvelle défaite, mais les révolutionnaires ne se sont jamais découragés. Ils ont dû à certains moments se soumettre. Ils en ont profité pour étudier les points forts et les faiblesses de l'ennemi. A la suite de nombreuses expériences, ils ont su battre leurs adversaires.'

Sous-estimation de la lutte militaire

Le rapport dialectique entre lutte politique et lutte militaire n'a pas été correctement saisi par plusieurs responsables. Certains frôlaient la déviation militariste par leur intérêt unilatéral pour l'activité militaire au détriment de l'éducation politique. Mais l'erreur la plus importante fut la sous-estimation de la lutte militaire. Si l'éducation et l'organisation des masses constituent la base de la guerre populaire, il n'en reste pas moins que l'activité militaire décide de la victoire ou de la défaite. L'organisation des masses doit servir la lutte armée. Cette position défendue par Mulele et Bengila, a souvent été écartée dans la pratique. On voyait alors une politisation tournant dans le vide, nullement conçue pour augmenter l'efficacité de l'effort militaire

Faiblesse dans l'élimination des forces vives de l'ennemi

Des divergences importantes ont surgi dans la conception du but même de l'activité militaire. L'objectif de toute lutte armée est la destruction des forces vives de l'ennemi et la protection de ses propres forces. Plusieurs positions allaient à l'encontre de cette thèse fondamentale.
Zacharie Mupembe, un dirigeant fort capable, donnait les instructions suivantes: 'Vous ne pouvez pas laisser les ennemis respirer ou les laisser se reposer beaucoup. Si vous savez que les ennemis sont proches, vous devez les ennuyer nuit et jour. Ainsi ils ne pourront pas respirer et ils fuiront[7].' Cette idée est inspirée d'un texte de Mao Zedong. Mais dans l'optique de ce dernier, le harcèlement des soldats réactionnaires n'a nullement pour but de les mettre en fuite, mais bien de créer des conditions propices permettant de les attaquer et de les éliminer.
On trouve trace de la même erreur dans un rapport de Banga-Banga, indice qu'elle était assez répandue: 'Même pour donner de la nourriture aux partisans, que disent les gens? Ne donnez pas à manger aux partisans, parce qu'ils ne tuent pas les militaires. Mulele n'a pas dit que vous devez tuer les militaires, mais il dit que vous devez les ennuyer seulement[8].'

Le manque d'esprit offensif

Un problème fondamental se dégage du témoignage suivant, rapporté par un commandant:
'Des villageois venaient voir Pierre et lui disaient: Donnez-nous des armes !
'Mais Pierre répondait: Non, ce n'est pas ça que je veux. Il faut d'abord savoir pourquoi on se bat.
'Pierre ne voulait pas d'un bain de sang. On ne devait pas attaquer les militaires, on ne devait pas les tuer, mais essayer de les capturer vivants, pour les rééduquer ensuite (...) On devait attaquer les soldats en cas de force majeure. C'est seulement quand ils nous attaquaient qu'en position de défense nous les attaquions à notre tour. '
Interrogé sur le même problème, un autre commandant déclara: 'Quand nous allions à la guerre, c'était bien pour tuer les militaires. A la guerre comme à la guerre. Mais quand nous capturions des soldats blessés de l'ANC, nous les soignions. Et quand ils déposaient les armes, nous avions le devoir de les protéger.'
Le chef de l'équipe n° 148 de Mishim-Kadima, Jean-Marie Laviwa notait la même idée dans un rapport: 'Les militaires combattent par groupe de 5 ou 6 personnes. Mon souci est d'en tuer beaucoup pour réduire leur force et qu'ainsi ils ne puissent plus venir à l'intérieur des villages[9].'
Les guerres de partisans de notre siècle ont toutes confirmé la thèse de Lénine que la défensive est la mort de l'insurrection armée. Mehmet Shehou a largement développé cette idée dans une étude sur la guerre de libération nationale en Albanie. Ce texte fut reproduit par *L'Eclair*, revue diffusée au Congo en avril 1966: 'Dans la guerre de partisans, laisser échapper l'initiative, demeurer sur place, se relâcher et ne pas traquer l'ennemi, ne pas le chercher, mais s'attendre à ce qu'il vous cherche, vous traque - cela c'est la défaite certaine[10].'
Il fallait d'abord infliger des défaites à l'ANC, pour que la démoralisation se développe dans ses rangs et que des soldats se rendent aux partisans. La possibilité de rééduquer un grand nombre de militaires dépendait de la vaillance avec laquelle les révolutionnaires attaquaient et battaient l'ANC.
Le maquis fut fortement marqué par l'expérience de la résistance à l'arrivée de la Force publique que les villageois avaient pratiquée pendant des dizaines d'années. En fuyant en forêt, ils se soustrayaient aux coups de l'armée et attendaient que les troupes soient parties pour retrouver leur liberté relative. Comme le peuple ne s'était jamais auparavant engagé dans une lutte armée de libération, il ne saisissait pas qu'une résistance passive aboutit inévitablement à la défaite.
Nous lisons dans un rapport d'équipe: 'Depuis le jour où nous sommes arrivés dans ce village (Kitobolo), nous nous sommes mis à conseiller aux gens de sortir de la forêt et de mettre de l'énergie dans le combat de Kakobola[11].'
De nombreuses équipes sombraient dans la même passivité. Dans un rapport, le chef de l'équipe de Makala-Feshi, Fernand Kiboka, ne mentionne aucune activité militaire entre le 25 janvier et le 21 mai 1964[12].
La conception fort répandue que l'équipe servait essentiellement à protéger le village, renforçait cette tendance à la passivité et à l'attentisme. Aussi longtemps que l'ANC n'attaquait pas le village, les combattants

n'entreprenaient pas d'opérations militaires. Un commandant: 'Des jeunes gars costauds restaient ainsi pendant deux, trois mois à ne rien faire. Alors ils commençaient à courir les filles.'
Tout ceci fait croire que la spécificité essentielle de la guerre de guérilla fut souvent mal comprise. Cette spécificité, Mehmet Shehou la décrit dans les termes suivants : .
'Notre armée partisane était une armée offensive dans le sens tactique et non dans le sens stratégique du mot. 'L'esprit offensif s'acquiert essentiellement en attaquant l'ennemi partout où il se trouve et toutes les fois que le cas se présente. L'expérience de notre lutte indique que les détachements de partisans qui ne sont pas tombés dans l'amollissement mais qui dès les premiers jours de leur formation, se sont lancés dans une activité militaire vivante, sont devenus la terreur de l'ennemi, lui ont infligé de grandes pertes, n'en subissant que très peu à leur tour.
'Par contre, les détachements qui n'ont pas été animés par l'esprit offensif, loin d'avoir pu endommager l'ennemi dans la mesure nécessaire, sont devenus une cible apparente pour lui et ont souvent essuyé des déf ai-tes(...)
'Par esprit offensif, nous entendons l'opération dynamique des détachements aussi bien dans l'offensive que dans la défensive. Il n'est pas possible que tous les détachements de l'armée se trouvent en même temps à l'attaque ou à l'assaut. Mais l'opération principale de l'armée partisane, c'est l'attaque, l'engagement avec l'ennemi. Pour réaliser ce principe, il faut que chaque détachement, si petit soit-il, frappe l'ennemi, l'attaque et obtienne des succès, même si ces succès sont peu importants[13].'

L'effort pour désagréger l'ANC

Une des faiblesses du maquis du Kwilu-Kwango s'exprime dans son incapacité à désagréger l'armée ennemie et à gagner à sa cause un nombre important d'officiers et de soldats de l'ANC. Parmi les cadres du mouvement muleliste, nous trouvons de nombreux ex-ANC et ex-policiers qui ont participé au mouvement nationaliste en 60 sous Lumumba et en 61-62 sous Gizenga. Mais une fois l'insurrection déclenchée, on n'a pas vu au Kwilu, contrairement à ce qui s'est passé à l'Est du Congo, le passage d'unités entières de l'ANC du côté du peuple. Ceci est d'autant plus frappant que Mulele et Bengila attachaient, dans leur cours politiques tels qu'ils les avaient rédigés en Chine, beaucoup d'importance à la désagrégation de l'armée ennemie.
Mulele et Bengila soulignaient que les partisans devraient tirer profit des nombreuses contradictions dans le camp mobutiste et faire jouer la supériorité idéologique et politique du peuple pour influencer des fractions de l'armée.
Après une rééducation approfondie, les soldats et officiers venus de l'ANC pourraient jouer un rôle important dans l'armée partisane.
Mulele énumérait quatre méthodes pour gagner des militaires à la cause du peuple. Il attachait beaucoup d'importance à la propagande qu'il voulait 'concrète, vivante et correspondant à la réalité[14]'. On devait influencer les soldats en dénonçant les crimes du régime et en leur expliquant la cause lumumbiste. Pour toucher les militaires, il fallait s'appuyer sur les masses, faire jouer les relations familiales et personnelles, et employer des tracts et des mots d'ordre.
Mulele voulait envoyer des révolutionnaires bien sélectionnés au sein de l'armée mobutiste pour y faire du travail clandestin. Le secret le plus absolu s'imposait. Les hommes devaient être patients, ne pas chercher des résultats rapides et surtout se lier sur une base purement amicale avec un maximum de personnes. Ce n'est qu'après des enquêtes minutieuses que leurs contacts pouvaient prendre un aspect politique. Il fallait nouer des relations avec les officiers susceptibles de favoriser le mouvement nationaliste. Le moment du soulèvement devait être bien choisi, par exemple lors d'une attaque des forces révolutionnaires.
Il importait que les prisonniers de guerre soient bien traités et reçoivent une éducation politique. Il fallait exécuter seulement les grands criminels, réunir les masses à cette occasion et leur donner des explications pour qu'elles comprennent bien qui sont les véritables ennemis. Des prisonniers pouvaient rejoindre les partisans mais la vigilance s'imposait. La plupart des prisonniers seraient libérés pour qu'ils rejoignent l'armée où leur témoignage sur le maquis exercerait un effet positif sur les autres soldats. Enfin les partisans devaient bien traiter les parents des militaires ennemis et les éduquer pour qu'ils influencent à leur tour leurs proches qui servaient dans l'armée.**

Les mulelistes n'ont guère eu la possibilité de mettre en pratique ces méthodes pour désagréger l'armée. On peut en trouver une première cause dans le laps de temps extrêmement réduit dont ils ont disposé pour préparer l'action ouverte. L'insurrection au Kwilu fut la première du genre et Mobutu disposait encore de troupes d'élite fidèles. Ceci rendit la tâche d'influencer ces soldats fort dure. Pour désagréger les forces ennemies, il ne fallait pas seulement les travailler politiquement, il importait encore de leur infliger des défaites militaires. Les faiblesses et les erreurs du mouvement muleliste dans le domaine militaire l'ont empêché d'influencer efficacement l'armée et d'y trouver des forces de réserve pour la révolution.
Cet apport de forces nationalistes provenant de l'ANC revêtait une importance d'autant plus grande, qu'il aurait permis de remédier au manque de connaissances militaires et à l'absence d'armes modernes dans la plupart des

équipes.
Un commandant nous déclarait: 'Nous avons eu trois prisonniers de l'ANC au camp central. Nous leur disions que nous n'étions pas là pour tuer les militaires, mais pour changer le mauvais régime de notre pays. Des camarades leur exposaient les leçons politiques et lorsque nous pensions qu'ils avaient bien compris, nous les avons libérés. Mais ils sont retournés chez leurs chefs et ils ont dit: Les mulelistes n'ont pas beaucoup d'armes, ils n'ont rien; nous pouvons facilement les attaquer.'

* Cet exposé de la doctrine de Mulele nous a été fait par un commandant

** Ces points de vue sont développés dans le Cahier de leçons politiques n° 2 que Léonie Abo a ramené du maquis.

Notes

1. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Cahiers de leçons politiques, 2, p. 2.
2. ARCHIVES DE WEISS, 4029, Rapport équipe 'Chinepopulaire'.
3. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Etude spéciale sur les poudres explosives, p. 9.
4. Interrogatoire de Mayele par la Police judiciaire de Kikwit, 8 avril 1966 in Congo 1966,p. 117.
5. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Cahiers de leçons politiques, 1, pp. 14-15.
6. ARCHIVES DE WEISS, Rapport équipe Katanga Nord, 3 mai 1964. 1. ARCHIVES DE WEISS, 1339, Z. Mupembe, Réponse du 6 mai 1964 à l'équipe AT1975.
8. Rapport du 10 octobre 1964 d'un responsable de l'équipe de Banga-Banga in Congo 1965, p. 92.
9. ARCHIVES DE WEISS, 4355, Rapport du 3 mai 1964 de l'équipe 148, camp Stanleyville.
10. M. SHEHOU, A propos de l'expérience de la Guerre de Libération Nationale et du développement de notre Armée Nationale (18 avril 1947) in L'Eclair, 3, mars-avril 1966, pp. 39, 37-38.
11. ARCHIVES DE WEISS, 3262, Rapport du 10 avril (?), équipe N° 992, camp Kitobolo.
12. ARCHIVES DE WEISS, 2261, Rapport du 3-6-64 signé F. Kiboka, Makala-Feshi.
13. M. SHEHOU,o.c.,pp. 37-38.
14. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Cahiers de leçons politiques, 2, p. 4

XIX. Le problème du parti d'avant-garde

L'attitude de Bengila et Mulele à leur retour de Chine

Quand Bengila et Mulele sont rentrés au Congo en mars et en juillet 1963, ils avaient déjà acquis la conviction que le temps du PS A et du MNC-L était définitivement révolu. Bengila a encore rédigé quelques textes au nom du PSA dans le but de faire connaître, aussi largement que possible, les nouvelles idées révolutionnaires. Le PSA était à ce moment-là le parti qui comptait parmi ses dirigeants le plus grand nombre d'éléments authentiquement révolutionnaires. Néanmoins, Bengila et Mulele croyaient ne pouvoir s'appuyer ni sur le PSA, ni sur le MNC-L parce que la majorité de leurs dirigeants étaient allègrement passés du côté de la bourgeoisie bureaucratique et compradore et parce que les autres s'étaient cramponnés aux positions nationalistes de 1960, dépassées par l'évolution des faits.
On peut se poser la question pourquoi Bengila et Mulele n'ont pas commencé leur activité en mars-juillet 1963 en créant un parti marxiste-léniniste?
Dans la fotêt d'innombrables partis et fractions de parti qui couvrait le Congo, une nouvelle organisation aurait été vue comme un arbuste de plus. Dans un champ politique où les ambitions personnelles poussaient avec une abondance désespérante, Mulele serait apparu comme un nouveau concurrent tentant sa chance. Mulele voulait unir les nationalistes authentiques et il n'entendait pas offrir de prétexte à des divisions supplémentaires.
Avant de créer un nouveau parti, Mulele devait faire comprendre à quoi ce parti servirait. Remplir des papiers avec des griffonnages marxistes-léninistes ne pouvait guère apporter de résultat concluant. Mulele croyait qu'il lui fallait tracer la nouvelle voie révolutionnaire dans la pratique. En réalisant concrètement un autre type d'activité politique, Mulele pensait produire un choc parmi les nationalistes honnêtes qui se trouvaient alors dans l'impasse. Il estimait que tous ceux qui aspiraient à sortir du verbiage paralysant du parlementarisme bourgeois, le rejoindraient au maquis et qu'avec eux il créerait dans le feu de la lutte révolutionnaire, un parti apte à la diriger.
La situation ne se prêtait guère à un travail d'éclaircissement idéologique, qui aurait pu précéder l'entrée au maquis. Le monde politique congolais n'avait jamais connu de débats politiques et idéologiques consistants. De plus, s'engager dans un tel débat reviendrait à prendre le chemin le plus court conduisant à la prison, sinon à la mort. Gizenga se trouvait toujours incarcéré, sans jugement, à Rula-Mbemba.

Progrès par rapport aux partis nationalistes

L'organisation que Pierre Mulele créa à partir d'août 63 au maquis du Kwilu-Kwango, dénote un grand progrès par rapport au niveau organisa^, tionnel atteint lors du mouvement pour l'indépendance en 59-60. A ce moment-là, les masses du peuple ne jouaient pas un rôle actif au sein des partis nationalistes dont l'ambition majeure était de porter leurs dirigeants au pouvoir.
Pierre Mulele mit sur pied une double structure encadrant l'ensemble de la population : les comités de village qui maintenaient une relation fort étroite avec tous les villageois et les équipes, comptant au total 100.000 partisans, qui veillaient à ce que chaque combattant soit revêtu d'une responsabilité particulière. Ces équipes constituaient une organisation de masse regroupant tous les éléments prêts à participer ou à contribuer à la lutte armée. Cette double structure réalisa une politisation profonde des masses et leur permit une participation active à toutes les tâches de la révolution nationale et démocratique.
L'organisation créée par Mulele en 1963 était porteuse d'un contenu beaucoup plus avancé que celui des partis nationalistes de 1960.

Conséquences de l'absence d'un parti d'avant-garde

Les conditions subjectives prévalant en 1963-1966 parmi les révolutionnaires nationalistes, rendaient la formation d'un parti d'avant-garde pratiquement impossible. L'expérience du maquis de Mulele montre d'une manière dramatique que sans l'intégration de la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique spécifique de la révolution au Congo, il est impossible d'élaborer une ligne et des principes politiques corrects et de créer une organisation dotée de règles correspondant aux nécessités de la lutte révolutionnaire. Mulele était bien conscient de cette faiblesse, mais il se trouvait dans l'impossibilité d'y remédier, étant donné qu'il n'avait à ses côtés que deux cadres ayant une connaissance du marxisme-léninisme et une certaine expérience politique: Théodore Bengila et Lau-rentin Ngolo. Mulele voyait dans le manque de cadres une cause fondamentale des revers dans la lutte.

Faiblesses dans le domaine de l'organisation

L'absence d'un parti marxiste-léniniste impliquait que la plupart des principes organisationnels, acquis à travers les expériences des révolutionnaires du monde entier, n'étaient pas connus ou suivis au maquis.
Le centralisme démocratique et la ligne de masse sont des principes fondamentaux de l'organisation et de la méthode de travail du parti. Mulele a essayé de les introduire en exigeant chaque mois des rapports détaillés des équipes, qui lui permettent de connaître les actes et les pensées des masses et des partisans. Mais le centralisme démocratique ne peut jouer pleinement qu'à la condition que les cadres aient certaines notions des lois et des théories de la révolution ; ceci leur permet de formuler des idées et des propositions que la direction pourra ensuite centraliser et compléter. Les faiblesses théoriques des cadres à la base et au niveau intermédiaire a rendu, par exemple, impossible la formulation de propositions pour une nouvelle stratégie et de nouvelles tactiques au moment où la pacification commençait à s'imposer, après l'attaque de Kifuza. Un parti d'avant-garde nécessite une direction collective pour parer aux faiblesses et aux erreurs de chaque individu et pour concentrer la sagesse et l'expérience d'un grand nombre de cadres. Le manque de connaissances des autres responsables, avait pour effet que tous se fiaient en dernière instance à l'autorité de Mulele. Mulele essaya d'instaurer un embryon de direction collective en convoquant régulièrement les cadres supérieurs et en organisant de longs échanges de vues avec eux.
Mulele instaura une discipline ferme dans son organisation, mais l'absence d'une vision révolutionnaire d'ensemble étayant cette discipline, la rendait fragile. Le départ de Félix Mukulubundu, un des trois dirigeants qui ont créé le maquis, pour Brazza, a été en fin de compte une décision individuelle, chose impensable dans un parti expérimenté. Le refus de Kandaka de s'incliner devant les décisions de l'échelon supérieur du parti -règle élémentaire de la discipline- a gravement affaibli le mouvement à un moment décisif de son histoire.
Seul un parti d'avant-garde peut réaliser une clandestinité réelle et efficace, basée sur une discipline collective. Mulele avait chargé certains nationalistes à Léo de lui faire parvenir au maquis des produits chimiques. Des actions aussi vitales se traitèrent sur base de relations amicales et non sur base d'une discipline d'organisation. Après quelques semaines, les hommes de Mulele restés à Léo, furent trahis par des amis qu'ils avaient impliqués à la légère dans leur travail clandestin et ils durent prendre la fuite. Il n'existait pas de structure disciplinée à Léo, capable de reprendre les tâches d'un combattant éliminé. Mulele ne reçut jamais les produits chimiques tellement essentiels pour son combat.
Après septembre 1965, certains hauts dirigeants du mouvement ont été arrêtés. Une règle qui ne souffre pas d'exception dans un parti révolutionnaire exige que l'on accepte la mort plutôt que de révéler à l'ennemi des secrets qui peuvent nuire à des camarades et à la révolution. Cette règle n'a pas du tout été respectée par certains dirigeants.
La critique et l'autocritique sont une méthode fondamentale qui permet à tous d'acquérir des nouvelles connaissances et d'éliminer ses propres erreurs et faiblesses. Mulele appliquait de son mieux cette méthode, mais les bases politiques et idéologiques manquaient parmi les cadres. Kafungu a souvent été critiqué par Mulele pour ses punitions exagérées contre des partisans fautifs. Mais comme le disait un cadre de la Direction: 'II aurait été impensable que quelqu'un d'autre critique Kafungu, il n'écoutait que Pierre.'

Erreurs politiques

L'absence d'un parti marxiste-léniniste entraîna aussi plusieurs erreurs politiques au cours de l'insurrection. Pour que la révolution triomphe, il faut qu'elle vise avec précision les ennemis principaux du peuple et qu'elle élimine, avant tout, les réactionnaires qui ont commis le plus de crimes. Elargir la cible de la lutte aura immanquablement des répercussions sur les classes intermédiaires qui hésiteront à rejoindre la révolution et qui seront plus réceptives aux intoxications de l'ennemi.
Dans ses enseignements, Mulele a défini en termes de classe les ennemis principaux et il a affirmé qu'il faut tuer uniquement les vrais coupables . Mais dans la pratique, à la base, cette ligne de classe était souvent effacée par des influences traditionnelles et surtout par l'individualisme et le clanisme.
Dans un rapport du 4 mai 1964 de l'Equipe n° 931, signé par Mupaya et Nzalankisi, nous trouvons un exemple typique de la façon de traiter des contradictions au sein du peuple comme s'il s'agissait de contradictions avec l'ennemi. 'Le 10 mars 1964, rassemblement de 46 équipes à Ingungu-Kapia en vue de la guerre d'Idiofa. Nous sommes arrivés à ce village à 9h du soir. Nous étions environ 1.500 partisans. Mais le camarade Nkwana a changé d'idée sur la reprise du combat à Idiofa. Pour lui, avant tout, il fallait d'abord détruire les villages de Musanga, Elome, Intsungu-Edzimi, parce qu'ils nous font un grand scandale car chaque fois que. nous préparons notre affaire ou que nous tenons une réunion, d'aucuns parmi ces villages partent vite vite nous dénoncer à l'ennemi. Alors il est bon que nous brûlions d'abord leurs maisons et qu'ils se réfugient en forêt comme les autres villages. Tous les camarades acceptaient cette proposition. Nous avons envoyé alors des partisans: 500 à Elomo, 500 à Intsungu-Edzimi et 500 à Idiofa-village. Nous de Leo-Lemba, nous sommes allés à Elomo. Il n'y pas eu beaucoup de problèmes à Elomo parce qu'ils avaient tous peur. (...) Nous observons maintenant que les gens d'Elomo ne cultivent pas, n'entrent pas non plus en forêt comme les autres villages. Ils cherchent à reconstruire leur maison. Alors nous sommes là à nous demander ce qu'il faut encore faire avec des camarades pareils?[1]'

On remarque à quel point l'esprit 'collectif est profondément ancré dans la société traditionnelle: la punition est infligée à la collectivité du clan ou du village dans lequel quelques individus ont commis des fautes. La naïveté avec laquelle l'exploit est rapporté et la manière désabusée avec laquelle les auteurs demandent conseil, est une indication montrant que la présence d'un cadre formé à la Direction générale aurait suffi pour éviter ce genre d'erreurs de ligne.
Quand des populations rurales, opprimées depuis d'innombrables années, secouent leur joug et entrent dans la révolution, elles développent les opinions les plus confuses sur l'identité des ennemis du peuple et sur les méthodes pour élargir les rangs de la révolution. Ceci se dégage clairement du rapport suivant daté du 20 mai 64 et signé par Sylvain Balula de l'Equipe n° 132 de Ntambu Kimvuka, parlant de la situation dans le secteur Nkara: 'Les 21 villages ne veulent pas entrer dans la révolution. Ils ne' veulent pas écouter les enseignements de la révolution. Responsable de cette affaire: Rémy Ndambila. Car, lorsqu'il est venu saccager notre secteur Nkara, ils n'ont fait que prendre les articles des magasins et détruire ceux-ci au lieu d'enseigner la révolution aux villageois voisins ou former une seule équipe là-bas. Donc il s'en est allé sans rien laisser. Les villageois refusent totalement nos enseignements de la révolution et ne veulent pas du tout voir les partisans parce qu'ils sont à la fois craintifs et furieux du fait que les partisans ont tout saccagé. Mais nous faisons tout pour leur transmettre les enseignements de la révolution[2]' Rémy Ndambila était un des premiers partisans arrivés en août 1963 chez Mulele. Il est possible que le rapport soit inexact en ce qui le concerne. Mais le texte montre la grande difficulté d'encadrer efficacement les masses soulevées. L'inexistence d'un parti d'avant-garde rendait ce genre d'erreurs de ligne inévitable.
Pour que la révolution triomphe, il faut que ses partisans aient une vision claire de ses buts. Ceci nécessite une certaine compréhension de la conception matérialiste de l'histoire. Au niveau de la base et des cadres intermédiaires, peu de combattants concevaient que le but essentiel de la révolution était de développer les forces productives, d'augmenter les moyens matériels et les biens spirituels de la société en créant une industrie et une agriculture nationale moderne aux mains du peuple travailleur congolais. Voici un extrait du compte rendu d'une réunion importante à Ngoso, tenue le 25 et 26 mai 1964: 'Je donne des *leçons politiques* à Musenge Munene. Le commissaire politique de là-bas me dit de jeter l'argent et les habits parce que beaucoup d'autres choses vont arriver nombreuses de Moscou. Que dois-je répondre à ces gens?[3]'
Au début de la révolution, la tendance à brûler l'argent se répandit assez largement. Un rapport de l'équipe n° 517 du camp Léo-Bandal accuse plusieurs partisans d'avoir détruit des médicaments et d'autres biens à l'Ineac. 'Comment mes partisans peuvent-ils encore faire des choses pareilles?' demande Kahila le chef militaire de l'équipe n° 517[4].
Les dirigeants ont donné d'innombrables directives pour protéger les biens, les machines, les instruments de travail. Dans une réponse à l'Equipe n° 497 de Lukwila, le chef de bureau de la région Kahemba-Kilembe, Mupemba, note le 7 juin 1964: 'Concernant les camions, réparez-les et gardez-les en bonne place[5].'

Faiblesses idéologiques

L'absence d'un parti marxiste-léniniste rendit aussi plus difficile la lutte systématique contre la persistance parmi les masses de conceptions idéologiques traditionnelles et réactionnaires. Jusqu'aux années 20, le développement des forces productives était extrêmement faible et sur une grande partie du territoire congolais, la différenciation de la société en classes opposées avait à peine commencé. A ce stade du développement correspondaient les rapports sociaux et les conceptions idéologiques du clanisme et du tribalisme. L'impérialisme a développé les forces productives modernes, tout en prenant soin de maintenir les rapports politiques et les conceptions idéologiques réactionnaires qui favorisaient sa domination. La direction muleliste eut à mener un combat incessant contre l'individualisme outrancier. A une réunion de responsables de 30 équipes à Ngoso, Désiré Nkwana, le responsable de la sous-direction Idiofa, proposa que chaque équipe envoie quelques partisans chez lui pour y recevoir une formation. Dans le compte-rendu de la réunion, nous lisons:
'Nkwana: Chez vous, beaucoup d'équipes se trouvent en régime capitaliste, c'est-à-dire: pas d'entente, comme entre les Flamands. Nous demandons et appelons ces gens-là (quelques partisans) pour voir et vérifier de leurs deux yeux comment travaille notre équipe (...)
'Le camarade Lamputu renchérit: Nous refusons d'envoyer des partisans au camarade Nkwana.
'Bowengi L. : Nkwana fait bien. Ainsi il y aura de l'entente entre toutes les équipes[6].'
Les sous-directions ou les équipes se trouvant dans une position centrale, avaient parfois des difficultés à imposer leur autorité aux équipes de la région, jalouses de leur autonomie.
Le rapport de l'Equipe n°771 du 30 mai 1964 indique que le chef s'est rendu dans 6 villages 'pour appeler les chefs de toutes ces équipes à partir au combat à Kingandu et Kisunzu, mais ils n'ont pas voulu venir[7].'
D'innombrables conflits se produisirent au début du mouvement entre des personnes qui espéraient s'octroyer la fonction de chef d'équipe. Un exemple : 'Voilà ! Maintenant cet homme est arrivé dans mon camp. De sa propre volonté, il a pris une bonne partie de mes partisans et il a fui avec eux[8].'
Le localisme, la tendance à ne pas voir plus loin que son propre village, nuisait aussi au progrès du mouvement.

Un chef d'équipe se plaint qu'un autre chef est venu lui rafler 40 partisans pour former 'son' équipe dans 'son' village[9].
La société traditionnelle avait vu de nombreux conflits violents entre clans, entre villages, entre tribus, au cours desquels les destructions, les cruautés et les pillages étaient de règle. Ces tendances destructrices couvaient toujours et on les vit s'enflammer à certains endroits pendant la révolution. Un rapport de l'Equipe n° 978, daté du 4 mai 1964 traite d'un cas pareil. 'J'accuse le commissaire Bukasa Léon de l'équipe Ephem n°79 à Ngashi II parce qu'il a détruit notre bivouac et pour cause? Nous ne savons pas. Il avait ordonné de frapper nos partisans. Ils ont blessé un des nôtres. Ils ont arrêté des mamans de village pour aller coucher avec elles au bivouac. Ils ont également pillé leurs maisons[10].'
L'idéologie tribaliste a aussi exercé son influence nuisible dans les rangs révolutionnaires. Kandaka essayant de dresser 'ses' Bapende contre le Mumbunda Mulele, en donne l'exemple le plus dramatique. Un incident comme il en arrivait assez couramment, opposait un chef d'équipe, probablement d'origine songe, à des responsables mbunda. Il note dans son rapport:
'Voici ce que font les dirigeants. Je leur donne des conseils, mais eux disent qu'ils ne doivent pas m'écouter parce qu'ils sont des frères de Pierre. (...) Pour en finir, il serait bon de nous dire que tous les dirigeants sont vos frères.'[11]

La désertion des intellectuels congolais

Le manque de cadres capables d'assimiler la science du marxisme-léninisme et d'analyser l'ensemble des phénomènes de la révolution, constitua la faiblesse essentielle du mouvement muleliste.
Les masses étaient disponibles et prêtes à tous les sacrifices, mais elles manquaient de cadres politiques capables de les former et de les organiser afin de faire jouer pleinement leur force potentielle.
Rares sont les révolutions de notre siècle qui ont vu une participation populaire aussi large et une trahison aussi criante de la part des intellectuels qui se réclamaient de la cause nationaliste. Les intellectuels congolais ont doublement manqué à leur responsabilité devant l'histoire: ils ont été incapables d'assimiler réellement les enseignements du marxisme-léninisme et ils ont refusé de se lier au peuple au moment où il montait à l'assaut des bastions du néocolonialisme.
En 1964, l'Union générale des étudiants congolais, qui se plaisait à rappeler qu'elle constituait l'avant-garde du peuple, exprimait en fait les intérêts et les positions de la bourgeoisie nationale, classe impuissante mais bavarde, tenaillée entre l'impérialisme et les masses populaires. Cette classe se méfiait du pouvoir absolu du capital étranger, mais elle méprisait les ouvriers et les paysans incultes.
Le Comité exécutif de l'UGEC publia le 27 mai 1964 un manifeste par lequel il exprimait avec noblesse sa crainte de voir les 'convulsions internes' qu'il contemplait déjà au Kwilu, gagner le reste du pays.
'Ce phénomène peut revêtir le caractère d'une révolution généralisée qui entraînerait des dégâts énormes, des tueries déplorables, soit, d'une part pour mater la révolution, soit, d'autre part, pour la faire triompher d'une manière contrôlée, organisée et réfléchie, ce qui ferait certainement défaut; ce serait alors une jacquerie dont point n'est besoin de décrire les conséquences[12].'
Jadis, Mao Zedong s'était amplement moqué des 'révolutionnaires' qui veulent bien permettre aux paysans incultes, opprimés, affamés et persécutés de lutter contre leurs tyrans, pourvu qu'ils le fassent avec élégance, tranquillité et délicatesse. Les dirigeants de l'UGEC avaient lu Mao et son 'Rapport d'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan' mais sa position fondamentale leur était complètement étrangère. Au lieu de se faire les élèves des masses héroïques du Kwilu, ils se tournèrent vers le Chef de l'Etat pour l'implorer afin qu'il 'se mette du côté du peuple'. Après quoi ils se perdirent dans un bavardage sans fin sur 'un gouvernement de Salut Public' dont apparemment ils espéraient faire partie[13].
Pendant toute la période de la révolution populaire, les dirigeants de l'UGEC s'en sont tenus à cette position hypocrite de soutien critique à certaines fractions de la bourgeoisie pro-impérialiste et d'hostilité au peuple insurgé, le tout enrobé dans la devise Tout pour le peuple et sa révolution'.
Cet art de la duplicité atteignit la perfection lors du IIIème Congrès de l'UGEC qui s'est tenu du 8 au 16 octobre 1966 au moment où Mulele continuait à se battre dans des circonstances fort précaires. Le congrès discourut abondamment sur 'la rigueur scientifique du matérialisme historique tel qu'il a été conçu et élaboré par Marx et Engels, vérifié et enrichi par Lénine, Staline et Mao Tsétoung à la lumière de la pratique révolutionnaire[14].' Mais le marxisme-léninisme que l'UGEC prônait était détourné, dénaturé, castré. Le verbiage marxiste-léniniste servait à attaquer avec perfidie la révolution muleliste et à glorifier lâchement le mobutisme.
Le président de l'UGEC, André N'Kanza-dolumingu énuméra les fléaux qui s'étaient abattus sur le pays: 'Le Congo a connu en l'espace de cinq ans la rébellion, la politicaille, l'insouciance des dirigeants envers les larges masses[15].' Il voyait dans le mouvement muleliste 'une manière violente, anarchique et romantique' de s'opposer au néocolonialisme et il se défendit avec hauteur d'avoir jamais apporté 'un soutien déguisé à la rébellion[16].'
Après avoir nié ainsi d'un ton académique le rôle fondamental des masses ouvrières et paysannes dans la révolution, N'Kanza-dolumingu décréta que les étudiants congolais constituaient 'la seule couche capable de

saisir le sens de l'histoire et de comprendre les véritables intérêts de nos peuples'[17]. Cette capacité extraordinaire de 'saisir le sens de l'histoire' s'exprima de manière criante dans le soutien de N'Kanza-dolumingu à 'l'engagement solennel pris par le général Mobutu et le haut commandement militaire dans leur proclamation du 24 novembre 1965'[18]. Or, cette proclamation est une pièce d'anthologie de la littérature que concocte la CIA à l'intention de ses agents qui s'apprêtent à couvrir la dictature militaire de paroles mielleuses.
L'idéologie bourgeoise de l'UGEC, à peine voilée par quelques souvenirs marxistes, s'exprima le mieux dans sa conception de l'Etat. L'Etat de Mobutu a été façonné dans le feu et le sang au cours de la guerre contre-révolutionnaire, menée à l'aide de mercenaires et d'officiers étrangers, contre le peuple insurgé. L'UGEC présentait cet Etat comme une force neutre, capable d'orienter le développement économique du Congo dans la direction du socialisme[19].

Une lettre de Mulele sur le Parti

Plusieurs commandants se rappelent que Mulele et Bengila leur parlaient de la nécessité de créer un Parti des Travailleurs, mais la question était essentiellement discutée par les deux principaux dirigeants. Le 3 août 1966, Mulele signa une lettre destinée à ses amis de Brazza,où il abordait la question du Parti.

Camarades,
Je saisis la présente occasion pour vous demander ce qui suit en ce qui concerne l'avenir de notre pays.
L'époque que nous traversons exige une forte unité de toutes les forces vives de la Nation pour la bonne continuation de la lutte révolutionnaire.
A mon avis, cette unité ne pourra se créer que lorsque les natifs de ce pays, ayant les mêmes visées, sauront se grouper dans un mouvement capable d'exprimer leurs pensées.
C'est pourquoi je vous prie de lancer un appel à l'unité à tous les camarades qui sont avec vous, afin de créer un Parti révolutionnaire avancé, au sein duquel tous les révolutionnaires du Congo seront regroupés.
Pour ce faire, je vous demande d'oublier vos querelles stériles dupasse, de bannir l'esprit de séparatisme et de construire l'avenir. Dans le cas où vous seriez dans l'impossibilité de créer un Parti avancé comme telj un Front unissant tous nos partis progressistes pourra être envisagé.
Qu'il s'agisse d'un Parti ou d'un Front, l'union devra reposer sur une doctrine de base conséquente (conforme) à la ligne générale de la Révolution sur toute l'étendue du territoire congolais.
L'intérêt général de la Nation doit se placer au-dessus de toute ambition personnelle et c'est la raison pour laquelle notre lutte ne s'est appuyée sur aucun des Partis déjà existants, tels que le PSA, MNC-L, Abako, etc... Cela s'est fait à juste titre pour éviter de localiser notre mouvement révolutionnaire ainsi que (pour éviter) la méfiance des autres partis progressistes qui se verraient alors en dehors de la scène.
Après que vous aurez créé un Parti révolutionnaire avancé ou un Front, vous voudrez bien nous envoyer, ainsi qu'à la section de l'Est, les documents, pour en faire la propagande ici à l'intérieur du pays.
Mais si tout cela s'avérait difficile de votre part, veuillez me le dire et nous pourrions alors nous en occuper en vos lieux et place.
J'insiste sur l'unité de tous, sans laquelle rien de constructif ne se réalisera et (sans laquelle) encore aucun appui sérieux ne vous sera donné de la part des autres révolutionnaires du monde[20].

Cette lettre montre que Mulele ne s'est jamais considéré comme le dirigeant d'un maquis régional, mais comme un responsable du mouvement révolutionnaire qui se déroulait sur l'ensemble du territoire national. Elle réfute aussi les nombreux bruits, entretenus intentionnellement, sur une prétendue 'hostilité' de Mulele à l'égard de la révolution à l'Est.
Mulele énonce en outre deux principes fondamentaux de son action : il faut maintenir l'unité de tous les nationalistes et il faut s'en tenir à une doctrine révolutionnaire conséquente.
Dans le texte, on lit une critique implicite à l'adresse de Gbenye et d'autres qui agitent le drapeau du MNC-L ou d'un parti quelconque pour réaliser des ambitions personnelles. Pour Mulele, le temps du MNC-L, du PSA et de VAbako est définitivement révolu et il s'agit désormais de concentrer les efforts des révolutionnaires de tout le Congo sur la création d'un parti d'avant-garde.
Enfin, on remarquera le souci d'obtenir l'aide des révolutionnaires du monde entier pour appuyer les efforts du peuple congolais.

L'analyse de Thomas Mukwidi

Au même moment, l'ami de Pierre Mulele, Thomas Mukwidi, rédigeait à Brazza un document sur l'édification d'un parti d'avant-garde, publié le 3 octobre 1966 sous le titre *L'An 3 de la Révolution Congolaise*. Dans un esprit d'autocritique qu'on ne retrouve que fort rarement parmi les nationalistes congolais, Mukwidi fait le bilan de

l'expérience de la lutte.
La première faiblesse que Mukwidi analyse se rapporte à l'action entreprise par ses propres combattants dans la province du Lac Léopold II et à l'activité de propagande, menée à l'extérieur du pays.
'La première cause fondamentale des revers successifs que nous avons connus, réside dans le fait que nous n'avons pas suffisamment mobilisé et organisé le Peuple. L'ennemi étant mieux organisé que nous et bénéficiant d'un appui considérable des impérialistes sur tous les plans, seul notre pouvoir d'organisation et de mobilisation du Peuple nous permettra de changer le rapport des forces entre l'ennemi et nous. Nous devons considérer la mobilisation et l'organisation des forces populaires comme étant l'unique garantie de notre victoire. (...) Avant la rédaction d'un programme et l'élaboration d'un mot d'ordre, nous devons d'abord aller aux côtés de la masse, vivre avec elle et lutter à côté d'elle afin de connaître ses problèmes, ses difficultés, ses revendications et de procéder à une enquête sérieuse sur sa vie. Ce n'est qu'après ce travail que nous pourrons élaborer un programme et lancer des mots d'ordre qui traduisent les réalités objectives de notre pays et les aspirations profondes de notre Peuple.'
Lorsqu'il traite de la *deuxième* faiblesse, Mukwidi rejoint l'opinion de Mulele.
'La deuxième cause fondamentale de nos revers est le manque d'un noyau de direction et d'une organisation unie et homogène, véritable avant-garde de notre lutte libératrice, ayant un dévouement total à la cause de la révolution et sincèrement attaché aux intérêts du peuple. Il est donc grand temps de penser à la fondation d'un tel parti et d'un tel noyau. Les conditions de ce noyau et de ce parti doivent être :
- une unité et une identité politique complètes sur la libération de Peuple congolais par la voie de la lutte armée comme forme principale de cette lutte. Ce noyau ne doit pas se servir d'un langage anti-impérialiste pour s'enrichir et satisfaire des ambitions personnelles égoïstes et démesurées, source permanente de nos querelles et luttes intestines;
- une discipline stricte et rigoureuse. Le noyau doit être foncièrement révolutionnaire composé d'éléments sérieux, conscients, capables de lier la théorie révolutionnaire à la pratique et les paroles aux actes. Par discipline, s'entend la transformation radicale et la fidélité entière à la cause de la révolution;
- ce noyau doit avoir comme tâche la fondation d'un Parti d'avant-garde ayant une stricte discipline et une vocation authentiquement révolutionnaire.
La fondation de ce Parti ne doit nullement être le fruit de l'imagination d'un individu, mais le résultat d'un travail objectif. C'est dire qu'un pareil Parti doit être constitué sur la base de la masse, c'est-à-dire dans l'intérieur du pays et au cours de la pratique révolutionnaire. Ce n'est pas au cours d'un tourisme révolutionnaire ni en exil à des milliers de kilomètres de son pays, en dehors de toute réalité objective, qu'on fonde un Parti d'avant-garde.'
En *troisième* lieu, Mukwidi formule une autocritique courageuse qui ne sera reprise en compte que par fort peu de nationalistes exilés. Mulele partageait cette critique du comportement des cadres à l'extérieur, ce qui l'a poussé finalement à descendre sur Brazzaville pour les ramener au maquis.
'Le problème des cadres, écrit Mukwidi, qui s'est posé d'une manière aiguë, constitue la troisième cause fondamentale de notre échec provisoire. Cela nous impose l'obligation de considérer le problème des cadres comme l'une des conditions importantes du développement et du succès de la révolution. (...) Nous nous entêtons à faire le tourisme révolutionnaire en parcourant toutes les capitales du monde. Le triomphe de la révolution repose entièrement sur un travail pratique des cadres dans l'intérieur du pays en mobilisant et en organisant le peuple.'
Mukwidi critique en *quatrième* lieu une erreur stratégique provenant d'une interprétation superficielle et fausse de l'expérience chinoise.
'Il est important d'accorder une importance à la mobilisation et à l'organisation des masses dans les villes. Pour nous permettre de développer un grand mouvement de masses et de fonder un système d'organisation politique en ville et dans les régions occupées par l'ennemi, il importe d'apporter une très sérieuse attention aux organisations des ouvriers et des étudiants qui constituent des avant-gardes de la lutte des masses en ville (...). Ce problème n'ayant pas fait l'objet d'un examen attentif de notre part, peut être considéré comme la quatrième cause fondamentale de nos revers, car les expériences historiques et révolutionnaires des autres peuples ont démontré d'une façon très convaincante qu'une lutte armée qui n'est pas soutenue et combinée avec la lutte politique en ville et dans les régions occupées par l'ennemi est appelée normalement à échouer.'
Le *cinquième* point développé par Mukwidi concorde avec l'enseignement constant de Mulele au maquis du Kwilu.'Nous rencontrons encore dans nos rangs beaucoup de camarades qui ont une foi aveugle en l'aide extérieure et la considèrent même comme une condition impérative de la victoire de notre révolution. Voilà où réside la cinquième cause fondamentale de nos erreurs. Bien qu'il soit vrai que les pays socialistes ont le devoir internationaliste d'aider tout peuple qui lutte pour sa libération, nous devons cependant savoir que la révolution et la libération d'un pays ont toujours été l'œuvre du peuple de ce pays et non d'un peuple étranger. La révolution n'est ni à importer, ni à exporter.
'Notre attitude envers l'aide extérieure est que nous exprimerons toute notre reconnaissance à tout pays ami qui nous l'offre. Mais elle doit être considérée comme un appoint secondaire et comme étant limitée. Aussi, tout en recevant cette aide, devons-nous maintenir fermement une haute vigilance et garder notre indépendance.

Le sixième point analysé par Mukwidi renvoie à une conception bourgeoise profondément ancrée dans les milieux nationalistes: on œuvre dans l'espoir de devenir rapidement ministre et on se dérobe devant le long et dur travail révolutionnaire parmi les masses qui, seul, peut créer les bases pour l'avènement d'un authentique gouvernement révolutionnaire.
'La positions stratégique du Congo - au cœur même de l'Afrique - est une question de vie ou de mort pour les impérialistes. Les immenses richesses naturelles et le potentiel économique du Congo en général, n'ont pas attiré les intérêts d'une seule puissance impérialiste, mais de toute une coalition, les USA, la Belgique, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, etc. (...) Il n'est pas possible pour nous de remporter une victoire facile et rapide. Il est important que nous ayions un point de vue clair sur ce problème, sinon nous risquons de tomber dans des erreurs stratégiques et tactiques lourdes de conséquences. Nous ne pouvons pas allumer un simple feu de paille. Les impérialistes et les réactionnaires doivent être comparés à de grandes montagnes qu'il n'est pas possible de renverser en un jour.
'Nous devons, dès lors, nous opposer avec résolution à tout esprit d'impatience et d'opportunisme aveugle et béat qui se manifeste chez certains de nos camarades qui, assoiffés de pouvoir et poussés par des mobiles incompatibles avec les intérêts de la révolution, rêvent d'une victoire facile et rapide. D'où l'aventurisme et l'esprit de putschisme qui ont causé des pertes irréparables à la révolution et démobilisé la conscience révolutionnaire de beaucoup de combattants.'

Notes

1. ARCHIVES DE WEISS, 4353, Rapport du 4 mai 1964, Equipe n° 931, camp
Léo-Lemba. 1. ARCHIVES DE WEISS, 4265, Rapport du 20mai 1964, Equipe n° 132, camp
NTAMBU.
3. ARCHIVES DE WEISS, 5080, Compte Rendu Réunion à NGOSO du 25-26-5-64.
4. ARCHIVES DE WEISS, 3165, Rapport sur INEAG, Equipe 517, camp Léo-Bandal, 29-5-64.
5. ARCHIVES DE WEISS, 2177, Rapport mai 1964, Equipe 497, Léo-Kalina, 7-6-64.
6. ARCHIVES DE WEISS, 5080, Compte Rendu Réunion à Ngoso du 25-26-5-64. 1. ARCHIVES DE WEISS, 3433, Rapport du 30 mai 1964, Equipe n° 907, camp BUMBANA.
8. ARCHIVES DE WEISS, 3696, Rapport du 18 juin 1964, Village KITAMBWE.
9. ARCHIVES DE WEISS, 3781, Rapport du 4 juin 1964, Equipe camp Lubia-bourg.
10. ARCHIVES DE WEISS, 255-1280 T, Rapport du 4 mai 1964, Equipe n° 978, Ngasi-Munene.
11. ARCHIVES DE WEISS, 4290-4291, Rapport équipe Matadi, 20mai 1964.
12. Remarques Congolaises, 1964, p. 377-383.
13. ibid.
14. Etudes Congolaises, septembre-décembre, p. 37.
15. Ibid., p. 47.
16. Ibid., p. 53.
17. Ibid., p. 51.
18. Ibid.,-p. 43.
19. Ibid.,p. 83.
20. ARCHIVES DE L'AUTEUR.

XX. Le déclin du mouvement révolutionnaire

L'attaque de l'ANC contre la Direction générale, le 9 juin 1965 à Kifuza, marqua le tournant du mouvement révolutionnaire. Celui-ci s'engagea désormais dans un mouvement déclinant qui s'accentua lentement mais inexorablement, sans que la Direction réussisse à prendre des décisions stratégiques susceptibles de redresser la situation. Le 19 mars 1966, une nouvelle attaque meurtrière de l'ANC, dispersa les forces de la Direction générale qui se trouva dès lors dans l'impossibilité de diriger l'ensemble du mouvement.

Un texte de Pierre Mulele

Pierre Mulele a mis sur papier, à l'intention des partisans, les réflexions que lui inspirait l'attaque de Kifuza:

'Situation depuis l'opération Kifuza, 19 juin 1965.
Notre force offensive: Dans le domaine politique, notre force a diminué, tant à l'intérieur du pays que dans l'arène internationale. Dans le domaine militaire, nous n'avons pas su mener de combats décisifs dû à notre faiblesse, qui, à son tour est causée par un manque de dirigeants doués et un manque d'organisation avec comme conséquence l'indiscipline (la discipline est presque nulle).
La force offensive de l'ennemi: Dans le domaine politique, elle est grande grâce à la supériorité sur le plan matériel; ils achètent les gens par des cadeaux ou les soumettent par la force. Leur force dans le domaine militaire est très grande.
Quelle est la situation des masses chez les ennemis? Elles ont certains articles, certains moyens, un peu d'argent. Il n'y a pas de liberté; elles connaissent des exactions, des humiliations et des charges diverses.
Que désirent les masses? Elles exigent aussi bien de nous que des ennemis: la force, la discipline, le respect. Nous désirons voir la masse participer à la révolution par la raison, tandis que les ennemis, eux, veulent voir les masses renoncer à la révolution par la force.
Analyser:
Dans quelle époque opérons-nous à l'intérieur et à l'extérieur?
Quels sont à l'heure actuelle nos véritables ennemis?
Notre tactique sur le plan militaire est-elle juste?
Il faut indiquer les causes et les raisons de la suppression des partis politiques dans le pays.
Nos bases sont inférieures aux régions qui se trouvent sous l'autorité de la clique de Mobutu. Notre base est devenue instable; nous n'avons plus nos différentes unités en main puisque nous sommes isolés les uns des autres.
Il est vrai que notre politique a été et est basée sur la vérité et le bon droit. Les masses ont compris d'ailleurs pourquoi elles devaient participer à la révolution. Mais certaines erreurs ont été commises en ce qui concerne le rapport avec les masses. C'est sur ces erreurs que les ennemis ont basé leur politique pour casser le rapport qui existait entre les partisans et les masses populaires. A part ces erreurs, les ennemis utilisent la force envers les révolutionnaires arrêtés en les assassinant et en les mutilant en public pour effrayer l'ensemble des masses afin de casser par la force le rapport existant entre partisans et masses. Ainsi, ils veulent réussir à établir le blocus sur le ravitaillement des partisans.
Fait par lui-même, Mulele Pierre, Direction générale, Isulu-Matende, secteur Lukamba[1].'

La pacification rampante

La 'pacification' n'arriva que fort lentement à s'emparer des villageois. En août 1965, les habitants de Bulumbu, Impanga, Nienkongo et Mwi-lambongo sortirent du maquis. Les armes les plus meurtrières dont l'ANC s'était servie pour chasser ces populations de la foret avaient pour nom famine et maladie.
'Aucun champ n'a été fait en 1964 et les feux de brousse viennent de détruire beaucoup de ce qui restait des anciens champs de manioc (...) On voit beaucoup de personnes, enfants surtout, au teint et à la chevelure jaunâtres: c'est le *mbwaki*, cette forme d'anémie au stade final (...) Les instituteurs de deux villages, qui comptaient avant environ 2.000 habitants chacun, ont pris la peine d'inscrire les noms des morts dans des cahiers: depuis un an, on y compte respectivement plus de 300 décès et 350 décès[2].'
Une trentaine de kilomètres seulement séparent Mwilambongo du centre d'Idiofa. En août 1965, la route n'était toujours qu'une longue litanie de fosses profondes. Au cours de ce mois, une équipe de cantonniers dirigée par un administrateur territorial et protégée par un petit contingent de soldats, lui rendit son aspect prosaïque de voie praticable. 'La progression de l'équipe se fit très lentement sous les huées et les injures des centaines de villageois massés sur les collines bordant la route[3].'

Au nord de la zone libérée, il fallut attendre janvier 1966 avant que les premiers villages au sud des missions de Mateko et de Mutoy acceptent de se rendre aux militaires[4].
Pour donner à sa dignité présidentielle récemment usurpée des racines profondes dans l'authenticité, Mobutu renoua avec une grande tradition léopoldienne : il rétablit à une large échelle la coutume consistant à couper mains ou bras aux 'rebelles' capturés.
L'armée mobutiste s'était déjà rendue coupable de ces actes de barbarie dès le début de son intervention. Pierre Malumalu, le chef de l'Equipe n° 652 notait le 5 mai 1964: 'Un partisan de l'équipe du village a été tué. Ils lui avaient coupé les bras[5].' Mais ces horreurs se généralisèrent avec la pacification triomphante. M. Daniel Monguya, qui était en 1966 vice-gouverneur de la province de Bandundu, nous déclara: 'Au camp militaire, situé vers la plaine d'aviation, régnait le colonel Monzimba, un homme sanguinaire qui appelait ce camp 'La boucherie nationale de Kikwit'. On y coupait les mains et les bras à un grand nombre de rebelles. Les autorités n'avaient rien à dire contre les militaires qui se comportaient comme de vrais chacals. On enterrait les gens vivants. Cela suscitait une telle panique parmi les rebelles que ceux-ci préféraient poursuivre le combat -surtout les intellectuels qui étaient les plus visés par la répression[6]'.
Dans son livre, il écrit: '(Le colonel Monzimba) a d'ailleurs sans doute battu le record dans l'extermination brutale des rebelles. Il n'y a pas eu moins de trois mille assassinats sous ses ordres à la boucherie nationale de Kikwit[7]'.
Un cadre muleliste qui a survécu à la pacification témoigne: 'J'ai pu être sauvé grâce aux bons rapports que j'entretenais avec certains missionnaires. Ils ont mené des négociations avec les militaires pendant plus d'un mois; ils ont obtenu des garanties pour moi. C'était un jeu très risqué. Juste auparavant, 40 partisans de l'équipe de Imbongo avaient été cruellement achevés par les militaires.'

Une résistance dispersée mais tenace

De juillet 1965 à avril 1966, les différentes sous-directions et équipes maintenaient une capacité militaire certaine, quoique décroissante.
Fin octobre 1965, le secrétaire général de Caritas-Congo, le jésuite Cauwe, n'osait se risquer dans la région d'Idiofa: 'Les rebelles avaient de nouveau creusé des pièges sur la route Kikwit-Idiofa et un véhicule était tombé dans un piège; selon les dires, le préfet de la région, qui se trouvait dans l'auto, aurait été blessé. En même temps, on signalait l'incendie d'un camp de travailleurs d'une huilerie (Obala) où on venait justement de décider de reprendre le travail[8].'
Après avoir mis le feu à leurs baraques, ces travailleurs 'pacifiés' de cette huilerie d'Obala reprenaient le maquis...
La famine et le dénuement qui poussaient les hommes à sortir de la forêt, ne contribuaient guère à nourrir dans leurs cœurs de tendres sentiments envers le néocolonialisme. Comme le disait laconiquement l'abbé Tara à la Sûreté: 'La masse qui sort par suite des difficultés, voyez-vous, demeure endoctrinée[9].'
Les militaires veillaient, d'un air ennuyé, sur leurs nouveaux protégés, parqués à la mode américaine à portée de fusil. Cette vie monotone pouvait heureusement être égayée par quelques petites tueries. Les soldats ne s'en privaient jamais 'lorsqu'ils découvraient que les villageois continuaient à renseigner et à nourrir les partisans, leur faisant parvenir, entre autres, les vivres et les médicaments distribués par l'Armée ou par l'Administration[10].'
En janvier 1966, des partisans lancèrent des attaques contre des soldats et des collaborateurs à Laba, Lungu, Mukoko et Tomote.
Dans un de ses rares moments de lucidité, l'agence catholique entrevit une des raisons profondes pour laquelle les masses, malgré la famine et la maladie, malgré le manque total d'armes modernes face à une puissance de feu terrifiante, persistaient avec obstination dans la voie de la révolution. L'agence écrit ceci: 'Parmi les jeunes gens, les premiers à quitter les rangs des partisans sont les étudiants; c'est qu'ils se rendent compte, entre autres raisons, qu'ils gâchent quelque chose d'important pour l'avenir: la poursuite de leurs études. Les plus fanatiques sont ceux qui semblent n'avoir rien à perdre: la masse des jeunes 'chômeurs', toute une jeunesse qui n'a plus d'espoir de faire des études ou de trouver une situation correspondant à ses aspirations. D'une certaine façon, les mois qu'ils viennent de vivre sont les plus beaux de leur vie, ceux durant lesquels ils jouaient un rôle, où ils étaient indispensables pour construire un monde nouveau. S'ils sortent de la rébellion, quelle place retrouveront-ils dans une société qui n'a rien prévu pour eux qui soit à la mesure de leur fierté d'homme? Qu'ils sortent et les voici de nouveau mal considérés, destinés à vivre à l'ombre, aux crochets de parvenus. Sortir de la rébellion! mais c'est perdre ce à quoi ils sont sensibles par-dessus tout : ce besoin de forcer le droit à la considération.
'Si l'on veut se mettre à leur place, considérer leurs aspirations, on ne s'étonne plus des lenteurs de la régression de la rébellion (...) Il faut reconnaître que les raisons de faire une révolution subsistent comme avant la révolte armée[11].'

L'ANC établit de façon progressive, de nouvelles têtes de pont en zone libérée; mais il arrivait que les villageois refusaient de se livrer aux militaires, cherchaient refuge plus profondément dans la forêt.

Dans la région Kilembe-Ngudi, les militaires réussirent à prendre pied à Kilembe-Etat et à Kitombe et Kipola. Fin janvier 1966, le rencensement dénombrait 8.172 personnes dans ce territoire muleliste. Nous lisons dans le rapport du Groupement de Kilembe: 'Les vivres se trouvent facilement dans toutes les régions. Les champs continuent et les *Agri* (responsables Agriculture) continuent à surveiller ces travaux. Les gens qui se trouvaient près de l'ennemi sont venus maintenant se joindre à nous. Pour eux, le bureau est arrangé ainsi que la poste et le marché pour nous entraider en ce qui concerne la nourriture en général[12].'
Une équipe note dans son rapport du 31 janvier 1966, adressé à cette Direction régionale de Kilembe-Ngudi: 'Durant ce mois, j'ai dispersé les représentants et plusieurs instructeurs pour circuler dans tous les villages pour enseigner et donner (des *leçons politiques*) aux gens, pour que l'on suive ce que nous faisons. Tous les villageois les écoutent docilement et ils continuent leur travail en toute quiétude (...)
'Aucun partisan n'est parti chez les ennemis. Mais d'autres sont au village à cause de trop de souffrance, la maladie est grande dans les villages. Mais pour la nourriture, on mange bien comme il faut. Il n'y a que le camarade Crispin Mwandu qui s'est enfui pour entrer dans la mauvaise politique des *milis* (de l'ANC). J'ai envoyé des gens P.M. pour l'arrêter et il est arrêté. Donc son exécution s'est faite devant tout le monde pour qu'on sache que nous ne sommes pas en train de nous amuser[13].'
Ce rapport montre que l'éducation politique a continué pendant cette phase de la révolution. Ceux qui furent les premiers à se rallier aux militaires mobutistes, servaient souvent de guide dans les opérations de ratissage menées par l'ANC; considérés comme traîtres, apportant avec l'ANC la mort, ils furent exécutés dès qu'ils tombèrent aux mains des partisans.
Au nord du Kwilu, les partisans et une partie de la population se retirèrent dans une zone comprise entre Buluem et Sedzo, le long de la rivière Kamtsha.

Début 1966, le processus de désintégration de la Direction supérieure du mouvement était entamé dans la confusion politique. Le chef de la zone du centre, Louis Kinkondo, accepta de collaborer avec les autorités pour faire sortir les partisans dans l'espoir de les sauver. Au même moment, un autre chef de zone, Evariste Menaba, tenait encore solidement sa base et prenait des mesures draconiennes contre ceux qui passaient à l'ennemi. Menaba écrivait dans son rapport du 7 décembre 1965 à Kafungu: 'Pour ce qui concerne la politique en général, nous avons eu des entretiens avec les masses populaires et les partisans au sujet de ce que les ennemis viennent pour faire sortir les gens; tout le monde est unanime pour dire que nous devons continuer la politique révolutionnaire, rien d'autre, absolument rien d'autre. Pour ce faire, ils demandent seulement de la poudre à fusil. 'Nous vous avertissons que les camarades Bambunda et Bayanzi sont en train de fuir, pour ne pas sortir dans les villages et ils viennent se cacher ici dans le secteur Buluem[14].'
Dans une lettre du 9 février 1966, Menaba parle de 4 équipes qui ont entamé des négociations avec l'ANC: 'Parmi les 4 qui se sont entendus, nous avons tué trois membres des comités pris sur le fait. Les autres gens sont partis du côté de Kalanganda; ce sont eux qui, avec les gens de Mayungu, viennent conduire les militaires chez nous[15].' Deux jours plus tard, il ajoute: 'Pour le secteur Nkara, n'espérez plus, les partisans mêmes sortent chez les militaires. Cela est dû aux conseils de Kinkondo qui a fait sortir la masse populaire[16].'
Les masses sortaient de la forêt, poussées par la famine et la maladie; les partisans se démenaient comme des poissons dans un lac desséché. Les liens entre les équipes et la direction étaient brisés. L'ANC nettoyait systématiquement une région après l'autre. Dans ces conditions, de nombreux conflits dramatiques devaient éclater entre les partisans, entraînant des exécutions injustifiées de combattants voulant sortir du maquis. Il y eut également des actes de vengeance contre leurs anciens camarades par des ex-partisans servant de guides à l'ANC.
Début avril 1966, il ne restait dans le diocèse d'Idiofa que 4 missions en zone insurgée, sur un total de 26 qui avaient été submergées par le mouvement muleliste en février 64[17].

La situation à la Direction générale

Après la débâcle de Kifuza, le 19 juin, la Direction générale se replia en direction du secteur Lukamba et s'établit à Isulu Matende. Environ 300 partisans du camp central avaient quitté le maquis dans la confusion qui suivit la dispersion à Kifuza. Le 30 août 1965, à 16h, un groupe de l'ANC attaqua le camp de Mulele. Le 6 septembre 1965, Léon Makassa, le chef du bureau de l'état-major, prit la fuite et se rendit à l'ANC. Entre juin et septembre, la structure administrative existante à la Direction s'était affaiblie mais continuait à fonctionner avec un personnel réduit. A cette époque, le camp regroupait encore 900 partisans. Les masses continuaient à protéger efficacement le camp de Mulele. Elles signalèrent aux partisans qu'une nouvelle attaque de l'ANC se préparait pour le 18 octobre. Ce qui permit aux partisans de tendre, dès 7h, une embuscade et de faire avorter l'attaque de l'ANC qui dut se retirer dans son camp de Kim-pata Eku. Mais l'armée avait désormais localisé le camp et elle commença à prendre position dans les villages avoisinants d'où elle mena plusieurs attaques d'envergure réduite contre le Camp central.
Fin novembre 1965, les partisans apprirent que Mobutu avait pris le pouvoir par un coup d'Etat. Un combattant

raconte comment l'événement a été reçu au camp central :
'Quand les camarades ont appris la nouvelle, il y a eu des points de vue différents. Pierre et Théodore se sont retirés pour délibérer. Ensuite Pierre a dit à Bengila de rassembler les hommes et de leur parler. Bengila a commencé par demander si quelqu'un possédait une photo de Lumumba. J'en avais une et je suis allé la prendre. Bengila brandissait la photo et disait: Nous tous ici présents, nous poursuivons la cause de Lumumba. Maintenant que Mobutu a fait un coup d'Etat, il parle de Lumumba. Quel est votre avis? Que chacun parle.
'Certains disaient qu'il ne servait plus à rien de prendre les armes contre l'ANC. D'autres disaient: Non, il faut continuer ; c'est possible que Mobutu veut nous vaincre en nous trompant, parce qu'il n'arrive pas à nous vaincre en nous livrant combat.
'Quand tous ceux qui voulaient parler eurent dit leur mot, Bengila conclut : 'Mobutu nous lance un appât. Si nous répondons favorablement, nous serons pris comme les poissons dans le filet. C'est Mobutu qui a fait assassiner Lumumba. L'assassin ne peut pas suivre la politique de sa victime.'
Cet exemple montre comment là démocratie se pratiquait parmi les combattants et comment Mulele et Bengila prenaient leurs responsabilités pour systématiser les opinions exprimées et pour diriger les partisans.

En décembre 65 et janvier 66, les partisans du camp central sortirent plus nombreux de la forêt. La camarade Mwata quitta le camp le 27 janvier 1966. Le 1er février, l'ANC commença une attaque en règle contre le camp situé entre Malele et Itunu. Talonnée par les militaires, la colonne des partisans devait se déplacer continuellement dans la grande savane. Le 17 février, l'abbé Tara s'enfuit.
Tous les villages environnants étant occupés par les soldats, un grand nombre d'habitants se regroupa au camp de Mulele qui comptait à nouveau 1.800 personnes. Elles ne pouvaient pas rester deux jours d'affilée au même endroit. Quand l'armée ne les traquait pas, la famine les frappait.
Le coup de grâce vint le 19 mars 1966. Les combattants entendirent des détonations; l'ANC s'approchait. Mulele, accompagné de 3 partisans, grimpa sur une colline pour observer la position des soldats. Au même moment, les soldats firent irruption dans le camp et une bataille rangée s'ensuivit. Vers midi, tous les combattants et villageois se dispersèrent. C'est à ce moment que Ngambunda, le père de Gabriel Yumbu, tomba sous les balles de l'ANC. Jusqu'à 18h, on entendit partout dans la forêt des coups de fusil tirés par les soldats traquant de petits groupes de maquisards.
Kafungu, Ntsolo et Abo se retrouvèrent dans un groupe qui s'échappa en direction de Kilembe. Ils n'avaient plus rien mangé depuis 2 jours. Le lendemain, Ntsolo et Abo revinrent sur leurs pas pour retrouver Pierre. Ils le rejoignirent le 22 mars. Mulele ne s'était pas déplacé, il se cachait à Malele. Le 29 arriva un courrier de Kafungu annonçant que le commandant de groupe, Louis Mayele avait été arrêté. Mulele écrivit une lettre à Kafungu lui indiquant qu'il était préférable de rester dispersés. 'Regroupe tes hommes et continue le travail comme d'habitude dans la région de Kilembe. On se retrouvera quand l'activité de l'ANC sera moins intense.'
Mulele et Kafungu ne se sont plus jamais revus. Mulele et Bengila décidèrent d'entreprendre une longue marche vers le nord pour échapper à l'encerclement.

Des changements de politique s'imposent

Depuis le 19 juin 1965, des difficultés graves accablaient la Direction; la situation, devenue fort complexe, différait d'un endroit à l'autre. Mulele ne disposait pas des instruments nécessaires pour maîtriser toutes les données et pour formuler avec précision une nouvelle politique. Il aurait fallu pouvoir s'appuyer sur un parti communiste clandestin, formé exclusivement de militants mûrs et capables d'analyser de leur propre initiative les changements intervenant autour d'eux. Seule une telle organisation aurait pu être capable de cerner les phénomènes nouveaux et d'en informer la direction pour que ses directives puissent devancer et orienter les événements. Les cadres supérieurs ne tenaient plus le gouvernail du mouvement, ne décidaient plus de la politique à suivre et des mesures à prendre; ils ne prévoyaient plus les dangers et les erreurs qu'il fallait éviter. Mais dans une situation où la direction n'indique pas une orientation claire et ferme, il ne peut y exister de discipline révolutionnaire.
Les événements submergeaient le mouvement et l'écrasaient, le poussaient en avant vers des positions qu'il prenait sans se rendre compte d'où il venait et où il allait. Agissant à l'aveuglette, le mouvement en arriva à trois positions qu'il aurait pu prévoir, préparer et dominer.
D'abord, l'évacuation de la forêt. Il aurait fallu décider à temps quelles circonstances rendaient cette sortie inévitable pour qu'elle se fasse d'une manière coordonnée en maintenant au maximum le moral et en préparant le travail clandestin à entreprendre. Ainsi on aurait pu éviter que la punition nécessaire des trahisons ne dégénère en répression désespérée et souvent indistincte, au moment où la situation échappait complètement au contrôle des responsables. Sans directives précises, les équipes étaient portées à élargir la notion de trahison et le principe de distinguer avec précision les véritables ennemis et d'en exécuter uniquement les plus dangereux se dissolut complètement. Dans le désespoir provoqué par une situation irrémédiablement compromise, des exécutions injustifiées furent décidées. Pendant qu'on se perdait dans ce radicalisme mal compris, les tâches

révolutionnaires de l'avenir étaient complètement délaissées. Le travail délicat et difficile de créer des structures clandestines parmi les masses qui sortaient de la forêt, ne fut jamais pris en main.
La deuxième position imposée par le cours des événements, consista à ce que la Direction générale se scinde en plusieurs groupes. Au moment où l'occupation progressive des différents villages par l'ANC ne faisait plus de doute, il devenait évident qu'un grand camp, concentrant tous les cadres et gonflé par des centaines de villageois, formait une cible rêvée pour l'ennemi. On aurait dû créer plusieurs directions relativement autonomes, opérant selon un même plan stratégique, afin de diviser les forces de l'ANC. Les camps aurait dû changer de nature en ne gardant qu'un nombre limité de combattants aptes à mener des activités militaires.
La troisième position adoptée fut celle de la concentration des forces dans des zones particulières. Elle s'est réalisée de façon spontanée par la fuite de combattants, traqués par l'armée, vers les endroits les plus sûrs. Dès qu'il s'avéra impossible de sauvegarder l'entièreté de la base libérée, on aurait dû définir de manière rationnelle les zones où les conditions géographiques et l'attitude des masses offraient le meilleur environnement.
Pierre Mulele lui-même avait bien compris la nécessité de changer la forme de lutte et de combiner une activité révolutionnaire clandestine, dans les zones dominées par Mobutu, avec une guérilla de maquisards. Mais il n'a pu traduire cette idée en un plan précis et il ne disposait pas de l'organisation qui lui aurait permis de faire connaître et mettre en pratique un tel plan par l'ensemble des partisans. A ce propos, une personne proche de Mulele témoigne:
'II nous a demandé de quitter le maquis pour retourner au village parce que la population qui nous nourrissait n'avait plus la possibilité d'aller aux champs. Les militaires de Mobutu occupaient tous les champs et barraient les routes et les sentiers par lesquels les paysans devaient venir nous ravitailler. L'ANC avait coupé nos liens avec les villageois, or les partisans sont des poissons et les villageois sont l'eau. Un poisson se trouvant hors de l'eau ne peut pas survivre.
'Pierre nous dit: Si vous sortez du maquis, certains d'entre vous iront s'asseoir et boire à la même table que les soldats réactionnaires. Quant à moi, jamais! Et tout le monde répondit: Jamais! C'est-à-dire qu'il y a des traîtres et des fidèles. Mais ces derniers ne peuvent pas se manifester sous un régime comme celui de Mobutu.
'Les partisans sortant du maquis devront, ajoutait Pierre, former des groupes pour travailler la terre. Les cultivateurs devront se regrouper dans un syndicat pour continuer la formation idéologique et pour entreprendre la lutte réformiste qui aboutira à une nouvelle lutte révolutionnaire.
'Les organisations clandestines devront se former parmi les paysans et leurs rencontres auront lieu sur le marché, à la ferme, etc. Les paysans mèneront des luttes pour augmenter les prix des produits, pour améliorer les routes. Tout cela sert à se préparer à supprimer la production pour les forces réactionnaires et les impérialistes.
'Quant à la réconciliation nationale avec Mobutu, Pierre disait que c'était une machination. Et il ajoutait: Un homme qui lutte pour une idéologie et se réconcilie avec l'idéologie adverse, est voué à l'échec et à la domination par son ennemi; le jour où l'on entendra parler d'un dialogue entre moi et Mobutu, ce sera la mort d'un des deux.'
Un autre responsable confirme ce témoignage: 'Mulele et Bengila disaient: Dans l'immédiat on ne peut plus espérer occuper une partie importante du territoire. La plus grande partie des masses est sortie de la forêt. Vous savez pourquoi nous combattons. Il vaut mieux que vous sortiez à votre tour de la forêt pour aller renforcer les masses afin qu'elles ne se soumettent pas, mais continuent à résister. Ceci est un moment qui arrive dans toute révolution. Les leçons politiques sont entrées dans les têtes et les gens ne digéreront pas les injustices. Il faut pénétrer tous les milieux, dire partout qu'il faut se regrouper, s'organiser parce que la lutte n'est pas terminée. Il faut continuer à faire des causeries entre vous, à réunir une petite force, à trouver l'entente avec les masses. Il ne faut pas se décourager. Que les idées et le but soient les mêmes. Il faut attendre l'occasion. Un jour vous allez ressusciter tout cela et la révolution reprendra.'

La pagaille chez l'ennemi

Pendant la période de juillet 1965 à avril 1966, des conditions objectives subsistaient qui offraient au mouvement muleliste la possibilité de trouver un second souffle.
Devenu président de la République par le coup d'Etat du 24 novembre 1965, Mobutu se rappela la sagesse authentique des pionniers belges qui avaient entamé leur œuvre civilisatrice en déclarant que le Noir doit être traité comme un enfant. Mobutu poussa l'art de gouverner selon cette maxime jusqu'à la perfection. Fin 1965, les farfelus élus à l'Assemblée provinciale du Kwilu n'arrivaient pas à s'accorder sur le choix d'un gouverneur. Mobutu se rendit le 18 janvier 1966 à Kikwit pour gronder ces gamins: 'Votre attitude très peu digne est la preuve d'un manque de politesse envers mon autorité (...) Vos manières d'agir ici valent des injures à ma personne. Je devrais me fâcher, mais je ne le fais pas[18].' Silence sur tous les bancs. Suivait un exposé sur la démocratie à la portée d'enfants de huit ans, âge mental qu'aucun citoyen de l'empire mobutiste ne pouvait avoir la prétention de dépasser.
'Je vous demande de vous calmer d'abord et de voter librement votre gouverneur (...) Sachez que rien ne sert de dire que si nous votons un tel, il fera ceci, il fera cela (...) J'ai dit que les partis politiques n'existaient plus sur toute l'étendue du pays. Si un gouverneur parvenait à faire la politique d'un parti politique, je signe

immédiatement une ordonnance et je la sors pour le mettre en prison[19]'.
Le lieutenant-colonel Joseph Monzimba, commissaire de la République, dirigeait fin 1965 le Comité d'état d'urgence au Kwilu. Dans son rapport couvrant la période de 16 juillet 1965 au 28 février 1966, il dévoila quelques charmes du Kwilu pacifié.
L'ancien district du Kwilu comptait 52 agents de l'Administration. 'Devenue province, le Kwilu compte aujourd'hui 8.459 agents', écrit Monzimba. En plus de leur salaire légal, les fonctionnaires se ménageaient un petit casuel de 15.000 à 37.000 frs par mois, prélevé sur les montants destinés à payer les travailleurs. Ceux-ci n'avaient plus touché leur paye depuis 10 à 15 mois! Pour ses fonctionnaires, la province déboursait 86 millions par mois, le total de ses recettes se chiffrant à 53 millions. Les factures impayées s'élevaient à 247 millions.
'Tous les commerçants, précise Monzimba, ont pris, à juste titre, la décision de ne plus rien vendre à crédit à l'Etat. L'entretien, ni même la réfection des routes ne se fait plus, celles-ci sont partout en très mauvais état.'
Vu les difficultés du transport, les commerçants augmentaient leurs prix et ceci écumait le peu de pouvoir d'achat qui restait à la population.
Les villageois sortis du maquis étaient parqués dans des 'centres d'accueil'. 'Les malheureux ne reçoivent aucune aide de la part de la province déjà appauvrie; ils vivent de mendicité', constate Monzimba[20].
Toutes les conditions qui avaient donné naissance à la révolution mule-liste, subsistaient donc. Seule manquait une organisation clandestine capable d'assurer sa présence dans tous les milieux, de redonner confiance aux masses et de préparer, selon un plan d'ensemble, la relance de la lutte ouverte.

Notes

1. ARCHIVES DE L'AUTEUR.
2. Dépêche D.LA., 4-8-65, p. 800, A.F.-8-1538.
3. Congo 1965, p. 130.
4. Dépêche D.LA., 14-1-66, p. 35, A.F.-1-77.
5. ARCHIVES DE WEISS, 3697, Rapport de l'équipe n° 652,.
6. Entretien à Liège, 30-10-84.
7. D. MONGUYA MBENGE, Histoire secrète du Zaïre, Bruxelles, 1977, p. 61.
8. DépêcheD.I.A.,26-10-65,p. 1265; A.F.-10-2094.
9. ARCHIVES DE VERHAEGEN, Interview accordé par M. l'Abbé Thara Placide sorti du GUG rebelle en date du 17 février 1966. Direction provinciale de la Sûreté4. Signé L. Kiniari.
10. Congo 1965, p. 130.
11. Dépêche D.I.A., 15-1-66, p. 38, A.F.-1-83.
12. Rapport 31 janvier. 1966, groupement Kilembe in Congo 1965, p. 110.
13. Rapport 31 janvier. 1966, camp Léo-Ndjili in Congo 1965, p. 102-103.
14. Lettre de Menaba à Kafungua, 7-12-65 in Congo 1965, p. 133-134.
15. Ibid,p. 134, Lettres de Menaba du 9 et dull février 1966 in Congo 1965, p. 134.
16. ibid.
17. Dépêche D.I.A., 4-4-66, p. 329.
18. Mobutu à Kikwit, 18 jan. 1966. Assemblée provinciale Kwilu. Session extraordinaire CRA n° 18-66, p. 44 in Congo 1966, p. 303.
19. Ibid.
20. Rapport du Comité d'état d'urgence présenté par le lieutenant-colonel J. Mondziba. La province de Kwilu du 16 juillet 1965 au 28 février 1966 in Congo 1966, p. 297-302.

XXI Le noyau central brisé

Il faudra vingt longs mois, de mars 1966 à novembre 1967, pour que la réaction congolaise, dotée d'une suprématie écrasante en armes, arrive à disperser le noyau central du mouvement muleliste.
En mars 1966, deux à trois cents combattants, disposant de quelques dizaines d'armes modernes, se regroupèrent autour de Mulele et Bengila. Seule la volonté farouche des villageois de protéger l'avenir de la révolution, explique que ce faible noyau a pu tenir tête, pendant une période aussi longue, à l'armée mobutiste.

La pacification

Takizala, le gouverneur de la province de Bandundu prit la parole devant l'Assemblée provinciale, le 11 octobre 1966. Il déclara avoir trouvé, fin juillet, dans la région de Lukamba et de Yassa-Lokwa 'une situation très alarmante.' 'Nous avons pu visiter différents coins de la province plus éprouvés: Idiofa, Kalo, Gungu, Mukoso et Kahemba. Dans la mesure de nos possibilités, nous avons essayé de fournir aux populatons éprouvées de ces régions le peu de vivres dont nous disposions.' Si la pacification manquait de vivres, les balles ne lui faisaient jamais défaut. 'La police de Kenge et celle de Kikwit, ajoute Takizala, ont reçu ordre de se mettre au côté du bataillon de l'ANC afin d'anéantir les sources de subsistances de la rébellion muleliste en territoire d'Idiofa et de Gungu[1].'
Les multiples divisions parmi les membres de la bourgeoisie bureaucratique, dont les intrigues obscures décidaient de leur fortune future, ôtaient beaucoup à l'efficacité de leur lutte contre les masses populaires. 'Notre action d'aide et de pacification, poursuit Takizala, dans ces régions ravagées par la rébellion, n'a pas encore atteint son but. En effet, la pacification a été limitée faute de moyens appropriés et peut-être aussi par l'incompréhension de certaines personnes et l'inexistence de l'esprit de Bandundu indispensable à un travail provincial d'équipe[2].'

Pacification et absolutisme

Le déclin de la révolution muleliste entraîna inévitablement l'effacement des derniers vestiges de la lutte pour l'indépendace. En observant les structures du Congo pacifié, on jurerait voir le Congo Belge, avec cette bizarre particularité que les belges ont manifestement changé de couleur.
Début 1967, les dernières traces de démocratie sont chassées des provinces. Celles-ci n'auront plus de gouvernement élu et contrôlé par la population. Les gouverneurs agissent désormais commes agents du gouvernement central. Sous le régne de l'absolutisme colonial, le gouverneur général avait son représentant dans chaque province en la personne du gouverneur[5]. En 1967, on pouvait faire la constatation suivante: 'Les structures administratives étaient rétablies dans les formes de 1960 avant l'indépendance[6].'
L'absolutisme a besoin d'une machine de répression qui lui soit totalement soumise et qui ne soit point freinée par le moindre soupçon de contrôle populaire. Depuis l'indépendance, des forces de police, dépendantes des autorités locales, prirent souvent parti pour les masses nationalistes. Mobutu créera une police d'Etat. L'arbitraire policier crût à une telle allure, que les fonctionnaires mobutistes de l'intérieur du pays s'en inquiétèrent: 'Depuis la nationalisation de la police, se développe chez les agents de l'ordre, une indiscipline notoire qui consiste dans l'ignorance de l'autorité territoriale.' Suivent des plaintes relatives à des 'actes d'insubordination[7]. '
Pour donner à cet absolutisme une certaine base dans les masses, Mobutu n'eut qu'à copier les vieilles recettes belges : faire donner la cavalerie légère des chefs coutumiers ! Mobutu enterra les partis politiques pour ressusciter les cadavres coutumiers, 'véritables pierres angulaires de notre Société, unanimement connus et estimés pour leur sagesse, leur pondération et leur incontestable autorité[8].'
Au Kwilu, l'ex-lumumbiste Takizala, célèbre pour ses ordres fulgurants 'que toute activité politique cesse', convoqua en mars 1966 les chefs coutumiers pour les élever à la dignité d'apôtres de la pacification. La plupart des chefs lambinèrent dans l'accomplissement de leur nouvelle besogne de missionnaires du mobutisme.

L'église et la pacification

Les autres missionnaires, les vrais, sautèrent d'un pas infiniment plus allègre dans la danse de la pacification mobutiste. Dans la période allant de mars 1966 à novembre 1967, ils rehaussèrent la répression antimule-liste de leur prestige social et moral.
Le 3 mars, Mobutu, singeant gestes et grimaces expérimentés par Mussolini, lança l'opération 'Retroussons les manches'. 'Il s'agit (...) du retour au travail de la terre, afin de produire suffisamment, d'abord pour nourrir les citoyens de ce pays, ensuite pour exporter divers produits et procurer ainsi au pays les devises dont il a besoin[9].'
Pour ne pas accorder aux Pères, dont il sera question ci-après, le bénéfice du doute, prenant en compte leur

proverbiale naïveté politique, nous reproduisons ici une déclaration de Mobutu qui dévoile même aux âmes les plus éthérées le caractère tyrannique, cupide et bouffon du populisme | mobutiste. 'Le peuple congolais et moi, nous ne faisons qu'une seule et \ même personne. Tromper le peuple, c'est me tromper. Je ne puis maintenant l'admettre et je ne l'admettrai pas dans l'avenir[10].'
Les dignitaires de l'Eglise placèrent, sans la moindre hésitation, leurs mouvements de développement communautaire et coopératif sous le signe du mobutisme. 'Pour remédier à la situation créée par la rébellion au Kwilu et en réponse à l'appel 'Retroussons les manches' du Président de la République, une Equipe itinéraire d'animation rurale a été fondée à Kikwit.' Son but était de coordonner les initiatives existantes dans le domaine de 'l'animation rurale et (du) développement communautaire.' L'organisme est composé de religieux et d'un fonctionnaire du département de l'agriculture[11].
Promenés à travers le Kwilu par le père Ribeaucourt, les spécialistes de ce développement bien orienté ont pu constater 'la ferme détermination des masses rurales, victimes de la rébellion, de réaliser leur troisième révolution, une révolution sociale et pacifique, par le travail communautaire[12]. Des Etats-Unis arriva le père Joseph Vanden Dries, 'spécialiste du mouvement coopératif en Afrique.' Il vint prodiguer ses conseils à Monseigneur Bordelon, directeur de *Catholic Relief Services-Caritas America* et apporter l'évangilç,revu et corrigé à travers les lunettes de la CIA: 'La politique du gouvernement congolais 'Retroussons les manches' signifie 'travailler dur' et doit être complétée par un mouvement d'épargne[13].'
Depuis que le mouvement révolutionnaire monte au Congo, s'est développé à l'université Lovanium, avec une vigueur bien suspecte, le mouvement *Pax Romana*, nom lingala qui en latin veut dire *Pax Americana*. Lourdement inspirées par les services secrets américains, ces bonnes âmes se lanceront à l'assaut des deux villes qui ont montré le plus d'héroïsme dans la révolution: elles mèneront une opération 'Debout Stan' en 1965 et une autre 'Debout Idiofa' en 1966. Au Kwilu, *Pax Romana* s'occupera entre autres choses de la réconversion de 300 moniteurs 'presque tous anciens chefs rebelles[14].'

Les événements à la Direction Générale

Dans la région Iseme-Eyene

3 mars 1966, Mulele arrive, avec les 89 partisans qui lui restent, à Busongo, près de Ibusu et Muzumina.
6 mars. Alerte à 2h. Les partisans partent pour Iseme, où ils arrivent à 3h30.
8 mars. Un groupe de partisans, dirigé par Bengila et Nelly Labutu, rejoint le camp. Ils sont 56. Désormais on compte 145 combattants autour de Mulele.
13 mars, 17h30. Après une semaine passée au camp de Iseme, départ 1 pour Ibusu. La nuit, des coups de fusils crépitent du côté de la mission Ngoso.
16 mars, 5h.Nouveau départ. Après quatre heures de marche, on bivouaque à Masa Musanga, entre Iseme et Bembele Intshwem.
24 mars. Mulele apprend par la radio belge qu'il se trouve dans le secteur Kalanganda, à 35 km d'Idiofa.
25 mars. Joseph Okwono part avec 10 partisans pour effectuer une opération à Idiofa.
26 mars. Après 13 jours à Masa Musanga, les partisans se déplacent en direction de la rivière Ngum.
5 mai 1966. Mulele décide d'entreprendre une nouvelle opération à Idiofa. Le but consiste à détruire le pont sur la Pio-Pio à Lungu, ainsi que les moteurs et camions de la Compagnie du Congo belge. Ndabala, Okwono, Mupila et Bula-Bula dirigent l'action.
11 mai 1966. Mulele convoque à son bivouac tous les cadres dirigeants présents dans la région de Kalanganda-Banga-Kapia. Tous les combattants qui restent dans les différentes équipes, sont concentrés à la Direction générale, afin de stopper l'hémorragie. Trois jours auparavant, le commandant de la sous-direction de Kalanganda, Musila, avait rejoint le camp de Mulele avec les 7 partisans qui lui restaient, Mulele et Bengila s'entretiennent avec Pierre Ngwensungu, Valère Munzele, Delphin Muzungulu et Jean-Marie Laviwa.
14 mai 1966. Après près de trois semaines de séjour au camp Ngum, le départ est fixé à 22h30 et après une marche de nuit, les maquisards commencent à 6h30 à constuire le bivouac au camp Buluku, entre Busongo et Muzumina et Iseme.
31 mai 1966. Nouveau départ à 18h; deux jours plus tard, la colonne se fixe à Ikoro-Ansie.
8 juin 1966. Retour en forêt au camp Buluku.
14 juin 1966. Nouveau départ vers 17h. A minuit, arrêt dans la brousse d'Impasi-Impata. Le lendemain, les partisans pénètrent dans la forêt.
21 juin 1966. Un groupe fort de 50 partisans part pour une marche de 60 km, jusqu'à Malele. Là-bas, des villageois avaient confisqué des biens de partisans et arrêté le combattant Kambulu. Joseph Okwono, Valère Malutshi et Isidore Musuni dirigent l'opération. Le même jour, le commandant Mwanandeke Bungema revient à la Direction générale après s'être rendu chez les Bankutu. Départ à travers la brousse de Impasi-Makanga vers la forêt de Mankoso. Deux villageois, qui avaient fait partie d'une équipe, contactent Mulele pour lui dire que cet endroit n'est pas sûr. Ils conduisent le groupe vers la source de la rivière Nkwom.

22 juin 1966. Les combattants de l'équipe de Mpangu rejoignent la Direction générale. Depuis quatre mois que Mulele se trouve dans la région, de nombreux groupes de partisans des équipes et des sous-directions l'ont rejoint. La Direction générale compte à nouveau 700 personnes. Les bureaux ont recommencé à fonctionner avec un personnel renouvelé et réduit.
14 juillet 1966. Après trois semaines, les maquisards se déplacent vers la forêt d'Eyom, entre les rivières Ankos et Osimine.
31 juillet 1966. Le photographe Antoine Kayoko est venu de Kinshasa jusqu'au camp. Il prend des photos de partisans, dont celle de Mulele, tenue kaki, devenue célèbre depuis. Mulele veut qu'on sache à l'étranger que la révolution congolaise n'est pas morte.
5 août. Les camarades Kalvanda et Makumu arrivent d'Idiofa.
13 août. Des unités de l'ANC ont pris position à Bembele, Impasi, Nkwomo-Esala, Ladzum, Nko. Le camp est encerclé. Les partisans se réfugient dans la forêt de Nko, ensuite dans celle de Intsumu. Dieudonné Ndabala et 12 partisans s'en vont tendre une embuscade.
16 août. Une partisane accouche d'un garçon.
20 août. Après une marche de nuit, arrêt à Mpangu-Kang.
21 août. Des militaires venus de Pangu Intsumu tirent sur les partisans qui ripostent, puis se dispersent en direction de Musenge Munene. Le lendemain, les partisans retournent vers Busongo. Le jour suivant, ils poursuivent la route en direction de Bembele.
26 août. Départ pour Impasi-Ndombe. Les militaires traquent la colonne de Mulele.
27 août. A 5h, la colonne atteint Intsumu-Masele où Munzele, Okwomo et Muzila rentrent de leur mission.
Du 31 août au 4 septembre, les partisans doivent se déplacer chaque jour, d'abord vers Luele-Mbele, puis vers la forêt de Punkulu Lakase et ensuite vers le nord, vers la forêt de Luele Ekubi où ils restent un jour dans le bivouac construit par les masses qui sont toujours dans le maquis.
9 septembre 1966. Mulele et Ntsolo, accompagnés de 20 partisans, quittent le camp pour attaquer les militaires à Mukoko. Ils arrivent à 8h devant ce village. Avertis de leur venue, les soldats avaient, dès la veille, commencé leurs tirs. Toute la nuit, on entendit les balles siffler. Les partisans durent, après quelques échanges de coups de feu, rebrousser chemin.
16 septembre. Mulele s'installe entre Eyene, Kasangunda et Mukoko.
22 septembre. Départ pour la foret entre Eyene, Mabenga et Kitshua. Les partisans y resteront un mois et demi.
27 septembre. Deux groupes de partisans, dirigés par Laviwa et Mwa-nandeke rentrent à la Direction après avoir accompli quelques opérations.
28 septembre. Le groupe de Laviwa part pour une nouvelle mission; Musila et Itsem dirigent 13 partisans vers Kalanganda.
12 octobre 1966. Le commandant de zone Evariste Menaba, accompagné de Théotime Isungu, arrive à la Direction générale. Menaba et ; Mulele s'étaient quittés à Malele, le 23 octobre 1965, soit un an auparavant.
26 octobre. Les militaires entrent aux villages de Mayungu et de Mikienge dont les habitants fuient en direction de la forêt. Mulele décide qu'une équipe ira surprendre les soldats pendant leur sommeil, dans leur cantonnement de Eyene-Nseke. Quelques soldats et un policier sont tués.
5 novembre. Départ pour la forêt de Tsongo-Nseke, au camp Kulupa, non loin du village Mayili. Mulele séjournera une année entière dans cette région sans être réellement inquiété.

A la rencontre de Che Guevara

Pourquoi Mulele a-t-il décidé de se retirer au nord de la province du Kwilu? Léonie Abo s'en explique: 'Notre intention était de descendre vers Mangaï. Nous avions reçu des informations selon lesquelles des combattants du Front de l'Est se trouvaient dans le territoire de Dekesef sur l'autre rive du fleuve Kasaï. Nous avions entendu dire que Che Guevara faisait partie de ce groupe et qu'il voulait rencontrer Mulele. Pour arriver à Mangaï, il fallait traverser une forêt dense habitée par les Bangolis. Les forces réactionnaires y étaient très puissantes. Ambroise Iba, du PSA-Kamitatu et l'abbé Valère Banga-Banga y menaient une propagnade intense contre la révolution.'
Che Guevara s'était rendu fin juillet 1965 au Congo pour y rejoindre le maquis de l'Est. Il ne parvint pas à se mettre d'accord avec Kabila sur les reponsabilités qu'il prendrait dans la direction de la lutte armée. La situation de Guevara devint encore plus précaire après août 1965, lorsque Gbenye se prononça pour une 'réconciliation nationale moyennant le départ de Tshombe'. Quittant en janvier 1966 la zone est, Guevara se rendit clandestinement à Brazzaville où il fut accueilli par Ange Diawara. Guevara reporta tous ses espoirs sur le maquis de Pierre Mulele, qu'il voulait rejoindre au Kwilu. En février 1966, les Cubains traitèrent avec le Parti communiste congolais de Mukwidi, Balonji, Nima et Mibamba, qui s'apprêtaient à partir pour le Kwilu. Les Cubains leur proposèrent d'emmener avec eux des équipes de combattants cubains, de partir par petits groupes et d'éviter le contact avec l'armée de Mobutu. Balonji aurait refusé toute participation cubaine. Au même moment, Gbenye aurait exigé que les Cubains cessent de s'occuper de la révolution congolaise. Guevara quitta le Congo

en mars 1966.
Les échos selon lesquels Guevara avait l'intention de rejoindre le Kwilu parvinrent à Mulele en mars 1966, au.moment où il avait commencé le déplacement vers le nord. Pendant l'année qui suivit, Mulele ne reçut plus d'informations sur les intentions ou les activités de Guevara, ce qui fait ressortir le manque dramatique de communications avec l'extérieur. Le fait que Mulele se soit déplacé pour aller à la rencontre de Guevara permet aussi de supposer que l'affirmation de Carlos Moore selon laquelle Mulele 'considérait Guevara tout au plus comme un aventurier', relève de l'intoxication policière classique[15].

Pendant les 20 mois compris entre mars 1966 et novembre 1967, durant lesquels Mulele trouva refuge dans les forêts aux alentours d'Iseme, d'Eyene et de Mayili, les partisans reçurent leur nourriture des villageois. Presque chaque jour, des villages des alentours se vidèrent et les paysans rejoignirent Mulele au camp. Pendant tout ce temps, Mulele et Bengila donnèrent régulièrement des *leçons politiques*. Un responsable rapporte qu'à ce moment le Camp Central comptait surtout des Badinga, Bam-bunda, Bayanzi et aussi un nombre de Bapende; il se rappelle plus précisément la présence de 3 Bankutu et 3 filles mbala.

Dans la région de Mayili

31 décembre 1966. Les maquisards se retirent dans la forêt de Nsim-Ansie.
1 janvier 1967. Stéphane Intshwi et 5 combattants partent pour des opérations entre Kalanganda et Bulwem.
Au cours du mois de janvier, plusieurs chefs de village ngoli arrivent à la Direction générale. Ils s'entretiennent pendant trois, quatre jours avec Mulele et ils donnent leur accord pour que les combattants traversent leur territoire. Joseph Okwono est envoyé à la tête d'une équipe pour arranger les modalités de déplacement. Partisan courageux, d'un dévouement total, mais fougueux et indiscipliné, il commet l'imprudence fatale de tuer deux chèvres appartenant à des villageois ngoli pour calmer la faim de ses hommes. Le 16 janvier 1967, il meurt sous les flèches empoisonnées des villageois de Ivanga.
7 février 1967. Quelques soldats s'approchent du camp de Mayili. Ils prennent la fuite dès que les partisans leur tirent dessus.
29 mars. La colonne effectue un court déplacement vers la forêt de Fin-gila, où elle séjourne un mois.
26 avril, 6.30h. Les militaires arrivent au camp, tirent symboliquement quelques balles, puis s'en vont. Le lendemain, Mulele retourne vers le camp de Nsim-Ansie, près de Mayili.
30 avril. Dix partisans, commandés par Ndabala, tendent une embuscade vers Elanga. Ils tuent un militaire et s'emparent de ses armes.
2 mai 1967. Evacuation du camp de Nsim-Ansie et installation au camp Bumbana. Des villageois de Tsongo ont rejoint le camp.
4 mai 1967. Les militaires lancent une attaque sur Tsongo-Nseke. Les partisans traversent la forêt de Miti-Miti.
8 mai. Huit partisans, dirigés par Ndabala abattent un arbre immense qui servira aux partisans à traverser une rivière appelée Pio-Pio.
12 mai 1967. Kahangaaprislafuite. Il s'est rendu aux militaires à Nsim-Ansie et a dénoncé les villageois qui apportaient la nourriture au camp de Mulele. Tous ces villageois seront exécutés par l'ANC.
Pendant plus de trois mois, les partisans restent au camp Tsongo-Nseke numéro deux, sans être inquiétés.
24 août 1967. Il y a deux jours, l'ANC a arrêté le chef de la sous-direction de BanningvîHe. On s'attend à ce que les militaires attaquent la Direction générale. Mulele et ses hommes traversent le Pio-Pio et campent à Miti-Miti.
A 9.15 h., les troupes de l'ANC sont en vue. Mulele ordonne à tous les partisans et villageois de reculer, lui et les dirigeants combattront seuls les soldats. La vaillante ANC n'insiste pas lourdement. Après dix coups de fusil, elle prend la fuite. Mulele retourne au camp Bumbana entre Mayili et Tsongo-Nseke.
27 août. Dix partisans avec à leur tête Ndabala montent une embuscade vers Ebaya-Mampa.
30 août 1967. On compte 43 malades à la Direction générale.
31 août. On s'installe plus loin en forêt dans le camp Tsongo-Nseke numéro trois, appelé 'Camp Kitondele' en souvenir d'un grand chef muleliste pende de la région de Gungu.
2 septembre. Décès de deux partisans dans le camp, une femme, l'épouse de Makila et un homme. Trois partisans tombent dans une embuscade de l'ANC et sont amenés à Zulubanga.
4 septembre. Le groupe quitte le camp Kitondele, traverse le Pio-Pio et s'installe pour la troisième fois à Miti-Miti.
5 septembre. Décès du partisan Mtuli
14 septembre. Les maquisards s'enfoncent dans la forêt en montant vers le nord. Près de Eyenge-Maba, il construisent le camp Minkos. Cléo-phas, un partisan trop malade pour se déplacer, est laissé aux soins de la population.
23 septembre. Fuite de Léonard Mampasi, de sa femme ainsi que de Joachim Mumputu.
24 septembre. On construit un nouveau camp, appelé Mbalaka, à la limite du territoire des Badinga et des Bangoli.

4 octobre. Nouveau départ vers Kintwala.
20 octobre. Ndabala et 8 partisans dressent une embuscade entre Kintwala et Elom. Plusieurs militaires sont tués.

L'attaque décisive de l'armée mobutiste

Le 5 novembre, les militaires parviennent à encercler le camp de Mulele et traquent les partisans de façon ininterrompue pendant 6 jours. Au cours de cette opération, le noyau dirigeant de la révolution muleliste est détruit. Le 5 novembre, l'ANC, aidée par des Bangoli, passe à l'offensive dans la forêt de Ndungu Bangoli. Un partisan nommé Emma est arrêté. Les combattants sont contraints de se diviser en deux groupes. Le premier, dans lequel se trouvent Ngwensungu et Menaba, est dirigé par Ben-gila, le deuxième par Mulele. C'est la séparation définitive entre Mulele et Bengila. Les deux amis ne se reverront qu'une année plus tard, le 3 octobre 1968, quelques heures avant d'être assassinés au camp Kokolo. Après que son groupe eut été dispersé, Bengila se rendit dans son village Lubonsi-Lamba. Il avait demandé à ses amis de faire des recherches pour retrouver Mulele. Un parent de Bengila, l'abbé Rémy Okitsi, jouant le rôle de Judas Iscariote, se hâta d'avertir Nestor Mutunzambi de la présence de Bengali. Celui-ci fut embarqué dans la voiture officiele du gouverneur François Luakabwanga. Arrivé à Kikwit, il fut conduit avec tous les honneurs dus à une personnalité éminente, vers l'avion à destination de Kinshasa. Cette comédie prit fin en prison.
Mulele passa la nuit du 5 novembre dans la forêt entre Itere-Bifari et Itere-Ntamiam.
Le 6 novembre à 7h, des Bangoli arrêtent deux partisans qui sont partis chercher des feuilles de manioc. Un Mungoli arrive chez Mulele et, croyant qu'il se trouve en face d'un gros bonnet de l'ANC, il annonce fièrement qu'il vient d'arrêter deux mulelistes. Au même moment, les soldats ouvrent le feu. Les partisans tuent l'espion et décrochent. C'est au cours de la fuite que Léon Ntuku trouvera la mort;ce partisan transportait la seule radio que l'équipe possédait.
Le 7 novembre à 6h, Mulele quitte Itere-Bifari où il avait passé la nuit.

Le 8 novembre, au petit matin, Mulele descend en direction de la rivière Kamtsha, poursuivi par les militaires. Orner Mbakanga tombe sous leurs balles et les militaires s'emparent de son fusil FAL.
Mulele et ses hommes se trouvent dans une région qui leur est totalement inconnue. Ils rencontrent quelques villageois à qui ils demandent le chemin pour la rivière Kamtsha. Une fois sur place, les partisans constatent qu'il n'y a pas de pirogue et ils commencent à construire un pont. Entre-temps, les villageois rencontrent les militaires à qui ils indiquent l'endroit où se trouvent les mulelistes.
Attaquant par surprise vers 8h, l'ANC tue 7 partisans: Richard Isita, officier d'ordonnance de Mulele; Célestin Makaku, secrétaire de Bengila; Justin Malutsi, secrétaire du bureau du protocole; Marceline Mulobo, chef de section à l'Etat-major général; Eugénie Lalumbongo, secrétaire de la troisième compagnie; Nzomba, un partisan; Alphonsine Mumpende, l'épouse du commandant Ntsolo. Valère Munzele, commandant de zone et Stéphane Intshwi, deux combattants qui ne savent pas nager, se noyent dans la rivière. Pierre Mulele, Léonie Abo et d'autres partisans, échappent aux militaires en restant toute la journée dans l'eau. Le soir, vers 20h, ils traversent la rivière en s'accrochant à des bois flottants. Une quarantaine de partisans réussissent à traverser la Kamtsha. Un premier groupe est dirigé par Dieudonné Ndabala, commandant du bataillon de l'état-major, depuis la mort de Ntsolo. Blessé, il est arrêté par l'ANC. L'autre groupe composé de Mulele et de 30 partisans, se dirige vers Mukulu-Mutoy, dans le secteur de Nkara.
11 novembre. Nouvelle attaque de l'ANC. Nouvelle dispersion. 14 partisans restent autour de Mulele. Les Bayansi du village Kimbimbi les aident à se cacher dans un ilôt au milieu de la Kamtsha. Mulele envoie 7 hommes à la recherche du groupe de Bengila. Après leur départ, il apprend l'arrestation du chef de zone Menaba. Mulele et ses sept compagnons entreprennent ensuite une longe marche par Ibubu, par Mpangu Ekang jusqu'à Muefu.
14 décembre. Deux villageois aperçoivent le petit groupe de partisans au moment où il prend la route vers Ibusu. Le chef de Ibusu et ses hommes poursuivent les mulelistes. Arrivés dans la forêt de Busongo, ils reconnaissent Pierre Mulele. Confus, le chef d'Ibusu présente ses excuses à Mulele en lui disant qu'il avait cru avoir affaire à des partisans! Mulele lui répond: 'Je suis moi aussi un partisan.' Le chef pour qui le monde devient tout à coup trop compliqué, fait apporter du vin afin de dissiper le malentendu...

Notes

1. Discours Takizala. 1e session de l'Assemblée provinciale de Bandundu, 11 octobre 1966, in Congo 1966, pp. 320-322.
2. Ibid.
3. Congo 1966, p. 319-320.
4. Congo 1966, p. 329.
5. Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agens du service territorial au Congo belge, p. 42.
6. Congo 1966, p. 336.
7. Congo 1966, p. 334-335, citant, L'étoile du Congo, 6 avril 1967.
8. Discours du 3 mars 1966 in Le Président Mobutu vous parle, Kinshasa, s.d., p. 60-61.
9. Ibid.
10. Idem, discours 7 mars 1966, p. 75.
11. Dépêche D.I.A., 6-4-1967, p. 408, A.F.-4-846.
12. Dépêche D.I.A., 5-1-1967, p. 11, A.F.-1-25.
13. Dépêche D.I.A., 23-5-1966, A.F.-5-1038.
14. Dépêche D.I. A:, 2-9-1966, p. 870.
15. C. MOORE, Le Castrisme et l'Afrique noire 1959-1972,2, Univ. Paris 7, thèse de doctorat, p. 722.

XXII. Un homme seul maintient l'espoir. Décembre 1967 - Août 1968.

17 décembre 1967. A la demande de Mulele, trois partisans quittent la forêt à Mulembe. A Banda, Mulele se sépare du dernier partisan et reste seul avec sa femme Léonie Abo. Ils partent ensuite pour Kimbanda où tous deux vivront pendant dix mois dans la forêt et la savane.
14 janvier 1968. Joseph Makindua, qui avait été chef d'équipe, arrive chez Mulele; il s'occupera désormais des liaisons avec les villages environnants. Tous les villageois savent que Mulele se trouve dans la forêt, mais personne ne le trahit. Les chefs de village viennent parfois discuter avec lui pendant toute la nuit. Des partisans qui ont appris la présence de Pierre, affluent: à un certain moment, il en vint jusqu'à 450. Mulele leur dit de rentrer chez eux et d'attendre le jour où il fera appel à eux. Mulele donne régulièrement des leçons politiques aux chefs de village et aux villageois.

Une 'leçon politique' de Pierre Mulele

Les notes qui figurent ci-après ont été écrites le 2 février 1968 par Pierre Mulele en préparation d'une de ces leçons politiques.

Il n'y a pas de doute que la révolution arrivera dans notre pays, le Congo.
Les quatre années qui sont passées, il était impossible de parler de la révolution. Si tu parlais de la révolution, on te tuait ou on pillait et brûlait ta maison. Mais maintenant, le nom de la révolution est devenu populaire et un titre d'honneur.
Pourquoi la révolution doit-elle s'effectuer dans notre pays?
Pour que le Congo soit libéré de l'esclavagisme.
Pour que le Congo redevienne libre comme du temps de nos ancêtres.
Qui va faire la révolution et où se produira-t-elle?
Les quatre années écoulées, tout le monde disait que la révolution doit se faire en ville mais pas dans la brousse. Maintenant, les gens ont compris que la révolution n'est pas uniquement l'affaire des villes. La révolution doit se faire dans la ville, dans le village, dans la brousse, dans la forêt, elle doit se faire en haut et en bas.
Quand le grand Congo sera-t-il libre? Et quand la vie du Congo sera-t-elle entre les mains des fils du Congo? D'une certaine façon, on pourrait dire que le pouvoir se trouve maintenant dans les mains de fils du Congo et que les fusils sont tenus par des mains de fils du Congo. Mais est-ce que la vie du Congo se trouve maintenant entre les mains des fils du Congo? Non!
Qu'est-ce que nous attendons pour prendre en main la vie de notre Congo? Les fusils sont dans les mains de nos soldats. Mais au moment où les Belges tenaient le pouvoir au Congo, le fusil se trouvait aussi entre les mains de fils du Congo. Si nous avions attendu que ces derniers se battent pour l'indépendance, est-ce qu'il aurait été possible d'avoir le pouvoir dans nos mains? Non! Ce n'est pas le fusil qui décide des affaires, mais l'homme.
Pour que le Congo revienne dans la voie juste et authentique, il faut que toute la vie du Congo soit gérée par ses fils. Pour y arriver, il faut que tous les travailleurs sachent qui est leur ennemi; ainsi leur lutte pourra aller de l'avant. Si la route est bloquée, nous devons tous nous unir pour ouvrir cette voie en faisant correctement notre travail.
Est-ce que la route est bloquée?
Oui!
Voyons la première ligne, les ouvriers et les masses laborieuses. Les paysans font leurs champs pour cultiver le café, le riz, le coton, l'ananas. En face d'eux, il y a les sociétés comme les Huileries du Congo belge, Madail, la Compagnie du Congo belge, Cooremans, la Cotonco et toutes les autres de ce genre. Les sociétés sont les adversaires de ceux qui font les champs, des paysans.
Quel jour pensez-vous que ces gens-là vont aider les ouvriers et les masses laborieuses à s'émanciper? Les palmiers dans la forêt grandissent tout seuls. Mais comme ces sociétés sont leurs adversaires, les masses laborieuses ne peuvent pas grandir normalement. Les masses travailleuses souffrent pour aller faire leurs champs, mais au moment où ils vendent leurs marchandises, ce ne sont pas eux qui fixent les prix.
Qui peut vous montrer la voie juste à suivre? La force, l'intelligence et le courage se trouvent dans la révolution.
Regardons la deuxième ligne, les commerçants.
Lés grandes sociétés de commerce sont nos concurrents. Ces gens-là ne vont pas vous aider pour que vous soyez grands comme eux. Est-ce que ces gens ont intérêt à vous aider pour que vous soyez grand et pour que leur propre société soit ruinée? Non, ils ne peuvent pas nous aider.
Qu'est-ce que nous, les commerçants congolais, devons faire pour prendre le commerce dans nos propres mains? C'est la révolution qui montrera comment vous aussi pouvez grandir.

Dans la troisième ligne, nous voyons les forgerons, les gens qui fabriquent la houe, les couteaux, les artisans. Est-ce que les sociétés comme Cooremans, la Cotonco, etc. vont nous apprendre un jour comment ils fabriquent les houes et les couteaux? Pour grandir, vous devez posséder votre manière de fabriquer la houe et le couteau.
La quatrième ligne, les ouvriers.
Comment les fils du Congo pourraient-ils grandir par leur travail? Quand est-ce que nous-mêmes pourrions décider de développer notre intelligence?
La cinquième ligne, les intellectuels et les étudiants.
Quand est-ce que votre intelligence va servir les gens qui prennent la voie de la libération du Congo ?
Sixième ligne, les militaires.
Qui bloque la route pour que le Congo montre sa vraie grandeur? Qui est responsable du fait que les enfants du Congo ne puissent pas prendre les affaires de leur pays dans leurs propres mains? Ces armes-là dans vos mains, elles sont au service de qui?
Septième ligne, les hommes au pouvoir. Quand est-ce que le pouvoir réel sera dans vos mains ? S'il vous arrive de promulguer des lois qui soient dans l'intérêt du peuple, alors ce dernier n'hésitera pas. Voyez les remous autour de l'Union minière.
Huitième ligne, les religieux.
Quand est-ce que le pouvoir religieux reviendra-t-il aux enfants de ce pays?
Aujourd'hui, le nom de la révolution n'est plus en cause. Nous tous, nous nous prononçons pour la révolution. Il vaut mieux que nous tous, nous soyons unis dans le combat pour remettre les affaires de notre pays dans nos propres mains.
2 février 1968[1]

Dans son bivouac, Mulele reçoit parfois la visite d'un entrepreneur portugais, propriétaire d'une huilerie. Pendant la révolution, des pièces détachées de ses machines lui avaient été confisquées. Par la suite, elles lui furent restituées. L'homme conçut de l'estime pour Pierre Mulele. Il apporta des cahiers, des crayons, des boîtes de sardines à Pierre et sa femme et il transporta dans son camion les militants qui voulaient se rendre au bivouac de Mulele.
Début mars, des habitants de Kimbanda et de Kimpundu avertissent Mulele que le père de la mission d'Aten a dénoncé sa présence aux militaires.
10 mars 1968. Des militaires arrivent à Lukamba pour interroger le chef de secteur Valère Mukubu et les chefs de village et de groupement. Non, personne n'a jamais rien entendu d'une éventuelle présence de Mulele dans les environs. La nuit, tout le monde se presse chez Mulele pour lui raconter les événements. Mulele et Abo se déplacent aussitôt vers Epwun.
Souvent, les villageois viennent chez Mulele pour lui poser toujours la même question:'Comment faire la lutte? Le MPR est fort et nous n'avons rien.'
Après la création du Mouvement populaire de la révolution, le 20 mai 1967, les loups mobutistes se présentent dans le secteur Lukamba dans des peaux de mouton: les vendeurs de cartes exposent séreinement que MPR signifie Mulele Pierre Révolution. Les villageois se rendent chez Mulele pour lui demander: 'L'autre parle de Lumumba. Est-ce que vous êtes ensemble? Il dit que la main qui tient le flambeau du MPR est la main de Mulele et qu'il brûlera tous ceux qui n'adhèrent pas.'
Mulele répond: 'Bien sûr, l'autre parle de révolution, mais il y a deux sortes de révolution: il y a celle des bourgeois et celle des pauvres. Vous payez les cartes de Mobutu et ainsi vous renforcez les bourgeois qui font leur révolution contre les pauvres. Il ne faut plus payer ' Commençons par cotiser pour que nous puissions nous reconstruire une force.'
Des villages de Lukamba, Imbongo, Gungu, Mundingu, de Kikwit même, des cotisations rentrent. On achète de la poudre noire et des *pupu* qu'on conserve dans des dépôts clandestins.

Déclarations de Mulele à la délégation venue de Brazzaville

Le 5 mai 1968. Pierre Mulele se trouve au village Kimpuni, entouré d'une cinquantaine de paysans réunis pour suivre une leçon politique. Tout à coup, Mulele voit surgir son compagnon de maquis, Dieudonné Ndabala, qu'il savait arrêté par les soldats lors de la débandade dans la forêt des Bangoli, le 11 novembre 1967. Ayant réussi à s'échapper de la prison, Ndabala était parvenu à Brazzaville. Le 26 avril, le Parti communiste congolais, représenté par Nima et Mibamba, l'avait chargé de contacter Mulele au Kwilu. Un membre de ce Parti, Musimbiriki, l'accompagne. Pour ne pas arriver les mains vides, Ndabala a acheté avec le peu d'argent qu'il possède, une petite casserole et une lampe torche ...
Mulele accueille ses camarades par ces mots: 'Nous faisons la politique des masses populaires. Nous allons lire la correspondance envoyée par les lumumbistes de Brazzaville devant la masse ici présente.'
La lettre de Nima et de Mibamba se résumait à ceci : 'Le camarade Nda-bala nous a mis au courant des difficultés que connaît le front, de la misère et aussi de l'attitude courageuse des masses et des combattants. Nous ne pouvons rien vous envoyer avant que nous soyons au courant du lieu exact où vous vous trouvez. Après le retour de la mission, nous vous préparerons un envoi. Mais il faut bien comprendre qu'à Brazzaville, la désunion règne entre nous. Nous demandons votre intervention pour rétablir l'unité.'
Le 11 mai, Mulele remet trois lettres à la délégation : une pour Brazzaville, une pour le maquis de Kabila et une pour Gizenga. Il déclare:

J'ai tout écrit mais il faut exposer oralement certaines choses. Le camarade Ndabala qui est un ancien, connaît bien nos difficultés, mais je crois que le camarade Musimbiriki a, lui aussi, pu s'en rendre compte. Je vous dit clairement que nos difficultés sont dues à plusieurs raisons:
1. Les lumumbistes sont à l'extérieur depuis 1963, je pense surtout à ceux de Brazzaville. Ils ne se sont jamais donné la peine d'établir la liaison avec nous qui sommes au maquis.
2. Les lumumbistes à l'extérieur ont eu la chance de pouvoir envoyer des hommes à l'étranger pour qu'ils y reçoivent une formation. Ils n'ont jamais songé à acheminer ces cadres à l'intérieur du pays où nous en manquons d'une manière dramatique.
3. Les armes que nous possédons ont été récupérées lors des combats avec l'ennemi. Mais ça ne suffit nullement. Vous avez la possibilité d'obtenir des armes mais nous n'avons jamais été approvisionnés en armes à partir de Brazzaville.
4. Avant qu'un homme puisse lutter, réfléchir, agir, il doit être en bonne santé. Comment voulez-vous maintenir tout un peuple en forêt pendant des années, sans médicaments pour soigner les malades et les blessés?
5. La sortie massive des combattants a été provoquée par le manque de soins médicaux, la sous-alimentation et l'oppression barbare de l'ennemi.
6. La plupart des intellectuels qui n 'ont suivi aucune formation politique nagent dans l'opportunisme; on ne peut les considérer comme d'authentiques cadres de la révolution.
Bien que nous comptions sur vous qui êtes à l'extérieur, nous ne perdons pas de vue que la révolution doit se faire sur notre propre sol. Dans ce combat, notre force, sans laquelle rien n'est possible, est constituée par les masses populaires. Sans elles, on ne peut pas parler de révolution. Je peux affirmer de façon catégorique que notre révolution à la confiance des masses qui y restent fortement attachées. Les chefs coutumiers nous ont apporté pendant cinq ans leur aide morale et matérielle.
Notre ennemi est puissamment armé. Pour l'écraser, nous avons besoin d'unité dans notre lutte. Il faut réaliser l'unité sincère de tous les lumumbistes se trouvant à l'extérieur autour d'une direction unique. Il faut cesser tout combat entre nous qui ne fait que renforcer l'ennemi et affaiblir nos rangs. Tous les préjugés contre des camarades de lutte doivent être écartés et l'habitude de jeter le discrédit sur les autres doit cesser. Nous connaissons tous la position actuelle de Gizenga, mais nous nous opposons à ce que quiconque essaie de miner son prestige.
Après le regroupement de tous les lumumbistes sans exclusive, tous doivent rentrer à l'intérieur pour continuer la lutte. En vous séparant longtemps de la masse, vous risquez de créer un fossé entre vous et le peuple.
La création de ces innombrables partis est l'œuvre des ennemis qui se servent de Congolais pour diviser nos forces. La fondation d'une nouvelle organisation devra se faire à l'intérieur. Un parti d'avant-garde ne pourra être créé que quand tous les responsables auront été contactés.
J'insiste pour que vous envoyiez ici immédiatement les cadres formés en Chine et à Cuba, présents à Brazzaville. Même si le matériel que nous demandons accuse du retard, il faut que les cadres partent: les hommes avant tout[2].

Mulele remit à Ndabala et Musimbiriki une lettre pour les camarades chinois, une autre pour les camarades cubains. Il demandait du matériel et de l'argent pour acheter un moteur hors-bord et un camion, afin d'établir une liaison régulière avec Kinshasa et Brazzaville.
Mulele donna encore quelques conseils à la délégation avant son départ. Il leur dit notamment: 'Les cadres

doivent arriver ici un à un. Ou bien, envoyez-les en petits groupes de 2 ou 3 personnes à Kinshasa où nous avons des hommes qui sauront les mener jusqu'ici.' Et il ajouta: 'Si vous descendez le Kasaï, on vous attendra à Bongemba.' Il exprima également son inquiétude pour la mission de Mukwidi et de Balonji qui traversaient avec un groupe de combattants la province du Lac Léopold II pour venir le rejoindre au Kwilu. Il demanda à la délégation: 'Envoyez quelques camarades avec un moteur hors-bord pour embarquer le détachement.' Pierre craignait qu'il n'arrive jamais à le rejoindre en empruntant la voie terrestre.
Le 29 mai 1968, Ndabala et Musimbiriki remirent les messages à Mibamba et Nima à Brazzaville. Ceux-ci décidèrent de ne pas divulguer le contenu des lettres de Mulele et de ne pas envoyer de cadres avant que les Chinois ou les Cubains n'aient fourni du matériel.
Mulele continua l'éducation politique des masses. S'il exposa la nécessité de l'unité nationale contre l'impérialisme, il ne souligna pas moins les antagonismes de classe entre les masses nationalistes et les laquais de l'impérialisme. Ceci se dégage clairement des notes rédigées par Mulele pour une de ces leçons.

Faites attention à l'histoire!
Une même nation. Deux classes. Un seul chef.
La première classe, celle des nobles. La deuxième classe, celle des esclaves.
Le chef, d'où vient-il? De la classe des nobles ou de la classe des esclaves? Si le chef venait à mourir, on chercherait un nouveau chef. Ce nouveau chef, est-ce qu'il travaillera pour la classe des nobles ou pour la classe des esclaves?
Le MPR, de qui est-il le sauveur? Qui souffre? D'où vient cette souffrance? Qui cherche un sauveur?

15 mai 1968'

20 juin 1968. Des gens sont venus de Kikwit pour discuter avec Mulele. Le soir, Mulele se rend au village de Kimpundu pour s'entretenir avec les chefs; au même moment, les militaires se trouvent à l'autre extrémité du village.
21 juin. Mulele transfère son bivouac près de Lukamba où il reste pendant un mois.
24 juillet. Mulele et Abo retournent aux environs de Kimpundu. 23 août. Un commandant, qui se trouve toujours en forêt, demande à Pierre l'autorisation de rentrer dans son village.
24 août. Toujours pas de nouvelles de Brazzaville, les masses attendent avec impatience la relance de la lutte. Mulele décide de se rendre lui-même à Brazzaville afin de ramener des cadres à l'intérieur du pays. Pierre Mulele, Léonie Abo, Joseph Makindua et un partisan dinga se mettent en route pour Kiyaka sur la rivière Kwilu.

Notes

1. ARCHIVES DE L'AUTEUR.
2. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Document rédigé par N'DABALA Dieudonné.
3. ARCHIVES DE L'AUTEUR.

XXIII. Les événements à Brazza, à Léo et à l'Est.

Le maquis de Pierre Mulele au Kwilu n'a pas eu de rapports directs avec les combattants regroupés à Brazzaville, ni avec les forces révolutionnaires à l'Est du Congo. Néanmoins, son développement a été influencé par certains événements qui se sont produits à Brazza, à Léo et à l'Est et que nous retracerons dans ce chapitre. Mukulubundu, Yutnbu, Mukwidi et Balonji ont organisé différentes opérations militaires à partir de Gamboma dans le but de venir en aide au Kwilu; Mukwidi et Balonji créèrent des maquis dans la province du Lac Léopold II pour faire la jonction avec Mulele.
A l'exemple de l'insurrection du Kwilu-Kwango, tout l'Est du Congo s'enflamma à partir d'avril 1964, chassant les troupes mobutistes de deux tiers du territoire national en août de la même année. D'une grande force militaire, la révolution à l'Est était faible dans le domaine politique et orga-nisationnel.
A Léo, les intérêts belges et américains au Congo, furent défendus avec brio, d'abord par Tshombe et ensuite par Mobutu. Ces deux hommes fonctionnaient comme paravents devant l'intervention militaire directe de l'armée belge et des mercenaires blancs, qui changea le rapport de force dans l'ensemble du pays.
Les intrigues de Tshombe et de Mobutu et de leur maître, Paul-Henri Spaak, influencèrent le groupe de Gbenye et accentuèrent son opportunisme. Fondamentalement hostile à une lutte révolutionnaire de longue haleine menée par les masses populaires, Gbenye créa une scission dans le CNL. L'opportunisme de Gbenye a miné la révolution non seulement sur le front de l'Est, mais aussi sur le front du Kwilu-Kwango-Lac Léopold II.

Premières missions militaires du CNL-Bocheley

Le 13 janvier 1964, Félix Mukulubundu fit son apparition à Brazzaville où deux responsables du journal *Dipanda*, Ernest Ndala et Jean-Baptiste Lunda lui offrirent logement et aide matérielle.
Depuis novembre 1963, Mitudidi et Mukwidi s'efforçaient d'organiser le soutien extérieur au maquis de Mulele en Guinée, en Algérie et en Chine. Ils ne reverront Brazzaville qu'au début mars 1964.
Le CNL était pratiquement scindé par Gbenye, entouré de sa cour au i quartier chic, tandis que Yumbu et Bocheley se retranchaient au quartier Bacongo. Au sein du CNL-Bocheley même, il n'existait guère d'unité de vue sur la voie à suivre. Yumbu prêchait en vain la politisation des masses paysannes et la guerre de guérilla de longue haleine. Bocheley, Pakassa et Longi échafaudaient déjà leur rêve d'un Gouvernement provisoire en exil. Ils s'imaginaient entourés de matériel lourd abondant qui leur permettrait de prendre d'assaut la capitale. L'idée d'un bouleversement total des structures économiques et politiques à partir d'une mobilisation de la base, leur semblait bizarre et saugrenue.
Mukulubundu fit part de ses réflexions à Yumbu et Balonji: 'II faut rompre l'encerclement et l'isolement du Kwilu. Nous n'avons pas eu la possibilité de former des cadres au Kwilu pour les envoyer dans toutes les régions. Nous devons réaliser cette formation à Brazzaville. On ouvrira d'autres fronts et on paralysera l'ennemi à Léo même.'
Le 6 février 1964, Mukulubundu partit avec 24 volontaires pour Mbanza-Mbembe, à 85 km de Brazza, où le père de Jean-Baptiste Lunda possédait quelques plantations. Félix Mukulubundu y enseigna la fabrication et l'utilisation de cocktails molotov et de poudre noire et un cadre du MPLA d'Angola expliqua comment employer efficacement le TNT. Les villageois regardaient avec étonnement ces futurs maquisards leur venir en aide dans leur travail sans gloire aux champs. Lier l'entraînement militaire au travail parmi les masses paysannes était un souvenir chinois de Félix Mukulubundu. Le stage dura jusque fin mars.
A ce moment fut créé à Brazza un comité militaire restreint au sein du CNL, capable de prendre, avec la discrétion requise, les décisions dans le domaine de la lutte armée. En faisaient partie: Léonard Mitudidi, Thomas Mukwidi, Félix Mukulubundu et Sébastien Balonji. Avec l'argent ramené par les deux premiers, on acheta deux moteurs hors-bord et 7 caisses de TNT.
Le Comité Militaire Restreint envoya sept missions chargées d'organiser le mouvement révolutionnaire dans des régions déterminées.
La première partit pour la province du Lac Léopold II, vers la région de Banningville et de Bendela. Le fils d'un pasteur de la mission protestante, située dans cette dernière localité, participait au mouvement muleliste. Le commissaire politique, Salomon Mushikangondo, revenu de Moscou, et le commissaire militaire Constantin Malongi, un ex-major de l'ANC à Kindu, dirigeaient le groupe qui fut arrêté avant d'arriver à destination. Constantin Malongi et Laurent Kinzi, ex-adjudant de l'ANC, furent exécutés à la prison de Luzumu en juillet 1964.
La deuxième mission, partie pour Luluabourg sous la direction du commissaire politique Pascal Badibanga, un ancien de la Jeunesse Kalonji, tomba entre les mains des militaires.
Le troisième groupe, conduit en direction de Coquilhatville dans la province de l'Equateur par Augustin Yambe, qui venait de la Jeunesse MNC-L de Coquilhatville et André Wawa, un ex-ANC, fut également intercepté.
Les deux missions suivantes partirent dans le même hors-bord pour Stanleyville et pour Bukavu. Martin

Mamweta, un ex-étudiant de l'école d'agronomie de Bengamisa, et Clément Kikuyu, revenu d'une formation syndicale en Union Soviétique, en étaient les deux commissaires politiques. Le premier portait des lettres du CNL, destinées aux officiers supérieurs nationalistes de Stan. La mission arriva dans la région de Yahuma. Là, par un beau matin, les prêtres missionnaires constatèrent qu'une de leurs filles avait mystérieusement disparu. Les jours suivants, le même phénomène étrange se répéta. Les pères, d'une vigilance fort redoutable pour ce genre de choses, sonnèrent l'alarme: *II y a des hommes dans la forêt!* La fin minable de cette mission libératrice était scellée.
La sixième mission ambitionnait de rejoindre Pierre Mulele. Sébastien Balonji, commissaire politique et Félix Mukulubundu, commissaire militaire, devaient commander vingt partisans. Comme la première mission avait été arrêtée par les militaires aux environs de Bendela, on imagina promptement l'armée barrant la route et on ne partit point.
La septième mission, envoyée à Léo, fut la seule à atteindre sa destination. Elle se composait de deux équipes de 3 combattants. Le principal responsable était Joseph Makanga, un ancien policier. Paulin Musimbi-riki faisait également partie du groupe. Le 10 mai 1964, ils réussirent leur premier acte de sabotage au plastic dans la capitale. Le 23 mai, le couvre-feu y fut décrété de 18h à 6h. Mais les 'clandestins' trouvaient insoutenable le supplice moral de ne pas pouvoir ranconter leurs exploits passés et futurs. Deux vieux sympathisants du PSA à qui on n'avait épargné aucun détail de ces aventures passionnantes, bombaient à leur tour le torse et dans les cafés, la bière leur inspirait de terrifiantes menaces à l'adresse de quelque buveur *abakiste*: 'Nos chefs sont déjà en ville; cette fois-ci on aura votre peau.' Arrêtés, les vieux débalèrent tout ce qu'ils savaient et il s'avéra qu'ils savaient tout. Arrêté à son tour, Joseph Makanga réussit dans la prison à désarmer un policier. Mais l'arme conquise était vide. Makanga fut abattu sur place.
Au moment où les 7 missions furent mises sur pied, plusieurs dizaines de lumumbistes se rendirent à Gamboma. Gabriel Obongi du Mouvement national de la révolution, le parti dirigeant à Brazza, avait proposé cet endroit où les hommes pouvaient cultiver la terre pour survivre. Lum-buele Boybuta dirigea ce groupe, mais il retourna bientôt à Brazza. Mi-avril, Mukulubundu arriva à Gamboma et décida de former à 35 km de la ville, un camp de formation politique et militaire, appelé le 'Camp des Trois Glorieuses'. Quelques semaines plus tard, Sébastien Balonji l'y rejoignit et devint le commissaire politique.
Deux cadres du MPLA, dont le camarade Zola, enseignèrent la tactique de la guerre de guérilla et les techniques du sabotage; le camarade Fode de l'Union des populations du Cameroun, donna la formation politique. Tous les autres instructeurs vinrent du Congo-Léopoldville. Muku-lubundu rédigea les *leçons politiques* qu'il avait apprises par cœur au maquis de Mulele. A Gamboma, les militants disposaient des *Ecrits Militaires* de Mao Zedong dont ils étudièrent entre autres *De la Guerre prolongée*.
Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi amenèrent au camp 12 fusils de chasse calibre 12 et 7 fusils *Thompson*. Ils tinrent des réunions de formation pour les combattants sur le thème du patriotisme et de la bravoure au combat; ils exposèrent aussi le programme du CNL.
Un jour, on organisa une discussion sur la discipline militaire. Raphaël Mudiasupu se souvint des vérités que l'ANC lui avait inculquées et plein de passion, il exposa sa conception : 'On exige du militaire une obéissance absolue. Il est comme le chien auquel le maître commande de prendre tel ou tel objet. Il exécute l'ordre sans perdre une seconde.' Mitudidi le laissa parler, puis développa son propre point de vue: 'Nous sommes des hommes et nous avons le devoir de toujours peser le pour et le contre de nos actes. Nous ne sommes pas des bêtes. Chaque combattant de la révolution doit toujours se demander: qui profitera de tel ou tel acte? La masse du peuple ou un individu? Nous ne devons pas amener l'esprit de Mobutu dans notre révolution. Chaque combattant est responsable et doit servir le peuple.'

Le CNL-Gbenye

A l'Est, le 15 mai 1964, les nationalistes avaient libéré leur première ville, Uvira. Ils prirent Fizi le 27 mai. Le 19 juin, leurs forces armées entrèrent à Albertville.
Début juin, Léonard Mitudidi dit à des amis: 'Les camarades de l'Est commettent beaucoup d'erreurs politiques et tactiques. Parmi les hommes de Kabila, personne n'a eu une formation dans les principes de la guerre populaire. Nous avons décidé au sein du PS A que je dois partir à l'Est pour y renforcer la lutte révolutionnaire.' En juin, il rejoignit les combattants de Kabila, qu'il connaissait bien depuis leur rencontre en 1961 au sein de la Jeunesse nationaliste lumumbiste à Stanleyville.
Pendant que les nationalistes se réclamant du CNL-Gbenye se battaient à l'Est, Gbenye continuait à mener ses petites intrigues à partir de Brazza. Le 23 février 1964, il dépêcha deux de ses lieutenants, Sylvain Kama et Asumani Senghie auprès de Moïse Tshombe. Cette embrassade intéressée entre un arriviste d'une intelligence clopinante et un ambitieux aussi immensément riche que totalement dépourvu de scrupules, constitue l'image même du 'front uni' qui a conduit le nationalisme congolais à sa ruine.
Voici les passages-clés de l'accord conclu entre Tshombe et le CNL-Gbenye.

'Attendu que la réconciliation nationale scellée par le Parlement congolais au conclave de Lovanium a été sabotée par le Gouvernement Adoula (...)
'Attendu qu'il y a lieu (...) de faire renaître le climat de confiance, de sécurité et de compréhension mutuelle (...)
Nous, Conseil national de libération et Monsieur Moïse Tshombe, président général de la *Conakat*, avons décidé:
'1° de conjuguer nos efforts pour libérer la République du Congo, par une révolution ouverte, de l'emprise du néocolonialisme;
'2° de former dans l'immédiat un gouvernement révolutionnaire chargé d'installer les institutions nationales ;
'3e d'adopter le système économique du socialisme africain;
'4° d'écarter systématiquement tous les conseillers étrangers engagés avant la signature du présent protocole (...)[1].'

Ce document, produit du mariage entre un chantre professionnel du néocolonialisme et un traître au lumumbisme, contient déjà tous les ingrédients du mobutisme. 'L'héritier' de Lumumba prône la confiance et la compréhension envers l'assassin de son père spirituel.
Gbenye est incapable de distinguer les différentes classes sociales et leurs intérêts respectifs; dans la 'réconciliation nationale' il se compromet avec un des pires truands pour éliminer le représentant en exercice de la bourgeoisie bureaucratique, en l'occurrence Cyrille Adoula, dans l'espoir de rapprocher ainsi sa méritoire personne du gouvernail de l'Etat.
On a enseigné au porte-parole le plus attitré de l'impérialisme, Moïse Tshombe, qu'il n'y a rien de plus efficace pour berner un peuple que de discourir à profusion sur 'le néocolonialisme', 'la révolution ouverte' et sur 'le socialisme africain'. Les ennemis du peuple apprennent à hurler bien haut les paroles de la 'révolution' pour couvrir le bruit des salves accompagnant l'exécution des vrais révolutionnaires.
Pour couronner sa turpitude, Gbenye introduisit l'honorable Tshombe comme candidat au futur gouvernement 'révolutionnaire'...

'Reconciliation' autour de Tshombe

Cette présentation de la candidature de Tshombe ne fut point sans suite. Le 26 juin à 5h du matin, Tshombe, arrivé à l'aérodrome de Ndjili, y est accueilli avec une tendre sollicitude par ses deux ennemis Adoula et Mobutu. Le 10 juillet, l'homme qui avait préservé la chasse-gardée du Katanga aux colons belges, étend ce régime bienfaisant au Congo tout entier: le voilà Premier ministre à Léo[2].
Comment a-t-il réussi ce coup de baguette magique?
Le mercredi 24 juin à Bruxelles, il s'était assuré du soutien de l'ambassadeur américain Douglas Mac Arthur et du ministre belge des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak[3]. Ces deux hommes qui servaient l'empire américain avec une égale passion, ne cultivaient guère de sentiments chauds pour Tshombe. Mais ils savaient les troupes de Mobutu en pleine débandade devant les nationalistes avançant par vagues à partir de l'Est du Congo. Seul Tshombe disposait encore d'une force combattante redoutable à la cruauté éprouvée: 10.000 mercenaires katangais gardés en réserve à l'ombre des fascistes portugais en Angola.
Pour arriver au pouvoir, Tshombe se servit aussi d'une arme secrète : sa parfaite connaissance des milieux soi-disant 'lumumbistes'. Faisant une ouverture d'une admirable facture en direction de ces derniers, il déclara à propos du mouvement insurrectionnel au Congo: 'II s'agit, en fait, d'une révolution populaire. La population est mécontente et on la comprend. (...) Je me suis réellement battu contre les agressions étrangères, tout comme les gens du CNL[4]'.
En avril 1964, Tshombe avait pris contact à Londres avec Thomas Kanza qui lui exprima son intention de collaborer à un gouvernement d'union nationale. Rentré à Léo, Tshombe fonça. Comme il l'écrivit plus tard: 'Je fais venir de Londres M. Thomas Kanza, lui aussi représentant des rebelles (...) Je souhaite cependant que M. Kanza entre dans mon gouvernement. Je le lui dis, il m'en témoigne beaucoup de reconnaissance, il accepte[5].'
Quelques hasards malencontreux écarteront M. Kanza de cette belle perspective. L'homme se verra encore quelques années dans la pénible obligation de se faire passer pour un lumumbiste, ce qu'il n'a jamais été. En effet, Kanza avait déjà été charmé par le premier coup d'Etat de Mobutu en septembre 1960, coup d'Etat dirigé contre Patrice Lumumba. On verra plus loin qu'il ne manquera pas d'applaudir au deuxième et décisif coup d'Etat mobutiste. Le 22 septembre 1960, Kanza avait déclaré à Paris: 'Le colonel Mobutu, qui contrôle actuellement l'armée nationale, aura rendu un précieux service à la nation : il aura évité l'effusion du sang des innocents (...) Il fera régner l'ordre et la paix pour permettre la solution pacifique des problèmes politiques, économiques et diplomatiques qui se posent à notre pays[6].' Voilà l'homme qui pensera pour Gbenye, toujours à court d'idées sur tout, sauf sur son propre avenir grandiose.
Deux 'partisans' du CNL-Bocheley, André Lubaya et Emmanuel Lonji, firent, eux aussi, preuve de ce genre de combativité qui ne résista point aux avances de Tshombe. Lonji exprima sa détermination à 'collaborer avec le gouvernement de M. Tshombe' et Lubaya se retrouva ministre de la Santé Publique, fonction à résonance sarcastique dans un gouvernement qui s'occupera à massacrer plusieurs dizaines de milliers de nationalistes[7].

Antoine Kiwewa, président national provisoire du MNC-L exprima ses irrésistibles transports pour M. Tshombe qui éleva du coup M. Jules-Léon Kidicho, le numéro deux du MNC-L, à la dignité de ministre des Transports et des Travaux publics[8].
Cette 'réconciliation nationale' sous la houlette de la Sûreté belge et de la CIA américaine, formait un petit pont idyllique construit à l'intention des représentants de la bourgeoisie nationale désireuse de passer sur la rive de la bourgeoisie compradore.
L'architecte de cette construction admirable, le socialiste belgo-améri-cain Paul-Henri Spaak, l'exprima de la façon suivante: 'Je souhaitais que Tshombe, dont le gouvernement était faible (...) essaie de se réconcilier avec l'aile modérée du Comité de Libération dont le leader était Gbenye[9].'

Le 25 juillet 1964: Bolobo

A l'Est, le 10 juillet 1964, Kabalo et Kongolo tombèrent aux mains des révolutionnaires. Au 19 du même mois, c'était au tour de Baudouinville. A Gamboma, on étudiait avec application les principes de la guerre populaire, mais la question dans quelles mesures concrètes et dans quel plan stratégique il fallait que ces belles idées se réalisent, n'était guère envisagée. D'autre part, les succès foudroyants à l'Est brusquèrent les décisions.
Jusqu'alors, certains responsables de Gamboma pensaient former des équipes pour les diriger, avec discrétion, vers le maquis de Mulele. D'autres croyaient qu'on pouvait libérer une partie de la province du Lac Léopold II et faire ainsi la jonction avec le Kwilu. Pour y arriver, il fallait envoyer des militants en reconnaissance pour étudier les endroits favorables à l'action ouverte et ensuite infiltrer des cadres militaires et politiques pour former sur place des jeunes combattants. Ils n'envisageaient pas une attaque militaire à partir du territoire de Brazzaville parce qu'une telle action alerterait l'ennemi avant que les masses soient préparées et mettrait les autorités de Brazza dans une position inconfortable. Laurent Tsalakanga, un ex-policier, avait parcouru la province du Lac et constaté que la Jeunesse du MNC et les Batende étaient impatients d'accueillir les cadres mulelistes.
Mais le vertige du succès des autres et le désir de figurer parmi les 'Grands Noms' contrôlant de vastes territoires, chassèrent bien vite les quelques bribes de la théorie de Mao Zedong gauchement assimilées. Bocheley et Khumu résumèrent leur compréhension de la guerre du peuple dans la formule lapidaire : 'L'Est contrôle des zones, nous devons aussi en avoir, il faut attaquer Bolobo.' Raphaël Mudiasupu, un ex-militaire , dit : 'Les autres ont peur du combat. Le moment est favorable, il faut attaquer.'
La nuit du 25-26 juillet 1964 à 3h, 35 combattants débarquèrent de trois hors-bords à Bolobo. Ils prirent le camp militaire par surprise à 4h30. Un seul soldat de l'ANC qui riposta, fut tué au combat et enterré par les nationalistes avec les honneurs militaires. On convoqua la population, on hissa le drapeau rouge et on chanta l'hymne 'Fils du Congo', après quoi on redistribua les armes de chasse que l'armée avait confisquées aux habitants.
Le petit groupe se dispersa en quatre directions. Augustin Kalamba conduisit quelques combattants vers le nord, pour prendre les localités de Mustandunga, de Nkolo et de Yumbi. Raphaël Mudiasupu se rua avec 15 partisans vers Mushie, petite ville à 160 km de Bolobo, qu'il prit le 28 juillet. Jean Mbomi et 2 partisans se rendirent à Tshumbiri pour empêcher l'ANC d'y accoster. Les autres combattants restèrent à Bolobo.
Pour une fois, le colonel Vital Pakassa s'inspira des manuels de guérilla: c'est par surprise qu'il descendit sur le champ de bataille à Bolobo, le 28 juillet au matin. Cette apparition soudaine ne figurait pas au scénario. Etant le plus haut en grade, il prit le commandement et il en entama l'exercice en donnant la permission à ses troupes de confisquer quelques bonnes caisses de bière.
A Mushie, les quinze combattants firent preuve d'une magnanimité qu'on peut se permettre quand on est quinze cents. Un pilote blanc de l'avion d'Air Brousse, qui avait atterri sur l'aérodrome, proclama hautement être un ami de Michel Mongali ; on lui souhaita bon voyage et il s'envola. Des prêtres blancs, que le commissaire politique reconnut comme ses anciens professeurs, reçurent des laissez-passer. Bref, en un rien de temps, l'ANC put prendre la mesure exacte de la faiblesse numérique de ses adversaires.
Le 30 juillet, Sébastien Balonji prit la route de Bolobo à Mushie dans le camion qui transportait tous les bagages des combattants.
Le 31 juillet, à la pointe du jour, le colonel victorieux Vital Pakassa, installé dans la résidence du Commissaire extraordinaire, plongea dans la forêt dans un état de perplexité somnolente. L'attaque-surprise de l'ANC, arrivée par bateau à Tshumbiri, chassa de Bolobo les quelques combattants peu préparés à ce genre d'éventualités fâcheuses. Quelques fuyards retrouvèrent Mukulubundu et Kalamba aux environs du village de Yumbi, dont tout le monde jugea sage de se retirer pour rejoindre une île au milieu du fleuye. De là, il regagnèrent le camp des Trois Glorieuses - nom qu'on prononce maintenant avec quelque gène.
Des militaires venus de Banningville attaquèrent Mushie. Un partisan tomba et quelques blessés furent arrêtés, avant que Mudiasupu et ses hommes se retirent en forêt. Le camion avec les bagages, paralysé par une panne sur le chemin de Mushie, fut récupéré par l'ANC. Balonji et deux partisans disparurent dans les bois.
Il ne semble pas qu'une stratégie militaire digne de ce nom ait été arrêtée avant que les partisans soient lancés à l'assaut de Bolobo et Mushie. On a plutôt remis son sort entre les mains de la divine providence et de

l'incompétence peureuse de l'ANC. On ne voit pas trace d'une mobilisation populaire en vue de la défense armée des conquêtes réalisées. On ne remarque pas non plus une préparation tant soit peu systématique à l'établissement des maquis dans la forêt. La gaucherie avec laquelle l'opération fut entamée et conduite, forme un contraste désarmant avec les profondes pensées militaires qui fleurissaient lors des cours donnés à Gamboma et qui furent délaissés symboliquement à Bolobo lors de la fuite.
Voici ce qu'on apprenait à Gamboma: 'Comment organiser et diriger la guérilla? (...) Première condition: masse populaire. Il faut qu'elle soit largement mobilisée. La masse elle-même doit exprimer le besoin de mener la guerre de guérilla, seule condition favorable. Comment mobiliser la masse : les cadres doivent pénétrer dans les masses pour leur faire connaître les idées et le programme de notre Parti. (...) Dans les régions où les conditions des masses sont mûres, on installe d'abord des corps de guérilla secrets. Choisir dans la masse les éléments les plus actifs et courageux pour former le premier groupe secret de guérilla (10 personnes) et aussi chercher à avoir des armes. Après cela, déclencher l'action[10].'
Comment expliquer que la pratique jurait de façon si grossière avec la théorie?
D'abord, la majorité des dirigeants du CNL-Bocheley n'avaient de maoïste que l'étiquette et ces théories n'occupaient guère leur cœur, pour ne rien dire de leur cerveau. Pakassa, Bocheley et Khumu n'appréciaient pas les deux instructeurs politiques que Osende Afana leur avait dépêchés. 'Les Camerounais se sont déchirés entre eux. Ils veulent nous plonger dans la guerre pour une durée de quarante années comme cela s'est fait en Chine.' Ces éléments de la bourgeoisie nationale, ne se posant même-pas le problème de la libération nationale et sociale, pouvaient difficilement se passionner pour la voie y conduisant.
Mais même les dirigeants conscients de la nécessité d'une profonde révolution nationale et sociale, n'arrivaient pas à réellement assimiler les expériences du mouvement communiste international. L'étude nécessaire des théories formulées au cours des révolutions victorieuses dans le Tiers Monde, aurait dû trouver son complément dans l'enquête sur la réalité des régions où l'on projetait d'agir. Joignant étude et enquête, on auiait pu formuler un plan stratégique adapté aux conditions concrètes du fro«nt de l'Ouest. On ne peut assimiler la théorie qu'en faisant continuellement le bilan critique de ses propres expériences, à la lumière des thèses marxistes-léninistes. Ceci présuppose une attitude critique de chaque combattant envers son propre comportement et une évaluation collective des erreurs et des faiblesses constatées au cours de toute opération.

La recolonisation à Léo

Dans l'histoire du Congo, les 15 mois du gouvernement Tshombe forment une parenthèse durant laquelle les intérêts belges et américains redressaient les torts qu'ils avaient subis, par le recours à des interventions du type colonial qu'ils accomplissaient avec conviction, quoiqu'ils sussent font bien qu'elles étaient démodées. Les méthodes plus modernes du néocolonialisme pourront repartir d'un bon pied avec le coup d'Etat de Mrobutu du 24 novembre 1965.
ILe colonel Vandewalle, avec la lucidité cruelle du vieux colon, ouvrait lesjyeux de son *boy*, l'ex-sergent Mobutu, sur une triste réalité : tout général qu'il était devenu, Mobutu n'avait plus d'armée. 'Il faut considérer qus sauf quelques détachements, l'ANC actuelle est, soit mutinée, soit pa:ssée à la rébellion, soit accrochée dans des camps, loin du front, d'où ell«e refuse de sortir. Les autorités congolaises, notamment Tshombe et Mrobutu, sont d'accord pour déclarer qu'elle doit être remplacée[11].'
Remplacée, elle le sera par une force d'intervention de la meilleure fac-turte coloniale. En 1964, la Belgique dépêcha 390 officiers et techniciens darns son ancien territoire d'outre-mer, auxquels elle ajouta 320 paras lors de l'opération *Dragon Rouge* du 24 novembre 1964[12]. En mars 1965, Mrobutu trouve à son service 637 tueurs professionnels blancs, appelés 'volontaires étrangers' dans les livres bien-pensants[13].
Certains de ces mercenaires blancs, au service de Tshombe, encadraient des gendarmes katangais à qui les fascistes portugais offraient refuge depuis janvier 1963. Leur chef, le 'colonel' Jean Schramme dé clara: 'II faudra attendre le début d'août 1964 pour retourner dans notre pays. En vainqueurs.(...) En plus des six pelotons du *Bataillon Léopard*, huit mille anciens gendarmes katangais repris en mains par nos cadres, franchissent la frontière[14].'
Début novembre 1964, le colonel Vandewalle formulait à l'intention de ces vaillants conquérants, l'idée directrice suivante: 'La liquidation du gouvernement révolutionnaire s'impose au plus tôt[15].' Spaak délirera plus tard sur le thème d'une opération 'purement humanitaire'.
A l'Est du Congo, les forces nationalistes furent écrasées par la cinquième brigade mécanisée, appelée la colonne Vandewalle, lors de 'l'opération Ommegang'. Ce corps d'armée comptait 65 officiers belges, 390 mercenaires blancs, 65 officiers katangais et 4.200 soldats noirs, essentiellement des mercenaires katangais venus de l'Angola[16].
Homme franc, Vandewalle ne cache point qu'il revivait les journées de grandeur coloniale. 'Tous les membres de l'état-major de la 5° Brigade mécanisée avaient servi à la Force publique, sauf le major Desmet qui était au commandement des Forces métropolitaines en Afrique. Ce fut la dernière fois qu'un groupe d'officiers des anciennes troupes coloniales belges, conduisit des opérations en Afrique centrale[17].'

Le général sans soldats qui a ressuscité cette armée coloniale s'appelait Joseph-Désiré Mobutu. Il signa personnellement l'ordre de recruter 1.000 mercenaires[18]. 'Au départ et en principe, déclare Mobutu, je n'étais pas 'très chaud' pour engager des mercenaires (...) Et puis, la situation militaire est devenue telle que j'ai dû en engager moi-même pour combattre la rébellion. Mais il n'y en a jamais eu plus de mille. (...) Ce sont des hommes valables qui aident réellement les populations de l'intérieur. Cela me peine qu'on les traite comme des mercenaires à chasser. On ne les chassera pas. Je sais qu'ils viennent ici pour gagner de l'argent, mais beaucoup d'entre eux travaillent avec un grand idéal[19].'
Mobutu rappela les généraux Janssens honteusement chassés par les nationalistes dans les jours qui suivirent l'indépendance. Voici quelques variantes que Mobutu présentait sur le thème *Après l'indépendance = avant l'indépendance*: 'Je voulais une véritable intégration. Blancs et Noirs, tous sont officiers et exercent effectivement leur commandement. C'est indispensable. Et les soldats sortis de Kitona sont maintenant sans complexes : ils trouvent tout normal d'être commandés par des officiers blancs et noirs. (...) Ici au quartier général, les officiers belges exercent des responsabilités réelles, comme s'ils se trouvaient dans l'armée belge[20].'
Après l'écrasement de la révolution à Stanley ville, le 24 novembre 1964, la Belgique complétera le tableau colonial par l'envoi de 62 experts dont la vocation sera d'administrer le Congo[21]. Des anciens administrateurs coloniaux revinrent ainsi dans 'leur' Afrique sous le nom d'*équipes polyvalentes*. Tshombe déclara à leur intention: 'Ces équipes vont voir leur autonomie accrue (...) Je désire voir les techniciens assumer des fonctions de responsabilité dans la gestion du pays[22].'

Chez le Président de la République Gbenye

Gbenye, ce révolutionnaire malgré lui, se trouvait à la tête de l'insurrection à l'Est du Congo, mais il se gardait bien de se rapprocher à moins de mille kilomètres de la ligne de feu : il restait à Brazza jouer aux cartes pendant que les batailles les plus importantes se déroulaient entre mai et août 1964. Après la libération de Stanleyville le 5 août, le danger s'écartant, la perspective des grands honneurs faisait des ravages dans l'imagination puérile de Gbenye. Il se voyait déjà Premier ministre ou Président et dans les moments le plus exaltés, il s'accordait les deux postes à la fois.
Il est assez remarquable que dans cet état de surexcitation, Gbenye gardait tout de même assez de bon sens pour ne pas perdre de vue que son investiture prochaine, pour revêtir un caractère durable, devait recevoir l'approbation de la Belgique. Le 21 août, à l'insu de pratiquement tous ses collaborateurs, Gbenye se rendit en Belgique où il s'entretint secrètement, à deux reprises, avec Spaak. Les entretiens eurent lieu dans les Ardennes, où Spaak passait ses vacances. Spaak lui présenta sous des lumières séduisantes la formule du gouvernement d'union nationale dont l'avènement pourrait relever du mérite de Gbenye. Plus tard, Spaak notera dans ses mémoires: 'Au cours de ces entretiens, Gbenye ne me parut ni intelligent, ni perspicace. Il n'était certainement pas pour le Congo un Premier ministre valable. Il m'avait cependant paru susceptible d'écouter des conseils et d'être ramené à des conceptions saines. Pour cela, il aurait dû être séparé de ses mauvais conseillers[23].'
En clair: il est bête, mais on peut l'acheter et il semble apte à répéter les conseils que nous lui soufflerons.
Fin politicien, Gbenye n'était pas sans savoir que le patron de ses futurs patrons habitait l'ambassade américaine à Bruxelles. Ainsi Vandewalle pourra-t-il écrire : 'Avant de quitter Bruxelles, Gbenye avait rencontré un délégué de la CI A, M. Devlin, qui avait représenté les services secrets de Washington à Léo en 1960. Il devait y revenir en 1964[24].'
Entré enfin à Stanleyville fin août 1964, Gbenye, sans consulter les autres dirigeants de l'insurrection, se drapa le 5 septembre 1964 dans la dignité suprême de Président de la République populaire du Congo; dans un même élan du cœur, il s'accorda le poste de Chef de Gouvernement et enfin, en vue d'épater l'univers entier par l'étendue de ses compétences, il s'octroya par intérim le ministère des Finances, des Affaires économiques, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de l'Education nationale, de la Santé publique et des Plans et Coordinations[25]. Sur sa carte de visite, Gbenye Christophe pouvait désormais marquer huit fois de suite le titre d'excellence.
Pendant les trois mois qu'a duré son règne. Gbenye eut des relations suivies avec Spaak. Ainsi, l'armée belge ayant délogé notre octuple excellence de sa capitale le 24 novembre 1964, s'y emparait d'un télégramme rédigé la veille par Gbenye en réponse à une dépêche de Spaak: 'Si vous et moi travaillons dans la compréhension mutuelle, jamais au Congo citoyens et intérêts belges ne seront en danger (...) Pourquoi me parlez-vous d'évacuation des étrangers par l'avion de la Croix-Rouge alors que ceux-ci sont protégés ainsi que leurs biens (...) Vous pouvez m'aider en retirant auprès de Tshombe toutes les troupes belges (...) Votre réponse positive rehaussera le prestige de la Belgique[26].'
Les impérialismes belge et américain s'étaient engagés à fond dans une guerre pour l'écrasement définitif des lumumbistes au Congo. La veille de l'attaque décisive contre Stanleyville, l'intrépide Gbenye pataugeait toujours dans les marchandages de bas étages du genre: 'Laisse tomber Tshombe, travaille avec moi et on s'entendra bien.'
Quelques jours auparavant, le 18 novembre, une foule immense s'était rassemblée sur la Place du Monument. Le journal révolutionnaire de Stan décrivait 'la furie populaire' et 'la colère de la foule déchaînée'. Voici de quelle

façon Gbenye jugea utile de calmer son monde: 'Un télégramme (...) m'a été dépêché par le Premier ministre de Kenya, pays ami, et dans lequel il m'a demandé d'ajourner la mise à exécution des mesures prises à l'égard du major Paul Carlson. M. Jomo Kenyata projette de négocier avec le Gouvernement américain afin de trouver un terrain d'entente quant à l'échange éventuel des prisonniers de guerre et la cessation par les USA de la fourniture d'armes et de mercenaires au gouvernement de Tshombe. Je vous propose un délai de 4 jours d'ajournement de l'exécution du mercenaire Paul Carlson (...) Convaincu du bien-fondé de ces paroles, la foule des manifestants se dispersa[27].'
Les troupes belges et mercenaires occupaient déjà Kindu depuis le 6 novembre et Gbenye proposa à une foule, estimée à plusieurs dizaines de milliers de lumumbistes, un plan de combat consistant... à faire pendre, dans quatre jours, un Américain ... Gbenye refusait de dire à ces dizaines de milliers de combattants, prêts à tout, qu'il fallait se préparer à la guérilla contre les troupes ennemies dont l'arrivée était imminente. Le 24 novembre, l'armée belge découvrira dans les dépôts des quantités d'armes qui n'avaient même pas été distribuées à la population...

Brazza, août 1964-mars 1965

En août 1964, Mukwidi revenait de sa deuxième mission dans les pays progressistes africains et en Chine. Durant les mois qui suivirent, il formula devant ses amis son point de vue sur la politique du CNL-Bocheley à Brazza:
'Ce qui se passe ici constitue un véritable sabotage de la lutte. Il y a eu une motion de révocation votée par les cadres du CNL contre Dominique Tumba-Mwasipu et Camille Khumu, pour détournement de fonds. Yumbu les a réhabilités sans consulter personne. Yumbu fait preuve d'un laisser-aller coupable, on ne peut plus longtemps accepter qu'il assume la direction du parti. Balonji se trouve au maquis dans la province du Lac Léopold II. Il faut que tout le monde quitte le camp de Gamboma pour le rejoindre et pour créer la liaison avec Mulele.'
Mukwidi rejoignit Balonji avec quelques combattants. Ainsi, une trentaine de partisans se regroupèrent au maquis. Yumbu et Mukulubundu restèrent avec 25 militants dans le camp des Trois Glorieuses. Bocheley, Pakassa, Khumu et Tumba-Mwasipu formèrent, eux, une petite fraction qui rêvait dans les jours sombres d'une prise de pouvoir pacifique et dans les jours d'exubérance, d'une victoire à la tête d'une grande armée classique. Leurs conceptions se rapprochaient de celles mises en pratique à l'Est.
Le 5 septembre 1964, Gbenye s'était haussé à la dignité de Président de la République populaire. Le chemin de la gloire, pour ne rien dire de l'argent, lui semblait largement ouvert. Il voyait dans Mulele le seul rival possible. En septembre et octobre, ses émissaires, lourdement appuyés par certaines ambassades de l'Afrique progressiste, s'en allèrent convaincre les militants de Gamboma de rejoindre la révolution triomphante à Stan. Si l'on pouvait faire sauter le point d'appui de Mulele à Brazzaville, seul le nom de Gbenye retentirait à travers les continents.
En février 1965, le groupe Yumbu-Mukulubundu s'apprêtait à rejoindre le maquis de l'Ouest. Il arriva à Gabriel Mbuyi de surprendre quelque conversation secrète contenant force paroles lourdes de complots et de sombres assassinats. Sur quoi on arrêta André Simuna qui avoua que Bocheley et Pakassa l'avaient chargé de l'assassinat de Yumbu et de Mukulubundu.
Entre temps, Gbenye entreprit des démarches auprès des ambassades pour faire évacuer de force les militants mulelistes de Brazzaville pour ôter, disait-il, tout prétexte à une éventuelle agression tshombiste contre Brazza. L'ambassadeur du Mali, Alioune Diakite, se faisait remarquer par sa hargne contre les mulelistes, mais aussi les ambassadeurs de l'Egypte, de l'Algérie et du Ghana soutenaient l'orientation de Gbenye.
Fin mars 1965, les autorités de Brazzaville expulsèrent Yumbu, Mukulubundu, Nima et madame Blouin en direction d'Accra. Madame Blouin partit pour Alger et les autres pour le Caire. Arrivés en Egypte, ils apprirent de la bouche de Kabila et Mitudidi... qu'ils se retrouvaient là pour participer à une Conférence de tous les dirigeants du mouvement révolutionnaire et qu'il ne pouvait être question d'abandonner le maquis du Kwilu. Gbenye, sachant parfaitement qu'il ne trouverait plus personne pour le soutenir dans ses folies, croyait qu'en boycottant la conférence, il sauverait son titre de président incontesté.
Le 7 avril 1965, la Conférence commença en présence de 19 délégués. Les représentants des Etats africains progressistes posaient comme condition à leur aide future la réconciliation des présents avec Gbenye et le maintien de ce dernier à la présidence du gouvernement[28]. Lorsque la Conférence clôtura ses travaux le 21 avril, elle avait créé un Conseil suprême de la révolution de vingt membres qui siégerait en tant qu'organe de direction issu du Conseil national de libération. Le Conseil suprême avait le pouvoir de nommer et de révoquer les membres du gouvernement et de contrôler leur activité; il avait la direction de l'armée révolutionnaire. Gaston Soumialot devint président du CSR, Pierre Mulele et Laurent Kabila furent élus vice-présidents du Conseil et Gabriel Yumbu s'occupa du secrétariat.
Dans une situation extrêmement difficile, les vrais patriotes et principalement Léonard Mitudidi ont su mener cette Conférence à bonne fin. Il s'agissait d'élaborer une politique authentiquement révolutionnaire tout en maintenant l'unité avec la bourgeoisie nationaliste représentée par le groupe Gbenye et soutenue par les gouvernements africains.

La déclaration que fit Léonard Mitudidi après la clôture de la Conférence, témoigne d'une grande maturité politique. En voici le texte.
'Rien ne peut mieux situer l'importance de la Conférence du Caire, que de connaître la situation qui existait chez nous avant cette réunion. Sur les différents fronts qui existaient au Congo, le camarade Gbenye n'était reconnu que par le seul front du Nord, celui qu'il dirigeait personnellement avec le général Olenga. Il n'était reconnu ni par les camarades de l'Est ni par ceux de l'Ouest. Alors qu'il n'y avait aucune divergence quant à la manière de mener le combat, ni de doute sur ceux contre qui le mener, nous ne possédions aucune structure de base permettant d'harmoniser les activités de tous les fronts, aussi bien sur le plan politique, que dans le domaine militaire. Cette situation a été une source de confusion à l'extérieur dans la mesure où la création d'un gouvernement révolutionnaire à Stanleyville a pu laisser croire que ce dernier s'employait à synchroniser les activités de tous les fronts alors qu'il n'en était rien. La nécessité de créer des structures unitaires correspondant à la phase de la lutte à laquelle nous sommes parvenus, se faisait sentir. Ces structures de base ont été créées au Caire.
'Cela n'a pas été aisé. Il faut reconnaître que beaucoup d'Etats amis avaient de ce problème une idée qui ne correspondait pas toujours à nos réalités. Pour beaucoup d'entre eux, la Conférence du Caire devait tout simplement maintenir le statu quo, c'est-à-dire confirmer Gbenye dans ses fonctions. Or, Gbenye était précisément l'un des éléments de gêne et de discussion du fait des conditions dans lequelles son gouvernement a été créé. A présent qu'il est reconnu par le Conseil suprême de la révolution, donc par tous, il est devenu un élément d'union. Je veux souligner le rôle décisif joué, à cet égard, par les camarades venus directement des fronts. Ce sont eux qui ont empêché la Conférence de dévier vers des questions subsidaires et personnelles. La Conférence du Caire a condamné par ailleurs formellement le tribalisme et le régionalisme. Maintenant que les bases sont posées, notre lutte y gagnera en énergie et en résolution. Notre souci de lutter contre le tribalisme a influé directement sur la formation du gouvernement. Dans l'ancien gouvernement Gbenye, trois des quatre ministres étaient de la région de Stanleyville. Dans la nouvelle équipe gouvernementale, nous avons décidé qu'il y aura un ministre par province. Evidemment, pour nous, il n'y a que six provinces au Congo (...) En ce qui concerne le camarade Kanza, je tiens à préciser qu'il a été appelé à d'autres fonctions parce que le front avait déjà désigné le camarade Tumba Mwasipu pour représenter la province de Léopoldville, dont Kanza est originaire[29]'.
En séparant Gbenye de Kanza, qui lui soufflait toutes ses idées, on rendait ce président-bouffon presque inoffensif. Le Conseil suprême de la révolution, qui comptait 15 délégués des 3 zones militaires, coiffait le gouvernement de Gbenye et pouvait ainsi garantir l'orientation révolutionnaire du mouvement.
Gbenye et Kanza se sont acharnés à détruire ce compromis. Léonard Mitudidi a trouvé la mort sur le lac Tanganika en retournant au maquis. Certains parlent d'un accident, beaucoup estiment qu'il s'agissait d'un assassinat. Le journal révolutionnaire congolais L'Eclair écrivait d'ailleurs que Gbenye avait déjà ordonné d'abattre Mitudidi dès l'arrivée de ce dernier au front de l'Est en août 1964[30]. Le même journal rapporte un témoignage de Soumialot, noté par Benza début août 1965 au Caire: 'C'est Gbenye qui avait à plusieurs reprises tenté d'assassiner Léonard Mitudidi, ce grand intellectuel révolutionnaire qui demeurera à côté d'Emmanuel Nzuzi un exemple d'abnégation et de courage patriotique[31].'
Devant le refus de Gbenye de reconnaître les conclusions de la Conférence, le Conseil suprême de la révolution a élu Abdoulay Yerodia, qui était politiquement proche de Mitudidi, président du Conseil exécutif.
Depuis la Conférence du Caire, le trio Gbenye-Kanza-Mandungu était pratiquement devenu traître à la révolution. Le 15 avril 1965, au moment où les révolutionnaires essayaient au Caire de créer une direction capable d'encadrer les dizaines de milliers de combattants opérant sans coordination au pays, Kanza déclara: 'Je viens d'avoir un très long entretien avec le Président Gbenye et le général Nicolas Olenga. Chose étrange, nous n'avons pas discuté de la continuation de la révolution armée contre les impérialistes américains, belges et autres. Nos discussions ont porté sur la stratégie et les tactiques à suivre dès que nous serons installés à Léopoldville. Car, pour nous, la fin de la révolution armée est imminente; nous planifions déjà la révolution sociale, politique, économique, culturelle[32]'.
Kanza sabotait ainsi de manière délibérée la lutte armée qui rencontrait de sérieuses difficultés. La 'révolution sociale' qu'il 'planifiait' de la sorte s'est avérée être la révolution mobutiste, comme on le constatera ci-après.
En octobre 1965, Gbenye se prosterna devant ses maîtres belges et américains en débitant les bassesses suivantes: 'Le calme et la stabilité politiques ne sont pas possibles au Congo tant que les impérialistes n'auront pas compris que seuls les nationalistes sont capables de contrôler le peuple congolais (...)[33].' Gbenye promit ainsi aux impérialistes un contrôle plus efficace du peuple et donc une stabilité plus durable que ce que Mobutu pouvait garantir.
Craignant de ne pas avoir été assez explicite dans la servilité, Gbenye ajouta: 'Nous aurons en vue une démocratie humaniste (...) La révolution n'est pas contre les financiers ou les étrangers qui ont investi au Congo. Nous nous sommes assignés le devoir de reconstruire notre pays et cela avec la coopération de tous ceux qui ont déjà investi leurs capitaux au Congo et de ceux qui le feront par la suite[34].'
De cette orientation vers les intérêts impérialistes, Kanza tirera le premier les conclusions politiques, en acclamant le mobutisme. Tshombe sait que son heure sonnera, à moins que le régime Mobutu et les lumum-

bistes comprennent que, malgré leurs différends sur le plan politique, ils ont à combattre un ennemi commun : le néocolonialisme personnifié par Moïse Tshombe. Dès lors, toute solution qui serait un compromis réaliste et honorable trouvé par les Congolais eux-mêmes, serait accueillie avec joie (...) par la majorité (...)[35]
Si Kanza servait de penseur libéral à Gbenye, Mandungu pensait pour lui dans les circonstances où quelque connaissance marxiste-léniniste était de bon ton. Antoine Mandungu, alias Tony Nyati rejoignit plus tard le mobutisme, dont il devint une des 'têtes fortes'. Ministre des Affaires étrangères lors de la première guerre du Shaba en 1977, il rehaussa sa stature de traître en organisant l'agression franco-belge. Peu de temps après, il fut nommé vice-roi au Shaba. Lors de la révolte populaire de Moba, le 1er novembre 1984, il prit dignement la tête d'une 'marche de soutien au pouvoir'. Le journal *Le Soir* écrivait: 'Le gouverneur du Shaba, M. Mandungu Bula Nyati, a appelé la population de la province à se mobiliser contre les 'marginaux' et les 'anti-parti' et à dénoncer les 'suspects' aux autorités[36].'

Le maquis de Mukwidi

Le samedi 23 janvier 1965, les maquisards regroupés autour de Mukwidi, Balonji et Mibamba qui se trouvaient depuis 6 mois dans la région de Ngania, attaquèrent Nkolo et notamment le poste de la société Socopla. De nombreux jeunes Batende les accompagnaient.
Au moment où cela discutait ferme à la Conférence du Caire, Mukwidi sortit du maquis pour entraîner avec lui tous les combattants qui vivotaient à Gamboma. Mais à peine les nouveaux venus, dirigés par Gabriel Mbuyi avaient-ils rejoint les partisans de Balonji et de Mibamba, que des divergences éclatèrent. Mbuyi voulut percer jusqu'au Kwilu, ce à quoi Balonji s'opposa. Nima, resté à Brazza, aurait prévenu Balonji que parmi les novices se trouvaient des éléments suspects projetant des assassinats atroces de dirigeants du maquis. Toujours est-il qu'un groupe dirigé par Mbuyi et pratiquement dépourvu d'armes, se mit en marche pour le Kwilu.
En avril 1965, ils furent repérés par des villageois hostiles dans la région de Nioki et poursuivis avec des lances. Les partisans voulaient éviter tout engagement avec l'ennemi, mais des gendarmes et des policiers les attaquèrent à Nioki tuant Gabriel Mbuyi et plusieurs autres combattants. Les autres furent fait prisonniers. Parmi eux Théodore Kabamba, Georges Nsangoyolo et Alfred Sosoko.
Le groupe de Mukwidi, Balonji et Mibamba resta dans la région de Ntandembele. Ces 20 partisans descendirent à la mi-juin vers Nioki qu'ils attaquèrent le 21 juin 1965 au matin. Nioki était un centre de la Fores-com, *La Forestière et Commerciale du Congo* qui occupait un grand nombre d'ouvriers. En cours de route, les combattants avaient été rejoints par des jeunes Baboma. Attaqués, les policiers prirent la fuite.
Dans l'après-midi de la même journée, vers 3h30, la jeunesse locale s'en prit à son tour à l'usine de la Forescom où 17 Européens armés de quelques fusils de chasse s'étaient retranchés. On mit le feu à la scierie et au bâtiment administratif. L'agence catholique DIA nota: 'On sait que les rebelles ont franchi la Fimi à Isaka et ont pris la direction du sud et puis du sud-est. (...) Le groupe, en passant la Fimi était déjà composé de 200 hommes, des travailleurs de la Forescom s'y étant ajoutés[37].'
Lundi après-midi déjà, les partisans se trouvaient de l'autre côté de la Fimi; dans la soirée, ils y furent surpris par des policiers venus de Kutu. Plusieurs combattants furent tués ou bk'ssés. Le lendemain, 20 mercenaires blancs accompagnés de soldats mobutistes, partirent de Léo dans 3 avions en direction de la région de Nioki[38].

En juillet 1965, Balonji sortit du maquis et arriva à Brazza avec les combattants malades et blessés, parmi lesquels Floribert Matiti. Quelques semaines plus tard, Mukwidi et Mibamba le suivirent. Le premier déclara: 'La lutte est très difficile parce que dans cette province, une partie des masses suit les réactionnaires. Nous connaissions des problèmes pour le ravitaillement. Nous avions pris l'habitude de prendre le manioc dans les champs et de nouer l'argent à une tige de manioc. Les villageois prenaient l'argent mais ils prévenaient les autorités militaires de la présence des partisans. Des avions nous attaquaient mais dans la grande forêt les bombes éclataient dans les arbres.'
La plupart des membres du groupe de Mukwidi partirent à Cuba pour un entraînement militaire de six mois. Mukwidi qui les accompagnait, continua son voyage jusqu'en Chine. Par la suite, Mukwidi passera par l'Europe où il contactera les marxistes-léninistes belges et notamment Jacques Grippa qui imprimera son texte 'L'an 3 de la Révolution'.
Début 1967, Kibwe Cha Malenge arriva à Brazza venant du front de l'Est. Il s'entretint avec Mukwidi de la nécessité de créer un parti marxiste-léniniste regroupant tous les éléments d'avant-garde du Congo.
En mars 1967, le Parti communiste congolais vit le jour. Ses principaux dirigeants furent Mukwidi, Balonji, Nima, Mibamba et Munzedinga. En juillet 1967, ses militants s'apprêtaient à rentrer au maquis. Les Cubains leur livrèrent des fusils et quelques bazookas, mais leur offre d'y ajouter quelques soldats d'origine cubaine fort adroits sur ces armes fut écartée par Balonji.
Dès que les combattants touchèrent le sol de la province du Lac, ils y firent 'pousser l'argent dans les champs de manioc' et furent donc immédiatement repérés par l'armée. Dispersés par les mobutistes dès le deuxième jour,

une vingtaine de partisans arrivèrent à se regrouper autour de Nima. Vaillamment engagés dans la voie de la gloire, ils décidèrent que la démocratie régnerait au sein des forces armées de libération : lors d'un vote d'une parfaite régularité, on exprima la ferme volonté de retourner à Brazza. Après avoir traversé le fleuve et enterré les armes, on rentra dignement en exil. Cet exercice caricatural de la démocratie, ne servait qu'à cacher la lâcheté de certains. Au maquis, sept courageux continuèrent la route dans l'autre direction: Mukwidi, Balonji, Kuma Kuma, Tsalakanga, Pumbulu, Munzedinga et un autre combattant. Pendant quatre mois, ils vécurent dans l'espoir d'être rejoints par leurs camarades. Ensuite, ils envoyèrent Pumbulu et Munzedinga à Brazza pour ramener leurs amis dans le bon chemin. Mais plus personne ne se sentait porté à des actes de bravoure. Les cinq continuèrent donc seuls en direction du Kwilu. Vers la fin de 1968, dans la région de Banningville, Balonji se rendit aux militaires mobutistes. On n'a jamais su comment Thomas Mukwidi et ses camarades ont trouvé la mort.

Notes

1. Congo 1964, p. 137.
2. Ibid, pp. 165,185.
3. Ibid, p. 162.
4. Ibid, p. 163.
5. M. TSCHOMBE, Quinze mois de gouvernement du Congo, Paris 1966, p. 20.
6. La Libre Belgique, 23-9-60 citée dans Congo 1960, 2, p. 870.
7. Congo 1964, p. 211.
8. Congo 1964, p. 176,191.
9. P.-H. SPAAK, Combats inachevés, 2, Paris, 1969,p. 272.
10. Rébellions au Congo, 1, pp. 219,221.
11. E.R. VANDEWALLE, o.c.,p. 216.
12. ID. ibid., p. 356; Chronique de Politique Etrangère, 21, 3-4, 1968, p. 545.
13. Congo 1965, p. 50.
14. J. SCHRAMME, o.c., p. 129,135.
15. \D.,ibid.,p. 322.
16. lD.,ibid.,p.247.
17. lD.,ibid.,p.42l.
18. lD.,ibid.,p. 150.
19. La Libre Belgique, 1 novembre 65 in Congo 1965, p. 246.
20. La Libre Belgique, 12 janvier 65 cité in Congo 1965, p. 246.
21. Congo 1965, p. 62.
22. Lettre au ministre de l'assistance technique d.d. 30 nov. 1964 in Congo 1964, p. 521.
23. P.-H. SPAAK, o.c., 2, p. 275.
24. E.R. VANDEWALLE, o.c., p. 103.
25. Congo 1965, p. 269.
26. E.R. VANDEWALLE, o.c., p. 336.
27. Pourquoi les prisonniers américains n'ont pas été exécutés, in Le Martyr, 21-22 novembre 1964, p. 1,4.
28. Congo 1965, p. 176-178.
29. Jeune Afrique, 20 juin 1965, citée in L'Eclair, 2, juillet 1965, p. 5-6; Congo 1965, p. 189.
30. L'Eclair, 6, décembre 1965, p. 2; 2, février 1966, p. 4.
31. Ibid.
32. Kanza à Karthoum. 15-4-65 in Remarques Congolaises, 1965, p. 3.
33. Gbenye, interview 19 octobre 1965 mCongo 1965, p. 198-199.
34. Ibid.
35. Remarques Congolaises, 1966, p. 319.
36. Shaba, des 'marginaux' in Le Soir, 21 novembre 1984.
37. Dépêche D.I.A., 23-6-1965, p. 637, A.F.-6-1237.
38. Dépêche D.I.A., 22-6-1965, p. 635, A.F.-6-1234.
39. Dépêche D.I.A., 24-6-1965, p. 643, A.F.-6-1247.

XXIV. Un assassinat que le peuple vengera

Le départ de Mulele pour Brazza

Le 28 août 1968, Pierre Mulele, Léonie Abo, Joseph Makundua, accompagnés d'un combattant dinga, se rendirent à Kiyaka, petit village sur le Kwilu. Le 2 septembre à 2 h, du matin, ils partirent en pirogue pour Brazza. Ils étaient armés de 2 revolvers et de 2 mitraillettes. A 5 h, ils laissèrent Kikwit derrière eux. La journée, ils se cachèrent en forêt, la nuit ils descendirent la rivière.
Arrivés à Bulungu, des pêcheurs découvrirent leur pirogue vers 14 h et s'étonnèrent de son aspect inhabituel, un indice qu'elle était étrangère à la région. Au Mudinga qui montait la garde, ils dirent: 'II est interdit de traîner en forêt, nous devons vous ramener au village.' Pierre dépêcha Joseph Makindua à la pirogue pour dire au Mudinga qu'il aille avec les pêcheurs acheter de la nourriture. Une demi-heure plus tard, les villageois revinrent sur instruction du chef, pour ramener tout le monde au village. Joseph leur demanda de le suivre en forêt. Quand les villageois reconnurent en la personne du propriétaire de la pirogue, l'homme partout recherché, Pierre Mulele, ils furent pris d'un tel effroi que, prenant la fuite dans une panique des plus comiques, ils tombèrent tous dans la rivière. Mulele et ses deux compagnons se hâtèrent de reprendre leurs pagaies.
Mulele portait une tunique bleue et un chapeau, pour ne pas se faire reconnaître. Sachant que sa présence serait bientôt signalée aux autorités, il continua de voyager jour et nuit. Le 13 septembre 1968, arrivé à 5 h devant Kwamouth où le Kasaï se jette dans le Congo, il fut reconnu par des pêcheurs. La traversée de l'immense fleuve dans une petite pirogue s'avéra fort difficile. Il lui faudra deux heures pour arriver sur l'autre rive, la rive qui aurait dû être celle de la liberté. A 7 h, Mulele accosta à Ngabe (Congo-Brazzaville). Les pêcheurs, à qui Mulele révéla son identité, l'embrassèrent avec émotion et le conduisirent pleins de joie auprès du chef du village. A 9 h des gendarmes vinrent chercher les trois révolutionnaires et ils prévinrent Brazza de leur présence. A 14 h, Mulele, Abo et Makindua furent conduits en voiture vers la capitale, où ils arrivèrent le 13 septembre 1968 à 17h30.
On les logea dans le bâtiment de la gendarmerie, appelé 'camp de la milice'. Mulele et Abo reçurent deux lits de campagne dans une salle de réunion au premier étage, Makindua séjourna dans une chambre en bas. On leur flanqua deux sentinelles armées devant la porte.

Les raisons du départ de Mulele à Kinshasa

Le lendemain matin, Mulele eut un entretien avec Mariën Ngouabi, le président du Conseil national de la révolution. Mulele lui déclara: 'Je suis venu pour chercher mes hommes qui se trouvent ici et pour les ramener au maquis.' Ngouabi lui demanda de faire une liste de ses collaborateurs pour qu'on puisse les contacter.
Mulele n'avait pas le droit de sortir. Après une semaine sans nouvelles des lumumbistes, il demanda à sa femme qui partait chaque matin au marché des Bacongo d'essayer d'y contacter des compatriotes réfugiés à Brazza. Un jour, Léonie Abo revenait du marché et son apparition soudaine dans sa chambre à la gendarmerie interrompit une conversation animée entre Mulele, le président Ngouabi, le ministre des Affaires étrangères Mondjo et un homme de Congo-Kinshasa qui s'appelait Antoine Akafungu. Ce dernier s'était présenté à Mulele comme un homme de Stanleyville. Mulele commença à lui faire des reproches: 'Vous m'avez abandonné au maquis.' Ngouabi, gêné, interrompit la conversation en disant à Mulele : 'L'homme que vous voyez ici peut arranger votre affaire.'
A ce moment, Léonie Abo rentra. Lorsque Akafungu partit, Mulele jeta un coup d'œil par la fenêtre et remarqua que son combattant du front de l'Est glissait sa vaillante personne dans une grosse bagnole ornée du drapeau mobutiste. Mulele s'exclama: 'II s'est présenté comme un nationaliste. Les Congolais m'ont trompé.' Le lendemain, invité avec d'autres hôtes chez le président Ngouabi pour y prendre l'apéritif, il protesta contre la manière dont ce mobutiste avait été introduit auprès de lui. Ngouabi s'excusa de ce qu'il appela un pénible malentendu. Il demanda que Mulele fasse un exposé sur les événements du maquis au Kwilu. Mulele ne sortit que les généralités les plus plates dont il s'expliqua à sa femme : 'II y a ici un Soviétique, je ne veux pas parler devant lui.'
Ce jour, Mulele rencontra Ange Diawara. Diawara était sur le point de partir au Mali et Mulele lui remit une lettre pour Gizenga qui se trouvait dans ce pays.
Mulele avait presque chaque jour des entretiens avec Ngouabi et le commandant de la gendarmerie Mabiala. Pendant 14 jours, pas la moindre trace des lumumbistes. Mulele était descendu jusqu'à Brazza dans le but de ramener les cadres nationalistes au maquis. Maintenant, il se rendait compte qu'à quelques exceptions près, tous avaient perdu la foi dans le peuple et dans la révolution. La vanité du travail à l'étranger le frappait d'autant plus péniblement qu'elle contrastait avec la fidélité à la révolution des masses du Kwilu auxquelles il avait promis une relance de la lutte. S'engager dans un exil où l'on pourrissait dans l'inefficacité, la lâcheté et les intrigues

mesquines lui apparaissait comme une trahison envers ces combattants.
Pendant tout ce temps, les autorités de Brazza lui demandaient d'une manière tellement pressante de rentrer à Kinshasa que cette demande prenait l'allure d'un ordre. Les motivations avancées par les différents reponsables de Brazza variaient très fortement mais elles conduisaient toutes à la même proposition. Le ministre de l'Intérieur Félix Mounzaba-kani, un réactionnaire qui trempera plus tard dans un coup d'Etat contre Ngouabi, fonctionnait comme une antenne de Mobutu. La parenté ethnique de plusieurs responsables de Brazza avec le maître d'en face, les rendait fort vulnérables aux promesses empoisonnées de Mobutu. Ce dernier promit, d'après les dires d'un ex-diplomate de Kinshasa, d'aider concrètement le pouvoir révolutionnaire de Brazza, ce qui apparaissait comme un gage de sa sincérité quand il annonçait la révolution à Kinshasa.
Après 14 jours, Mulele avait fait la promesse aux autorités de Brazza de retourner au Congo-Kinshasa. Lorsque, enfin, les lumumbistes donnèrent signe de vie, Mulele alla à leur rencontre avec des positions qui n'étaient guère les siennes. Félix Mukulubundu et Mathias Kemishanga, absents au moment de l'arrivée de Mulele, rentrèrent à Brazza le 26 septembre et ils apprirent de la bouche de Ndumbu que Mulele se trouvait à Brazza. Mukulubundu entra en contact avec Pierre Nze, le chargé des Relations extérieures du directoire du Conseil national de la révolution. Comme il était sur le point de partir pour le Tchad, son remplaçant, Martin Mberi organisa un rendez-vous avec le président du CNR, Mariën Ngouabi. Le 27 septembre à 15 h, Mukulubundu se trouva au bureau du lieutenant Ngolwondele où les derniers arrangements pour la rencontre avec Mulele furent arrêtés. Lorsqu'à 17 h Mukulubundu, Kemishanga et Ndumbu arrivèrent chez le président Ngouabi, celui-ci déclara: 'Nous avons cherché les lumumbistes, mais nous n'avons pas réussi à les trouver.' Plusieurs ministres et officiers supérieurs avaient déjà fait leur apparition au moment où Pierre Mulele entra, accompagné de Mabiala. Mulele dit: 'Kemishanga, tu es ici? Moi je me trouvais pas loin de votre région (Mweka-Dekese). Si j'avais su que tu étais à Brazza, je t'aurais fait venir au maquis.' Et il continua: 'Depuis 5 ans, je suis au maquis. Je n'ai jamais eu le moindre contact avec les miens. Personne n'a jamais songé à envoyer quelque chose pour les combattants en brousse. C'est la toute première fois que je vois Mukulubundu depuis son départ du Kwilu. Je me suis rendu à Brazza et j'ai contacté les autorités.'
Ici le Premier ministre Raoul l'interrompit pour faire une déclaration. 'Camarades, nous vous avons invités pour vous communiquer notre point de vue sur le départ prochain du camarade Mulele à Kinshasa. Nous avons pris des contacts avec le gouvernement de Kinshasa et nous savons que Mobutu cherche des collaborateurs parmi les lumumbistes, parce qu'il est déterminé à faire la révolution. Nous désirons que Mulele rentre pour travailler avec Mobutu. Le camarade Mulele a déjà accepté de partir.' Mulele confirma ceci en ajoutant: 'II y a une amnistie pour tout le monde, je peux rentrer sans danger.'
Mukulubundu intervint en s'adressant au Premier ministre Raoul : 'Nous ne sommes pas mandatés par les lumumbistes, il faut les réunir pour qu'ils expriment leur opinion. Si Mulele retourne, il sera tué. Théodore Bengila se trouve déjà en prison. Mobutu ne lui pardonnera jamais.' Kemishanga appuya ces paroles: 'Je ne pourrais pas envisager ce départ. Et je suis certain que Mulele se méfie encore plus de Mobutu que je ne le fais moi-même.'
Le Premier ministre renvint à la charge: 'Nous avons déjà décidé qu'il doive partir. Demain Bomboko viendra pour conclure des accords concernant sa rentrée au pays. Mobutu nous a donné sa parole d'honneur. La lutte à l'extérieur ne représente pas grand'chose. Il est mieux de rentrer. Le camarade Ngouabi est aujourd'hui président du CNR; mais auparavant il a aussi connu la prison sous Massemba-Debat.' Mukulubundu lui rétorqua: 'Akafungu est un agent de la CIA et il a été formé à Formose; sa 'parole d'honneur' ne vaut rien. Mobutu a dit : 'Je ne consentirai jamais au retour des chefs rebelles; par contre, les suiveurs peuvent sortir de la brousse.' Mulele est le dirigeant qu'il craint le plus.'
Raoul commença à s'énerver: 'Je suis le Premier ministre du Congo-Brazzaville, nous sommes un pays souverain, membre de l'OUA. Nous entretenons des rapports de bon voisinage avec les autres pays africains. Qu'est-ce que vous voulez en fait? Nous serons contraints de traiter avec la délégation de Kinshasa sans votre consentement.'
Ngouabi prit alors la parole: 'La lutte révolutionnaire demande qu'on soit sur le terrain. Si moi-même j'avais eu peur de la mort, je ne serais pas au pouvoir à l'heure qu'il est.' Mukulubundu lui répondit: 'Si Mulele retourne, il sera tué. Si vous ne voulez pas qu'il reste sur votre territoire, permettez-lui de partir pour un autre pays. Seul Mulele peut y arriver.'
Ngouabi se retira avec ses ministres pour délibérer. Après cinq minutes, il revint en disant: 'Je comprends que vous ne puissiez prendre cette responsabilité tout seuls. A partir de ce soir, Mulele pourra librement contacter les lumumbistes. ' II donna 2.000 F au doyen, Kemishanga, pour rassembler les compagnons de Mulele.
C'est ainsi qu'un groupe de lumumbistes, avertis à la hâte, se réunirent à 21 h au camp de la gendarmerie. Outre Mukulubundu, Kemishanga et Ndumbu participèrent à cette réunion: Louis Mulundu, Dieudonné Nda-bala, Salomon Musikangondo, Paulin Musimbiriki, Michel Mongali, Théodore Bondhe, Zenon Mibamba, Théodore Kabamba, Lumbuele Boy-Buta, Dieudonné Muke, Marie Mukulu, Antoine Katassa et quelques autres.
Mulele se plaignit que personne ne lui ait donné la moindre aide pendant ces cinq années de maquis. 'Au mois de mai, j'ai fait remettre trois lettres à Ndabala et Musimbiriki mais je n'ai obtenu aucune réponse et je n'ai vu aucun

cadre arriver au Kwilu. Comment est-ce que vous pouvez justifier cela, camarade Ndabala?' Ce dernier répondit que ses responsables, Mibamba et Nima, n'avaient pas permis que les cadres partent au Kwilu. 'Ils m'ont interdit de communiquer votre message à qui que ce soit et Mibamba m'a dit que je risquais la mort si je parlais.'
La discussion dura toute la nuit. Mulele dit à ses compagnons : 'Les autorités de Brazza ne permettent pas que nous agissions à partir du Congo. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse maintentant? Devant la porte, il y a des militaires en armes. Je dors sur un lit de campagne dans une salle. Est-ce que je ne ressemble pas un peu à un prisonnier? Je sais qu'il y a un grand-danger à retourner, mais qui ne risque rien, n'a rien.' Les lumumbistes essayèrent de convaincre Mulele de demander asile politique à une ambassade d'un pays ami. Mais Mulele restait indécis. Il revenait continuellement aux deux idées suivantes: 'Le crocodile n'est fort que dans l'eau' et 'qui ne risque rien, n'a rien.' Il préférait rentrer au pays et se donner une chance, fut-elle fort aléatoire, d'y entreprendre un travail révolutionnaire clandestin et de venir en aide à ses combattants. 'Si Mobutu me tue, dit-il, il montrera sa véritable physionomie à notre peuple et au monde entier.' On se quitta à 4 h du matin en se donnant rendez-vous à 9 h

Dernière tentative de retenir Mulele

Le 28 septembre à 8 h, Bomboko arriva et signa avec les autorités congolaises un accord dont toutes les clauses furent lues à la radio de Brazza. Devant ces mêmes micros, Bomboko déclara: 'L'amnistie générale décrétée à Kinshasa par le général Mobutu est valable pour tous. Nous accueillons donc M. Mulele en frère. Il travaillera avec nous pour la libération totale de notre pays[1].' Mulele arriva vers 10h30 chez ses amis au camp de la milice où la discussion de la veille recommença. Quelqu'un fit remarquer que la radio de Kinshasa ne communiqua pas les clauses de l'accord et que cela prouvait l'absence de sincérité chez Bomboko. 'Mobutu est absent à l'heure actuelle; attend qu'il soit rentré.' Mulele accepta l'idée. Le commandant Mabiala la transmetta. La réponse fut négative. Ensuite, on discuta la proposition d'envoyer une délégation à Kinshasa afin de libérer Bengila, pour tester ainsi les autorités du Congo-Kinshasa. Mais on leur répondit qu'il y avait des accords formels et qu'il fallait les respecter.
Au cours de l'après-midi du 28 septembre, Léonie Abo, Antoine Katassa et Innocent Ndumbu se rendirent aux ambassades de l'Egypte et du Mali pour demander s'ils accepteraient de donner asile à Mulele. Toutes deux marquèrent leur accord. Entretemps, au camp de la milice, les mêmes arguments furent retournés à l'infini jusque tard au soir.
Au cours de la matinée du dimanche 29 décembre, Ngolo Dikoka dit au commandant Mabiala:'Pierre Mulele est notre chef. Il m'a envoyé en Union soviétique où j'ai obtenu mon diplôme de médecin. Je ne reconnais pas Mulele, il ne raisonne pas comme on a l'habitude de l'entendre raisonner. Je crois qu'il a été drogué par des agents de Mobutu. Il faut lui laisser le temps de se remettre.' Mabiaka promit de transmettre cette demande. La réponse fut négative: si Mulele avait besoin de se faire soigner, il pourrait revenir par la suite. Certains firent remarquer que les onze jours de voyage presque sans repos et sans nourriture avaient miné la santé de Mulele et que son état physique altéré était cause de l'incohérence, de l'indécision et de la négligence dont il faisait preuve et qu'on ne lui avait jamais connues dans le passé.
A 11 h, Bomboko offrait une réception solennelle sur le bateau présidentiel. Ndumbu en profita pour se mêler au nombreux personnel civil du bateau. A son retour, il déclara: 'Ce sont tous des militaires. Entre eux, ils disent : On le présentera devant les mutilés de guerre et on le tuera en public.'
A 14 h Mulele déclara à ses amis: 'Je suis à votre disposition. Faites ce que vous voulez pour sauver ma vie. ' Lumbuele se rendit immédiatement à l'ambassade cubaine qui accepta d'offrir l'asile à Mulele. Les lumumbis-tes croyaient déjà avoir sauvé Mulele et, prévoyant quelques gestes de mauvaise humeur des autorités congolaises, décidèrent de se disperser. Ils chargèrent Mibamba, qui parlait l'Espagnol, d'accompagner Mulele à l'ambassade pour y demander asile. Décision fort étrange, puisque certains venaient d'accuser Mibamba d'avoir trahi Mulele en refusant de lui venir en aide et puisque tous savaient que Mibamba ambitionnait de retourner, à côté de Mulele, à Kinshasa.
Mabiala, Mulele et Mibamba quittèrent en voiture le camp de la gendarmerie. L'ambassade cubaine étant tout près, ils prétextèrent vouloir saluer leurs amis cubains avant leur départ. Mulele entra dans l'ambassade: c'était gagné. Léonie Abo voyait déjà la fin de son calvaire, quand elle vit Mabiala revenir au bâtiment de la milice. Elle se rendit alors à l'ambassade cubaine où elle trouva tout le monde debout, prêt à partir. Elle s'exclama: 'Si yous acceptez que Mulele parte, il sera certainement tué. L'ennemi, c'est l'ennemi.' Le chargé d'affaires répondit: 'Comme il y a un accord signé, il peut partir.' Et Mulele partit.
Les autorités de Brazza ne lui avaient pratiquement pas laissé d'autre choix. Mulele ne voulait pas aller en exil, jugeant que la place du combattant est parmi son peuple. Mulele n'avait nullement l'intention de travailler pour la gloire du Guide et de trahir la révolution, au contraire, il rentrait pour ne pas trahir ses partisans au Kwilu qui attendaient de lui la relance de la lutte. Mulele savait qu'il courait grand risque de se faire tuer. Mais il croyait que l'accord solennel conclu entre le gouvernement de Kinshasa et celui de Brazza, lui assurerait la vie sauve pendant un certain temps dont il pourrait profiter pour entamer un travail révolutionnaire clandestin.

L'assassinat de Mulele et Bengila

Finalement, ils furent cinq à prendre le chemin conduisant à l'horreur: Pierre Mulele, Léonie Abo, Joseph Makindua, Théodore Kabamba et Zenon Mibamba.
A 18 h, le général Bobozo donna une réception en l'honneur de Mulele, exhibant toute la pompe militaire dont le mobutisme peut faire étalage. A 23 h, Mulele et ses compagnons se rendirent à la résidence de Bomboko où ils passèrent la nuit. Le lendemain, les membres de la famille de Mulele et beaucoup d'amis vinrent le saluer tandis que la police prenait plaisir à noter les noms des présents. Les gens, venus pour souhaiter la bienvenue à Mulele, profitèrent de chaque occasion pour le voir en tête-à-tête et lui chuchoter: 'La situation est grave, ils vont te tuer, il faut que tu t'enfuies.'
Mobutu avait jugé que le sale coup qu'il préparait, serait mieux mis en scène en son absence. Le 2 octobre, il rentrait d'Afrique du Nord, se délectant à la perspective de deux assassinats comptant parmi les plus beaux fleurons de sa longue carrière. En effet, on peut juger avec quelles perfidie et maîtrise parfaite du métier le crime fut accompli. Le 2 octobre à 17 h on annonça à Pierre Mulele que les militaires et les masses populaires de Kinshasa l'attendaient avec un enthousiasme indescriptible au stade Tata Raphaël où le président Mobutu serait honoré de pouvoir le présenter à la population comme un des plus proches collaborateurs du héros national, Patrice Lumumba. Dans la voiture officielle qui les conduisait à ces réjouissances populaires, Thérèse, la soeur de Pierre, s'exclama tout à coup: 'C'est le chemin vers le camp Kokolo.' Au même moment, le mercredi 2 octobre à 17 h, Mobutu s'écria au cours d'un meeting improvisé au Stade de la Révolution : 'Le peuple congolais doit montrer dans cette affaire qu'il a une morale et une conscience du rôle de l'Etat (...) Pierre Mulele sera jugé comme criminel de guerre[2].'
Arrivé au camp Kokolo, Mulele y retrouva dans une salle près de l'entrée son ami Théodore Bengila qui parvint tout juste à lui dire: 'Pierre! Toi aussi tu es venu pour qu'ils nous tuent tous ensemble?' A 19 h, Mulele était séparé de sa femme, de sa mère, de ses amis, et enfermé, ensemble avec Bengila dans une cellule. La nuit, les militaires commencèrent à les torturer. Bomboko lui-même a raconté peu de temps après à un haut fonctionnaire, devenu plus tard un adversaire de Mobutu, comment Mulele a été achevé. Un autre témoin, chargé alors de hautes responsabilités gouvernementales, confirma cette version en précisant qu'il la tenait de Bobozo en personne. Mulele a été tué avec une telle cruauté bestiale, qu'elle couvrira à jamais de honte le régime qui a ordonné cette sauvagerie. Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter par terre. On lui a arraché les organes génitaux. Toujours vivant, on lui a amputé les bras, puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve. Théodore Bengila a été assassiné avec la même barbarie.
Jeudi 3 octobre, le ministre des Affaires étrangères du Congo-Brazzaville, Nicolas Mondjo, arriva à Kinshasa pour protester contre l'arrestation de Mulele, annoncée la veille. Il déclara : 'Notre ligne politique, la constance de nos options politiques, ne nous autorisent à livrer personne, et encore moins Mulele, aux autorités congolaises (...) Mulele a exprimé son désir d'entrer en contact avec l'ambassade du Congo-Kinshasa à Brazzavile pour mettre au point les modalités de son retour au pays natal. Tout en accédant aux désirs du réfugié politique, le Congo-Brazzaville a tenu de la façon la plus claire et la plus ferme, sans équivoque possible, à ce que des garanties soient données[3].'
Le 8 octobre, cinq jours après la mort de Mulele, Mobutu et Bomboko jugèrent agréable d'ajouter un peu de piment à leur scélératesse en annonçant à la radio de Kinshasa: 'Le caporal milicien de réserve, Pierre Mulele, condamné à mort par le tribunal militaire pour assassinat, viol, vol à main armée et incendie, sera passé par les armes[4].' Le matin du même jour, immédiatemment après l'annonce officielle de la condamnation à mort de Mulele, plus de deux mille étudiants de Brazzaville ont manifesté devant l'ambassade de Kinshasa. Ils tenaient des pancartes 'sur lesquels on pouvait lire que Mulele était le seul véritable représentant du Congo-Kinshasa[5]. '
L'assassinat de Mulele fut perpétré par Mobutu avec un tel degré d'infamie que même le journal *La Libre Belgique*, porte-parole du néocolonialisme , s'exclama : 'Le piège que lui a tendu le gouvernement de Kinshasa dépasse les limites de l'ignominie (...) On regrette que le Congo, une fois de plus, apparaisse aux yeux du monde comme l'un des hauts lieux de la barbarie[6].'
Quatorze ans plus tard, Mobutu avouera que le soi-disant 'jugement' du 8 octobre n'a jamais eu lieu, mais que Mulele a bel et bien été assassiné; de son récit truffé de mensonges s'en suit que lui seul, Mobutu, peut avoir ordonné ce meurtre. En août 1982, *Jeune Afrique* posa à Mobutu la question: 'Est-ce que vous avez fait exécuter Mulele?' Sa réponse: 'J'en prends la responsabilité. Je ne suis pas homme à dire que ce n'est pas moi[7]. ' Et il ajouta ce mensonge : 'Pendant que j'étais au Maroc, on l'a exécuté[8].' Cette version des événements a connu un large écho: Mobutu aurait été sincère dans son désir de réconciliation, mais un éclat de rage des militaires aurait tout gâché: des militaires en colère auraient tué Mulele le soir de son arrivée. Cette version n'est pas crédible. Quels étaient ces militaires qui pouvaient braver la volonté de Mobutu? Du 29 septembre au 2 octobre, Mulele a été traité avec les honneurs dus à une personnalité de marque. Mulele aurait été tué au moment où Mobutu séjournait au Maroc. Or, pendant que Mobutu parlait au stade de Kinshasa, le 2 octobre 1968 à 17 h, Mulele était

conduit en voiture vers le camp Kokolo. On a donc attendu le retour de Mobutu et ses instructions avant de commettre, avec une bestialité jamais vu, le meurtre de Mulele et de Bengila.

L'assassinat de la mère de Pierre Mulele

La mère de Pierre resta enfermée en prison pendant trois mois. Libérée, la pauvre vielle femme traîna sa douleur jusqu'à ce qu'elle connaisse, comme Pierre, une mort horrible perpétrée par la main du même assassin. On dirait que la haine de Mobutu pour le grand combattant nationaliste que fut Pierre Mulele, n'était point assouvie par la disparition de ce dernier. Dix ans après le crime du 3 octobre 1968, le grand pacificateur jugeait conforme à sa dignité de s'acharner avec toute la cruauté dont il était capable, contre la vieille mère de Pierre Mulele.
L'apparition en 1978 dans la région de Mulembe-Lukamba d'un prophète du nom de Martin Kasongo, clamant qu'il était Pierre Mulele ressuscité, offrit à Mobutu l'occasion recherchée de parachever son forfait. D'après de nombreux témoignages, 2.000 paysans furent massacrés en janvier 1978 lors de la répression par l'armée de la secte de Kasongo dans la région d'Idiofa. Aucun habitant du village Mulembe ne survécut. Dans un rapport, rédigé le 28 avril 1978 par des paysans, on lit: 'Le peuple de Lukamba aura assisté à un scandale inédit, à un pillage sans précédent, à la suppression totale de Mulembe, devenu Quartier Général (des militaires), cimetière de tous les cadavres. Désormais, plus personne ne le verra sous les yeux. Le village n'existe plus, il a été complètement brûlé. On ne peut même pas dénombrer les martyrs. C'est le pire qu'on a j amais vécu[9]. '
Mobutu fit arrêter la mère de Pierre Mulele et, estimant que l'existence même de cette vieille femme rappelait le nom de Mulele et représentait par conséquent un danger pour l'ordre public, il décida de l'achever elle aussi. La vieille mère fut traînée devant les villageois de Lukamba, contraints par les militaires d'assister au spectacle. Cinq personnes de sa famille, dont Delphin Mbumpata, un grand frère de Pierre, François Mbwangala et François Mipembe furent tuées en public. La mère de Pierre Mulele fut fusillée sous les yeux des villageois. Voici en quels termes les paysans ont relaté cette exécution: 'Les militaires lièrent la maman avec des cordes en formant une croix. Avant qu'elle ne soit fusillée, elle fit ces déclarations aux militaires: 'Vos mamans vous ont mis au monde; est-ce qu'elles savaient que vous deviendriez des militaires?' Les militaires tireront pendant longtemps sur elle sans que les balles ne l'atteignent. Ils la couperont en morceaux avec les poignards. Chaque partie sera enterrée à part[10].'

Le drapeau de Patrice Lumumba et de Pierre Mulele

Les circonstances qui ont amené la mort atroce de Pierre Mulele et de Théodore Bengila, dévoilent au moins deux vérités profondes du régime néocolonial au Congo-Kinshasa. Ces vérités se dégagent avec une arrogance particulière sous Mobutu, mais elles se manifestaient déjà en toute clarté sous le règne de Kasavubu, d'Iléo, d'Adoula et de Tshombe.
Les paroles d'honneur les plus solennelles, les promesses les plus sacrées, les discours les plus 'révolutionnaires' produits par la bourgeoisie bureaucratique et compradore, ne servent qu'à duper, à endormir et finalement à écraser les forces populaires.
Dans un pays immensément riche et en proie à l'exploitaion effrénée de l'impérialisme international tel le Congo-Kinshasa, la grande bourgeoisie n'hésite jamais à recourir à la cruauté la plus bestiale, dès que ses intérêts vitaux sont menacés par la révolution populaire.
Lumumba et Mulele assassinés, on n'a jamais retrouvé leur corps. Mais rien ne pourra empêcher les révolutionnaires du Congo-Kinshasa de retrouver la pensée de Lumumba et de Mulele. Le jour où l'avant-garde des forces nationalistes aura assimilé cette pensée, un nouvel espoir naîtra dans le cœur des millions d'opprimés, rendus muets depuis ving ans. Pierre Mulele a montré que dans un pays de l'importance stratégique du Congo-Kinshasa, la voie vers le pouvoir dans la capitale passe par la brousse. Sans la politisation et l'organisation des masses paysannes, ouvrières et petite-bourgeoises, il n'y aura pas de Liberation. Pierre Mulele a montré aussi que le peuple ne peut se redresser définitivement qu'au moment où il chasse ses ennemis par les armes. Les faiblesses du mouvement révolutionnaire de Mulele renvoient toutes au problème vital de l'édification d'un parti marxiste-léniniste, regroupant tous les éléments conscients du pays.
Dans cet immense cimetière qu'est devenu le Congo mobutiste, la vie rejaillira immanquablement et avec impétuosité sous le drapeau des deux héros nationaux qui font à jamais la fierté du peuple congolais: Patrice Lumumba et Pierre Mulele.

Nous remercions les nombreux camarades congolais et belges qui ont contribué à la réalisation de cette étude. Nous espérons que des camarades congolais nous transmettront des critiques et des informations, permettant d'améliorer et de compléter ce travail. Nous aimerions aussi connaître les réflexions des militants sur les analyses politiques continues dans cet ouvrage.

Ludo Martens, 171, Boulevard Lemonnier, 1000 Bruxelles, Tél. : 02/513 69 07

Notes

1. La Libre Belgique, 30 septembre 1968.
2. La Libre Belgique, 3 octobre 1968.
3. La Libre Belgique, 4 octobre 1968.
4. La cité, 9 octobre 1968, cité par H. WEISS, 'Pierre Mulele' in Les Africains, 6, éd. Jeune Afrique, 1977, p. 188.
5. La Libre Belgique, 9 octobre 1968.
6. Ibid.
1. Jeune Afrique, 25 août -1 sept. 82, 1129-1130.
8. Ibid.
9. ARCHIVES DE L'AUTEUR, Nous, lamasseduKwilu. Kikwit, le28avril 1978. 10. Ibid.

Bibliographie Générale

HAN SUYIN: Le déluge du matin, éd. Stock, livre de poche , Paris, 1972.
L'histoire de la révolution chinoise et de la vie de Mao Tse-Toeng (période 1893-1950), la stratégie de la révolution nationale et démocratique dans le Tiers Monde, comme étappe préparant la révolution socialiste.

WALTER, Gérard: Lénine, éd. Albin Michel, Paris, 1971, éd. Gérard, collection Marabout.
L'histoire de la révolution russe et de la vie de Lénine, le rôle du parti et la stratégie de la révolution prolétarienne.

MEHRING, Franz: Karl Marx. Histoire de sa vie. Ed. Sociales, Paris, 1983.
L'histoire de la lutte des classes en Europe entre 1845 et 1883, la vie et la pensée de Marx.

Histoire du parti Communiste (Bolchevik) de l'Union Soviétique, approuvée par le Comité central du PCUS, 1938, éd. en langues étrangères, Moscou, 1949. Réédition Solidaire, 1985, Bd. Lemonnier 171, Bruxelles 1000.
L'histoire de la révolution en Russie et de l'édification socialiste en Union Soviétique. Exposé de la doctrine de Lénine et de Staline.

Manuel d'Economie Politique édité par l'Académie des sciences de l'URSS, éd. Sociales, Paris, 1956, réédition Solidaire 1985.
Exposé de la doctrine économique marxiste sur les sociétés pré-capitalistes, le capitalisme et l'impérialisme.

POLITZER, Georges: Principes élémentaires de philosophie, éd. Sociales, Paris, 1966.

MARX, Karl, ENGELS, Friedrich: Œuvres Choisis, éd. du Progrès, Moscou.

MARX, Karl; Engels, Friedrich: Manifeste du Parti Communiste, 1848.

MARX, Karl,: La guerre civile en France, 1871.

ENGELS, Friedrich: Socialisme utopique et socialisme scientifique, 1877.

ENGELS, Friedrich: Des rapports sociaux en Russie, 1875.

LÉNINE: Œuvres, éd. Sociales, Paris, éd. progrès, Moscou, 1965.

LÉNINE: Que faire?, 1902, tome 5, p. 353.
Les tâches d'organisation du Parti Communiste, le caractère et le contenu de son travail politique, la lutte contre l'opportunisme.

LÉNINE: Deux tactiques de la social-démocratie, 1905, tome 9, p. 11.
La stratégie du parti Communiste dans la révolution démocratique et le problème du passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste.

LÉNINE: L'Etat et la Révolution, 1917, tome 25, p. 415.
La doctrine marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution.

LÉNINE: La maladie infantile du communisme (Le "Gauchisme"), 1920, tome 31, p. 11.
La lutte du parti Bolchevik contre l'opportunisme de droite et de gauche et la tactique pour conquérir les larges masses à la cause du socialisme.

LÉNINE: Le programme militaire de la révolution prolétarienne,, 1916, tome 23, p. 84.

LÉNINE: L'impôt en nature, 1921, tome 32, p. 349.
L'édification économique du socialisme dans un pays arriéré et dévasté.

MAO Tse-Toeng: Œuvres choisis, tome I à V, Editions en langue étrangères , Pékin.

MAO Tse-Toeng: Analyse des classes de la société chinoise, 1926, tome 1,1966, p. 9.

MAO Tse-Toeng: Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yenan, 1942, tome III, 1968, p. 67.

MAO Tse-Toeng : De la juste solution des contradictions au sein du peuple, 1957, tome V, 1977, p. 417.

CHEHOU Mehmet : A propos de l'Expérience de la Guerre de Libération Nationale et du développement de notre Armée Nationale, publiée dans L'ECLAIR, n° 3, mars-avril 1966, n° 4, mai-juin 1966.

MAO Tse-Toeng : Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine, 1936, tome I, p. 199.

MAO Tse-Toeng: Problèmes stratégiques de la guerre de partisans contre le Japon, 1938, tome II, p. 77.

FEDOROV, Alexei: Partisans d'Ukraine Iet II, éd. J'ai lu, Paris, 1966, paru sous le titre: L'obcom clandestin au travail, chez les Ed. Français Réunis, 1951.
AGEE Philip: Journal d'un agent secret - Dix ans dans la CIA, éd. Combats-SEUIL, Paris, 1976.

LIU Shaoqi : Thèses sur le mouvement syndical dans les régions blanches, A propos de notre travail, à l'intérieur du parti et parmi les masses dans les régions blanches. Dans Œuvres choisis, tome I, éd. en langues étrangères, Beijing, 1983, p. 43 et p. 64.

TRUONG-CHINH: Sur la voie tracée par Karl Marx, éd. en langues étrangères, Hanoi, 1969.
Exposé théorique sur les principes de la révolution anti-impérialiste et anti-féodale dans le Tiers-Monde, sur le passage à la révolution socialiste et les principes guidant l'édification socialiste, dans un pays du Tiers Monde.

CHOU EN-LAI: Du Front Uni, 1945, dans Œuvres Choisis, p. 233, éd. en langues étrangères, Beijing, 1981.

L'Expérience historique de la Dictature du Prolétariat, articles du 5 avril 1956 et du 29 décembre 1956 du RENMIN RIBAO, éd. en langues étrangères, Pékin, 1961. Le point de une du Parti Communiste Chinois sur l'expérience de l'Union Soviétique sous Stalin et sur l'émergence du révisionisme en URSS.

Histoire du Parti du Travail d'Albanie, Institut des études marxistes-léninistes près du Comité Central, éd. Naïm Frashri, Tirana, 1971.

L'analyse der l'histoire de la révolution albanaise et le point de vue du Parti du travail d'Albanie sur le développement du révisonisme en Union-Soviétique.

YU GUANGYUAN : La modernisation socialiste de la Chine, tome IetH,ed.en langues étrangères, Beijing, 1984.

CABRAL Amilcar: Unité et Lutte (petite collection), Maspero, 1980.
L'expérience de la lutte politique, idéologique et militaire en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert contre la domination coloniale portugaise.

Index

A
Abako, Association ethnique des Bakongo, 51, 53, 54, 57, 59, 69 271
Abo, Léonie Hortense, 42, 141, 146, 152, 171, 196, 205, 210, 212, 224, 226, 235, 283, 293, 296, 301, 304, 325, 330-331
Accra, 319
Administration coloniale, 19, 21
Administration du Katanga, 20
Adoula, Cyrille.53, 76, 98, 99, 104, 106, 109, 110, 114, 117, 122, 132, 138, 151, 178, 181, 309, 334
Afuluta, Hubert, 101
Agagianian, 224
Ahumani, Sidonie, 182, 211
Air Brousse, 153
Akafungu, Antoine, 326, 328
Akariko, Raphaël, 151
Albanie, 258
Albertville, 19
Alexander, général, 79
Alger, 319
Algérie, 50, 96, 246, 305
Allemagne de l'Est, 96
Alon, Alexis, 209
Anany, Jérôme, 159, 178
ANC (Armée nationale congolaise), 48, 178, 180, 183, 185, 186, 190, 191, 193, 197, 199, 200, 216, 223, 240, 253, 255, 258, 259, 276, 279, 280, 282, 283, 284, 288, 294, 296
Anekonzapa, 82
Ankos, 291
Apic (Administration du personnel indigène de la colonie), 48
Armée nationale congolaise : voir ANC
ASAP(Association des anciens élèves des pères Jésuites à Kikwit), 56, 64
Assambuum, Association des Bam-bunda, 49
Aten (Matende), 42, 142, 179, 200, 300
Azanga, André, 101

B
Baboma, 322
Badibanga, Pascal, 83, 306
Badinga, 131, 149, 154, 215, 232, 255, 295, 295
Badjoko, Charles, 102
Baelongandi, Victor, 101
Bahizi, 82
Bakongo, 57, 137, 325
Bakwanga, 80, 86
Ballot, 29
Balonji, Sébastien, 55, 294, 303, 305, 306, 307, 322, 323
Balori, 187
Baluba, 11, 139, 143, 149
Balula, Sylvain, 266
Bambala, 35, 54, 131, 187
Bambunda, 40, 49, 131, 143, 149, 152, 154, 187, 202, 231, 295
Bamputu, 187
Bana ya la joi, 49
Banda, 154, 191, 299
Bandundu, 278, 288
Banga, 154, 191, 299
Bandundu, 278, 288
Banga, 127, 154, 214, 253, 291
Banga-Banga, 43, 199, 210, 219

Banga-Banga, Valère, 257, 294
Bango-Bango, 11
Bangoli, 187, 255, 294, 296, 296, 301
Bankutu, 149, 186, 255, 295
Banningville, 32, 40, 103, 127, 129,
Banque centrale, 75
Banque de Bruxelles, 18, 30
Bapende, 27, 29, 35, 40, 131, 143, 149, 154, 187, 202, 295
Bas-Congo, 49, 57, 123, 137, 186,
Bashelele, 149, 255
Basonde, 35
Basuku, 35, 131, 187
Batshokwe, 143, 187
Batelela, 11
Baudouin 1er, 68, 72
Baudouinville, 311
Bawongo, 149, 155
Bayaka, 35, 68, 99
Bayansi, 131, 149, 154, 295, 298
Bayeke, 67
Beach, 158
Belgrade, 107, 132
Bembele, 293
Bembele Busongo, 150, 154, 181
Bembele-Intshwem, 291
Bendela, 307
Benezette, major, 102
Bengila, Théodore, 44, 46, 48, 52, 58, 93, 105, 107, 132, 133-137, 140, 141, 142, 147, 161, 168, 171, 175, 177, 184, 189, 195, 200, 208, 228, 236, 252, 256, 259, 262-274, 282, 288, 328, 330, 334
Beyrouth, 132
Biletsi, Eugène, 239, 240
Bisukiro, Marcel, 101, 112
Bitini, Valentin, 44
Bitsambele, 148, 188
Biungu, Henri, 212
Blouin,Andrée, 42, 59, 60, 61, 74, 90, 132, 319
Bobozo, Louis, 331 Bocheley, Egide Davidson, 158, 160, 161, 306, 313
Bolamba, Antoine-Roger, 45, 116
Bolikango, Jean, 82, 86, 99, 104, 105, 115
Bolobo, 312
Bolya, Paul, 69
Bomboko, Justin, 68, 85, 98, 102, 103, 114, 117, 159, 328, 329
Bondhe, Théodore, 329
Bondoko, Albert, 49
Bongimba, 186, 303
Bordelon, Monseigneur, 290
Bourras, 52, 53, 93
Bowengi,L., 268
Brabanta, 24, 31, 200
Brazzaville, 49, 59, 89, 99, 130, 151, 156, 158, 160, 265, 271, 301, 305, 318-322, 329
Brufina, 18, 30, 31
Bruxelles, 110, 211
Bruxelles-Lambert, groupe, 23
Buisseret, 50
Bukasa, Léon, 268
Bukavu, 101, 307
Bulabula, Théophile, 212, 291
Bula-Mbemba, 109
Bulgarie, 96
Bulumbu, 277

Bulungu65, 94, 325
Bulwem, 149, 154, 198, 280, 281, 295
Bumbana, 295, 296
Bunduki, 102
Busongo, 152, 291, 293, 298
Bwalenge, 154, 189
Bwisha, 68

C
Caire, 96, 102, 121, 319, 320
Cardoso, Mario, 86, 115
Caritas-Congo, 279
Carlson, Paul, 317
Casablanca, 96
Catholic Relief Services - Caritas America, 290
Cattier, 65
Cauwe, 279
Cerea, Centre de Regroupement Africain, 61
Ceylon, 96
ChangTung, 97, 107
Changuvu, 11
Chen Chia-Kang, 97
Chine, République populaire de, 51, 96, 106, 107, 139, 141, 177, 253, 256, 259, 262, 303, 305, 318, 323
CIA, Central Information Agency, 93, 117, 247, 270, 290, 311, 328
CICO, 65
Clémens, René, 79, 89
COAKA, 93
Colby, William, 247
Cominière, 18
Comité de Libération, (CNL), 311
Comité spécial du Katanga, 17, 20
Compagnie africaine Cooremans, 233
Compagnie cotonnière congolaise, voir Cotonco
Compagnie d'Anvers, 32
Compagnie de Commerce et de plantations, 32
Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville, 113
Compagnie du Congo belge, 32, 291, 299
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (CCCI), 17, 20
Compagnie du Kasaï, (C.K.), 26, 29, 31, 187
Compagnie du Katanga, 17
Compagnie Jules Van Lancker, 32
Conakat, Confédération d'associations tribales du Katanga, 69, 83, 115, 309
Conakry, 60, 141
Confédération des Syndicats Chrétiens, 14
Conférence du rassemblement des peuples africains, 74
Conférence de Berlin, 15
Congo, Etat indépendance, 78
Congo-Kasaï, 42
Congo central, république du, 57
Conscience Africaine, 60
Conseil Nationale de Libération (CNL), 82, 141, 158-177, 326
CNL-Bocheley, 305-308
CNL-Gbenye, 308-309
Cooremans, Compagnie africaine, 299
Coquilhatville, 46, 49, 102, 103, 186, 306
Cords, Civil Opérations and Revolutionary Development Support, 247
Cordier, Andrew, 84
Courrier d'Afrique, 123
Cotonco, 17, 23, 30, 299
Crèvecoeur, J-M, 79, 98

Cuba, 96, 211, 303
Cumont, général, 79
Cuvette centrale (province), 116, 186

D
Dandanga, 65
Dauvin, Charles, s.j., 45
Davister, Pierre, 80
Dekese, 294
de Lancker René, 32
Delcommune, 25
Delhaze, Père), 42
Delvaux, 68, 75, 82, 83, 98
Denard, Bob, 246
Dericoyard, Jean-Pierre, 83
Desmet, 315
Devlin, 117, 316
DIA (Agence de presse - Eglise catholique), 154, 200, 240, 322
Diakite, Alioune, 318
Diawara, Ange, 293, 326
Dibaya - Lubwe, 198, 199, 200, 201
Dima, 32
Dimbelenge, 94
Diomi, Gaston, 59
Diongi, Jérôme, 94
Direction générale des bâtiments civils, 48
Dom, Paul, 44
Dungu, 246

E
Ebaya, Mampa, 296
Ebeya, Eugène, 192
Ebwab, Luc, 229
Economat du Peuple, 117
Edindali, André-Marie, 69, 83
Edkins, Sydney, 36
Edzung, Macaire, 146
Egypte, 96, 107, 319, 330
Ekamba, Louis, 178
Elanga, 295
Elengesa, Pierre-Leopold, 95
Elil, 212
Elite Noire, 19
Elisabethville, 48, 78, 98, 109, 186, 201
Elome, 191, 206, 296
Emma, 296
Empain (groupe), 18, 30
Engels, F., 23, 24, 270
Entreprise africaine de commerce et de construction, 117
Entreprises agricoles de la Busari au LomaniSAB, 17, 113
Epwun, 301
Equateur, province de, 31, 98
Etinkar, Valère, 141
Eurafrica, 68, 110
Evolués, 12, 38, 51, 66, 67, 72, 119
Eyaba, Sébastien, 230
Eyene, 154, 155, 156, 177, 188, 217, 227, 291, 293, 294
Eyene - Nseke, 293
Eyene-Mayili, 212
Eyom, 292

F
Fall, Samone, 132
Fataki, Gilbert, 95, 101
Fatundu, 140
Fele, Josias, 129, 186, 199
Feshi, 214
Fieullien, 29
Fimi, 322
Finant, Jean-pierre, 95
Fimbo, Antoine, 184, 214
Fingila, 295
Fizi, 309
Fode, 308
Force publique, 29, 49, 63, 78, 159
FORESCOM, La Forestière et Commerciale du Congo, 322
Forminière, 18, 30
Formose, 328
France, 51
Frank, Raymond, 55
Front démocratique congolais, 117
Fumu-Putu, 32
Fumumbangi, 44

G
Gamboma, 175, 305, 307, 308, 311, 313, 322
Ganshof van der Meersch, 62, 75
Gardiner, 103, 104
Gbenye, Christophe, 107, 115, 120, 160, 271, 294, 305, 317, 318
Gendarmerie katangaise, 79, 99, 114
Géomines, 18, 80
Ghana, 96, 107
Gheysen, 78
Gillon, Arthur, 79
Gingombe, 206
Gizenga, Antoine, 12, 55, 57, 71, 74, 81, 96, 97, 101, 107, 126, 132, 158, 259, 263, 303
Godley, 117
Gomena, 152, 193
Grailly, Emile, 89
Grande Bretagne, 108
Green, Michael, J.C., 114
Greenhalgh, Harold, 36
Grippa, Jacques, 323
Guevara, Che, 294
Guinée, 42, 59, 96, 141
Gullion, 108
Gungu, 33, 40, 42, 126, 129, 130, 142, 145, 190, 191, 197, 207, 256, 288, 296, 301

H
Hammarskjôld, 98
Hardy, (camp), 47
Hitler, 246
Hongrie, 96
Huileries du Congo belge (HCB), 18, 21, 23, 24, 29, 31, 37, 40, 44, 46, 52, 70, 219, 299
Huileries et plantations du Kwango (HPK), 32

I
Iba, Ambroîse, 61, 293
Iboko, Gaston, 152
Ibubu, 154, 181, 229, 297
Ibusu, 290, 297

Idiofa, 37, 40, 122, 125, 127, 145, 149, 153, 154, 177, 182, 188, 190, 191, 197, 199, 200, 201, 232, 256, 266, 279, 280, 287, 289, 292
Ifwanzando, 204
Ikoro-Ansie, 291
Iléo, Joseph'51, 53, 75, 76, 82, 97, 100, 334
Ilenge, 193
Ilo, Monique, 142, 211, 235
Iloko, Victor, 100
Ilunga, Maurice, 125
Ilolo, Bernard, 86
Ilungu, Maurice, 125
Imbongo, 41, 140, 154, 190, 199, 200, 201, 214, 277, 301
Imolo, 193
Impanga, 219, 276
Impasi, 149, 188, 220, 292
Impasi-Irapata, 291
Impasi-Ndombe, 292
Impata, Frédéric, 190
Impini, 204 Indochine, 246
Indomani, Charles, 211
INEAC, 177, 211, 223
Ingundu, 204
Inkasabu, 193
Inkau, 152
Inkaw, 193
Interfédérale, 56
Intshim, 192
Intshwi, Stéphane, 294, 296
Intsumu, 292
Intsumu-Masele, 292
Intsungu-Edzimi, 191, 266
Intswen, 204
Ipamu, 199, 201, 226, 228
Ipolo, Vital, 209
Irak, 95
Isaka, 322
Iseme, 125, 149, 181, 182, 290, 293
Isienga, 181
Isita, Richard, 209, 296
Israël, 114, 151
Isulu-Matende, 276, 280
Isungi, André, 201
Isungu, Théotime, 222, 292
Iswi, 201
Itere-Bifari, 296
Itere-Ntamian, 296
Itinka, Valère, 201
Ivanga, 294
Iwungu-Matende, 42

J
Jacquemain, Edouard, 66
Jacques, général, 19
Jadotville, 48, 186
Janssens, Emile, général, 16, 17, 78, 114, 315
Java, 23
Joye, Pierre, 24
Jungers, 28

K
Kabalo, 311
Kabamba, Edmond, 44, 215
Kabamba, Théodore, 322, 329, 331
Kabangi, Aloîs, 101
Kabasu-Babo, E.M., 161
Kabila, Laurent, 294, 308, 319
Kabinda, 94
Kafungu, Louis, 143, 149, 177, 184, 195, 196, 200, 202, 205, 206, 207, 210, 215, 252, 265, 281, 283
Kahanga, 295
Kahemba, 129, 186, 288
Kahemba-Kilembe, 267
Kahila, 267
Kabobola, 154, 202, 214, 258
Kokolo, 297
Kakulu, Donatien, 54
Kakwala, Paul, 103, 117, 126
Kalamba, Augustin, 312
Kalamu, 74
Kalanganda, 149, 150, 154, 182, 188, 190, 193, 214, 223, 253, 281, 291, 295
Kalo, 288
Kalombo, Jacques, 161
Kalonji, Albert, 53, 80, 98, 139
Kalvanda, 293
Kama, Sylvain, 54, 56, 70, 71, 115, 309
Kamba, 207
Kamina, 104
Kamitatu, Cléophas, 56, 57, 58, 60, 61, 70, 82, 83, 93, 99, 102, 106, 116, 124, 126, 143, 149, 151, 153, 155, 178
Kamtcha, Loange, 129, 198, 192, 196, 202, 205, 207, 214, 215, 252, 265, 268
Kandaka, Pierre Damien, 192, 196, 202, 205, 207, 214, 215, 252, 265, 268
Kandale, 29, 154, 206, 214, 219
Kandale-Katemba, 206, 214
Kandolo, Mathias, 159, 209
Kandolo, Pierre, 11
Kanga, 154, 190, 214
Kanga,E., 198
Kanza, Thomas, 82, 132, 310, 320
Kapenda, Joseph, 39
Kapia, 130, 154, 155, 253, 266, 291
Kasaî, 18, 30, 40, 42, 80, 94, 98, 124, 129, 130, 139, 143, 157, 185, 199, 200, 294, 325
Kasanji, 298
Kasangunda, 293
Kasavubu, L., 12, 57, 69, 75, 79, 81, 83, 85, 93, 94, 96, 101, 102, 103, 117, 122, 137, 143, 155, 158, 178, 245, 334
Kasende, 64
Kasenga, Barthélémy, 220
Kashama, Léon, 49
Kashamura, Anicet, 61, 93, 102
Kashiama, Jeanette, 155, 212
Kasongo, Lunda, 35, 68, 129
Kasongo, Martin, 334
Kasongo, Joseph, 116, 121
Kasongo Niembo, 113
Katako-Kombe, 72
Katanga, 17, 30, 39, 61, 78, 80, 89, 99, 105, 107, 109, 114, 118, 142, 186
Katanga-Nord, 80, 107, 118
Katassa, Antoine, 42, 49137, 139,
329, 330 Katshunga, Marc, 66, 68, 125, 126, 142, 151
Kawande, Macaire, 146
Kayembe, Pierre, 140, 242

Kayoko, Antoine, 292
Kemishanga, Mathias, 93, 94, 327-329
Kenge, 68, 103, 129, 198, 288
Kendite, Honoré, 143
Kenya, 317
Kenyata, Jomo, 317
Khaly, Basile, 52
Khumu, Camille, 312, 313. 318
Kianda, 211
Kiasi - Col, 65
Kiboka, Fernand, 258
Kibwe Cha Halenga, 323
Kibwe Jean Baptiste, 113
Kidicho, Jules-Léon, 113, 116, 311
Kifuza, 205, 206, 264, 276, 281, 282
Kifwanzonde, 203
Kihuyu,Etienne, 104
Kihuyu, Etienne, 104
Kikombo, 199
Kikongo, 3
Kikongo, Kiyaka, 40
Kikuyu, Clément, 307
Kikwit, 24, 26, 28, 37, 40, 43, 56, 64, 103, 113, 117, 126, 129, 142, 144, 145, 154, 177, 182, 190, 191, 194, 198, 199, 202, 226, 242, 278, 288, 301, 303, 325
Kikwit - mission, 194
Kikwit (Sacré-cœur), 194
Kilanba, 154
Kilembe, 29, 149, 154, 155, 184, 206, 207, 214, 232, 240, 280, 283
Kilembe-Ngudi, 215, 280
Kilo-Moto, 30
Kilunda, 199
Kimbadi, Bernadette, 209
Kimbanda, 146, 193, 298, 300
Kimbilangundu, 32
Kimbimbi, 298
Kimbunze, 205, 207
Kimpata Eku, 152, 171, 187, 192-194, 196, 199, 282
Kimpini (Impini), 201
Kimpiobi, Ivan, 103, 117
Kimpundu, 300, 303
Kimpuni, 301
Kimvay, Félicien, 55, 93, 99, 101
Kimwanga, Honoré, 58
Kindembe, 194
Kingandu, 199, 268
Kinganzi Ngashi, 202
Kingombe, 32
Kingotolo, 59, 85
Kingwaya, 221
Kiniari,L., 243
Kiniati, 131
Kinkie, Raphaël, 58-59
Kinkondo, Louis, 190, 201, 215, 281
Kinshasa, 292, 297, 326, 330, 331
Kintwala, 296
Kinzambi, 42, 43, 56, 58
Kipola, 280
Kinzenga, 130
Kipuka, 41, 130, 199
Kipuku, 149, 154, 214

Kisala, 191
Kilambala, 211
Kisia, 31
Kisiba, 83
Kisolokele, Charles, 83
Kisonga, 126
Kisunzu, 268
Kitambala, 211
Kitembo, Pierre, 215
Kitobolo, 258
Kitombe, 280
Kitona, 108, 184, 192, 315
Kitondele, 296
Kitshua, 293
Kivu, 81, 104, 112
Kiwewa, Antoine, 116, 311
Kizungu, 27
Kuyaka, 31, 142, 177, 325
Kobo, 154
Kokolo, 333
Kompani, Fernand, 145
Kondo, 154, 207, 215
Kongolo, 311
Kulemfu, 221
Kulumba, Joseph-Gislain, 99
Kulupa, 293
Kuma Kuma, 323
Kunga, 31
Kutu, 323
Kuwambika, Emmanuel, 242
Kwamouth, 325
Kwango, 25, 42, 56, 99, 129, 154, 185, 186
Kwango-Kwilu, 14, 18, 21, 35, 36, 38, 4849, 5961, 123, 124, 129-132, 151, 178, 185, 186, 188, 230
Kwenge, 31, 40, 41
Kwilu, 22, 24, 25, 31, 33, 36, 38, 40, 41, 44, 90, 99, 110, 113, 124, 125, 138, 154, 194, 196, 200, 225, 230, 260, 269, 286, 290, 319, 325, 331
Kwilu-Kwango, 26, 37, 68, 94, 127, 233, 259, 305
Kwilwezi, 243

L
Laba, 127, 205, 240, 279
Labutu, Nelly, 210, 291
Ladzum, 293
Lakandal, 211
Lakas, 199
Lalumbongo, Eugénie, 297
Lambert, groupe, 30
Lamouline, Robert, 89
Lamputu, 268
Lankwan, Adolphe, 206, 211, 228
Lassiry, Gabriel, 117
Lavigerie (Monseigneur), 18
Laviwa, Jean-Marie, 258, 291, 293
Legrand, père, 25
Lemba, 125
Lénine, 52, 258, 270
Lengema, Marcel, 116
Léo: voir Leopoldville
Léo-Lemba, 266
Léon, XIII, 18

Léopold II, 11, 14, 15, 34
Léopold II, province du lac, 130, 185, 200, 272, 303
Leopoldville, 22, 41, 47, 48, 51, 52, 54, 56, 60, 63, 64, 66, 70, 74, 76, 99, 103, 107, 109, 110, 115, 117, 123, 124, 129, 139, 151, 155, 158, 221, 265, 314, 315, 316, 323
Leta, Norbert, 126, 145, 153, 154, 187
Lever, 18, 26, 28, 31, 36, 46, 52, 110
Leverhulm, Lord, 18
Leverville, 24, 28, 31, 42, 44, 45, 46, 58, 140
Léwin, Rosine, 24
Libye, 96
Liégeois, Albert, 89
Lihau, 99, 104, 115
Liongo, Maximilien, 53
Lisala, 46
Loange, 129
Lodi, 94
Lokwa-Mbila, 218
Londres, 211
Longi, Emmanuel, 137, 139, 306, 311
Lopes, Antoine, 69, 72
Loso, 154, 207, 214
Lovanium, 103, 161, 290, 309
Lozi-Makumbi, 219
Luakabwanga, François, 297
Luam, Agnes, 42
Lubaya, André, 311
Lubonsi-Lamba, 140, 196, 200, 297
Lubuma, Valentin, 53, 66, 70, 71, 94, 109
Lubwe, 32
LueleEkub, 155, 293
Luele-Mbele, 293
Luende Nzangala, 203, 205, 207
Luka, l'Union Kwangolaise pour l'Indépendance et la Liberté, 61
Lukala, 65
Lukamba, 42, 142, 144, 152, 154, 190, 214, 234, 277, 281, 288, 301, 334
Lukoky,Ignace, 144, 145, 153
Lukolela, 194
Lukunku, Benoît - Lucouyard, 160, 161
Luluabourg, 46, 78, 80, 108, 224, 306
Lumanga, 113
Lumbuele Boy-Buta, 125, 330
Lunda, Jean-Baptiste, 305, 306
Lundula, 80, 102
Lungu, 148, 191, 279, 291
Luozi, 65
Lusambo, 94
Lutshima, 27
Lutshima - Madail, 190
Lutula, Joseph, 56, 101, 116
Luwala, 201
Luzumu, 306

M
Mbalan-Etang, 235
Mabanda, Ivon, 137
Mabenga, 293
Mabiala, 327, 330, 331
Mabika Kalanda, 137, 139, 141
Maboti, 159
Mac Arthur, Douglas, 310

Macomcongo, 117
Madagaskar, 99
Madail, 33, 299
Madimba, 65
Madimbi, 154, 214
Madinga, Martine, 209, 210, 211
Madinga, Godelieve, 209
Mafuta, Christian, 151
Magala, 191
Mahamba, Alexandre, 101, 116
Makaku, Célestin, 209, 297
Makala, 160
Makala-Feshi, 258
Makanga, Joseph, 307
Makassa, Léon, 209, 210, 215, 223, 282
Makina, 211
Makindua, Joseph, 299, 304, 325, 331
Makinisi, Maurice, 209, 215
Makoloni, Léon, 142
Makumu, 293
Makwala, Valère, 210
Malago, Simon Pierre, 104
Malanda, Casimir, 143
Malele, Malhonga, Jean-Henri, 137
Mali, 107, 318, 330
Malonga, Vital , 64
Malongi, Constantin, 306
Malula, 86, 92, 139, 245
Malumalu, Pierre, 277
Malutshi, Valère, 292
Malutshi, Justin, 297
Malwanga, Roger, 55
Mambu, Théodore, 55
Mambuthe, 211
Mampasi, Léonard, 296
Mamweta, Martin, 307
Mandangu, Crispin, 215
Mandi, 101
Mandiongwe, Maurice, 101
Mandungu, Antoine, 321
Mangaî, 81, 125, 126, 157, 187, 199, 201, 294
Mangai, Centre, 201
Mangaî, CK, 201
Mangala, François, 153
Mangana, Martin, 183
Maniema, 116
Manifeste de Conscience africaine, 51, 53
Manika, 212
Manono, 80, 99
Manzikala, Jean Poster, 102, 103, 109
Manzonzi, 152
Mao Zedong, 52, 171, 199, 257, 269, 270, 308, 312
Marlière, B.E.M., 89, 114, 153
Maroc, 51, 96, 333
Martu, Félicien, 48
Marx, Karl, 23, 24, 270
Masa Musanga, 291
Masena, Joachim, (Massena), 52, 54, 74, 101, 104, 105, 140, 158, 160
Masi, 64
Masi Manimba, 32, 64, 70, 94, 129, 130, 140, 198

Masikita, Pierre, 55
Massamba, Pierre, 52
Massemba-Debat, 328
Massena, Joachim, 140, 158
Matadi, 65, 66, 78
Mateko, 199, 201, 248, 278
Matiti, Floribert, 323
Matu, Félicien, 55
Mayele, Louis, 255, 283
Mayele, Vincent, 218
Mayidi, 55
Mayili, 294, 295
Mayimbi, Madeleine, 211
Mayombe, 137
Mayungu, 281
Mbakanga, Omer, 297
Mbalaka, 296
Mbangi, 192
Mbaya, Etienne, 160
Mbanza-Mbembe, 306
Mbeo, 248
Mberi, Martin, 327
Mbongompasi, Alexandre, 209
Mbula-Bemba, 263
Mbulu, 193
Mbumpata, Delphin, 152, 193, 212, 334
Mbungu, 56 Mbushi, 234
Mbwangala, François, 334
Mbuyi, Joseph, 74, 95
Mbuyi Gabriel, 53, 160, 318, 322
Menaba, Evariste, 281, 293, 296, 298
Mfutsambulo Ipoli, 171
Mibamba, Zenon, 294, 303, 322, 329, 331
Michaux, 19
Michel, Serge, 84, 92
Midu, Gaston, 125
Mikaba, Sidonie, 210
Mikienge, 293
Mikungu, 43
Milton, Albert, 178, 197, 243
Mimbu, Jean, 146
Minkos, 296
Minkulu, 193
Mipembe, François, 334
Mishim-Kadima, 258
Miti-Miti, 295
Mitu, Lieven, 202, 212
Mitudidi, Léonard, 140, 141, 146, 160, 161, 305, 306, 308, 319
Moandé, 85
Moba, 321
Mode, La, 49
Moerbeke, 65
Mokala, 199, 201, 248
Mokolo, Donatien, 22
Mondjo, Nicolas, 326, 332
Mongali, Michel, 312
Mongalie, 329
Monguya, Daniel, 278
Monheim, François, 80, 84, 85
Monzimba, 278, 286

Moore, Carlos, 294
Mosango, 31, 154
Moscou, 60, 211, 267, 306
Moshinga, 37
Moto Mabanga, 47
Moulaert, 26
Mounzabakani, Félix, 327
Moupondo, Sébastien, 55
Mouvement de progrès national congolais, 126
Mouvement national congolais, 53, 62, 75, 83, 115, 160, 262, 271
Mouvement national de la révolution, 307
Mpangu (Pangu), 150, 182, 216, 229, 292
Mpangu Ekang (Kang), 150, 293, 298
Mpangu Intsumu, 293
Mpolo, Maurice, 74, 95
MPR, Mouvement populaire de la révolution, 301
Mpits, 233
Mpuki, André, 229
Mpum-Lukumu, 198
Mudiakubi, 198
Mudiasupu, Raphaël, 160, 308, 312, 313
Mudinga, 325
Muebe, 31, 40
Muefu, 182, 298
Mujanayi, Barthélémy, 95
Mukama, Louis, 212
Muke,Dieudonné, 329
Mukedi, 206, 207
Mukoko, 218, 279, 293 Mukoli, 253
Mukoso, 154, 178, 186, 288
Mulembe, 189, 190
Mulobo, 191
Mokoso, 178, 186, 288
Mosanga, 183, 191
Mpeve, 125
Mukubu, Valère, 142, 144, 190, 301
Mukulu, Marie, 329
Mukulu-Mutoy, 298
Mukulu-Nzambi, 180
Mukulubundi, Félix, 97, 107, 109, 140, 141, 147, 149, 155, 156, 175, 177, 217, 227, 255, 265, 305, 306, 308, 318, 319, 327, 328, 329
Mukwanbansa, André, 215
Mukwasa, Gérard, 188, 220
Mukwasa, Roger, 230
Mukwati, 191
Mukwidi, Thomas, 61, 93, 119, 125, 134, 138, 140, 141, 158, 160, 161, 272-274, 294, 305, 318, 322-324
Mulele, Abiba, 140
Mulele, Benoît, 42
Mulele, Eugène, 140
Mulele, Germaine, 140
Mulele, Godelieve, 140
Mulele, Gothier, 140
Mulele, Ibulabit, 235
Mulele, Jeanette, 140
Mulele, Thérèse, 42, 332
Mulembe, 146, 154, 155, 193, 334
Mulikalunga, 198, 221
Mulobo, Marceline, 297
Millier, Siegfried, 246
Mulundu, Louis, 138, 158, 160

Mulungu, 201
Mulva, 199
Mumpende, Alphonsine, 297
Mumpete, Remy, 209
Mumputu, Joachim, 296
Mumputu, Gaspard, 142
Mumvudi, Eugène, 149, 215
Munangu, Ferdinand, 55
Mundelengolo, Pascal, 143, 147, 172, 196, 209, 211
Mundingu, 154, 301
Munduku, 48, 49, 215
Mungamba, Ferdinand, 116
Mungindu, 154, 179, 214
Mungoli, 155, 297
Mungondo, 223
Mungul Diaka Bernadin, 97, 123, 151
Munongo, Godefroid, 12, 82
Munzamba, Valère, 149, 155, 156, 118
Munzedinga, 323
Munzele, Valère, 214, 291, 293
Munzungulu, Delphin, 291
Mupaya, 266
Mupembe, Zacharie, 215, 257, 267
Mupila, 291
Musanga, 189, 214, 220, 266
Musenge-Munene, 155, 182, 267, 293
Mushie, 312
Mushikangondo, Salomon, 306, 329
Musila, 211, 291, 293
Musimbiriki, Paulin, 301, 307, 329
Mussengue, 32
Mustandunga, 312
Musumari, Jacques, 148
Musuni, Isidore, 292
Mutala, 199
Mutambula, Dieudonné, 220
Muteha, 187
Mutumbulu, Jérôme, 212
Mutumzambi, Nestor, 146, 297
Mutoy, 201, 248, 278
Muwana, 194
Muyanzi, 212
Muyasa, Véronique, 212
Muyayi, 211
Muzombo, 206, 207
Muzumina, 291
Muzungu, Christophe, 95
Muzungulu, Bifa Delphin, 214, 215
Mwamba, 101
Mwanandeke Bungema, 293
Mwandu, Crispin, 280
Mwasipu, Tumba, 320
Mwata Yamvo, 113, 228, 233
Mwefi, Germain, 49
Mweka-Dekese, 327
Mwenda Munongo, 67, 69, 113
Mwilambongo, 131, 214, 226, 279
Mwisangi, Clémentine, 140
Mwisa-Camus, C.A., 86
Myakotnikh, Youri, 160

N
Nasser, 50, 96
Nazis, 44, 52
Ndabala, Dieudonné, 182, 216, 220, 229, 253, 291, 293, 295, 296, 297, 301
Ndala, Ernest, 305
Ndambila, Rémy, 266, 267
Ndele, 115
Ndeze, Daniel, 68
Ndjili, 140, 310
N'Djili - Sanda, route, 113
Ndebetshi, Sylvestre, 152
D'Dom Constant, 152, 193, 211
Ndombe, Damas, 200
Ndumbu, Innocent, 327, 330
Ndungu (Dungu) Dangoli, 296
Nendaka, Victor, 94, 101, 103, 107, 115, 117, 159
Néron, 45
Ngabe, 325
Ngalula, Joseph, 51, 53, 76
Ngambunda, 283
Ngania, 322
Ngashi II, 268
Ngenkong, 198
Ngolo Dikoka, 330
Ngolo Laurentin, 139, 147, 209, 211, 242, 264
Ngouabi, Mariën, 326, 328
Ngoso, 155, 181, 193, 220, 267, 268, 291
Ngudi(Gudi), 154, 214
Ngulanzungu, 211
Ngum, 291
Ngumunemi, Justin, 45
Ngung, Gaspard, 142, 235
N'gunza, Bonaventure, 113
Nguvulu, Alphonse, 53
Nguya, 207
Ngwensungu, Pierre, 157, 188, 209, 210, 220, 222, 226, 227, 253, 291, 296
Ngwumb Floribert, 193
Ngyamba - Mbete, 179
Niango, Gabriel, 229
Nienkongo, 277
Nima, Fernand, 42, 44, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 54, 58, 94, 160, 294, 303, 319, 323
Nioka - Munene, 205, 207
Nioki, 322, 323
Njezo, 222
Nkwan, René, 140
Nkara, 154, 190, 191, 222, 266, 281
Nkata, 141, 146
Nkanza - dolumingu, 270
Nkazu, 65
Nko, 293
N'kolo, 32, 322
N'krumah, 52, 85, 100
Nkuli, Albert, 51
Nkwana, Désiré, 212, 266, 268
Nkwanga, Ernest, 142
Nkwomo-Esala, 293
Noël, Stephan, 62, 153, 155
Nsangoyolo, Georges, 322
Nsim - Ansie, 295
Ntambu, Kimvuka, 266

Ntsamana, Charlotte, 212
Ntsolo, Théotime, 209, 210, 253, 283, 293, 297
Ntsunganza, Victor, abbé, 182
Ntuku, Léon, 297
Ntumba, Marie-Jeanne, 211
Nuanga, Ferdinand, 54
Nwokedi, 103
Nyati, Mandungu Bula, 321
Nyati, Tony, (Antoine Mandungu), 321
Nyembo, 83, 115
Nzalankisi, 266
Nzamba, Valère, 42, 45, 151, 207
Nze, Pierre, 327
Nzomba, 297
Nzundu, Alexandre, 58
Nzuzi, Charles, 151
Nzuzi, Emmanuel, 95, 320

O
Obala, 182, 279
Obongi, Gabriel, 307
Okito, Joseph, 95
Okitsy, Rémy, 297
Okwomo, Joseph, 156, 177, 181, 182, 212, 291, 293, 295
Olel - Nswal, 42
Olenga, Nicolas, 319, 321
Olun, Joseph, 182
Omelunga, Antoine, 94
Ommegang, 89
Onalua, 72
ONU, 74
Oshwe, 185, 186
Osimine, 292
Othita, Jean-Pierre, 101
Otraco, 65
OUA, 328

P
Pai-Kongila, 198
Paka, André, 67
Pakassa,'161, 312
Pakassa, Vital, 306
Pampelume, capt. de, 21
Pangu : voir Mpangu
Panu, 199, 201
Panzi, 186
Paris, 211
Parlement belge, 15
Parti Communiste congolais, 294, 323
Parti démocratique de Guinée, 60
Parti National de la convention du peuple, 159
Parti Solidaire africain (PSA), 38, 54, 60, 83, 115, 129, 145, 151, 158, 160, 184, 233, 262, 271
Pashi, Alphonse, 186
Paulis, 246
Pauwels, Henri, 14
Peeters,P.L.,s.j., 21
Pékin, 132-140, 211, 247
Pétillon, gouverneur générale, 14, 21, 26
Pétrofina, 32
Pierpont, Ivan, de, s.j., 90

Pindi, 31
Pindi Station HCB, 65
Pinzi, Arthur, 112
Pio-Pio, 198, 291, 295
PNP, Parti National du Progrès, 69
PNP, Parti des Nègres Payés, 12, 74, 188, 189, 219
Politzer, 140
Pologne, 96, 107
Pombo, Ambroise, 53, 55, 125, 151
Pomongo, 192
Pongo, Gilbert, (Taureau Pongil), 86, 94
Popokabaka, 129
Prague, 60, 133
Présence africaine, 51
Profrigo, 65
Protin, André, 89
Puati, Jacques, 84
Pukulu, 94
Pulus.Etienne, 190
Puna, 115
Pumbulu, 323
Punkulu Lakase, 293
Putubumba, 31

R
Raoul, 328
Revue générale des missions, 21
Ribeaucourt, 248, 290
Ricaille, 248
Roelens, Monseigneur, 22, 23
Rotschild, baron de, 89
Rudahindwa, 101
Ruanda-Urundi, 104
Ryan - Guggenheim, groupe, 18
Ryckmans, Pierre, 26

S
Sabena, 60
Sabiti Mabé, 78
Saint-Siège, 20
Saliboko, 11
Sand, Gustave, 19
Sankuru, 116, 201
Schepmans, Raymond, 92
Schramme, Jean, 314
Sedzo, 154, 280
Segers,P.W., 114
SekouTouré, 59
Sendwe, Jason, 61, 82, 103, 118
Shaba, 321
Shehou, Mehmet, 258
Siefac, Société industrielle et forestière du Congo, 32
Sieta, Barthélémy, 184
Simuna, André, 318
Société agro-industrielle et commerciale du Zaïre, 117
Société congolaise d'électricité et de quincaillerie, 117
Société congolo-tunisienne, 117
Société générale, 17, 18, 23, 31, 113
Société nationale d'investissement, 120
Socogeki, 112

Socopla, 322
Somico, 117
Songolo, Alphonse, 74, 101
Songololo, 65
Sosoko, Alfred, 322
Soumaliot, 294, 319
Spaak, Paul-Henri, 114, 305, 310, 315, 316
Spitaels, 60
Staline, 52, 270
Stan: voir Stanleyville
Stanleyville, 49, 72, 77, 81, 92, 94, 101, 105, 137, 149, 290, 307, 316
Stubbe, major, 21
Suez (canal), 50
Suys, 70
Symétain, 30
Syts, 64, 70

T
Takizala, Henri-Désiré, 288
Tambwe de la Roche, Paul, 116
Tananarive, 99, 102
Tanganyka, 11, 320
Tango, 31
Tango Station HCB, 65
Tara, Placide (l'abbé), 145, 153, 179, 211, 241, 242, 279, 282
Tchad, 327
Tchécoslovaquie, 52, 107
Thys, Albert, général, 20, 25
Thysville, 47, 65, 220
Timberlake,Clare, 79
Torres, Camille, 242
Totshi.145, 153, 242
Toussaint, Monseigneur, 182, 184, 201
Truman, 114
Tsalakanga, Laurent, 312
Tshatshi, 178
Tshikapa, 185, 187, 215
Tshimanga, Antoine, 116
Tshumbiri, 313
Tshokwe, (Batshokwe), 187
Tshombe, Moïse, 12, 39, 69, 78, 79, 80, 85, 89, 98, 103, 107, 113, 117, 155, 158, 245, 249, 294, 305, 309, 310, 315, 321, 334
Tsimangungu, Joseph, 183
Tsongo, 295
Tsongo-Nseke, 293, 295
Tumba Mwasipu, Dominique, 158, 318
Tunésie, 51

U
Unamil, Union des anciens élèves de la mission de Leverville, 48, 50, 53
Unilever, 31
Union démocratique africaine, 159
Union des populations du Cameroun, 308
Union générale des étudiants congolais, 269
Union Minière du Haut-Katanga, 17, 18, 20, 26, 53, 76, 113
Union Nationale du Congo, 82
Union Soviétique, 52, 95, 107
Unité Kasaïenne, 185
Uvira, 11, 308

V
Vanden Dries, Joseph, 290
Vandervelde, Emiel, 18
Vandewalle, Frédéric, colonel, 79, 89, 314, 316
Van Hemelrijck, 56
Vatican, 238, 244
Verdickt, Armand, 89
Verhaegen, Benoît, 171, 243
Vietnam, 247
Virius, 52
Voix des Congolais, la, 44
Von Horn, Karl, 79
Voronine, Boris, 160

W
Wangermee, major, 20
Washington, 110
Watsu, 246
Wavula, Daniel, 195, 212
Wawa, André, 307
Weiss, Herbert, 216

Y
Yaeseke, 31, 46
Yahuma, 307
Yambe, Augustin, 307
Yamvu, Dieudonné, 178
Yangoie, 102
Yassa - Lokwa, 37, 149, 154, 190, 193, 214, 288
Yclenge, 117
Yembesi, Norbert, 64
Yongo, 29
Yougoslavie, 95, 132
Youlou, Foulbert, 158
Yumbi, 312
Yumbu, Gabriel, 50, 55, 60, 71, 93, 119, 134, 140, 158, 160, 161, 283, 305, 306, 318, 319

Z
Zanga, Maurice, 209, 211, 214
Zangabie, Dominique, 51
Zola, 307
Zulubanga, 296
Zurich, 153